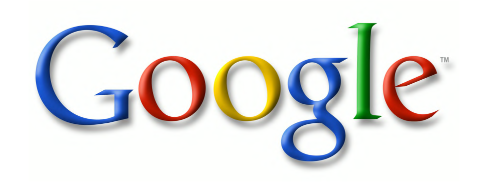
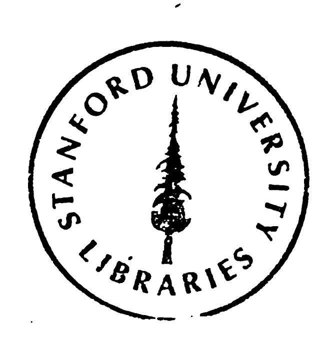










JOURNAL

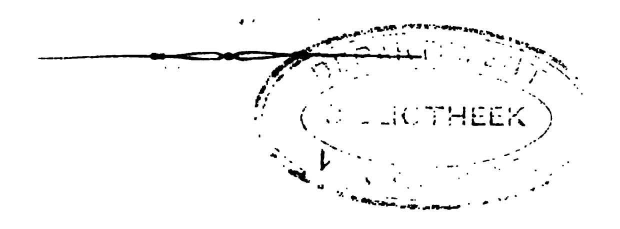
DES

SCIENCES MILITAIRES

REVUE MILITAIRE FRANÇAISE

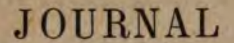
81e ANNÉE

DIXIÈME SÉRIE. — TOME VINGT-SIXIÈME



PARIS
IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE MILITAIRES
R. CHAPELOT & Ce
30, Rue et Passage Dauphine, 30

1905



JOURNAL

DES

SCIENCES MILITAIRES.

REVUE MILITAIRE FRANÇAISE.

Avril 1905

CRITIQUE STRATÉGIQUE

DE LA

GUERRE FRANCO-ALLEMANDE

WŒRTH ET FORBACH[1]

II.

LES BATAILLES DU 6 AOÛT.

Pendant toute la nuit du 5 au 6 des escarmouches eurent lieu entre les avant-postes français et allemands séparés par la rivière de la Sauer.

Dans la matinée le commandant de l'avant-garde du Ve corps prussien crut remarquer dans le camp des Français des prépa-

[1] Voir la livraison de février 1905.

[illegible] une reconnais-[illegible]

[illegible] Diffenbach et [illegible] bataillon [illegible].

[illegible] Prussiens [illegible] y entrer sans [illegible] françaises [illegible] même temps des [illegible] bataillon allemand.

[illegible] de la présence des forces françaises, le général [illegible] l'artillerie [illegible]

[illegible] engagement avait lieu à Gun-[illegible] chassé l'ennemi [illegible] heures son bataillon [illegible] compagnies de zouaves et les faisant appuyer [illegible].

M[illegible] rapidement enrayée par le feu d'un batail-[illegible] V^e^ corps en position sur la rive gauche. Bientôt [illegible] par un autre du XIe corps qui avec une batterie avait été attiré sur la Sauer par le bruit du canon de Wœrth.

Le combat d'artillerie et de mousqueterie s'engagea [illegible] d'une rive à l'autre de la Sauer sans produire d'abord aucun résultat.

Il aurait sans doute pris fin rapidement si, du côté opposé, une action plus importante ne s'était pas engagée au même moment.

A la droite de la IIIe armée se trouvait en effet le IIe corps bavarois qui, comme nous l'avons vu, depuis la veille occupait Lembach. D'après les instructions du prince royal le corps d'armée devait par sa droite surveiller la direction de Bitche, et par sa gauche être en mesure d'attaquer l'armée française par Langensoultzbach dans le cas où le canon se ferait entendre du côté de Wœrth.

Pour s'y conformer, le commandant du corps d'armée avait dès la pointe du jour dirigé une de ses divisions (la 4e) sur Mattstall.

L'avant garde approchait de Langensoultzbach lorsque vers

8 heures, on entendit la canonnade de Wœrth; dès lors, le général poussa en avant toute sa division, qui vint se heurter à la gauche de l'armée française.

La lutte s'engagea juste au moment où elle cessait à Wœrth. Mais bientôt le bruit de la canonnade et de la fusillade, qui en résulta, attira l'attention du commandant de l'avant-garde du Ve corps qui venait d'être rejoint par le chef d'état-major de ce corps d'armée.

L'un et l'autre furent d'avis de reprendre le combat, afin d'empêcher les Bavarois d'être accablés.

Le commandant du corps d'armée prévenu partageant cette manière de voir, tout le Ve corps est dirigé sur Wœrth ; à 9 h. 30, toute l'artillerie vient prendre position sur la rive gauche de la Sauer, pour préparer l'attaque que l'infanterie développera au delà de la rivière. Mais tandis qu'au Ve corps la lutte allait reprendre pour dégager les Bavarois, au XIe où l'on n'avait cessé de tirailler, elle allait se développer peu à peu pour appuyer le Ve. C'est ainsi que, contrairement aux vues du général en chef, la bataille allait s'engager sur toute la ligne.

Du côté des Français, le 6 au matin, le maréchal de Mac-Mahon était encore indécis sur ce qu'il convenait de faire. Quoique sachant qu'il n'avait à recevoir d'autres renforts qu'une division du 5e corps tout au plus, il ne paraissait nullement décidé à éviter le choc de l'ennemi, croyant d'ailleurs qu'il n'aurait lieu que le lendemain. Le général Ducrot avait de tout autres idées; il redoutait une attaque imminente et voulait s'y dérober. Il alla chez le maréchal avec le général Raoult[1], pour le décider à battre en retraite sur les Vosges, dans la direction de Lemberg.

Sans doute, il indiquait une mauvaise direction, mais la nécessité de décamper était incontestable.

Après une longue discussion, le maréchal se décida enfin à donner des ordres pour la retraite. Mais avant que ces ordres n'eussent été transmis aux troupes, la canonnade éclata, et il n'en fallut pas davantage pour amener le maréchal à changer sa résolution.

---

[1] Qui commandait la 3e division du 1er corps.

Il s'arrêta au parti à jamais funeste d'accepter la bataille et il allait se laisser entraîner à la lutte jusqu'à l'épuisement de ses troupes.

Sur la Sarre les reconnaissances faites dans la journée du 5 par la cavalerie allemande, avaient fait penser que l'armée française s'était mise en retraite vers le Sud. Dans la matinée du 6, le général de Rheinbaben, qui avait le commandement supérieur des 5e et 6e divisions de cavalerie, se porta sur Sarrebruck, avec quelques escadrons, traversa la ville et vint s'établir sur le terrain de manœuvre, il y fut accueilli par un feu violent d'artillerie qui venait des hauteurs de Spicheren.

Il rendit compte vers 11 heures au commandant en chef de la IIe armée en lui disant : « Les Français tiennent les hauteurs de Spicheren avec de l'artillerie et de l'infanterie, ils commencent la retraite ». D'autre part, le général Steinmetz commandant la Ire armée, quoiqu'il eut l'ordre de ne se porter sur la Sarre que le 7, pour se préparer à franchir la rivière le 9, en aval de Sarrebruck, avait résolu de l'atteindre le 6, au moins avant ses avant-postes.

Conformément aux ordres qu'il avait donnés dans la soirée du 5, la 3e division de cavalerie se mit en marche dans la matinée pour atteindre Lebach et les localités environnantes.

Le VIIe corps s'avança en deux colonnes; la 13e division venant de Lebach se dirigea sur Puttlingen, ses avant-postes devaient border la Sarre de Völklingen à Rockenhausen; la 14e division prenant plus à gauche, suivit la route de Sarrebruck par Guichenbach, ses avant-postes devaient s'installer à la lisière sud du Kollerthaler-Wald.

En arrivant à Guichenbach vers 8 heures, le général de Kamecke qui commandait la division et qui marchait avec l'avant-garde, apprit que les Français avaient abandonné les hauteurs au sud de Sarrebruck. Il en rendit compte au général de Zastrow, commandant le VIIe corps, et lui demanda si dans ces circonstances il pouvait franchir la Sarre.

La réponse autorisait le général de Kamecke à agir d'après ses propres inspirations.

L'avant-garde fut remise en mouvement avec l'ordre d'établir ses avant-postes sur les hauteurs de la rive gauche de la

Sarre[1]. En approchant de la ville elle fût aperçue par le général de Gœben, commandant le VIII[e] corps, qui venait de faire une reconnaissance sur le terrain de manœuvre où il avait rencontré le général de Rheinbaben.

Il se proposait d'y amener l'avant-garde de son corps d'armée. Il renonça à ce projet en constatant l'arrivée de la 14[e] division ; mais il prit ses dispositions pour faire avancer la 16[e] division, de manière à être en mesure d'appuyer la 14[e], si c'était nécessaire[2].

Certaine d'être soutenue, l'avant-garde de cette division franchit la Sarre vers 11 heures. En arrivant sur le terrain de manœuvre, le général de Kamecke reçut des renseignements qui lui firent croire que les hauteurs de Spicheren étaient faiblement occupées, et seulement dans le but de protéger l'évacuation de Forbach, d'où l'on avait entendu le sifflement de trains s'éloignant dans la direction de Metz. Il résolut d'attaquer ce qu'il prenait pour une arrière-garde ; renforçant son avant-garde du régiment de tête du gros, il prescrivit au général de François, commandant la 27[e] brigade, de prendre ses dispositions pour se porter en avant, et il appela sur le terrain de manœuvre le reste de sa division.

Les Prussiens allaient donc disposer rapidement de la 14[e] division et pouvaient compter sur une partie du VIII[e] corps, mais ils devaient avoir encore d'autres renforts. A la II[e] armée, en effet, on avait appris également à la pointe du jour que les Français avaient abandonné les abords de Sarrebruck, et le prince Frédéric-Charles avait donné l'ordre, vers 8 heures, à la 5[e] division de s'avancer de Neunkirchen sur Sarrebruck, et au IV[e] corps de porter une avant-garde sur Neu-Hornbach. Ensuite, il s'était transporté de Kaiserslautern à Hombourg où il avait reçu un autre télégramme du général de Rheinbaben, expédié à 1 h. 5, qui lui apprenait que les troupes françaises se déployaient en avant de Forbach, et que la tête de la 14[e] division venait d'entrer à Sarrebruck.

D'après les instructions du grand quartier général, cette localité était sur la ligne d'opérations de la II[e] armée ; le prince

---

[1] E. M. F., VIII, 23.
[2] G. E. M., 300.

Frédéric-Charles donna l'ordre formel à 2 heures au général Stülpnagel qui commandait la 5e division de marcher de suite sur Sarrebruck et de faire évacuer la ville par la 14e.

Mais quand cet ordre parvint au destinataire, celui-ci qui avait d'abord arrêté ses troupes à Dudweiler, à Sulzbach et à Saint-Ingbert les avaient déjà remises en mouvement, attiré sur Sarrebruck par le bruit du canon, et, au lieu d'entrer en compétition avec le général de Kamecke, il allait lui apporter l'appui de sa division.

C'était donc plus de 30,000 hommes, qui, arrivant successivement dans le courant de l'après-midi, allaient prendre part à la bataille que la 14e division devait engager d'abord seule. Or, ce devait être une vraie bataille, car au lieu de se trouver devant une arrière-garde chargée de protéger une retraite, les Allemands allaient se heurter à tout le 2e corps français.

De ce côté, quoiqu'on n'eût pas de renseignements très précis sur la situation de l'ennemi, on s'attendait à les voir apparaître prochainement sur la Sarre.

Une dépêche du major général, envoyée de Metz à 5 heures du matin, avait prescrit au général Frossard de se préparer à recevoir une attaque qui pouvait avoir lieu le jour même. Il avait répondu qu'il se tenait sur ses gardes.

Vers 9 heures, une batterie française placée au Rother-Berg avait accueilli à coups de canon les régiments de cavalerie prussienne qui étaient venus sur le terrain de manœuvre ; un peu plus tard, on avait vu la 14e division déboucher du Kollerthaler-Wald. Les intentions de l'ennemi parurent manifestes ; on prit rapidement ses dispositions de combat, avec la résolution d'accepter la lutte.

Sur la Sarre, comme sur la Sauer, les chefs des troupes allemandes qui étaient en contact avec les nôtres, allaient donc se laisser entraîner à une lutte sérieuse, sans que ce fut dans les vues du commandant supérieur.

Mais sur les deux théâtres d'opérations les conditions étaient toutes différentes. En Alsace, le maréchal de Mac-Mahon ne disposait que de 45,000 hommes, il en avait trois fois plus devant lui, dont 100,000 au moins étaient en mesure d'intervenir le jour même ; de quelque manière qu'il s'y prît, la défaite était certaine ; il ne pouvait l'éviter qu'en refusant la bataille. On n'a

pas besoin d'entrer dans le détail du combat pour savoir pourquoi il a été battu.

Ce n'est pas que le développement de la lutte soit sans intérêt. On y verrait la preuve de la vaillance des troupes françaises, dont l'héroïsme s'est montré à la hauteur des plus belles journées du premier Empire.

Mais nous recherchons ici les causes de nos désastres; or, elles sont exclusivement dans la manière dont la bataille a été amenée, c'est une question de stratégie et non pas une question de tactique.

Nous nous contenterons donc de résumer succinctement les péripéties de cette bataille de manière à en marquer nettement les phases principales, en recherchant jusqu'à quel moment il était possible de se retirer en bon ordre; car c'est là la condition essentielle qu'il aurait fallu réaliser pour tirer un résultat utile du dévouement des troupes françaises.

Sur la Sarre il devait en être tout autrement; le 2e corps n'eut d'abord en sa présence que des forces très inférieures aux siennes. Le reste ne devait arriver sur le champ de bataille que peu à peu, et en traversant une rivière dont le nombre de passages praticables était très limité. En outre, même à la fin de la journée les Allemands ne se trouvèrent pas très supérieurs aux troupes françaises, et, comme celles-ci étaient également remplies de valeur, on ne peut pas dire que la défaite était inévitable.

Il y a donc lieu pour en connaître la cause de pénétrer un peu plus dans le détail de l'action.

C'est ce que nous ferons, sans toutefois nous laisser entraîner dans tous les épisodes de la lutte, car nous ne pourrions que répéter ce que d'autres ont déjà dit.

Wœrth. — Au moment où l'action s'engage, le 6 au matin, sur la Sauer, les troupes françaises étaient disposées de la manière suivante, à partir de la gauche :

La 1re division (Ducrot), de Neehwiller à Frœschwiller, ayant en première ligne huit bataillons (45e[1], 1er zouaves et 96e), et en deuxième ligne, quatre bataillons (13e chasseurs et le 18e).

[1] Le 45e avait un bataillon détaché à Jægerthal, au débouché du chemin de Dambach.

La 3e division (Raoult), est établie à cheval sur la route de Wœrth à Frœschwiller, ayant aussi huit bataillons en première ligne du bois de Frœschwiller au chemin de Wœrth à Elsasshausen (2e tirailleurs, deux bataillons du 48e et 2e zouaves) et cinq bataillons en deuxième ligne (un bataillon du 48e, le 36e et le 8e bataillon de chasseurs).

La 4e division (Lartigue) a en première ligne le 3e zouaves, le 3e tirailleurs et le 1er bataillon de chasseurs qui occupent le Niederwald, se prolongeant à droite en avant d'Eberbach, mais sans aller jusqu'à Morsbronn ; le 56e est en seconde ligne [1].

Quant à la 2e division, si fortement éprouvée à Wissembourg, elle était en réserve au sud-ouest de Frœschwiller.

Enfin, entre les 3e et 4e divisions s'était intercalée la 1re brigade de la 1re division du 7e corps.

Elle n'avait qu'un bataillon du 21e en première ligne en avant et à droite d'Elsasshausen, le 3e de ligne et le 17e chasseurs en deuxième ligne [2] ;

La 2e brigade (47e et 99e), d'abord réunie près de Frœschwiller, eut l'ordre, vers 9 heures, de venir se placer derrière la première.

La division de cavalerie du 1er corps n'était pas rassemblée.

La 1re brigade (3e hussards et 11e chasseurs) était au sud-ouest de Frœschwiller près de la 2e division, la 3e brigade (cuirassiers) au nord-est d'Eberbach, derrière la droite de la 4e division.

A la 2e brigade, deux escadrons du 6e lanciers étaient attachés à cette division, les deux autres marchaient avec l'artillerie de la division du 7e corps ; le 2e lanciers était avec la division de cuirassiers de Bonnemains, près de la brigade de cavalerie légère. Chaque division avait son artillerie, sauf la 1re division du 7e corps ; il y avait de plus l'artillerie de réserve du 1er corps, comprenant huit batteries rassemblées près de Frœschwiller.

En somme, les 1re, 3e et 4e divisions du 1er corps avec une brigade du 7e, étaient établies sur deux lignes de Neehwiller jusqu'en avant d'Eberbach ; la 2e division du 1er corps et la 2e brigade

---

[1] Le 87e avait été laissé à Strasbourg.

[2] Le 2e bataillon du 21e était resté à Haguenau, le 3e avec l'artillerie divisionnaire qui ne devait pas participer à la bataille.

du 7e formaient une réserve avec le gros de la cavalerie et l'artillerie de réserve. Ce dispositif préparatoire, loin d'être rigide, était très souple, et la réserve pouvait être portée rapidement partout où on la jugeait nécessaire.

Quand l'avant-garde du Ve corps prussien commença l'attaque, chacun prit son poste de combat. Cette avant-garde s'étant retirée, on se contenta d'entretenir un feu d'artillerie et de mousqueterie du côté de Günstett. Mais, vers 8 h. 30, la 4e division bavaroise, débouchant de Langensoultzbach, marche sur Frœschwiller. Elle trouve devant elle la division Ducrot et la gauche de la division Raoult. Son attaque est vite rompue ; à 10 h. 30, elle est rejetée au delà du ruisseau de Soultzbach, les zouaves du général Ducrot traversent la forêt de Langensoultzbach et en tiennent la lisière orientale. Le commandant du IIe corps bavarois ne songe qu'à rallier ses troupes.

Mais, au Ve corps, où l'on venait de s'engager de nouveau pour appuyer les Bavarois, on n'entendait pas être abandonné par eux ; le général de Kirchbach (commandant du Ve corps) fit donc demander au général Hartmann (commandant du IIe bavarois) d'agir sur le flanc de l'ennemi, pendant que le Ve corps le maintiendrait de front; comptant sur son appui, il n'hésita pas à engager toutes les forces qu'il avait sous la main. Depuis 9 h. 30, toute l'artillerie du Ve corps est en position sur la rive gauche de la Sauer, écrasant de son feu les batteries de la division Raoult, qui essayent vainement de la contrebattre, malgré l'appui des quatre batteries à cheval de la réserve. Sous sa protection, le Ve corps d'armée se rassemble. Vers 11 heures, la brigade d'avant-garde passe la Sauer à Wœrth et à Spachbach, elle trouve devant elle la moitié du 2e régiment de tirailleurs, le bataillon du 21e et le 17e bataillon de chasseurs.

Malgré l'appui de plusieurs bataillons de la 2e brigade, l'attaque prussienne échoue complètement ; mais les Français ne peuvent reprendre Wœrth, ni dépasser à droite le chemin de Haguenau[1].

Dans le même temps, l'avant-garde du XIe corps s'était engagé à la gauche du Ve. Elle avait débouché de la Sauer par Spach-

[1] E. M. F., VII, 58.

[illegible] et par Gunstett, mais malgré l'appui d'une artillerie supérieure, elle n'eut pas plus de succès que celle du Ve corps.

Vivement ramenés par le 3e zouaves et par le 3e tirailleurs, les bataillons prussiens sont obligés de se tenir sur la défensive. Enfin, une seconde attaque des Bavarois n'eut pas plus de succès que la première.

En somme, à midi, toutes les attaques des Allemands avaient échoué, aussi bien celles des Ve et XIe corps prussiens au centre et à gauche, que celle de la 2e division bavaroise à droite; mais les retours offensifs des Français avaient été arrêtés à la Sauer sur les deux premiers points, et, sur le troisième, ils n'avaient même pas tenté de passer le ruisseau de Soultzbach.

Rien n'empêchait les Allemands de rompre le combat; ils pouvaient le faire sans le moindre danger, alors même que les Français auraient été en mesure de prendre l'offensive, car, à supposer que les avant-gardes allemandes aient été obligées de reculer, elles auraient trouvé rapidement l'appui du gros des Ve et XIe corps et celui du Ier corps bavarois. Cependant, quoique le prince royal, qui commandait la IIIe armée, ait prescrit dès 10 heures, avant l'insuccès des premières attaques, d'éviter tout ce qui pourrait amener la reprise du combat, le général de Kirchbach prit sur lui de continuer la lutte.

Si la difficulté de rompre le combat, qu'il a fait valoir, n'était pas une raison sérieuse, il y en avait d'autres qui méritaient d'être prises en considération. D'abord, il ne voulait pas laisser ses troupes sous l'impression d'un échec, qui pouvait avoir une fâcheuse influence sur leur moral; en outre, le mouvement des trains que l'on entendait sur la voie ferrée d'Haguenau à Niederbronn, faisait craindre l'arrivée d'importants renforts, et, par suite, il y avait avantage à précipiter l'action.

Déterminé par ces motifs à reprendre le combat, il fit tout ce qu'il put pour y entraîner à sa droite les Bavarois, à sa gauche le XIe corps. Le général Hartmann fit savoir qu'il reprendrait l'offensive dès qu'il le pourrait, et le général de Bose (commandant du XIe corps), après avoir montré d'abord quelque hésitation à s'engager à fond, contrairement aux ordres du général en chef, avait fait dire qu'il n'abandonnerait pas le Ve corps.

Ce n'est qu'à partir de ce moment que commença la vraie

bataille, avec l'idée bien arrêtée de la part des Allemands de la poursuivre jusqu'au dénouement.

Du côté des Français, il était encore temps de s'y dérober, et ils pouvaient profiter des succès qu'ils avaient obtenus pour se retirer dans le meilleur ordre. Mais le maréchal de Mac-Mahon en jugea autrement; il se tint prêt à recevoir une nouvelle attaque, avec l'espoir de la repousser.

Les Allemands allaient développer méthodiquement leur offensive : le général de Kirchbach, quoique décidé à la bataille, ne voulait l'engager qu'avec prudence et, tout en prenant l'offensive au delà de la Sauer, il ne voulait la pousser à fond que quand le XIe corps aurait fait des progrès sensibles sur la droite de l'armée française qui s'étendait tout au plus jusqu'à Morsbronn.

Le général de Bose prit ses dispositions pour obtenir ce résultat : tandis que la 21e division attaquera de front la 4e division française, la 22e division est chargée d'attaquer la droite, en essayant de la déborder.

Avant midi, toute l'artillerie du XIe corps est en position près de Günstett, pour préparer l'attaque; vers midi et quart, la 21e division débouche de Spachbach et marche sur le Nieder-Wald, mais est impuissante devant la résistance du 3e zouaves; la 43e brigade qui vient de Günstett n'a pas d'abord plus de succès contre le 3e tirailleurs; mais, pendant ce temps, la 44e exécute un mouvement débordant sans trouver de résistance; passant par Dürrenbach, cette brigade marche sur Morsbronn. Le maréchal prévenu n'envoie aucun renfort à la 4e division, il annonce seulement l'arrivée prochaine du 5e corps et dit de tenir ferme. Morsbronn est inoccupé, les Prussiens y entrent sans coup férir, ils en débouchent et refoulent le 56e qui s'était formé à la droite du 3e tirailleurs. La 4e division est sur le point d'être complètement débordée et d'avoir sa retraite compromise. C'est alors que le général Lartigue fait appel au dévouement des cuirassiers du général Michel. Il était environ 1 heure; les deux régiments (le 8e et le 9e) se lancent successivement à la charge contre les bataillons ennemis; criblés de balles de toutes parts, ceux qui restent debout pénètrent dans Morsbronn, mais n'en sortent qu'après avoir perdu les deux tiers de leur effectif.

Cette charge ne pouvait sauver la division Lartigue; elle lui

donna cependant quelque répit qui permit à ses bataillons décimés de reprendre un peu d'ordre.

Ce qu'il en reste essaye un retour offensif, bientôt arrêté par le flot grossissant des assaillants. Le général Lartigue prescrit la retraite; les débris de sa division se portent au delà d'Eberbach, sous la protection de l'artillerie divisionnaire qui a pris position de l'autre côté du ruisseau, pendant que quelques groupes luttent encore pied à pied dans le Nieder-Wald. On peut dire qu'à partir de ce moment la bataille était perdue, car les diverses fractions de l'armée française allaient être successivement débordées par la droite.

Pendant le temps même que s'exécutait la charge des cuirassiers, le prince royal était arrivé sur le champ de bataille et avait pris le commandement effectif des troupes. Il trouvait le Ve corps prêt à se porter en avant, tandis que le XIe corps faisait des progrès sensibles sur la droite française. Il décida de continuer la bataille, mais prescrivit au Ve corps de ne pousser son attaque à fond que quand le Ier corps bavarois approcherait assez du champ de bataille pour qu'on fût sûr de son entrée en ligne prochaine.

Ce corps eut l'ordre de passer la Sauer et de s'avancer entre le Ve corps et le IIe bavarois, ce dernier dut reprendre vigoureusement l'offensive; à gauche, le XIe corps dut attaquer dans la direction de Frœschwiller par Elsasshausen; enfin, le général Werder devait pousser la division wurtembergeoise derrière le XIe corps, tandis que la division badoise couvrirait le flanc gauche; toute la IIIe armée allait donc jouer son rôle dans la bataille.

Quant au maréchal de Mac-Mahon, il ne pensait à rien moins qu'à rompre le combat. Malgré la retraite désordonnée de la 4e division, il voulut continuer à lutter sur la Sauer, et au lieu d'employer sa réserve à arrêter le mouvement débordant des Prussiens, il ne voulut s'en servir que pour se maintenir en avant de Frœschwiller.

La lutte allait donc continuer avec acharnement en avant d'Elsasshausen et à droite et à gauche de la route de Frœschwiller à Wœrth.

D'abord une attaque de la 9e division prussienne est repoussée par le 2e zouaves aidé du bataillon du 21e et du 17e bataillon de

chasseurs (7e corps). Il était environ 2 heures, mais en apprenant que les Bavarois vont entrer en ligne, le général de Kirchbach fait renouveler l'attaque en y faisant concourir toute sa réserve.

Le Ve corps en entier est en ligne, la droite est dirigée sur Frœschwiller, la gauche sur Elsasshausen.

Malgré leur supériorité, les Prussiens ne progressent qu'avec une extrême lenteur. Il leur faut une heure pour enlever le Calvaire. A leur droite, la 1re division bavaroise avait passé la Sauer en avant de Gœrsdorff, ramenant au combat les fractions du IIe corps qui s'étaient ralliées à Langensoultzbach.

Depuis 1 h. 30, son artillerie tirait sur la lisière du bois de Frœschwiller ; à 2 heures, elle essaye de l'enlever. Elle a devant elle la gauche de la 3e division et la droite de la 1re, dont la ferme attitude les empêche pendant plus d'une heure de faire des progrès.

En même temps, la division du 7e corps qui a encore trois régiments intacts, exécute de nombreuses contre-attaques contre les troupes du Ve corps.

C'est d'abord le 3e de ligne contre la 18e brigade, puis la brigade Maire (47e et 99e) contre les 17e et 19e brigades prussiennes. D'abord couronnées de succès, ces contre-attaques viennent en somme échouer devant le nombre et sous le feu écrasant de l'artillerie allemande. Cependant le Ve corps est contenu jusqu'au moment où le XIe corps est prêt à déboucher du Nieder-Wald.

Malgré la retraite du gros de la division Lartigue, il n'y était pas entré sans résistance. Des groupes du 3e zouaves, du 3e tirailleurs et du 56e avaient défendu le terrain pied à pied, et il était plus de 2 heures quand les Prussiens furent maîtres du bois tout entier ; alors les Ve et XIe corps purent se rejoindre et combiner leur attaque d'une manière plus intime.

Le maréchal fait appel à la 1re brigade de la 1re division qui avait encore quatre bataillons disponibles. Ils sont portés en avant, partie sur Elsasshausen, partie sur le petit bois qui se trouve au nord du Nieder-Wald, et où combattent encore quelques débris de la division du 7e corps.

La première ligne prussienne qui borde la limite nord du Nieder-Wald est refoulée, mais bientôt les fantassins de la

44e brigade prennent le dessus en débordant la droite des Français; à 3 heures, le XIe corps se dispose à marcher sur Elsasshausen, l'artillerie est appelée pour soutenir l'attaque.

Contre ces forces décuples, les débris qui occupent le hameau y tiennent jusqu'au moment où ils sont sur le point d'être enveloppés; les batteries de la division de cuirassiers de Bonnemains les appuient en tirant à mitraille. Bientôt les uns et les autres cèdent et se retirent sur Frœschwiller.

Le maréchal a enfin compris qu'il fallait se retirer; pour protéger la retraite du centre et de la gauche sur Reichshoffen, il fait charger la division de cuirassiers Bonnemains.

Ces braves gens se dévouent, comme deux heures plus tôt, la brigade Michel, mais sans plus de succès. Les quatre régiments de cuirassiers se retirent après avoir subi de grandes pertes.

C'est alors le tour de l'artillerie de réserve du 1er corps de se faire détruire en venant se mettre en batterie entre Elsasshausen et la route de Wœrth à Frœschwiller. Tous ces dévouements retardent un peu les progrès des Prussiens, mais ne les arrêtent pas. Il reste encore 3,000 hommes de la division Pellé (2e), parmi lesquels 1700 hommes du 1er tirailleurs. Sur l'ordre du maréchal, ils se reportent en avant; dans une charge furieuse les tirailleurs reprennent Elsasshausen et arrivent en face du Nieder-Wald.

Mais alors éclate contre eux une fusillade terrible, qui les oblige à se retirer sur le Gross-Wald, après avoir perdu la moitié de leur effectif. Tandis que par ces combats le XIe corps avance sur Frœschwiller par le Sud, le Ve corps en approche par l'Est.

Au Nord seulement, la 2e brigade de la division Ducrot, soutenue par quelques troupes de la 3e division tenait tête aux Bavarois; à 3 h. 30, en apprenant le désastre de la droite, le général prescrit la retraite sur Frœschwiller.

La gauche de la 3e division qui, jusqu'à ce moment, tenait ferme, est obligée elle aussi de reculer malgré l'énergique résistance du 2e tirailleurs, dont le chef, le colonel Suzzoni, est frappé à mort.

Le régiment est presque détruit, les troupes de ligne qui combattaient à côté de lui font aussi des pertes énormes; assaillis de tout côté, ceux qui ne restent pas sur le terrain sont presque tous pris. Pendant qu'ils combattaient au nord-est de Frœsch-

willer, ce village était tombé entre les mains des Allemands, dont la supériorité s'était encore accrue par l'arrivée de la 2e brigade wurtembergeoise. A 4 heures, les Allemands s'avancent de toute part sur Frœschwiller, où ils entrent à 4 h. 30, non sans avoir eu à vaincre la résistance des débris de la 3e division, dont le chef, le général Raoult, fut blessé mortellement, ayant refusé de se retirer devant l'assaillant.

Depuis une heure, le gros de l'armée française, dans un état de complète confusion, se retirait sur Reichshoffen, à travers le Gross-Wald. Le général Ducrot fut chargé de protéger la retraite avec sa 2e brigade qui était encore en bon ordre, et ce qui restait de la 2e division, dont l'artillerie se dévoua jusqu'à la fin; ces troupes tinrent assez longtemps à la lisière du Gross-Wald pour protéger la retraite des fuyards, et purent se retirer ensuite sur Reichshoffen et Niederbronn. Le maréchal de Mac-Mahon resta avec elles jusqu'au dernier moment. En arrivant à Niederbronn, il y trouva la division Guyot de Lespart, du 5e corps, dont la tête de colonne était arrivée à 4 heures.

Elle y prit position pour couvrir la retraite qui, d'après les ordres du maréchal, devait s'effectuer sur Saverne.

Elle se fit pendant la nuit, mais quelques fractions prirent d'abord la route de Bitche, d'autres celles de Strasbourg.

Pendant la bataille, la 4e division de cavalerie prussienne était restée en arrière; la poursuite des Allemands fut peu active.

Les pertes se montèrent du côté français à 20,000 hommes dont près de la moitié de prisonniers.

Les Allemands avaient acheté leur victoire par une perte de 10,000 hommes, tués ou blessés.

La résistance des troupes françaises avait été vraiment extraordinaire. L'histoire dira certainement, avec le récit de l'État-Major, que de telles troupes étaient dignes de vaincre.

Non seulement elles firent preuve de la plus brillante valeur, mais il ne serait pas juste de dire que leurs procédés de combat étaient notablement inférieurs à ceux de leurs adversaires.

Pour les juger, il ne suffit pas de les rapporter à des règlements faits après coup.

Ce qui est plus juste, c'est d'apprécier les résultats obtenus de part et d'autre.

En somme, le but de la tactique est d'utiliser pour le mieux les propriétés des armes et celles du terrain.

Or, si le fusil français était notablement supérieur à celui des Allemands, pour les bouches à feu c'était le contraire. Dans son ensemble, l'armement des deux armées était comparable, et quoique les Français aient été un contre deux, et que dans la dernière phase de la bataille ils se soient trouvés dans des conditions essentiellement défavorables, le nombre des tués ou blessés a été à peu près le même des deux côtés.

Cette considération suffit à montrer que ces derniers ne se sont pas trop mal servis de leurs armes ; ils étaient capables d'obtenir la victoire s'ils n'eussent été accablés par le nombre. Mais leur chef leur avait assigné une tâche impossible, en acceptant la bataille avec 40,000 hommes contre 80,000.

Il ne faut donc pas chercher les causes de la défaite dans les détails de la bataille : elles résident dans le seul fait de l'avoir livrée.

Puisque le maréchal s'était enfin décidé le matin à céder le terrain, l'attaque des Prussiens n'aurait pas dû l'amener à changer d'avis. A 11 heures, la retraite était nécessaire, à 1 heure, elle était impérieusement commandée.

On comprend bien qu'il ne se soit pas retiré de suite, après avoir repoussé la première attaque des Prussiens, mais il devait au moins s'y préparer.

Le maréchal avait tous les moyens de mener une pareille entreprise à bonne fin, et le terrain s'y prêtait admirablement.

Pour cela, il fallait tout d'abord occuper la position de Forstheim à droite et en arrière d'Eberbach et en deçà du ruisseau du même nom. On y aurait porté la 1re division du 7e corps prolongeant sa droite jusqu'au bois de Sang, et avec cette division, le gros de la cavalerie du 1er corps.

On pouvait soutenir ces troupes de la 2e division du 1er corps, de l'artillerie de réserve et de la division de cuirassiers Bonnemains, postés préalablement en arrière d'Eberbach. On portait ainsi toutes les réserves en arrière de la droite de la division du général de Lartigue.

La position ainsi choisie était très avantageuse, et l'on pouvait la renforcer encore par quelques travaux rapides de fortification passagère. Les 1re, 3e et 4e divisions restaient sur la Sauer, mais

avec l'ordre, dès que l'ennemi déploierait des forces supérieures et après lui avoir opposé une énergique résistance, de se retirer en combattant, la 4e par Eberbach, de manière à venir appuyer sa droite à Forstheim, la 3e par Elsasshausen, pour venir s'établir d'Eberbach au Gross-Wald, dont elle aurait occupé la lisière vis-à-vis d'Elsasshausen, la 1re par Frœschwiller et Neehwiller dans la direction de Reichshoffen, mais en vue de s'arrêter au Gross-Wald.

En somme, il s'agissait de constituer à droite et en arrière de la position primitive un solide *pivot de manœuvre* sur lequel le gros de l'armée se serait appuyé en se retirant successivement de la droite à la gauche.

Il est certain qu'avec ces dispositions, l'armée française aurait pu tenir jusqu'au soir sans se laisser désorganiser, car l'ennemi déjà désuni par la première résistance qu'il aurait eue à surmonter, n'aurait pas eu le temps de déborder la droite de la nouvelle position et il n'aurait pas réussi à l'enlever par une simple attaque de front.

En outre, en reculant on se rapprochait des secours attendus, et, à 4 heures, l'arrivée de la division de Lespart ralliant la division Ducrot aurait permis un vigoureux retour offensif de la gauche, qui aurait complètement refoulé les Bavarois.

Ensuite, le maréchal, après avoir laissé reposer ses troupes, serait parti la nuit suivante à 2 heures du matin, pour venir s'établir à hauteur d'Ingwiller; bien entendu, pour compléter ces dispositions et en les faisant connaître au commandant du 5e corps, il fallait lui prescrire de venir le lendemain rejoindre le 1er par Lemberg et Ingwiller.

Voilà, croyons-nous, ce que le maréchal de Mac-Mahon aurait dû prescrire à partir de 11 heures du matin, mais il devait le faire au moins deux heures plus tard, et quoique à ce moment sa droite fut déjà bien menacée, il était encore temps de protéger la retraite, non pas en portant des renforts jusqu'à Morsbronn, mais par Eberbach sur Forstheim. De la position qu'occupait la brigade Maire entièrement disponible, il ne fallait pas beaucoup plus d'une heure pour exécuter le mouvement, par conséquent, il aurait été terminé vers 2 heures; le reste de la division du 7e corps aurait suivi, ainsi que la division Pellé et les cuirassiers.

Par suite, la manœuvre enveloppante du XI[e] corps aurait été complètement arrêtée et la division Lartigue aurait pu se retirer par Eberbach sans être désorganisée.

En voulant prolonger la lutte, le maréchal ne pouvait éviter la destruction de son armée.

Autant on doit admirer l'héroïsme des troupes françaises, autant on doit blâmer l'obstination de leur chef.

Au sujet de l'attitude du maréchal et pour la justifier, l'auteur d'une relation, insérée dans la Revue de l'État-Major il y a une vingtaine d'années, a émis l'avis que dans des circonstances semblables, c'est par une lutte à outrance que Condé et Turenne ont gagné la bataille de Nördlingen, et il cite les observations que Napoléon a présentées à ce sujet : « Des observateurs d'un esprit ordinaire diront qu'il eût dû (Condé) se servir de l'aile qui était encore intacte pour opérer sa retraite et ne pas hasarder son reste : mais avec de tels principes un général est certain de [illegible] toutes les occasions de succès et d'être constamment battu . . .

« [illegible] de livrer la bataille dans la position qu'occupait Mercy. Il fit bien de ne jamais désespérer tant qu'il lui restait des braves [illegible]. Par cette conduite il obtint et mérita d'obtenir la victoire. »

L'auteur de l'État-Major général a reproduit ces observations, mais il y a lieu de se demander si elles peuvent s'appliquer à la situation de l'armée française à Wœrth ; les circonstances étaient-elles en rien semblables ?

Il faut remarquer d'abord qu'à Nördlingen les armées en présence étaient à peu près égales en nombre. L'armée française était même [illegible] supérieure [illegible] les [illegible] [illegible] les [illegible]. Ensuite, si l'on se reporte aux Mémoires de Turenne, on voit qu'au moment où [illegible] son mouvement offensif sur la droite ennemie, la droite française n'était pas encore [illegible].

[illegible] attaque du village d'Allerheim était complètement échoué.

[illegible]

qui avait été poussée du village, étaient entièrement mise en déroute dans la plaine ».

Au moment où l'on aurait pris le parti d'une retraite générale, la gauche française était donc nettement engagée devant elle.

Or, il n'y eut rien de semblable à Wœrth.

Au moment de la retraite de la division Lartigue, l'attitude du centre et de la gauche française était essentiellement défensive. On n'y avait fait que des retours offensifs partiels qui, partout, avaient été arrêtés; de plus, les réserves étaient entièrement disponibles. En outre, différence bien autrement essentielle, c'est que Turenne et Condé avaient des chances sérieuses de vaincre, tandis que rien que par suite de la nature du terrain le maréchal de Mac-Mahon n'en avait aucune. En prenant l'offensive sur Wœrth, il pouvait bien espérer y rejeter l'ennemi, mais quant à franchir la Sauer à sa suite, il n'y fallait pas compter.

A Nördlingen, le succès possible et même probable de la gauche pouvait compenser l'échec de la droite, il n'y avait rien de semblable à espérer à Wœrth.

L'application des principes de l'art de la guerre est toujours une question de circonstances; alors même que l'on veut s'appuyer des Commentaires de Napoléon, il est essentiel de ne pas leur donner plus de généralité qu'ils n'en comportent.

L'ouvrage de l'État-Major rappelle encore, pour excuser le maréchal de Mac-Mahon, l'attitude de Napoléon à Waterloo; mais il est vraiment par trop étrange de citer comme modèle des dispositions qui ont conduit à une pareille catastrophe.

Napoléon à Waterloo a montré justement ce qu'il ne fallait pas faire. Encore doit-on remarquer qu'en raison des circonstances dans lesquelles il se trouvait, une simple retraite avait à peu près les mêmes conséquences pour lui que la déroute et que par conséquent, il était amené naturellement à jouer son va-tout.

Il n'y avait rien de semblable dans la situation du maréchal de Mac-Mahon. Il devait penser que s'il ne recevait pas de renforts le jour même, il les recevrait le lendemain; la sécurité de la France n'était pas compromise parce qu'il aurait reculé de quelques lieues.

Je sais bien encore que l'on pourrait citer plusieurs lettres de Napoléon, recommandant l'attaque partout et toujours; mais je

crois justement que cette offensive à outrance dans des conditions impossibles est le côté faible de son système de guerre, et les faits montrent qu'il en a tiré plus de défaites que de succès.

En regard d'Arcole et de Marengo, il est facile de rappeler non seulement Waterloo, mais encore Leipzig.

Napoléon n'aurait jamais dû accepter la bataille du 18 octobre 1813.

Il devait profiter du répit de vingt-quatre heures que ses adversaires lui ont laissé pour se dérober.

S'il l'eût fait, il serait arrivé sur le Rhin avec 200,000 hommes et même 300,000, s'il eût commencé par revenir sur l'Elbe, et les Alliés n'auraient pu envahir la France ; jamais général n'a commis de plus grande faute.

Et pendant la campagne de France, il n'est pas possible de regarder comme un modèle l'attitude de Napoléon à La Rothière, à Laon et Arcis-sur-Aube.

La bataille de Laon fut presque aussi funeste que celle de Leipzig; Napoléon y perdit tous les avantages qu'il avait acquis pendant le mois précédent.

Il en eut été tout autrement si, après la bataille de Craonne, il eût laissé Marmont et Mortier devant Blücher et qu'il se fût reporté contre Schwarzenberg, après avoir repris Reims.

C'est en voulant dans ces journées lutter dans des conditions impossibles, qu'il a fait détruire son armée, tandis qu'en jouant plus serré il pouvait prolonger la résistance.

De même à Wœrth, si le maréchal de Mac-Mahon eût pris, vers 11 heures, le parti de la retraite, il aurait conservé son armée intacte, tout en infligeant à l'ennemi des pertes très supérieures aux siennes.

Nous admettons très volontiers que le maréchal pouvait au début accepter le combat, ne sachant pas au juste quelles forces il avait devant lui, et ayant de bonnes raisons de croire que la bataille décisive n'aurait lieu que le lendemain.

Mais, dès le milieu du jour, il devait savoir à quoi s'en tenir sur le développement de l'attaque allemande.

Dans de pareilles circonstances, la question difficile est de déterminer le moment de la retraite. Or, je pense que le jour de la bataille de Wœrth, ce moment s'est trouvé déterminé au moins

par l'occupation de Morsbronn par le XIe corps prussien malgré le sacrifice des cuirassiers de la brigade Michel.

A partir de ce moment, il était manifeste que notre droite était débordée.

Il n'y avait plus que deux partis à prendre : ou bien la retraite immédiate, ou bien auparavant une offensive sur le XIe corps avec toutes les troupes dont on disposait.

Au lieu de chercher à arrêter le mouvement débordant des Prussiens, le maréchal a employé ses forces disponibles à prononcer des retours offensifs sur Wœrth, qui ne pouvaient aboutir à aucun succès et qui, même en réussissant, n'auraient pas amélioré notre situation, car, quand même nous aurions repris Wœrth, il était impossible de pousser plus loin nos avantages et cela n'empêchait pas le XIe corps de s'avancer de plus en plus sur notre flanc droit.

Au contraire, en portant toutes nos réserves à droite, on pouvait arrêter les progrès du XIe corps sur Eberbach, en y employant le gros des divisions Conseil-Dumesnil et Pellé, avec la cavalerie Bonnemains et l'artillerie de réserve ; il serait resté au centre et à gauche les divisions Raoult et Ducrot qui auraient été en mesure de défendre le terrain pied à pied en se retirant dans la direction de Reichshoffen.

En prolongeant la lutte, le maréchal ne pouvait aboutir qu'à un désastre, il sacrifiait ses troupes sans nécessité ; rien ne peut donc excuser son obstination, on ne peut plaider en sa faveur aucune circonstance atténuante.

Sans doute, il ne peut pas être responsable de son isolement ; avec de l'activité et quelque intelligence de la situation, le général de Failly aurait pu lui amener deux divisions l'une dans la matinée, l'autre dans l'après-midi, et il est certain qu'avec ces renforts les conditions de la lutte se trouvaient notablement améliorées ; en s'y prenant bien, on pouvait briser partout l'attaque des Allemands.

Avant 10 heures, le maréchal, sûr de l'arrivée prochaine d'une division à Niederbronn, pouvait porter sa réserve à sa droite, la division Conseil-Dumesnil à Morsbronn, avec six batteries de l'artillerie de réserve du 1er corps, la division Pellé en arrière à Forstheim, la cavalerie du 1er corps à l'extrême droite sur Laubach, où l'on aurait dirigé le détachement qui escortait l'artil-

lerie divisionnaire de la division Conseil-Dumesnil ; la seconde ligne de la division Ducrot pouvait être repliée sur Frœschwiller, pour servir de première réserve de centre.

Toute une division du 5e corps pouvait appuyer la gauche du 1er corps à Neehwiller, la seconde serait venue sur Frœschwiller pour servir de réserve générale. Dans ces conditions, il nous paraît hors de doute que toutes les attaques des Allemands auraient été repoussées ; mais nous croyons que c'est tout ce que l'on aurait pu faire.

Prétendre que l'arrivée de deux divisions du 5e corps aurait produit une terrible défaite des Allemands, nous paraît une grosse illusion.

On aurait pu peut-être rejeter les Prussiens au delà de la Sauer, mais sans réussir à les suivre sur la rive gauche. C'eut été en somme une bataille indécise, et nous ne pouvions pas espérer davantage, car, malgré l'arrivée du 5e corps, nous n'aurions eu que 65,000 hommes contre 80,000. Et il y avait encore 60,000 Allemands tout près du théâtre de la lutte.

Le lendemain, les deux armées se seraient retrouvées en présence, et les Allemands dont les effectifs pouvaient être doublés, n'auraient pas battu en retraite.

Le seul fait de les avoir contenus était cependant un résultat assez appréciable ; mais si l'inertie du général de Failly a empêché de l'obtenir, sa faute n'excuse pas celle du maréchal ; c'est l'obstination seule de ce dernier qui a donné aux Allemands l'occasion d'un succès facile, qui n'a pour cause que leur supériorité numérique.

Nous nous refusons à l'attribuer au passage des généraux allemands à l'Académie de guerre de Berlin.

Un pareil jugement résulte de cette opinion que c'est dans les écoles que l'on apprend à commander les armées.

Toute l'histoire militaire proteste contre cette manière de voir[1].

Les maréchaux du premier Empire n'avaient passé par aucune

---

[1] Je ne veux pas dire qu'il n'y a rien à apprendre dans les écoles militaires.

Je crois au contraire qu'elles sont fort utiles pour former de bons officiers subalternes et surtout de bons officiers d'état-major, parce que le service d'état-major est la partie positive de l'art de la guerre et qu'il se pratique en

école, et ils faisaient la guerre au moins aussi bien que les généraux allemands de 1870.

Si l'on examine les dispositions de ces derniers, on n'y voit rien de bien remarquable.

Se laisser entraîner peu à peu à une action décisive contrairement aux vues du général en chef, n'est pas précisément un exemple à recommander.

Cette initiative plutôt abusive à réussi, parce que les chefs de l'armée française ont fait le jeu de leurs adversaires, mais il pouvait en être autrement. Avec 20,000 hommes de plus, comme c'était possible, leur attaque aurait échouée; avec 40,000 hommes, comme c'était encore possible, ils auraient probablement été battus d'une manière complète.

Si, ne recevant pas de renforts, le maréchal de Mac-Mahon s'était dérobé à l'attaque dont il était menacé, il n'aurait éprouvé aucun dommage; le succès des Allemands a donc pour cause l'inertie du général de Failly et l'obstination du maréchal.

Le passage à l'Académie de guerre n'y est pour rien. Les Allemands ont engagé 82,000 hommes contre 41,000, il est toujours facile de vaincre quand on est deux contre un.

Les généraux français, tels que Ducrot, Raoult et Lartigue en auraient bien fait autant, s'ils avaient été à la place de leurs adversaires. Sans doute, il y avait bien des défectuosités parmi les chefs de l'armée française, mais bon nombre d'entre eux avaient un réel mérite.

A Frœschwiller, le chef suprême seul s'est montré au-dessous de sa tâche, ou tout au moins les quelques fautes que l'on peut reprocher à ses subordonnés n'ont eu qu'une faible influence sur les résultats.

Si le maréchal avait suivi les conseils de ses divisionnaires, il aurait évité son désastre.

Le 6 au matin, il était parfaitement fixé sur ce qu'il pouvait attendre du 5e corps.

---

temps de guerre comme en temps de paix; mais je crois que les écoles ne servent absolument à rien pour former des chefs d'armées.

La valeur de ceux-ci tient bien plutôt à ce qui ne s'apprend pas qu'à ce qui s'apprend; le difficile est de la juger d'avance, car on s'exposerait à de graves erreurs, si l'on se laissait guider dans ce choix par les succès que certains officiers ont obtenus dans les écoles.

Il savait fort bien qu'il recevrait tout au plus l'appui d'une division; fût-elle arrivée à midi, que ce n'eût pas été suffisant pour conjurer la défaite ; mais le maréchal ne pouvait même pas être sûr de son arrivée, car le matin même il avait écrit une lettre qui indiquait qu'il n'y avait pas nécessité de se presser ; il pouvait donc admettre que quelque incident ait pu retarder la marche de cette division, dont il n'a su l'approche qu'en la voyant arriver à Niederbronn, à 4 heures.

Les erreurs du général de Failly sont indépendantes des siennes ; elles n'auraient pas amené la destruction du 1er corps, si son chef eût refusé la bataille.

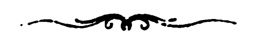
On peut donc dire que le maréchal de Mac-Mahon est seul responsable du désastre de son armée qui méritait d'être mieux employée pour le salut de la patrie.

Livrée à elle-même, elle pouvait néanmoins défendre le terrain pied à pied en se retirant sur les Vosges, sans se laisser entamer et en tenant en respect la IIIe armée allemande.

Après son désastre, au contraire, qui devait avoir pour conséquence une retraite désordonnée, l'Alsace et les Vosges allaient rester sans défense devant l'invasion.

A. GROUARD,
Ancien élève de l'École polytechnique.

(*A continuer.*)



L'ARME DE L'IMPRÉVU[1]

CHAPITRE IV.

ÉCOLE DE L'ORDRE PROFOND. — ENSEIGNEMENTS DE LA GUERRE SUD-AFRICAINE.

Fautes anglaises. — *Particularités.* — Nous avons exposé les faits relevés par M. le général de N.... les enseignements de détail qu'il en tire et les conclusions d'ordre plus général qu'il leur attribue dans le domaine des principes.

A la suite de M. le général Langlois, nous sommes remontés à l'étude d'événements plus anciens, dont la comparaison avec les précédents s'imposait à notre attention : l'effet qu'ils avaient produit, en leur temps, sur l'opinion militaire, était comparable, et déjà des conclusions semblables avaient été mises en avant à leur sujet.

Bien loin cependant de bouleverser la doctrine et les principes, elles n'avaient amené qu'à les mieux définir, tout en améliorant les procédés et les moyens de leur mise en œuvre.

Nous venons de le reconnaître.

Les événements du Transvaal, souvent grossis et défigurés par les impuissances anglaises, sont venus encore une fois renouveler et rajeunir les thèses hâtives issues de Plewna. Ils leur ont donné une nouvelle vie, grâce à de lointains mirages, faisant *la part du feu* et négligeant trop *la part du commandement*. Celui-ci y puisait son excuse vis-à-vis de l'opinion européenne et surtout à l'égard de l'opinion anglaise, surexcitée contre ses mandataires armés et mécontente de l'instruction arriérée et insuffisante donnée à ses troupes.

---

[1] Voir les livraisons de 1905.

De là à accuser la doctrine et à proclamer sa faillite, il n'y avait qu'un pas à franchir. Les armées européennes devenaient ainsi toutes complices de l'ignorance anglaise. La surprise, éprouvée en présence des événements rapportés, y poussait les esprits.

Au lieu de retenir simplement les leçons nécessaires, *les leçons du feu* et les nécessités, déjà proclamées si souvent, qui en découlent pour les exécutants, fallait-il sacrifier les principes, détrôner la doctrine, faire table rase du passé, jeter par-dessus bord tous ces faux dieux, mais renoncer à conclure et à aboutir ?

Proclamer l'impossible ne mène qu'au renoncement.

Jeter le doute dans les esprits, détruire la confiance dans la doctrine, dans les règlements qui en sont l'expression pratique, dans les chefs qui les ont inspirés, après avoir mûri par l'expérience et par l'étude, c'est aboutir à l'éparpillement, à l'impuissance, à l'inaction.

Une étude attentive des faits assure mieux leur mise au point en donnant à chacun le poids qu'il doit comporter dans l'ensemble. Une loi ne se déduit pas de l'étude unique d'un cas particulier. Ce cas particulier doit prendre la place qui lui revient dans l'ensemble à considérer : il ne le domine pas.

Aujourd'hui, comme hier, la doctrine de nos règlements assure seule l'efficace emploi des forces militaires. Loin de s'en écarter, il faut s'en ressaisir : il faut apprendre à s'en servir. Déclarer mauvaise la doctrine consacrée par les guerres et les succès, déclarer qu'on attendra l'invention d'une doctrine meilleure, encore ignorée, déclarer l'outil mauvais parce qu'il s'est montré tel aux mains incapables de ceux qui s'en sont mal servi, c'est renoncer à l'acte et s'en remettre au hasard des foules sans direction.

Reprenons donc, après M. le général Langlois, l'examen rapide des faits de la guerre du Transvaal et, tout en retenant les leçons importantes qui en découlent pour les exécutants, leçons que M. le général de N. ... a mises en si vive lumière, sachons y puiser, dans les deux camps, les enseignements qu'on peut y trouver pour la conduite et la direction des opérations du combat.

La bataille de Colenso fournit un exemple des plus frappants des fautes graves commises par les Anglais; l'échec en fut la conclusion inévitable, comme elle l'eut été en face de tout autre adversaire organisé et armé.

Deux journées sont employées d'abord à canonner la position supposée des Boërs, sans qu'ils se montrent d'ailleurs et sans résultat. Aucune reconnaissance n'est faite, aucune patrouille n'est envoyée, aucun renseignement n'est obtenu. Néanmoins, tout le plan de combat est rédigé d'avance et donné.

A la gauche, la 5e brigade avance *en colonne serrée de bataillons en masse*, les bataillons les uns derrière les autres. Les huit compagnies sont déployées l'une derrière l'autre, avec douze pas de distance entre les bataillons, soit une masse de 50 mètres de front sur 250 de profondeur, le tout *sans avant-garde* et sans aucun organe de sûreté. Un feu violent d'artillerie et de mousqueterie l'écrase à l'improviste. Elle est dispersée, anéantie, dit-on, mise en déroute.

Il faut être Anglais pour s'en étonner, ou faire partie d'une armée non instruite et non préparée.

Au centre, deux brigades accolées et sur deux lignes de colonnes, sans réserves, sont arrêtées, sans parvenir à déboucher, dans Colenso même. Elles ne peuvent s'y maintenir et sont refoulées.

Les deux adversaires sont fixés ainsi à 900 mètres l'un de l'autre. Aucune poussée ne se produisant de l'arrière, faute de réserves; aucun acte du commandement ne venant engendrer le mouvement, l'immobilité persiste.

Enfin, le colonel Long, avec ses batteries, se détache à 400 mètres sur la droite et va s'établir à 900 mètres environ des fusils boërs. L'artillerie est décimée et prise.

Les fautes commises sont majeures et injustifiables :

— S'engager sans rien savoir et sans faire la reconnaissance de vive force par l'action des avant-gardes.

— Répartir d'avance toutes les troupes, sans garder aucune réserve à la disposition du commandement, alors désarmé et sans action pour la conduite du combat.

— Aucune poussée, aucun entraînement de l'arrière vers l'avant.

En effet:

A la 2e brigade : trois bataillons en première ligne ont perdu moins de 7 p. 100.

Le quatrième bataillon en seconde ligne a perdu 1 homme. Il n'a donc pas donné.

A la 6e brigade : un bataillon en première ligne perd 7 p. 100.

Deux bataillons en deuxième ligne ont perdu : l'un, 3, l'autre, 2 hommes.

Quatre autres bataillons en deuxième ligne ont des pertes de 0, 1, 2 et 8. Ils n'ont pas donné davantage.

C'est une énergie *médiocre ;* mais on n'en manque plus pour déclarer que l'attaque est devenue impossible et que les poussées sont irréalisables.

La 5e brigade, à quatre bataillons, en formation de phalange lacédémonienne, et *écrasée par le feu* qui la disperse, a perdu *là* environ 271 hommes, pour les trois premiers bataillons surpris, soit 11 p. 100.

En résumé, les Anglais ont à peine fait du combat *démonstratif,* incapable de donner aucun résultat, sans chercher à attaquer, à marcher, sans sonder ni retenir l'adversaire.

Leur préparation d'artillerie, prélude simplement musical de la bataille, n'a rien préparé que les défenseurs qui, ainsi avertis, ont redoublé d'efforts et de travaux accumulés.

Les armes opèrent isolément. La cavalerie perd dans la bataille deux hommes, par chutes de cheval peut-être. Elle ne reçoit pas d'ordre et ne fait rien.

L'artillerie reste indépendante des unités d'infanterie, et l'infanterie ne la soutient et ne la protège pas; elle la laisse écraser par l'infanterie adverse.

De son côté, l'artillerie ne tire pas sur les défenseurs pour ouvrir la voie à son infanterie; elle prend pour objectif les obstacles *bien visibles.*

Chacun agit pour son compte et même pas du tout, comme la cavalerie.

Il n'y a aucune liaison des armes, aucune coopération, aucune camaraderie de combat; on reste étranger les uns aux autres, comme l'usage s'en est établi dès le temps de paix dans cette armée.

Les pertes. — Effets matériels et moraux de l'armement. — Le nouvel armement n'a certainement pas compté sur toutes ces fautes pour aider à son œuvre, et celle-ci, les pertes le prouvent, n'a guère trouvé à s'exercer.

Les effets du feu sur les tireurs non abrités ont-ils été aussi dangereux qu'on l'a soutenu? Les hommes étaient-ils réellement cloués au sol sans parvenir à quitter leurs abris ?

Quatre bataillons engagés ont combattu pendant deux heures et demie à courte distance. Ils ont fait leur retraite sous le feu. Leurs pertes s'élèvent à 8 p. 100 environ :

Le chiffre des pertes est donc bien moindre que jadis. C'est du temps de l'arme blanche qu'il a été le plus élevé, et il n'a fait que se réduire au fur et à mesure des progrès de l'armement.

La cause en paraît simple. Les pertes sont moins lourdes en totalité, parce qu'elles sont au contraire plus massives dans le temps et plus démoralisantes. Une troupe, laissant peu à peu ses pertes derrière elle et les dépassant, supportait sans fléchir jusqu'à 45 p. 100 de pertes, en toute une journée.

Elle ne résiste pas à 35 p. 100 de pertes en trois ou quatre heures. Elle s'effondre avec 12 à 15 p. 100 de pertes en quelques minutes. La durée des pertes a une influence capitale sur leur effet moral, et cette considération vient encore à l'appui de la nécessité d'user des feux par *rafales* brèves et nourries, en renonçant, sauf pour les tirailleurs individuels, au feu lent dont l'effet moral est faible en comparaison.

Enfin, la distance même, qui sépare les adversaires actuels, leur permet de se dégager quand le chiffre des pertes reçues arrive à atteindre celui qui correspond à leur capacité morale de résistance. Jadis, ils ne le pouvaient plus; ils étaient trop près; ils étaient accrochés: l'un des deux adversaires était alors massacré sans merci jusqu'à son dernier homme, ou peu s'en fallait parfois.

Bien loin d'aggraver les pertes, le nouvel armement tend donc de plus en plus à les réduire, comme à réduire aussi la durée des temps décisifs du combat. La bataille, comme le feu, procédera par violentes et brèves rafales de combats, séparés par de longues immobilités; le danger du feu imminent continuera à ponctuer ces silences de quelques notes brèves et soudaines, ajoutant à la fatigue morale et physique, à l'énervement des combattants pendant ces longues luttes.

Ainsi, l'armement actuel a largement agrandi le territoire de la bataille en poussant l'étendue du terrain dangereux jusqu'aux dernières limites des grandes portées qu'il comporte. Il a ralenti la durée totale de la bataille en aggravant les risques des marches d'approche. Il a concentré en quelques courts instants, les seuls qui lui soient maintenant offerts, toute l'intensité de sa puissance; grâce à celle-ci, ce temps réduit lui suffit à *marquer le moral de son sceau*.

Le moral, éprouvé par la longueur de l'épreuve et l'espace sur lequel il lui faut se soutenir, s'use sous la menace, plus qu'autrefois sous les pertes réelles. Une perte moindre, mais aujourd'hui massive, instantanée, provoque l'effondrement du moral en un court moment.

L'intensité et la rapidité de ces effets, dans un milieu soumis *plus longuement* à une *usure morale supérieure*, contribuent à *diminuer* la résistance *locale* dans l'*instant considéré*. Elles contribuent aussi en contre-partie à conférer, *dans le même temps*, à toute troupe une puissance d'action supérieure à l'ancienne. Elles rendent, en un mot, décisives par le feu les actions *partielles*, alors qu'elles ne l'étaient pas. Et, à ce titre, il est produit sans conteste un changement capital dans les moyens mis aux mains des exécutants pour la tactique de détails.

C'est l'augmentation de l'effet *utile*.

L'attaque de front. — L'attaque de front serait-elle donc devenue irréalisable, impossible ? Toute attaque de front seraitelle désormais condamnée à s'user, en fin de compte, dans l'immobilité et à échouer en combat d'usure, en démonstration plus ou moins stérile ?

Prenons-y garde. Après la faillite de la doctrine, après celle des principes, après celle des leçons des guerres d'Europe et de l'expérience accumulée, c'est *sur un souffle anglais retour d'Afrique*, déclarer et proclamer maintenant la *faillite du combat* lui-même.

Qu'est-ce en effet que le combat de front ?

Y a-t-il, pour les exécutants, autre chose que des combats de front ?

Ceux-ci renoncent-ils au premier qu'ils ont engagé, le trou-

vant trop dur, trop au-dessus de leurs forces, de leurs moyens et de leur moral ?

Que vont-ils faire pour aboutir ?

Passer la main aux voisins, aux camarades et ceux-ci vont tourner, envelopper, tâter sur un autre point.

C'est au tour des voisins et des camarades, d'avoir affaire, eux aussi, au combat de front sur le nouveau front. Le défenseur, nourri des mêmes enseignements, a su facilement y pourvoir.

Déplacer le combat qui reste encore à livrer, c'est donc encore déplacer la question sans la résoudre davantage.

Poussant les choses à l'extrême et jusqu'à l'absurde pour vider cette impuissance, admettons que les tourneurs, qui n'ont rien de la tactique brutale et décisive des Derviches, leurs homonymes, admettons que les tourneurs, les envelopppeurs, les manœuvriers sans combattre, les *différeurs*, pour tout dire, ont réalisé l'enveloppement de ce défenseur immobile et paralysé sur lequel ils n'osent point mordre cependant.

L'ont-ils battu, détruit, désorganisé, vaincu ?

N'est-il pas à chaque instant capable de leur prouver, par une simple poussée, comment on rompt le charme, comment on brise la ronde de ce fragile et grêle investissement, comment en un mot on livre le *combat plein*, celui qui décide, qui prononce et qui jette l'adversaire à la déroute.

Non, le nouvel armement n'a pas rendu le combat de front impossible.

Il est aux mains de l'offensive, comme entre celles de la défensive, avec toutes ses qualités et toute sa puissance, et il rend l'offensive plus énergique et plus décisive que jamais, quand on s'en sert *pour combattre*, c'est-à-dire *attaquer*.

L'exemple de *Spion-Kop* en est une preuve dans cette guerre même.

Au cours des tentatives anglaises pour débloquer Ladysmith, dans la nuit du 24 au 25 janvier, deux bataillons anglais réussissent à s'installer au *Spion-Kop*, débordant ainsi la position des Boërs et ouvrant la route de Ladysmith. Deux bataillons de renfort viennent les y soutenir, s'y retrancher et organiser la défense de la position avec les deux premiers et une demi-compagnie de sapeurs, sans artillerie, soit 3·000 hommes au moins.

Botha les attaque avec 450 hommes et 7 pièces. Il prononce

une attaque de front; sa marche procède par bonds courts, appuyés par le tir excellent des fusils boërs et le feu de ses pièces.

Les pertes anglaises s'élèvent à 30 p. 100 dans deux bataillons et à 10 p. 100 dans les deux autres, au total 22 à 25 p. 100.

Les pertes des Boërs montent à 44 p. 100. Ils chassent les Anglais, mis en fuite, après une résistance d'une journée.

Les tireurs anglais, quand nous les trouvions devant nous dans les guerres du premier Empire et même avant, passaient pour posséder plus de qualités que les nôtres, plus de calme, plus de sang-froid. Ils sont aujourd'hui encore certainement comparables à la moyenne des tireurs des armées européennes.

Leur effectif plus élevé, 3·000 hommes contre 450, devait assurer à leur tir une efficacité supérieure, et les propriétés des abris, préparés pour la défensive, contribuaient à la rendre encore plus marquée contre un adversaire aussi faible. Le canon des Boërs lui-même avait peu d'effet contre les tranchées anglaises, surélevées par le commandement du site qu'ils occupaient.

Toutes ces difficultés n'ont pas arrêté l'attaque de front, ni empêché son succès.

Le tir individuel parfaitement employé, la camaraderie de combat, la liaison des armes et des efforts, les cheminements et les poussées, appropriés à l'armement actuel, et, enfin, l'action du commandement ont suffi à conduire l'assaillant, sans baïonnettes, au bout portant et à la décision par l'occupation du sol, dont il chassait les défenseurs en déroute.

Si la doctrine simple du combat effectif était alors absente de l'armée anglaise, celle des combats organisés, celle de la liaison des efforts, de la camaraderie des armes et des unités l'était encore bien davantage.

Au combat de Maggersfontein, à côté de la brigade écossaise démoralisée par la surprise et anéantie par la soudaineté de ses pertes, la 3e brigade de la Garde reste inactive, sans soupçonner qu'elle fait partie du même corps de bataille, qu'elle a le même but commun, qu'elle doit agir pour y contribuer et « aider son frère ».

Et son chef écrit :

« Nous ne reçûmes pas l'ordre de nous porter en avant : nous n'eûmes rien à faire qu'à regarder devant nous. »

Ce sont là des fautes capitales, des fautes *de la tête* et du commandement, et c'est *à la tête* qu'il faut s'en prendre.

Voici aussi le jugement porté par de *Wet*, à l'occasion de la reddition de Reddesburg :

« En cette affaire, les Anglais ne vinrent pas secourir leurs frères d'armes en danger. C'est ainsi, d'ailleurs, que les choses s'étaient passées à Sannapost.

« Ce fut une chance inespérée pour nous que l'ennemi ne se soit point dérangé pour soutenir et secourir les troupes engagées. »

Et nous osions nous plaindre, quand, en Crimée, nos alliés, les Anglais, agissaient de même à notre égard. Nous avions bien mauvaise grâce; ils nous traitaient en frères, ou mieux comme ils traitent les leurs.

Nous avons vu, des deux côtés et à diverses époques, les fautes *à ne pas commettre*, les exemples *à ne pas suivre*.

En dehors de toute autre question, celle des résultats exceptionnels, obtenus par les Boërs au moyen de leurs feux, n'en reste pas moins digne de la plus sérieuse attention.

Les feux individuels. — Les Boërs étaient, affirme-t-on, des tireurs individuels remarquables, dressés, exercés et entraînés au tir de chasse et de guerre par les conditions mêmes de leur existence de tous les jours.

Ils ont obtenu du feu seul des résultats incontestablement supérieurs à ceux qu'on en pouvait attendre.

Les doivent-ils à leur *tir*, ou faut-il attribuer ces résultats aux *formations* anglaises qui constituaient leurs cibles ?

Admettons d'abord cette première cause comme origine des résultats obtenus.

Notre civilisation même s'oppose à ce que nous puissions aussi y prétendre; c'est la fonction qui crée l'organe, et la fonction, c'est-à-dire le milieu, la nécessité, le besoin, en un mot les maîtres rudes et absolus de tous les jours dans la lutte pour la vie, nous font défaut sur ce terrain.

Nous soignerons l'instruction, l'éducation, le dressage de tous

les instants, — nous améliorerons certainement nos éléments, — mais nous n'arriverons pas aux résultats que l'expérience réelle et la pratique quotidienne peuvent seules donner.

Quoiqu'on fasse, un cavalier de troupe, pris isolément, restera toujours profondément inférieur à un cavalier arabe ou syrien, qui naît à cheval, vit et combat à cheval et y meurt, comme tous ses ascendants l'ont fait avant lui et comme ses descendants continueront à le faire.

Quoiqu'on fasse, un tireur boër, dans la brousse où il vit et où il chasse et combat déjà journellement, sera très supérieur au tireur d'occasion, arraché à son champ ou à son usine, exercé sommairement au tir militaire pendant quelques mois et qu'on lui opposera. C'est la lutte d'un professionnel contre un amateur encore à l'école, et par un bizarre retour de fortune, dans cette lutte en arme, c'est le professionnel militaire qui se trouve être le moins professionnel des deux, le moins exercé, le moins apte.

Il serait difficile qu'il en fut autrement de nos jours; le recrutement, le temps de service, l'universalité de celui-ci, enfin l'impossibilité de pratiquer de même les actes qui dressent et exercent le mieux, créent des dissemblances profondes, toutes au détriment du soldat.

Celui-ci devra être désormais, sans doute, plus directement exercé à l'extérieur aussi bien aux tirs individuels de guerre qu'aux tirs collectifs à volonté, dont l'emploi s'affirmera de même au combat. Il devra être mis à même de tirer plus souvent un plus grand nombre de cartouches dans des conditions plus variées, afin d'exercer son coup d'œil, son sang-froid, sa décision individuelle. Mais il faudrait que les richesses de notre civilisation voulussent bien n'y pas mettre obstacle et ne pas nous emprisonner dans nos champs de tir, stands insuffisants et réduits.

Quoiqu'on fasse sur ce terrain du tir individuel, le soldat ne luttera pas à armes égales s'il rencontre des tireurs comme les Boërs des récits anglais.

C'est une crainte qu'il n'a guère à concevoir en Europe, ni peut-être même ailleurs.

Nous avons fait observer, en effet, que les résultats constatés pouvaient être attribués, soit au tir excellent des Boërs, soit aux formations détestables des Anglais.

L'esprit public est amoureux des légendes; il veut croire aux

merveilles attribuées aux tireurs par les romans d'imagination; après avoir inventé l'arbalète impeccable de Guillaume Tell et le long fusil de Bas-de-Cuir, n'a-t-il pas encore construit de toutes pièces l'exceptionnel tireur boër?

Si, en effet, on relève les pour cent obtenus par ces tireurs d'élite, les Boërs, sur les buts massifs que les formations anglaises offraient avec complaisance à leurs feux, on constate que ces pour cent sont le plus souvent extrêmement faibles; pour tout dire, ils sont plutôt inférieurs à la moyenne probable calculée pour les pour cent obtenus avec un mauvais réglage des feux de guerre de nos armées européennes.

Celles-ci, elles-mêmes, élèvent très notablement cette moyenne quand leur tir est simplement *bien réglé*.

Là encore, nous constatons, en nous instruisant des travaux du colonel Journée et du colonel Souchier, l'influence prépondérante du *réglage* sur les résultats à espérer des feux ; son importance domine absolument celles des tireurs eux-mêmes ou de l'armement.

Le réglage, c'est-à-dire l'effet même du feu, dépend entièrement de l'appréciation exacte de la distance; cette loi ne saurait être trop connue des officiers, conducteurs des feux. Ils doivent *s'instruire* et *se munir* pour vaincre.

L'action collective.— Le tireur européen puise donc essentiellement sa force et sa puissance — (toutes choses égales d'ailleurs quant aux forces morales en présence) — dans son *organisation*, qui lui assure la *coopération unanime* et l'*action d'ensemble* sous une *direction*.

C'est là que réside la puissance nationale organisée, pourvue, encadrée, exercée, dressée et conduite par les professionnels, par les *cadres instruits, munis des moyens nécessaires*.

Ce sont là les éléments auxquels nous avons affaire, aussi bien chez nous que chez l'adversaire ou chez nos voisins d'Europe.

Ce sont ces éléments mêmes dont les Anglais n'ont consenti à se servir, en partie, qu'après des échecs répétés.

Pendant toute la première période de la guerre, ils ont opposé leur tir mal réglé à celui des Boërs, choisissant précisément le moyen par lequel ils ne pouvaient d'ailleurs qu'être inférieurs.

Ce *concours de tir* n'a guère été marqué pour eux que par des échecs. Leur organisation de manœuvre, défectueuse ou mal employée, ne leur a servi qu'à construire des buts massifs.

Les Boërs, dénués de tactique d'ensemble, d'organisation et *de nombre*, ont usé l'effort anglais, borné au feu, rien que par la supériorité de leur tir sur ces buts massifs.

Comparaison des pertes. — Il est intéressant d'étudier de plus près la question par des chiffres, les deux armements étant comparables et la valeur personnelle des tireurs ou l'infériorité des formations restant seules en cause.

Dans les différents combats considérés, les pour cent des pertes sont :

	Anglais.	Boërs.
Neutralisation réciproque par le feu	2 1/2 à 5 p. 100	1 à 3 p. 100
Attaques anglaises réussies	6 1/2 à 8 p. 100	1 à 3 p. 100
Attaques anglaises manquées	3 à 8 p. 100	1 à 3 p. 100
Attaque boër réussie	14 p. 100	2 1/2 p. 100
Attaque boër manquée	25 p. 100	44 p 100

En moyenne, les Boërs perdent 3 p. 100 et infligent plus du double. Une seule fois, ils perdent 44 p. 100 pour infliger 25 p. 100; c'est quand 450 Boërs attaquent à Spion-Kop et mettent en fuite 3·000 Anglais. Les pertes absolues, en raison même des effectifs, sont graves chez les Anglais et insignifiantes chez les Boërs.

L'armement n'est pas en cause.

L'examen des pertes anglaises et boërs dans la campagne de 1880, où les deux adversaires firent usage de la poudre noire et d'armes analogues à notre fusil Gras, nous le montre.

Toutefois, les Anglais éprouvent, en 1880, des pertes bien autrement graves, atteignant 55 p. 100, alors que celles des Boërs ne dépassent pas 4 p. 100.

Sur l'ensemble des deux campagnes, le pour cent des pertes des Boërs, par rapport aux pertes anglaises, est en moyenne inférieur au quart de ces dernières, les deux armements opposés étant sensiblement égaux.

Le combattant individuel était-il à peu près quatre fois plus

exercé, quatre fois meilleur tireur chez le Boër que chez l'Anglais? *Non, le but anglais était quatre fois plus vulnérable que le but boër.*

Ces différences ne se retrouveront pas entre deux armées européennes ; nous aurons affaire à l'armement perfectionné *sans le tireur perfectionné,* peut-être imaginaire tel qu'on le représente, et il ne saurait seul, nous l'avons bien vu, *créer aucun front* qui ne puisse tôt ou tard, par un moyen ou par un autre, devenir abordable à des combattants exercés, résolus, bien conduits et mettant à contribution l'action solidaire des trois armes.

Eussions-nous même affaire à des tireurs, encore imaginaires et qui le resteront, aussi habiles et exercés que les Boërs, le succès de quelques attaques de front bien menées et bien conduites, prononcées par les Anglais contre les Boërs, suffirait à nous prouver que l'attaque de front, nécessaire et inéluctable, reste encore possible et très possible, comme elle l'a toujours été.

Le tir collectif. — Les hausses de couleurs voyantes. — Au sens strict des mots, le tir d'hommes armés de fusils est, sans aucun doute, toujours *individuel;* mais si l'on envisage, comme on doit le faire, l'existence et la constitution de groupements militaires organisés et commandés, il n'en va pas de même. Le respect de la constitution solidaire de ces organes est indispenble au meilleur emploi des forces. Tout tir organisé et commandé devient donc un tir *collectif,* et les feux à volonté rentrent dans cette catégorie.

Il n'est pas inutile d'insister sur cette conception, bien qu'elle semble élémentaire, car il s'est produit à son sujet d'étranges confusions dans les esprits et dans les écrits depuis quelques mois.

Le tir de l'infanterie au combat ne saurait, d'ailleurs, être autrement comparé à celui de l'artillerie; bien différent de celui-ci, en effet, on peut affirmer qu'en principe il n'est pas réglable par l'observation des coups : celle-ci échappe le plus souvent, pour ne pas dire toujours, dans la plupart des cas et sur la plus grande partie des terrains. Il ne peut être réglé qu'au moyen de la connaissance préalable de la distance et que — (la hausse étant bien prise) — s'il est ajusté en direction. Etant

donné l'approvisionnement en munitions, ces conditions sont indispensables à ses effets et à son rendement économique.

Tout tir non collectif, tout tir non réglé en distance, tout tir non ajusté en direction, aboutit, sauf du fait du hasard, à la dispersion et à l'éparpillement. Il exigerait une consommation *infinie* de munitions pour produire un effet voulu sur un point donné dans l'espace où les projectiles sont alors divisés.

On a fait ressortir qu'il n'était peut-être pas indispensable d'obtenir un effet voulu sur un point donné et que tous les effets voulus ou non voulus, obtenus sur tous les points donnés ou non donnés, mais y frappant toutefois des adversaires, étaient également bons. L'ennemi est partout dans la direction générale où le combat est engagé ; partout, soutient-on, le champ de bataille est habité, est sillonné d'adversaires. Il suffit que l'infanterie tire dans cette direction générale, chaque homme choisissant sa hausse et son objectif, c'est-à-dire effectuant exactement du tir individuel ; s'il n'atteint pas, comme il est bien probable, l'objectif qu'il vise, il en atteindra toujours quelqu'autre. « Dieu choisira les siens », avait-on dit aux Albigeois, mais en les massacrant tous et ce ne sera pas le cas ici, loin de là ; car feu partout équivaut à feu nulle part, surtout dans les limites de nos richesses. C'est l'abdication de tout commandement du feu, c'est l'abandon de toute organisation collective des forces en faveur du hasard des foules.

Cent ignorances ne font pas un savoir, et, s'il est un savoir, les cent ignorances doivent s'y enseigner et s'y subordonner pour produire un effet quelconque. Malgré les théories contraires et les paradoxes à ce sujet, les chefs désignés ont chance de détenir quelque supériorité sur ce point, n'en fût-il que dans l'unité de direction et dans le concours solidaire des forces.

On n'ignore pas cependant combien cette unité est difficile à réaliser pour le tir. Dès que les buts se multiplient, chaque homme est porté à tirer sur l'objectif qui lui paraît le plus visible et le plus menaçant pour lui, sur l'homme ou sur le groupe qui se trouve *en face de lui*. Avec nos anciens groupements à rangs serrés et à formations rigides, on obtenait déjà malaisément l'unité de direction pour le feu, c'est-à-dire la désignation bien claire et bien comprise et la visée d'un objectif commun, unique et précisé. La dispersion actuelle et indispensable des dispositifs accroît cette difficulté ; toute vérification, tout contrôle,

toute rectification, toute certitude d'exécution seront impossibles sous les feux modernes. Le seul moyen d'obtenir cette unité consistera pour le chef à choisir, chaque fois qu'il le pourra, l'objectif qui s'impose *en face de sa troupe* par son importance ou sa visibiltié, sans risquer d'éparpiller le tir de celle-ci par d'autres combinaisons divergentes ou moins évidentes pour tous, moins simples en un mot.

D'autre part, si chacun des hommes choisit sa hausse ou néglige de prendre la hausse déterminée par le chef, quel réglage peut-on espérer? On retombe encore dans la dispersion en portée, sinon en direction, et aussi grave.

Sur le terrain des appréciations de distances à la vue simple. il n'est pas discutable que chacun, maîtres compris, reste toujours apprenti. Mais les chefs, qui disposent des instruments nécessaires, ne sont plus dans ce cas; eux seuls alors sont à même de régler le tir. Il est donc extrêmement important d'assurer tout au moins la prise exacte des hausses ordonnées. Or, l'exactitude est, dans une large mesure, subordonnée au contrôle et à la vérification des hausses par les chefs en sous-ordres, surtout au milieu du trouble du combat. Cette vérification était des plus difficiles pour une troupe à rangs serrés; avec les dispositifs du combat moderne, elle l'est encore davantage.

La vérification des hausses par les gradés est à peu près impossible aujourd'hui du fait des fronts occupés, du danger couru et surtout des systèmes de hausses adoptés.

On peut améliorer ces derniers à ce point de vue tout pratique. L'adoption de hausses à lamelles, par exemple, donnant à la hausse de chaque distance essentielle du combat *une forme spéciale à chacune d'elles, bien tranchée, et très visible même d'assez loin* par les gradés, rendrait possible leur tâche capitale et l'exécution d'un de leur plus importants devoirs. L'emploi de *lamelles de couleurs différentes, et bien tranchées* (blanc, bleu, jaune, noir, rouge, vert), répondrait au même but. On ne renoncerait d'ailleurs à aucune des graduations nécessaires des hausses actuelles, mais on limiterait tout au moins les négligences grossières de hausses en rendant ainsi le contrôle possible.

On constituerait de la sorte un jeu de hausses faciles à enseigner et à désigner, à connaître, à vérifier, même en plein combat et d'un seul coup d'œil, pour les petites et les moyennes distan-

ces. Les hausses des grandes distances, étant vérifiables à loisir, ne justifient aucune modification.

La cavalerie. — Après avoir déclaré la faillite de l'attaque de front, on a proclamé celle de sa plus fervente associée, *la cavalerie*.

Cette impuissance n'est pas nouvelle sur le terrain des projectiles, où on l'a portée. Bayard déjà l'avait appris à ses dépens, précédé lui-même en cette voie par la cavalerie française d'Azincourt sous les coups des archers anglais.

La plus admirable cavalerie du monde, les 10·000 Mameluks de Mourad-Bey en ont fait la cruelle expérience à la bataille des Pyramides sous les coups des balles rondes des simples fusils à pierre.

Toute infanterie, non surprise et non démoralisée, fut-elle armée d'arcs, a toujours été et sera toujours inabordable de front par la meilleure cavalerie *réduite à ses seuls moyens* corporels.

On n'en a jamais douté, et les enseignements venus du Transvaal n'ont rien changé à cette vérité évidente et reconnue.

Mais si la surprise, l'action imprévue restent toujours l'arme morale supérieure, l'arme de guerre par excellence de l'infanterie, la cavalerie n'a pas à abdiquer non plus sur ce terrain où sa rapidité lui assure un avantage manifeste.

L'emploi de la cavalerie *par surprise,* son action sur l'infanterie en désordre ou démoralisée, sur l'infanterie *désarmée* en un mot par l'affaissement de son moral, restent toujours aussi décisifs que par le passé.

Tant que la loi *de la rapidité* existera, la cavalerie obtiendra des succès comme arme tactique.

L'armement actuel a une puissance démoralisante, une puissance d'usure bien supérieures à ce qu'elles étaient jadis. On doit en conclure que certains éléments de l'adversaire, particulièrement éprouvés, seront abandonnés inertes aux entreprises d'une cavalerie audacieuse et alerte, à l'affût des occasions favorables qu'elle saura saisir.

Qu'importe que le fusil porte à 200 ou 2·000 mètres, si le tireur, ayant perdu la tête, tire en l'air ou néglige de tirer ?

Des escadrons indépendants, peut-être des demi-régiments, sauront encore trouver utilement à s'employer, même pendant la bataille.

Le concours de la cavalerie pour l'attaque décisive, qui exige la surprise, la masse, l'énergie, la vitesse, acquiert une valeur inappréciable.

Si le fantassin marche à l'assaut final, le cavalier y court; il est juste et nécessaire qu'il prenne lui aussi *sa part de la fête* avec l'infanterie et l'artillerie.

Mais il est encore un autre rôle de la cavalerie, plus spécial et aussi plus important, que le nouvel armement devrait, paraît-il, lui interdire désormais de remplir.

Il s'agit de l'exploration, de la découverte et de la sûreté, fonctions dans l'exercice desquelles le danger couru serait devenu tel qu'on devrait renoncer à y exposer les armes montées.

M. le colonel Journée a calculé le nombre de coups de feu qu'il y avait lieu de tirer pour avoir la probabilité d'atteindre un cavalier isolé en reconnaissance aux différentes distances. A 400 mètres, la distance exacte étant inconnue des tireurs (cas le plus probable), il faut 12 coups de fusil pour avoir chance d'atteindre un cavalier arrêté.

S'il passe obliquement au galop à cette distance, 68 coups de feu deviennent nécessaires.

A 600 mètres, il faut 36 coups dans le premier cas et 500 dans le second.

On peut estimer sans doute qu'il n'y a aucune folie héroïque à s'exposer ainsi à ces distances, où l'on peut bien voir, quand le devoir et la fonction même de l'arme exigent qu'on aille voir et reconnaître.

Les tireurs postés et cachés attendront, d'ailleurs, que l'éclaireur soit arrivé à meilleure et plus faible portée pour l'ajuster. Celui-ci, de son côté, dispose, comme eux, de l'emploi des abris et des bonds d'observatoire en observatoire de la marche d'approche; enfin, les cavaliers d'un groupe d'exploration ou de découverte s'aident réciproquement pour dépister ou éparpiller les feux, afin de faire le jeu de l'observateur principal, l'*officier*, seul capable d'observer avec des yeux instruits.

La découverte présente donc des dangers, comme autrefois; elle s'exécutera comme autrefois avec le même cœur, et, en définitive, avec des difficultés très comparables ; nos lorgnettes sont devenues elles aussi très supérieures aux anciennes; nos chevaux de vitesse valent aussi infiniment mieux.

L'exploration, bien éclairée, dispose, elle aussi aujourd'hui, d'armes à feu incomparables, qui lui facilitent sa tâche vis-à-vis d'un armement analogue. Elle apprendra à s'en servir pour faire son service.

Contre la cavalerie adverse, son rôle et ses moyens sont restés dans le même rapport qu'autrefois.

L'infanterie montée. — Quant à l'infanterie montée, qu'on a prétendu lui substituer, elle n'a jamais constitué qu'une infanterie encombrée, embarrassée et déplorable, une cavalerie qui n'en est pas une.

Le petit combat d'*El Moungar* nous en offre un exemple frappant.

L'ennemi, embusqué dans les dunes, ouvre le feu, par surprise, à 200 mètres de la colonne française, arrêtée au repos.

« Aussitôt (*Revue de Paris,* 1er janvier 1904) on se précipite aux faisceaux, les armes sont arrachées. Mais une infanterie non montée aurait couru aux pitons rocheux à l'Ouest ; elle y aurait trouvé un abri et une excellente position pour arrêter, par son feu, les assaillants. La *préoccupation des mulets, de ces précieuses montures,* auxquelles le peloton monté doit sa mobilité, l'emporte alors sur tout le reste. »

On s'expose dans la plaine, sans abris et en plein feu, sous les coups d'un ennemi parfaitement abrité, on court aux mulets pour les protéger et les ramener. *On court aux mulets,* voilà l'aimant déplorable qui se substitue, de façon irrésistible, à la manœuvre et à la tactique nécessaires, qui les attire, qui les dévoie, qui met les maîtres, devenus esclaves, au service de leurs propres serviteurs.

La troupe est décimée ; elle se ressaisit trop tard, anéantie, ayant tout perdu, même la bataille, aussi bien que ses mulets.

Il en sera toujours ainsi.

L'indépendance absolue de l'homme d'infanterie constitue la valeur active (et trop souvent parfois négative, au contraire) de l'arme, au point de vue de son bon emploi et de la manœuvre.

Elle réside dans ce fait, qu'il est lui-même son très simple moteur, lent sans doute, mais si simple, si rustique et résistant, si libre, pour tout dire, et si indépendant des complications qu'entraînent tous les autres. Il n'est lié à aucun ; il ne dépend

[illegible] expérience [illegible] elle-même [illegible] sacrifier [illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible] bien gardés.

Éclaireurs montés d'infanterie. [illegible] *d'éclaireurs montés d'infanterie* [illegible] *être pour l'infanterie* [illegible]

Leur utilité est [illegible] création se fera [illegible] sion du besoin.

Les bicyclistes, simples [illegible] nables à des missions de [illegible] champs.

Les éclaireurs, [illegible] nos manœuvres [illegible] disposition temporaire [illegible] régiments, [illegible] même de nos compagnies [illegible] reusement, en la [illegible] cieuse : ils [illegible] remplissent [illegible] ces hommes, détachés [illegible] ments sacrifiés [illegible] ques jours de guerre.

On n'en disposerait d'ailleurs pas. En tenant compte [illegible] ment de l'effectif, l'élément de cavalerie divisionnaire est déjà insuffisant et doit faire face à d'autres emplois qui dépassent ses forces.

Mais, au simple point de vue de l'instruction nécessaire à leur service d'infanterie, ces éclaireurs de cavalerie sont inaptes à leur tâche, quelque excellents qu'ils puissent être dans leur arme.

Ils ont été instruits, exercés, dressés, entraînés par la cavalerie pour la cavalerie, dans le milieu qui lui est propre, avec l'orientation d'esprit et de conception spéciale à ce rôle.

Tout est nouveau et différent pour eux, quand l'infanterie les emploie. Le terrain, les distances, les buts, les moyens, les formations, les ordres, les mots mêmes n'y ont pas la même valeur.

Ils ne savent pas voir comme le font nos éclaireurs, dressés par nous, élevés par nous, instruits par nous pour notre service. Ils n'ont pas conscience de nos besoins et de nos modes d'action, ils ont des notions tout autres.

Même en les employant « à portée de longe » dans le rayon restreint qui nous suffit, en les encadrant, en les soutenant constamment d'ordres bien nets pour des missions simples, courtes, précises, parfaitement définies, nous n'en obtenons pas le rendement que nous donnent si facilement nos simples éclaireurs d'infanterie et nos patrouilles de combat.

Or, la portée de ces dernières est devenue fort insuffisante pour nos besoins actuels, et des éclaireurs montés nous sont indispensables.

Point n'est besoin pour eux d'aller ni très vite ni très loin; il nous suffit qu'ils puissent aller un peu plus vite et un peu plus loin que nos éclaireurs d'infanterie.

Il nous faut, non pas des cavaliers, mais des *éclaireurs montés d'infanterie;* nous les réclamons encore ici, comme nous l'avons fait tous les ans depuis 1895.

Mettons à la disposition constante de chacun de nos régiments d'infanterie et de nos bataillons de chasseurs une trentaine de chevaux hors d'âge, à la veille d'être réformés par les régiments des armes montées.

Bannissons formellement tout galop; n'autorisons même, en principe, le petit trot de 200 mètres à la minute que par rares intermittences et pour des missions réellement urgentes.

Pourvoyons ces montures de transport de harnachements de réforme encore susceptibles de quelque service, puis livrons-les, avec les écuries nécessaires (seule question réellement coûteuse), à nos unités d'infanterie.

Les hommes, qui sauront s'en servir, existent en grand nombre dans tous nos régiments; l'enseignement spécial à leur donner pour les soins nécessaires à leur monture reste rudimentaire et simple[1].

Aucune modification essentielle ne doit être apportée à l'uniforme ou à l'armement afin que chacun de ces éclaireurs puisse toujours et à tout moment reprendre, le cas échéant, sa place dans le rang à côté des camarades[2].

L'armement doit donc rester le même.

Leur sac sera mis aux voitures.

Capote fendue à l'arrière, bandes molletières du modèle alpin, telles sont les seules modifications nécessaires à leur tenue; la sagesse doit tenir à ne pas augmenter le nombre de celles-ci, sous peine de déformer entièrement une institution pratique et simple en créant des « singes de cavalerie ». Pas d'éperons, inutiles au service qu'ils doivent assurer et d'ailleurs contraires à l'esprit de leur institution.

L'instruction et le dressage de ces éléments dans les corps d'infanterie s'y poursuivront au cours des exercices de tous les jours — (petites missions, reconnaissances, patrouilles, communications, liaisons) — et sans y rien modifier, mais en s'y appuyant pour donner l'enseignement, nécessaire à leur bon emploi, aussi bien à ces éclaireurs qu'à nos propres cadres, qui s'instruiront eux-mêmes en s'en servant et en les instruisant.

Ils seront formés au milieu de nous, par nous, pour nous, et répondront exactement à nos besoins et à nos moyens.

Leur institution correspond à une des nécessités formelles qu'imposent l'armement actuel et ses portées.

La baïonnette. — Le nouvel armement, après tant d'exécutions et de si nombreuses victimes, en ajuste encore une autre.

---

[1] Savoir paqueter et monter sans blesser son cheval ou soi-même; régler ses allures, afin de rester toujours en dessous des moyens de sa monture, en conservant constamment réserve de force disponible; ignorer totalement le galop et tout mode de combat à cheval; surveiller la ferrure; soigner les pieds et le dos de sa monture; régler et surveiller l'alimentation et l'installation de celle-ci dans les abris de fortune que la route présente pour les repos de nuit.

[2] Disposition qu'il eût d'ailleurs, et déjà, été indispensable de prendre aussi pour nos bicyclistes actuels et pour les ordonnances d'officiers montés.

Il veut raser la *luronne*, la barbouiller de noir et la jeter hors des camps.

La baïonnette, en un mot, elle aussi, aurait vécu, parce que les Boërs n'en avaient pas. L'adoption de leurs chapeaux suffirait seule à la remplacer.

Si l'on s'adresse à la statistique, en effet, on relève, en 1866 et 1870, et des deux côtés, sur 100 blessés ou tués :

70 à 88 par les feux d'infanterie ;

25 à 10 par les feux d'artillerie;

5 à 2 par les armes blanches, dont à peine 0,4 attribuables à la baïonnette, dans des circonstances très spéciales et en dehors, le plus souvent, de l'assaut proprement dit.

Cette statistique *de résultats*[1] paraît exacte, elle est intéressante; mais elle me semble incomplète; j'y ai cherché en vain les blessures *au moral*, celles qui entraînent le renoncement à la lutte et l'abandon des *autres*, c'est-à-dire de ceux qui ne sont ni blessés ni tués, et je me demande si, après l'action morale profonde du feu, l'action de la dernière menace par le bout portant, par la présence réelle, par la baïonnette en un mot, je me demande si cette action n'a pas été décisive, si ce n'est pas à elle qu'on doit l'achèvement de l'œuvre, restée incomplète et inconnue, je ne dirai pas *sans elle*, mais *jusqu'à elle*.

Le choc physique, tel que la légende l'imagine encore, a certainement existé autrefois; il était le plus complet mode de l'action du temps des armes blanches.

L'arme à feu n'a fait que le restreindre de plus en plus; de nos jours, il ne subsiste guère qu'un choc moral que l'un des deux adversaires n'attend pas.

Son armement même lui fait reprendre du champ; il dérobe

---

[1] L'infanterie considérée était dix fois plus nombreuse que l'artillerie; elle n'a tué ou blessé que trois à quatre fois plus; sa valeur est donc deux fois moindre environ, au point de vue de l'emploi à faire des hommes, et non pas trois fois plus grande, comme on conclut généralement dans ces comparaisons d'éléments non comparables.

Elles amèneraient en effet à conclure à la suppression de toutes les armes ne donnant pas le rendement maximum, telle que la cavalerie, et ici même l'infanterie. Chacune a son mode d'emploi, ses moyens, son but dans l'œuvre commune. Elles n'ont pas le même usage. Toutes ont leur part dans l'œuvre de chacune et leur influence sur les pertes que chacune d'elle inflige. Ces dernières ne sont entièrement attribuables à aucune.

sa personne à l'abordage et conserve la puissance de son mode d'action que ce recul n'a diminué en rien. On ne saurait en dire autant de son moral après quelques replis de ce genre.

Mais le choc à la baïonnette proprement dit reste absent en définitive de tous ces actes.

Faut-il en conclure l'inutilité de cette arme?

Loin de là. Elle marque seule la ***résolution*** d'aller jusqu'au bout; elle proclame l'***enseignement*** nécessaire; elle affiche la distance à laquelle il faut joindre l'adversaire pour achever la tâche qui le concerne.

Prenez les deux adversaires en présence à distance des feux efficaces. Le tir du défenseur a une précision et une action manifestement supérieures à celles du tir de l'assaillant. Ce dernier ignore le plus souvent les distances, le défenseur les connaît. Il trouble son propre tir par la marche, par l'excitation du mouvement. Il lui faut constamment chercher de nouveaux abris et se mettre en prise, mortelle souvent, chaque fois qu'il les quitte.

Il se place en un mot, par son offensive même et par rapport à la défense, dans les plus mauvaises conditions pour exécuter son tir.

Il sacrifie donc son tir au mouvement en avant.

Prenons, de l'autre côté, le défenseur.

Comment son tir plus facile et plus efficace n'arrête-t-il pas cet assaillant?

Comment n'en a-t-il pas raison par le tir?

Il n'en a pas raison parce que, malgré son tir, il voit cet adversaire marcher et avancer sur lui.

Il n'en a pas raison parce que, au fur et à mesure que cet assaillant avance, malgré son tir à lui défenseur, ce défenseur perd de plus en plus sa confiance en son propre tir et qu'il ajuste de moins en moins bien.

Ainsi donc, chaque avancée de l'assaillant est une prise de possession : *physique*, de la voie nécessaire au but; *morale*, d'une partie du moral du défenseur.

Chaque avancée de l'assaillant marque une supériorité partielle et momentanée de son feu et de son moral sur ceux du défenseur; elle marque une déchéance du feu et du moral du défenseur.

Arborer les baïonnettes, c'est proclamer qu'on déchaine le

moral supérieur, et le moral inférieur n'attend même plus l'arme froide.

Il faut élever les cœurs et les courages et instruire les esprits à ce but; le leur montrer, le leur fixer.

Une armée qui ne l'aurait pas serait incapable d'achever. La notion supérieure manquerait à ses combattants.

Ils s'arrêteraient en route, croyant toujours avoir assez fait et comptant sur le tir à distance pour décider.

La baïonnette leur dit clairement jusqu'où il faut aller : ***jusqu'au bout portant***, sinon rien n'est fait. Instrument visible de mesure destiné à l'énergie, elle lui marque, haut et ferme, la distance à laquelle il faut joindre l'adversaire pour renverser son moral et abattre sa résistance.

Elle est l'éducatrice morale qui montre le but à réaliser peu à peu par le mouvement en avant avec l'aide du tir.

> « Toute nation, qui raccourcit ses armes blanches, allonge ses frontières. » (HOLMES[1].)

> « Si ton épée est trop courte, allonge-la d'un pas en avant. » (LYCURGUE.)

Raccourcissons nos baïonnettes, mais gardons-nous bien d'en faire l'abandon.

Elles affichent hautement notre ***résolution totale***.

(A continuer.) L[t]-Colonel J.-B. DUMAS.

---

[1] Et il ajoute : « On ne trouvera cet axiome ni dans Montesquieu ni dans le *Journal officiel du Congrès*.— *Corollaire* : C'est la lance polonaise qu'il faut accuser du démembrement de la pauvre Sarmatie. — Quel besoin avait-elle de lutter pour sa liberté avec une perche de quinze pieds entre elle et la poitrine de ses ennemis ? Si elle avait seulement empoigné l'arme des vieux romains et de la jeune Amérique, le *gladius* court et inflexible ou notre *bowie-knife*, et joint son adversaire corps à corps, on aurait vu la différence !... »

The Autocrat, etc., Boston, 1858. — (OLIVER WENDELL HOLMES).



HISTOIRE

DE LA

TACTIQUE DE L'INFANTERIE FRANÇAISE

DE 1791 A 1905[1]

IIIe PARTIE.

Période de 1901 à 1905.

CHAPITRE PREMIER.

RÈGLEMENT PROVISOIRE DU 8 OCTOBRE 1902.

Le Règlement provisoire du 8 octobre 1902, qui vient d'être remplacé par un règlement définitif, s'inspirant, d'ailleurs, des mêmes principes, constituait un progrès marqué sur le Règlement du 15 avril 1894.

La Commission qui avait élaboré le Règlement du 8 octobre 1902[2] avait pris soin d'indiquer, dans l'avant-propos, qu'elle s'était attachée :

1° A exclure, autant que possible, de l'enseignement du temps de paix, les mouvements et formations inutilisables en campagne;

2° A fournir à l'infanterie les moyens de devenir plus souple et plus manœuvrière.

---

[1] Voir les livraisons de 1904 et celles de 1905.

[2] Le Règlement du 8 octobre 1902 a fait suite au Règlement provisoire de 1901, dont il a consacré les principes essentiels.

En résumé, le Règlement de 1902 se distinguait nettement de celui de 1894 : 1° par la suppression du formalisme qui ralentissait les mouvements; 2° Par un plus large appel fait à l'initiative des chefs de section et des capitaines, qui ont, disait le Règlement de 1902, toute latitude pour prescrire, dans l'exécution des mouvements et évolutions, l'emploi des procédés qu'ils jugent les plus simples, les plus rapides et les mieux appropriés à la situation particulière de la troupe qu'ils commandent.

Nous n'étudierons sommairement que le combat du bataillon encadré, dans l'offensive.

I. *Bataillon encadré; — offensive. — Formation préparatoire de combat.* — C'est toujours la colonne double ouverte, avec la latitude, pour les compagnies, de modifier leur formation en vue d'utiliser le terrain.

Fractionnement. — En général, le bataillon est disposé sur deux lignes.

Front de combat. — Il dépend de l'effectif et de la situation tactique.

Dans l'offensive, il ne dépassera pas, en principe, *trois cents mètres* pour un bataillon de huit cents fusils.

Rôle du chef de bataillon. — Le chef de bataillon détermine, selon les circonstances, mais en restant dans la limite des ordres reçus, le front, la profondeur et le dispositif de la formation.

Il dispose des compagnies de soutien pour donner à l'action une énergie croissante jusqu'au moment de l'acte décisif.

Signalons ici une très heureuse innovation : Le chef de bataillon se tient en communication avec ses capitaines, à l'aide de l'adjudant-major, de l'adjudant de bataillon et des *sergents fourriers* (au lieu des simples soldats que lui accordaient les règlements antérieurs).

Il laisse à chacun l'initiative nécessaire, initiative, ajoute le Règlement (École de bataillon, n° 27), *qui permet d'obtenir le maximum des efforts*. Cette addition au Règlement provisoire de 1901 marque bien la tendance très nette du nouveau Règlement à développer cette qualité précieuse à la guerre.

On doit augmenter le plus possible les distances et les intervalles, pour traverser les espaces découverts battus par le feu de l'artillerie, de manière que deux éléments d'une même unité ne soient pas exposés aux atteintes d'un même projectile.

Tant qu'on est à une distance de l'ennemi supérieure à 1200 mètres, on a avantage à adopter la formation en ligne de sections ou de demi-sections, par quatre ou par deux.

Les compagnies de soutien suivent en liaison avec la première ligne.

Combat de préparation. — Arrivée au contact, la fraction désignée pour éclairer le bataillon refoule les patrouilles ennemies et poursuit sa marche jusqu'à ce qu'elle soit arrêtée par le feu.

C'est à ce moment, alors qu'il est suffisamment renseigné, que le chef de bataillon constitue définitivement la ligne de combat. *Une ou plusieurs compagnies* forment la *ligne de combat*, les autres restent en arrière.

Les *compagnies de première ligne*, ayant rejoint les patrouilles de la fraction chargée d'éclairer le bataillon, *déploient le nombre de sections jugé nécessaire* pour engager le combat dans de bonnes conditions.

On voit, ici encore, combien le Règlement est élastique. Le nombre de compagnies à déployer est réglé par le chef de bataillon ; le nombre de sections à engager au début est réglé par les capitaines.

Tout cela est un progrès incontestable. Tantôt il y aura des soutiens, tantôt il n'y en aura pas : c'est au capitaine à en décider.

La marche en formation par files est avantageuse aux moyennes distances (vers 1,200 mètres).

Ouverture du feu. — La ligne de combat n'ouvre le feu que lorsqu'il est nécessaire de contre-battre le feu de l'ennemi pour avancer.

En somme, on ouvre le feu quand on ne peut pas faire autrement. C'est une accentuation très nette des idées d'offensive.

La marche s'exécute généralement par bonds rapides et, au besoin, par petites fractions, en utilisant tous les accidents du terrain et en ne recourant au feu, pendant les arrêts, que s'il est

absolument indispensable de le faire pour préparer la reprise de la marche.

Ici, une remarque : *par petites fractions*, il nous semble qu'il faut entendre une petite unité bien dans la main de son chef. Quoique le Règlement ne fixe pas le minimum de la petite fraction, peut-être conviendra-t-il de ne pas descendre au-dessous de la demi-section, commandée par un sous-officier. Mais, encore une fois, nous estimons que le Règlement fait bien de ne pas lier les bras au capitaine, qui est le meilleur juge de l'emploi de son personnel, suivant le degré de confiance qu'il lui accorde et qui doit s'inspirer, avant tout, des nécessités de la situation.

Le capitaine de chacune des compagnies de la ligne de combat conduit la marche dans la zone d'action qui lui est affectée, *conserve la direction du feu et en règle l'intensité.*

C'est donc, d'après le Règlement de 1902, le capitaine qui dirige le feu. Nous estimons, nous, qu'il sera même souvent obligé d'avoir recours au principe de la division du travail et de déléguer une partie de ses pouvoirs, en ce qui concerne le feu, à ses chefs de section[1]. Affaire de terrain et de circonstances.

La ligne de combat arrive ainsi sur les emplacements d'où l'on pourra donner au feu sa plus grande puissance et concourir efficacement à la préparation de l'attaque décisive.

Voilà donc le but que l'infanterie doit chercher à atteindre dans le combat de préparation : gagner des emplacements (à désigner par le chef de bataillon), d'où la ligne de combat, placée à des distances variant entre 700 et 400 mètres, puisse, tout en évitant de gêner le tir de l'artillerie assaillante, concourir par un feu très efficace à la préparation de l'attaque décisive.

Pour donner au feu sa plus grande puissance, on portera la densité de la chaîne à son maximum, jusqu'au coude à coude sur un rang. C'est la période du combat plein qui commence.

---

[1] C'est là, comme nous le verrons plus loin, une des innovations du Règlement du 3 décembre 1904, innovation des plus heureuses : *le chef de section directeur du feu.* Notons que le Règlement de 1902 supprimait radicalement les feux de salve. Le Règlement de 1904 les a rétablis en partie, à titre exceptionnel (nos 100 et 195). C'est un poocédé mis à la disposition du capitaine de compagnie.

Les compagnies de soutien profitent du temps d'arrêt de la ligne de combat pour s'en rapprocher.

Le chef de bataillon renforce cette dernière ligne, suivant les besoins.

Ici encore plus de schémas. On n'enserre pas le chef de bataillon dans des prescriptions étroites. On lui laisse une large initiative.

On ne lui dit pas, par exemple : à 400 mètres, tous vos soutiens seront en ligne, comme l'indiquait le Règlement de 1894.

On lui prescrit seulement de tenir constamment l'ennemi sous la menace d'une crise, afin d'immobiliser ses réserves et de contenir les contre-attaques qu'il pourrait tenter.

Attaque. — S'il s'agit d'attaquer un poste avancé ou un point d'appui faiblement défendu, le bataillon peut, en général, y suffire avec ses seules ressources.

On brusque alors l'attaque, en produisant un effort violent. *Tout point d'appui* enlevé est, autant que possible, *renforcé par la fortification*.

Cette dernière prescription est très importante. Faute de s'y conformer, on risquerait de compromettre les résultats acquis. Il faut, en somme, se méfier de la contre-attaque, toujours possible.

Plus que jamais, la pelle et la bêche joueront leur rôle, même dans l'offensive ; car il faudra, le plus souvent, progresser péniblement, de point d'appui en point d'appui.

Et cette marche difficile, ardue, durera des heures entières, pendant lesquelles on aura tout le loisir de remuer la terre nécessaire pour s'installer solidement sur le terrain conquis.

Mais, dit le Règlement, devant une position fortement défendue, le bataillon aura souvent besoin de l'*intervention d'un bataillon de deuxième ligne pour achever le combat de préparation* et *exécuter l'attaque*.

Aussitôt après la constitution du dispositif d'attaque (pas de dispositif normal, le Règlement n'en parle pas, et avec juste raison), la marche en avant est poursuivie vigoureusement.

En somme, c'est le chef de bataillon qui règle son dispositif d'attaque, qui le fait renforcer, comme il l'entend, de manière à *maintenir la ligne de feu à son maximum de densité*.

La marche se continue, en général, avec le concours des

bataillons disponibles. L'arrivée, sur la ligne, de nouvelles fractions doit, en principe, déterminer un mouvement en avant de la chaîne. Ici encore le Règlement est très élastique.

Devant un *ennemi ébranlé par le feu* (c'est donc à ce résultat qu'il faut tendre à tout prix), la *marche* pourra parfois être poursuivie *sans interruption;* mais, le plus souvent, il sera nécessaire de procéder par bonds et par efforts successifs (les bonds sont donc un pis aller, c'est un mal, mais un mal nécessaire ; il faudra y exercer fréquemment la troupe).

« Les fractions, dit le Règlement, ayant gagné du terrain, facilitent par leurs feux la marche des groupes restés en arrière. »

Dans la pratique, cette marche par bonds sera conduite de telle sorte que la fraction qui vient de l'arrière dépasse celle qui, par son feu, protège son mouvement. Si l'on procédait autrement, la marche par bonds ne donnerait pas les résultats qu'on en attend. Nous avons vu, nous-mêmes, dans les tirs collectifs de combat, pratiquer avec succès cette façon d'opérer qui marque nettement la volonté arrêtée de l'assaillant de joindre, coûte que coûte, l'ennemi.

Dans ces arrêts, le feu est conduit avec la plus grande intensité ; *l'élan de la troupe* et *l'énergie du feu* sont constamment *entretenus par l'arrivée de nouveaux renforts.*

Les troupes de choc se rapprochent progressivement et sont placées face à l'objectif choisi. Chacun de leurs bataillons est disposé sur une ou deux lignes, les compagnies en ligne déployée, en ligne de sections par quatre ou en colonnes de compagnie, séparées par les intervalles et les distances qui conviennent le mieux aux circonstances.

La marche se poursuit ainsi jusqu'à distance d'assaut (150 mètres environ). A ce moment, les troupes de choc doivent être arrivées à 200 ou 300 mètres de la chaîne. C'est à la distance d'assaut que la chaîne exécute le feu à répétition, pendant que les troupes de choc marchent à l'ennemi d'une manière ininterrompue, et que les tambours et clairons battent et sonnent la charge (tout le monde met baïonnette au canon). La masse tout entière, entraînée par les officiers, se lance sur l'ennemi.

Poursuite ou rétablissement de l'ordre. — L'ennemi chassé, les troupes disponibles interviennent pour prendre possession de la

position, *parer à un retour offensif* (on se rappellera les attaques sous Plewna, où les Turcs cédaient le terrain, puis revenaient à la charge et bousculaient les Russes, plus ou moins en désordre et lancés inconsidérément, sans feux, à la poursuite des Turcs), ou compléter le succès, en accélérant la retraite de l'ennemi par la poursuite ou par le feu.

Si l'attaque réussit, les troupes qui ont donné l'assaut se reconstituent et deviennent, à leur tour, disponibles.

Si, au contraire, elle ne réussit pas, les unités se rallient rapidement, sous la protection des troupes encore intactes, qui se déploient et se sacrifient, s'il le faut, pour arrêter l'ennemi.

Tel est, commenté aussi succinctement que possible, le combat offensif du bataillon encadré.

Nous y voyons la distinction très nette et désirée entre le combat de préparation et l'attaque. Les règles sont simples, élastiques, conformes aux nécessités de la guerre[1].

Caractère essentiel du Règlement de 1902. — En somme, nous estimons que le règlement nouveau, en évitant de donner des prescriptions shématiques, est entré franchement, ainsi que nous le disions au commencement de cette étude, dans la voie tracée par le général Morand dans « L'Armée selon la Charte ».

Il a évité, par une trop grande réglementation, de favoriser la paresse d'esprit en détruisant l'initiative.

S'il eût procédé autrement, il aurait, surtout avec le service de deux ans qui vient d'être adopté, compromis, au plus haut degré, la formation des cadres de l'armée active et ceux de la réserve au point de vue de la guerre.

Il ne faut pas oublier que le rôle d'un Règlement de manœuvres n'est pas de résoudre tous les problèmes qui peuvent se présenter à la guerre, mais de donner des règles générales à l'aide desquelles on arrivera à la solution.

Si le Règlement donnait des solutions, on se contenterait de

---

[1] Nous verrons, en analysant le Règlement du 3 décembre 1904, que, tout en ayant supprimé les termes de « combat de préparation » et « d'attaque décisive », ce Règlement n'en a pas moins maintenu les prescriptions se rapportant à ces deux modes de combat, que prévoit, d'ailleurs, le Règlement sur le Service des armées en campagne (art. 129 et 130).

les appliquer avec plus ou moins d'à-propos; si, au contraire, il ne donne que des règles générales, chacun, dans les exercices du temps de paix, sera forcé de réfléchir et de tirer de son propre fonds en faisant appel à son bon sens; c'est ainsi qu'on apprendra à se décider et qu'on se formera pour la guerre.

Au combat, le chef indique le but; il laisse à ses sous-ordres le choix des moyens d'exécution. Chacun a son tempérament propre, sa manière individuelle de comprendre l'exécution d'une mission donnée. Pourquoi vouloir que quatre commandants de compagnie emploient les mêmes procédés pour atteindre le but fixé par le chef de bataillon?

Sans doute, dans les manœuvres du temps de paix, le coup d'œil et la régularité dans l'exécution y perdront; mais, à la guerre, il n'est pas douteux que cette initiative produira, ainsi que le dit le Règlement, le maximum d'efforts. Et c'est là, n'est-il pas vrai, l'essentiel.

En résumé, nous estimons que le Règlement provisoire de 1902 contenait des règles suffisamment élastiques, pour que tous les chefs de l'armée active et de la réserve fussent en état, en faisant appel au simple bon sens, de se tirer d'affaire à la guerre.

Le Règlement provisoire de 1902 a marqué, en somme, une évolution caractéristique très heureuse de la tactique de l'infanterie française.

Cette évolution s'est encore accentuée et a pris un caractère définitif par la mise en vigueur du Règlement de 1904, que nous analyserons au chapitre suivant.

CHAPITRE II.

RÈGLEMENT DU 3 DÉCEMBRE 1904.

Après une expérience qui, en réalité, a duré trois ans, la commission chargée d'élaborer le Règlement de manœuvres de l'infanterie, persévérant, avec une inflexible ténacité, dans la voie de la simplification et de la préparation exclusive des troupes à la guerre, a enfin abouti à une œuvre qui présente un caractère bien net et définitif.

Envisagé dans son ensemble, le Règlement du 3 décembre

1904 consacre, une fois de plus, les principes essentiels qui doivent servir de base à l'éducation des troupes en vue de la guerre.

Avant tout, il pousse, plus que jamais, au développement de l'initiative des chefs de tous grades et à l'offensive à outrance.

Supprimant radicalement tous les schémas, quels qu'ils soient, il se borne à donner des directions suffisamment élastiques pour qu'au combat l'officier d'infanterie qui commande une troupe puisse, en faisant appel à son jugement et en tenant compte des circonstances, du terrain et des propriétés de son arme, remplir parfaitement la mission qui lui est confiée.

Nous n'analyserons ici que le titre V (articles I, II, III), qui traite du rôle de *l'infanterie dans le combat.*

Cette partie du Règlement est des plus remarquables, comme netteté, simplicité et largeur de vues.

Article Ier. — Introduction.

Le mode d'action de l'infanterie au combat découle des principes généraux propres à établir, dans l'armée, l'unité de doctrine, indispensable pour assurer la liaison des armes et la concordance des efforts sur le champ de bataille.

Ces principes sont contenus dans le règlement sur le service des armées en campagne (titre XIV).

C'est donc ce dernier Règlement qui sert de base à la tactique de combat de l'infanterie.

Propriétés et rôle de l'infanterie. — L'infanterie conquiert et conserve le terrain.

Ses deux moyens de lutte sont : *le feu* et *le mouvement en avant.* Le feu est l'élément de préparation; le mouvement en avant est l'élément d'exécution.

Le *mouvement en avant, seul, est décisif et irrésistible; mais il ne l'est que lorsque le feu efficace,* c'est-à-dire se produisant à bonne distance de tir de l'ennemi, et, de plus, intense, *lui a ouvert la voie.*

Les forces morales. — Les forces morales constituent les facteurs les plus puissants du succès.

Ce sont : *l'honneur, le patriotisme*, d'une part ; *l'esprit de sacrifice* et *la volonté de vaincre*, d'autre part, et, enfin, *la discipline* et *la solidarité*.

L'*officier* doit être l'exemple constant de sa troupe, s'inspirer toujours de la pensée de son chef, prêter une aide continuelle à ses camarades et porter au niveau le plus élevé les forces morales du soldat.

Le *sous-officier* seconde l'officier, en veillant à l'exécution des ordres et en maintenant, par tous les moyens, les soldats dans le devoir

Le *soldat*, confiant dans ses chefs, doit, en toutes circonstances, obéir, comme eux, aux sentiments d'honneur, de discipline et d'abnégation.

Article II. — **Opérations préliminaires.**

Les opérations préliminaires, destinées à orienter le commandement, comprennent la prise de contact par la cavalerie; éventuellement, l'action de détachements de toutes armes; puis le combat de l'avant-garde, qui procure au commandement l'espace et le temps nécessaires pour disposer, en toute liberté, de ses moyens d'action.

Dispositions préparatoires au combat. — Tant que l'avant-garde seule est engagée, le chef reste libre d'accepter ou de refuser le combat.

Au cas où il l'accepte, il indique aux commandants des unités le but à atteindre et le rôle qui incombe à chacun d'eux.

Des *agents de liaison* assurent, pendant l'action, les communications réciproques du commandement et de ses subordonnés, condition essentielle de l'action du commandement pendant le combat.

« En principe, toute unité d'infanterie, à partir du bataillon, est représentée, auprès du chef de l'unité supérieure, par un officier à cheval, agent de liaison, qui peut être accompagné d'un cavalier ou d'un cycliste. » (N° 249.)

Au moment où le combat va s'engager, la *première préoccupation des chefs*, qui se portent en tête de leur unité, prêts à recevoir les ordres, et en vue de se renseigner sur la situation,

est de *gagner du terrain en avant*, pour permettre au commandement de disposer des forces nécessaires au moment opportun.

Les *marches d'approche* sont effectuées en dehors des routes par les unités d'infanterie, avant le déploiement qui précède le combat. Elles sont préparées par des reconnaissances de terrain, reconnaissances dont le Règlement fait une obligation absolue à tout officier d'infanterie, qui a le devoir de s'orienter sur la situation et d'envisager les mesures destinées à faire face aux éventualités possibles.

Les *formations* à prendre pour les marches d'approche sont déterminées par la forme du terrain et par la nécessité d'éviter les pertes, tout en conservant la troupe bien en main.

Pendant ces marches, les troupes d'infanterie, obligées souvent de se réunir, en formations plus ou moins denses, dans des couloirs, doivent, pour éviter toute surprise et disposer toujours du temps et de l'espace nécessaires à leur déploiement, détacher, sur leur front, leurs flancs et leurs derrières, des unités chargées de pourvoir à leur sécurité, et dont l'action est complétée à l'aide des cavaliers dont peut disposer l'infanterie.

Les *rassemblements* doivent être *défilés* et *gardés* dans toutes les directions.

ARTICLE III. — **Le combat.**

Le combat a pour but de briser par la force la volonté de l'adversaire.

Quelle que soit la situation particulière d'une troupe d'infanterie, dans l'ensemble des éléments opérant sur le même champ de bataille, les deux moyens d'action dont elle dispose : le feu et le mouvement en avant, ont pour but de lui permettre d'obliger l'ennemi à céder le terrain et à battre en retraite.

Seul, le mouvement en avant est décisif et irrésistible. (N° 252)

D'où nécessité de l'*offensive*, dans la généralité des cas.

La *défensive*, prise volontairement, à un moment donné et sur un point déterminé du champ de bataille, ne doit se proposer pour but exclusif que de permettre au gros des troupes d'agir offensivement dans de meilleures directions.

Offensive. — L'offensive, qui s'adapte parfaitement au caractère français, implique la ferme volonté d'aborder l'adversaire et de le chasser de ses positions.

Répartition des forces. — Dès qu'une troupe d'infanterie doit combattre, son chef indique leurs objectifs aux unités qui vont s'engager; il désigne les troupes qu'il garde à sa disposition (*troupes de manœuvre*); éventuellement, celles qui sont destinées à parer aux cas imprévus, à compléter le succès ou à arrêter une retraite (*réserve*).

L'échelonnement en profondeur s'impose, généralement, pour les troupes de manœuvre et la réserve.

La répartition des forces est très variable. On tiendra compte de ce que la troupe est *encadrée* ou *isolée, découverte sur un ou deux de ses flancs*.

Déploiement. — Dès que l'infanterie se trouve en butte au tir efficace de l'adversaire, elle se déploie.

Les dispositions à prendre pour le déploiement varient avec les circonstances.

On adoptera, de préférence, pour le cas où l'on est *encadré*, le système des unités accolées.

Par contre, on prendra un dispositif en profondeur, quand on aura à se garder sur ses flancs, de manière à conserver une plus grande liberté de manœuvre.

En tout cas, il conviendra de ne pas perdre de vue que l'augmentation de la puissance des armes permet d'occuper des fronts étendus, sous la réserve que l'on doit toujours pouvoir assurer l'action effective du commandement et l'appui réciproque des unités combattant côte à côte.

Ce mode de combat par groupes implique la suppression des lignes continues de tirailleurs, qui ne répondent plus aux nécessités modernes du combat.

Mouvement en avant. — L'*infanterie marche* sur les objectifs assignés, *couverte*, sur son front et sur ses flancs, *par des patrouilles*, plus ou moins fortes, détachées par les unités qui sont engagées les premières. Ces patrouilles, chargées d'éventer

les surprises, peuvent aussi servir à assurer la liaison des éléments engagés au combat.

En arrière, les unités marchent, en évitant les espaces découverts et battus, et en suivant les cheminements qui se trouvent à leur portée.

Les plus favorisées par le terrain prennent la tête du mouvement et gagnent les points d'appui dont l'occupation facilite la marche en avant des moins favorisées.

L'obligation faite aux unités qui ont un même objectif, de marcher toujours vers le même but et de se prêter un mutuel appui, reste la règle absolue qui assure la convergence des efforts.

Le mouvement se poursuit le plus longtemps possible sans tirer; les différentes unités, guidées par leur chef, marchent, groupées ou fractionnées, dans les formations les plus appropriées au terrain et aux besoins du moment.

En arrière des unités engagées, suivent les renforts, qui doivent régler leur marche de telle façon que leur intervention puisse se faire sentir, sans ordres, en temps opportun.

Des feux. — Lorsque les pertes obligent à suspendre la marche, le feu devient l'unique moyen de préparer la reprise du mouvement.

Notons, en passant, que le Règlement nouveau admet quatre genres de feux : 1° *feux à cartouches comptées;* 2° *feux à volonté;* 3° *feux à répétition;* 4° *feux par salves.* (N° 195.)

En principe, les feux s'exécutent par *rafales courtes, subites et violentes, exceptionnellement par salves.* Le choix de la nature du feu est toujours subordonné aux circonstances du combat et à l'approvisionnement en munitions.

Le Règlement envisage l'effet moral produit par le feu :

« *L'impression morale* produite sur l'adversaire par le feu, dit-il, au n° 194, est d'autant plus considérable que ses *effets* sont plus *concentrés* et qu'ils sont obtenus plus *rapidement* et d'une façon plus *inattendue.* »

En principe, *le feu est conduit par section. Le chef de section est*, de par le nouveau Règlement, *le véritable directeur du feu.* C'est lui qui ordonne le commencement et la cessation du feu, qui fixe le but à battre, la nature du feu, la hausse à employer.

Le premier feu est *ouvert sur l'ordre du capitaine*, ou sur l'initiative du chef de section, si les circonstances l'exigent.

En faisant du chef de section le directeur réel du feu, le Règlement a opéré une innovation très heureuse ; c'est là de la bonne décentralisation.

Autrefois, le capitaine avait la direction du feu, le chef de section n'en avait que la conduite ; aujourd'hui, il voit son rôle agrandi, et c'est justice.

C'est à lui, qui se trouve en première ligne, seul en état d'apprécier les mesures qu'il convient de prendre au point de vue du feu, qu'appartient le droit de régler tout ce qui concerne cette question, sans attendre d'ordres.

Le nouveau *Règlement prescrit*, avec juste raison, « *qu'une bonne infanterie doit s'attacher à ne tirer de loin que dans les occasions favorables et lorsque les circonstances permettent*, en outre, *de connaître la distance*. »

Cela revient à dire que, dans l'offensive, il ne devra être fait usage qu'exceptionnellement des feux à grande distance.

En outre, quand on les exécutera, on devra observer, à l'aide de jumelles, les effets produits, pour pouvoir diriger le feu en conséquence.

Le chef de section peut se faire seconder par des gradés ou des soldats doués d'aptitudes spéciales, pour l'observation des effets du feu et l'appréciation des distances (nº 199).

Il y a intérêt, dit le Règlement, au nº 258, *à donner au feu toute l'intensité compatible avec l'approvisionnement en munitions*, toutes les fois qu'il est nécessaire d'ébranler le moral de l'adversaire et de l'amener à ralentir son tir. C'est là le but des *rafales*, qui doivent, ainsi que nous l'avons vu plus haut, être *subites*, *courtes* et *violentes*, et, en outre, *concentrées* sur le but à battre.

Revenant sur l'effet moral produit par le feu, le Règlement dit au nº 269 : « *L'ouverture soudaine du feu* par *rafales violentes* (dans la défensive) exécutées *à courte distance, produit* sur l'assaillant *un effet de surprise qui influe* d'autant plus *sur son moral* qu'il coïncide avec des pertes subites et considérables. »

Notons, en passant, que, même dans la défensive, le Règlement ne fait pas une règle absolue de l'ouverture du feu à

grande distance. Il admet qu'on peut commencer le feu à grande distance, quand on connaît les distances de tir et qu'on se trouve en mesure d'infliger des pertes sérieuses à l'ennemi, obligé, dans certains cas, de marcher à découvert.

Mais, *dans d autres cas*, dit-il, *on a intérêt à retarder l'ouverture du feu pour ne pas éventer sa présence, produire la surprise et ménager les munitions.*

Quoi qu'il en soit, dans l'offensive, une fois le feu ouvert, la marche se poursuit par bonds. Les différents groupes se rapprochent peu à peu des objectifs, en se servant *du feu*, comme *auxiliaire du mouvement*, et en enlevant successivement aux troupes avancées de l'ennemi les points d'appui qu'elles occupent.

L'intervention des renforts permet d'augmenter, au moment opportun, l'intensité du feu ou de déterminer un bond vers l'ennemi.

Le rôle des renforts a été longtemps controversé. Les uns disaient que l'arrivée des renforts sur la ligne de combat devait toujours déterminer un bond en avant : tels les fascicules (Instruction pour le combat); d'autres admettaient que les renforts pouvaient agir d'abord par le feu, puis par la poussée.

Le nouveau Règlement, toujours sage et élastique, dans le bon sens du terme, admet ces deux actions bien distinctes des renforts : augmentation de l'intensité du feu, auxiliaire du mouvement.

Quoi qu'il en soit, « les efforts de tous tendent à assurer la continuité du mouvement général en avant. (N° 259.)

Combats et attaques. — « Le mouvement offensif général amène progressivement tous les éléments engagés au contact des forces adverses et provoque, sur tout le front, *des luttes* dont le but est toujours de briser les résistances de l'ennemi et de s'emparer des points d'appui qu'il occupe, mais *dont le caractère peut être bien différent, suivant les circonstances.* » (N° 260.)

Le Règlement n'a pas reproduit, *littéralement*, la distinction entre le *combat de préparation* et l'*attaque décisive*. Ces deux modes de combat faisaient l'objet des nos 13, 14, 15 et 16 du

titre VII (article II : Combat de la division) du Règlement provisoire du 8 octobre 1902.

Est-ce à dire qu'il n'admet pas cette distinction ?

Nous ne le pensons en aucune façon. Et, en effet, ce qu'a voulu avant tout le nouveau Règlement, c'est simplifier le plus possible les principes relatifs au combat.

N'oublions pas qu'au n° 239 le règlement nous dit que la base de l'unité de doctrine, indispensable pour assurer la liaison des armes et la concordance des efforts sur le champ de bataille, nous est donnée par le décret portant Règlement sur le service des armées en campagne, et que « le mode d'emploi de l'infanterie au combat découle de ces principes ».

Or, il suffit de se reporter aux n°s 129 et 130 du Règlement sur le service en campagne, pour voir qu'il différencie très nettement les procédés d'exécution du combat de préparation, d'une part ; de ceux de l'attaque décisive, d'autre part.

En réalité, d'ailleurs, le Règlement du 3 décembre 1904 *caractérise nettement*, sans employer, il est vrai, les termes mêmes du règlement sur le service en campagne, ces *deux modes de combat*.

« *Sur certains points*, dit-il au n° 260, *et à certains moments, les fractions engagées sont en mesure d'attaquer : elles mettent la baïonnette au canon et marchent résolument de l'avant ;* dès qu'elles sont obligées de suspendre le mouvement pour tirer, elles sont renforcées. L'*arrivée*, sur la ligne de feu, *de renforts* bien dans la main de leurs chefs *l'entraîne constamment vers l'ennemi*, jusqu'au moment de l'assaut, où, sur l'ordre donné par les officiers, tous se jettent sur l'ennemi aux cris répétés de : *En avant ! le chassent de la position et s'installent sur le terrain conquis.* »

Et, plus loin, au n° 372, le règlement dit ce qui suit, à ce sujet :

« *La marche générale du combat permet de se rendre compte de la situation ;* les attaques renouvelées des troupes qui luttent avec acharnement depuis le début de l'action paraissent avoir épuisé l'adversaire ; *le moment est alors venu*, pour le chef, d'intervenir plus directement et d'*affirmer sa supériorité morale, en lançant à l'attaque celles des troupes qu'il a conservées à sa disposition pour briser la résistance de l'ennemi.* Le choix du point et

du moment où il convient d'engager ces troupes et de donner l'assaut est son œuvre personnelle, œuvre de coup d'œil et de caractère, qui ne peut être soumise à aucune règle précise. »

Plus loin, le règlement ajoute :

« En dehors des circonstances de toute nature qui résultent de l'examen de la situation et de la reconnaissance des cheminements permettant de dissimuler la manœuvre, l'*assaut est dirigé le plus souvent sur les points défendus par des troupes dont le moral faiblit.* »

Enfin, au n° 263, le Règlement donne les principes relatifs à l'assaut et, notamment, aux formations que doivent prendre les troupes d'assaut :

« *Échelonnées en profondeur*, dans les formations les plus souples et les moins vulnérables, les *troupes d'assaut se portent résolument de l'avant*, baïonnette au canon; *elles se relient aux troupes qui combattent;* celles-ci redoublent l'intensité de leur feu et donnent à leurs attaques une nouvelle énergie, en cherchant à se rapprocher toujours de l'adversaire. »

Lorsque le chef juge le moment venu d'aborder l'ennemi, il fait battre et sonner la charge.

Alors « chacun ne doit plus avoir qu'une pensée unique, gagner du terrain, marcher sur la fraction qui précède, jusqu'au moment où, sur l'ordre des officiers, tous se jettent sur l'ennemi, aux cris répétés de : « En avant! »

Enfin, le Règlement termine ce qui a trait à l'assaut par cette phrase caractéristique de l'attaque décisive proprement dite :

« Tous les combattants concourent au résultat final, mais *c'est plus particulièrement aux troupes chargées de l'attaque*, préparée et ordonnée par le chef, *qu'incombe la mission de manifester sa volonté énergique de vaincre la volonté défaillante de l'adversaire.* » (N° 263.)

N'y a-t-il pas là, dans les lignes tracées plus haut et reproduisant tout ce qui se rapporte à l'attaque, les caractères distinctifs de l'*attaque* décisive, telle qu'elle était définie au titre VII (n°s 15, 16 et 17) du Règlement provisoire du 8 octobre 1902?

Poser la question, c'est la résoudre.

Remarquons, en passant, que le Règlement nouveau fait, en toutes circonstances, un vigoureux appel aux *forces morales*,

pour ébranler le moral de l'ennemi et avoir raison de sa volonté rendue défaillante.

Si, au contraire, nous examinons les prescriptions du Règlement de manœuvres relatives au *combat de préparation*, bien que le terme ne s'y trouve pas, nous retrouverons absolument ce mode de combat, tel qu'il était défini au titre VII du Règlement provisoire de 1902 (nos 13 et 14), avec cette différence, toutefois, bien caractéristique, c'est que ce mode de combat revêt une *forme offensive plus marquée*.

En effet, le Règlement du 3 décembre 1904 dit expressément ce qui suit au n° 260 :

« Ailleurs, parvenues en face d'une position fortement organisée et énergiquement défendue, *les unités qui combattent* se trouvent, *momentanément, dans l'impossibilité de tenter l'attaque à l'aide de leurs seuls moyens.*

« *Obligées d'attendre l'intervention de troupes fraîches*, celle de l'artillerie ou simplement de mouvements exécutés par les troupes voisines, *elles s'accrochent au sol*, se maintiennent derrière le dernier abri, aussi près qu'elles ont pu s'approcher, et *tiennent l'ennemi sous la menace constante de leur feu, prêtes à profiter de toutes ses défaillances et attendant que les circonstances leur permettent de reprendre la marche en avant avec plus de vigueur.*

« Quel que soit leur caractère particulier, *ces luttes*, qui peuvent être de très longue durée, *exigent toutes, à certains moments et sur certains points des efforts décisifs; l'infanterie* qui y prend part *doit suppléer à la force numérique qui peut lui faire défaut* par l'*utilisation* intelligente *du terrain* et de la *fortification*, par une *très grande activité* et *surtout par une opiniâtreté indomptable.* »

On retrouve ces prescriptions au n° 14 du Règlement provisoire de 1902.

Nous le répétons, avec le Règlement sur le Service en campagne, et d'accord, en cela, avec le nouveau Règlement de manœuvres :

Toute troupe engagée doit aller au feu avec la conviction qu'elle contribuera, plus que toutes les autres, à la décision de l'affaire.

Chacun, en d'autres termes, doit marcher sur l'ennemi avec la ferme intention de l'aborder.

Mais, par la force même des choses, il y aura toujours des unités qui se verront obligées « d'user l'ennemi par des pertes graves et continuelles, de le menacer constamment, afin de l'obliger à engager ses réserves, *de l'immobiliser par des attaques partielles* et de contenir celles qu'il pourrait tenter, eussent-elles même le caractère d'un effort décisif ». C'est le combat de préparation[1]

Il y aura, d'autre part, une *masse qui, à un moment donné et sur un point déterminé*, engagera « cette *attaque décisive* », qui, pour produire tout son effet, « devra avoir conservé tout son élan au moment d'aborder l'ennemi » et devra aussi produire *un effet de surprise.*

Le Règlement sur le service en campagne admet, d'ailleurs, que « les troupes de préparation pourront même procurer le succès définitif, si l'on ne réussissait pas à dénouer la crise sur le point où on avait compté le faire[2] ».

Les troupes de préparation attaquent, en tout cas, à fond, quand on lance finalement la *masse* sur les positions de l'adversaire, c'est-à-dire quand on engage l'attaque décisive, et elles font cette attaque à fond, en même temps que les troupes de l'attaque décisive.

Si nous nous sommes un peu appesanti sur cette distinction très nette entre les procédés du combat de préparation et ceux de l'attaque décisive, c'est qu'à lire trop vite le Règlement de manœuvres et à s'en tenir au littéral, exclusivement, on risquerait de ne pas en saisir l'esprit.

Or « la lettre tue; seul l'esprit vivifie ». Ce proverbe est, plus que jamais, de mise ici.

Poursuite et rétablissement de l'ordre. — « Après toute attaque réussie, l'infanterie gagne rapidement les emplacements d'où elle pourra compléter le succès et hâter la retraite de l'ennemi battu en le poursuivant de ses feux. Elle occupe solidement le

---

[1] Article 129 du Règlement sur le Service des armées en campagne p. 172.

[2] Article 130 du Règlement sur le Service des armées en campagne, p. 174.

terrain conquis, le met, s'il y a lieu, en état de défense et ne doit l'abandonner à aucun prix. » (N° 264.)

Si la marche offensive doit se poursuivre sans temps d'arrêt, le combat est repris par les troupes qui ont le moins souffert ou par des troupes fraîches. Sous leur protection, les unités maintenues sur le terrain conquis se réorganisent et complètent leur approvisionnement en munitions;..... *chacun se prépare* à marcher de nouveau en avant.

« Après la crise finale de l'action, la poursuite, commencée par les feux d'infanterie et d'artillerie, est confiée à la cavalerie et à des détachements comprenant de l'infanterie, choisie soit dans les troupes de réserve, soit dans celles qui ont pris une part moins active à la lutte. » (N° 264.)

Rupture du combat. — Retraite. — La rupture du combat ou la retraite de certaines unités n'implique pas l'idée d'une défaite. Parfois la rupture du combat n'est qu'une feinte; d'autres fois, elle permet au chef de soustraire les troupes aux atteintes d'un ennemi supérieur en forces et de reprendre sa liberté d'action.

L'infanterie exécute les mouvements de repli, succédant aux attaques qui ont échoué, sous la protection de l'artillerie et de troupes fraîches, solidement installées sur des positions derrière lesquelles elle trouve la sécurité nécessaire pour se réorganiser. (N° 265.)

Défensive. — Le caractère nettement offensif du nouveau Règlement se fait sentir particulièrement quand il traite la question de la défensive.

« Seule », dit-il, au n° 266, « la *défensive agressive* donne des résultats ».

Ici, *comme dans l'offensive, le feu n'est qu'un moyen de préparer le mouvement en avant*; ce moyen est rendu plus efficace par le choix préalable du terrain; mais, ajoute le règlement, « *le mouvement en avant reste le procédé qu'on doit le plus souvent employer* pour arrêter l'ennemi, le retarder dans ses progrès, l'obliger à se déployer et *pour le refouler définitivement, lorsqu'il a été suffisamment affaibli par le feu* ».

Reconnaissance et répartition des troupes. — La répartition des forces, dans la défensive, doit être basée sur une ***reconnaissance préalable*** du terrain à occuper, reconnaissance ***qui doit porter***, notamment, sur les cheminements qui conduisent à l'ennemi, sur les lignes successives où les troupes engagées sur le front peuvent continuer la résistance, sur les espaces ménagés entre les points d'appui et à renforcer par des ouvrages de campagne, sur la position de repli, et, *surtout*, et, ***avant tout, sur les couloirs qui peuvent favoriser les mouvements préparatoires aux contre-attaques et aux retours offensifs.***

Il y a lieu d'*éviter*, dit le Règlement, au n° 267, de ***prendre à*** l'avance ***des dispositions prématurées.***

La reconnaissance dont nous venons de parler, qui contient, en germe, la ferme intention, de la part du chef, de reprendre l'offensive, le moment venu, permet à ce chef de déterminer le rôle de chacun, d'arrêter la répartition des forces, de prescrire, s'il y a lieu, les travaux à exécuter et d'indiquer, éventuellement, les emplacements à occuper.

Le Règlement du 3 décembre 1904 admet, fort sagement, à notre avis, *la possibilité de porter, en avant de la ligne de défense proprement dite, des détachements comprenant les trois armes*, soit pour occuper certains points situés sur les abords du terrain à défendre, soit pour rechercher et attaquer les troupes adverses, *les forcer à un premier déploiement et les attirer dans une direction propice.*

Plus que tout autre, le général Langlois, ancien commandant du 20e corps, a contribué à cette nouvelle évolution dans la tactique défensive. Les engagements de la guerre anglo-boër ont démontré l'utilité éventuelle de ces détachements de toutes armes poussés en avant de la ligne de défense principale.

C'est, en somme, la *consécration officielle des avant-lignes*, avec toute l'ampleur qu'elles comportent dans les batailles modernes.

Le Règlement ajoute que « le reste des troupes est maintenu momentanément en arrière, les unes pour défendre les points d'appui, les autres pour constituer *les renforts et les troupes de manœuvre*, qui agiront offensivement « au moment opportun ». (N° 267.)

Défense des points d'appui. — Feux. — Les détachements poussés en avant obligent l'ennemi à se déployer. Tant que le combat n'est pas imminent, on maintient les troupes en position d'attente et défilées des vues de l'ennemi. On fait repérer les distances de tir, en avant des points d'appui, et tout spécialement les points de passage probables de l'ennemi.

En principe, les emplacements de combat ne peuvent être fixés qu'au moment où l'ennemi dévoile la direction de ses attaques.

Les unités chargées de la défense des points d'appui garnissent leurs emplacements de combat, dès que les troupes assaillantes prononcent leur mouvement. *Elles agissent d'abord par le feu.*

Bien que le Règlement admette, dans la défensive, ainsi que nous l'avons dit, l'ouverture du feu à grande distance, en vue d'infliger des pertes sérieuses à l'ennemi, dès qu'il est obligé de marcher à découvert, il a soin d'ajouter que, dans d'autres cas, *les unités* qui défendent les points d'appui *ont intérêt à retarder l'ouverture du feu, pour ne pas éventer leur présence, produire la surprise et ménager leurs munitions.*

Nous ne saurions trop insister sur cette dernière prescription, des plus sages, qui autorise les unités, même dans la défensive, à retarder l'ouverture du feu.

Le feu de l'infanterie, tout autant, quoique à un degré moindre, que le feu de l'artillerie, peut, s'il est prématurément ouvert, dans la défensive, diminuer considérablement les tâtonnements de l'ennemi et accroître singulièrement ses chances de succès, en lui enlevant une des principales difficultés que rencontre l'offensive, savoir où se trouve exactement l'ennemi et, en particulier, jusqu'où s'étend sa droite ou sa gauche.

Rappelons, à ce propos, que ce fut l'artillerie française du 6ᵉ corps qui, en ouvrant prématurément le feu au nord d'Amanvillers, confirma les renseignements que la cavalerie des Allemands avait été impuissante à leur fournir et qu'ils tenaient de paysans français, savoir que des troupes ennemies se trouvaient à Saint-Privat et au nord de cette localité. C'est grâce à ces renseignements, obtenus un peu par hasard, que le corps saxon put s'élever, à temps, vers le Nord, et se rabattre, avec sa 48ᵉ brigade d'infanterie, par Montois-la-Montagne, sur Ron-

court, obligeant ainsi la droite française à la retraite, qui entraîna celle de toute la ligne de bataille.

On peut en dire autant, toutes proportions gardées, de l'ouverture prématurée du feu de l'infanterie.

Pourquoi, de gaieté de cœur, faciliter, par un feu d'infanterie à grande distance, la plupart du temps sans effet, la tâche de l'ennemi ?

L'infanterie doit être, on ne saurait trop le répéter, *avare de ses munitions aux grandes distances, aussi bien dans la défensive que dans l'offensive.*

Aussi est-ce avec raison, à notre avis, que le Règlement du 3 décembre 1904 dit, au n° 269, ce qui suit à ce sujet :

« *L'ouverture soudaine du feu,* par rafales violentes, exécutées *à courte distance,* produit sur l'assaillant un effet de *surprise,* qui influe d'autant plus sur *son moral* qu'il coïncide avec des *pertes subites* et considérables. »

Contre-attaques. — Retours offensifs. — « Les troupes chargées de la défense des points d'appui », dit le règlement, au n° 270, « ont, comme celles qui les attaquent, à livrer des combats qui présentent, à un moment et sur des points donnés, un caractère nettement offensif : c'est *la défensive agressive.* »

La contre-attaque, exécutée par des troupes fraîches, pendant que celles qui sont engagées redoublent l'intensité de leur feu, avec un caractère bien marqué d'énergie et de soudaineté, a pour but de jeter le désordre chez l'ennemi, quand il devient trop pressant, et de l'obliger à reculer, tout au moins à suspendre son mouvement en avant, pendant le temps nécessaire pour rétablir le combat.

Mais *il peut arriver* que *les troupes de la défense* soient impuissantes à arrêter l'attaque et *se voient dans la nécessité de se replier momentanément.*

Elles doivent, dès lors, avoir une préoccupation unique, c'est de chasser l'adversaire du terrain qu'il vient de conquérir. A cet effet, des *troupes fraîches,* ou choisies parmi celles qui ont le moins souffert, marchent en avant et *exécutent un retour offensif,* en cherchant à surprendre l'ennemi avant qu'il ait eu le temps de s'établir solidement sur sa position.

A la faveur de ce retour offensif, les fractions qui ont été

obligées de reculer occupent de nouveau le terrain abandonné momentanément par elles.

Rappelons, en passant, que les retours offensifs exécutés par les Turcs pendant la guerre des Balkans ont, presque toujours, réussi.

« Dans d'autres circonstances », dit le Règlement, au nº 270, « on peut *combiner des attaques* avec une *manœuvre en retraite* ». C'est une rupture partielle de combat, avec retours offensifs, ayant pour but d'*attaquer vigoureusement l'ennemi* dans des conditions avantageuses, *quand il est lassé et démoralisé* par une marche de longue durée.

Quoi qu'il en soit « *partout doit régner la même activité, le même souci de manœuvrer* », la même attention à surprendre toutes les fautes et toutes les défaillances de l'ennemi. (Nº 270.)

« Les efforts de tous tendent au même but, fatiguer l'ennemi, le démoraliser par des attaques incessantes, jusqu'au moment où il sera possible au chef d'ordonner *la reprise de l'offensive*. » (Nº 270.)

CONCLUSION

Telle est la physionomie générale de l'offensive et de la défensive, telle qu'elle ressort du nouveau Règlement.

D'une manière générale, on peut dire que les principes généraux qu'il émet sont le résultat des enseignements tirés des guerres modernes les plus récentes.

On y sent passer un souffle vivifiant.

C'est, d'une part, l'exaltation du principe si fécond de l'initiative; c'est, d'autre part, la confirmation bien nette, tant dans l'offensive que dans la défensive, du caractère nettement offensif que doivent revêtir toutes les opérations de l'infanterie.

A trois reprises différentes, le Règlement dit que *le feu* n'est qu'un *auxiliaire du mouvement*, aussi bien dans la défensive que dans l'offensive. *Il n'a qu'un but, préparer la reprise du mouvement en avant, qui, seul, est décisif et irrésistible.* (Nºs 193, 252, 258 et 266.)

C'est avec raison que la section devient une véritable sous-unité de combat. Le chef de section voit son rôle grandir, c'est lui le véritable directeur du feu, et, partant, un peu, du combat;

on ne peut qu'applaudir à cette innovation. Avec la tactique des groupes de combat, avec intervalles plus ou moins étendus, il faut au chef de section toute son indépendance, maintenue dans les limites imposées par le souci de la cohésion, pour pouvoir utiliser le terrain, prendre à l'occasion, de sa propre initiative, les mesures qui s'imposent et seconder activement et intelligemment son commandant de compagnie.

C'est avec raison que le Règlement dit, au n° 291, que « la direction appartient à celui des élément qui se trouve le plus en avant ; le capitaine veille à ce que son chef se dirige toujours sur le but fixé et, *sans entraver son initiative*, lui donne les indications et les ordres nécessaires pour lier son mouvement à celui des compagnies voisines et coopérer, dans de meilleures conditions à l'action commune ».

Le capitaine agira surtout avec ses sections de renfort, de même que le chef de bataillon trouvera, dans l'emploi des compagnies de renfort, l'occasion de faire sentir son influence personnelle sur la marche du combat.

Tout ce qui concerne les feux, dans le nouveau Règlem ent, est parfait. Nous n'avons pas à y revenir.

Nous ajouterons que, dans tout cet exposé des procédés de combat de l'infanterie, le Règlement revient, à plusieurs reprises sur le rôle des forces morales à la guerre.

Il insiste sur l'*importance morale du feu par rafales*. Il érige en principe la nécessité d'ébranler le moral de l'adversaire, de profiter de toutes ses défaillances, de diriger l'assaut sur des points défendus par des troupes dont le moral faiblit. (N° 262.)

C'est aux troupes chargées de l'attaque, ordonnée par le chef, qu'incombe la mission de manifester sa volonté énergique de vaincre la volonté défaillante de l'adversaire. (N° 263.)

La défensive « agressive » est la seule que le Règlement admette ; on sent, à toutes les pages du règlement, le souci constant de pousser les chefs à prendre constamment, dès que les circonstances le permettent, une offensive des plus résolues.

C'est, en résumé, une œuvre forte, ayant, avant tout, un caractère nettement décentralisateur.

Il n'y a pas le moindre doute que si l'infanterie française l'applique dans son esprit, elle ne fasse des progrès considérables au point de vue de la tactique de combat.

Car l'offensive s'adapte merveilleusement au caractère français.

Qu'on nous permette d'exprimer un vœu pour finir :

Que les chefs de tous grades ne perdent jamais de vue ces quelques lignes si importantes, inscrites en tête du Règlement :

« *Il est interdit de modifier ou de compléter par des instructions particulières les dispositions du présent Règlement qui donne les moyens d'instruire les différentes unités et de les conduire en campagne.* »

THIRY,
Chef de bataillon au 26e rég. d'infanterie.

ÉTUDES
NAVALES ET CÔTIÈRES

NOTICE

Dans la précédente étude [1], l'auteur s'est efforcé de démontrer que l'organisation et la répartition de notre flotte, notre organisation côtière, doivent répondre au seul objectif visant la guerre avec l'Angleterre.

Mais cet important problème comporte des conditions toutes particulières. Il s'agit de combattre un ennemi disposant de forces incomparablement supérieures aux nôtres, mais dont la situation est toute spéciale au point de vue militaire et économique. De plus, il est presque certain que l'adversaire aura toute initiative dans l'ouverture des hostilités.

Pour ces raisons et avant de songer à l'élaboration d'un plan quelconque, il est indispensable de se bien pénétrer des intentions et des moyens de l'Angleterre en temps de guerre. L'auteur a examiné la question en détails dans une étude que nous ne reproduisons pas ici. Mais pour l'intelligence de ce qui va suivre, il est cependant utile d'en résumer quelques points :

La liberté des communications par mer est indispensable pour assurer en temps de guerre l'arrivage des denrées et matières premières nécessaires à la subsistance des Iles Britanniques. Le

---

[1] La Question de la Flotte de notre politique. (*Journal des Sciences militaires*, 1904.)

commandement de la mer sera obtenu soit en détruisant la flotte ennemie, soit en la bloquant.

Pour obtenir ce résultat, il faut adopter « une stratégie rapide, « énergique, offensive, et paralyser l'adversaire partout à la « fois, sans qu'il ait eu le temps d'envahir cette partie du « domaine britannique constituée par la mer ».

En conséquence, les préparatifs commenceront dès la période de tension politique, aussi la mobilisation anglaise est-elle prévue de manière à pouvoir mettre sur pied la totalité de la flotte de première ligne, c'est-à-dire le plus grand nombre et les meilleurs des bâtiments, avant que l'ordre officiel ait été lancé par le roi. D'ailleurs, il est plus que probable que l'ouverture des hostilités précédera la déclaration de guerre.

Deux séries d'opérations caractériseront cette ouverture des hostilités :

1° Les puissantes escadres de l'Atlantique et de la Méditerranée déjà réunies à l'avance à la moindre complication diplomatique auront pour mission la recherche et la destruction des escadres ennemies. Concentrées à l'origine à Gibraltar, elles s'attacheront tout spécialement à l'escadre française de la Méditerranée.

La Channel Fleet, force considérable de douze cuirassés modernes, restera dans un des ports de la Manche, protégeant le sol national et pour agir au besoin contre l'escadre française du Nord ;

2° Les escadres françaises étant surveillées, il s'agira d'empêcher dès le début toute entrave qui pourrait être apportée à la liberté des voies commerciales par les croisières ou les corsaires. Pour cela, on poussera jusqu'à l'extrême frontière du domaine britannique, c'est-à-dire *sur les côtes de l'ennemi*, des éléments destinés à constituer l'échelon avancé d'un système de surveillance et de blocus, cependant que d'innombrables croiseurs, mobilisés pour la plupart avant la déclaration de guerre, se tiendront prêts à donner la chasse aux corsaires.

Autrement dit, l'ordre officiel de mobilisation déclanchera instantanément une masse de bâtiments légers qui viendront

jusque sur notre littoral pour observer nos mouvements, torpiller nos bâtiments et signaler ceux qui réussiraient à prendre le large[1].

Il importe donc, avant toutes choses, de se demander :

Quels peuvent être les dangers de l'irruption subite, dès la première heure, de cette masse d'unités envoyées jusque sur nos côtes ?

Comment pourront-elles remplir leur mission?

Quelles précautions conviendrait-il de prendre, au point de vue côtier, pour les empêcher d'agir et pour parer aux dangers qu'elles peuvent causer?

En essayant de répondre à ces questions, l'auteur a été conduit à signaler l'importance du rôle que joueront nos *îles côtières*, dont la conquête est indispensable si l'ennemi veut organiser un système rationnel et efficace de surveillance et de blocus.

Nous publions *in extenso* cette importante étude qui intéresse tout particulièrement les officiers de l'armée ; elle fera ressortir encore une fois combien il est nécessaire que les deux Départements de la guerre et de la marine échangent plus souvent leur manière de voir.

---

[1] Les intentions anglaises ressortent clairement des travaux d'un grand nombre d'auteurs qui s'accordent tous sur les principaux points résumés ici. Elles ont été indiquées d'une manière particulièrement nette dans le travail d'un officier anglais couronné en 1902 par le *Royal United Service Institution*. A cette époque, l'Angleterre ne possédait en Europe que deux escadres organisées, celle du canal et celle de la Méditerranée destinées à se réunir dès la première heure pour attaquer nos forces du midi. On prévoyait à la mobilisation la constitution rapide d'une troisième escadre (*Home Fleet*) pour la garde des eaux anglaises. De grands progrès ont été accomplis. La nouvelle organisation adoptée par l'Amirauté à partir de 1905 permet de réaliser désormais avec la plus grande facilité les intentions déjà prévues et d'annihiler sans difficulté, dès le début, la flotte française, étant donnée sa répartttion actuelle. A Gibraltar, là où l'on n'avait jadis qu'une rade ouverte, on a créé un port fermé et muni de toutes les ressources nécessaires : on y a attaché en permanence une escadre de huit cuirassés (*Atlantic Fleet*). L'escadre de la Méditerranée (huit cuirassés) reste attachée à Malte. La *Channel Fleet*, organisée désormais en permanence (douze cuirassés) a remplacé l'ancienne *Home Fleet* et stationne dans les eaux anglaises. En outre, quatre escadres de six croiseurs chacune sont organisées en permanence dans les eaux d'Europe et de l'Atlantique Nord.

La Question des Iles côtières.

> « Notre premier soin devrait être de nous emparer de ces deux îles (Groix et Ouessant) et d'y mettre une garnison ; puis d'établir un câble sous-marin de Groix à Ouessant, et d'Ouessant à Plymouth. Une fois ces bases d'opérations mises en état de défense, les flottilles de surveillance commenceraient leur service. » (Commander BALLARD.)
>
> « Belle-Isle est à peu près de la même conséquence à l'esgard du Royaume que l'isle de Ré, puisque si l'ennemy s'en estoit emparé, il seroit en estat de faire sentir les mêmes incommoditez à ses costes et l'embouchure des rivières dont il lui serait facile de ruiner le commerce. » (VAUBAN.)
>
> « Ouessant — le point stratégique le plus important de l'Europe. » (GUILLAUME II.)

Résumons les points acquis dans l'étude précédente au sujet des intentions anglaises au début d'une guerre.

Pendant la période précédant immédiatement l'ouverture officielle des hostilités, l'Angleterre achève ses préparatifs. Avec les ressources dont elle dispose en tout temps, elle mobilise ses escadres, ses flottilles et une grande partie des croiseurs destinés à la protection de son commerce.

Dès la déclaration de guerre, elle prend possession effective de cette partie de son empire qui s'appelle la mer. Pendant que que ses principales escadres se réunissent pour être en mesure d'accabler les forces similaires de l'adversaire sous le nombre de leurs bâtiments de combat, elle pousse jusqu'à la frontière, c'est-à-dire sur les côtes de l'ennemi, des éléments spécialement destinés à constituer ce blocus, et ce réseau de surveillance destiné à signaler tous les mouvements des navires adverses et à s'opposer au besoin à la sortie des corsaires.

A cet effet, l'Amirauté dispose de trois flottilles de destroyers, constamment armés, de Sheerness, Portsmouth et Devonport (24 bâtiments) auxquelles elle adjoindra les destroyers des bâti-

ments-écoles et un certain nombre de contre-torpilleurs pouvant être complétés en quelques heures, avec le personnel de la Coast-Guard. Toutes ces unités seront prêtes depuis longtemps quand le besoin viendra de les engager.

En somme, et sans parler des torpilleurs, quelques heures seulement après l'ordre officiel de mobilisation, on peut penser qu'une quarantaine de destroyers et une dizaine d'avisos-torpilleurs seront en observation devant nos ports et devant les centres de nos défenses mobiles.

Le blocus sera donc constitué tout d'abord par un premier réseau de surveillance constitué par ces bâtiments légers. Derrière cette première ligne se tiendront des réserves de croiseurs prêts à se lancer à la poursuite des corsaires que les destroyers n'auraient pu arrêter.

Le rôle de ces réserves sera d'ailleurs multiple comme nous le verrons plus loin.

Tel est dans ses grandes lignes le système conçu. Mais, si l'on veut se rendre compte plus exactement de la manière dont se fera *l'exécution*, rien n'est plus facile, car les Anglais ont eu soin de nous renseigner complètement à cet égard.

En 1898, le Royal United Institution avait mis au concours la question suivante : « De la protection du commerce anglais pendant la guerre. » L'étude du commander Ballard a obtenu la médaille d'or et a été insérée dans le journal de la société.

Cette étude a eu un retentissement considérable dans la marine française. On y a vu non pas la manifestation isolée d'un penseur, mais l'expression d'un sentiment général régnant en Angleterre. La plupart des auteurs se sont plu à en reproduire de nombreux extraits et à commenter les idées émises.

Le travail du commander Ballard offre, en effet, l'avantage d'être présenté sous la forme d'un cas concret, il envisage nettement et dans tous ses détails les procédés à employer par l'Angleterre pour déjouer les tentatives ayant pour but la destruction ou la capture de ses navires de commerce. Il en résulte que sans attacher aux détails d'exécution plus d'importance qu'il ne convient, les procédés préconisés par Ballard sont dignes d'être examinés avec la plus grande attention.

Son plan d'ensemble est conforme à celui dont nous avons parlé, et ses idées concordent avec celles de l'officier anglais qui

a obtenu le 1er prix en 1902, et dont il a été question plus haut. Il ne saurait donc y avoir aucun doute sur ce sentiment général, si fréquemment affirmé en Angleterre, au sujet de la prise de possession immédiate de la mer et de cette poussée subite des bâtiments de blocus jusque sur nos côtes. En ce qui concerne le point spécial de la protection du commerce, Ballard affirme que c'est là le meilleur moyen pour l'assurer, et il rejette absolument tous les autres systèmes tels que la formation des navires en convois escortés par des bâtiments de guerre, ou bien l'organisation de patrouilles de croiseurs sur les grandes voies commerciales.

Si nous passons à l'exécution du blocus, il convient d'examiner séparément les opérations qui se rapportent à la Méditerranée, d'une part; à la Manche et à l'océan Atlantique, de l'autre.

I. La question du blocus de la Méditerranée est résolue par Ballard d'une façon fort simple.

Après avoir déclaré d'une manière générale qu'un blocus parfait est impossible à réaliser « avec les moyens actuels » et qu'il convient de « le rendre aussi effectif qu'il est humainement possible, l'auteur anglais s'exprime ainsi :

« Nous avons admis, d'une façon générale, que l'on ne peut compter d'une façon sûre sur les résultats des blocus; nous sommes porté à croire cependant qu'il existe deux exceptions très importantes à cette règle générale. On n'aurait pas besoin, pensons-nous, d'un grand déploiement de forces pour fermer rigoureusement la Méditerranée et la Baltique et empêcher tout bâtiment d'y entrer ou d'en sortir sans en être aperçu. Cette certitude réduirait le nombre des ports qui pourraient servir à l'ennemi de points de départ pour l'attaque du commerce transocéanique; il ne lui resterait que ceux des côtes Nord et Ouest de France et ceux de l'Extrême-Orient. »

Ainsi, la question du blocus de tous nos ports de la Méditerranée est facile à résoudre en bloc. Il suffit d'y enfermer nos croiseurs « en leur fermant les issues à Gibraltar et à Port-Saïd, le champ de leurs déprédations se trouverait par suite ramené à des limites singulièrement étroites ».

Ballard n'envisage, dans la guerre navale, que le point unique

relatif à la protection du commerce anglais. Il ne parle pas des opérations ayant pour but la destruction des escadres adverses. Mais il estime que cette opération ne saurait ni tarder ni souffrir l'ombre d'une difficulté, si nous nous obstinons à enfermer de parti pris nos meilleures unités dans une mer dont il est si facile d'obstruer l'entrée.

Encore une fois, nous n'empruntons à Ballard que ses procédés qui, applicables dès le début de la guerre, rentrent dans le plan général d'opérations anglais sans qu'on ait à envisager si les combats d'escadres suivront de près ou non l'ouverture des hostilités.

Il s'agit pour l'Amirauté d'être en mesure, dès la première heure, d'avoir des renseignements sur tout ce qui se passe à proximité des côtes ennemies, et ce point intéresse tout particulièrement la protection du commerce, étant donné que les corsaires auront au début des chances toutes particulières de réussite.

La mainmise d'une part sur le canal de Suez et d'autre part sur le détroit de Gibraltar permettra aux Anglais de résoudre, dès le début, le problème d'une manière simple en ce qui concerne la Méditerranée. Faisant d'une pierre deux coups, on bloquera à la fois nos escadres, les croiseurs qui les accompagnent et les croiseurs qu'on aurait pu désigner spécialement pour le rôle de corsaires. Les escadres de l'Atlantique et de la Méditerranée, réunies au préalable vers Gibraltar, s'empresseront de liquider la situation, après quoi il suffira de prendre quelques mesures préventives contre les bâtiments qui auraient pu échapper à la destruction. Nos croiseurs de la Méditerranée ne sont donc pas disponibles pour pratiquer la guerre de course à grande portée. Examinons alors le cas plus important et plus intéressant de la pratique de la course dans les mers ouvertes, et voyons quels sont les procédés que les Anglais comptent employer pour s'y opposer.

II. Comment les destroyers, les torpilleurs, avisos-torpilleurs envoyés dès la première heure sur nos côtes de la Manche et de l'Océan pourront-ils remplir efficacement leur mission et constituer, à proximité immédiate de notre littoral l'échelon avancé du blocus, ce réseau de surveillance destiné à torpiller les bâti-

ments qui voudraient prendre le large, à renseigner aussi vite que possible l'Amirauté sur tous les mouvements de nos corsaires et particulièrement à signaler instantanément ceux qui auraient réussi à sortir sans encombre ?

Si les Anglais jugent nécessaire d'employer des contre-torpilleurs pour former cet échelon avancé de blocus, c'est qu'il leur est impossible d'envoyer à proximité des côtes de l'adversaire des bâtiments de fort tonnage. Pour étendre le champ d'opérations jusqu'au littoral ennemi, pour le bloquer pendant des semaines, il faudrait évidemment des bâtiments marins de fort échantillon et ayant un grand rayon d'action. Mais l'intervention des torpilleurs ennemis ne permet pas à de tels bâtiments de rester en observation permanente devant les ports à bloquer, et ils ne peuvent que constituer les réserves prêtes à se lancer à la poursuite. Et ces réserves partielles, il faut les couvrir d'un rideau d'unités rapides pouvant donner au besoin la chasse aux torpilleurs et les détruire. De là, le contre-torpilleur et le destroyer.

Mais un blocus au moyen de destroyers, avisos-torpilleurs, torpilleurs, etc., n'est possible que si ces petits bâtiments trouvent à proximité immédiate des côtes bloquées des points où ils peuvent se ravitailler fréquemment et surtout des refuges en cas de mauvais temps.

Le destroyer anglais est un bâtiment fort remarquable. Avec sa vitesse supérieure, l'aisance de ses évolutions, ses grandes facultés giratoires, il constitue un adversaire redoutable. Mais son endurance à la mer est loin d'être à hauteur du rôle qu'on lui destine. Sa coque est si légère, les avaries de machine et de chaudières sont si fréquentes qu'une unité aussi fragile ne pourrait supporter longtemps les gros temps de la Manche et de l'Océan.

Nous arrivons donc à établir un premier point très important.

La réalisation du blocus par les destroyers n'est possible que si ces bâtiments disposent, à proximité immédiate du port bloqué, de points appartenant à l'Angleterre, ou conquis par elle, qui leur serviront de refuge en cas de mauvais temps et où ils trouveront à se ravitailler. Autrement dit, ces points seront les bases d'opérations des flottilles de surveillance et, sans ces bases, il

s'élancer des ports de la Manche en vue d'une opération de quelques heures contre les navires de commerce ou même contre les ports anglais.

Les destroyers auraient donc pour mission essentielle de donner la chasse aux torpilleurs et éventuellement aux corsaires.

Si un corsaire français parvenait à s'échapper sans être détruit, la nouvelle serait immédiatement communiquée en Angleterre, soit par signaux pour un bâtiment signalé par la flottille de Douvres, soit par télégraphe s'il s'agit des flottilles de Jersey et d'Aurigny, soit directement à l'aide d'un destroyer rapide s'il s'agit d'un corsaire ayant quitté le Havre.

Cette nouvelle serait immédiatement télégraphiée aux réserves de croiseurs constituées à Portsmouth et aux Sorlingues, à l'ouvert de l'Atlantique. Aussitôt des dispositions seraient prises pour commencer la poursuite.

En cas de mauvais temps, les flottilles se replieraient sur leurs bases, et le service de surveillance incomberait aux croiseurs.

Tel est l'ensemble des dispositions qui peuvent être prévues en tout temps pour le blocus et la surveillance de nos ports de la Manche, étant donné que les Anglais possèdent déjà dans cette mer tous les points d'appui nécessaires.

Des trois mers qui baignent nos côtes, l'océan Atlantique est la seule franchement ouverte sur laquelle nos bâtiments peuvent s'élancer dans un espace indéfiniment libre, en passant toujours à une distance considérable des côtes et des points d'appui de l'adversaire. C'est donc tout particulièrement dans l'Océan qu'il conviendrait d'organiser des abris et des refuges pour nos corsaires, de manière qu'ils aient la presque certitude de pouvoir toujours en sortir et toujours y entrer sans encombre.

Étant données ces facilités particulières dévolues aux corsaires opérant dans l'Atlantique, la surveillance des ports français devrait donc y être plus serrée et plus active qu'ailleurs. Tandis que dans la Méditerranée, les bâtiments sortis des ports peuvent être accrochés au passage, soit à Gibraltar, soit à Port-Saïd, tandis que dans la Manche, les corsaires partis de Dunkerque, Calais, Le Havre, Cherbourg, se dirigeant vers l'Est, peuvent

pour ajouter encore aux dangers de la navigation et l'on éteindrait le feu des Pierres-Noires ou, tout au moins, on le masquerait du côté de la terre. Il serait peut-être possible de mouiller une ligne de bouées (la profondeur maximum est de 37 mètres) pour aider les destroyers et les torpilleurs à conserver leur poste; ils se tiendraient au moyen d'une amarre passée en double, en ayant soin de réchauffer constamment les machines. Leur intervalle serait de moins de deux encablures, et un bâtiment forçant la ligne aurait par suite à passer à moins d'une encablure de l'un d'eux. Si ce bâtiment allumait un projecteur ou s'il ouvrait le feu, il révélerait immédiatement sa présence, et, dans le cas où il ne serait pas atteint par une torpille, un destroyer, préalablement désigné à cet effet, partirait pour Ouessant avec l'annonce qu'un bâtiment a pris le large; la nouvelle serait immédiatement télégraphiée à Plymouth, et le commandant en chef l'aurait moins d'une heure après. Dans le cas bien invraisemblable où ce croiseur aurait franchi la ligne sans être aperçu, la chose serait connue moins rapidement, il est vrai, mais assez vite cependant, car ses opérations raconteraient sa propre histoire; la non-arrivée d'une série de navires faisant des traversées connues et devant arriver à des dates fixes en des endroits déterminés, donnerait des soupçons, ainsi que les moyens d'agir; en pareil cas, toutefois, on aurait perdu du temps et l'ennemi aurait pu nous faire quelque mal.

« Ce cordon de destroyers et de torpilleurs serait, sans nul doute, contraint de chercher un abri pendant les coups de vent de l'Atlantique. Alors le service de surveillance devrait être fait par huit ou dix cuirassés expédiés de Plymouth, autant du moins qu'on pourrait en envoyer; mais ces bâtiments, qui profiteraient par ailleurs du gros avantage de n'avoir rien à craindre à ce moment des torpilleurs, ne pourraient s'approcher aussi près ni tenir la veille aussi efficacement que leurs prédécesseurs. En se tenant dans les environs de la ligne qui joint les Pierres-Noires à la Chaussée-de-Sein, ils auraient cependant de grandes chances d'intercepter un forceur de blocus, car un bâtiment qui fait route à travers une grosse mer attire l'attention beaucoup mieux qu'un autre qui glisse en quelque sorte dans le calme. Les phares de ces deux dangers seraient naturellement entre nos mains et nous les masquerions du côté de la terre, de manière à obliger un

de prendre dès maintenant des précautions d'ailleurs faciles et élémentaires.

Dès la déclaration de guerre, une flottille considérable de destroyers, d'avisos-torpilleurs et de torpilleurs fera irruption sur notre littoral. Cette nuée de petits bâtiments insaisissables par la torpille et, la plupart du temps, insaisissables par le canon, s'interposera entre notre côte métropolitaine et la haute mer. Donc, tout ce qui se trouve en dehors du continent proprement dit sera en butte aux attaques de ces éléments.

Il en résulte que, sans parler pour l'instant des îles proprement dites, tout ce qui peut ressembler à un îlot, tout lambeau de terre ou de roc émergeant des eaux : rochers isolés où l'on a construit des phares, hauts-fonds et dangers sur lesquels on a placé des bouées, tout cela tombera fatalement entre les mains de l'ennemi. De même qu'il est impossible d'empêcher quelques cavaliers hardis de se glisser audacieusement pour aller couper un fil télégraphique ou faire sauter un rail avec quelques pétards de mélinite, de même on ne saurait empêcher un destroyer de détruire une bouée annonçant la présence d'un danger et dont la disparition peut avoir les plus graves conséquences pour des bâtiments habitués à voir ces dangers jalonnés par des points de repère parfaitement connus. Peut-on songer un instant à empêcher un destroyer de prendre possession d'un phare établi en pleine mer sur un roc isolé, feu sur lequel nos navires ont coutume de régler leur marche?

Certes, notre réseau de phares est parfaitement organisé et ceux du continent seraient dans certains cas suffisants pour donner quelques alignements indispensables; mais cela montre en passant la nécessité de surveiller tout particulièrement ces points de nos côtes, de les mettre de bonne heure et très sérieusement à l'abri d'un coup de main tenté par quelques hommes audacieux. Et d'ailleurs, nous dit Ballard, l'allumage momentané de tels feux ne constituera-t-il pas quelquefois de précieux indices pour les Anglais?

Il semble donc que, dès le début de la guerre, l'ennemi pourra mettre la main sur tout ce qui a été construit sur les roches, hauts-fonds, îlots isolés, etc., où l'on a jugé utile d'établir des bouées et des feux et, par conséquent, gêner considérablement la navigation dans nos eaux côtières.

Cependant, il est impossible aux flottilles de destroyers d'exécuter leurs opérations sur nos côtes si elles ne possèdent pas à proximité les bases d'opérations reconnues indispensables. Or, l'Angleterre ne dispose d'aucune de ces bases dans l'Océan et pourtant c'est là plus que partout ailleurs qu'il serait urgent d'en posséder. Heureusement, la nature a apporté un remède à cette situation en distribuant devant nos ports de l'Atlantique tout un chapelet d'îles qu'il suffirait de prendre pour y constituer les points d'appui nécessaires. Ces îles seraient utilisées non seulement pour servir de refuges aux destroyers par le mauvais temps, mais encore pour l'organisation d'un réseau télégraphique qui, longeant tout notre littoral, aboutirait en Angleterre.

Mais si l'on veut se prémunir contre la guerre de course, il ne suffit pas d'envisager les seules rades de Brest et de Lorient. Il existe dans l'Atlantique beaucoup d'autres ports qui pourraient donner asile aux croiseurs, et il importe aux Anglais d'être en mesure de surveiller tous les points suivants :

Brest, Lorient, Morbihan, Saint-Nazaire, Rochefort, Bordeaux.

Par conséquent, en donnant au système préconisé par Ballard toute son extension, on est conduit à constater que le chapelet formé par *l'île d'Yeu—Belle-Ile—Groix—les Glénans—île de Sein—Ouessant* se trouve dans des conditions tout à fait favorables pour l'installation d'une communication télégraphique allant jusqu'en Angleterre et en mouillant des câbles de faible longueur, car la plus grande distance sous-marine à franchir est celle d'Ouessant à Plymouth (120 milles). Cette distance peut être d'ailleurs sensiblement réduite en faisant aboutir le dernier élément du câble aux îles Scilly ou Sorlingues.

Le réseau télégraphique pourrait aussi emprunter une autre voie, savoir :

Ile d'Yeu—Hoëdic—Houat—Quiberon—Groix—les Glénans—Sein—Molène—Ouessant.

Quelle que soit la voie suivie par les câbles, l'organisation complète du réseau est nécessaire si l'on veut posséder un moyen de transmission rapide de renseignements sur les mouvements de tous nos navires depuis Rochefort jusqu'à Brest. A cet effet, il faut remarquer que, parmi les îles réellement utilisables en raison des facilités qu'aurait l'ennemi de les conserver, celle qui se trouve à la plus grande distance des ports correspondants à

surveiller est l'île d'Yeu, située à environ 50 milles des rades de Rochefort et de l'embouchure de la Gironde. Les destroyers anglais qui filent environ 30 nœuds ne mettraient guère plus d'une heure et demie à franchir cet espace; moins de deux heures après la sortie d'un corsaire de Rochefort ou de la Gironde, les Anglais pourraient organiser la poursuite.

Au sud de Rochefort, seule l'embouchure de la Gironde pourrait être utilisée actuellement par les corsaires français. Tenant compte de cette particularité que le chenal employé par les navires calant plus de cinq mètres se resserre pour n'avoir, à environ 3 milles au large, qu'une largeur de 900 mètres et une profondeur de 11 mètres à marée basse, Ballard a proposé tout simplement de l'obstruer soit par des torpilles, soit au moyen de bâtiments coulés. Ce dernier système, le plus coûteux, serait aussi le plus sûr. « Dix vieux bateaux en bois ou en fer, remplis de cailloux, feraient très bien l'affaire; l'opération serait terminée au bout de deux ou trois étales de haute ou de basse mer; pratiquée de nuit, elle ne pourrait être sérieusement inquiétée à cette distance par l'artillerie de côte. Frayer un passage à travers un obstacle de ce genre serait un travail extrêmement long et pénible, la simple visite d'un croiseur suffirait à l'empêcher. »

Après avoir vu comment l'ensemble de nos îles de l'Océan pourrait être utilisé pour l'organisation d'une communication télégraphique permettant de renseigner instantanément l'Amirauté, nous allons examiner rapidement les ressources que présente chacune d'elles en mouillages pouvant servir d'abris pour les flottilles de destroyers.

Ouessant, — que l'empereur Guillaume II aurait qualifié « point stratégique le plus important de l'Europe », présente tout juste des ressources suffisantes pour abriter les petits bâtiments, suivant le vent, dans l'une ou l'autre de ses trois baies. Des navires de fort tonnage ne sauraient guère en tirer un utile profit même par temps calme et pour un ravitaillement, alors que les embarcations pourraient momentanément y accoster.

Ses approches sont très dangereuses, tant à cause des nombreuses roches qui l'environnent que par suite des violents courants qui règnent dans son voisinage et qui soulèvent une mer

énorme lorsqu'ils portent au vent. La baie du Stiff est très mauvaise, la tenue y est médiocre et la houle énorme. Elle ne peut offrir qu'un mouillage très précaire et il ne faut y séjourner que le temps nécessaire.

La baie de Lampaul peut recevoir de grands bâtiments. Mais ils ne doivent y séjourner qu'avec des apparences de beau temps, car la mer y est énorme par les coups de vent du Sud-Ouest.

De même, il est indispensable de ne séjourner dans la baie de Pen-ar-Roc'h que par beau temps.

Ajoutons que, par suite de la brume qui recouvre fréquemment les hautes terres d'Ouessant, on ne doit s'approcher de cette île qu'avec les plus grandes précautions.

Molène, située plus près de Brest que Ouessant, présente un refuge suffisant pour petits navires.

Les Glénans offrent aux grands navires un bon mouillage accessible à toute heure de marée sous le vent de l'île Penfret. On trouve, en outre, un autre abri au nord de l'île Brilimec pour navires calant moins de cinq mètres et un autre mouillage à « la Chambre » pour petits bâtiments.

Groix présente un mouillage, soit à Port-Tudy même pour bâtiments de petit tonnage, soit à faible distance de ce port pour les grands navires.

Belle-Ile, par son étendue, présente des ressources particulièrement importantes, et nous aurons à nous occuper tout spécialement de cette île qui peut être appelée à jouer un grand rôle dans la guerre navale. Pour l'instant, nous signalerons qu'il est possible à un bâtiment d'y trouver, quel que soit son tonnage, un abri contre le vent. La rade de Palais abrite les bâtiments contre les vents de l'Ouest au Sud, et le port donne accès aux petits navires. Entre la pointe Saint-Marc et la pointe du Grand Village, on est garanti contre les vents du Nord-Est, et quatre petits ports permettent des communications faciles avec la terre. Dans la baie de Goulphar, on trouve un abri contre les vents de l'Est, du Nord et même du Nord-Ouest. Le port du Vieux Château

peut donner accès aux plus grands navires, et l'anse de Donan offre un refuge quand le vent souffle de la partie Est. En résumé, il est possible pour un bâtiment quelconque de trouver autour de Belle-Ile un abri, quelle que soit la direction du vent.

La baie de Quiberon possède son grand mouillage classique dans lequel des escadres peuvent évoluer. De plus, les petits bâtiments peuvent mouiller devant Port-Haliguen.

Disons de suite que si nous citons Quiberon parmi la liste des points que l'ennemi pourrait utiliser pour ses opérations de blocus, c'est qu'en réalité la presqu'île est rattachée à la terre ferme par un isthme si étroit et si facile à obstruer qu'elle doit, au point de vue de son utilisation militaire, être complètement assimilée à une île.

Houat ne possède aucun port proprement dit, mais les grands bâtiments y trouvent une rade pour mouiller. Les petits bâtiments peuvent s'abriter à terre de la Vieille, ou bien dans l'anse de Treach-er-Gouret.

Hoëdic présente également un mouillage pour grands bâtiments et un abri à terre de la Chèvre pour des navires de plus faible tonnage.

L'île d'Yeu possède de bons mouillages dans l'anse des Vieilles et à la Conche. Les petits bâtiments trouvent, en outre, un abri à Port-Joinville.

Noirmoutier présente, au bois de la Chaise, un excellent mouillage pour bâtiments calant moins de 5 mètres. Mais Noirmoutier ne saurait, au point de vue militaire, être considéré comme une île, puisque, à marée basse, elle est reliée à la terre ferme par une bande atteignant près de quatre kilomètres dans sa plus faible largeur.

Quant aux îles de *Ré* et *d'Oléron*, étant donnés leur rôle et leur situation spéciale, leur très grande proximité de la côte et les défenses qu'elles possèdent, il ne semble pas qu'elles puissent être faciles à isoler du continent.

Cette description sommaire suffit pour démontrer que l'ennemi pourrait utiliser presque toutes nos îles de l'Océan en vue de constituer des refuges pour destroyers et torpilleurs, s'il parvenait à les conquérir. Et, dans cette dernière hypothèse, il pourrait même y créer des dépôts destinés au ravitaillement des flottilles puisque les petits bâtiments qui les composent n'ont rien à craindre soit de jour, soit de nuit, des sous-marins et des torpilleurs, étant donné que leur faible tirant d'eau les met à l'abri de la torpille.

Certains auteurs et particulièrement ceux qui appartiennent à l'école de la jeune marine ont prétendu que, depuis l'apparition des bateaux porte-torpilles, torpilleurs et sous-marins, le blocus des côtes de France, si rigoureux autrefois, est devenu complètement impossible. Ils n'ont sans doute pas songé à l'action des destroyers anglais dans le cas où ces bâtiments peuvent disposer de bases d'opérations rapprochées des ports à bloquer. Or, dans les circonstances actuelles, il semble que les Anglais n'éprouveraient pas des difficultés bien grandes pour mettre la main, dès l'ouverture des hostilités, sur la plupart des îles que nous avons passées en revue et qui leur offriraient, dans l'océan Atlantique, les points d'appui nécessaires. Il est donc certain que ces îles présentent, au point de vue spécial de la guerre contre l'Angleterre, une importance considérable et qui paraît insoupçonnée dans les milieux militaires. Et cette importance ne peut qu'augmenter dans l'avenir, au fur et à mesure que se perfectionnent les engins modernes.

Il faut remarquer, en effet, que si l'ennemi ayant réussi à conquérir des points d'appui très voisins des ports bloqués, peut amener aux alentours de ces ports des sous-marins, ces bâtiments auront alors la faculté de se reposer et de se ravitailler. S'ils sont électriques et non autonomes, ils pourront faire renouveler l'énergie électrique qui leur est nécessaire, et c'est alors à eux seuls que reviendra le rôle principal dans la tenue du blocus de jour ; c'est à eux qu'il appartiendra de rendre la sortie et la rentrée au port des croiseurs très dangereuse, les destroyers et torpilleurs demeurant uniquement chargés de la surveillance de nuit. Et, pendant le jour, ils serviront aussi de protecteurs à ces destroyers qui pourront alors se reposer et se ravitailler.

Quoi qu'il en soit, nous venons de voir dans quelles conditions

les petits bâtiments anglais, formant l'échelon avancé du réseau de surveillance pourront fonctionner, à proximité de notre littoral de l'Atlantique en utilisant nos îles comme bases d'opérations et comme point d'appui.

Mais en dehors de leur rôle normal, consistant à s'opposer à la sortie de nos corsaires et à signaler les bâtiments échappés, les destroyers et torpilleurs anglais peuvent être également chargés d'essayer, jusque dans l'intérieur de nos rades, des coups de main contre les bâtiments qui peuvent s'y trouver. De pareilles tentatives sont tout particulièrement à craindre au début des hostilités et on a prétendu que l'Angleterre n'aurait aucun scrupule à employer des procédés quelque peu irréguliers pour chercher à détruire nos navires dans nos ports, même pendant notre mobilisation.

Cela posé, résumons les points acquis au sujet de l'organisation de l'échelon avancé du réseau de surveillance de nos côtes.

L'Amirauté a pris ses dispositions pour envoyer, dès la première heure, à l'extrême frontière du domaine britannique, c'est-à-dire sur notre littoral, des flottilles de bâtiments rapides et légers chargés de remplir les missions suivantes :

1° Établir un blocus serré dans le but d'empêcher la sortie de tout bâtiment qu'on voudrait lancer pour la guerre de course, le poursuivre et le torpiller au besoin ;

2° Former un réseau de surveillance à la frontière du domaine britannique ; recueillir et transmettre les renseignements ;

3° Exécuter près du littoral français une série d'opérations et de destructions ayant pour but de gêner la navigation ;

4° Tenter des entreprises contre les ports et rades où sont rassemblés des bâtiments en voie de mobilisation, en armement ou en essai.

Pour être efficaces, toutes ces missions doivent pouvoir être remplies dès la première heure, elles sont de plus permanentes pendant toute la guerre.

La réalisation de ce plan n'est possible que si les bâtiments légers trouvent les points d'appui et les refuges nécessaires. Or, dans l'Océan, seules nos îles peuvent donner à l'ennemi les moyens qui lui sont indispensables :

1° Pour assurer aux flottilles des refuges en cas de mauvais temps ;

2° Pour permettre aux destroyers de se ravitailler;

3° Pour organiser un réseau ininterrompu de communications télégraphiques permettant de renseigner instantanément sur tout ce qui passe près de nos côtes et particulièrement pour prévenir les réserves partielles des croiseurs destinées à se lancer à la poursuite immédiate des bâtiments échappés[1].

C. L. C.

(A continuer.)

[1] Naturellement, s'il est possible de le faire, on communiquera d'une île à l'autre au moyen de la télégraphie sans fil. Cependant, l'établissement d'un câble donnera une sécurité beaucoup plus complète pour la transmission des renseignements, avec la possibilité de les faire parvenir *instantanément* à grande distance, soit aux réserves de croiseurs, soit jusqu'en Angleterre.



ÉDUCATION ET INSTRUCTION

DE LA COMPAGNIE

EN VUE

DU SERVICE EN CAMPAGNE[1]

CHAPITRE IV.

SERVICE DE SURETÉ EN MARCHE.

(Fin.)

Nécessité d'un dispositif de sûreté en marche. — Instruction des éclaireurs d'avant-garde. — Devoirs du chef des éclaireurs. — Exercice de transmission des ordres et des renseignements. — Ordre de marche de la compagnie. — Devoirs des hommes de communication. — Patrouilles du service de sûreté en marche. — Instruction de la pointe d'avant-garde. — Tête d'avant-garde; son rôle. — Engagement des différents échelons d'une avant-garde. — Instruction de l'arrière-garde.

Patrouilles du service de sûreté en marche :

A. Patrouilles envoyées visiter un point déterminé.

B. Patrouilles suivant un itinéraire parallèle à celui de la colonne.

C. Patrouilles envoyées sur les chemins embranchant sur la route suivie.

Les petites patrouilles envoyées par les éléments de l'avant-

---

[1] Voir les livraisons de 1904 et celle de janvier 1905.

sans arrêts successifs, mais les hommes de gauche se retournant fréquemment pour observer s'ils ne sont pas suivis.

La patrouille rejoint par un itinéraire oblique aussi direct que possible et sans perdre de temps.

N° 54. — B. *Patrouilles suivant un itinéraire parallèle à celui de la colonne.* — Les patrouilles envoyées sur les flancs peuvent recevoir l'ordre de s'y maintenir pendant un temps déterminé, une heure par exemple, en se maintenant à hauteur de l'élément à couvrir et à une distance donnée de la route.

Dans cette marche parallèle, les patrouilles visitent les couverts qu'elles rencontrent et profitent des observatoires naturels qui pourraient se présenter pour étendre leur surveillance au loin et fouiller de l'œil les ravins ou parties de terrain qu'elles dominent.

L'instructeur fait marcher une patrouille parallèlement à la compagnie et à 300 mètres d'elle pendant 2 kilomètres environ.

Il explique que ce procédé est surtout applicable lorsque le terrain ne présente pas d'obstacle à la marche.

N° 55. — C. *Patrouilles envoyées sur les chemins qui embranchent sur la route suivie.* — Enfin, le plus souvent, lorsque la nature du terrain nécessiterait un nombre de patrouilles trop considérable on peut se contenter d'envoyer des patrouilles sur tous les bons chemins qui embranchent sur la route suivie. Ces patrouilles se portent à la distance qu'on leur fixe, s'y postent, y observent le temps nécessaire pour que la colonne puisse s'écouler, puis reviennent.

C'est surtout dans les marches de nuit que ce procédé convient parce que l'ennemi ne peut guère se présenter que par les bons chemins.

L'instructeur envoie, comme exemple, deux de ces patrouilles. L'une se porte à 400 mètres et retourne sans arrêt. L'autre se porte à 400 mètres encore, mais y reste en observation pendant cinq minutes.

L'ordre de marche est celui indiqué plus haut sous le n° 1. Lorsque la patrouille s'arrête pour observer, tous les éclaireurs qui la composent choisissent un bon emplacement d'où ils puissent voir dans les meilleurs conditions tout le secteur qui correspond au flanc à couvrir. Ils restent, si possible, derrière un

couvert et l'arme prête à charger. En cas d'apparition subite d'une grosse force ennemie, ils tirent immédiatement et préviennent sans perte de temps.

En résumé, pendant la marche d'une petite colonne, des patrouilles de flanc peuvent être envoyées : 1° pour reconnaître un ou plusieurs points importants ; 2° pour suivre un itinéraire parallèlement et à hauteur de l'échelon à couvrir; 3° pour surveiller un chemin pendant l'écoulement de la colonne.

Dans tous les cas, le chef de patrouille doit recevoir de celui qui l'envoie et au besoin lui demander connaissance de la mission dont on le charge et, s'il y a lieu, les distances auxquelles il doit se porter et les durées d'observation.

Les comptes rendus de patrouille indiquent, comme on l'a déjà exposé pour les éclaireurs : 1° l'importance des forces ennemies aperçues; 2° le lieu; 3° la situation. Étant donnée la rapidité de transmission de leurs renseignements, il n'est pas fait mention de l'heure à laquelle les faits ont été observés. Elle peut d'ailleurs se déduire en questionnant le porteur sur la durée de la transmission. En cas de compte rendu négatif, le chef de patrouille fait connaître à son retour que dans tel secteur ou telles directions il n'a rien aperçu.

Instruction de la pointe d'avant-garde. — N° 56. — 1° Le chef de la pointe dirige le chef des éclaireurs et s'assure qu'il suit l'itinéraire prescrit;

2° Il participe à la surveillance éloignée en observant constamment, lui et ses hommes, le terrain en avant et sur les flancs;

3° Il désigne un homme à la droite et un à la gauche de sa fraction pour assurer la communication ;

4° Si sa force le lui permet, il fait fouiller par de petites patrouilles de quatre hommes les hameaux, bois, maisons suspectes que l'on rencontre sur la route même ou à droite et à gauche dans un rayon à peu près égal à la distance qui le sépare des éclaireurs.

Il signale à la tête les couverts importants qu'il n'aurait pu faire fouiller dans le rayon indiqué;

5° En cas de rencontre de l'ennemi, il recueille ou renforce les éclaireurs, suivant le cas.

L'instructeur forme une pointe avec une escouade de 16 hommes, 1 caporal et 1 sergent.

Le caporal marche avec deux éclaireurs, le sergent à 100 ou 150 mètres en arrière avec le reste. La compagnie suit la pointe à quelques pas pour la voir opérer.

L'itinéraire donné, on se met en marche après avoir approvisionné les armes. La pointe applique ce qui vient d'être expliqué.

Vu son faible effectif dans le cas envisagé (pointe d'avant-garde de compagnie), elle n'a jamais plus d'une patrouille dehors à la fois.

On apprend à ces patrouilles à fouiller une maison. Dans ce cas, la visite commence par les vergers et communs et se continue à l'intérieur en se faisant précéder des habitants et en échelonnant les hommes de la patrouille de manière à éviter là encore qu'ils puissent être tous surpris à la fois. Mais la visite d'une maison suspecte ne se produira guère qu'au combat, et cela rentre dans la guerre de rues. Nous en reparlerons plus loin.

On exerce ensuite la pointe à renforcer ou à recueillir les éclaireurs.

N° 57. — A. *Renforcer les éclaireurs*[1]. — On porte une dizaine d'hommes figurant l'ennemi à 300 mètres en avant des éclaireurs. Ceux-ci, ne pouvant plus avancer, se sont postés à leur tour, attendant d'être renforcés :

1° Si la pointe peut, sans être aperçue de l'ennemi, se porter par le flanc à hauteur des éclaireurs, elle le fait à vive allure et, arrivée près d'eux, son chef qui l'a dirigée sur l'emplacement où il veut l'établir (généralement sur le flanc de la route le plus dominant ou le plus couvert) l'arrête par le commandement de : « Vers la gauche (droite) à quatre pas en tirailleurs, halte ! » Les hommes se postent, chargent l'arme et le chef de la pointe dirige le feu, s'il y a lieu de tirer. A défaut d'abris, les hommes se couchent; avant de se se porter à hauteur des éclaireurs, la baïonnette a été mise au canon;

---

[1] Le règlement dit : « En principe, l'avant-garde doit prendre ses dispositions pour que la marche de la colonne ne soit ni arrêtée ni retardée. Les divers échelons de l'avant-garde se soutiennent réciproquement, de manière à renverser tous les obstacles qu'ils ont devant eux. »

Nous en avons fait la substance de quelques exercices.

mais une compagnie, vu le faible effectif de la tête d'avant-garde (trois escouades) ne peut guère envoyer cette sorte de patrouille qui convient aux colonnes d'un effectif déjà plus important (un régiment par exemple), et surtout la nuit, comme on l'a déjà indiqué ;

2° La tête envoie des patrouilles fouiller les fermes, bouquets d'arbres, ravins, couverts, etc., non visités par la pointe et qui se trouvent à droite ou à gauche de la route dans un rayon à peu près égal à la distance qui sépare la tête elle-même des éclaireurs d'avant-garde.

(Pour une compagnie, la tête étant de trois escouades ne peut faire sortir plus d'une patrouille à la fois.)

Nota. — Si le terrain le permet, les patrouilles des deux genres précédents seront remplacées par deux patrouilles marchant de chaque côté de la route à hauteur de la tête, parallèlement à elle et à une distance égale à celle qui sépare la tête de ses éclaireurs d'avant-garde;

3° Le chef de la tête désigne un homme à la droite de sa fraction et un à la gauche pour veiller à la communication ;

4° Il renforce ou recueille en cas de nécessité les éléments qui le précèdent (éclaireurs et pointe).

L'instructeur forme avec la compagnie une section et la met en marche de manière à lui faire figurer l'avant-garde d'une compagnie. Le gros est représenté par quelques hommes marchant à 300 ou 400 mètres en arrière de la tête avec un gradé.

L'itinéraire est donné et l'on se met en marche. La tête se conforme à ce qui vient d'être expliqué au sujet de ses obligations.

L'ennemi est figuré seulement pour l'exécution du 4e paragraphe : « Renforcer ou recueillir les éléments précédents. »

N° 60. — 1° *Renforcer*. — On dispose une vingtaine d'hommes à 400 mètres en avant des éclaireurs et postés. Les éclaireurs et la pointe opèrent comme il leur a été enseigné, mais n'étant pas encore assez forts pour reprendre la marche en avant, la tête les renforce. Ce renforcement a lieu d'une manière identique à celle indiquée pour la pointe. La tête se place généralement, par rapport aux éclaireurs, du côté opposé à la pointe et elle se fait

couvrir par une patrouille à 150 ou 200 mètres, de sorte que la ligne présente l'ordre indiqué à la figure 3.

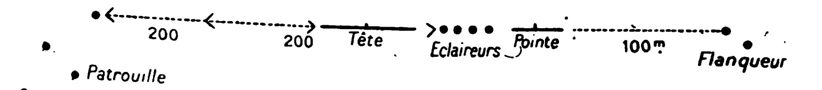


Fig. 3.

Toutefois, si par suite du terrain, il est plus avantageux de se prolonger du côté où la pointe elle-même s'est placée, on aura le dispositif indiqué par la figure 4.

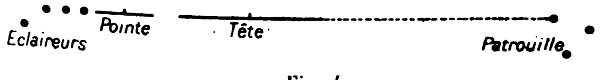


Fig. 4.

N° 61. — *Recueillir.* — Ce mouvement s'exécute d'après les mêmes principes que pour la pointe.

Si l'on ne dispose pas d'une trentaine d'hommes pour représenter l'ennemi, on figure trois escouades ennemies au moyen de trois hommes espacés de 20 mètres les uns des autres.

N° 62. — Remarque I. — Les patrouilles placées en observation sur le flanc d'une fraction déployée et en position ont un double but : couvrir, et aussi renseigner sur la situation de la fraction ennemie opposée. A cet effet, un homme ou deux peuvent se porter sur le flanc de la fraction adverse, tandis que le reste de la patrouille reste posté et observe.

La distance entre la fraction déployée et la patrouille qui la couvre sera d'une centaine de mètres pour une escouade déployée, d'environ 200 mètres pour une section, 400 mètres pour une compagnie, etc., sans que ces chiffres aient bien entendu rien d'absolu.

Remarque II. — Lorsqu'un échelon a été recueilli ou renforcé par l'échelon suivant, on doit, à moins d'ordre contraire, reprendre vigoureusement la marche en avant, si l'on se retrouve en mesure de le faire. Dans le cas contraire, on se cramponne au terrain et l'on s'efforce d'enrayer les progrès de l'ennemi, de manière à donner aux échelons en arrière le temps d'intervenir. En cas

d'impossibilité, la tête d'avant-garde est recueillie d'après les mêmes principes que les éclaireurs et la pointe. En se retirant, elle s'efforce de démasquer rapidement le front devant les troupes en position ; à cet effet, elle opère une retraite oblique.

N° 63. — Remarque III. — (*Rencontre d'un village*). — Tandis que les éclaireurs le traversent comme il leur a été enseigné, la tête le fait contourner par deux patrouilles, une à droite, une à gauche. Ces patrouilles jettent un coup d'œil dans les rues perpendiculaires à la direction de marche à l'endroit où elles débouchent sur la lisière extérieure.

Engagement des différents échelons de l'avant-garde d'une petite colonne d'infanterie. — Ce paragraphe concerne les cadres de la compagnie et fera tout d'abord l'objet de théories à la caserne.

La pointe et les éclaireurs ne manœuvrent pas. Ils barrent la route, couvrant les échelons en arrière.

La tête ne manœuvre que si, par une action de flanc, il lui semble possible, sans le secours des fractions en arrière, de faire reprendre la marche.

Dans le cas contraire, elle prolonge le rideau déjà formé par la pointe, formant ainsi un masque un peu plus solide derrière lequel évolue le gros de l'avant-garde. Celui-ci se conforme d'ailleurs à la règle précédente.

Nous dirons encore, pour bien poser les principes du mode d'engagement des échelons de l'avant-garde : un échelon ne manœuvre que s'il a des chances de forcer la résistance de la fraction ennemie qui barre la route, sans faire intervenir les échelons en arrière.

S'il ne lui paraît pas possible d'y réussir ou s'il a échoué, il doit revenir à l'action de front et laisser aux troupes en arrière la liberté de s'engager ou de se retirer.

Examinons maintenant comment procède un échelon qui se décide à manœuvrer.

La manœuvre-type est l'attaque de flanc.

1° *Manœuvre.* — Considérons une section ennemie A.

Si nous parvenons à porter en B sur son flanc droit une section et à ouvrir le feu avant que la section A se soit aperçue de notre présence, il en résulte un avantage marqué pour la section B puisqu'elle a l'initiative de l'ouverture du feu et qu'elle conser-

vera cet avantage le temps nécessaire à la section A pour exécuter le mouvement de *Face à droite*.

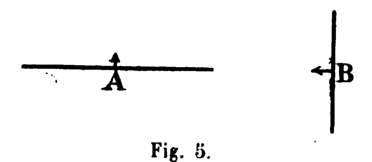


Fig. 5.

Ce temps est court, même si les hommes sont en tirailleurs à plusieurs pas d'intervalle; mais si, au lieu d'une section, il s'agit d'une compagnie, d'un bataillon, d'un régiment, etc., il faudra, pour faire face à droite, un temps de plus en plus appréciable.

On voit donc en quoi réside le bénéfice de l'attaque de flanc : surprise plus ou moins complète de l'ennemi de flanc à bonne distance de tir, dans une situation vulnérable et qui ne lui permet pas de riposter immédiatement au feu de l'adversaire.

2° *Manœuvre*. — Revenons à la section A. Si nous voulons manœuvrer cette section sur son flanc, il sera nécessaire pendant que s'exécute le mouvement de flanc de la fixer en A. A cet effet, si nous disposons d'une section, nous pourrons laisser en position devant la section A une demi-section C et porter l'autre demi-section sur le flanc en B. L'effet des feux de cette demi-section sera encore très grand et la section A sera dans l'impossibilité de faire face en B sans être prise en flanc par la fraction C.

Cette manœuvre constitue l'attaque combinée (action de flanc liée à une action de front). Les deux attaques peuvent d'ailleurs ne pas être égales en force.

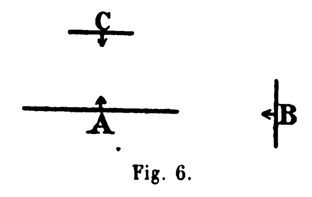


Fig. 6.

Mais après avoir indiqué les avantages de ces manœuvres, il convient d'en indiquer les difficultés et les inconvénients.

1° *Manœuvre.* — L'ennemi n'est pas fixé sur son front et il est dangereux d'opérer une marche de flanc à portée de ses coups;

2° *Manœuvre.* — L'ennemi est fixé, mais à condition que la résistance de la fraction qu'on lui oppose soit suffisante pour arrêter un mouvement en avant de sa part. Or, si la fraction C, inférieure en nombre, ne trouve pas dans les avantages du terrain une compensation suffisante, l'ennemi pourra la battre d'abord, puis se retourner sur la fraction qui fait le mouvement de flanc et en avoir raison à son tour.

Il faut donc que la fraction B, tout en exécutant sa marche hors des coups et des vues de l'ennemi placé en A, ne décrive pas un cercle trop large et reste en mesure, dans le cas où l'ennemi prononcerait une attaque avant la fin de son mouvement, de se porter aussitôt sur son flanc et d'intervenir à temps.

Cette condition, facile pour de petites unités à cause de la portée des armes, le serait moins avec des effectifs importants.

Pour remédier à l'inconvénient qui vient d'être signalé, on peut encore, au lieu de se porter sur le flanc de l'ennemi, se contenter de l'attaquer obliquement. Les deux attaques sont mieux liées, mais les résultats moins décisifs.

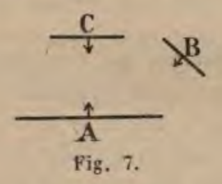


Fig. 7.

Dans tous les cas, une manœuvre de flanc ne peut réussir que si l'on marche vite et en utilisant le terrain pour cacher le plus longtemps possible son approche. Inversement, nous en retiendrons qu'il faut être éclairé toujours et partout et recevoir sans retard les renseignements.

Manœuvre de la tête (exercice pratique). — Les gradés ayant reçu au tableau noir les développements précédents, on passe à l'exécution sur le terrain.

N° 64. — Figurer comme plastron une section ennemie supposée déployée en A (au moyen de deux hommes à 50 pas l'un de l'autre et d'un chef de section) (*fig.* 5).

en E (avec une patrouille à sa gauche) perpendiculairement à la ligne ennemie A et sur un de ses flancs (le flanc dominant ou celui qui permet le mieux de s'avancer à couvert). A cet effet,

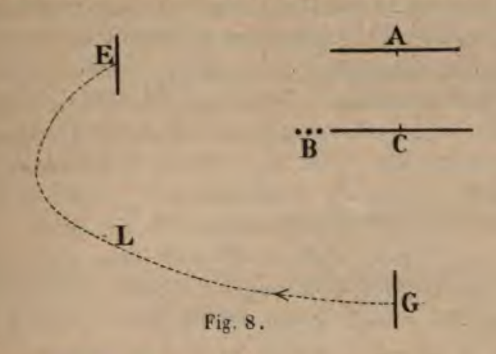


Fig. 8.

étant au début en G sur la route, la tête aurait suivi un itinéraire défilé tel que G L E. Lorsque la tête fait sentir son entrée en action, c'est le moment pour la pointe de passer à l'offensive. Elle doit lier ses efforts à ceux de la tête de manière que les deux attaques soient simultanées.

Remarque. — Généralement, un échelon d'avant-garde est à celui qui le précède dans le rapport numérique de 3 à 1. Si, sur ces trois unités, il suffit d'en porter une en E pour obtenir le résultat voulu, il faudra évidemment le faire; les deux autres unités resteront à l'abri à une distance convenable en arrière de l'échelon précédent et dans une position d'attente (sur un rang, en dehors de la route, face en avant sur un rang, à plusieurs pas et couché si le terrain est découvert). Il est inutile, en effet, d'exposer et d'engager ces deux unités si le mouvement de la troisième suffit à amener le résultat voulu. De plus, dans le cas où, avant que le mouvement de flanc soit terminé, l'ennemi aurait vivement attaqué l'élément en sa présence, cet élément serait naturellement recueilli ou renforcé par les deux unités en arrière. Il est vrai que si ce cas s'était produit alors que les trois unités de l'échelon auraient fait le mouvement de flanc, c'est l'échelon suivant qui serait intervenu pour arrêter l'attaque de l'ennemi, mais ce raisonnement ne peut se poursuivre jusqu'au gros de la colonne, car le gros de la colonne ne doit pas, en principe, être forcé de s'engager pour dégager son avant-garde.

Il faut donc dire que tout échelon de l'avant-garde peut s'engager en entier dans un mouvement de flanc, sauf le dernier, c'est-à dire le gros de l'avant-garde qui ne pourra s'y engager que partiellement de manière à disposer d'une réserve pour s'opposer à tout effort de l'ennemi sur le centre tant que la colonne n'a pas pris les formations ordonnées par son chef, soit pour se retirer, soit pour attaquer. Les divers échelons de l'avant-garde doivent être engagés avec vigueur, mais aussi avec les ménagements indispensables, au fur et à mesure que le commandant de l'avant-garde constate le développement progressif de la manœuvre ordonnée par le commandant de la colonne.

En résumé, l'avant-garde, si elle doit dégager la route, ce qui l'amène à manœuvrer, doit toujours couvrir. Elle peut manœuvrer lorsqu'elle a déjà formé rideau. Elle songe seulement à couvrir, si la force de l'ennemi est trop supérieure.

N° 71. — *Instruction de l'arrière-garde.* — A. *Marche en avant.* — 1° *Section.* — Une section se couvre à 200 mètres en arrière par une patrouille de quelques hommes qui se retournent fréquemment pour observer et préviennent de tout mouvement insolite. En cas d'attaque imprévue, ils tirent pour avertir. Ils se retirent ensuite en combattant, c'est-à-dire de poste en poste, en tirant et en évitant de se laisser couper. Si une fraction de la section ou celle-ci tout entière s'arrête face en arrière pour tirer, ils démasquent son front et se retirent.

Pendant les haltes, ils s'arrêtent face en arrière et choisissent un bon emplacement pour observer.

2° *Compagnie.* — Une compagnie se couvre par une escouade qui marche groupée à 200 mètres en arrière.

3° *Bataillon.* — Se couvre par une section qui marche à 200 mètres en arrière, détachant elle-même une escouade groupée 100 mètres plus loin.

4° *Régiment.* — Se couvre par un peloton qui marche à 200 mètres en arrière, détachant lui-même une demi-section, groupée 100 mètres plus loin. Dans ces trois derniers cas, la fraction la plus en arrière (escouade ou demi-section) se conforme à ce qui est prescrit plus haut pour la patrouille d'arrière-garde de la section.

L'instructeur fait exécuter ces différents cas.

B. *Marche rétrograde.* — L'arrière-garde est, dans ce cas, généralement de la force de l'avant-garde, mais elle se subdivise en deux ou plusieurs fractions d'égale force afin de permettre l'occupation en formation échelonnée des positions successives qui se présentent sur la ligne de retraite.

1er exemple. — Compagnie. — On forme une section (section d'arrière-garde) avec tous les hommes présents. Le gros de la compagnie est figuré par quelques hommes.

On adopte alors le dispositif représenté ci-dessous :

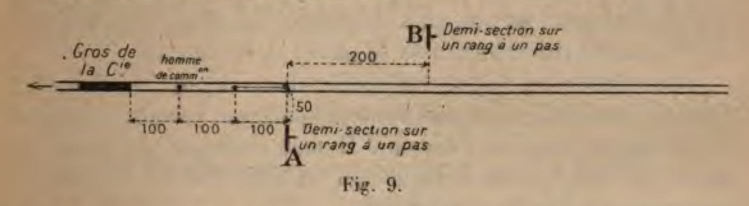


Fig. 9.

La demi-section A faisant des feux face en arrière, la demi-section B se retire pour aller prendre à gauche et à 200 mètres en arrière de la demi-section A une nouvelle position. Dès que cette nouvelle position est prise, la demi-section A se retire à son tour pour exécuter un mouvement identique.

Si l'ennemi cesse la poursuite, l'ordre de marche est le même que celui de la figure ci-dessus, mais les demi-sections A et B marchent par quatre sur la route.

L'instructeur peut figurer une petite fraction ennemie poursuivant à 500 mètres en arrière du dernier élément et faire exécuter ce qui vient d'être expliqué pour l'arrière-garde de la compagnie.

2e exemple. — Bataillon. — L'instructeur forme une compagnie à trois sections. Ces trois sections figurent l'arrière-garde d'un bataillon.

Elles marchent d'abord dans l'ordre ci-après :

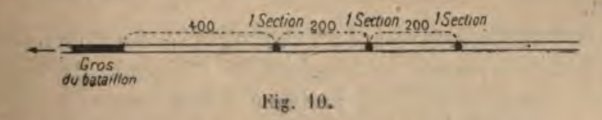


Fig. 10.

puis l'ennemi se montrant (on le figure par quelques hommes), elles prennent le dispositif échelonné indiqué ci-dessous :

Les sections B et C tirent; la section A se retire pour aller

s'établir en D. Dès qu'elle est sur le point de s'y trouver en position, la section B se retire et va s'établir en E. La section C se retire à son tour et ainsi de suite. Afin de démasquer le front

E C A
Gros du bataillon 400 300 200 100
D B

Fig. 11.

à temps, chaque section doit quitter sa position un peu avant l'établissement de celle qui va se placer derrière elle.

Bien entendu les chiffres indiqués ci-dessus n'ont rien d'absolu. On peut aussi adopter toutes autres dispositions suivant le terrain et les agissements de l'ennemi. Il faut chercher par tous les moyens à ralentir sa poursuite et, à cet effet, essayer des retours offensifs ou tendre des embuscades.

Les retours offensifs réussiront si l'on constate que l'ennemi s'est désuni dans la poursuite.

L'embuscade sera tendue dès que le terrain offrira une disposition propice ou si l'on s'aperçoit que l'ennemi perd toute prudence.

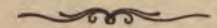
Cependant l'arrière-garde, ne devant compter que sur elle-même, doit éviter de faire intervenir le corps principal pour la dégager et, à cet effet, se retire toujours suffisamment à temps des positions successives qu'elle occupe pour éviter d'être coupée du gros de la colonne.

Elle évitera d'être coupée en faisant constamment surveiller ses flancs. Dans la marche échelonnée indiquée plus haut, chaque échelon fera tenir sur son flanc à sa hauteur, et à environ 200 mètres, une petite patrouille de couverture. Les hommes la composant seront moins dispersés que dans les patrouilles ordinaires.

Ils signaleront sans retard au chef de la section dont ils dépendent tout mouvement enveloppant de l'ennemi. Ils feront au besoin le coup de feu pour protéger le flanc contre une attaque imminente et prévenir ainsi l'échelon qu'ils couvrent.

R. Brèche,
Capitaine au 123e rég. d'infanterie.

(A continuer.)



PROTECTION ET SOUTIEN

DE

L'ARTILLERIE DE CAMPAGNE[1]

De l'artillerie en combinaison ou en lutte avec la cavalerie.

Du soutien par la cavalerie. — La cavalerie, lit-on dans l'Instruction de 1892 sur le mode d'action des troupes à cheval appelées à opérer avec des détachements de toutes armes, sera souvent employée à protéger les batteries d'artillerie, notamment lorsqu'elles prendront position avant que l'infanterie soit arrivée en force suffisante.

« Dans ce cas, le chef de l'escorte ne détache que quelques cavaliers qu'il place en vedette plus ou moins loin, suivant le terrain; ces vedettes doivent, autant que possible, rester en vue du commandant de l'escorte, parce que leur retraite est un premier avertissement de l'approche de l'ennemi.

« Le groupe principal de la cavalerie s'établit sur les flancs des batteries, de préférence sur le flanc le plus exposé, hors de la vue et autant que possible des coups de l'adversaire.

« Si les batteries sont en danger, la cavalerie, soit en combattant à cheval, soit en pratiquant le combat à pied, doit concourir jusqu'à la dernière minute et par tous les moyens possibles à la défense des pièces dont la protection lui est confiée.

« Elle évitera à tout prix de gêner le tir de l'artillerie. »

---

[1] Voir les livraisons de janvier et de février 1905.

« Le soutien, forcément faible numériquement, ne peut repousser à cheval le choc d'une cavalerie nombreuse, il doit agir par son feu, sa véritable force défensive, aujourd'hui plus que jamais. Les exemples analogues abondent. » (Cours de l'École de guerre.)

Du soutien des batteries à cheval. — L'artillerie à cheval attachée aux divisions de cavalerie indépendante est exposée aux surprises et aux attaques de la cavalerie adverse, elle ne doit jamais rester sans soutien. Celui-ci éclaire la marche des batteries, protège leur établissement, les défend en cas d'attaque.

Si elles sont chargées, les batteries continuent le tir jusqu'à la dernière seconde.

On ne saurait faire marcher les batteries, leur tête à près d'un kilomètre en avant de la cavalerie, peut-être davantage, sans un soutien, car l'artillerie en mouvement est sans défense; nous sommes ainsi conduits à faire marcher en tête des batteries un soutien spécial. Ce soutien sert à protéger l'artillerie pendant sa marche; il doit être suffisant :

1° Pour fournir des patrouilles destinées à éclairer au loin (un peloton environ);

2° Pour être susceptible d'une action de vigueur donnant à l'artillerie le temps de prendre sa formation de combat ou au gros le loisir d'arriver à son secours; sa composition serait d'un ou plusieurs escadrons, suivant la nature du pays, la force et l'audace de l'adversaire. Cette fraction n'est pas perdue pour le combat de cavalerie. En effet, dès que l'artillerie est en position, elle peut, dans la plupart des cas, se suffire à elle-même, si on lui évite d'être surprise; dès lors, le peloton d'éclaireurs reste seul nécessaire quand l'artillerie est en batterie; il fournit des patrouilles spéciales chargées d'avertir directement l'artillerie des dangers qui la menacent, assez à temps pour qu'elle puisse y faire face. Tout le reste du soutien de marche rentre à sa brigade pour combattre avec elle.

Exceptionnellement cependant, si l'artillerie est lancée fort loin de la cavalerie, par exemple sur une position dominante d'où elle commande toute la plaine, il peut convenir de lui laisser un escadron de soutien, celui-ci fournit un peloton pour les patrouilles, les trois autres pelotons étant destinés surtout à

des charges prononcées contre elle, tandis que la carabine des cavaliers de soutien éloignera les cavaliers ennemis qui tourbillonneront autour des pièces ou essayeront de traverser les batteries après la charge.

La règle généralement admise pour le tir percutant à mitraille contre une attaque rapprochée, en pointant à une cinquantaine de mètres en avant des bouches à feu, convient en terrain horizontal ou à un glacis, mais elle semble inapplicable, lorsque la batterie se trouve à contre-pente avec la région à battre, comme le fait se présentera, surtout sur des positions masquées.

En outre, dans les changements d'objectifs opérés sur des charges arrivant obliquement, la disposition du terrain ne permettra pas toujours le tir percutant à courte distance.

Contre les surprises de la cavalerie surgissant à courte portée de 600 à 800 mètres, expose le général Langlois, l'artillerie ne dispose que de son feu, et le genre de tir auquel elle a recours, dans cette circonstance, est le tir à mitraille sans réglage préalable, avec des shrapnels dont la fusée est débouchée à courte distance, franchement très inférieure à celle du but, c'est-à-dire entre 0 et 400 mètres.

Avec les canons à tir rapide et à tir accéléré on estimait, *à priori*, qu'il n'était plus nécessaire de faire entrer la boîte à mitraille dans la constitution des approvisionnements, son rôle pouvant être rempli par le shrapnel dont le tir s'exécute dans des conditions sensiblement analogues à celui des boîtes à mitraille, c'est-à-dire en plaçant approximativement la pièce dans la direction du but et en pointant grossièrement en hauteur.

Avec le 75 ayant fait l'abatage, la précision du tir sera toujours très grande, mais la largeur battue par le fauchage est très faible, cinq millièmes de la distance, c'est-à-dire : 2 mètres à 400 mètres, et 4 mètres à 800 mètres.

Dans le tir avec fauchage après abatage, on met donc tous ses projectiles dans le même trou. C'est là un inconvénient sérieux lorsqu'on a à agir avec une ou deux pièces sur un front étendu comme celui d'une charge en fourrageurs.

Pour y remédier dans les conditions précédentes, on est donc amené à faire du tir sans abatage, c'est-à-dire perdre une partie de sa puissance et à repointer grossièrement la pièce après chaque coup, en direction et en hauteur. Ce tir a alors des nerfs

et les résultats obtenus varient avec la précision de ces opérations.

De plus, on est gêné par la fumée des projectiles qui forment forcément masque devant le front des pièces. La charge par échelons successifs devient alors particulièrement dangereuse pour les batteries. Par suite de l'adoption du canon à tir rapide doté de projectiles à fumée très abondante, la cavalerie, aussi bien dans l'attaque que dans la défense, est devenue dans la bataille moderne, une véritable arme de combat, plus que ne semblent le croire ou le dire les partisans de l'infanterie montée. Elle trouvera de nombreuses occasions d'intervenir par surprise dans la lutte, si elle sait utiliser habilement les masques de fumée produits par les projectiles à charge nouvelle, masques qui formeront pour elle des cheminements défilés, qui lui permettront de lancer d'abord à la charge de faibles rideaux et d'arriver ensuite une ou deux minutes après que la ligne des fourrageurs aura atteint la ligne des pièces.

Il est donc à regretter que chaque caisson ne contienne pas quelques boîtes à mitraille, en petit nombre, quatre ou six coups, qui assureront plus certainement l'efficacité du feu pour la batterie et ne la gêneront pas dans son tir rapide par la fumée des obus qui éclatent à courte distance en lui masquant le danger qui galope derrière ce couvert.

C'est en vain que dans ces circonstances on essaye alors d'ergoter sur les applications de la lettre et de l'esprit des règlements et sur la valeur de l'armement; on ne tire ni ne manœuvre bien dans le brouillard, ni dans la nuit.

Le cours de tactique d'artillerie de l'Ecole supérieure de guerre émet, dans ces situations critiques, de forts sages conseils au sujet des formations à prendre contre la cavalerie qui charge à découvert.

« Si la batterie est envahie, les servants se placent contre les pièces, entre les roues, tout le monde met pied à terre; les canonniers se défendent avec leurs armes. »

Cette prescription du règlement demande à être bien comprise: la cavalerie charge sur deux lignes au moins, la première en fourrageurs. Cette première ligne n'est pas dangereuse pour la batterie qu'elle ne peut que traverser. Par cette expression « batterie envahie » on doit entendre l'arrivée des escadrons à rangs

serrés, et le feu doit continuer après le passage des fourrageurs « jusqu'à la dernière extrémité », ainsi que le prescrit le règlement. Nous croyons cette explication nécessaire pour éviter que l'artillerie ne lâche son canon trop tôt, juste au moment où il serait le plus utile. La suppression du mousqueton et celle de la prescription réglementaire ci-dessus, seraient de nature à donner à l'artillerie le sentiment qu'elle ne doit compter exclusivement que sur son canon, ce qui serait fort sage.

Si, malgré tout le feu soutenu avec le plus grand sang-froid jusqu'à bout portant, une charge a envahi les batteries, il n'y a qu'à la laisser passer; les chevaux poussés à fond tendent instinctivement à s'écarter des pièces dont la lueur les éloigne et l'on a généralement plus de peur que de mal.

La défense des pièces à l'aide des armes portatives par les servants groupés autour des roues ne peut généralement s'organiser à temps qu'au détriment du tir à mitraille, qu'elle empêche de continuer jusqu'à la dernière seconde. Il n'y a guère lieu d'y recourir que dans le cas où la charge s'arrête dans les batteries ou quand elle s'apprête à les retraverser.

On a proposé plusieurs dispositifs plus ou moins compliqués, ayant tous pour but de gêner les mouvements de la cavalerie et d'abriter le personnel.

La condition essentielle d'un dispositif contre la cavalerie est d'être très simple et de pouvoir se prendre très promptement.

C'est surtout en s'éclairant dans toutes les directions où le terrain échappe à ses vues, que l'artillerie parvient à éviter les surprises de la cavalerie; elle doit chercher à être prévenue à temps, alors elle court peu de risques, grâce à son feu, dans la batterie de tir.

L'adjonction d'un soutien spécial suffisant, qui participerait par sa mousqueterie à la défense rapprochée des pièces, permettra toujours et en quelque circonstance que ce soit de faire payer très cher à la cavalerie ennemie toutes les tentatives qu'elle ferait pour jeter le trouble jusque dans nos batteries.

Emploi de la mitrailleuse comme moyen de surveillance et de soutien de l'artillerie.

D'un moyen propre à l'artillerie d'assurer sa sécurité. — Jusqu'ici, nous n'avons étudié la protection et la sécurité de l'artillerie de campagne qu'au point de vue de l'appui constant prêté par les autres armes; les tendances nouvelles qui se manifestent, non seulement en France, mais aussi dans toutes les armées européennes, concernant l'emploi des mitrailleuses, nous ont engagé à rechercher si l'artillerie ne pourrait pas, dans cet ordre d'idées, recourir à un organe de soutien, tiré de ses ressources propres. Il y aurait là un moyen d'augmenter la puissance défensive qui lui fait tant défaut, aussi bien dans la marche que dans le stationnement, et de rendre à leur véritable mission tous ces groupes d'infanterie que l'on est obligé d'éparpiller en petits paquets pour servir de soutien à ses batteries. Cela sous réserve cependant que la protection éloignée sera toujours, comme par le passé, assurée par les éclaireurs de terrain et les patrouilles de cavalerie.

Il y a quelques années encore, pour le plus grand nombre, les leçons de la guerre de 1870 avaient consacré la condamnation des mitrailleuses qui n'avaient donné à cette époque, à de rares et fugitives exceptions près, que de mauvais résultats. Mais de nos jours, la question de leur rentrée en faveur est de nouveau sérieusement agitée. Nous n'en voulons pour preuve que l'opinion d'un de nos chefs les plus éminents, du général Langlois, dont la compétence est si heureusement profitable à toute l'armée française. « Avec la mitrailleuse, dit-il, les balles sont lancées successivement, quoique avec une grande rapidité, et, comme le projectile est fort léger, les percussions sur la pièce et sur l'affût sont faibles, d'où possibilité de donner au système une grande légèreté, tout en assurant l'immobilité dans le tir. On arrive, par suite, à fabriquer des mitrailleuses susceptibles d'être traînées avec deux chevaux, avec un seul cheval ou même à bras, et tirant néanmoins 500 ou 600 balles par minute, même davantage.

« D'autres mitrailleuses un peu plus lourdes, à dix tubes,

lancent 1500 balles par minute et l'on dépasse même ce chiffre... L'effet de la mitrailleuse croît beaucoup plus rapidement que celui du canon lorsque la portée diminue; il est, en effet, proportionnel à la tension de la trajectoire aux points de chute.

« Il en résulte que, aux courtes distances, la mitrailleuse est beaucoup plus redoutable que le canon, ce qui la met presque entièrement à l'abri des insultes de la cavalerie et lui permet de jouer un rôle extrêmement important dans la lutte rapprochée qu'on n'envisage peut-être pas assez souvent, ce qui la rend particulièrement apte à flanquer une ligne d'artillerie ou un dispositif d'attaque, ou à défendre un point d'appui.

« La mitrailleuse peut aussi nuancer son tir à volonté, elle est donc en état de lutter contre une ligne peu dense de tirailleurs contre laquelle le canon est impuissant. »

De la faveur croissante des mitrailleuses. — Nous n'avons pas ici à présenter une étude particulière sur la constitution et l'organisation des mitrailleuses, le cadre et l'objet de cette étude ne le comportent pas, mais nous pouvons faire remarquer que depuis 1882, époque à laquelle la manœuvre à la main du mécanisme a été rendue automatique, soit par l'utilisation du recul, soit par le fonctionnement par emprunt de gaz, la question des mitrailleuses a fait de grands progrès dans les armées de toutes les grandes puissances.

Nous avons vu apparaître de nouveaux engins perfectionnés dont les résultats peuvent prêter aux plus sérieuses réflexions. Mitrailleuses Maxim de 1882, mitrailleuses archiduc Charles Salvator et major chevalier von Dormus de 1893, mitrailleuse Nordenfeld modèle 1897, utilisant le recul, et mitrailleuses Hotchkiss et Colt, plus récentes, fonctionnant par emprunt de gaz; elles donnent toutes une rapidité moyenne de tir de 500 à 600 coups à la minute.

Aussi, un grand nombre de puissances n'ont-elles pas attendu que ce matériel soit entièrement perfectionné pour l'adopter et adjoindre des mitrailleuses à la cavalerie ou à l'infanterie montée. On en trouve ainsi employées en Autriche, aux États-Unis, au Japon, au Chili, en Égypte et tout récemment au Transvaal.

En Russie, en Allemagne et en France, la question est à l'étude, et cela pour deux raisons : la première est que le maté-

routes encaissées dont elles surveilleraient les abords et les débouchés.

Pendant les stationnements. — A proximité de l'ennemi, quelques-unes de ces pièces seraient chargées de la protection des flancs et des derrières des bivouacs d'artillerie.

Au cantonnement, nous avons vu qu'il était impossible à l'artillerie de défendre ses parcs par elle-même et qu'elle éprouverait d'ailleurs les plus grandes difficultés à atteler des pièces pour se déployer ou changer de position. En disposant les mitrailleuses sur le flanc des parcs, dans des endroits abrités ou derrière des épaulements rapides, on pourrait efficacement, de jour comme de nuit, mettre les batteries ainsi flanquées à l'abri des insultes d'une surprise de cavalerie ou d'une attaque brusquée d'infanterie.

Leur emploi sur le champ de bataille. — permettrait de réduire considérablement les soutiens spéciaux de l'artillerie.

Leur mobilité et l'exiguïté de leurs formations leur assureraient, avec l'indépendance nécessaire, la possibilité de surveiller et de commander les angles morts du terrain en avant et sur les flancs des lignes d'artillerie. Or, on sait que, principalement au début de la lutte, les batteries auront un grand intérêt à choisir des positions défilées, dont la conséquence sera de leur enlever toute action immédiate sur les terrains à angles morts, terrains que l'on rencontrera beaucoup plus fréquemment qu'on ne semble le supposer.

Enfin, même en cas d'attaque de front ou de flanc, les batteries se sentant suffisamment défendues par leurs mitrailleuses de soutien, ne seront plus obligées d'interrompre momentanément leur feu contre l'objectif principal pour faire face à ces attaques.

Un ou deux de ces engins, placés sur le flanc dangereux des échelons des batteries, couvriraient ceux-ci d'autant plus sérieusement qu'ils pourraient choisir judicieusement leur position de surveillance du front et du flanc menacés.

La possibilité de diminuer la vulnérabilité du personnel en l'abritant au moyen de boucliers métalliques, permettrait de placer au besoin les mitrailleuses dans des endroits découverts. La grande pénétration de la balle du fusil, tirée avec la mi-

et pourvoyeurs, serait emprunté au personnel habituel de la batterie.

En principe, toute batterie isolée serait accompagnée de sa mitrailleuse.

Dans le groupe, les mitrailleuses des batteries seraient réunies et à la disposition du chef d'escadron qui les emploierait suivant les exigences tactiques du moment.

Dans l'artillerie divisionnaire réunie, dans l'artillerie de corps, l'emploi des mitrailleuses serait réglé par le commandant de ces artilleries qui les disposeraient et les répartiraient entre les batteries de tir et les différents échelons.

Enfin, les trois échelons des sections de munitions seraient chacun dotés d'une mitrailleuse chargée de pourvoir à leur sécurité.

La question de protection de l'artillerie de campagne est assez importante pour solliciter l'étude de tous les moyens propres à lui assurer l'inviolabilité et la sécurité qui lui sont si nécessaires pour remplir sa haute mission.

L'emploi particulier de la mitrailleuse, que nous ne faisons qu'effleurer ici, ne serait-il pas un grand pas fait dans cette voie. L'avenir nous répondra peut-être par l'affirmative, au grand bénéfice de l'infanterie, qui besogne toujours si péniblement sur les champs de bataille.

Défense et attaque de l'artillerie.

De toute cette étude, nous allons nous efforcer de tirer quelques principes généraux concernant la défense et l'attaque de l'artillerie.

1° *Pendant les marches. — Principes concernant l'attaque.* — L'artillerie en marche offre à l'attaque des fronts considérables et des objectifs très vulnérables. Un tir par surprise, outre l'effet meurtrier qu'il y produirait, causerait le plus souvent une panique dans le personnel et une débandade dans les attelages. Les colonnes d'artillerie ont, en effet, les longueurs suivantes qui, avec l'allongement, s'augmentent dans de notables proportions :

vant les dispositions du terrain, être prêts à rechercher et reconnaître en avant et sur les côtés de la route suivie les dégagements et les positions favorables pour hâter et faciliter les mises en batterie de l'artillerie en cas d'attaque par surprise.

b) L'emploi des flancs-gardes avec des patrouilles de liaison de cavalerie s'impose pendant tout l'écoulement des colonnes d'artillerie.

c) Il y a un intérêt majeur à intercaler en avant et en arrière des groupes de batteries et des échelons de combat des fractions d'infanterie : compagnies et pelotons, pour assurer la protection immédiate de l'artillerie. Ces soutiens sont tirés de l'infanterie qui précède ou suit les colonnes d'artillerie.

d) A proximité de l'ennemi et lorsque l'on a à craindre les attaques de sa cavalerie, si l'on dispose de plusieurs routes, placer les colonnes d'artillerie sur la route centrale et rejeter l'infanterie sur les routes extérieures.

Si l'on ne dispose que de deux routes, placer l'artillerie sur la route intérieure, du côté non menacé par l'ennemi. Faire marcher, si l'on ne dispose que d'une seule route, l'infanterie sur les côtés de la route, l'artillerie et les trains de combat sur la route même. L'artillerie se forme par files de voitures ou en colonne doublée, sans serrer les intervalles, afin de ne pas enlever aux batteries leur liberté de manœuvre.

Dans le cas d'une attaque par surprise par le canon, il est inutile que toute l'artillerie se mette en batterie. Ne déployer d'abord que juste le nombre suffisant de batteries pour répondre au feu de l'ennemi qui ne peut comporter généralement un nombre bien considérable de batteries.

Les autres se forment en colonne doublée et se mettent à couvert en position d'attente.

Contre une charge de cavalerie, former la colonne doublée et se mettre en batterie sans faire serrer les distances afin de ménager des trous et des passages dans la colonne.

Aussitôt après le passage de la charge, faire faire demi-tour à quelques pièces pour tirer sur les fractions ralliées qui essayeraient de se reformer pour retraverser les batteries.

Pendant le stationnement pour les haltes à proximité de l'ennemi, former la colonne doublée au moment de l'arrêt sans serrer les distances; faire assurer la protection éloignée par des

bivouac dont le front ne doit pas être supérieur au front de combat, afin de conserver l'échelonnement en profondeur nécessaire au jeu des diverses lignes pour le cas d'un déploiement inopiné.

Dans les cantonnements ordinaires, faire cantonner toujours avec les groupes d'artillerie une fraction d'infanterie chargée de pourvoir à la sécurité immédiate, garder les issues et cercler le cantonnement.

Une des fractions de cette infanterie, logée près du parc des batteries est spécialement chargée de couvrir l'artillerie pendant l'opération de l'attelage des pièces et la rupture du parc.

L'emplacement du parc doit être choisi de telle façon que les attelages n'aient pas à se croiser et à se recouper entre les différents groupes pour s'y rendre.

Dans les cantonnements d'alerte, il faut considérer le parc comme un prolongement de la localité. Placer une fraction d'infanterie suffisante en soutien spécial pour la garde du parc, la loger sous des abris improvisés en avant ou sur les flancs. Le reste du service doit être organisé comme dans les cantonnements ordinaires.

3° *Pendant le combat. — Principes concernant l'attaque.* — « Parfois, surtout au début d'une action, il peut arriver que l'artillerie ennemie se trouve insuffisamment soutenue. Dans ce cas, l'infanterie ne doit pas hésiter à l'attaquer résolument. » (Règlements.)

« La cavalerie trouvera de nombreuses occasions d'intervenir par surprise dans la lutte, si elle sait utiliser habilement les masques de fumée produits par les projectiles à charge nouvelle, masques qui formeront pour elle des cheminements défilés qui lui permettront de lancer d'abord à la charge de faibles rideaux, et d'arriver ensuite une ou deux minutes après que la ligne des fourrageurs aura atteint la ligne des pièces. » (Général Langlois.)

Il existe pour l'artillerie des situations dangereuses fort nombreuses au combat, dans lesquelles elle peut être en butte aux attaques d'un adversaire entreprenant, prompt à se décider, et à l'affût de toutes les occasions favorables pour nuire à cette artillerie : — batteries placées à l'aile d'une ligne, — en position sur

un saillant dégarni de troupes, — batteries occupant un point d'appui faiblement tenu par l'infanterie, — batteries changeant de position, — batteries à découvert par suite d'une brisure de la ligne de combat, — batteries accompagnant sur le flanc la marche d'une colonne d'attaque, — batteries accrochées pendant une marche en retraite.

Attaque par l'infanterie. — Agir le plus possible par surprise en utilisant les couverts et les abris du terrain. Ne pas attaquer de front une artillerie qui a devant elle des glacis étendus, mais rechercher les cheminements à la faveur des angles morts du terrain. Attaquer résolument sur un des flancs. Les attaques de flanc contre une ligne étendue d'artillerie, ne permettent pas à un bien grand nombre de ses batteries de faire face à l'attaque. Pour changer d'objectif, la manœuvre des pièces se faisant à bras, se produit forcément à intervalles très serrés dont l'échelonnement constitue, après le déplacement d'un certain nombre de pièces, un sujet d'inquiétude et même un danger pour celles qui se sont établies face à l'attaque.

N'attaquer de front qu'avec une ligne de tirailleurs très mince et couchée, marchant par bonds très courts et rapides et contre laquelle le shrapnel est sans effet. Ces tirailleurs doivent tirer principalement sur les officiers et les servants, et ouvrir un feu excessivement violent sur les attelages s'ils voient amener les avant-trains.

Cette fraction peut ouvrir le feu dès qu'elle aperçoit distinctement ses objectifs.

Si les batteries sont couvertes sur leur front par une ligne de tirailleurs, l'accrocher le plus tôt et le plus près possible, et manœuvrer de façon à l'empêcher de s'écarter de l'axe de tir des batteries, afin de lui rendre dangereux le propre tir de son artillerie.

Avec les fractions qui attaquent les soutiens placés sur les flancs, les accrocher vivement et manœuvrer ensuite pour les rejeter dans la direction des batteries afin de gêner leur tir. Désigner enfin une fraction qui agira en toute indépendance pour chercher à se poster avantageusement, afin de tirer sur les colonnes d'avant-trains et les échelons des batteries.

Se jeter à l'attaque des pièces, lorsque le soutien des batteries

y aura été refoulé en désordre, désigner une fraction pour la poursuivre par le feu.

Ne jamais prononcer cette attaque dans une direction offrant à l'artillerie un horizon dépourvu de fractions amies qui auraient pu masquer ou gêner son tir.

Après l'enlèvement de la batterie, se retrancher avec le matériel pour s'oppocer, derrière cet obstacle, à tout retour offensif de cavalerie, et lancer des fractions sur les flancs dans la direction de l'ennemi.

Si par suite du manque d'attelages on ne peut emmener les pièces, enlever immédiatement tous les appareils de pointage, fausser ou briser les mécanismes de culasse, les volants de pointage et toutes les manivelles intéressant les mouvements de la pièce. Vider tous les tiroirs et compartiments des caissons contenant des outils et instruments de rechange, les emporter ou les cacher. En un mot, s'efforcer par tous les moyens possibles de rendre les pièces inutilisables pour le tir.

Attaque par la cavalerie. — Lorsque la cavalerie trouve l'occasion d'attaquer des batteries insuffisamment soutenues, disposer la troupe en trois fractions :

a) Une ligne de fourrageurs qui attirera sur elle le feu des pièces et dont les cavaliers, après avoir traversé leur ligne, s'efforceront de se rallier sur un flanc indiqué, pour se lancer ensuite à la recherche des colonnes d'avant-trains, les charger en sabrant les conducteurs.

Si le temps le permet, emmener les avant-trains attelés, sinon y provoquer la débandade en lançant les attelages sans conducteurs, au galop dans des directions divergentes après avoir décroché les traits intérieurs.

b) Une série de pelotons chargeant successivement sur deux rangs à l'abri du masque de fumée produit par les obus se jetant sur la batterie et y sabrant les officiers et les servants. Un des derniers pelotons sera chargé de détruire le reste du personnel par le sabre, la lance et la carabine.

Quelques pelotons ralliés le plus tôt possible se porteront dans la direction de l'ennemi et sur les flancs, en pourchassant les soutiens et en se tenant prêts à prévenir tout retour offensif.

L'artillerie enlevée, agir comme l'infanterie pour la destruction du matériel.

c) Un peloton en échelon sur le flanc de l'attaque, aura pour mission de rechercher les échelons des batteries et les désorganiser en agissant comme pour les avant-trains.

Principes de protection et de sécurité. — « Tout commandant de troupes doit, en toutes circonstances, aide et protection aux batteries placées dans son voisinage.

« Lorsque l'artillerie se sépare momentanément des autres armes, on lui donne un soutien spécial dont la force dépend du nombre de batteries à défendre. »

A l'avant-garde. — Le commandant des batteries d'avant-garde, tout en faisant sa reconnaissance, doit immédiatement faire prévenir par ses éclaireurs les troupes voisines de l'arrivée et de l'emplacement des batteries. Cette prise de contact par les éclaireurs d'artillerie doit être une règle générale.

Si les troupes d'infanterie situées dans le voisinage sont insuffisantes pour protéger ses batteries, le commandant de l'artillerie requiert les fractions de cavalerie qu'il peut faire joindre par ses éclaireurs d'avoir à lui constituer un soutien provisoire, en attendant l'arrivée de celui qu'il fera réclamer d'urgence à l'infanterie qui suit.

Le commandement n'hésitera jamais à faire accompagner l'artillerie qui va prendre position à l'aile d'une ligne, ou sur un saillant du front dégarni de troupes, ou changer de position, par une fraction de cavalerie disponible. ou des unités cyclistes, s'il en a sous la main. Ces soutiens précèdent et flanquent les reconnaissances d'artillerie.

Le soutien spécial d'infanterie est mis en marche le plus tôt possible, et les soutiens provisoires ne quittent leurs positions que lorsqu'il est arrivé sur ses emplacements.

Lorsque l'artillerie vient renforcer un point d'appui de l'avant-garde, les troupes qui s'y trouvent doivent prendre leurs dispositions pour protéger et soutenir cette artillerie tout en continuant à tenir le point d'appui.

Déploiement de la masse d'artillerie. — Dans un corps d'armée,

deux ou trois bataillons et quelques escadrons seront désignés dès le commencement de l'engagement pour servir de soutien à la masse d'artillerie.

Dès lors ces troupes se portent rapidement jusqu'à hauteur de la masse pendant la période des reconnaissances de l'avant-garde. Aussitôt que l'artillerie du gros reçoit l'ordre d'aller prendre position, le commandant de l'artillerie prévient les chefs de soutiens spéciaux d'infanterie de l'emplacement assigné, du front à occuper et de la direction générale du tir.

Aussitôt prévenus, les escadrons de cavalerie prennent leurs dispositions pour couvrir les reconnaissances de l'artillerie en avant et sur les flancs, prendre le contact avec toutes les troupes amies placées dans le voisinage de la position qu'occupera la masse d'artillerie déployée et pour en requérir la protection et le soutien en attendant l'arrivée de des soutiens spéciaux.

Les soutiens spéciaux d'infanterie se mettent immédiatement en mouvement et prennent en marchant leurs dispositions pour soutenir l'artillerie. Lorsque les soutiens sont arrivés sur leurs emplacements, leurs chefs disposent les troupes conformément aux principes suivants :

Toutes les fractions requises ou désignées spécialement pour protéger une artillerie qui vient s'établir dans leur voisinage, doivent se placer de manière à ne pas gêner son tir ; celles qui se trouvent sur le front s'avancent assez loin pour la couvrir efficacement contre les effets de la mousqueterie de l'adversaire, tout en se tenant prêtes à démasquer le front en cas d'attaque trop pressante ; elles occupent, groupées en position d'attente, les emplacements les plus convenables près de l'artillerie et ne prennent la formation de combat que si l'attaque de l'ennemi les y oblige.

La surveillance des soutiens doit s'exercer surtout sur les terrains à angles morts situés en avant et sur les flancs des batteries, Si l'ennemi attaque vivement, avoir toujours soin de démasquer l'horizon de l'artillerie. Manœuvrer sur les flancs, de manière à ne pas se laisser rejeter sous le feu des pièces afin de ne pas les réduire à l'impuissance par suite du mélange des infanteries.

Tout commandant d'un soutien spécial laissera en réserve une de ses fractions à hauteur des colonnes d'avant-trains, c'est-à-

batterie et qui s'y attarde, risque fort de se faire démolir à son tour, par le feu de l'infanterie se portant au secours de ses batteries; à moins qu'elle ne soit elle-même suivie par de l'infanterie.

D'autre part, la crânerie et la hardiesse avec lesquelles, cavaliers et fantassins se portent à l'assaut des batteries, sans se donner souvent la peine de manœuvrer, prouve combien ils ignorent les surprises que réserve l'artillerie à ceux qui commettent devant elle des folies ou des sottises.

Tout ceci montre combien la plus étroite solidarité doit exister sur le champ de bataille entre les trois armes sœurs.

C'est une des lois générales de tactique si fortement énoncées par le général Langlois dans son livre sur les ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE DEUX GUERRES RÉCENTES.

Mais cette solidarité croissante qu'il réclame de tous à la guerre ne peut être que le fruit des études, du travail en commun, des échanges d'idées, aussi bien que des leçons reçues dès le temps de paix. Commerce aussi profitable qu'intéressant entre les officiers de toutes armes, d'où découle la vraie camaraderie militaire, celle de l'effort commun.

RICHARD,
Capitaine au 29e bat. de chasseurs à pied.



LA

GUERRE DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE[1]

(1740-1748)

Campagnes de Bohême (1741-1742). — La guerre sur le Mein et le Rhin (1743). — Les Autrichiens en Alsace (1744). — La retraite des Autrichiens sur la Bohême et le siège de Fribourg en Brisgau (1744).

CAMPAGNES DE BOHÈME (1741-1742).

III.

ÉVÉNEMENTS MILITAIRES JUSQU'A L'ENTRÉE DES ARMÉES DANS LEURS QUARTIERS D'HIVER.

(*Fin*).

2. Dispositions prises par les Autrichiens.

Le grand-duc venait à peine de mettre son quartier général à Neuhaus et aucune fraction de ses troupes n'avait encore atteint les quartiers qu'il leur avait désignés lorsqu'on l'informa, le 8 décembre, que des forces ennemies que les rapports évaluaient, les uns à 14,000, les autres à 18,000 hommes, étaient en marche sur Budweis, où le lieutenant-colonel Ledebur n'aurait pu leur opposer que deux bataillons, une compagnie de grena-

[1] Voir les livraisons de 1897, 1899, 1900, 1902, 1903 et 1904.

diers et un détachement de 748 hommes venant de Neisse et de Frauenberg. Il n'en reçut pas moins, bien que la place fût à peine armée, l'ordre de la défendre à tout prix et la promesse d'un prompt secours dont le grand-duc lui annonçait l'envoi.

Le grand-duc attachait d'autant plus d'importance à la conservation de Budweis que non seulement, tant que ce point restait en son pouvoir, il pouvait correspondre facilement avec la vallée du Danube, mais que la possession de cette place devait, à son avis, faciliter singulièrement les opérations offensives de l'armée qu'on était en train de réunir dans la Basse-Autriche. Décidé à tout, à risquer même une bataille si les alliés réussissaient à s'emparer de cette place, il envoya immédiatement l'ordre de concentrer à Wittingau[1] 13 régiments d'infanterie et 5 de cavalerie (25 bataillons et 30 escadrons), sans parler des 4 régiments de hussards qui n'avaient cessé de harceler les Franco-Bavarois et de rester en contact avec eux. En même temps il enlevait 4 autres régiments de dragons à Lobkowitz, auquel il adjoignait en échange 6 régiments d'infanterie stationnés trop loin pour pouvoir revenir à temps sur Wittingau, et il chargea le feld-maréchal de s'opposer vigoureusement aux entreprises des alliés du côté de la Sazawa[2].

Il s'agissait pour lui de presser d'autant plus la réunion de ses troupes que, d'après le rapport de l'officier du génie envoyé à Budweis, il n'ignorait pas que les remparts de la ville étaient en si piteux état qu'au bout d'un bombardement de quatre à cinq heures au plus, ils n'auraient plus été tenables et qu'un ennemi un peu résolu ne pouvait manquer de l'enlever d'assaut.

Le 13 décembre, le grand-duc mettait son quartier général à Wittingau. Ne pouvant couvrir à la fois la Haute-Autriche et la Moravie, il avait reconnu à juste titre et sans se laisser ébranler par les inquiétudes de Lobkowitz, qu'il importait par-dessus tout de tout mettre en œuvre pour prévenir les Franco-Bavarois à Budweis. Depuis la réception de la dépêche du 12 décembre, par laquelle le général feldwachtmeister Tornacco l'avait

---

[1] *K. u. K. Kriegs-Archiv.* (Feld-Acten Böhmen, 1741). Le grand-duc à Marie-Thérèse, Neuhaus, 11 décembre 1741, XII, 30.

[2] *K. u. K. Kriegs-Archiv.* (Feld-Acten Böhmen, 1741). Le grand-duc à Lobkowitz, Neuhaus, 8 décembre 1741, XII, 6.

de se tenir prêtes à partir au premier signal. Mais avant même d'avoir été rejoint par ces renforts, dès qu'il eut acquis la preuve certaine de la marche du grand-duc sur Budweis, d'Aubigné, se contentant de laisser un bataillon bavarois dans le château de Frauenberg, se replia sur Pisek avec une précipitation telle que, comme nous venons de le dire, il abandonna en chemin une partie de son convoi. Cette retraite précipitée fit perdre la tête à tout le monde à Prague. Belle-Isle seul essaya de parer à cet état de choses; mais, depuis le 17 décembre, il avait cessé d'exercer le commandement en chef que Louis XV venait de confier au vieux maréchal de Broglie avec l'ordre de séparer ses troupes des Bavarois et de les concentrer en Bohême. Belle-Isle, qu'on tenait à éloigner de l'armée, mais qu'on avait à cœur de ménager, fut chargé de représenter la France à Francfort.

C'était assurément là un choix malheureux; le maréchal de Broglie[1] indécis, hésitant, fatigué, n'était pas l'homme qu'il fallait pour rétablir une situation déjà grave par elle même, et qui ne pouvait manquer de devenir plus grave encore, si, en renonçant à s'établir à Budweis, on commettait la faute irréparable d'abandonner à lui-même le petit corps de Ségur isolé et en l'air à Linz. Les moments étaient précieux. Il importait d'agir vivement et énergiquement et c'est là ce que le maréchal de Broglie eut le tort de ne pas comprendre. Sourd aux représentations de Belle-Isle qui avait enfin reconnu le danger, Broglie se refusa à soutenir d'Aubigné en temps utile et ce ne fut que le 24 décembre, lorsque d'Aubigné était déjà depuis

---

[1] Frédéric II avait, dès le premier jour, critiqué le choix du maréchal de Broglie « affaibli par deux apoplexies », dit-il dans l'*Histoire de mon Temps*, et prévu, dans la lettre qu'il adressait à Belle-Isle le 23 décembre (*Correspondance politique*, 643), tout ce qui allait se passer. « ..... Je crois que cette opération-là (celle de Budweis) et toutes ces affaires iraient à merveille, si vous restiez à la tête de l'armée française : car je ne saurai vous dissimuler que la différence que je fais entre vous et le maréchal de Broglie est totale..... Pourvu néanmoins qu'on vous rende à votre poste vers l'entrée de la campagne, sans quoi l'on peut craindre avec raison que la Sazawa ne fasse le second tome de la Secchia. »

Quelques jours plus tard, Frédéric revenait encore sur le même sujet, et, dans une longue dépêche qu'il adressait de Berlin, le 4 janvier 1742, au cardinal de Fleury, il n'avait pu s'empêcher de lui dire (*Correspondance politique*, 655) : « ..... Je suis persuadé que le roi de France doit avoir eu des raisons valables pour retirer le maréchal de Belle-Isle de l'armée, mais je suis sûr qu'il nous le rendra vers l'ouverture de la campagne, en cas qu'il y en ait une..... »

quarante-huit heures revenu sur Pisek, alors que le grand-duc avait déjà débouché de Budweis qu'il fit partir les vingt cinq escadrons et les dix canons rassemblés par Belle-Isle et qu'il se rendit lui-même à Pisek, où il arriva le 27. Il y trouva les troupes de d'Aubigné, les Bavarois, la brigade de La Marine et une partie seulement des escadrons qu'il avait mis en route le 24, et, en face de ces troupes, séparée d'elles par 7 kilomètres à peine, l'armée autrichienne campant en ordre de bataille.

Il fallait prendre un parti sans perdre une minute et pendant qu'il envoyait à Prague l'ordre de mettre immédiatement en route la brigade de Royal-Allemand qui le rejoignit lorsque toute crainte d'une attaque tentée par le grand-duc eût disparu, il résolut d'établir sans plus tarder son armée sur une position reconnue par Mortagne et couverte par la Wottawa. Ce fut seulement dans la nuit du 8 décembre que le maréchal parvint à grand'peine à y réunir ses forces présentant un effectif total de 9,560 hommes et 5,430 cavaliers avec 16 bouches à feu. Les Bavarois, renforcés par deux bataillons rappelés de Pilsen, s'établirent à l'aile gauche et les Français à la droite. La garde de Pisek avait été confiée à neuf bataillons sous les ordres du lieutenant général d'Aubigné.

4. Rentrée des Autrichiens dans leurs quartiers d'hiver.

Au moment où, se conformant aux ordres de Broglie, d'Aubigné se disposait à évacuer les faubourgs de Pisek, le grand-duc, à la tête de toute son armée, précédée par une avant-garde conduite par le général feldwachtmeister (général-major) Lentulus, se présentait à l'est de la place et se formait en bataille à peu de distance de la ville.

La reconnaissance faite par Lentulus, les quelques salves d'artillerie et de mousqueterie qui avaient salué son approche, enfin les quelques mesures prises par d'Aubigné suffirent pour convaincre le grand-duc des difficultés que rencontrerait une attaque de front. Voulant toutefois ne rien négliger pour amener Broglie à quitter sa position et à venir lui offrir la bataille, il maintint son armée pendant toute la journée face à Pisek. Voyant que son adversaire ne se décidait pas à bouger, il essaya vainement

de lasser sa patience et de lui tendre un nouveau piège en faisant, vers le soir, mine de vouloir donner l'assaut à Pisek, dans l'espoir de décider en fin de compte le maréchal à détacher une partie de son monde sur la rive droite de la Wottawa.

Le 29 au matin, bien que ses avant-postes lui aient signalé certains mouvements qui permettaient de prêter à Broglie des idées de retraite, désespérant d'amener le maréchal à se mesurer avec lui en rase campagne, s'exagérant les conséquences qu'un échec essuyé par son armée pourrait exercer sur les opérations offensives prochaines de Khevenhüller, rappelé de plus d'urgence à Vienne[1], le grand-duc renonça à la continuation de l'opération qu'il s'était proposé d'entreprendre. Tout semble cependant indiquer qu'il eut suffi d'une simple manœuvre dirigée contre la droite de Broglie pour le décider à battre en retraite, peut-être même à concentrer toute son armée autour de Prague. Les conseils de Neipperg n'ont vraisemblablement pas été étrangers à l'inexplicable résolution du grand-duc.

Le 30, l'armée autrichienne resta à Selibau. Le 31, à la nouvelle que les Franco-Bavarois s'étaient renforcés à Pisek, elle reprit le chemin de Protiwin.

Le lendemain 1[er] janvier, avant de partir le 2 pour Vienne avec le général Lentulus, le grand-duc avait donné à ses lieutenants l'ordre de faire rentrer leurs troupes dans leurs quartiers d'hiver en les couvrant par un cordon établi sur la ligne Winterberg—Wolin—Protiwin—Moldauthein.

Intimidé par l'échec essuyé par le petit détachement du lieutenant colonel de Saigne qu'il avait envoyé le 30 sur les talons des Autrichiens, le maréchal de Broglie resta à Pisek en attendant l'autorisation de prendre lui aussi ses quartiers d'hiver.

5. Occupation de Deutschbrod par Polastron. Investissement d'Eger.

Pendant ce temps, les inquiétudes de Lobkowitz n'avaient fait que s'accroître et, dans un conseil de guerre tenu à Deutschbrod,

---

[1] *K. u. K. Kriegs-Archiv* (Feld-Acten Böhmen, 1741, XIII, 89), Marie-Thérèse au grand-duc : « Les minutes sont précieuses. Ne négligez rien pour partir au plus vite, pour peu que la chose soit seulement possible..... »

le 25 décembre, lui et ses généraux avaient, à l'unanimité, reconnu la nécessité de se replier à hauteur de Pilgram-Neuhaus.

Alarmé à ce moment par la nouvelle de l'apparition d'un corps prussien dans le nord de la Moravie et craignant de livrer ainsi à son adversaire la route qui passe par Iglau, Lobkowitz résolut de se replier sur Neuhaus. La défiance et les hésitations de la cour de Saxe retardèrent, il est vrai, les mouvements qui avaient donné tant de souci à Lobkowitz et lui permirent même de profiter de l'isolement momentané de la colonne saxonne de Birckholz, qui avait poussé jusqu'à Chotebor, pour essayer d'enlever son poste de Nejepin.

Malgré les instances pressantes de Broglie, qui comptait sur l'offensive de Polastron et des Saxons pour le tirer de la situation critique dans laquelle il se trouvait à Pisek, ce fut le 1er janvier seulement que les Saxons se portèrent sur Bela et Borowa, que Polastron quitta Chotebor pour marcher sur Deutschbrod. Il était désormais évident que les confédérés allaient essayer de déborder la droite de Lobkowitz, qui prit aussitôt le parti d'évacuer Deutschbrod. Le 3 janvier, l'avant-garde de Polastron arrivait en effet devant cette ville où elle entrait, le lendemain 4, après avoir été rejointe par le gros de la colonne[1].

Dès le mois d'août, le colonel von Doffing, qui commandait à Eger pour la reine, y avait pris toutes les mesures préparatoires exigées par les événements. Décidé à faire son devoir jusqu'au bout, il n'avait même pas jugé à propos de répondre aux deux propositions de reddition de la place que Belle-Isle lui avait fait parvenir, en octobre et en novembre 1741. Mais, malgré tous les efforts faits par le colonel, sa situation n'était rien moins que brillante au moment (2 décembre 1471) où il reçut la nouvelle de la chute de Prague. Les remparts de la place étaient loin d'être en bon état, les magasins presque vides et, quant à sa caisse, elle ne contenait en tout que 300 florins. Six jours plus tard, le 8 décembre, le maréchal de camp d'Estrées arrivait devant Eger avec quatre régiments de cavalerie et envoyait au colonel von Doffing une première sommation qu'il rejeta sans

[1] *Correspondance politique*, 658. A Belle-Isle, Berlin, 8 janvier 1742.

hésiter, tout comme il le fit pour une seconde à la date du 26 décembre.

Dans l'impossibilité de rien entreprendre de sérieux avec un détachement presque exclusivement composé de cavalerie, d'Estrées dût se borner à investir ou plutôt à observer la place, tandis que le colonel von Doffing ne négligeait rien pour y faire entrer des vivres.

IV.

LES QUARTIERS D'HIVER.

1. Cantonnements de la grande armée autrichienne.

Le prince Charles de Lorraine, appelé au commandement en chef de l'armée après le départ du grand-duc, son frère, pour Vienne, avait dû, sur l'ordre formel de la reine, envoyer, dans les premiers jours de janvier, le général feldwachtmeister Kalkreutter renforcer, avec un régiment d'infanterie et deux de cuirassiers, Khevenhüller qui bloquait à Linz les Franco-Bavarois de Ségur.

Le reste de la grande armée autrichienne avait, entre temps, occupé autour de Budweis les cantonnements déterminés par le grand-duc :

Le feldmaréchal-lieutenant Königsegg, avec quatre régiments d'infanterie à Budweis, Lischau et Wittingau ;

Le général feldwachtmeister Birkenfeld, avec quatre régiments de cavalerie à Kaplitz, Rosenberg et Hohenfurt ;

Le feldmaréchal-lieutenant Browne, avec cinq régiments d'infanterie, deux de cuirassiers et un de hussards, dans le secteur Tabor-Weseli ;

Soit, sur la rive droite de la Moldau, neuf régiments d'infanterie, six de cuirassiers et un de hussards.

Ces cantonnements étaient couverts par deux groupes établis sur la rive gauche de cette rivière, celui du général-feldwachtmeister Trips (3 régiments de hussards) échelonné entre Protiwin et Barau, et celui du feldmaréchal-lieutenant Berlichingen (3 régiments d'infanterie et un de cuirassiers) à Prachatitz, Netolitz et

Krumau. Ces deux généraux, qui avaient mis une garnison de 600 hommes à Moldauthein pour y garder le passage de la Moldau, avaient pour mission spéciale, en cas d'attaque, de tenir ferme à Prachatitz et à Wodnau, pendant que l'armée se concentrerait soit à Wittingau, soit à Budweis

A partir de ce moment, et si l'on en excepte un coup de main exécuté le 5 janvier par les hussards de Ghilanyi sur Wolin, l'armée du prince Charles put jouir d'un repos et d'une tranquillité absolue dont elle avait d'ailleurs grand besoin. Bien que l'armée de Khevenhüller fût en pleine opération et que le roi de Prusse, déchirant l'acte de Klein-Schnellendorf, eût donné à son armée l'ordre de se porter en avant et pris le parti de recommencer les hostilités contre l'Autriche.

Le corps du prince Lobkowitz avait été moins heureux que le gros de l'armée. Menacé par les forces supérieures en nombre, des Français, des Saxons et des Prussiens, Lobkowitz avait dû se replier des environs de Deutschbrod et de Pilgram, d'abord sur Iglau, puis, le 14 février, sur Neuhaus, où le voisinage des Prussiens et des Saxons, entrés dans la partie sud-ouest de la Moravie, et les alertes continuelles résultant de leur proximité ne lui laissèrent guère de répit.

2. Les quartiers d'hiver des Français.

Le 5 janvier 1742, le capitaine Boissonade arrivait à Pisek et y rendait compte à Broglie du passage de l'Enns par Khevenhüller et de la situation critique des Franco-Bavarois rejetés et enfermés dans Linz. Il semble que, surtout après la réussite de l'expédition dirigée contre Deutschbrod, d'aussi graves nouvelles auraient dû décider Broglie à imprimer à ses opérations une recrudescence d'activité. Renonçant au contraire à entreprendre quoi que ce soit contre Budweis, il donna, dès le lendemain 6, l'ordre à ses troupes de se mettre en quartiers d'hiver au nord de la Wottawa, entre Strakonitz et le confluent de cette rivière[1].

---

[1] Cantonnements de l'infanterie française : 6 bataillons à Pisek; 3 à Gross-Nepomuk, 2 à Stekna et Kestran; 1 à Preschtowitz et Witkow; 4 à Strakónitz; 2 bataillons à Wolin, en remplacement des Bavarois.

Cavalerie : 7 escadrons à Jemnitz, Brus, Alt et Neu Dobew; 9 escadrons à

Mais il est vrai que pour pallier la faute qu'il commettait et pour se conformer aux ordres de sa cour lui prescrivant de faire relever par les Bavarois les régiments français laissés jusque-là dans la Haute-Autriche, il autorisa Törring à se diriger vers le Danube.

Rassemblant toutes ses troupes à Strakonitz, à l'exception de trois bataillons en garnison à Prague et de 500 hommes établis au château de Frauenberg, le feld-maréchal se porta, le 10 janvier, par Wolin sur Winterberg. Après avoir obligé les postes autrichiens de la rive gauche de la Moldau à se replier à son approche sur Prachatitz, il continua sa marche sur deux colonnes, allant l'une droit sur Passau par Freyung, l'autre par Klattau sur Straubing.

Après le départ des Bavarois, Berlichingen s'empressa de reprendre ses anciens cantonnements; mais malgré toute sa diligence, il ne put arriver assez à temps pour empêcher les Français de s'établir solidement et définitivement à Winterberg.

Malgré la mesure prise par l'intendant général de l'armée, Séchelles, on ne parvint que bien faiblement à porter remède aux maux dont souffrait l'armée, à remettre en état l'habillement et les chaussures des soldats, à combattre les épidémies qui faisaient rage et qu'entretenaient les exigences du service de sûreté, rendu plus pénible encore par la rigueur du climat et les alertes incessantes des hussards autrichiens. On réussit cependant à maintenir la discipline.

Les Saxons et le corps français de Polastron cantonnés sur la Sazawa eurent encore plus à souffrir que le gros de l'armée. Leur repos fut aussi sensiblement plus court, puisque, malgré la résistance de Broglie, Frédéric réussit à obtenir que ces troupes fussent placées sous ses ordres[1]. Il est juste d'ajouter toutefois

---

Radomischl, Gross et Klein-Turna et Wossek; 8 escadrons à Sedlitz, Hollus-chitz, Malcitz et Laas; 8 escadrons à Strasowitz, Radobitz, Dol et Musetitz; 8 à Belcitz, Bresnitz et Rozmital; 10 escadrons à Blatna, Pilsenetz et Pilsen. Total des forces sur la Wottawa : 18 bataillons et 50 escadrons. Plus à Prague, sans parler de 3 bataillons et d'un escadron bavarois, 8 bataillons et 9 escadrons; devant Eger, 10 escadrons et, sur la Sazawa, 6 bataillons, 9 escadrons et 4 escadrons de hussards : soit, pour toute l'armée de Broglie, un total de 32 bataillons et de 82 escadrons.

[1] *Correspondance politique*, 661, au conseiller privé de Klinggraeffen,

que, le 16 février 1742, aussitôt après la prise d'Iglau, Broglie parvint à lui arracher la division de Polastron qu'il fit revenir à Prague [1].

Le maréchal profita de ce mouvement pour modifier l'assiette des cantonnements de son armée. En raison de la pénurie constante des fourrages, il étendit considérablement les quartiers de sa cavalerie qu'il transféra dans le cercle de Pilsen jusqu'à Kattau, Planitz, Waldmünchen, Taus et Plan. D'autre part, afin de pouvoir s'opposer aux entreprises de Khevenhüller qui progressait en Bavière il renforça de deux bataillons le comte de Saxe qui commandait sa cavalerie et envoya rejoindre les troupes placées sur la Wottawa par six autres bataillons, tous tirés de Prague.

Enfin, en raison de l'activité déployée par la garnison d'Eger, Broglie avait dû renforcer de deux régiments de dragons l'in-

---

Potsdam, 15 janvier 1742 : « Quoique je n'ai pas trop lieu d'être content des manières dont le roi (Charles-Albert) a usé avec moi, lorsque le vent lui soufflait en poupe......, je tâcherai..... de faire à l'ennemi une diversion puissante, néanmoins à cette condition expresse qu'on me laisse la disposition absolue sur les troupes saxonnes et françaises qui y sont sous Polastron..... »

Ibidem, 662, au roi de Bohême. Potsdam, 15 janvier 1742 : « ..... Vu l'ignorance et la mauvaise conduite des généraux, je demande le commandement des Saxons et du corps Polastron..., mais je ne ferai pas marcher un soldat si je n'ai pas le commandement de ce corps..... »

Ibidem, 663, au cardinal de Fleury. Potsdam, 15 janvier 1742 : « Je pars et je vais amasser ce que je pourrai pour faire une diversion en Moravie et même en Basse-Autriche pourvu que l'on me donne les Saxons et le corps de Polastron sous mes ordres, sinon je ne suis plus responsable de ce qui en arrivera et je m'en lave les mains..... »

Ibidem, 664, au maréchal de Belle-Isle. Potsdam, 15 janvier 1872 : « ..... Mais j'avertis d'avance qu'un roi de Prusse ne sert pas en subalterne et qu'il doit commander où il se trouve. C'est pourquoi je dois m'attendre à ce que les Saxons me remettront le commandement de leurs troupes et que M. de Polastron agira en conséquence..... Je vous demande à cors et à cris, car vos troupes françaises, qui sont des héros sous vos ordres, ne sont que des c..... sous Broglie. »

[1] *Correspondance politique*, 693, au maréchal de Broglie, à Pisek Gross-Bitesch, 11 février 1742 : « Je vous renverrai, dès que faire se pourra, le corps de M. de Polastron, selon que vous me dites avoir des ordres du roi de France pour le retirer à vous. Je n'entre pas dans la discussion du fait et je ne prétends point gloser sur la mauvaise grâce qu'il y a de retirer des troupes lorsque les alliés marchent à l'ennemi. Ce fait grossira l'histoire des mauvais procédés et ne manquera pas d'animer merveilleusement mon zèle pour la cause commune. Je ne doute pas que, renforcé du corps de M. de Polastron, nous n'apprenions bientôt les succès brillants qu'auront vos entreprises. »

vestissement de cette place et pousser un régiment de cuirassiers sur Pilsen pour y surveiller la ligne d'étapes.

Quatre bataillons et un régiment de cuirassiers remplacèrent à Prague les troupes qu'on en avait tirées pendant qu'une brigade de cavalerie se mettait en route dans la direction d'Eger. Sauf quelques escarmouches la tranquillité fut à peine troublée jusque vers la mi-mars.

Dans les premiers jours de mars, Broglie avait reçu de Versailles l'ordre de reprendre l'offensive. Le maréchal, dont l'armée était très affaiblie et qui ne songeait qu'à la ramener à Prague, répondit à cette injonction par la prière de lui envoyer en Bohême toutes les forces dont on pouvait disposer[1].

En attendant, comme il importait de ravitailler le château de Frauenberg occupé par les Bavarois et qu'observaient depuis le 5 février quelques détachements de troupes légères autrichiennes, Broglie chargea de cette opération le lieutenant général de Clermont-Tonnerre.

Parti le 7 mars de Strakonitz, Clermont-Tonnerre, après avoir enlevé le poste autrichien de Wodnan, réussit sans peine à faire entrer trois mois de vivres à Frauenberg.

Cette petite opération, en même temps qu'elle avait suffi à décider le prince Charles à concentrer son armée à Budweis, avait d'autre part convaincu Broglie que, pour remplir la mission qui lui était confiée, pour chasser les Autrichiens de la Bohême, il lui faudrait livrer des combats acharnés et que son armée était trop faible pour oser tenter une pareille entreprise.

3. Le siège d'Eger.

Les rumeurs de plus en plus fréquentes du renforcement prochain de l'armée du prince Charles par des troupes provenant de celle de Khevenhüller ne tardèrent pas à donner de nouvelles inquiétudes à Broglie. Il craignait, en effet, de se voir, dans le cas où les Autrichiens reprendraient vigoureusement

---

[1] *K. u. K. Kriegs-Archiv* (Feld-Acten Böhmen, 1742, XIII, 57). Broglie à Charles-Albert.

ue les compagnies franches, soutenues par le feu de deux pièces e 12 mises en batterie à Unter-Pilmersreuth, détournaient l'attenion de la défense par une fausse attaque dirigée contre le front sud de la place. Le 8 au soir, Maurice de Saxe fit ouvrir le feu à quatre pièces de 12 mises en position sur le Galgen-Berg. Le 9 au matin, quatre pièces de la batterie élevée sur la droite de la première parallèle canonnaient le ravelin.

Dans la nuit du 9 au 10, on avait poussé les travaux d'approche vers le saillant du ravelin et aménagé une deuxième batterie de six pièces qui entra en action dès le 10 au matin.

Dans la nuit du 11, les Français poussèrent à la sape jusqu'à 100 mètres de l'ouvrage; mais arrêtés par une nappe d'eau qui envahissait les travaux, il leur fallut quarante-huit heures pour atteindre le saillant du chemin couvert.

Pendant la nuit du 13 au 14, malgré le feu violent de la défense qui leur coûta plusieurs officiers et une trentaine d'hommes, les Français réussirent à démonter la batterie du château. Le 15, on avait achevé la deuxième parallèle, poussé à la sape jusqu'au bout de cette parallèle où l'on établit une batterie de mortiers, et le 16, en même temps qu'on couronnait le chemin couvert, on avait commencé à construire une nouvelle batterie.

Malgré les prodiges faits par l'artillerie de la défense, à laquelle Maurice de Saxe lui-même ne manqua pas de rendre justice, il était cependant évident que les assiégés étaient bien près d'avoir épuisé toutes les ressources dont ils disposaient, et le colonel von Doffing dût reconnaître qu'il allait lui être impossible de prolonger la résistance au-delà de quelques jours. Un conseil de guerre réuni le 18 avril se rangea à l'avis du colonel et décida de tenir encore pendant vingt-quatre heures. Mais entretemps, les Français avaient réussi pendant la nuit à armer de six pièces la batterie construite sur le glacis qui ouvrit le feu le 19, à 8 heures du matin. Deux heures plus tard, après avoir réuni de nouveau le conseil de défense, le colonel von Doffing faisait hisser le drapeau blanc.

Désireux de donner au colonel autrichien une preuve de l'admiration que lui avait inspirée sa belle défense, Maurice de Saxe consentit à laisser la garnison sortir de la place avec ses armes et bagages, deux pièces de 3 livres et tous les honneurs de la

guerre, mais sous la condition de ne pas porter les armes contre l'empereur ou ses alliés avant d'avoir été échangée[1].

Deux bataillons et 300 miliciens bavarois, sous les ordres des maréchaux de camp Mirepoix et d'Estrées, furent désignés pour tenir garnison à Eger et assurer la communication par Pilsen. Le reste du corps de siège reçut l'ordre de rallier l'armée de Broglie.

Le prince Charles était, entre-temps, rentré en opérations, non pas contre le maréchal, mais contre Frédéric II et les Saxons.

Major Z.

(*A continuer.*)

---

[1] Cf. *Correspondance politique* 803 au maréchal comte de Broglie. Chrudim, 23 avril 1742.



LES LIVRES MILITAIRES

Publications de la Section historique de l'État-Major de l'Armée. — Études sur les armées du Directoire. — Première partie : Joubert à l'armée d'Italie; Championnet à l'armée de Rome (Octobre 1798-Janvier 1799), par Patrice **Mahon**, Capitaine d'artillerie à l'Etat-Major de l'Armée. — 1 vol. gr. in-8 avec cartes en couleurs. — Paris. R. Chapelot et Cie.

Autant les campagnes de 1796 et 1797 ont été décrites et minutieusement analysées, autant la période qui s'ouvre à la paix de Campo-Formio et s'achève au 18 brumaire était restée jusqu'à présent inexplorée. Cette lacune avait été souvent signalée par les officiers curieux de s'instruire, qui ne savaient à quel ouvrage recourir pour préciser leurs notions sur la campagne de 1799; elle était devenue surtout sensible depuis que les méthodes modernes d'analyse avaient été appliquées à l'étude des campagnes de la Convention et de celles du Consulat.

Le capitaine Mahon, de la Section historique de l'État-Major de l'Armée, a entrepris de remédier à cet état de choses en consacrant à la guerre de la République contre la deuxième Coalition une série d'ouvrages qui porteront le titre général d'*Etudes sur les armées du Directoire*. Le premier volume de cette série embrasse les préliminaires de la guerre et pose les bases générales du travail. L'auteur expose l'état général de l'armée française en 1798, au point de vue des effectifs, du moral des officiers et des pratiques de l'administration; il consacre un chapitre spécial au sujet, jusqu'à présent mal connu, de la loi de Jourdan, ou loi de conscription. Il étudie ensuite, au jour le jour, l'enchaînement des faits politiques et diplomatiques qui détermine, de proche en proche, l'ouverture des hostilités générales. Les opérations préparatoires dont Turin, Rome et Naples sont l'objet durant l'hiver de 1798-1799, se prêtent à l'examen de problèmes stratégiques d'autant plus intéressants que l'échiquier politique est plus compliqué et la situation politique plus instable; elles mettent aussi en lumière les figures remarquables, et laissées jusqu'à présent injustement dans l'ombre, de Joubert et de Championnet. — B. M.

Bonaparte et Moreau, par le commandant Ernest Picard. — Paris, Plon et Nourrit.

Le problème traité dans ce gros volume, — et traité avec maîtrise, je m'empresse de l'ajouter, — mérite qu'on l'étudie. L'histoire de Napoléon a été tellement altérée, soit volontairement, soit par ce phénomène d'optique par la vertu duquel, lorsqu'on a contemplé le rayonnement du soleil, il se forme dans le regard une tache qui obscurcit les images et les détériore, la triste fin de Moreau a suscité chez la plupart d'entre nous un si défavorable préjugé contre lui qu'il était intéressant d'aborder avec

impartialité l'étude des dissentiments qui ont éclaté entre deux des grands généraux de la Révolution.

Le commandant Picard ne s'est pas borné à apporter dans son travail un grand souci de la vérité et une évidente indépendance de jugement : il a fait preuve, dans ses investigations, des plus belles qualités de l'historien, de modération et de sens juridique, de pénétration et de finesse, de fermeté et de souplesse. Son érudition a accumulé de nombreux matériaux, son discernement lui a fait écarter ceux qui n'étaient pas de premier choix, et ceux qui ont résisté à cette élimination il les a mis en œuvre avec sobriété et talent. Sans avoir un grand éclat, sans être très chaud, son style est de bon aloi. Quelques rares amphibologies le déparent peut-être; mais, en général, la pensée se dégage nette, précise, solide. On est gagné par le ton assuré du narrateur, par les garanties qu'offre son impartialité, sa compétence, son savoir, sa prudence. Aussi son œuvre est-elle de haute valeur, et nous ne sommes pas surpris du jugement élogieux que la Sorbonne a émis sur lui en lui décernant la mention « très honorable ». — E. R.

La France, l'Angleterre et Naples, de 1803 à 1806; par Ch. Auriol. — 2 vol. in-8, de 683 et 834 pages. — Paris, Plon-Nourrit et Cie.

Au moment où nos relations avec l'Italie, discrètes d'abord, son devenues presque officielles, et où, d'autre part, l'Angleterre vient de régler amicalement par une convention les différentes questions pendantes entre elle et la France, il n'est pas sans intérêt de se reporter à cent ans en arrière et d'envisager quels étaient, au commencement du siècle dernier, les rapports de ces trois puissances.

A cette époque, en effet, le royaume des Deux-Siciles joua un rôle considérable, grâce à la rivalité déjà si ancienne de la France et de l'Angleterre, et contribua pour une large part à établir dans la Méditerranée la prépondérance maritime de cette dernière puissance à la suite des luttes engagées entre Marie-Caroline de Naples et Napoléon.

M. Ch. Auriol a cru intéressant de faire de cette période une étude particulière qui est publiée sous le titre : *la France, l'Angleterre et Naples, de 1803 à 1806*.

C'est un précieux recueil de documents qui comprend la correspondance entre Bonaparte et lord Whitworth venant rompre, au sujet de l'île de Malte, la paix momentanée qui existait entre la France et l'Angleterre; les lettres d'Alquier, notre ambassadeur à Naples; celles de l'ambassadeur Elliot, du général Gouvion Saint-Cyr, du marquis de Gallo, ambassadeur de Naples à Paris, de plusieurs personnages russes, et nombre de pièces d'égal intérêt, relatant l'histoire du royaume des Deux-Siciles qui aboutira par la suite à l'élévation au trône de Naples de Joseph Bonaparte. — P.

Guide du gradé chargé des détails d'une infirmerie régimentaire, par le docteur Clerc, ancien aide-major de 1re classe. — 1 vol. in-18. — Paris, Maloine.

Plusieurs ouvrages ont été publiés dans le but de réunir les documents administratifs nécessaires à tout médecin militaire et d'éviter dans

les règlements en vigueur les recherches longues et fastidieuses. Personne n'avait songé qu'à côté du médecin régimentaire se trouvait un gradé secrétaire qui changeait souvent et qui, malgré son passage parfois rapide à l'infirmerie, avait besoin de connaître une administration toute spéciale. Cette lacune obligeait le chef de service à faire souvent avec son secrétaire un travail d'administration qui faisait perdre un temps précieux.

Le *Guide du gradé chargé des détails d'une infirmerie régimentaire* comble cette lacune.

Cette brochure comprend deux premiers chapitres consacrés à la méthode générale que le gradé suivra dans son travail tout spécial: soins à donner aux malades, devoirs envers les malades, surveillance dans l'exécution des prescriptions du médecin, rapports et comptes rendus.

Trois autres chapitres enseigneront comment il faut préparer les pièces essentielles périodiques et les registres de l'infirmerie. Le sixième chapitre s'occupe des cas spéciaux et résume l'instruction des brancardiers. Enfin la mémoire du gradé sera soulagée par un mémento en fin de brochure.

Ecrites en un style simple, à la portée de tous, ces pages sont utiles à tout gradé d'infirmerie, à tout secrétaire ; elles éviteront infailliblement des recherches et des erremcnts ; il en résultera pour le médecin beaucoup de temps gagné et pour le secrétaire une besogne toute nouvelle et toute spéciale faite avec méthode et facilité. — P.

La Fortification passagère et la Fortification mixte ou semi-permanente, par V. Deguise, major du génie belge. — 1 vol. in-4 de 526 pages, avec atlas de XX planches. — Bruxelles, Poleunis et Ceuterick.

Cet ouvrage traite d'une manière complète ce qui, d'ordinaire, fait l'objet de volumes distincts; savoir : l'historique de la fortification ; la fortification passagère; la fortification semi-permanente; les applications tactiques de ces deux genres de fortification.

Il est divisé en trois parties intitulées :

1° Essai historique;

2° Fortification passagère et contemporaine;

3° Applications contemporaines de la fortification passagère et de la fortification mixte ou semi-permanente.

L'*Essai historique* comprend lui-même les divisions suivantes :

1° La fortification depuis l'antiquité jusqu'à la fin du XIV° siècle ;

2° La fortification depuis l'apparition de la poudre jusqu'au commencement XVII° siècle;

3° La fortification depuis le commencement du XVII° siècle jusqu'à la fin du XVIII° siècle;

4° La fortification depuis la fin du XVIII° siècle jusqu'au commencement du XX° siècle.

Chacune de ces parties comprend les subdivisions suivantes : principaux caractères des fortifications permanentes; la fortification passagère et principales applications de cette fortification; caractères de la fortifi-

cation mixte et principales applications de cette fortification ; enfin exécution des travaux de fortification passagère.

Dans la *deuxième partie*, tous les éléments de la fortification passagère contemporaine sont examinés, en tenant compte des rapports de cette fortification avec la tactique, de l'influence des progrès de l'armement, de l'influence des formes et de la constitution du terrain sur la fortification. Les travaux de communication et les travaux de destruction y tiennent une large place.

La *troisième partie* passe en revue les applications contemporaines de la fortification passagère sur le champ de bataille, sur les lignes de communication, dans l'organisation des ouvrages de pont et dans les lignes de défilés, dans les lignes de blocus ; les considérations générales sur la stratégie et la tactique faisant ressortir les principes qui sont le plus opportuns suivant les différents cas ; les applications de la fortification mixte ou semi-permanente ; les principes généraux d'organisation des forts mixtes ; des applications à l'organisation des points d'appui de second ordre d'une forteresse permanente à grand développement, à l'organisation de l'enceinte de cette même forteresse et des points d'appui de la ligne de défense intérieure.

On peut voir par la description précédente que cet important ouvrage est le plus complet qui ait été publié depuis un certain nombre d'années sur les questions qu'il traite. Des exemples d'application bien choisis et un atlas de 20 planches permettent de suivre facilement les développements du texte. L'auteur, professeur de fortification à l'École d'application de l'artillerie et du génie belges et dont la compétence est indiscutable, a su présenter ces sciences assez ardues avec clarté et méthode, et les mettre à la portée de tous ceux qui voudront en avoir une idée nette et des notions exactes. Il est à regretter que le prix élevé (20 francs) de cet ouvrage empêche de le mettre à la portée de toutes les bourses, mais il a sa place marquée dans toutes les bibliothèques militaires. — J. B.

La Société française pendant le Consulat. IIIe série : *Aristocrates et républicains ; les émigrés et les complots ; les hommes du Consulat*, par Gilbert-Stenger. — 1 vol. in-8 écu de 436 pages. — Paris, Perrin et Ce.

Ce volume est le deuxième de l'histoire de la Société française pendant le Consulat.

Dans le premier, l'auteur nous faisait un tableau de la *Renaissance de la France*, sous l'impulsion du général Bonaparte. M. Gilbert Stenger nous présente, aujourd'hui, l'image d'une autre fraction de la Société, celle de l'*Emigration*, bercée d'abord d'illusions et d'espérances, puis déçue, triste et défaillante, après les misères de l'exil. L'auteur aborde ensuite le récit des complots, encouragés par les princes et les royalistes réfugiés à Londres ; le tableau de l'audacieuse alliance de Georges, de Pichegru et de Moreau pour abattre le pouvoir consulaire ; enfin l'émouvante aventure de l'infortuné duc d'Enghien, fusillé à Vincennes. Telle est la première partie du volume : les *Aristocrates*.

La seconde partie : les *Républicains*, est une étude longuement et finement approfondie, sur les grands fonctionnaires du Consulat, groupés autour du Premier Consul, lui apportant l'appui de leur nom, de leurs

talents, de leur énergique volonté : Cambacérès, Lebrun, Talleyrand, Fouché et d'autres, dont les portraits sont remarquablement tracés; puis ceux des opposants du Tribunat, et, au premier rang, Benjamin Constant, et, quoique en dehors du Tribunat, celui de Camille Jordan, que l'auteur ne pouvait oublier.

Au total un volume, bourré de faits, agrémenté d'anecdotes, qui apportent au récit le mouvement et la vie, et un attrait passionnant de lecture. — P.

La Navigation aérienne : Ballons sphériques, aérostation militaire, aérostation scientifique, aéronautique maritime, ballons dirigeables, par L. Marchis, lauréat de l'Institut, professeur adjoint de physique à la faculté des sciences de Bordeaux. — 1 vol. in-4 de 824 pages avec 170 fig. — Paris, veuve Ch. Dunod.

M. L. Marchis vient de publier un ouvrage contenant l'exposé des principes sur lesquels repose la navigation aérienne au moyen des ballons, soit libres, soit dirigeables, ainsi que quelques-unes des applications pratiques de ce mode de locomotion. L'auteur y montre quels services les ballons peuvent rendre dans les opérations militaires et il fait l'étude détaillée du développement et de l'organisation actuelle des services aérostatiques dans les diverses armées de l'Europe. L'emploi des ballons montés et des ballons-sondes pour l'étude de la physique de l'atmosphère fait l'objet d'un chapitre important dans lequel sont exposés les travaux des principaux observatoires qui mettent actuellement cette méthode en pratique. Enfin, la dirigeabilité des ballons est étudiée d'après les travaux récents du colonel Ch. Renard; un historique de la question montre son développement et les résultats auxquels on est parvenu à l'heure actuelle.

C'est l'ouvrage d'ensemble le plus complet qui ait été publié sur cette question, qui occupe actuellement l'opinion publique au plus haut point. Fortement documenté et rédigé avec beaucoup de clarté sur un plan très méthodique, il ne peut manquer d'intéresser vivement les militaires, car on sait que les ballons jouent un rôle de plus en plus important dans les guerres de notre époque. — J. B.

Zur Frage der Schnellfeuer-Feldgeschütze, etc. (*La question des canons de campagne à tir rapide et de leur emploi tactique*), par le général d'artillerie v. Hoffbauer. — Br. in-8. — Berlin, Mittler et fils.

Le général v. Hoffbauer, ancien général inspecteur de l'artillerie de campagne allemande, examine la question des canons à tir rapide et de leur emploi tactique surtout au point de vue suivant :

Depuis l'adoption du canon français modèle 1897 avec recul de la pièce et boucliers, l'armée allemande est-elle obligée d'abandonner son canon de campagne modèle 1896, ou tout au moins son affût, pour adopter des canons à tir rapide perfectionnés provenant de l'industrie allemande, ou des affûts en conséquence, d'autres méthodes de tir et des règlements tactiques modifiés ?

Après une description sommaire du matériel d'artillerie de campagne



JOURNAL

DES

SCIENCES MILITAIRES.

REVUE MILITAIRE FRANÇAISE.

Mai 1905

Pour nous mettre d'accord

SUR

les grandes divisions de la bataille et la mesure dans laquelle elles influent sur la forme de l'engagement des petites unités encadrées ;

les conséquences pour l'infanterie de l'accroissement des effets des feux de l'artillerie;

la marche de l'infanterie sous le feu[1].

Le décret du 28 mai 1895 sur le service des armées en campagne est le premier document officiel qui nous ait, touchant la bataille, donné une véritable doctrine. Dans son titre XIV, il

[1] Cette étude venait d'être écrite lorsqu'a paru le Règlement de manœuvres du 3 décembre 1904. L'auteur a cru devoir néanmoins maintenir sans changements sa première rédaction, les idées qu'elle renferme étant conformes à l'esprit, ainsi qu'aux données générales de ce règlement. (*Note de la Rédaction.*)

définit avec force et netteté le combat moderne, dont il pose les principes généraux. Aussi avons-nous tous, il y a dix ans, accueilli avec une confiance sans bornes ce règlement qui affirmait la toute puissance de l'offensive et qui demeure à nos yeux le « Règlement de la Victoire ».

Le Règlement provisoire de 1902 s'en est largement inspiré et en a déduit le mécanisme du combat de l'infanterie. Son apparition, au lendemain même de la guerre du Transvaal, l'exposait sans doute, par ricochet, à toutes les critiques de principe adressées à son aîné, mais en outre il donna lieu, dès le début, à des divergences d'interprétation dont se ressentit l'instruction des gradés et de la troupe. Il n'y a là toutefois qu'un malentendu, qu'il serait très facile de dissiper, si l'on voulait au préalable en déterminer les causes. Or ces causes, à notre avis, sont les suivantes :

Tout d'abord le Règlement de manœuvres de 1902, désireux sans doute de conserver un plan d'ensemble déjà familier à toute l'armée, a transporté dans le combat de l'infanterie les grandes divisions qui avaient été adoptées pour l'organisation générale de la bataille. Il l'a donc partagée en trois phases, auxquelles il a conservé les dénominations adoptées par le service en campagne, de sorte que, si l'on nous permet cette image, le combat particulier d'une unité encadrée n'a plus été *qu'une bataille réduite à une échelle donnée*. Cette manière d'envisager la question, vu sa simplicité, était assez séduisante, et, à première lecture, chacun la trouva très légitime et éminemment propre à assurer l'unité de l'instruction.

Mais à l'usage il a fallu reconnaître que ce désir de symétrie, qui avait conduit à donner les mêmes noms à des choses seulement analogues, a fait naître dans les esprits le trouble et partant l'indécision.

Au reste laissons parler les deux règlements. D'après le Règlement provisoire (Titre VII, § 6) le rôle des troupes chargées du combat de préparation est « d'immobiliser, d'user l'ennemi, en le tenant à tout instant sous la menace d'une attaque sérieuse ».

Pour le décret de 1895, auquel en dernier recours il nous faut toujours revenir, la menace ne suffisait pas : « Il faut, disait-il, progresser de point d'appui en point d'appui, user l'ennemi par

des pertes graves et continues, l'obliger à engager ses réserves, l'immobiliser par des attaques partielles. »

Lisons maintenant à l'École de bataillon (Titre V, §§ 33 et 34) les alinéas intitulés « Combat de préparation du bataillon », qu'y trouvons-nous? « La ligne de combat arrive ainsi sur des emplacements d'où l'on pourra donner au feu sa plus grande puissance et concourir efficacement à la préparation de l'attaque décisive. » Voilà l'expression « combat de préparation » bien détournée de sa signification primitive, et cette définition ne répond-elle pas plutôt à l'idée de la *préparation par le feu* d'une attaque partielle?

En ce qui concerne l'expression *d'attaque décisive*, nous trouvons la même confusion. « L'attaque décisive de la division encadrée (Titre VII, § 15 du Règlement provisoire de 1902) doit mettre la division en possession de son objectif *particulier*. »

Le décret de 1895 réservait formellement le nom d'attaque décisive à une attaque postérieure aux autres, organisée et lancée par le commandement suprême avec des troupes jusque-là réservées à cet effet.

Si l'on veut toute notre pensée, nous estimons qu'une troupe encadrée *prendra d'abord contact* avec l'ennemi, sans pour cela engager un combat d'avant-garde, puis *fera une préparation par le feu* qui ne ressemblera en rien à un combat de préparation, enfin qu'elle donnera contre son objectif particulier un *assaut* qui ne sera nullement une attaque décisive [1].

Le combat d'une unité encadrée se développe donc suivant sa loi propre, mais il serait intéressant de rechercher si l'engagement n'affectera pas des formes différentes, suivant que l'unité interviendra dans l'un ou l'autre des actes de la bataille.

A cet effet, à l'aide d'exemples empruntés à des campagnes

---

[1] Que l'on n'aille pas voir là une simple querelle de mots; nous espérons au reste montrer tout à l'heure qu'il en va tout autrement. Est-ce à dire que nous n'attachions aucune importance à la terminologie? Non pas. « A la guerre, dit Napoléon, il faut d'abord bien établir la langue pour s'entendre, car c'est faute de cela qu'on prend une chose pour une autre. » Avant lui, Voltaire avait dit : « Avant que de discuter, définissons, sous peine de ne pas nous entendre. »

En langage militaire, comme en tout autre, la précision est de rigueur et les expressions à double sens sont à écarter.

modernes, nous étudierons chacune des phases du combat, d'abord au point de vue du développement général de l'action, puis, poussant plus loin l'analyse, au point de vue particulier des unités encadrées appelées à y jouer un rôle. Nous constaterons alors que, bien que visant à des résultats généraux différents suivant la phase dans laquelle elles ont à intervenir, ces unités ont à remplir une mission particulière à peu de chose près toujours la même; d'où cette conséquence que, dans tous les cas, les moyens d'exécution à employer sont identiques. Nous espérons établir ainsi que toute troupe chargée de marcher contre un objectif particulier a *une façon de s'engager, et une seule.*

En second lieu, le Règlement provisoire n'insiste pas assez sur la liaison intime et constante qui doit exister, aujourd'hui plus que jamais, entre l'infanterie et l'artillerie, l'arme auxiliaire par excellence. Le rôle de l'artillerie au combat a grandi du fait même des perfectionnements apportés tant dans son matériel que dans ses méthodes de tir. Il est indispensable d'en tenir compte.

Enfin, il serait utile de compléter le texte par quelques indications plus précises sur la marche d'approche de l'infanterie et la marche de l'infanterie sous le feu, ce desideratum étant en quelque sorte la conséquence et le corollaire du deuxième.

A ces diverses causes d'hésitation et de trouble qui tiennent au règlement lui-même, il faut en ajouter d'autres qui lui sont étrangères. Nous voulons parler des doctrines d'une nouvelle école qui proclame l'inviolabilité des fronts et l'impossibilité des attaques décisives. De ce fait, nombre d'officiers se sont trouvés complètement désorientés. De hautes personnalités militaires ont signalé le danger et réussi, dans le domaine de la grande tactique, à remettre les choses au point. Nous allons essayer d'apporter à cette œuvre notre modeste contribution, mais en restant sur le terrain plus limité de l'instruction et de la conduite des petites unités encadrées.

Du combat. — Des différentes phases du combat et du rôle des unités encadrées dans ces différentes phases.

« Le combat, dit le décret du 28 mai 1895, a pour but de briser par la force la volonté de l'ennemi, et la destruction soudaine, au moment voulu, d'une partie de ses forces suffira généralement pour briser cette volonté. » Il ne nous semble pas que l'on puisse élever d'objections contre cette définition du combat qui contient déjà en germe celle de l'attaque décisive. Nous n'admettons pas davantage qu'il y ait lieu de discuter sa division en plusieurs phases, et nous allons les examiner successivement.

Le combat de l'avant-garde est, au point de vue général, au point de vue de la grande tactique, une reconnaissance offensive ayant pour but de reconnaître le front ennemi, c'est-à-dire ses points d'appui, organisations défensives et emplacements de batteries. L'avant-garde doit donc tâter tout le front. Est-ce à dire qu'elle se portera contre tout ce front en formation mince et sans intervalles? Non. Elle choisira deux ou trois objectifs importants, sur lesquels elle concentrera ses moyens. Il s'ensuit qu'à leur point de vue particulier, les unités entrant dans la composition de l'avant-garde *auront à enlever des points d'appui* et, les ayant enlevés, à les défendre.

Ainsi à Spicheren, la brigade von François est amenée, par les circonstances, à jouer le rôle d'avant-garde générale; elle s'étale sur 6 kilomètres de front. Trois bataillons, qui se sont emparés du Gifert-Wald luttent contre les Français qui tentent de le reprendre; cinq compagnies qui ont échoué devant le Rotherberg se cramponnent au bas des pentes. Dix compagnies attaquent vainement Stiring, où elles ne peuvent prendre pied. En résumé, attaques et défenses de points d'appui sur toute la ligne.

A Wœrth, il n'en va pas autrement. Devant les attaques largement espacées des Allemands, les Français ont dû garnir toute leur ligne, du Nieder-Wald à Neehviller. Voilà pour l'ensemble. Voyons maintenant le détail. Cinq bataillons de la 22e division qui ont pu s'emparer du Nieder-Wald en sont chassés vers onze heures et repoussés sur le pont de Gunstett où ils s'arrêtent. Plus au Nord, quatre, puis six, puis dix bataillons du Ve corps

marchent, sous la direction de Walther de Montbarry, contre les hauteurs d'Elsasshausen. Ils subissent deux contre-attaques françaises qui les refoulent dans Wœrth ou jusqu'à la Sauer. Encore plus au Nord, la 4e division bavaroise qui avait réussi à pénétrer dans le bois de Frœschviller en est chassée; elle se maintient alors à la lisière de la forêt de Langensultzbach.

Nous pourrions multiplier les exemples et nous verrions toujours le combat d'avant-garde présenter ce même caractère : plusieurs détachements répartis sur tout le front attaquent, puis sont attaqués; les périodes de progression alternant avec celles de régression au fur et à mesure des renforcements.

Au point de vue général, *le combat d'usure*[1] qui prolonge en l'accentuant le combat de l'avant-garde, est l'ensemble des combats partiels menés sur tout le front, chacun d'eux opérant de façon à attirer sur soi le plus possible de renforts ennemis. A leur point de vue particulier, les unités engagées dans le combat d'usure auront à *enlever et à défendre des points d'appui*.

A Bautzen, l'armée française attaque sur toute la ligne, et le corps Oudinot livre, entre autres, à notre droite un combat d'usure qui peut être tenu pour un modèle. Dans la soirée du 20 mai, après plusieurs attaques qui l'ont rendu maître de la première ligne ennemie, il termine en enlevant le point d'appui de gauche de sa deuxième ligne. L'empereur Alexandre, pensant que l'attaque principale viendra de ce côté, prélève, malgré Witgenstein, sur la réserve générale des renforts qui reprennent à 10 heures du soir le point que viennent d'occuper les Français. Le lendemain, Oudinot renouvelle ses attaques et gagne du terrain; nouvel émoi d'Alexandre, qui, comme la veille, prélève 5,000 hommes sur la réserve générale, où il ne reste plus que 6,000 fantassins. Oudinot est repoussé; il demande des renforts

---

[1] Nous préférons l'expression « combat d'usure », employée d'ailleurs par M. le général Kessler, à l'expression réglementaire de « combat de préparation ». Nous reconnaissons volontiers que cette dernière est, au point de vue général, absolument exacte; mais, outre que nous la trouvons moins expressive que l'autre, elle a l'inconvénient de contenir le mot « préparation », déjà employé dans l'expression « préparation par le feu ». L'emploi du même mot dans deux acceptions différentes devait donner naissance à une confusion que nous signalons par ailleurs.


Bataille de Spickeren.
la Sarre. R
Sarrebrück
Stiringer Wald
Rolherberg
Stiring
Gifert Wald
Spickeren
Forbach
Bataille de Woerth.
Langensulzbach
Neehviller
Forel de Langensulzbach
Frœschviller
Woerth
Elsasshausen
Sauer. R
Nieder Wald
Ferme de l'Albrechthausersderf
Gunstett

que l'Empereur lui refuse; il s'accroche alors au terrain et résiste à tous les retours offensifs de l'ennemi.

A Wœrth, le corps Kirchbach mène, dans des conditions analogues et avec une témérité extrême, un combat d'usure qui contribue grandement au succès. Par ses attaques réitérées, il force successivement à intervenir huit régiments et un bataillon de chasseurs français. Après chacune de ses attaques, une contre attaque le ramène dans Wœrth, son point de départ. Il n'en renouvelle pas moins constamment son offensive contre Elsasshausen et Frœschviller, puis, l'attaque décisive survenant, il attaque avec elle. *Attaque et défense, prise et reprise de points d'appui*, tout le combat d'usure est là.

L'*attaque décisive*[1] a pour but de mettre irrévocablement en fuite les troupes ennemies dans une zone déterminée par le commandement, sans donner autant que possible à l'adversaire le temps d'arriver à la parade. Elle se compose d'une série ininterrompue d'attaques puissantes qui s'en prennent successivement et, de proche en proche, à toutes les troupes ennemies non encore en désordre. Les unités, chargées de mener l'attaque décisive devront donc *enlever des points d'appui* et les tenir jusqu'au moment, qui, généralement ne tardera guère, où elles seront franchies par une troupe amie chargée de pousser plus avant.

A Sadowa, l'attaque décisive fut en réalité menée par les corps de première ligne de la IIe armée (Garde et VIe corps) et les avant-gardes des corps de deuxième ligne, qui balayèrent toute la zone comprise entre Trottina—Elbe et Bistritz. Elle dura

---

[1] Dans une brochure récente (*Etude théorique sur l'Attaque décisive*), l'auteur donne de cette attaque une définition autre que celle du décret de 1895. D'après lui, sa caractéristique serait la destruction des réserves ennemies, et pourtant il admet qu'il y a avantage à donner l'attaque aussi loin que possible de ces réserves, de telle sorte qu'elles ne puissent intervenir en temps utile. C'est donc que la bataille aura été gagnée sans qu'elles aient été détruites, et leur destruction consécutive à l'attaque décisive nous paraît être dans ce cas le premier acte de la poursuite. Le 18 août 1870, l'attaque décisive allemande a pleinement réussi; cependant la garde impériale française s'est retirée intacte. A Sadowa, au contraire, les réserves qui se trouvaient dans le secteur d'attaque furent mises en déroute.

Toutes les raisons que donne l'auteur pour justifier sa définition, nous ont semblé convenir à la « bataille décisive » mieux qu'à l'« attaque décisive ».



Bataille de Sadowa.

de midi à 6 heures du soir. La Garde s'empara successivement de Horenowes, Chlum et Rosberitz. Là, par suite du retard des renforts, elle eut à subir un retour offensif terrible et fut rejetée sur Chlum. Dans le même temps, le VIe corps enlevait Racitz, Mont-d'Horica, Sendracitz et Nedelist. Grâce à son appui et à quelques bataillons du Ier corps, la Garde reprend Rosberitz.

Dès lors, le mouvement en avant ne s'arrête plus; on enlève Sweti et Wsestar[1]. Toute l'armée autrichienne est en fuite; la poursuite commence. On sait qu'elle fut courte.

A Wœrth, l'enlèvement de l'Albrechtshausersdorf, du Nieder-Wald, d'Elsasshausen et enfin de Frœschviller sont les étapes du combat décisif. Le 18 août, l'enlèvement des villages de Roncourt et de Saint-Privat décide de la journée. Quant à l'échec classique de la Garde devant Saint-Privat, il provint de ce que son chef voyait dans l'attaque dite décisive une attaque nettement différente des autres et qui, comme telle, devait être menée par des procédés complètement distincts. Cette conception est de toute évidence erronée; car s'il est un procédé qui, dans une circonstance déterminée, soit le meilleur possible pour qu'une attaque réussisse, c'est celui-là qui doit être employé, et non un autre. Défions-nous des formules qui dispensent de réfléchir et ne visons que par des moyens rationnels au succès, dût-il, dans l'esprit du commandement, avoir une influence décisive sur la marche ultérieure de la bataille. Ainsi donc et pour qu'aucun doute ne subsiste plus sur notre façon de concevoir l'acte

---

[1] Voici par quelles forces furent respectivement enlevés ces points d'appui :

Horenowes enlevé par quatre compagnies.

Chlum enlevé par deux bataillons d'avant-garde de la division Hiller, laquelle d'ailleurs marchait dans leurs talons.

Rosberitz enlevé par trois bataillons flanqués par quelques compagnies.

Rosberitz (2e attaque) enlevé par trois bataillons du Ier corps en première ligne, quatre de la Garde, en deuxième, coopération de la 22e brigade sur le flanc gauche.

Racitz enlevé par trois bataillons, qui, au préalable, mirent sac à terre.

Mont-d'Horica enlevé par trois bataillons.

Sendracitz enlevé par trois compagnies.

Wsestar enlevé par trois bataillons.

On voit qu'il y a loin de cette attaque multiforme à la conception de l'« attaque décisive » marchant tout d'une pièce.

suprême du combat, nous estimons qu'il y a une série d'attaques dont l'ensemble constituera l'attaque décisive. Il y aura par suite une troupe d'attaque décisive, *mais de formation d'attaque décisive il n'y en a pas.*

En résumé et en dernière analyse, quel est le rôle des unités encadrées dans la bataille? Il consiste à enlever des positions, puis à les défendre contre des retours offensifs. En d'autres termes, la conception des différentes phases de la bataille si nécessaire au commandement suprême, cette conception, qui lui permet d'assurer la répartition logique de ses forces en vue de la lutte, disparaît pour *le simple exécutant* et ne concerne nullement l'unité encadrée. Elle conserve, au contraire, toute sa valeur, toute son importance, s'il s'agit de l'*unité isolée*, qui est obligée de se conformer au grand principe de l'économie des forces.

Apprenons donc à enlever des positions. — Existe-t-il différentes façons de le faire? Non, il y a pour cela un procédé et un seul. Il consiste à amener sur elles une certaine quantité de troupes décidées à l'abordage, mais leur mouvement n'est possible que si une autre troupe l'a préparé et y coopère par son feu. L'enlèvement d'une position comprendra donc deux actes : *la préparation par le feu* d'abord, puis *l'assaut.* A chacune de ces missions sera affectée une troupe spéciale, dont l'importance relative est évidemment variable, et l'unité encadrée pourra, suivant les circonstances, mener à bien ces deux missions ou seulement l'une d'elles.

Prenons, pour fixer les idées, le cas d'un bataillon appartenant à une avant-garde et qui, dans sa marche, se heurte à un point d'appui : petit bois, ferme, hameau, organisé par l'ennemi. Ce bataillon doit, de toute nécessité, attaquer ce point d'appui et l'enlever si possible. A cet effet, il va de concert avec l'artillerie, d'abord préparer son attaque par le feu; il consacrera à cette mission une, deux, trois compagnies qui progresseront en cheminant jusqu'à une ligne d'où elles pourront donner à leur feu l'intensité maximum [1].

---

[1] Cette ligne, que les Allemands appellent « position principale de feu », sera située à 500 mètres environ des lisières ennemies.

Si le chef de bataillon ne juge pas pouvoir à lui seul enlever le point d'appui, il consacre tout son monde à la préparation par le feu et attend l'intervention d'un deuxième bataillon. S'il pense au contraire avoir des chances de succès, il dispose en formation d'assaut les troupes qui lui restent et les dirige sur le point le plus vulnérable de la défense [1].

Il est possible que cette attaque échoue et qu'arrivée à 300 ou 200 mètres de l'ennemi, elle soit contrainte de se coucher sous son feu. Le bataillon tout entier se trouve alors, par la force des choses, amené à faire de la préparation. La tentative d'assaut a eu pour résultat de renforcer ou de prolonger la chaîne, de lui faire gagner, en totalité ou en partie, une position plus rapprochée de l'ennemi, de laquelle elle assurera une préparation encore plus efficace, et c'est à un autre bataillon que revient désormais l'exécution de l'attaque.

Il aurait pu se faire également que l'échec de la troupe d'assaut, au lieu de causer simplement son arrêt, eût occasionné sa fuite. Cela montre la nécessité *d'une troupe de recueil* installée à la limite des derniers couverts.

Si le bataillon considéré, au lieu de faire partie de l'avant-garde, avait appartenu aux troupes chargées de mener soit le combat d'usure, soit le combat décisif, aurait-il eu à modifier ses dispositions ? Bien certainement non. La force relative des groupes de préparation et d'assaut aurait pu varier, mais il n'y aurait pas eu de différence essentielle dans le mode d'engagement.

Le texte du règlement provisoire gagnerait, nous semble-t-il, à être remanié dans le sens indiqué ci-dessus, car il prête à l'équivoque quand il oppose le combat de préparation à l'attaque.

Nous en avons eu la preuve en entendant journellement des officiers échanger les propos suivants : « Le bataillon livre

---

[1] Nous verrons plus loin qu'elle doit être cette formation d'assaut. Nous pensons que ce doit être une ligne de sections par quatre, précédée à une centaine de mètres par une forte chaîne de tirailleurs et gardée sur ses flancs. Suivant que la troupe d'assaut attaquera de front ou de flanc, elle renforcera la chaîne déjà placée ou en jettera une en avant d'elle. Il y aura généralement intérêt, lorsque cela sera possible, à donner à l'attaque une forme enveloppante et à diriger l'assaut sur un flanc.

aujourd'hui le combat de préparation; il ne fera donc que des feux et n'attaquera pas. » Ou inversement : « Le régiment donne l'attaque décisive; il va donc se mettre en ligne de sections par quatre ou en colonne double et marcher sans tirer jusqu'à ce qu'il ait rejoint l'ennemi. »

Ces missions leur semblant différentes, ils recherchent pour les remplir des procédés distincts. Cela n'arriverait pas, s'ils étaient bien convaincus que les diverses phases du combat ne diffèrent entre elles dans l'exécution que par *l'encadrement* et le *degré de la coopération donnée par l'artillerie*[1].

Mais encore une fois, on y chercherait en vain une autre différence, et cela est si vrai que, par l'examen attentif des phases d'une bataille, on se convainc qu'il est bien difficile de déterminer dans la pratique la limite qui les sépare.

Tout combat décisif qui échoue tourne au combat d'usure. C'est ce qui arriva à Sadowa, à l'armée de l'Elbe et à la division Fransecki. De même, le 18 août, l'attaque que Steinmetz pensait devoir être décisive et qu'il dirigea contre la ferme Moscou pour percer notre centre ne parvint pas à dépasser Saint-Hubert. Elle ne remplit donc pas son objet, qui était de mettre notre centre en fuite, mais elle immobilisa tout le 2e corps français.

Inversement un combat d'usure qui réussit au delà de toute attente, et qui progresse sans qu'aucun ennemi puisse tenir devant lui, devient de ce fait décisif.

Conséquences pour l'infanterie de l'accroissement des effets des feux d'artillerie.

Les progrès réalisés depuis 1870 dans le matériel de l'artillerie sont considérables, et tout à fait hors de proportion avec ceux qui ont été apportés dans l'armement du fantassin. Les procédés techniques employés par cette arme au combat ont été aussi grandement perfectionnés.

---

[1] Il est bien certain que le combat d'usure qui, dans les grandes batailles livrées actuellement en Mandchourie, dure plusieurs jours et qui exige le maximum d'artillerie, dispose d'autres moyens d'action que l'avant-garde. De même, le combat décisif préparé par une concentration de toute l'artillerie disponible et exécuté par une infanterie fraîche et disposant d'une forte supériorité numérique pourra être mené plus rondement que le combat d'usure.

L'artillerie a franchement renoncé à la précision du tir. Il ne s'agit plus pour elle de diriger sur un but exactement répéré des coups ajustés, mais bien de couvrir d'une pluie de projectiles, une zone de terrain large et profonde dans laquelle le but se trouve encadré.

La batterie de 75, exécutant un tir progressif avec fauchage, lance en 40 secondes 48 obus, à raison de 300 balles ou éclats par obus. Ces 15,000 balles sont réparties d'une façon régulière sur une gerbe allongée dans le sens de la ligne de tir, constituant une bande d'environ 200 mètres de large sur 450 mètres de long, zone dans laquelle une troupe ne saurait se mouvoir. Pour établir entre l'ancien et le nouveau matériel un terme de comparaison frappant, il suffira de dire qu'une seule pièce de 75 millimètres fournirait aujourd'hui à elle seule autant d'éclats que la batterie de 100 pièces établie devant Saint-Privat par les Allemands[1].

Le tir est organisé de façon à obtenir une répartition uniforme des éclats, tant en largeur qu'en profondeur, dans la zone battue, ce qui donne une balle par rectangle de 1 mètre de large sur 6 mètres de longueur, que l'on obtient en décomposant en ses éléments partiels la zone dangereuse[2].

---

[1] On peut affirmer sans exagération que la puissance de l'artillerie actuelle est de 75 à 100 fois plus grande que celle du matériel de 1870 (Colonel Buffey, *Etude théorique sur l'attaque décisive*). Le projectile employé par les Allemands, en 1870, donnait au maximum 30 éclats (quand il éclatait). La batterie de six pièces, exécutant un tir rapide, tirait 10 coups par minute, fournissant ainsi 300 éclats, savoir 50 éclats par minute et par pièce. La pièce actuelle envoie à la minute 20 schrapnells, fournissant chacun 300 éclats, et leur éclatement est assuré. Nous avons donc 6000 éclats par minute contre 50, c'est-à-dire 120 fois plus.

[2] Le terrain battu par une batterie exécutant un tir progressif est couvert par l'ensemble des groupements donnés par chacun des schrapnells considéré en particulier. Théoriquement, ces groupements se juxtaposent, sans recouvrements ni lacunes. En réalité, ils empiètent légèrement les uns sur les autres, de telle sorte que la densité des coups dans tout le terrain battu soit uniforme. Si pour un tir avec fauchage, nous tablons sur un rectangle total de $200^m \times 450^m$, chaque projectile peut être considéré comme donnant un groupement de densité uniforme ayant comme dimensions $17 \times 112 = 1904^{m2}$. Sur ces 1904^{m2}, 300 éclats se répartissent uniformément; cela donne un éclat pour chacun des 300 petits rectangles semblables au rectangle total et ayant une superficie $6^{m2},33$, ce qui fait un éclat par rectangle de $0^m,97$ de front sur $6^m,45$ de profondeur, soit approximativement de 1 mètre sur 6.

Quelles conclusions pouvons-nous tirer de ces données, au point de vue des formations de l'infanterie sous le canon?

Plus nous pourrons grouper de monde dans cette surface, moins les pertes seront grandes, car la balle du schrapnell ne peut traverser qu'un seul homme.



Terrain battu par une batterie exécutant un tir progressif avec fauchage.
Chaque rectangle partiel limite le groupement donné par les éclats d'un projectile.

Prenons la section en colonne de quatre et supposons-la dans la zone battue. Elle occupe 3 mètres de front sur 12 mètres de profondeur. Elle recevra 6 balles en moyenne. Réduisons la profondeur de moitié, en faisant emboîter le pas aux hommes, elle ne recevra plus que 3 balles. Supposons, d'autre part, la même section en chaîne de tirailleurs les hommes à un intervalle quelconque. Les balles étant réparties à raison de une par 1 mètre de front, chaque homme a 70 chances sur 100 (ou $0^{m},70/1$) d'être touché, et il ne protège personne. Les 50 hommes de la section ont donc $50 \times 7/10$ ou 35 chances d'être touchés. La section perdra probablement 35 hommes; tandis qu'en colonne elle n'en perdrait que 6.

Bien que ces calculs ne reposent que sur des données théoriques, ils n'en prouvent pas moins que les formations en ligne, si diluées qu'elles soient, sont les plus dangereuses. Sous le feu de l'artillerie, les formations les moins vulnérables sont les formations en ligne de colonne ou en colonne double, dans lesquelles les compagnies s'avancent en ligne de sections par quatre ou par deux, ou bien encore en ligne d'escouades marchant à la file indienne, la section ou l'escouade occupant la profondeur minimum.

Des propriétés de l'artillerie actuelle découle une autre conséquence, c'est que la coopération des deux armes doit être aujourd'hui plus étroite que jamais sur le champ de bataille. L'infanterie ne peut rien si elle n'est appuyée par l'artillerie, et réciproquement l'artillerie n'obtient de résultats qu'autant que son infanterie lève l'ennemi.

Voilà le rôle qui incombe à l'infanterie dans cette action commune ! « Son premier soin est de procurer un but à son artillerie. » (Général Langlois, *Enseignement de deux guerres récentes*.)

Le fantassin contraint donc l'ennemi à se montrer, l'artillerie le saisit alors.

L'étude des batailles de la guerre sud-africaine est particulièrement instructive à ce point de vue.

A Spion-Kop et Venters-Spruit, l'attaque des Anglais est prononcée sans artillerie ; elle échoue.

A Colenso, Belmont, Maggersfontein, ils ont de l'artillerie, mais ils l'emploient mal. Cette artillerie agit seule et entame l'action par un long monologue qui tient lieu de préparation. L'artillerie se taisant, l'infanterie est alors lancée à l'assaut. Elle est repoussée par les Boërs. Si l'on veut réussir, il faut, selon le général Langlois « mettre deux armes contre une ». Cette liaison des deux armes doit exister en toutes circonstances.

Pendant la marche, les divers éléments des colonnes sont protégés par des batteries en position.

Au moment du déploiement, les troupes gagnent les positions qui leur sont assignées, sous la protection de batteries en surveillance, qui appuient leur mouvement en s'avançant par bonds successifs.

Au combat, le canon est devenu le facteur essentiel, indispen-

sable pour obtenir la supériorité du feu sur le point d'attaque choisi.

Ceci nous amène à dire un mot de la théorie qui veut que, sur un champ de bataille donné, on choisisse, comme terrain de combat décisif la zone la plus découverte et la plus praticable. C'est depuis bien longtemps la doctrine professée à notre École supérieure de guerre, et le règlement sur le service en campagne japonais met en relief ce principe, sur lequel M. le général Langlois vient de rappeler l'attention dans une étude récente[1].

Cette théorie dite *Tactique des glacis* peut se formuler de la façon suivante : « Les terrains libres et ouverts où la coopération des trois armes peut-être intime et constante, sont les véritables terrains des attaques décisives. » Au point de vue « fantassin », cette assertion peut paraître paradoxale ; elle est exacte cependant, mais elle nécessite quelques éclaircissements.

Lorsque l'attaque dispose d'une supériorité marquée en hommes, en sabres et canons, tous les couverts et points d'appui du terrain qui feront « traîner » la lutte sont au bénéfice de la défense. En effet, en terrain couvert, le canon est aveugle et partant impuissant, la cavalerie inutilisable. Que vous sert alors d'avoir accumulé batteries et escadrons dans ce secteur ? De plus, chaque point d'appui a sa petite garnison qu'il va falloir contraindre à la retraite, et la préparation de chacune de ces attaques sera difficile, puisque l'artillerie n'y participera que peu ou point.

Enfin quand on aura conquis un de ces points d'appui, on n'aura désorganisé qu'une bien faible partie de la troupe opposée, et même la retraite de cette faible troupe est limitée au couvert prochain occupé lui-même, derrière lequel elle se reformera.

Le résultat est donc bien médiocre pour l'assaillant qui n'obtiendra la décision que péniblement et à la longue, en n'utilisant qu'en partie la supériorité dont il dispose,

Dans un terrain libre au contraire où les points d'appui sont rares, l'artillerie, qui voit son ennemi, prendra d'autorité la direc-

[1] *Revue politique et littéraire* (ancienne *Revue bleue*), numéro du 19 novembre 1904.

C'est qu'en effet à cette distance, une colonne a tout à craindre de l'artillerie, non seulement sur le front, mais encore sur les flancs et les derrières. Elle est exposée au feu de l'artillerie des divisions de cavalerie ou des brigades de corps, ou même dans une zone plus rapprochée au feu des batteries des détachements de couverture.

Une cavalerie entreprenante, et toutes les cavaleries seront entreprenantes à l'avenir, manœuvrera de façon à inquiéter la marche des colonnes; elle fera son apparition à l'improviste et prendra position avec son artillerie sur les points mal gardés, de préférence sur les flancs [1].

Les flancs-gardes d'infanterie seraient à elles seules impuissantes contre cette artillerie essentiellement mobile, et il sera nécessaire de les faire appuyer ainsi que les arrière-gardes par des batteries dont elles assureront la protection. De ce rapide exposé, il résulte qu'à une journée de marche de l'ennemi, l'infanterie devra quitter autant que possible les routes qui seront utilisées par l'artillerie et les trains de combat, et marcher à travers champs en créant des chemins de colonne.

On ne saurait trop réagir dans l'infanterie contre la tendance à ne quitter les routes qu'au moment du déploiement.

Sans aucun doute, les routes échappant absolument au canon de l'ennemi pourront encore être suivies par l'infanterie; mais les autres, utilisables naguère, ne le sont plus désormais par suite de l'instantanéité des effets de l'artillerie. Elles présentent d'ailleurs, à proximité de l'ennemi, de graves inconvénients. Elles permettent un repérage facile à l'artillerie venant canonner les colonnes qui s'y déroulent en rubans interminables, elles constituent dans la traversée des villages de véritables défilés dans lesquels les encombrements sont à craindre et dont les débouchés sont, comme les routes, des points de repère tout indiqués pour l'artillerie.

Le dispositif de marche à adopter est le suivant : les avant-gardes seront lancées à de grandes distances en avant et garni-

---

[1] Nous avons eu tous l'occasion de remarquer aux grandes manœuvres que les colonnes à peine sorties de leur cantonnement et bien que précédées de leurs avant-gardes, étaient accueillies par des coups de canon de l'artillerie adverse.

ront tout le front de marche; elles seront chargées d'ouvrir les chemins de colonne avec l'aide des sapeurs du génie. Le ou les flancs menacés seront couverts par des *chapelets de flancs-gardes* qui devront maîtriser tous les emplacements d'où les batteries ennemies pourraient canonner les colonnes extérieures. Ces flancs-gardes devront être en position au moment où l'avant-garde arrive à hauteur de leurs emplacements, et les colonnes s'écouleront ainsi dans un véritable couloir de sécurité. Les arrière-gardes agiront d'une façon analogue en se tenant à une portée de canon en arrière des gros.

En outre, les hauteurs plus particulièrement dangereuses seront observées par des batteries en position de surveillance, qui, une fois la colonne écoulée, gagneront au trot de nouveaux emplacements par les chemins laissés libres.

Malgré toutes ces précautions, les colonnes extérieures seront toujours sous le coup d'une surprise d'artillerie, elles devront donc cheminer en formation de marche d'approche.

Dans les unités du gros, les officiers montés précèdent leur troupe pour reconnaître les débouchés; le colonel marche en avant du régiment et donne la direction, les chefs de bataillon en avant de leur bataillon. Les capitaines également quittent leurs unités et jalonnent les directions de marche.

Marche d'approche. — En principe, l'infanterie marche à travers champs. Avant de rencontrer les avant-gardes de l'ennemi ou ses avant-postes, elle n'a guère à craindre que les feux de l'artillerie. Comment s'y soustraire? Sans doute, en prenant une formation. Mais par définition, ce n'est là qu'un palliatif toujours imparfait contre les effets du feu et, dans l'espèce, ce palliatif est aussi imparfait que possible.

M. le général Langlois l'a fait remarquer, il n'y a pas, à proprement parler, de formation contre le tir de l'artillerie.

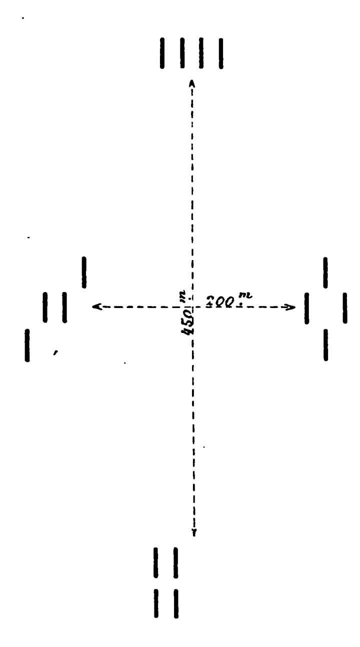
Surpris par la rafale, les hommes se couchent et s'abritent. La rafale passée, ils font un bond, non pas de quelques mètres, mais qui n'a pour limite que le déchaînement d'une nouvelle rafale et ainsi de suite.

En un mot, *on marche sous la menace du feu, mais sous le feu on se couche.*

Nous nous arrêterons donc à une formation qui soit manœu-

vrière et qui, tout en laissant aux hommes l'aisance de leurs mouvements, soit le moins vulnérable possible. La section en en colonne par quatre ou par deux, l'escouade en file indienne seront, nous l'avons dit plus haut, la base de toutes les formations de la compagnie.

Une troupe exposée aux coups d'une batterie a tout intérêt à mettre le moins d'unités possible dans la zone dangereuse.



Le bataillon marchera en losange, les compagnies largement espacées, de manière à n'avoir que deux unités au plus dans le rectangle battu[1].

Quant à la compagnie, qui ne peut être disloquée, elle marchera en ligne de sections par quatre ou par deux, avec un intervalle quelconque entre les sections. Ces intervalles, dans la zone

---

[1] Il suffit pour cela que les compagnies (1 et 4) de tête et de queue soient à 450 mètres de distance et les compagnies intermédiaires (2 et 3) à 200 mètres d'intervalle.

Voyons comment l'infanterie pourra progresser dans cette zone.

D'après le Règlement de l'infanterie anglaise de 1902, les mouvements en avant jusqu'aux distances décisives (500 à 600 mètres) doit être rapide et énergique, car, avant d'avoir établi une solide ligne de feu à cette distance, l'assaillant ne peut songer à contre-battre efficacement le feu de la défense.

Dans cette zone si dangereuse, c'est donc dans le feu et le mouvement qu'il faut chercher la solution du problème.

En terrain couvert, les groupes progressent sans s'arrêter et sans tirer; ils n'ouvrent le feu que quand ils ne peuvent plus avancer sans tirer.

En terrain découvert, il faut abandonner la formation en colonne et marcher en essaims par bonds courts et rapides, les bonds diminuant d'amplitude à mesure que l'on se rapproche davantage de l'ennemi.

La marche d'un essaim sera protégée par le feu des essaims en position, ces derniers tenant sous leur feu tout le front de l'ennemi qui est opposé à l'unité dont il font partie[1].

Les feux des échelons en position ont pour but, moins d'infliger des pertes que d'empêcher l'ennemi de tirer de sang-froid[2].

Une marche méthodiquement conduite sera donc caractérisée par un mouvement continu et un feu ininterrompu. Le mouvement, en forçant l'ennemi à se découvrir pour tirer, procure au feu des objectifs, et celui-ci donne en retour au mouvement

---

[1] Le but de l'instruction est de systématiser ce procédé. Au reste, nous trouvons dans la guerre du Transvaal de nombreux exemples qui prouvent que l'infanterie peut protéger sa marche par son propre feu.

A *Spion-Kop*, 450 Boërs, soutenus par sept bouches à feu, chassent 3,000 Anglais de la position où ils s'étaient retranchés. Leur attaque réussit, grâce à l'habileté des tireurs, dont la marche par petits bonds est appuyée par un feu de mousqueterie ininterrompu.

A *Nicholson-Neck*, 360 Burghers, dont 200 furent engagés, infligent à deux bataillons anglais un véritable désastre. Ils n'ont pas de canon, mais ils font un emploi judicieux du terrain et protègent, par un feu continu, la marche des hommes qui se découvrent pour faire un bond.

Dans la campagne précédente, la victoire d'*Amajuba-Hill* avait été remportée grâce au même procédé.

[2] Ces feux sont en réalité des feux obliques désignés dans le Règlement anglais sous le nom de feux de flanc.

se choquent violemment, le succès ira à celui des deux adversaires qui jusqu'à la fin, restera maître de ses mouvements, à celui qui amènera au cœur de la position ennemie quelques groupes à rangs serrés, restés bien en main, toujours dirigeables ; ces troupes à rangs serrés devront être précédées d'une épaisse ligne de tirailleurs et couvertes sur leurs flancs [1].

Sans doute les pertes seront grandes, mais elles seront diminuées par la rapidité du mouvement et par l'intensité du feu des troupes restées en position.

Les troupes ne seront d'ailleurs lancées qu'après que l'artillerie aura pris la supériorité sur celle de l'ennemi. Malgré tout, nous en avons la conviction, les formations les plus dangereuses sont encore les formations en ordre mince, — véritable poussière humaine, — incohérentes, indirigeables, négation du feu, négation du mouvement, vouées à l'avance à toutes les paniques et à la merci du premier retour offensif de l'ennemi.

CONCLUSION.

Telles sont les idées en honneur au régiment. Elles résultent de l'étude des guerres récentes, de celle des effets de l'artillerie à tir rapide et aussi des enseignements des chefs ayant l'expé-

---

[1] La formation d'assaut comprendra donc en principe :
a) Une chaîne épaisse de tirailleurs.
b) Une ligne de sections en colonne par quatre.
c) Un ou deux garde-flancs.
d) Une troupe de recueil.

Suivant que l'assaut sera donné de flanc ou de front, la chaîne de préparation restera sur place et coopérera à l'assaut par ses feux, ou elle se portera en totalité ou en partie en avant en même temps que la troupe d'assaut.

Nos règlements ont supprimé les feux en marchant. Des officiers ayant pris part à de nombreux enlèvements de points d'appui nous ont affirmé qu'il était impossible d'empêcher les troupes d'assaut d'en faire usage. Ces feux, disent-ils, grisent la troupe, lui créent une préoccupation qui la soustrait en partie à l'obsession du danger.

Ils ajoutent en outre que toute troupe d'assaut qui s'arrête est vouée à l'insuccès, que l'arrêt de la chaîne entraîne celui des fractions à rangs serrés qui la talonnent, et qui autrement la dépasseraient. Pour eux le feu en marchant maintient dans la troupe d'assaut l'élan qui lui est indispensable.

CRITIQUE STRATÉGIQUE

DE LA

GUERRE FRANCO-ALLEMANDE

WŒRTH ET FORBACH[1]

II.

LES BATAILLES DU 6 AOÛT.

(*Fin.*)

Forbach. — La bataille livrée le même jour à Forbach n'eut pas à beaucoup près des conséquences immédiates aussi désastreuses.

Le 2e corps français était établi sur la position de Forbach—Spicheren ; à l'approche de l'ennemi, la 3e division (Laveaucoupet) se forma à droite sur deux lignes, la 2e brigade des deux côtés du Rother-Berg, la 1re en arrière et près de Spicheren.

La 1re division (Vergé), à la gauche, avait une brigade au village et au bois de Stiring, l'autre à gauche de Forbach, surveillant la direction de Sarrelouis, à une distance de 4 kilomètres de la première.

La 2e division (Bataille) formait la réserve générale à Œtingen ; les troupes étaient arrivées sur ces positions la nuit précédente et s'y étaient retranchées.

Le général Frossard était en droit de se croire en mesure de résister sur son front, mais il craignait pour ses flancs ; il savait

---

[1] Voir les livraisons de février et avril 1905.

que les divisions du 3e corps étaient derrière lui, de Sarreguemines à Saint-Avold, et que le maréchal Bazaine, en même temps qu'il commandait le 3e corps, avait reçu depuis la veille le commandement supérieur des corps 2 et 4. A 9 h. 10, le général Frossard lui envoya le télégramme suivant :

« J'entends le canon à mes avant-postes et je vais m'y porter. Ne serait-il pas bien que la division Montaudon envoyât de Sarreguemines une brigade sur Grosbliedersdorf et que la division qui est à Saint-Avold se portât en avant vers Merlebach et Rosbrück ? »

Bazaine n'en fit rien ; après avoir reçu une heure plus tard une nouvelle dépêche qui lui annonçait que de fortes reconnaissances prussiennes descendaient de Sarrebrück, il répondit seulement à 11 h. 30 qu'il allait envoyer une brigade de dragons sur Rosbrück et une brigade de la division Metman à Bening-lès-Saint-Avold.

Cependant, l'avant-garde de la 14e division prussienne passait la Sarre et se disposait à attaquer.

Vers midi, le général de François la portait en avant, dirigeant deux bataillons par Drathzug pour attaquer la gauche de la position de Spicheren ; deux autres pour attaquer la droite par le Stifts—Wald ; les deux derniers bataillons de la brigade étaient d'abord tenus en réserve ; l'attaque devait être soutenue par toute l'artillerie divisionnaire dont trois batteries prirent position au Winter-Berg, la quatrième (celle de l'avant-garde) restait sur le terrain de manœuvre où elle s'était d'abord établie. Les deux attaques font d'abord quelques progrès : les bataillons de la gauche occupent le Gifert-Wald sans trouver beaucoup de résistance, mais en voulant en déboucher, ils sont refoulés avec pertes par le feu de l'artillerie et celui du 40e de ligne qui forme la droite de la division Laveaucoupet.

Les bataillons de droite n'ont pas plus de succès en s'avançant dans la direction de Stiring. Ils sont facilement arrêtés par les troupes de la division Vergé. Seule l'artillerie prussienne affirmait sa supériorité contre les batteries françaises qui essayent d'entrer en lutte avec elle.

Cependant il était visible que ces attaques n'étaient que le prélude d'un combat plus sérieux ; aussi le général Bataille, qui commandait la 2e division en réserve à Œtingen, avait dès le

début pris ses dispositions pour aider les deux autres en envoyant une brigade à chacune d'elles.

En même temps, le général Frossard adressait à 1 h. 25 une troisième dépêche au maréchal Bazaine.

« Je suis fortement engagé tant sur la route et dans les bois que sur les hauteurs de Spicheren. *C'est une bataille*; prière de faire marcher rapidement votre division Montaudon vers Grosbliedersdorf et votre brigade de dragons sur Forbach. »

A 2 h. 10, Bazaine répondait qu'il allait les faire partir, mais il ne donna l'ordre au général Montaudon qu'à 3 heures; quant aux autres divisions du 3e corps, elles ne reçurent aucun ordre d'appuyer le 2e, sauf que, vers le soir, un régiment de la division Decaen fut dirigé par la voie ferrée de Saint-Avold sur Forbach.

La division Montaudon elle-même ne se mit en marche qu'à 5 heures et ne put arriver sur le champ de bataille qu'à la nuit tombante.

Le général Frossard devait donc soutenir la lutte avec ses seules forces.

Celles de l'ennemi, d'abord très inférieures, allaient augmenter rapidement. A midi, la 28e brigade commençait à passer la Sarre; sûr d'en être soutenu, le général de François, vers 1 heure, porta ses deux derniers bataillons à l'attaque du Rother-Berg; mais il échoua au centre comme aux deux ailes.

Pendant ce temps, le général de Kamecke (commandant de la 14e division) avait dirigé la 28e brigade moitié sur sa droite, moitié sur son centre. Ce n'était encore en ligne qu'une division, et presque tout le 2e corps allait lui être opposé; cependant, en raison du feu supérieur de son artillerie, le général de Kamecke prescrit au général de François de renouveler l'attaque du Rother-Berg; ce dernier, conduisant lui même l'assaut, parvient à prendre pied sur la hauteur, mais il est frappé mortellement; nous ne pouvons rejeter les Allemands au bas des pentes, cependant on les empêche de faire de nouveaux progrès. A l'ouest du Rother-Berg ils parviennent aussi à s'emparer des fermes de la Brême-d'Or et de la baraque Mouton; mais aux deux ailes, ils sont facilement refoulés. A notre droite, le général Laveaucoupet portant en avant un régiment de sa seconde ligne (63e),

parvient à chasser l'ennemi du Gifert-Wald, mais sans chercher à aller plus loin.

A notre gauche, on lutte avec acharnement dans le bois de Stiring; à l'arrivée des régiments appelés de Forbach, on y reprend une énergique offensive avec l'appui de huit batteries dont quatre de l'artillerie de réserve, et l'on réussit à rejeter les Prussiens sur Drathzug. A 4 heures, la 14e division prussienne était repoussée sur ses deux ailes.

Mais à ce moment, les premiers renforts débouchent sur le champ de bataille. D'une part, l'avant-garde de la 16e division et avec elle le général de Gœben, qui prend aussitôt la direction du combat. Le régiment d'infanterie de cette avant-garde est employée à soutenir le centre et la gauche; ses deux batteries sont opposées à l'artillerie de la division Laveaucoupet, tandis que son régiment de cavalerie (9e hussards) va se réunir derrière le centre à celui de la 14e division (15e hussards) déjà en position depuis le matin.

En outre, les régiments de tête des 9e et 10e brigades (48e et 12e) arrivent l'un de Sulzbach, l'autre de Saint-Ingbert. Vers 3 h. 30, le régiment d'avant-garde de la 9e brigade est dirigé sur le Gifert-Wald avec un bataillon de la 16e division (40e); ils en chassent presque complètement les troupes de la division Laveaucoupet; l'entrée en ligne du dernier régiment de cette division (8e) permet de le reprendre rapidement; mais vers 4 h. 30, c'est l'avant-garde de la 10e brigade prussienne qui s'avance à son tour, et les Français sont obligés encore une fois de se replier.

La division Laveaucoupet a été engagée tout entière; ses éléments plus ou moins confondus réussissent cependant à empêcher l'ennemi de déboucher du bois, avec l'appui de l'artillerie qui a pris position au Pfaffenberg. La situation était assez critique quand arrive la brigade Bastoul, envoyée par le général Bataille. Mais l'un des régiments (67e) était presque aussitôt appelé à Stiring, l'autre (66e) est seul disponible pour appuyer la résistance de la division Laveaucoupet

Il lui permit d'arrêter les progrès des Allemands. En somme, à 5 heures, cette division, avec un régiment de la 2e, tenait tête à des forces à peu près égales sur le plateau de Spicheren.

A notre gauche, la division Vergé résistait énergiquement en

avant de Stiring, où le général Frossard se porta vers 5 heures. Son arrivée coïncida avec une certaine accalmie résultant de la fatigue des combattants qui, de part et d'autre, attendaient des renforts.

Il fit savoir au maréchal Bazaine qu'il espérait rester maître du terrain, mais que la bataille recommencerait le lendemain. Il demandait néanmoins l'envoi d'un régiment par chemin de fer. Mais à ce moment même, une partie de la 28e brigade prussienne dessinait une nouvelle attaque sur Stiring; l'entrée en ligne de la 1re brigade de la 2e division l'arrêta facilement; de plus, le 67e, appelé également de ce côté par le général Bataille, exécuta, en descendant du bois de Spicheren, une brillante contre-attaque, qui rejeta l'ennemi au delà du bois de Stiring; on profita de ce succès pour ramener cinq pièces qui avaient été abandonnées quelques heures auparavant. Le général Frossard comprit que la lutte n'était pas terminée.

A 5 h. 45, il demanda au maréchal de lui envoyer des troupes par tous les moyens. Celui-ci expédia un régiment (60e) par la voie ferrée et fit savoir que la division Castagny était en marche sur Spicheren, la division Montaudon sur Grosbliedersdorf et que le général Metman était à Bening-lès-Saint-Avold. Mais ces troupes ne devaient pas arriver en temps utile.

Au contraire, un nouvel ennemi se montrait sur la gauche du 2e corps : c'était l'avant-garde de la 13e division prussienne qui, venant de Wölklingen, était arrivée à Grande-Rosselle vers 4 heures. Elle était signalée par le lieutenant-colonel Dulac, qui avait été envoyé en reconnaissance sur la route de Forbach à Sarrelouis avec deux escadrons de dragons.

Mais l'avant-garde prussienne, isolée et appréciant mal ce qui se passait, crut devoir s'arrêter; elle ne devait reprendre son mouvement qu'après 6 heures. Pendant ce temps, le combat continuait sur le plateau de Spicheren et aux abords de Stiring. Les généraux Alvensleben, du IIIe corps, et de Zastrow, du VIIe corps, étaient arrivés successivement sur le champ de bataille. Après s'être concertés avec le général de Gœben, ils avaient arrêté les dispositions à prendre pour mener le combat à bonne fin. Il fut décidé que l'on tenterait un effort décisif sur le Forbacherberg, de manière à couper en deux les forces françaises, et qu'on y emploierait toutes les troupes qui allaient

bientôt arriver sur le champ de bataille; c'était le gros des 9e et 10e brigades qui, à 6 heures, commençaient à passer la Sarre.

Comme ces troupes appartenaient toutes au IIIe corps, il fut convenu que le général Alvensleben dirigerait l'attaque. Elle fut préparée par le feu de six batteries qui vinrent s'établir sur le Folster-Höhe. On voulut y faire concourir la cavalerie du général Rheinbaben qui disposait de dix escadrons, mais les quelques tentatives qu'ils firent pour aborder le plateau échouèrent complètement; pendant ce temps, les renforts d'infanterie prenaient leurs dispositions.

Six bataillons de la 5e division, dont trois en première ligne et trois en deuxième ligne, allaient s'avancer sur le Forbacherberg par l'ouest du Rother-Berg.

Ils avaient devant eux des fractions des trois divisions françaises formant de quatre à cinq bataillons, principalement de la division Bataille (deux bataillons du 8e et du 67e), très exposés au feu des batteries allemandes.

Cependant, ces bataillons résistèrent vaillamment à l'attaque de la première ligne prussienne, tandis que la deuxième était en partie détournée du but par le feu des troupes françaises qui occupaient Stiring. Toutefois, l'intervention du reste faisait plier les bataillons français qui, à la tombée de la nuit, se retirent du Spichern-Wald vers le Forbacherberg, où ils tinrent de nouveau tête aux Prussiens. En même temps, la division Laveaucoupet exécute à droite un vigoureux retour offensif qui oblige l'ennemi à reculer dans le Gifert-Wald.

L'ennemi ne put faire de nouveaux progrès et, à droite comme au centre, on ne se retira que quand le commandant du 2e corps en donna l'ordre; il y fut amené surtout par l'arrivée de l'avant-garde de la 13e division sur le Kaninchenberg. Peu après 6 heures, cette avant-garde avait, en effet, repris sa marche sur Forbach; le lieutenant-colonel Dulac s'était retiré devant elle et, faisant mettre pied à terre à ses dragons, il les avait établis dans des tranchées avec l'appui de la compagnie de réserve du génie et de 200 réservistes qui venaient de débarquer à Forbach.

Cette faible troupe suffit à contenir l'ennemi jusqu'à la chute du jour. Elle fut cependant obligée d'abandonner le Kaninchenberg; elle se retira sur Forbach, mais seulement après une brillante charge des dragons.

A 7 heures, le général Frossard, menacé sur ses deux ailes et sur son centre, jugea à propos de prescrire la retraite sur le plateau d'Œtingen.

Le mouvement rétrograde s'exécuta en combattant; à gauche, l'ennemi n'entra à Stiring qu'à 9 heures; au centre et à droite, l'évacuation du Forbacherberg et de Spicheren par les Français ne se fit que de bonne volonté, et, à l'entrée de la nuit, le 2e corps se trouva rassemblé d'Œtingen au Pfaffenberg. Ses pertes furent de 3,828 hommes et 249 officiers, dont près de 2,000 disparus; tandis que celles des Prussiens atteignirent 223 officiers et 4,650 hommes, dont 372 disparus. Le nombre des tués et blessés de l'ennemi fut donc le double de celui des Français. Rien n'obligeait le général Frossard à abandonner la position sur laquelle il avait rallié ses troupes; mais, n'attendant plus aucun secours du 3e corps, il prescrivit de continuer la retraite sur Sarreguemines pendant la nuit.

En y arrivant, il apprit la défaite de Frœschwiller et donna l'ordre de se porter sur Puttelange sous la protection de la brigade Lapasset, qui devait former l'arrière-garde,

Le général Frossard, livré à lui-même pendant cette journée, pouvait-il obtenir de meilleurs résultats? On ne peut faire à ce sujet que des conjectures. Sans doute, dès le début de l'action, il aurait pu refouler l'ennemi, car, à la 27e brigade, il aurait pu opposer de suite la division Laveaucoupet et une brigade de la division Vergé; mais après avoir rejeté l'assaillant sur les hauteurs qui dominent Sarrebruck au Sud, il lui aurait été difficile d'aller plus loin, car il aurait trouvé la 28e brigade en mesure d'appuyer la 27e et il n'avait pas lui-même sous la main le reste de son corps d'armée. Il faut remarquer d'ailleurs que, ayant évacué les abords de Sarrebruck la veille pour se soustraire à une attaque, il n'était pas porté logiquement à prendre l'offensive.

Nous sommes d'avis qu'il avait eu tort de s'éloigner de la Sarre, où il ne courait aucun danger, et surtout de le faire hâtivement la nuit, en imposant à ses troupes des fatigues inutiles; mais une fois cette faute commise, elle entraînait naturellement une attitude défensive. Établi sur la position de Spicheren, il était raisonnable d'y accepter la bataille, car le général Frossard, qui connaissait la situation du 3e corps en arrière du 2e,

et qui savait qu'en haut lieu l'éventualité d'une attaque de l'ennemi avait été prévue, était en droit de compter sur l'appui de ce corps d'armée, dont les divisions étaient on ne peut mieux placées autour des siennes, de manière à pouvoir arriver toutes en quelques heures par des chemins différents.

Il pouvait se dire que, dans les conditions mêmes où l'attaque se développerait, il ne pouvait être accablé brusquement par des forces supérieures et qu'il aurait le moyen de contenir l'ennemi et de l'user jusqu'à l'arrivée des secours qu'il était en droit d'attendre, et qu'à l'entrée en ligne de ce secours on passerait à une offensive qui aurait pour résultat une brillante victoire.

Nous trouvons donc que le général Frossard a bien fait d'accepter la bataille. Quant à la conduite du combat, on peut dire qu'il ne l'a pas dirigé; il a laissé agir ses divisionnaires, il ne s'est montré sur le théâtre de l'action qu'à 5 heures, s'étant tenu jusque-là à Forbach; c'était peut-être ce qu'il avait de mieux à faire, n'ayant aucune expérience du maniement des troupes, dont il ne connaissait les manœuvres que par les règlements ou les cours enseignés dans les écoles.

Après huit heures de lutte, pendant lesquelles il avait attendu vainement l'appui du 3e corps, et en présence d'un ennemi dont le nombre croissait sans cesse, on ne peut le blâmer d'avoir prescrit un mouvement rétrograde sur la position d'Œtingen; mais il nous semble que rien ne l'obligeait à aller plus loin, et qu'il aurait dû éviter d'imposer de nouvelles fatigues à ses troupes, en les faisant battre en retraite la nuit.

Il pouvait les arrêter le soir sur la ligne Œting—Spicheren et y rester au moins jusqu'à 2 heures du matin; dans l'intervalle, il eût demandé au maréchal si oui ou non il pouvait compter sur son concours le lendemain à la première heure; dans le cas de l'affirmative, on pouvait recommencer la bataille; dans le cas contraire, il était temps de se remettre en retraite entre 2 et 3 heures du matin. Mais dans tous les cas la défaite de Frœschwiller ne permettait pas de songer à une offensive sérieuse; eût-on obtenu quelques succès le 7, il eût fallu néanmoins se retirer le jour suivant.

Les dispositions du général Frossard n'ont donc pas produit par elles-mêmes de bien fâcheux résultats.

Quant à sa retraite sur Sarreguemines et Puttelange, il faut se

garder de la blâmer, car, quand même la route de Saint-Avold lui serait restée ouverte, comme il ne connaissait pas la défaite de Frœschwiller, il était bien préférable de se rapprocher des Vosges, afin d'être en communication avec les troupes d'Alsace et de pouvoir lier les opérations de manière à s'appuyer les uns sur les autres.

Et nous sommes d'avis que, même après la bataille de Frœschwiller, la retraite sur la haute Sarre était encore ce qu'il y avait de mieux à faire pour le 2e corps. Le général Frossard, en prenant de lui-même cette direction, mettait le général en chef sur la voie qu'il aurait dû suivre.

Nous disons donc, en somme, que l'attitude du général Frossard pendant la journée du 6 août ne mérite pas de graves reproches et que ses dispositions auraient pu amener un brillant succès, s'il avait eu l'appui des divisions du 3e corps, comme il était en droit d'y compter. Il y a lieu maintenant de se demander comment aucune de ces divisions, si bien placées pour arriver en temps utile sur le champ de bataille, n'est venue soutenir le 2e corps.

La 1re division s'était portée la veille à Sarreguemines pour y remplacer la brigade Lapasset, qui avait ordre de se rendre à Bitche.

Craignant une attaque de ce côté, le général Montaudon y retint cette brigade avec l'autorisation du général de Failly. Ses craintes avaient disparu, lorsqu'à 3 h. 30 il reçut l'ordre du maréchal Bazaine de laisser Lapasset à Sarreguemines et de se porter sur Grosbliedersdorf, en se mettant à la disposition du général Frossard.

Il ne se pressa pas de se mettre en route et ne commença son mouvement qu'à 5 heures; à 6 heures il était à Rouhling, et à 7 h. 45 près de Lixing, où il reçut de Frossard l'ordre de se rendre à Forbach.

En arrivant à Bousbach, vers 9 heures, il apprit la retraite du 2e corps. Il est certain que les ordres qu'il avait reçus antérieurement ne devaient pas l'amener à se porter de lui-même sur le champ de bataille, mais il pouvait s'y préparer et, s'il s'était mis en marche à 4 heures, il serait arrivé à proximité de Spicheren vers 7 heures.

A la 2e division, qui était à Puttelange, on entendit le canon vers midi, et le général Castagny se mit en marche dans la direction de Cadenbronn : il arriva à Diebling vers 2 heures; n'entendant plus le canon et ne recevant aucun ordre ni du maréchal Bazaine ni du général Frossard, il revint sur Puttelange.

A 5 h. 30, le bruit du canon se faisant entendre de nouveau, le général Castagny se dirigea sur Forbach par Théding, de manière à être en mesure d'entrer en ligne le lendemain.

A 8 heures, il apprit la retraite du 2e corps; il revint la nuit sur Puttelange.

A la 3e division, les deux brigades furent dirigées, l'une dans la matinée sur Macheren, l'autre à 12 h. 30 sur Bening par ordre du maréchal Bazaine, mais sans qu'il fût question d'appuyer le 2e corps. Ce n'était d'ailleurs pas l'intention du maréchal, qui, même à 4 heures, prescrivit au général Metman de s'établir le soir entre Bening et Betting.

Comme ce dernier savait Bazaine en relation télégraphique avec le général Frossard, il ne se trouva pas en situation de prendre la moindre initiative pour marcher au canon. On ne peut lui reprocher de ne pas l'avoir fait. Mais, à 7 h. 30, il fut appelé sur Forbach par le commandant du 2e corps et se mit en marche au commencement de la nuit; la tête de colonne arriva vers 10 heures à Forbach, où il apprit la retraite du 2e corps.

Il se replia par Behren où ses troupes restèrent jusqu'à 4 heures du matin, et d'où elles se portèrent ensuite sur Puttelange.

Enfin, à la 4e division, qui était immédiatement sous la main du maréchal, aucun ordre ne fut donné dans la matinée pour marcher sur Forbach.

Bazaine, qui avait aperçu quelques cavaliers prussiens dans la direction de Sarrelouis, la fit établir à la sortie de Saint-Avold dans cette direction. A 7 heures du soir seulement, un régiment fut envoyé sur Forbach, par le chemin de fer, mais le premier train, en approchant du bourg, fut reçu à coups de fusil; les troupes débarquèrent, rallièrent la division Vergé et se retirèrent avec elle en formant son arrière-garde.

Ces mouvements incohérents des divisions françaises font

assurément un contraste frappant avec ceux des diverses fractions de l'armée allemande, qui s'empressèrent de venir concourir à la bataille; mais il faut reconnaître qu'elles étaient dans une situation toute différente.

Du côté des Allemands une rencontre sérieuse avait eu lieu plus tôt qu'on ne le croyait; mais depuis plusieurs jours tous les chefs savaient dans quel esprit les opérations allaient être conduites; au premier coup de canon chacun comprit que c'était le commencement de la grande lutte dans des conditions déterminées.

Aussi, ce coup de canon fut-il un point de ralliement auquel chacun s'empressa d'accourir.

Du côté des Français, personne ne savait ce que voulaient les chefs; personne ne pouvait le savoir, puisqu'ils ne le savaient pas eux-mêmes. De là la cause première et générale de l'inertie des généraux voisins du champ de bataille.

Le général Montaudon avait été envoyé à Sarreguemines pour l'occuper et défendre cette position contre une attaque possible et que l'on disait même probable; on comprend bien qu'il ne se soit pas mis de lui-même en mouvement vers le champ de bataille.

Le général Castagny, seul, avait reçu, la veille, du maréchal Bazaine des renseignements qui pouvait lui faire entrevoir l'utilité de se porter sur Spicheren. Aussi se mit-il de lui-même en marche. Il s'arrêta parce qu'il n'entendit plus le canon et qu'il ne reçut aucun ordre. On peut lui reprocher toutefois de n'être pas entré en relation avec le 2e corps; mais il a prétendu avoir demandé des instructions au général Frossard et n'en avoir pas eu de réponse; ce dernier, de son côté, a affirmé n'avoir rien reçu.

Il y a là un malentendu fâcheux, et à notre avis le général Castagny n'est pas bien blâmable. Quant aux généraux Metman et Decaen, les ordres formels que leur envoya le maréchal ne devaient pas les porter à se diriger sur Forbach.

D'ailleurs aucun de ces généraux ne connaissait l'importance de l'action qui se déroulait de Spicheren à Stiring, et nous trouvons que les instructions qu'ils avaient reçues ne devaient pas forcément déterminer leur initiative.

D'une manière générale on peut dire que l'initiative des subor-

donnés ne peut s'exercer judicieusement que s'ils sont sous l'influence d'une impulsion nette et précise ; ce n'est pas un principe absolu que de marcher au canon ; il faut, pour le faire sans hésitation, que ce soit dans l'esprit des opérations entreprises et des ordres reçus.

Il n'y a pas de comparaison à établir entre la situation des généraux du 3e corps et celle de Desaix et de Richepance, à Marengo et à Hohenlinden. Desaix était envoyé pour reconnaître l'ennemi, le canon lui apprenait où il était, il devait y venir, et, d'ailleurs, Bonaparte lui a envoyé un ordre formel ; quant à Richepance, il avait des instructions précises ; rien de semblable pour les généraux français du 3e corps, le 6 août 1870.

Il nous semble qu'aucun d'eux ne mérite de graves reproches.

Il n'en est pas de même du maréchal Bazaine. Sans connaître avec précision les vues du généralissime, son grade et sa situation lui donnaient tous les droits à l'initiative. Il avait, depuis la veille, le commandement supérieur des 2e, 3e et 4e corps, il lui appartenait de combiner leurs mouvements de manière à amener leur coopération en cas d'une bataille.

On attendait cette bataille, on savait l'ennemi en force de l'autre côté de la Sarre, puisque c'était pour lui échapper que le général Frossard s'était éloigné de Sarrebrück.

Le maréchal, il est vrai, n'avait pas d'instructions précises sur ce qu'il devait faire, mais puisqu'on le prévenait de se tenir prêt sans lui prescrire la retraite, c'est qu'on acceptait l'idée de la bataille, et il était assez grand personnage pour prendre sur lui de la livrer.

Au premier avertissement, le maréchal devait être sur le qui-vive. Or, à 9 h. 20, le général Frossard lui apprend qu'on entend le canon aux avant-postes.

Ce n'était sans doute pas une raison pour mettre de suite ses troupes en mouvement, mais il devait au moins leur prescrire de se préparer à partir au premier signal, et demander de nouveaux renseignements au général Frossard.

Or, ces renseignements il les reçoit par une nouvelle dépêche expédiée à 10 h. 20 et qui annonce que l'ennemi approche, mais que l'attaque n'est pas encore prononcée. C'était largement suffisant pour faire partir ses troupes. Il est vrai que l'on croyait à

une attaque sur Sarreguemines, et nous admettons fort bien qu'il n'ait pas encore donné d'ordre formel au général Montaudon.

Mais il devait au moins lui donner des instructions conditionnelles, qui l'auraient amené à porter une brigade sur Grosbliedersdorf.

Du côté opposé à Saint-Avold, Bazaine a dit qu'il craignait une attaque venant de Sarrelouis. Cette raison n'a aucune valeur, d'abord parce qu'on pouvait y aller voir et s'assurer qu'il n'y avait pas d'ennemis en nombre de ce côté, et ensuite parce que dans le cas où elle se serait prononcée il disposait du 4e corps pour y parer.

Il aurait donc dû appeler au moins une division du 4e corps sur la route de Saint-Avold à Sarrelouis en y joignant la division de cavalerie de Forton qui était également sous ses ordres et se trouvait à Faulquemont depuis la veille, et en laissant les deux autres divisions avec le gros de cavalerie du 4e corps entre Boulay et Teterchen, pour couvrir la direction de Metz.

Dans ces conditions, il pouvait de suite diriger sur Forbach la moitié de la division Decaen avec le gros de la cavalerie et l'artillerie de réserve du 3e corps, et prendre ses dispositions pour amener la seconde brigade par la voie ferrée à l'approche des têtes de colonne du 4e corps.

En tout cas, en admettant qu'il eût quelque bonne raison pour maintenir une fraction du 3e corps à Saint-Avold, il n'y avait rien de semblable pour les divisions Metman et Castagny. A 11 heures ces troupes auraient du recevoir l'ordre net et formel de marcher l'une sur Oetingen par Théding, l'autre sur Spicheren par Cadenbronn. S'il craignait de les fatiguer inutilement, il pouvait leur dire de s'arrêter à Théding et à Cadenbronn et d'y attendre de nouveaux ordres, et il aurait été largement en mesure de les leur envoyer en temps utile, si, comme il en avait le devoir impérieux, il s'était transporté lui-même à Forbach.

Mais ce qu'il n'a pas fait en recevant la deuxième dépêche de Frossard, il devait le faire au moins à l'arrivée de la troisième, qui lui disait formellement : « C'est une bataille. » Il pouvait mettre en marche de suite les trois divisions Castagny, Metman et Decaen, et même Montaudon un peu plus tard.

Partant, à 2 heures, l'ordre aurait trouvé Castagny à Diebling avant 3 heures, et sa division pouvait être à Spicheren avant 6 heures; il aurait trouvé Metman à Bening et sa division pouvait arriver à Forbach à 5 h. 30. Quant à Decaen, il pouvait partir de suite, au moins avec une brigade, les dragons et cinq ou six batteries d'artillerie, qui seraient arrivés à Forbach à 7 heures, sans compter ce que l'on pouvait envoyer par voie ferrée.

Quant au résultat que leur arrivée aurait produit, il n'est pas douteux. Si seulement trois divisions étaient intervenues, c'eût été pour la France une victoire complète. Il ne s'agissait pas de faire des divisions du 3e corps une masse de manœuvre amenant le dénouement par un mouvement d'ensemble; elles étaient pour cela trop dispersées, et l'on n'avait pas le temps de les réunir.

Dès 11 heures, il fallait les pousser chacune sur le champ de bataille par le plus court chemin, Castagny sur Spicheren, Metman sur Œtingen, Decaen sur Forbach; l'arrivée de Castagny vers 4 heures aurait permis d'assurer complètement la droite et le front du général Laveaucoupet; une brigade de Decaen aurait suffi pour observer la direction de Sarrelouis; avec tout le reste, c'est-à-dire avec les divisions Bataille et Vergé du 2e corps, Metman du 3e, on pouvait prendre l'offensive par la gauche et refouler l'ennemi sur Sarrebruck; à l'arrivée de Montaudon à la droite, on aurait également pris l'offensive de ce côté et obligé les Prussiens à une retraite générale difficile. Voilà ce qu'on pouvait faire et ce que l'inertie du maréchal Bazaine a empêché.

Quant aux Allemands, à Forbach encore moins qu'à Wœrth, on ne peut prendre leurs dispositions pour des modèles à imiter. Un général en chef (Steinmetz), qui ne tient aucun compte des instructions du généralissime, sans avoir aucune bonne raison de s'en écarter; un commandant de corps d'armée (de Zastrow) qui, au lieu d'aller voir ce qui se passe, laisse à un de ses subordonnés la liberté de s'engager contre des forces dont on ne connaît pas l'importance et sans savoir s'il pourra être soutenu en cas de besoin.

Tout cela a réussi, mais il en aurait été autrement si l'armée française avait eu d'autres chefs. La victoire des Allemands n'a

donc pas pour cause l'excellence de leurs dispositions; elle tient seulement à ce que celles des Français furent encore plus mauvaises que les leurs.

Toutefois, ce que l'on ne saurait trop approuver chez nos adversaires et prendre pour exemple, c'est l'esprit de solidarité qui anime les sous-ordres, à l'exclusion de tout sentiment de jalousie. Mais pour avoir ces sentiments, il n'était pas indispensable d'avoir passé par l'Académie de guerre de Berlin; ils n'étaient pas inconnus dans l'armée française; Bazaine lui-même jadis en avait fait preuve en 1859 le jour du combat de Montebello en allant appuyer son camarade Forey, et, s'il était arrivé en 1870 à obéir à d'autres impulsions, il en était tout autrement de la plupart des généraux qui se trouvaient à l'armée; ceux qu'il avait sous ses ordres ne demandaient qu'à marcher au canon, si les instructions générales qu'ils auraient dû recevoir avaient pu leur en montrer l'utilité. Bazaine seul est donc responsable de la défaite de Forbach comme Mac-Mahon est seul responsable de celle de Frœschwiller.

On a prétendu qu'il avait semblé prendre un certain plaisir à laisser le général Frossard dans l'embarras, imitant en cela la conduite de Bernadotte le jour d'Iéna. Non seulement c'eût été odieux, mais dans l'intérêt du maréchal lui-même c'était un faux calcul; car, s'il eût assuré la victoire en amenant ses divisions au général Frossard, c'est lui surtout qui en aurait eu tout le bénéfice et la gloire.

Tout en croyant la loyauté de Bazaine fort suspecte, nous pensons surtout que, s'il s'est montré inerte, c'est qu'il n'était pas à la hauteur de son rôle.

Ainsi Bazaine a manqué à ses subordonnés comme les subordonnés de Mac-Mahon lui avaient fait défaut; son inertie est peut-être moins inepte que celle du général de Failly, car ce dernier n'avait qu'à obéir à des ordres simples et précis; cependant le maréchal est plus répréhensible, car il y a eu certainement dans les causes de ses déterminations une part de mauvaise volonté.

En somme, avec de meilleurs chefs, la journée du 6 août aurait pu produire de tout autres résultats. Si le général de Failly, comme il le pouvait, avait amené deux de ses divisions au maré-

chal de Mac-Mahon, la bataille de Wœrth eût été probablement indécise.

Nous ne croyons pas, comme d'autres, que l'arrivée du 5e corps aurait suffi à désorganiser la IIIe armée allemande; mais si on l'eût rejetée au delà de la Sauer, après lui avoir infligé de grandes pertes, c'eût été déjà un résultat très appréciable.

Si Bazaine, comme il le devait, avait amené ses forces à Forbach, les troupes avancées des Ire et IIe armées auraient été battues et probablement obligées de repasser la Sarre.

Voilà les résultats qu'on pouvait obtenir si le 6 août les chefs de l'armée française avaient utilisé pour le mieux les forces qu'ils avaient en présence de l'ennemi.

Mais il ne faut pas croire que ces résultats eussent été des succès décisifs.

D'une part, en Alsace, les deux armées seraient restées en présence le lendemain, ayant l'une et l'autre besoin de se refaire, et certainement l'armée française n'eût pas été en mesure de compléter son succès en prenant l'offensive contre une armée numériquement double et qui pouvait encore être renforcée par le VIe corps. Tout au plus aurait-elle pu résister à une nouvelle attaque de front.

D'autre part, l'armée de Lorraine, même avec l'appui du 4e corps et de la Garde, n'aurait pas pu davantage prendre l'offensive au delà de la Sarre, car, en la supposant encore appuyée d'une partie du 6e corps, elle n'aurait pas présenté plus de 170,000 hommes, et les Ire et IIe armées allemandes, dès le 8, pouvaient leur opposer près de 300,000 hommes[1].

On eût donc été impuissant de ce côté comme de l'autre et réduit à l'expectative.

Au contraire, rien n'eût empêché la IIe armée allemande de se jeter en masse sur la Sarre, de Sarrebruck à Rohrbach, et alors tous les avantages obtenus eussent été rapidement perdus.

Par Lemberg et Ingwiller, elle aurait pris à revers l'armée d'Alsace et l'aurait obligée à se retirer, en supposant que la IIIe armée n'y eût pas suffi, et, dans ces conditions, les Français

---

[1] Il y avait, il est vrai, l'effet moral, mais ce ne pouvait être suffisant pour permettre à l'armée française de lutter avec avantage contre des forces doubles.

n'auraient même pas pu revenir par Saverne, car les Allemands auraient occupé Sarrebourg avant eux; ils ne pouvaient plus gagner la Lorraine que par le col de Schirmeck. Alors, l'armée de Lorraine se fut trouvée seule en présence du gros des forces allemandes. Débouchant par Sarreguemines et Sarre-Union, la IIe armée aurait débordé sa droite et l'aurait forcée à se retirer sur Metz.

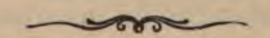
Les deux armées françaises étaient séparées pour longtemps, et les Allemands devenaient maîtres rapidement de tout le pays compris entre la Moselle et les Vosges. Ces résultats étaient inévitables, même avec les succès supposés le 6; ils étaient la conséquence forcée des dispositions prises par les Français sur l'ensemble du théâtre des opérations. La grosse faute consistait à ne pas avoir compris l'importance des Vosges, dont nous devions rester absolument maîtres pour permettre à nos forces de s'appuyer mutuellement. Si l'on avait été pénétré des propriétés stratégiques de cette région, on aurait pu, grâce aux fautes ne nos adversaires, atteindre, le 6, d'importants résultats.

Malgré les défectuosités des mouvements antérieurs, rien n'était encore perdu au moment du combat de Wissembourg.

Il était encore temps de réparer les fautes commises. C'est ce qui nous reste à montrer pour terminer cette étude des premières opérations décisives de la guerre de 1870.

A. Grouard,
Ancien élève de l'École polytechnique.

(*A continuer.*)



ÉTUDES
NAVALES ET CÔTIÈRES[1]

La Question des îles côtières.

(Suite.)

L'importance de nos îles côtières de l'Océan nous apparaît donc déjà dans ses grandes lignes. En continuant l'examen de la question du blocus de nos côtes, nous allons voir qu'elles ne sont pas toutes appelées à jouer un rôle identique, qu'il en est de particulièrement intéressantes et particulièrement désignées pour attirer l'attention de ceux qui sont chargés de préparer la défense.

Nous avons vu, en effet, que les destroyers et les torpilleurs ne sauraient constituer à eux seuls un moyen suffisant pour constituer un blocus de quelque efficacité. Pendant les coups de vent de l'Atlantique, ils seraient, en effet, contraints de chercher un abri dans un mouillage près de nos îles; pendant ce temps, nos torpilleurs seraient aussi immobilisées par le mauvais temps : il n'y aurait donc plus aucun inconvénient à faire relever les flotilles par des croiseurs destinés à continuer le service de surveillance, c'est-à-dire destinés à poursuivre ou à signaler les corsaires qui voudraient profiter du mauvais temps et de l'absence momentanée des destroyers pour prendre le large.

Donc, en réalité, le réseau de surveillance avancé sera normalement constitué par les flotilles, mais il est nécessaire de

---

[1] Voir la livraison d'avril 1905.

prévoir, à proximité des points bloqués, des réserves partielles de croiseurs destinées à les relever dans ce service en cas de mauvais temps.

D'autre part, il faut prévoir le cas où les destroyers n'auraient pu réussir à arrêter un corsaire à sa sortie du port. Dans cette éventualité, les réserves partielles de croiseurs immédiatement prévenues par télégraphe détacheraient à la poursuite le nombre de bâtiments jugés nécessaires.

En résumé, les réserves partielles de croiseurs constitueront en principe la deuxième ligne du dispositif général de blocus, et leur mission sera double :

1° Remplacer les flotilles en première ligne pour le service de surveillance, en cas de mauvais temps ;

2° Tenir un certain nombre de bâtiments toujours prêts à s'élancer à la poursuite des corsaires ayant réussi à gagner le large sans avoir été torpillés.

Disons tout de suite que ce dispositif de blocus sera complété par une réserve générale de bâtiments établis en Angleterre même, à Portsmouth par exemple. Elle fournira les éléments destinés à appuyer éventuellement les réserves partielles et servira surtout à les relever périodiquement dans leur service près des côtes ennemies.

Nous n'avons pas l'intention de nous lancer dans la discussion si souvent engagée au sujet de l'efficacité plus ou moins grande des blocus avec les moyens modernes. Toutes les argumentations qu'on produit à ce sujet ne sauraient convaincre personne si on reste, comme on le fait généralement dans la marine, sur le terrain des considérations vagues et générales. Mais nous examinons en ce moment un cas concret, une situation parfaitement définie, et nous sommes amené à conclure que si le blocus des côtes est peut-être impossible dans certaines circonstances et dans d'autres lieux, il est parfaitement réalisable dans l'Océan, si l'on admet que l'ennemi pourra disposer de nos îles comme bases d'opérations.

Revenons à l'organisation et au fonctionnement des réserves partielles de croiseurs destinés à former normalement la deuxième ligne de blocus.

Où seront organisées ces réserves ?

Les déclarations du secrétaire du War-Office, il y a quelques

années, ne laissent aucun doute au sujet de l'installation d'un premier groupement de croiseurs à l'ouvert même de l'Atlantique, soit à Falmouth ou aux îles Scilly ou Sorlingues qui « reliées à la côte anglaise par un câble télégraphique, nous donneront une station sémaphorique de premier ordre. En y créant un dépôt de charbon, une flotte pourra s'y établir, s'y ravitailler et se tenir prête en tout temps, au premier signal, à donner la chasse à l'ennemi ».

Il faut remarquer que les Sorlingues sont seulement à 120 milles de Brest, alors que Plymouth en est à 150 milles, et la réserve partielle qui y serait établie se trouverait dans des conditions très favorables pour donner la chasse à des bâtiments sortant des ports de la Manche ou même de Brest. Mais ce groupement se trouverait beaucoup trop loin des ports de l'Océan pour agir efficacement contre des corsaires se lançant sur Lorient, du Morbihan, de Saint-Nazaire, de Rochefort et de Bordeaux et surtout pour relever devant ces ports les flotilles de surveillance en cas de mauvais temps.

On doit donc se demander si la main mise par les Anglais sur certaines îles de l'Atlantique ne pourrait pas leur permettre d'organiser, à une distance beaucoup plus faible des ports en question, une autre réserve partielle toujours prête à remplir sans retard sa mission.

Dans cet ordre d'idées, on remarque immédiatement que le groupe Belle-Ile—Quiberon—Houat—Hoëdic, qui contient les mouillages les meilleurs et les plus nombreux, occupe précisément une situation géographique centrale vis-à-vis des ports français de l'Océan. Reste à savoir si une station de croiseurs pourrait s'établir dans ces parages. Admettons pour un instant que les Anglais aient réussi à conquérir Quiberon, Belle-Ile, Houat et Hoëdic.

Ils disposeraient pour leurs croiseurs des excellents mouillages de Quiberon, Houat et Hoëdic et des mouillages autour de Belle-Ile. Quelle que fût la direction du vent, ils trouveraient dans cette région un abri contre le mauvais temps à proximité d'une terre où ils pourraient accumuler des ressources de toutes sortes.

En admettant ainsi qu'ils aient pu s'emparer de toutes ces îles, ils n'auraient rien à craindre de l'action des ouvrages de côte. Même dans la baie de Quiberon, les bâtiments se trouveraient à

plus de 8 kilomètres des batteries que l'on pourrait construire sur le continent.

Mais dans ces mouillages forains, les croiseurs seraient soumis aux attaques des bâtiments de nos défenses mobiles disséminés dans les anfractuosités d'une côte extrêmement découpée. En particulier Lorient, le Morbihan et Saint-Nazaire peuvent servir de refuges à des torpilleurs destinés à agir pendant la nuit et aux sous-marins dont l'action s'exercera pendant le jour.

Cependant, on peut admettre que les croiseurs ne viendront au mouillage qu'en cas d'absolue nécessité, et notamment pour se ravitailler. Dans ces conditions, et dans la majorité des cas, comment saura-t-on qu'ils s'y trouvent? Par les temps de brume régnant si souvent dans ces parages, on ne pourra les apercevoir du continent.

D'autre part, comment organiser le fonctionnement continu d'un service d'exploration? Si la recherche est tentée par un bâtiment de gros tonnage, ce sera tant mieux pour l'ennemi dont l'intention est précisément de donner la chasse à de pareils navires, et il aura vite fait de poursuivre, de capturer ou de couler le croiseur français envoyé aux renseignements. — Si la surveillance est faite par des torpilleurs ayant réussi à sortir des ports et se tenant du côté du large, pourquoi admettre que l'ennemi ne se gardera pas aussi de ce côté, à l'aide de quelques destroyers prêts à donner la chasse à nos torpilleurs?

Reste à examiner si l'on pourrait utiliser les sous-marins pour l'organisation d'un service de surveillance continu. Il faudrait alors envoyer à l'avance des bâtiments s'établir près des points où l'on suppose que les croiseurs ennemis viendront mouiller pour se mettre en relations avec la terre. Là, les sous-marins resteraient immergés pendant toute la durée du jour, guettant l'ennemi, et imposant ainsi à leurs équipages un service de garde qui paraît bien fatigant à tenir pour des bâtiments ne disposant que d'un personnel restreint et dont l'habitabilité laisse fortement à désirer. Pendant la nuit les sous-marins seraient contraints de revenir à la surface pour renouveler l'air intérieur et ne pourraient plus agir qu'à la façon d'un torpilleur, peu visible il est vrai, mais aussi peu rapide et d'une efficacité bien douteuse, pour peu qu'il y ait un peu de mer. D'ailleurs, à ce moment, les torpilleurs de nos défenses mobiles pourront également tenter des

nombre très limité de mouillages, et toujours les mêmes, ceux de Belle-Ile par exemple. L'ennemi disposera donc de tout le temps voulu pour organiser et accumuler aux points qu'il voudra utiliser tous les moyens de protection qu'il pourra imaginer : barrages de profondeur, filets flottants, chapelets de petites torpilles de fortune électriques automatiques, etc....., tous engins propres à déjouer les tentatives des sous-marins ? [1] Déjà l'*Engineer* du 28 juin 1901 signalait qu'on attachait en Angleterre beaucoup d'importance à une invention appelée « The antidote to submarines ». Par suite de cette invention, un sous-marin serait certainement détruit à partir du moment où sa présence est connue. A cet effet, les destroyers seraient armés d'un espar de 42 pieds de long, portant à leur extrémité une certaine quantité d'explosif : des dispositions auraient été imaginées pour produire l'explosion au moment voulu : si le sous-marin n'est pas éventré, il chavire pour le moins.

Quelle que soit la valeur de ce moyen nouveau de protection, il est certain que la question préoccupe l'Amirauté anglaise, et il semble difficile de croire que le moment est loin où l'on pourra imaginer des moyens certains de destruction de sous-marins, lorsque ces bâtiments auront décelé leur présence[2].

Or, dans le cas particulier qui nous occupe, nous avons vu

---

[1] « Les sous-marins, sans parler d'autres moyens de défense, ne rendent-ils pas nos côtes invulnérables?... Imprudent qui se reposerait entièrement sur eux ! Non pas, certes, que je professe une haute estime pour la nouvelle arme dans le maniement de laquelle les marins français ont, en ce moment, une avance considérable sur leurs rivaux; seulement, qui oserait donc affirmer qu'en 1908, on n'aura pas trouvé des engins efficaces contre les sous-marins, comme on en a trouvé contre le torpilleur : lumière électrique, canon à tir rapide, filets, barrages; qu'il n'y aura pas bientôt des *contre-sous-marins* comme il y a des contre-torpilleurs, qu'en un mot, nous ne verrons pas à bref délai l'application de cette loi générale qui veut que dans l'attaque et la défense les moyens d'action ne tardent pas à se balancer? » (*Faut-il des cuirassés d'escadre? Revue de Paris*, 15 janvier 1903.)

[2] Les expériences contre les sous-marins ont été reprises à Portsmouth en juin 1904. Une des principales consiste dans la capture de ces petits bâtiments avec des filets d'acier, d'une soixantaine de mètres environ attachés à trois grands canots à vapeur qui les tirent sous l'eau à la profondeur où naviguent ordinairement les sons-marins. Quand un de ces bâtiments est embarrassé dans les mailles, les deux canots extérieurs manœuvrent pour l'enfermer dans le filet et le forcent à venir à la surface ou à sombrer. (Voir *le Yacht*, 11 juin 1904.)

que la meilleure façon d'opérer consisterait, pour les sous-marins, à venir se poster à proximité des mouillages ennemis et à rester pendant tout le jour en plongée, guettant les bâtiments. Mais on possède des moyens très efficaces d'exploration du fond de la mer. On sait qu'il suffit de s'élever en ballon à une certaine hauteur pour distinguer très nettement les fonds, en vertu de la transparence de l'eau de mer. Si donc l'ennemi dispose de tout le temps nécessaire pour une installation de longue durée ; s'il parvient à conquérir une terre sur laquelle il pourra accumuler ses ressources, est-il impossible de penser qu'il organisera, soit de la côte même, soit sur des bâtiments spécialement aménagés à cet effet, un service d'exploration des fonds, aux environs du mouillage, à l'aide de ballons captifs.

Dans ces conditions, comment les sous-marins pourront-ils se poster sans être découverts ? Et un sous-marin aperçu à l'ancre ou en plongée ne sera-t-il pas voué à la destruction ?

Quelques-uns des partisans de la jeune marine, ceux qui, faisant de la marine comme on fait de la politique, estiment que malgré tout, on doit conserver à tout jamais ses opinions de début, prétendent que tous les procédés qu'on peut imaginer pour se protéger contre les sous-marins sont illusoires et qu'il est inutile de chercher à résister à leur action.

Que peuvent-ils savoir des surprises que l'avenir nous ménage à ce sujet ? Or, s'il en est qui croient avoir rencontré dans le sous-marin la panacée universelle, d'autres estiment qu'il y a certaines réserves à faire sur les espérances qu'on peut concevoir au sujet du perfectionnement de la navigation sous-marine, notamment au point de vue de la stabilité et de la vitesse des sous-marins : au contraire, on ne conçoit guère d'impossibilité à imaginer des moyens efficaces de protection des bâtiments au mouillage, seul cas qui nous occupe.

Pour nous, qui ne cherchons point à défendre des thèses toutes faites, des théories toutes montées *à priori*, nous nous efforçons de rechercher tout simplement, dans chaque cas particulier, les procédés qui nous paraissent les plus judicieux en vue des opérations à réaliser, et des considérations qui précèdent, nous pensons devoir conclure que les mouillages situés près de nos îles du groupe central de l'Atlantique pourront être momentanément utilisables pour les groupes de croiseurs

ennemis, au moment où ces bâtiments éprouveront la nécessité d'avoir un abri ou une communication directe avec la terre.

Mais il se présentera des circonstances fréquentes pendant lesquelles les bâtiments ennemis de gros tonnage pourront venir sans aucun danger mouiller à proximité de nos îles. Les gros temps sont fréquents dans l'Atlantique, et, par de forts coups de vents, nos défenses mobiles seront complètement immobilisées. Dans ces conditions, les flotilles ennemies pourront se replier à l'abri de nos îles pour être remplacées par des croiseurs dans leur service de surveillance.

Mais tous les croiseurs de la réserve partielle ne pourront pas être ainsi détachés en première ligne : il faudra bien conserver un noyau, une certaine force disponible pour engager la poursuite des bâtiments français qui, profitant du mauvais temps, auraient pris le large. Et ce noyau, cette force disponible pourra s'installer impunément à l'abri dans un des mouillages. Les estacades, les filets et le gros temps aidant, on peut dire que ces bâtiments seront complètement en sûreté. Ils pourront procéder à leurs réparations, au ravitaillement, ou bien faire reposer leur personnel. Si la tempête se prolonge, les croiseurs de première ligne seront relevés périodiquement par ceux de deuxième ligne, et ils se reposeront à leur tour, et, dans ce cas, il ne faut pas songer à utiliser les sous-marins.

Par suite des principes mêmes de leur construction, les sous-marins ne peuvent s'élever sur la crête des lames. Dès que la hauteur de celles-ci devient supérieure à celle de leur appareil de vision, le sommet de cet appareil est toujours sous l'eau ou masqué par la lame. Le bâtiment ne peut donc plus se diriger autrement que par l'estime. D'autre part, dès que la surface de l'eau cesse d'être horizontale, la navigation en profondeur constante devient difficile, pour ne pas dire impossible, la hauteur d'eau au-dessus du sous-marin variant continuellement.

Dans toutes les circonstances où les bâtiments ennemis jugeront dangereux d'utiliser les mouillages, ils croiseront au large en changeant chaque jour de route. Alors, les torpilleurs n'auront plus que de faibles chances de réussite. S'ils sortent en groupe, guidés par un bâtiment de fort tonnage, ce dernier risquera de se faire détruire par les flotilles de surveillance. Et les

torpilleurs qui auraient réussi à forcer le blocus, ne pourront guère compter que sur un heureux hasard pour rencontrer au large les croiseurs ennemis. Les manœuvres exécutées à Brest en 1900 et aux îles d'Hyéres en 1902, ont montré leur impuissance dans ce cas. Abandonnés à eux-mêmes, ils disposent de moyens insuffisants pour explorer l'horizon : aussi seront-ils exposés à une destruction rapide, notamment en raison des difficultés qu'ils rencontreront pour rallier leurs refuges.

Et même dans le cas où les bâtiments ennemis seront obligés de croiser constamment au large, la possession d'une base comme Belle-Ile serait pour eux un précieux avantage. Il faut remarquer en effet, que cette île, outre les ressources qu'elle offrirait éventuellement pour la constitution de dépôts de toutes sortes, constituerait un point central pour la réunion des renseignements, et un magnifique poste d'observation. En particulier, le grand phare situé près de la côte Ouest, à une altitude de 80 mètres et permettant de voir à plus de 40 kilomètres, soit toute la côte depuis Lorient jusqu'au Croisic, serait très précieux pour l'exploration de la mer et du littoral. On y installerait facilement un poste de télégraphie sans fil communiquant avec la réserve partielle des croiseurs. Ceux-ci recevraient instantanément les nouvelles transmises par le réseau de surveillance directe de nos côtes, à l'aide du câble longeant le littoral depuis l'île d'Yeu jusqu'à Ouessant, et les sémaphores de notre littoral ne pourraient, au contraire, donner aucune indication sur la région dans laquelle se tiendraient les bloqueurs, car la possession de Belle-Ile leur permettrait de se tenir suffisamment au large pour être invisibles de nos côtes tout en restant toujours renseignés.

En résumé, les Anglais manifestent hautement l'intention d'exécuter, dès le début et pendant toute la guerre, un blocus aussi efficace que possible de toutes nos côtes.

La question du blocus de nos ports de la Méditerranée est facile à résoudre par la fermeture des deux issues étroites que cette mer présente : les Anglais disposent en tout temps des moyens et des bases nécessaires, et cette opération aura lieu dans toutes les éventualités, quelles que soient les actions engagées par les escadres.

Sur les côtes de la Manche et de l'Océan, pour que le blocus soit pratiquement réalisable, il doit être formé de trois échelons successifs :

1° Le premier échelon, comprenant le réseau de surveillance avancé, sera composé en principe de contre-torpilleurs et de destroyers accompagnés au besoin de quelques torpilleurs. Mais, pour que les flotilles puissent fonctionner, il faut que l'ennemi possède les points d'appui absolument indispensables aux petits bâtiments qui les composent et qu'il utilisera :

Pour créer les dépôts nécessaires au ravitaillement des destroyers et torpilleurs;

Pour que ces éléments légers et fragiles y trouvent des abris en cas de mauvais temps;

Pour organiser un réseau de communications par câbles destinés à transmettre instantanément les renseignements recueillis.

Dans la Manche, l'Angleterre possède en tout temps ces points d'appui et ces bases d'opérations soit sur le littoral métropolitain, soit dans les îles anglo-normandes.

Dans l'Atlantique elle ne détient actuellement aucune possession près des côtes françaises. Or c'est précisément dans cette mer qu'il importe le plus d'être en mesure de s'opposer aux sorties et aux entrées des corsaires. L'Angleterre est donc tout naturellement poussée à chercher dès la première heure la conquête de toute une série d'îles et d'îlots admirablement disposés pour servir de points d'appui aux flottilles de blocus.

Dans cet ordre d'idées, il est excessivement important de remarquer que la mainmise immédiate et très facile sur des îlots comme *Molène, l'île de Sein, les Glénans, Houat, Hoëdic*, dépourvus en temps de paix de tout moyen de défense, constituerait déjà, sans aucun effort de l'ennemi, la prise de possession de quelques excellents mouillages et d'éléments précieux pour l'établissement instantané d'un premier câble télégraphique.

2° La deuxième ligne du blocus sera constituée par des réserves partielles de bâtiments de gros tonnage, de croiseurs en général. Leur mission sera double; elle consistera, d'une part, à relever par gros temps les flottilles dans leur service de surveillance, et d'autre part à donner la chasse aux bâtiments ennemis que ces flottilles n'auraient pu arrêter tout en signalant leur sortie.

Il suffira d'organiser deux réserves partielles.

La première pourra être installée aux Sorlingues, à l'ouvert même de l'Atlantique; elle communiquera avec les points d'appui des flottilles de la Manche à l'aide de câbles existants dès le temps de paix. Son action s'étendra sur tous les bâtiments qui, sortant des ports de la Manche ou de Brest, voudraient s'élancer dans l'Atlantique.

La deuxième flottille trouverait dans la région Quiberon—Belle-Ile—Houat—Hoédic une position centrale vis-à-vis des ports de l'Atlantique, avec d'excellents mouillages dont elle pourrait organiser la défense et qu'elle utiliserait, sinon d'une manière permanente, du moins par le mauvais temps. Et même si les croiseurs jugeaient dangereux de rester au mouillage, ils croiseraient au large en communication facile et rapide avec Belle-Ile, où l'on *centraliserait* les renseignements recueillis à l'aide du câble longeant notre littoral depuis l'île d'Yeu jusqu'à Ouessant.

La liaison entre les deux réserves partielles s'effectuerait à l'aide d'un câble établi d'Ouessant en Angleterre.

Brest, ce port particulièrement important, serait compris dans le région d'action des deux réserves partielles. La flottille installée aux Glénans surveillerait tout particulièrement le passage du raz de Sein.

La possession de Belle-Ile présente pour les Anglais une importance particulière, car, même sans utiliser ses mouillages pour les gros bâtiments, elle leur permettrait l'organisation vis-à-vis de nos ports de l'Océan d'un groupement central unique de croiseurs en communication immédiate avec les ports bloqués d'une part, avec la métropole de l'autre.

L'importance locale d'Ouessant n'est pas moins grande, étant donné le rôle de cette ile dans le blocus de Brest.

L'île d'Yeu est appelée à jouer aussi un rôle spécial, puisque à défaut des iles de Ré et d'Oléron qu'il paraît difficile de conquérir et surtout de conserver, seule cette ile permettrait à l'ennemi de pousser l'organisation de son réseau télégraphique jusqu'à proximité de Rochefort et de l'embouchure de la Gironde, ports d'autant plus précieux pour les corsaires qu'ils sont plus loin de l'Angleterre.

Si donc l'ennemi veut installer un système de blocus aussi complet que possible, il faut qu'il tente *au minimum*, et dès la première heure, la conquête d'Ouessant—Belle-Ile—île d'Yeu,

qui sont pourvues en tout temps de garnisons ou d'ouvrages; en outre, et sans aucune difficulté, il peut prendre possession de Molène—Sein—les Glénans—Houat—Hoédic, qui sont totalement démunies de moyens de défense.

3° Enfin le système général de blocus serait complété par l'organisation, en Angleterre même, d'une réserve générale parfaitement abritée dans un grand port de la Manche, et dont le rôle serait d'appuyer au besoin les réserves locales, et surtout de permettre de relever périodiquement celles-ci dans leur service.

Il faut encore ajouter que l'importance du rôle de nos îles dans une guerre navale ne pourra que s'augmenter dans l'avenir. Elles seront en effet pour l'ennemi d'un secours bien précieux le jour où, disposant de sous-marins, il pourra les amener à proximité de ces bases. Là ils auront la faculté de se reposer, de se ravitailler, de renouveler l'énergie nécessaire; leur mission consistera à se poster devant les ports bloqués, tous situés à faible distance de leurs bases d'opérations. Ce jour-là, les sous-marins auront un rôle prépondérant et d'une efficacité considérable dans la tenue du blocus de jour. Mais on ne saurait trop insister sur ce fait : leur action sera impossible dans l'Océan s'ils n'y possèdent pas ces points d'appui que, seules, nos îles côtières peuvent leur donner.

Et à ce sujet nous sommes conduit à faire la remarque suivante.

Les opinions divergent sur l'efficacité actuelle ou future des sous-marins. Or, si le sous-marin est inefficace, le bloqueur n'aura rien à craindre de son attaque et pourra s'établir de jour dans les mouillages de nos îles : il est donc nécessaire de l'empêcher d'utiliser des refuges facilitant ses opérations, et par conséquent de défendre les îles. Si au contraire le sous-marin est un engin perfectible et de valeur sérieuse, l'ennemi sera conduit à l'utiliser; mais pour que son emploi soit possible, il faut posséder à proximité des ports bloqués des bases qui ne peuvent être trouvées que dans nos îles.

De quelque façon qu'on envisage la question, on est toujours amené à constater que nos îles auront un rôle de première importance dans les opérations du blocus de nos côtes.

Telles sont les réflexions que nous a suggérées la lecture des

travaux des officiers anglais, et particulièrement celui du commander Ballard.

L'application des procédés qu'il préconise pour le blocus de nos côtes nous paraît réalisable, et, dans cette hypothèse, il importe que nous prenions le plus tôt possible des précautions, d'ailleurs élémentaires et faciles, pour mettre nos îles de l'Océan à l'abri d'un coup de main.

Quels procédés les Anglais pourraient-ils employer pour s'emparer dès la première heure de nos îles de l'Atlantique et particulièrement de Belle-Ile à laquelle nous avons reconnu une importance toute particulière?

Avant d'aborder cette question, nous allons donner quelques indications complémentaires sur Belle-Ile, dont l'étendue est notablement supérieure à celle des autres îles, et sur laquelle on n'a souvent que des notions inexactes ou imparfaites. Si sa topographie et son histoire étaient mieux connues, on aurait peut-être une idée plus complète de son importance et de son rôle.

Il suffit de se porter à Belle-Ile et d'en faire le tour pour se rendre compte que les seules défenses fixes dont elle est pourvue consistent en une série d'ouvrages de côte protégeant la rade de Palais. Il en résulte que sur un pourtour présentant environ 30 kilomètres de développement, il est possible de débarquer en restant hors du rayon d'action des batteries, et par conséquent, qu'il n'est point nécessaire d'engager avec ces ouvrages inutiles un duel dangereux pour éteindre leurs feux, avant de jeter quelques mille hommes à terre.

Il est vrai qu'on se plaît quelquefois à répéter que Belle-Ile est inattaquable par la côte Ouest et la côte Sud, dans ces régions appelées « la mer sauvage ». La mer sauvage ne borde, en réalité, qu'une partie de la côte Ouest, sur une longueur d'environ 10 kilomètres, et encore faut-il dire que dans cette région, et par des coups de vent de la partie Est, on trouve un bon abri dans l'anse de Donan, mais les communications avec la terre y sont difficiles, car la mer est toujours houleuse, et les abords du port de Donan sont parsemés de roches à fleur d'eau.

Mais en dehors de la mer sauvage proprement dite, en dehors du rayon d'action des ouvrages du front de mer de Palais, on ne rencontre pas moins d'une douzaine de petits ports, disséminés

sur le contour de l'île et permettant par conséquent d'exécuter un débarquement quelle que soit la direction du vent. Sans les citer tous, nous mentionnerons, dans un historique succinct, ceux qui ont été témoins de débarquements réels, effectués sans difficulté, soit pour l'exécution de certains travaux, soit par les Anglais ou les Hollandais.

C'est tout d'abord sur la côte Ouest, le port de Goulphar, dont l'importance est bien connue par tous les pilotes du pays. Pour la constater, il suffit d'observer que tous les matériaux du grand phare y ont été apportés par des navires jaugeant cent à cent-cinquante tonneaux ; que les débarquements s'y sont effectués sans difficultés, bien que consistant presque uniquement en blocs de granit d'un poids et d'un volume considérables ; toute l'année, des bateaux-pilotes et des chaloupes de pêche séjournent dans le port Goulphar.

Le 27 juin 1674, Ruyter mouillait devant Belle-Ile avec trente-six vaisseaux hollandais et trente-quatre autres navires. L'île était très faiblement défendue. Ruyter envoya pendant la nuit un détachement chercher un point de débarquement pour faire diversion. Ce détachement parvint à descendre à terre près de Locmaria, dans un endroit appelé Port-Loscah. Or, ce port est un de ceux parfaitement inabordables en théorie, et il ne rentre pas dans la liste des points où l'on considère le débarquement comme normalement possible. Port-Loscah a en effet ses bords fort escarpés, le fond pavé de gros débris de rochers et n'offre pas une plage d'échouage. L'entrée est embarrassée de grosses roches laissant à peine une ouverture de 5 à 6 mètres, et cette crique n'est même pas fréquentée par les bateaux de pêche.

Cependant, la diversion des Hollandais réussit. Les défenseurs se précipitèrent sur Port-Loscah pendant qu'un effectif imposant de 8,000 hommes débarquait sans encombre dans l'anse des Grands-Sables.

Après avoir ravagé l'île et éprouvé un échec devant la citadelle, les Hollandais se rembarquèrent dans l'anse de Bordery, située au nord-est de l'île, près de la pointe des Poulains, et qui présente deux échouages de 30 mètres et 60 mètres de longueur.

Vers 1683, Vauban, frappé de l'importance de Belle-Ile, en fit

une étude très approfondie, dans laquelle il insista sur la valeur stratégique de cette île. Elle appartenait alors à Fouquet, et le célèbre ingénieur tâcha de persuader au roi de l'acheter ou de l'échanger contre quelque autre terre, afin d'y pouvoir faire ce qui est nécessaire à la sécurité du royaume. « Au reste, ajoute-t-il, on peut dire que Belle-Ile est à peu près de la mesme conséséquence à l'esgard du royaume que l'Isle de Ré, puisque si l'ennemy s'en estoit emparé, il seroit en estat de faire sentir les mesmes incommoditez à ses costes et à l'embouchure des rivières dont il lui seroit facile de ruiner le commerce. »

Vauban revint à Belle-Ile en 1685 pour y inspecter les travaux, puis en 1689. Le passage de la terre ferme à l'île n'était pas exempt d'un certain danger à cause des corsaires hollandais. Il l'inspecta soigneusement : « Belle-Isle, dont j'ay fait le tour presque deux fois, et je pourrois mesme dire à pied, quoy qu'elle ait unze lieues de circuit, à la tourner par tous ses caps et ses anses. » Il envoya la liste de 36 échouages, dont 19 méritaient qu'on les fortifiât sans tarder, de peur d'une surprise, c'est-à-dire qu'il estimait alors nécessaire de faire 19 batteries armées de 44 bouches à feu, moyennant quoi on pouvait éviter un coup de main.

Ces batteries produisirent d'ailleurs leur effet, lorsque en 1696, après s'être emparé de Groix, Houat et Hoédic, les Anglo-Hollandais essayèrent de débarquer à Belle-île. Ils furent accueillis par de telles volées d'artillerie qu'ils s'empressèrent de reculer ; mais ayant eu l'idée de faire le tour de l'Ile pour chercher un point de débarquement commode, ils furent partout repoussés par l'entrée en jeu des batteries.

Il en fut de même en 1703, lorsque les Anglais vinrent mouiller pendant quinze jours en rade de Belle-Ile. L'amiral Rook, voyant toute la côte si bien protégée, n'osa pas tenter une attaque.

En 1761, Belle-Ile comportait une garnison fort respectable de 4,640 hommes, soit 3,600 de troupes régulières, 5 compagnies de canonniers gardes côtes et 7 compagnies de fusiliers employés au service des batteries de côte.

Le 8 avril, les Anglais se présentent devant la côte Sud pour débarquer à Port-Andro, près de Locmaria. Dans la notice descriptive de Vauban, ce port est ainsi qualifié : « A chaloupe, très

mauvais, la mer y étant presque toujours agitée, l'entrée nette, les bords ferrés et élevés de même que la côte qui est très fâcheuse. Il y a deux échouages, le premier de 18 toises de large, le deuxième de 50, l'un et l'autre de sable fort plat où la mer déplie furieusement, en sorte qu'il est rare de trouver un temps propre à pouvoir y entrer. »

Mais ce temps favorable se présentait précisément le 8 avril 1761, le jour où les Anglais attaquèrent. Ils réussirent à jeter 3,000 hommes sur la plage[1], mais ils furent repoussés après avoir débarqué, parce que la garnison était importante et surtout parce qu'elle disposait de pièces de campagne amenées à la suite des colonnes mobiles. Par suite de la constitution ravinée de l'île, il fut possible à cette artillerie de manœuvrer, de s'établir dans une sorte de caponnière de terrain, à l'abri du feu des vaisseaux, pour tirer sur les chaloupes de débarquement, de sorte que, dans la crainte de voir leur retraite coupée, les Anglais hésitèrent et reculèrent ; 800 d'entre eux ne purent regagner leurs embarcations et furent faits prisonniers.

Notons en passant cette utilité et cette facilité d'emploi de l'artillerie de campagne pour défendre Belle-Ile.

Du 8 au 22 avril, la flotte ennemie se déplace en vue de Belle-Ile. Les vents ayant changé, elle attend un moment favorable. La garnison est également déplacée d'après les mouvements des vaisseaux anglais.

Le 22, au matin, brume épaisse, on ne voit plus la flotte ennemie.

Comment le gouverneur pourrait-il manœuvrer s'il n'avait pas assez de troupes pour assurer une garde suffisante des points favorables à un débarquement !

Cependant, la brume se dissipe et les vents s'étant calmés, l'ennemi renouvelle son attaque. Il parvient à jeter 2,000 hommes sur des points réputés inaccessibles et que, comme tels, on n'avait pas gardés ; ce sont la pointe de Kerdonis et l'anse de

---

[1] Comme nous le verrons plus loin, c'est encore à Port-Androque, malgré une mer houleuse, l'escadre du Nord a mis à terre des troupes de débarquement dans la manœuvre du 12 avril 1905. Les quelques malheureux fantassins qui gardaient ce point ont été faits prisonniers par les marins qui n'avaient pas hésité à se mettre à l'eau pour gagner le rivage et qui ont ensuite attaqué à revers la batterie de côte du Gros-Rocher.

Bocenec qui ne présente aucun échouage. Leur artillerie de siège fut débarquée à Port-Salio.

Pour reprendre Belle-Ile, on projeta de débarquer une division française à *Port-Herlin* et *Port-Kérel* sur la côte Sud.

Enfin, nous ne pouvons passer sous silence le *Port du Vieux Château,* situé à la pointe Nord-Ouest de Belle-Ile. C'est un des plus grands de l'île et celui qui conserve le plus de profondeur d'eau. Son entrée principale a 300 mètres de largeur, et il peut donner accès aux plus grands navires. Ce point présente deux ramifications, dont l'une offre une plage de sable de 130 mètres que dix embarcations pourraient accoster de front, protégées par l'artillerie des navires mouillés à l'entrée du port.

Les faits historiques que nous avons rappelés montrent combien il est important de se mettre en garde contre les positions regardées comme inaccessibles. On sait déjà combien cela est vrai sur terre, et, dans nombre de batailles, le succès a été obtenu grâce à des manœuvres exécutées par des troupes qui avaient réussi à franchir des obstacles réputés impraticables. Quand on étudie de sang-froid en temps de paix les points d'une côte favorables à un débarquement, on n'hésite pas à déclarer une plage inabordable parce que la mer y est ordinairement mauvaise. Or, rien n'est plus imprudent que de compter sur les « éléments » pour s'assurer une protection. Toute plage qui, ne ne fut-ce qu'un jour par an, peut permettre à des embarcations d'accoster, doit être considérée comme dangereuse.

Nous arrêtons ici la description rapide que nous avons entreprise de Belle-Ile, tout en faisant remarquer que l'Histoire nous montre, beaucoup mieux que tous les raisonnements plus ou moins tactiques, combien il est nécessaire de constituer dans cette île une importante garnison permanente de toutes armes et que, si l'on veut la défendre et la garder, il faut savoir y mettre le prix.

Revenons maintenant aux procédés que les Anglais pourraient imaginer pour s'emparer de nos îles de l'Océan.

On a vu que les dispositions sont prises dès le temps de paix, de l'autre côté du détroit, pour que l'ordre officiel de mobilisation lancé par le roi produise le déclanchement instantané d'une masse de petits bâtiments, destroyers, avisos-torpilleurs, torpilleurs, destinés à surveiller nos côtes. Ces petits bâtiments

s'intercaleront entre le continent et les îles, et alors comment veut-on que nos maigres vapeurs destinés à y transporter des troupes de renforts puissent effectuer leur trajet ?

En un mot, les Anglais *isoleront* nos îles.

On peut même énoncer cette proposition qui pourrait, *à priori*, paraître paradoxale : Quand bien même les Anglais n'auraient pas l'intention de prendre nos îles, leur isolement du continent et l'impossibilité d'y envoyer des troupes seraient obtenus par la force même des choses, par suite de la présence des destroyers et des torpilleurs surveillant notre littoral.

Après avoir vu comment s'effectuera l'*isolement* de nos îles, examinons maintenant de quelle manière se fera l'attaque.

Quelle que soit la faiblesse de l'armée anglaise, elle dispose incontestablement à toute époque des quelques milliers d'hommes de toutes armes suffisants pour conquérir nos îles.

Quant aux moyens de transport, ils sont faciles à trouver. Depuis quelques années, l'Amirauté n'assure plus le service des relèves de son personnel en campagne à l'aide de transports ou de paquebots. Elle estime plus avantageux de faire le mouvement à l'aide de croiseurs modernes, véritables bâtiments de combat. Cela lui procure un supplément de navires armés toujours en route et prêts à se porter là où leur présence est momentanément utile aux intérêts britanniques. Et ce n'est pas avec des bâtiments de commerce plus ou moins en bon état, mais avec des croiseurs, que l'Angleterre transportera, dès la première heure, des troupes aux points d'attaque choisis.

La mise sur pied de guerre des croiseurs chargés de surveiller nos côtes et de protéger les routes commerciales sera la première préoccupation de l'Amirauté après la mobilisation de la flotte de première ligne, et même un certain nombre de ces croiseurs seront mobilisés en même temps que cette flotte[1].

La fraction de ces croiseurs destinée à former réserve partielle sur nos côtes de l'Océan quittera donc la métropole bien peu après la déclaration officielle des hostilités. D'ailleurs les com-

[1] Notamment les six croiseurs qui, dans l'organisation de 1905, sont classés à la réserve en première urgence et dont les équipages seront instantanément complétés avec un personnel conservé en permanence dans les casernes de leurs ports d'attache.

munications entre le littoral et nos îles étant à ce moment déjà coupées par les flottilles, on pourra augmenter, s'il en est besoin, la période nécessaire pour préparer et effectuer des transports d'un effectif relativement restreint.

Mais au lieu de laisser ces croiseurs quitter l'Angleterre avec un équipage normal, n'est-il pas tout naturel d'y entasser les troupes destinées à la conquête de nos îles ? Il s'agit en somme d'une traversée de quelques heures.

Ce transport de troupes exécuté à l'aide de croiseurs modernes, rapides et bien armés, aura pour effet d'augmenter d'une façon notable les chances de sécurité de la traversée et les facilités du débarquement. Avec les puissants moyens dont il dispose, un croiseur aurait vite balayé les plages péniblement défendues par les quelques fantassins que les maigres garnisons de nos îles auraient pu rassembler au point d'attaque.

Il est facile d'imaginer comment les choses pourraient se passer. L'Angleterre a choisi son moment. La période dite de tension politique est ouverte. L'escadre de Malte fait route pour Gibraltar, elle s'y réunit à celle de l'Atlantique, enfermant ainsi dans la Méditerranée la meilleure fraction de nos forces navales.

La *Channel Fleet* complète, si besoin est, ses effectifs; il en est de même des flottilles. Un bon nombre de croiseurs en réserve se mobilisent. Cette mobilisation est aussi complète que possible lorsque la guerre est officiellement déclarée.

Les Chambres françaises se réunissent.

Aussitôt, les trois divisions de destroyers des grands ports, les destroyers des bâtiments-écoles, des avisos-torpilleurs, des torpilleurs se portent sur nos côtes : chaque groupe a sa mission.

Les petits bâtiments destinés à opérer sur nos côtes de l'Océan partent en escortant des charbonniers, portant eux-mêmes un certain nombre d'hommes.

Un premier groupe fait halte devant Brest, il cherche à torpiller tout transport de troupes se rendant à Ouessant. Quelques torpilleurs tentent au besoin un coup de main sur notre escadre du Nord qui va commencer sa mobilisation.

Un deuxième groupe fait halte aux Glénans; il s'y installe.

Il détache des bâtiments pour surveiller les communications entre Groix et le continent.

Un troisième groupe va s'installer à Houat et à Hoédic. Houat ne possède aucun port proprement dit, mais des anses de sable permettent d'y débarquer par tous les temps. Ce groupe surveille tout particulièrement les communications entre Belle-Ile et le continent. Il détache un destroyer pour surveiller celles de la terre ferme avec l'île d'Yeu.

Voilà donc obtenu pour nos îles de l'Océan et sans coup férir un isolement aussi complet que si elles étaient à 100 kilomètres de nos côtes.

Pendant ce temps, les croiseurs transports de troupes se préparent.

Un premier croiseur fait halte devant Ouessant et s'en empare.

En passant devant Groix, un second croiseur dépose un effectif suffisant pour conquérir cette île. La prise de l'île d'Yeu se produit dans des conditions aussi faciles.

Le gros des croiseurs fait halte devant Belle-Ile, choisit son point d'attaque suivant le vent du jour. Ce n'est pas la maigre garnison actuelle qui empêchera la prise d'une île conquise par les Anglais en 1761, alors qu'elle avait pour se défendre plus de 4,000 hommes de toutes armes, et que les bâtiments disposaient de moyens d'attaque notoirement inférieurs à ceux d'aujourd'hui.

Tout cela n'a rien de romanesque. La situation précaire de nos îles n'est-elle pas bien connue de nos futurs adversaires, et le dénombrement de leurs défenseurs n'a-t-il pas été fait maintes fois par les touristes britanniques qui pullulent sur nos côtes?

Inutile d'ajouter que ces événements produisent dans le Royaume-Uni un enthousiasme indescriptible et en France un effet moral des plus désastreux.

C'est alors que les Anglais organisent tranquillement et commodément leur système de blocus.

Mise en place de câble de communications télégraphiques, installation à Belle-Ile de dépôts de toutes sortes, organisation d'ateliers, de postes d'observations, de communications au moyen de la télégraphie sans fil. Création d'estacades, précautions contre les entreprises de nos défenses mobiles. Destruction des postes de refuge pour torpilleurs, etc., etc.

Mais le mouvement à proximité de nos côtes des bâtiments de

toutes sortes destinés à cette conquête et à ces organisations pourra-t-il se produire sous la seule protection de destroyers et de contre-torpilleurs? Nos forces navales et particulièrement l'escadre du Nord ne seront-elles pas mises en action pour balayer le terrain, et nous rendre la liberté de la mer assez longtemps pour exécuter les transports de troupe et même de matériel de complément jusque dans nos îles?

Il est facile de répondre à cette objection.

Tout d'abord, rien ne prouve que nos forces navales seront prêtes si l'Angleterre exécute en même temps qu'elle déclarera officiellement la guerre (et peut-être avant) une attaque violente, et si elle a pris ses précautions pour rassembler des troupes pendant la mobilisation. Il importe de remarquer à ce sujet que notre seule force navale habituellement disponible dans l'Atlantique, l'escadre du Nord, est en temps de paix dans une situation telle qu'elle mettra nécessairement un temps appréciable pour exécuter sa mobilisation. Nous avons fait ressortir d'autre part la rapidité et le secret des opérations de la mobilisation anglaise. En dehors de l'escadre du Nord, il n'y a pas, à notre connaissance, dans aucun des ports de l'Océan, un seul bâtiment immédiatement utilisable et doué des qualités nécessaires pour donner la chasse aux destroyers, de manière à assurer une sécurité absolue aux transports qui seraient chargés de renforcer les garnisons de nos îles.

Enfin et surtout le rôle de notre escadre du Nord ne consiste pas à protéger nos côtes, et si, par suite des circonstances, on était contraint à la faire sortir de Brest pour lui donner cette mission, la mesure prise ainsi à *l'improviste* pourrait avoir les plus graves conséquences au point de vue des opérations navales projetées.

Voici comment s'exprimait M. Lockroy, parlant du rôle de l'escadre du Nord, à la séance de la Chambre des députés, le 24 novembre 1902 : « L'escadre du Nord composée de bâtiments de seconde ligne n'a qu'un rôle relativement modeste à jouer pendant la guerre. C'est de protéger la sortie de nos croiseurs qui feront la guerre commerciale, de nos submersibles, qui iront porter la terreur et la désolation sur les côtes ennemies; affronter un grand combat naval, sa composition même le lui interdit. »

Or, le fait de mobiliser un groupe de navires de guerre modernes, de croiseurs bien armés et rapides, pour transporter dès le début de la guerre, des troupes pour conquérir nos îles, serait pour les Anglais un moyen, et le meilleur de tous les moyens, pour faire *lever* l'ennemi, pour l'empêcher de se *terrer*, pour le contraindre à *sortir de ses ports* de manière à venir livrer en mer une de ces batailles navales initiales que les Anglais appellent de toutes leurs forces.

Il y aurait là une manœuvre analogue à celle qui a été maintes fois exécutée sur les champs de bataille où, pour contraindre l'adversaire à sortir d'une position, à se *lever*, pour l'empêcher de se *terrer*, on lance contre lui une troupe d'attaque, sorte d'amorce derrière laquelle un gros se tient prêt à manœuvrer.

On comprend alors que les Anglais préparent leurs transports pour le temps de guerre non sur de vulgaires cargo-boats, mais sur de véritables instruments de combat, qui, par leur réunion constitueront un groupe auquel il faudra opposer non pas un ou deux croiseurs ou cuirassés, mais une véritable force navale si l'on veut les gêner dans leur entreprise. Et derrière ce groupe de croiseurs rapides et bien armés, susceptibles par leur vitesse de *manœuvrer*, de ne pas se laisser *accrocher* derrière cette amorce, on verrait surgir l'escadre du canal tout entière, force considérable par rapport à notre escadre du Nord.

En un mot, si les forces navales françaises étaient obligées de sortir des ports soit pour balayer les destroyers et protéger nos communications avec les îles, soit pour donner la chasse aux croiseurs-transports de l'ennemi (et cela se produirait fatalement, l'opinion publique seule aurait assez de poids pour forcer l'escadre du Nord à cette opération), on arriverait au résultat suivant, curieux et certes inattendu :

La nécessité de protéger nos îles mal défendues par suite de l'insuffisance des mesures prises en temps de paix, obligerait nos forces navales à adopter, dès le début de la guerre, une ligne de conduite totalement opposée à celle qu'elles se proposaient tout d'abord de suivre; elle les contraindrait à modifier brusquement le plan d'opérations prévu et à subir, dans des conditions particulièrement défavorables, les chances d'un combat naval qu'elles auraient voulu éviter à tout prix.

D'ailleurs cette vérité a été énoncée, quoique d'une manière

vague et générale par le commandant Farret dans un article intitulé : *Questions de Stratégie navale*, paru dans la *Revue maritime* de novembre 1896.

« Pour rester maître de la mer, dit-il, il faut réduire la marine ennemie à l'impuissance, et, pour atteindre ce but, il n'y a que deux moyens : écraser les forces adverses dans des batailles rangées, ou les maintenir prisonnières au fond des ports.....

« ..... On reconnaît en général que deux marines également fortes et également préparées désirant toutes les deux prendre l'offensive, en arriveront immédiatement à une bataille navale ; mais cette rencontre ne surviendrait pas, si l'égalité des adversaires n'existait pas.

« On a prétendu, en effet, qu'une flotte supérieure en nombre sera, dès le début des hostilités, maîtresse de la mer.

« L'assertion est exacte, si l'ennemi reste de parti-pris enfermé dans ses ports, et si, en s'imposant à lui-même un blocus rendu infranchissable par sa propre volonté, il consent à abandonner complétement l'empire de la mer à son adversaire.

« ..... La stratégie de la flotte inférieure en nombre ne sera pas l'abstention.

« Certainement, si son infériorité est trop accusée, elle tâchera d'éviter un contact général où elle aurait trop de chances d'être écrasée, mais elle ne fuira pas toute rencontre. Au contraire, repoussant un rôle absolument passif qui serait l'aveu de son impuissance et entraînerait pour elle les mêmes conséquences que la défaite, elle profitera des occasions favorables pour livrer des engagements partiels.

« *Elle se verra du reste parfois* OBLIGÉE *de sortir des ports pour débarrasser les abords immédiats de son littoral et elle pourra être exposée à* SUBIR *une bataille de rencontre.*

« *Par exemple, l'ennemi voudra s'emparer d'une île pour en faire une base d'opérations ; il faudra s'y opposer et par suite courir la chance des armes.* »

Donc, s'il est admis dans le plan actuel que notre escadre du Nord doit au début des hostilités rester sur la défensive et attendre « des occasions favorables » il serait déplorable de contraindre cette force navale à sortir prématurément soit « pour débarrasser « les abords immédiats du littoral » soit pour « s'op-

poser à l'attaque d'une île dont l'ennemi voudrait faire une base d'opérations. »

Il est beaucoup plus simple d'éviter à notre escadre du Nord de courir les risques de pareilles entreprises et, pour cela, il suffit de mettre nos îles à l'abri du danger qui les menace.

C. L. C.

(*A continuer.*)



UN
RÈGLEMENT MODERNE

ESSAI

SUR LE

RÈGLEMENT DE MANŒUVRES DE L'INFANTERIE
du 3 Décembre 1904

I.

L'armée est organisée pour la guerre; le combat est l'aboutissant logique de la guerre et, par conséquent, le but final de l'armée.

C'est donc aux nécessités du combat que doit répondre un règlement de manœuvres; c'est pour satisfaire à ces nécessités, et suivant le principe de l'appropriation des moyens au but, que doivent être établies les méthodes de commandement, de tir, de marche, d'attaque, de défense et, par suite, les méthodes d'instruction et d'éducation. Qui connaît la physionomie qu'un règlement donne au combat, peut en déduire ce que ce règlement doit être dans son esprit et dans ses grandes lignes.

Or, la physionomie du combat d'une armée donnée, à une époque donnée, ne peut pas être quelconque; elle est imposée; car le combat est la synthèse la plus élevée, la plus complète et la plus saisissante de ce qu'est cette armée et, par conséquent,

de ce qu'est la nation dont elle reflète la force physique et morale.

Le combat apparaît ainsi comme une résultante des évolutions sociales et industrielles de la nation : des évolution sociales, parce que « l'homme étant l'instrument premier du combat et rien ne pouvant être sagement ordonné — constitution, organisation, discipline, tactique — sans la connaissance exacte de l'homme »[1], il importe de savoir si celui-ci est soldat de métier ou soldat-citoyen, soldat-machine et esprit asservi ou soldat cœur et cerveau; des évolutions industrielles, parce qu'elles commandent les perfectionnements de l'armement dont l'importance est considérable.

Il est cependant nécessaire de distinguer et de préciser. Car, si les transformations sociales et industrielles influent directement sur le combat, elles ne peuvent le faire que dans la proportion où elles agissent sur les conditions de la vie et des entreprises humaines; c'est dire qu'elles affectent surtout les formes du combat, *les procédés de combat*, sans pouvoir prétendre à bouleverser entièrement les principes généraux — principes d'ordre philosophique, émanant de la raison même — qui règlent le développement général de la bataille.

Quand deux partis sont en présence, quel que soit leur nombre et quel que soit leur armement — piques, arquebuses, pierriers ou fusils et canons du dernier modèle — il faut toujours qu'ils se cherchent, se trouvent, prennent contact, s'étreignent, usent leurs forces et qu'au moment favorable l'un des deux, le plus résistant ou le plus habile, brise enfin la volonté de l'autre par un effort final, condensation suprême de tous les efforts. Ceci fut vrai sous Napoléon comme sous César, et ceci sera encore vrai demain. La Garde prussienne à Saint-Privat, les Anglais à Maggersfontein et à Belmont surent ce qu'il en coûtait de violer les règles de la raison et de commencer une bataille par ce qui n'en pouvait être — et dans des conditions exceptionnellement favorables — que le dernier couronnement. Car, peut-on autrement apprécier ces marches de colonnes massées, sur un terrain

---

[1] Colonel Ardant du Picq, *Études sur le Combat*. — Paris, Chapelot.

découvert, contre un ennemi abrité, intact physiquement et moralement?

Ces principes généraux que l'on peut appeler *les principes de la manœuvre*[1] sont simples et clairs, à ne considérer que leur essence. Mais leurs modes d'application dépendent en partie des procédés d'exécution; les combinaisons auxquelles ils se prêtent sont variables à l'infini, aussi variables que les différents cas qui se présentent — et « chaque cas à la guerre est un cas particulier »! Ils ne peuvent être l'objet d'aucune réglementation. « La conception de la manœuvre est l'œuvre principale du chef », dit le nouveau Règlement de manœuvres de l'infanterie du 3 décembre 1904, et il se borne très justement à cette énonciation.

« Cette conception de la manœuvre », le chef la préparera par ses méditations personnelles, par sa propre expérience et par celle que lui transmettra l'histoire. Il examinera « les cas concrets » qu'offrent à ses réflexions les batailles du passé; il soumettra à son jugement le plus grand nombre possible de ceux que lui offriraient éventuellement les guerres de demain.

Sociologue qui connaît l'homme, technicien qui sait de quels moyens militaires il dispose, artiste qui s'est entraîné à imaginer, concevoir, combiner, voir dans l'espace et dans le temps, il sera sur le champ de bataille coordonnant les efforts de ses troupes, épiant les faiblesses de l'ennemi, observant, devinant, enregistrant dans son cerveau les renseignements et les faits, comme il sèmerait des grains dans une terre soigneusement et longuement préparée. La pensée, qui tout à l'heure germera, sera celle de la manœuvre.

Il ne peut y avoir de traité de la manœuvre.

Un règlement commun aux trois armes, comme celui sur le Service des armées en campagne ou comme le nouveau règlement anglais de « Tactique combinée » de lord Roberts, peut bien et doit même — puisque la bataille est l'affaire des trois

---

[1] « La manœuvre », conçue par le commandement et exécutée par la coopération des armes, a, de ce fait, un sens distinct de celui qui doit être attribué au mot « manœuvres » dans les titres officiels des règlements d'armes : règlement de manœuvres de l'infanterie; règlement de manœuvres de l'artillerie de campagne, etc., ces règlements d'armes devant viser seulement les procédés d'exécution ou procédés de combat de telle ou telle arme.

armes étroitement unies — définir le rôle et les propriétés de chacune de ces armes, régler la liaison et la concordance de leurs efforts, envisager le caractère des différentes tâches auxquelles elles devront satisfaire, énoncer les devoirs des officiers, des gradés et des soldats, montrer l'action du commandement; mais il ne peut dresser une monographie, une sorte de tableau de la bataille. Car, il n'édicterait alors qu'une formule trop vague et trop confuse pour être de quelque utilité ou trop étroite pour se plier à l'infinie multiplicité des cas particuliers Qu'il divise la bataille en « phases », il s'assurera ainsi un exposé commode; mais il édifiera une bataille-type, une sorte de bataille-parade, qui fera merveille aux grandes manœuvres et que contredisent et contrediront les réalités de la guerre; loin d'assurer la convergence des efforts et la liaison indispensable des armes, il risquera de développer le particularisme de celles-ci, en assignant à chacune d'elles un rôle prépondérant dans l'une ou l'autre des phases envisagées.

La bataille n'est pas chose rigide et précise qui puisse, comme un drame bien agencé, se découper en actes et en scènes; elle est la lutte de volontés opposées et également libres; elle est mobile, variable, ondoyante, pleine d'imprévus, soumise à de brusques ressauts; elle se prépare, mais ne se trace pas à l'avance suivant des règles fixes.

Les trois armes — infanterie, cavalerie, artillerie — concourent en liaison intime au développement de la bataille. Elles sont les agents d'exécution de la pensée du chef; chacune joue son rôle suivant ses propriétés et ses moyens d'action; chacune, pour remplir son but, a ses *procédés de combat*[1].

Un règlement d'arme — ou, pour employer les termes officiels, un règlement de manœuvres d'une arme — n'a donc pas à faire de tactique; il a à exposer les procédés de combat de cette arme, procédés dont les variations sont étroitement liées à celles des époques.

---

[1] Règlement de manœuvres de l'infanterie du 3 décembre 1904, p. 7.

II.

Cette confusion entre la conception et l'exécution, entre la manœuvre et les procédés de combat, semble avoir dominé, jusqu'en ces dernières années, nos règlements d'armes et en particulier les divers règlements de manœuvres de l'infanterie qui se sont succédé en France depuis 1870 : Règlements de 1875 et de 1884; Fascicules de 1887; Règlement de 1889-1894.

Tous font de la tactique, s'érigent en cours de tactique. Ils dressent des monographies de combat, dont ils ne se bornent pas à poser les principes fondamentaux, mais dont ils envisagent et décrivent tous les détails : monographies de combats de compagnie, de bataillon, de régiment, de brigade, de division même; de combats offensifs, défensifs et de rencontre; de combats d'unités isolées, encadrées, à une aile; de telle sorte que cavaliers et artilleurs auraient dû rationnellement s'astreindre à connaître ces règlements tout aussi complètement que leurs propres règlements d'armes.

Si de ces règlements l'on cherche à dégager les *procédés de combat*, on constate que, de 1875 à 1894, des évolutions successives leur font donner la première place tantôt *au feu*, tantôt au *mouvement en avant*, comme moyen d'action de l'infanterie.

Les pertes considérables (45 p. 100 environ), subies le 18 août 1870 par les éléments de la Garde prussienne qui abordèrent en formations denses et sans préparation le glacis de Saint-Privat, dominent de leur influence la Commission chargée d'élaborer le Règlement du 12 juin 1875. Cette Commission est composée d'hommes qui connaissent la guerre pour l'avoir faite. Leur expérience leur dicte le remarquable exposé de principes, dont est précédé le règlement : le feu est le mode d'action prépondérant de l'infanterie; une troupe d'un effectif un peu considérable ne peut se mouvoir ni combattre en ordre serré dans la zone efficace du feu ennemi; il est nécessaire d'adopter le combat en ordre dispersé et de transporter le combat sur la

ligne des tirailleurs, autrefois[1] chargée seulement de la préparation. Et, comme conséquence de ces principes, suivait la nécessité d'utiliser le terrain, d'éviter les espaces découverts, de fractionner les troupes, de tirer couché, de développer l'initiative indispensable au combat en ordre dispersé.

Dès avant la guerre, le colonel Ardant du Picq, envisageant ces nouvelles méthodes, avait écrit : « On prévoit que plus la puissance de destruction par les armes de jet se perfectionne, plus par suite le combat devient éparpillé, échappe à la direction, à l'œil immédiat de son chef suprême et même des simples officiers, plus par conséquent la discipline, la solidarité doit être forte[2]. »

Cette préoccupation n'échappa pas aux rédacteurs du Règlement de 1875 ; ils cherchèrent très heureusement ce qu'ils appelèrent « les remèdes aux inconvénients de l'ordre dispersé » dans des exercices du temps de paix « faits dans des conditions aussi semblables que possible à celles de la guerre », dans le développement de la cohésion, dans l'association judicieuse des notions d'initiative, de responsabilité et de discipline, dans « l'augmentation de la valeur morale et intellectuelle de tous, officiers et soldats, au moyen d'une instruction technique plus complète et d'une *éducation* militaire plus forte et plus développée[3]. »

Mais, ces sages prescriptions leur semblant insuffisantes, ils les complétèrent par l'établissement de « *formations normales* de combat », de *formations-types*, qui bientôt s'imposèrent à tous comme les seules formations possibles et détruisirent initiative et responsabilité.

Le Règlement de 1875 cessait ainsi d'être un règlement de principes pour devenir un règlement de « cas concrets », de « cas particuliers » ; ceux qui le suivront ne feront qu'accentuer ce formularisme.

Il faut cependant admirer ce Règlement. Comparé à l'ordon-

---

[1] Ordonnance du 16 mars 1869 sur les exercices et les manœuvres de l'infanterie.

[2] Colonel ARDANT DU PICQ, *Études sur le Combat.*

[3] Règlement de manœuvres de l'infanterie du 12 juin 1875 (Rapport au Ministre).

nance de 1869, comparé même à ceux qui le remplaceront quelques années plus tard, il est, dans son esprit, un règlement de logique, de bon sens, d'audace et de liberté; il marque bien une évolution sociale et industrielle, l'ouverture d'une ère nouvelle. Il est en même temps prudent, mène le combat avec circonspection, sait que la victoire s'achète au prix des plus grands efforts, a parfois un peu de cette timidité qui lui fait exagérer la méthode, mais qu'expliquent et excusent les terribles leçons d'hier et la crainte pour demain, au milieu du lent travail de réorganisation militaire, de nouveaux et décisifs conflits. La date de sa promulgation — 12 juin 1875 — justifie son état d'âme.

Bientôt du reste on devait lui reprocher, comme si c'eût été de la peur, cette timidité et cette prudence; bientôt on oubliait les enseignements de la guerre et on leur substituait les illusions puisées dans les grandes manœuvres annuelles. On édictait et on travaillait pour ces grandes manœuvres, comme si elles eussent été le seul but des efforts de tout un peuple.

On élaborait dans les cabinets de travail la *bataille-type* avec l'harmonieux développement de ses tableaux, la soi-disant bataille napoléonienne, dont le recul des temps ne laissait plus voir les rudes et difficiles tâches. Le soldat de 1890, son armement, son entraînement, son être, ses chefs étaient ceux de 1805 et de 1809; les formes du combat étaient immuables, et l'on était attiré par celles qui frappaient le plus l'imagination; on les empruntait aux batailles qui semblaient le mieux justifier l'idée théorique que l'on s'en était faite. Cette idée commandait à l'histoire.

On disséquait Austerlitz et Wagram pour en retenir le magnifique débouché de Napoléon sur le plateau de Pratzen ou la marche en colonne serrée de Macdonald sur le centre autrichien. On oubliait la haute cohésion, scellée par des victoires ininterrompues, des troupes de la Grande Armée, le peu de valeur des fusils de l'époque qui en 1809 manquaient une maison à cent pas, la condamnation prononcée par Napoléon lui-même contre les colonnes profondes et compactes qui transforment dans la main de l'homme le fusil en bâton; on oubliait surtout que l'offensive décisive du Santon sur le plateau de Pratzen ou l'effort désespéré de Macdonald n'étaient qu'un couronnement à de longs et disputés combats, à ceux de Davout sur le Russbach, à ceux

de toute la Grande Armée dans le Marchfeld. Cette offensive et cet effort ne furent que les résultantes des journées de lutte de toutes les forces. Résultantes aussi, quelquefois inconscientes : Iéna, de la défensive agressive de Davout à Auerstædt ; Sadowa, des multiples et difficiles engagements des bords de la Bistritz ; Saint-Privat, des combats sanglants et indécis des bois de Vaux et du ravin de la Mance.

Mais on voulait partout et toujours l'offensive à outrance et on l'ordonnançait.

On organisait le mouvement en avant comme seul moyen d'action digne de l'infanterie. L'évolution commencée avec le Règlement de 1884 s'exagérait à l'excès avec les Fascicules de 1887, qui décrétaient « l'emploi du tir en marchant ». « Une troupe, écrivait-on, ne doit jamais s'arrêter pour tirer ; elle ne tire que si elle est obligée de s'arrêter. »

Certes, à la guerre, l'ennemi se chargerait d'imposer ces arrêts; mais, aux grandes manœuvres, lors même que les prescriptions de 1887 furent abrogées, les crêtes les mieux défendues et dont les abords étaient le mieux balayés de projectiles, étaient enlevées au pas gymnastique, baïonnettes hautes. C'était la course à l'ennemi, si rapide que les unités, maintenues en arrière au début de l'action, n'arrivaient que difficilement à rejoindre en temps utile la ligne de combat. Les batailles duraient quelques heures. Les attaques décisives finales se développaient en un superbe élan, aux applaudissements d'un public enthousiasmé. C'était le triomphe de « l'action matérielle », de « l'impulsion physique », de la « poussée de l'arrière », de la masse de Wagram qui, « partie 22,000 de son lieu de rassemblement, arriva 3,000, 1500 à peine, sur les positions autrichiennes »[1].

Une telle offensive, un tel mouvement en avant exigeaient une discipline coercitive du rang, qui rendît le coude à coude inflexible, empêchât la nature de se révolter contre ces violences et maintînt les hommes *matériellement* aussi solidaires que s'ils eussent été réunis par une chaîne comme leurs ancêtres, les Gaulois.

---

[1] Colonel Ardant du Picq, *Études sur le Combat*.

L'ordre dispersé ne pouvait donner cette sorte de discipline. Le Règlement de 1889-1894 crut y pourvoir en supprimant ce qui pouvait rappeler le combat en tirailleurs. Ce mot même fut impitoyablement proscrit. On combattit sur un rang — sur un rang ! mots qui veulent dire : ordre serré. On n'exécuta plus que des feux de salve, qui sont des feux de discipline ; on invoquait à ce sujet des résultats de polygones, bien que, là même, il fut souvent difficile avec des hommes exercés de faire exécuter ces feux correctement.

Le combat devint ainsi une sorte d'exercice d'ordre serré, tout comme une évolution de bataillons ou de régiments. Il eut le caractère d'une revue ou d'une parade, où toutes choses sont prévues, réglées, numérotées, chiffrées. L'initiative était morte, le soldat-machine ressuscité. Et pourtant ce soldat, citoyen d'une nation en possession depuis quelque vingt ans déjà de toute l'étendue de ses droits politiques, sentait chaque jour croître en lui son individualité, et il venait de recevoir un fusil qui marquait l'apparition des armes à tir rapide et à trajectoire tendue !

Qu'il s'agisse du reste de la nature même de la manœuvre ou des procédés de combat employés pour l'exécuter, les Règlements d'infanterie de 1875 à 1894 avaient pour caractère commun d'enfermer le tout dans des schémas, dans des formules, dans des formations normales, dans des tableaux tyranniques de chiffres mathématiquement déduits des expériences de polygones.

Les unités se déployaient suivant un mode fixe ; à telle distance de l'ennemi, elles prenaient telle formation ; les colonnes s'ouvraient avec des intervalles déterminés ; les fronts étaient imposés ; les soutiens, les renforts, les réserves suivaient à un nombre de mètres rigoureusement fixé..... La bataille, avec ses phases réglées, ses manœuvres, ses formations, ses échelonnements minutieusement prévus et ordonnés, se développait contre l'ennemi-plastron des grandes manœuvres dans une superbe et tranquille ordonnance, dans toute la gloire de son harmonie mathématique.

Et le mal s'aggravait de ce que beaucoup, se méfiant des initiatives qui pourraient troubler ces tableaux de féeries, s'efforçaient d'emprisonner encore plus étroitement la pensée et

d'accroître toujours plus ces effets d'ensemble qui frappent les yeux; ils renforçaient les prescriptions déjà draconiennes du règlement par des instructions particulières, par des prévisions méticuleuses asservissant le chef comme le soldat.

Ne pouvait-on se croire revenu à l'époque où Colbert devait adresser au Roi-Soleil un mémoire sur l'inutilité et le danger de ces parades armées? « Il a été affiché dans Paris, écrivait le ministre au cours de ce mémoire, un libelle portant ces mots : « Louis XIV donnera les grandes marionnettes dans la plaine « de Moret [1]. »

Ainsi compris, l'art militaire devenait la chose à la fois la plus simple et la plus difficile : la plus simple, parce que le règlement dispensait de toute réflexion, de toute liberté et de toute responsabilité; la plus difficile, parce que la raison violée et subordonnée à la seule mémoire se cabrait, refusait de se soumettre, créait de douloureux conflits de conscience entre le devoir rationnel, « tenir compte du terrain, de l'ennemi; combattre, mourir avec le maximum de rendement possible », et le devoir règlementaire, « obéir à des chiffres, se courber sous la tyrannie d'un schéma ».

De ce qu'ils étaient, non des énoncés de principes, mais des formulaires tactiques s'ingéniant à traiter, sur des cas définis de combat, la conception et l'exécution de la manœuvre, ces règlements d'infanterie devaient aboutir à une double faillite.

Aussi complets et aussi volumineux fussent-ils, ils ne pouvaient donner satisfaction entière à tous ceux pour lesquels ils s'arrogeaient le droit de penser; les cas-types qu'ils étudiaient restaient malgré tout des cas particuliers. Aussi fréquemment fussent-ils renouvelés — 1875, 1884, 1887, 1889, 1894 — ils ne s'assuraient pas la tenue à jour qu'exigeait leur rigidité. La moindre modification dans l'armement ou dans les idées tactiques troublait l'agencement compliqué de leurs règles, de leurs chiffres et de leurs schémas; un règlement était à peine paru qu'un autre se préparait déjà.

---

[1] Arvède Barine, *Louis XIV et la Grande Mademoiselle.* — Paris, Hachette.

L'infanterie allemande vivait pendant ce temps sur son Règlement de 1888; celui-ci, qui ne comptait en son entier que 172 pages, se contentait d'énoncer des principes et, grâce aux applications appropriées aux circonstances que l'initiative en permettait à chacun, il pouvait voir s'introduire dans les armées les armes à tir rapide et à calibre réduit, sans apporter à sa rédaction d'autres transformations que quelques additions aux mouvements de la charge et du tir.

Nos règlements de manœuvres de l'infanterie étaient condamnés autant par la nature même de leur constitution que par les formes qu'ils donnaient au combat, lorsqu'éclata la guerre sud-africaine.

III.

Les enseignements de combat qu'apporta la longue lutte entre Boërs et Anglais furent un rappel violent aux conditions de la réalité et hâtèrent le mouvement qu'avait fait naître en France l'adoption du canon de 75.

A vrai dire, les leçons qui se dégagèrent de la guerre sud-africaine ne furent pas toutes d'ordre également nouveau.

C'est ainsi que les 30 p. 100 de pertes anglaises de Belmont et de Maggersfontein [1] ne firent que confirmer ce qu'avaient appris autrefois les 45 p. 100 de pertes de Saint-Privat et de Plewna (1re et 2e attaque) [1], savoir : nécessité d'une action simultanée, et non successive, de l'infanterie et de l'artillerie; impossibilité de lancer des attaques massées et prématurées. A quelque trente années de distance, les mêmes fautes recevaient les mêmes sanctions, sans que les perfectionnements des armes (fusils modèle 1893-1895 des Boërs) en accrussent l'importance

[1] A Belmont, sept bataillons engagés en masse par lord Methuen perdent 26 officiers et 296 hommes; à Maggersfontein, la brigade écossaise lancée également en masse perd 971 officiers et soldats sur un effectif de 3,600 combattants. A Saint-Privat, les neuf compagnies engagées du 1er régiment de la Garde prussienne comptaient 2,025 hommes; elles perdirent 29 officiers et 944 hommes. A Plewna (1re attaque), neuf bataillons russes lancés ensemble perdent 2,845 hommes sur 7,000; à Plewna (2e attaque), trois brigades russes attaquant en masse, sans arrêt, perdent 7,335 hommes sur 12 à 15,000. (*Revue des Deux-Mondes*, 15 juin 1902 : *Quelques Enseignements de la guerre sud-africaine*.)

d'ensemble. Ces sanctions n'avaient-elles pas du reste été aussi terribles, il y a près d'un siècle, lors des colonnes profondes de Wagram et de Waterloo ?

Dans le Sud-africain, les fronts ne furent pas plus inviolables qu'ils ne l'avaient été, sous l'influence des mêmes errements, en 1877-1878, en 1870, en 1866 ou même pendant le premier Empire. Une fois de plus se trouvèrent démontrées : l'impuissance de la poussée mécanique, de la seule poussée matérielle, et, par suite, la supériorité de la manœuvre, d'autant plus nécessaire que l'armement est plus redoutable. Et, en même temps, s'effondra la bataille-parade avec tout son agencement représentatif.

Il avait suffi, pour produire ces résultats, d'un ennemi — les Boërs — plastron que le manque d'organisation, de discipline et de connaissances tactiques maintenait immobile derrière des abris, mais qui pouvait et savait tirer. Qu'aurait-ce été si cet ennemi eût été actif, capable de manœuvrer ?

Les choses étaient ainsi remises au point où elles se trouvaient lors de l'établissement de notre Règlement de 1875; la guerre avait brutalement fait justice des illusions des grandes manœuvres; le nouveau qu'elle apportait n'était pas là.

Ce nouveau, que l'on avait pu chercher à prévoir, mais qui n'avait pas subi l'expérience des champs de bataille, c'était l'influence exercée sur les formes du combat par les éléments caractéristiques des canons et fusils actuels, c'est-à-dire par l'emploi de la poudre sans fumée, par la rapidité et la soudaineté du tir.

Il apparut que, grâce à ces éléments, les prises de contact, les reconnaissances des dispositions de l'ennemi devenaient des opérations plus complexes, plus lentes et plus délicates; que le tir, qui pouvait être préparé à l'abri et éclater soudainement, exposait des troupes massées, même de faible effectif, à des destructions de plus en plus redoutables, mais qu'il augmentait dans une forte proportion la puissance de résistance de l'infanterie; qu'il permettait à cette arme d'accroître sans danger ses fronts, de tromper l'ennemi, de le retenir avec peu de monde; qu'ainsi il favorisait la manœuvre et interdisait toutes prescriptions d'uniformité, soit dans la répartition des forces, soit dans leurs formations, soit dans l'exécution des feux.

Ces enseignements, joints à ceux du passé et à l'obligation de satisfaire aux conditions sociales actuelles, devaient former les bases du Règlement de manœuvres de l'infanterie du 3 décembre 1904[1].

IV.

Ce nouveau règlement n'est pas un formulaire tactique. Il laisse au chef ce qui est « l'œuvre principale du chef, la conception de la manœuvre »[2]. Il s'occupe de l'exécution par l'infanterie et se borne, par conséquent, à faire un exposé des ***procédés de combat*** de cette arme, non en traitant des cas-types, mais en faisant des énoncés de ***principes***.

Ainsi disparaissent d'un coup des errements qui ont lourdement pesé sur nos règlements précédents.

Pour le Règlement du 3 décembre 1904, il n'y a pas plus de combat de bataillon, de régiment, de brigade ou de division que de combat offensif, défensif ou de rencontre. Il y a ***un combat*** qui toujours a le même but : « Briser par la force la volonté de l'adversaire »[2], c'est-à-dire « obliger l'ennemi à céder le terrain et à battre en retraite, but suprême de tous les efforts et de tous les dévouements »[3].

Ce but est donc toujours ***nettement offensif;*** car, ce n'est pas en restant immobile, abrité derrière des crêtes, que l'on empoignera et chassera l'ennemi.

Est-ce à dire que sur toute l'étendue du champ de bataille ce sera l'offensive à outrance ? Il y a le terrain, les circonstances, les intentions de l'ennemi ; il y a la nécessité de manœuvrer ; il y a la manœuvre, pensée du chef. Ici on attaquera, là on résistera activement, parce qu'on veut économiser ses forces, attirer l'ennemi, l'immobiliser, le tromper, permettre la manœuvre. Tout champ de bataille aura ses zones ou ses temps d'offensive

---

[1] Nous n'examinerons pas ici le Règlement provisoire du 8 octobre 1902 et l'instruction ministérielle du 1er décembre qui lui fit suite. Ce furent là, en effet, des règlements d'essai, ayant pour but d'amener, par une sorte de travail en commun de toute l'armée, à un règlement durable.

[2] Règlement de manœuvres de l'infanterie du 3 décembre 1904, n° 301.

[3] *Ibidem*, n° 252.

et de « défensive agressive »[1] — mots qui signifient bien que le but final de toutes les actions, quelles qu'elles soient, sera toujours l'offensive.

Ainsi donc, des deux moyens de lutte de l'infanterie : le feu et le mouvement en avant, c'est le mouvement en avant que chacun devra avoir en vue : « seul il est décisif et irrésistible »[2] ; mais il serait acte de fous s'il n'était pas soigneusement préparé, si « un feu efficace, intense, ne lui ouvrait pas la voie »[1]. Le combat exige donc l'association étroite de ces deux éléments : feu, élément de préparation ; mouvement en avant, but final et élément de décision.

Quelles formes emploieront ces deux éléments? Quels seront, en un mot, les procédés d'application, *les procédés de combat ?* C'est affaire de cas particuliers ; le règlement, avons-nous dit, rejette toutes règles fixes[3], toutes formes immuables, toute ordonnance mathématique. Il pose des principes généraux ; à chacun de s'en inspirer suivant les nécessités du moment et des circonstances. Il est ainsi dans le véritable esprit de la guerre ; il traite en hommes les chefs et les soldats.

Avant tout, il faut prendre contact avec l'ennemi. Les organes de contact sont généralement la cavalerie, des détachements de toutes armes et l'avant-garde[4].

Ces détachements de toutes armes, mentionnés par le règlement, sont chose nouvelle et apparaissent comme un enregistrement fidèle des enseignements de guerre les plus récents. Déjà « l'Instruction pratique sur le service de l'infanterie en campagne », approuvée le 5 septembre 1902, avait parlé « d'avant-gardes légères », chargées dans certains cas « d'obliger l'ennemi à déployer ses colonnes ». Ici, le rôle des détachements de toutes armes est nettement consacré et leur mission définie : « Renseigner sur les forces ennemies, retenir l'adversaire sur une position déterminée, l'attirer dans une direction propice »[5].

---

[1] Règlement de manœuvres de l'infanterie du 3 décembre 1904, n° 266.
[2] *Ibidem*, n°s 193, 241.
[3] *Ibidem*, n°s 206, 210, 254, 256, 262.
[4] *Ibidem*, n° 246.
[5] *Ibidem*, n° 271.

Cette mission, la cavalerie seule est, dans l'état actuel de l'armement et dans la généralité des cas, impuissante à la remplir entièrement. Les opérations du Sud-africain et de la Mandchourie l'ont surabondamment démontré, et pourtant il n'y s'agissait pas de la guerre à très gros effectifs, à rendement intensif, accru par la mise en œuvre de toutes les ressources industrielles, telle que se la feraient les armées de l'Europe occidentale.

Ces armées, avec les échelonnements indispensables de leurs différents groupes, ont besoin pour manœuver de plus d'espace et de temps qu'autrefois.

Doit-on combattre, où et comment? Ces troupes, auxquelles on se heurte, sont-elles un rideau ou les premières lignes des forces principales ennemies? Où diriger les colonnes? Où les arrêter et les rassembler? Vaut-il mieux se porter en avant ou attirer l'adversaire par une manœuvre de repli, comme le fit magistralement Napoléon à Austerlitz? Des armées non renseignées sont perdues dans le vide; elles ne peuvent manœuvrer; elles sont prisonnières de la volonté de l'ennemi.

Il faut pouvoir se fixer un but et pouvoir le poursuivre; occuper cette crête, utiliser ce ravin, non parce qu'ils sont crête et ravin, mais parce qu'ils répondent au but; ne se déployer qu'en temps opportun; rester disponible pour la manœuvre et libre d'agir. Des troupes ont-elles besoin d'être instruites, entraînées, rompues à toutes les formations, pour aller s'aligner d'avance, suivant la méthode simpliste des milices boërs, sur les crêtes de Vaux à Saint-Privat, sur les hauteurs de Spicheren ou de Wœrth, sur celles de Liao-Yang à Yan-Tai? A Liao-Yang, Kouropatkine voulait bousculer Kuroki se jetant sur son flanc; mais l'armée russe était en ligne; les détachements de toutes armes, qui auraient pu par leur résistance faire connaître le mouvement de Kuroki, n'existaient pas; la manœuvre n'avait pas les bases nécessaires : l'espace et le temps — fonctions du renseignement; la facilité d'exécution — fonction du dispositif général.

Ce que l'emploi de la poudre sans fumée ne permet plus à la cavalerie seule de voir, les détachements de toutes armes l'apprendront par le combat — par le combat qui seul renseigne effectivement — et ils le pourront, parce que cette même poudre

sans fumée et la puissance et la rapidité du tir « procurent à l'infanterie une force de résistance qui compense dans une certaine mesure et pour un temps donné son infériorité numérique[1] ».

Jetés en avant ou sur les flancs des colonnes, embusqués dans les couloirs d'accès du terrain à conquérir ou à défendre, ils fourniront au chef une première base pour ses décisions, une première orientation pour la manœuvre; ils contribueront, en évitant aux troupes les marches, contre-marches et déploiements prématurés, à permettre de ne pas les épuiser en d'inutiles fatigues et de les conserver prêtes à parer à toutes les éventualités.

Le rôle de ces détachements ne diminue en rien celui des avant-gardes[2] ou avant-postes, qui, eux, sont liés aux mouvements ou aux emplacements des colonnes. Les renseignements donnés par les détachements influeront sur l'ensemble des troupes; ceux fournis par le combat des avant-gardes ou des avant-postes compléteront les premiers, mais ne pourront plus influer que sur les gros des colonnes. Ainsi s'échelonneront et se préciseront les renseignements, au fur à mesure se prendront les décisions et s'affirmera la liberté d'action du chef.

Avant-gardes ou avant-postes, confiants dans la puissance que leur donne leur armement, sont engagés sur tout le front nécessaire[3], aussi étendu doive-t-il être — « on s'engage partout et l'on voit » (Napoléon). Ils enlèvent, occupent, organisent, défendent les points d'appui qui permettront le développement ultérieur du combat et, derrière eux, les troupes « prennent leurs dispositions pour être en mesure d'agir sans retard[4]. » Celles-ci, sitôt leur mission connue, détachent des agents de liaison, officiers montés généralement, « qui, pendant toute la durée de l'action, assureront les communications réciproques du commandement et de ses subordonnés[5] », du chef et de ses

---

[1] Règlement de manœuvres de l'infanterie du 3 décembre 1904, n° 271.

[2] Nous occupant ici de « procédés de combat », nous ne parlons pas de ce que l'on a appelé l'avant-garde générale ou stratégique.

[3] Règlement de manœuvres de l'infanterie du 3 décembre 1904, n° 247.

[4] *Ibidem*, n° 250.

[5] *Ibidem*, n°s 248, 249.

exécutants — disposition capitale dont la suite du combat démontrera l'importance et qui sera la plus efficace garantie de de l'action du commandement et de la convergence des efforts.

Savoir le pourquoi d'une chose, en saisir la raison, le but, la place dans l'ensemble, être animé de la pensée du chef, être renseigné, en un mot! Un seul exemple suffit : on le trouve hier, à Liao-Yang, dans cette manœuvre, déjà rappelée plus haut, que Kouropatkine ordonne au détachement d'Orloff et au 1er corps sibérien de Stackelberg pour tenter d'arrêter le mouvement enveloppant de Kuroki ; ni Orloff ni Stackelberg ne savent rien du dispositif général de la bataille ; leurs efforts non renseignés sont successifs, désunis et ils échouent.

C'est donc d'une sage prévoyance d'organiser cette circulation de l'idée du chef suprême jusqu'au soldat, et cela dès les premiers moments de l'action, alors que « tous gagnent du terrain en avant pour permettre au commandement de disposer des forces nécessaires au moment opportun [1] ».

Cette sorte de marche au canon, cette avancée des gros des colonnes, à l'abri de l'engagement des avant-gardes, constituent ce que l'on appelle « les marches d'approche avant le déploiement qui précède le combat ».

Les unités d'infanterie, qui auront dû céder les routes à l'artillerie, exécuteront ces marches à travers champs; les itinéraires à suivre seront reconnus, choisis à l'abri des vues et des coups de l'ennemi [1]. Guidées par leurs chefs qui marchent à leur tête, précédées des sapeurs et des porteurs d'outils qui, le cas échéant, leur ouvrent des passages, protégées sur leur front, sur leurs flancs et en arrière par des fractions [2] qui leur assureront, s'il en est besoin, le temps et l'espace nécessaires pour se

---

[1] Règlement de manœuvres de l'infanterie du 3 décembre 1904, n° 250.
[2] *Idem*, n° 250. Un règlement du 11 mai 1895 a créé en Allemagne huit estafettes par régiment d'infanterie, en dehors de la cavalerie divisionnaire. Ces estafettes ont pour but de permettre à l'infanterie de se suffire à elle-même, c'est-à-dire d'assurer la liaison des colonnes pendant le combat et la transmission des ordres, de reconnaître les chemins, ponts, etc., de mettre les unités à l'abri d'une surprise par le feu.

déployer, les différentes unités utilisent pour leur progression les cheminements du terrain, règlent sur ces cheminements leurs formations, leurs distances ou leurs intervalles, peuvent s'étendre ici, se serrer là, évoluent en petites colonnes et en groupements variables dont chaque moment règle l'aspect.

Les unes, celles qui vont immédiatement s'engager, se dirigent sur les *objectifs*, buts à atteindre que leur assigne le commandement; les autres vont se rassembler « en des emplacements reconnus à l'avance et masqués aux vues de l'ennemi »; elles y constitueront soit les troupes dites de *manœuvre*, que le chef utilisera au moment voulu pour manœuvrer, soit les troupes dites *de réserve* qu'il gardera « pour parer aux éventualités imprévues, compléter le succès ou arrêter une retraite[1] ».

Cette répartition des troupes, comme nombre et comme tâches, est le complément immédiat de la décision qu'aura prise le chef de poursuivre l'action et que lui auront permise les renseignements fournis par les détachements de toutes armes et par les premières opérations de l'avant-garde. Le chef y aura procédé en ayant en vue le but qu'il s'assigne, sans qu'aucune règle fixe puisse venir limiter le libre exercice de son expérience et de sa raison.

Mais il est encore trop incertain sur la situation des forces adverses, que seul lui montrera le développement de la bataille, pour que ces premières décisions soient telles qu'elles engagent et emprisonnent les décisions futures. La liberté, que le règlement donne entière au chef, celui-ci doit se l'assurer d'abord vis-à-vis de lui-même. Troupes de combat immédiat, troupes de de manœuvre et éventuellement troupes de réserve seront donc échelonnées en profondeur, parce que le *dispositif en profondeur* laisse les forces *disponibles* et permet ainsi de faire face aux éventualités des longues luttes modernes.

Cette même liberté, le chef doit la respecter chez les autres, dans les limites où elle leur est nécessaire pour le plein rendement de leurs efforts. « Le commandement supérieur fixe le but et le fait connaître. Le commandement subordonné conserve

---

[1] Règlement de manœuvres de l'infanterie du 3 décembre 1904, n° 254.
Dans la généralité des cas, dit le Règlement, les unités supérieures seules (corps d'armée ou division) ou les unités isolées gardent une réserve.

l'initiative du choix des moyens; il reste constamment dans la dépendance du but assigné qu'il a le devoir d'atteindre[1]. »

Tel est le principe que le règlement a inscrit en tête de ses premières pages. Ayant assuré la distribution de l'idée du chef jusqu'au soldat, il veut — et devait — assurer une répartition proportionnelle de la liberté et de la responsabilité indispensables à son exécution. Le soldat-machine n'avait besoin ni de l'une ni de l'autre, puisqu'il était supposé sans pensée.

Suivons dans leur progression *les unités désignées pour s'engager immédiatement.*

Ces unités ont reçu du chef des *objectifs*, mot significatif parce qu'il veut dire des *buts à atteindre* (troupes ennemies, terrain occupé par ces troupes) et non des zones d'action. Leur indiquer d'une façon ferme ces zones, ce serait leur enlever en partie la liberté de choisir leurs moyens d'exécution, de pouvoir étendre leurs fronts — avantage si précieux tout au moins dans les débuts du combat —, d'utiliser le terrain tel qu'il se présentera. Comment saurait-on d'avance ce que seront les formes et les couverts de ce terrain dans les zones dont on aurait fixé les limites de façon préconçue? Et telle unité va-t-elle s'exposer à des pertes inutiles ou à un insuccès parce que tel cheminement qui faciliterait son mouvement se trouve à faible distance en dehors de sa zone?

Leur but et tous les renseignements utiles : situation dans l'ensemble du combat, situation par rapport aux troupes voisines (encadrées, à une aile ou momentanément isolées?), voilà ce que logiquement doivent savoir les unités pour qu'elles puissent remplir leurs tâches, répondre aux vues du commandement, s'assurer un réciproque appui.

Ainsi orientées, ces unités abordent bientôt le terrain où elles « peuvent être en butte au tir efficace de l'adversaire ». C'est le moment du *déploiement*[2], non en lignes, comme ce mot pourrait le laisser supposer, mais *en groupes*, dont l'importance, les for-

---

[1] Règlement de manœuvres de l'infanterie du 3 décembre 1904, n° 6.
[2] *Ibidem*, n° 255.

mations, les distances et intervalles sont variables, commandés par le terrain et les circonstances.

Le travail a été distribué, les tâches divisées, les objectifs assignés, les forces réparties, dans l'intérieur de chacune des unités qui s'engagent, comme le commandement avait dû le faire tout à l'heure entre ces unités elles-mêmes. Maintenant les divisions, brigades, régiments, bataillons, compagnies, tous les groupes et éléments de groupes ont chacun leur but, et, pour chaque groupe, pour chaque unité, ce but est partie intégrante du but fixé au chef immédiatement supérieur.

Tous sont à la fois directeurs et exécutants, étroitement unis en vue d'un seul et même but : directeurs pour qui leur obéissent; exécutants pour qui les commandent.

Le déploiement n'est que la mise à exécution de ces ordres de division du travail. Les groupes se fractionnent, s'espacent en largeur et en profondeur : en avant, les fractions qui vont engager le combat; en arrière, celles qui constituent *leurs renforts* et qui suivront les premières, sans qu'il leur soit besoin d'ordres et en utilisant les itinéraires défilés.

Les unes et les autres se ploieront au terrain, éviteront les espaces découverts et battus. Les différents groupes de tête se rejoindront, se laisseront, se dépasseront, ne s'attendront pas pour progresser; ceux qui rencontreront les terrains les plus propices en profiteront pour avancer, occuper les points d'appui, favoriser ainsi ultérieurement la marche en avant des unités moins bien partagées [1]. Des patrouilles jetées sur les fronts et les flancs préviendront, le cas échéant, des mouvements de l'ennemi, éventeront les surprises, permettront de reconnaître le terrain, assureront la liaison des divers éléments [2].

Les fronts, d'abord très étendus, se resserreront peu à peu; les groupes se fractionneront de plus en plus, suivant le terrain, quelquefois même jusqu'à celui formé des deux camarades de combat. Sur certains points, ce seront, suivant l'expression employée par Fritz Hœnig à propos des combats du ravin de la

---

[1] Règlement de manœuvres de l'infanterie du 3 décembre 1904, n° 257.

[2] Voir précédemment la note relative aux estafettes des régiments d'infanterie allemande.

Mance, « de véritables ruches »[1]; sur d'autres ne circuleront que les patrouilleurs de liaison. Partout les chefs d'unités, de groupes, d'éléments de groupes reconnaîtront le terrain, précéderont leurs fractions, les entraîneront par le « Suivez-moi », profiteront des abris momentanés que leur offriront les couverts pour reprendre leur monde en mains, le renseigner, l'encourager, lui donner le contact immédiat du chef. Et le mouvement en avant se poursuivra de cette façon, le plus longtemps possible, *sans tirer*[2].

Celui qui pourrait alors d'un seul regard embrasser l'étendue et la profondeur du champ de bataille aurait l'impression d'un dispositif sans aucune harmonie. Celle-ci est dans les esprits et dans les cœurs, non dans les formes.

Le caractère de ces formes est leur infinie variété. Face à l'ennemi, les groupes les plus avancés vont être obligés d'ouvrir le feu des derniers couverts qu'ils ont pu atteindre : crêtes, bois, boqueteaux, lieux habités, hautes cultures, etc.; ici terrés et rampants, là à demi-courbés derrière un pan de muraille ou accroupis sur la berge d'un ruisseau, serrés sur ce terrain, poussière d'hommes sur cet autre, ils forment des zigzags, des saillants, des rentrants, tout un jeu de figures sans symétrie, sans ordonnance géométrique et qui n'a plus rien de commun avec l'ancienne ligne de tirailleurs. En arrière et à des distances variables, ce sont les renforts, groupés en une répartition et en des formations tout aussi disparates, se dissimulant, obéissant aux injonctions du terrain. Plus en arrière encore, les groupes de manœuvre et ceux de réserve sont rassemblés ou se portent en avant, respectant eux aussi les cheminements et les couverts.

Le terrain apparaît bien ainsi comme le précieux auxiliaire du mouvement et de la manœuvre. Son utilisation sera aussi nécessaire pour celles des troupes qui auront à prendre temporairement une attitude de défensive agressive. Dans l'un et

---

[1] Fritz HOENIG, *24 heures de stratégie de de Moltke.* — Paris, Chapelot.
[2] Règlement de manœuvres de l'infanterie du 3 décembre 1904, n° 257.

l'autre cas, il ne sera pas le but, mais celui qui peut mener au but.

Un cheminement ne sert à rien s'il ne répond pas à l'objectif fixé; une mise en état de défense, méthodique ou sommaire, d'un point d'appui doit être tout aussi justifiée; si elle ne l'est pas, « elle impose aux troupes une fatigue inutile et peut à un certain moment les retenir sur une position qu'il n'y a plus intérêt à occuper[1] ». « Il en est, disent les Allemands, d'une position comme d'un habit qui n'a de valeur que s'il va bien à celui qui doit le porter. »

C'est donc à déboucher des derniers couverts et à continuer la marche sur l'ennemi, c'est à vaincre cette tentation de « l'adhérence à l'abri », d'autant plus violente que les pertes suscitent plus aigu l'instinct de conservation, que vont s'attacher les fractions de tête.

Jusqu'ici l'emploi raisonné du terrain seul a permis à ces groupes de se soustraire aux effets du feu ennemi; il a suffi à assurer la possibilité de leur progression. Maintenant, ces groupes se trouvent à distance et en situation telles que les feux de l'adversaire s'opposent à tout mouvement et causent des pertes sensibles; il faut dominer ces feux en tirant soi-même; il faut donner à son propre tir toute l'intensité désirable pour amener le tir ennemi à se ralentir; il faut préparer la marche en avant[2].

Loin de perdre de son importance, le terrain ne va plus être seulement le toujours même auxiliaire du mouvement, il sera encore celui du feu. Il permettra à tel groupe tantôt de préparer sa propre progression, tantôt de battre un glacis, une crête sur lesquels marchent des groupes voisins; à tel autre de gagner le long d'une haie, d'un ressaut du sol un emplacement d'où il fournira des feux d'enfilade; à celui-ci qui est arrêté au débouché d'une ferme, d'un bois et s'y est retranché d'interdire à l'ennemi toute action offensive; à celui-là qui a mis en état de défense ce point d'appui d'accabler subitement de son tir l'adversaire que des fractions proches viennent d'attirer à elles.

---

[1] Règlement de manœuvres de l'infanterie du 3 décembre 1904, n° 276.
[2] *Ibidem*, n° 258.

Le terrain permettra ainsi aux groupes, par le feu et le mouvement étroitement associés, par des offensives rapides, par des contre-attaques, des retours offensifs et même des manœuvres en retraite, par tout un jeu de combinaisons variées, de se soutenir, de s'aider mutuellement dans cette rude et difficile tâche : la marche par bonds sur l'objectif, but de ces différents groupes [1].

Le feu dans ces conditions apparaît comme un élément variable, soudain, imprévu, subordonné aux circonstances. Il est l'affaire des groupes qui doivent saisir l'occasion, se tenir terrés tant qu'ils ne tirent pas, ouvrir tout à coup un feu intense, le cesser sensiblement ensemble, chercher à produire par des *rafales* « subites, courtes et violentes » l'effet moral de surprise que permettent les armes actuelles et qui accroîtra l'effet matériel [2].

La conduite d'un tel feu ne pouvait être attribuée qu'au chef de section — officier ou sous-officier pourvu d'un brevet spécial — qui a un faible effectif, à portée de voix, souvent groupé derrière un couvert. Le règlement fait donc avec juste raison le chef de section maître du feu [3].

C'est ce chef qui déterminera les moments et les espèces de feux, suivant les circonstances ; le règlement met à sa disposition les feux à cartouches comptées, à volonté, à répétition, par salves ; il énonce les propriétés de chacun d'eux, mais n'en impose aucun. Aux nécessités du combat de décider du choix à faire.

Seule l'ouverture du premier feu marque une exception à ces principes ; le soin d'en fixer le moment appartient, sauf urgence, au capitaine qui à cet instant en effet, alors que l'éparpillement est encore limité, peut le faire efficacement et en toute connaissance de cause. C'est là une garantie prise contre l'ouverture prématurée du feu, qui ne ferait que donner l'éveil à l'adversaire et augmenter sans profits la consommation des munitions. Le capitaine n'est du reste pas sans action sur le tir de sa compagnie. Outre que l'approvisionnement en munitions doit

---

[1] Règlement de manœuvres de l'infanterie du 3 décembre 1904, n° 259.
[2] *Ibidem*, n° 194.
[3] *Ibidem*, n°s 193, 194, 258.

être l'objet de son attention, il a à désigner les objectifs, à s'efforcer de concentrer le tir de ses fractions ; les renforts dont il dispose lui permettent d'accroître le nombre des tireurs et par conséquent l'intensité des feux [1].

L'utilisation des *renforts* (sections, compagnies, bataillons) qui ont suivi sans attendre d'ordres et n'hésiteraient pas à s'engager d'eux-mêmes, si l'occasion se présentait favorable, sera le plus puissant moyen d'action des chefs des unités au combat. Leur entrée en ligne est un régulateur du mouvement en avant et permet de « donner plus de vigueur à celles des attaques qui paraissent devoir être soutenues ou bien de limiter les insuccès et de rétablir le combat [2] ».

L'artillerie appuie et prépare les mouvements de l'infanterie. Le génie coopère à la mise en état de défense des points d'appui qui « étayent le front de combat » [1] et garantissent la conservation du terrain conquis.

Dans les unités auxquelles leurs effectifs, leur mission, l'étendue de leurs objectifs et des espaces dont elles disposent permettent la constitution et l'emploi d'une troupe *de manœuvre* [3], l'intervention énergique de cette troupe sur les points favorables, suivant la conception que le développement du combat aura permise au commandement, sera le plus souvent la cause déterminante de succès dans ces luttes nombreuses et acharnées qui se livrent d'un bout à l'autre du champ de bataille et qui sont chacune comme une réduction de la grande lutte d'ensemble.

Ainsi, les chefs successifs des unités pourront intervenir et faire sentir leur action par les moyens — renforts, troupes de manœuvre, artillerie, cavalerie... — qui sont à leur disposition. Ainsi, de proche en proche, de compagnies à bataillons et à régiments, de régiments à brigades et à unités plus fortes, les efforts se souderont ; le travail, que l'énormité des tâches avait obligé à répartir et à diviser à l'infini, s'assemblera peu à peu. L'appui que se prêtaient entre eux les groupes ou éléments de groupes marchant sur l'objectif qui leur était commun, ils le devront ou

---

[1] Règlement de manœuvres de l'infanterie du 3 décembre 1904, n° 292.
[2] *Ibidem*, n. 261.
[3] *Ibidem*, n° 301.

l'emprunteront aux groupes qui combattent à leurs côtés contre un objectif voisin. La chute d'un objectif amènera celle d'un autre; la prise d'un point d'appui permettra à d'autres unités qu'il immobilisait de reprendre la marche en avant. En 1859, l'enlèvement de Melegnano coûte à la colonne centrale du maréchal Baraguey d'Hilliers des pertes graves, qui eussent facilement pu être évitées, puisque la seule progression des colonnes d'aile devait amener la retraite immédiate des Autrichiens.

Ce seront donc, pendant des heures ou des journées, des efforts qui ne se divisent que pour pouvoir se joindre; des combats variés ayant chacun un caractère particulier, présentant des zones et des temps d'attaques — la baïonnette haute —, d'arrêts momentanés — les hommes s'accrochant au sol — en face d'une position fortement organisée et énergiquement défendue; tout un mélange incessamment renouvelé d'offensive et de défensive-agressive. Et dans chacun de ces combats : la poussée heureuse des troupes engagées ou l'intervention de troupes fraîches qui viendront appuyer les premières par leur manœuvre; des condensations de feux; des « hourras »; des cris de « en avant »; la solution par un effort décisif, qui permettra de briser la résistance de l'ennemi et marquera un progrès de l'ensemble vers le but final[1].

En énonçant ces principes, le règlement montre bien le rôle et les procédés de combat de l'infanterie; il fait vivre la bataille : celle des bords du Russbach où Davout, ce maître de la défensive-agressive, perdit et reprit dix fois les villages, bois et points d'appui qui jalonnaient ce ruisseau; celle du ravin de la Mance où les troupes des VIIe et VIIIe corps allemands, renforcés vers le soir du IIe corps, avancèrent, furent refoulées, pénétrèrent dans les carrières de Rozerieulles, en furent rejetées, y entrèrent à nouveau, prirent Saint-Hubert, s'entassèrent, à l'abri de cette ferme, en un incroyable mélange, subirent trois paniques, tentèrent plusieurs attaques décisives dont aucune ne réussit, et se rassemblèrent à 10 heures du soir, prêtes à reprendre la lutte le lendemain.

---

[1] Règlement de manœuvres de l'infanterie du 3 décembre 1904, n°s 260, 261, 301.

En étudiant toute cette série d'efforts acharnés, dont Fritz Hœnig a fait une magistrale étude[1], comme on comprend les commentaires dont cet écrivain fait suivre son récit : « Ce n'est pas le combat de Saint-Privat, mais celui du ravin de la Mance qui donne l'image probable des combats de l'avenir... . Dans l'histoire militaire tactique, il ne faut jamais professer de théorie, quelque belle et logique qu'elle puisse être..... » ! Comme on s'étonne de la réglementation de cette bataille parade des grandes manœuvres avec ses sortes de « cavalier seul » : duel de cavalerie, duel d'artillerie, action de l'infanterie, débouché sur un point — souvent choisi d'après une idée préconçue — d'une seule et magnifique attaque décisive, en formations denses, devant submerger l'ennemi ! Comme on applaudit aux principes posés par le Règlement de manœuvres de l'artillerie de campagne du 8 juin 1903 : la mission de l'artillerie est de faciliter la marche progressive de l'infanterie, d'appuyer ses attaques, d'enrayer celles de l'ennemi ; l'artillerie sera donc amenée à engager avec l'artillerie adverse des luttes successives[2] ! Comme on applaudit aux principes tout aussi logiques du nouveau Règlement de manœuvres de l'infanterie !

Les batailles toutes récentes de Liao-Yang, du Cha-Ho et de Moukden permettent, par leur durée même qui atteignit de huit à dix jours, et bien qu'elles soient encore peu connues, de se figurer ce que peuvent être les efforts, les incidents, les imprévus de semblables chocs : particularités de toutes sortes, attaques et défenses de bois, de lieux habités, de défilés ; approches souvent faites de nuit, l'obscurité servant de couvert, permettant de dissimuler les mouvements, de surprendre l'adversaire au point du jour ; ou encore quelquefois attaques et combats menés pendant la nuit même, comme ceux des collines Poutilov et 203[3], et où il faut du secret, des directions nettes, des objectifs précis, des actions à rangs serrés, sans tirer, à la baïonnette[4]. C'est

---

[1] Fritz Hœnig, *24 heures de stratégie de de Moltke.*

[2] Règlement de manœuvres de l'artillerie de campagne du 8 juin 1903, n° 630.

[3] Cette dernière à Port-Arthur.

[4] Règlement de manœuvres de l'infanterie du 3 décembre 1904, n°s 284, 285, 286.

comme un chaos d'étreintes, d'interventions d'artillerie, de troupes fraîches et de cavalerie, « arme aussi efficace qu'autrefois contre une infanterie surprise »[1], et de ce chaos se dégage la supériorité de celui qui, voulant vaincre, agit, attaque, manœuvre, brise la résistance de son adversaire par une succession d'efforts que couronne un effort suprême, l'effort final.

Commandant Edmond Ferry.

(*A continuer.*)

---

[1] Règlement de manœuvres de l'infanterie du 3 décembre 1904, n° 288.



ÉDUCATION ET INSTRUCTION
DE LA COMPAGNIE
EN VUE
DU SERVICE EN CAMPAGNE[1]

CHAPITRE V.

EXERCICES DE COMBAT.

La section dans le combat offensif. — La section dans le combat défensif. — Du combat de la compagnie. — Du renforcement. — Eclaireurs au combat.

La section dans le combat offensif. — Une troupe quelconque qui s'engage offensivement ou défensivement est éclairée. Bien que ce soit l'opération préliminaire nous en parlerons en fin de ce chapitre, parce que le mode d'action des éclaireurs au combat dépend du mode d'engagement des fractions qu'ils ont mission d'éclairer.

Nous considérons ici la section en première ligne et encadrée.

Les exercices relatifs au combat de la section sont dirigés par les chefs de section (nouvelle École de section). On forme avec les hommes disponibles de la compagnie une section sur le pied de guerre.

Les gradés en surplus observent et suivent l'enseignement.

---

[1] Voir les livraisons de 1904 et celles de 1905.

Il est nécessaire que les quatre chefs de section (lieutenant, sous-lieutenant, adjudant, sergent-major) commandent à tour de rôle dans ces divers exercices.

On variera les terrains, opérant tantôt sur des terrains découverts et faciles, et tantôt sur des terrains présentant des couverts et des coupures, de manière à habituer hommes et gradés à adapter leurs dispositions « à la diversité des situations et à former leur coup d'œil ». Avant de commencer cette instruction le chef de section, groupe son monde et donne les explications suivantes :

Pour chasser un ennemi de ses positions, il faut prendre l'offensive, c'est-à-dire marcher sur lui, mais pendant cette marche, on est en but au feu puissant de l'infanterie et de l'artillerie adverses et exposé à des attaques soudaines d'infanterie et de cavalerie. Il faut donc prendre à tout instant les mesures convenables pour réduire au minimum les pertes qui pourraient être ainsi causées.

Enrayer les pertes permet évidemment de continuer la marche à l'ennemi.

Voyons quelles mesures pourront tendre à ce résultat.

Ces mesures peuvent être rangées en cinq sortes :

1° Le *feu* qui en causant des pertes à l'ennemi et en ébranlant son moral diminuera sa capacité à nous en causer;

2° Les *formations* soit pour le tir, soit pour les arrêts forcés, soit pour la marche, qui devront réduire autant que possible notre vulnérabilité;

3° Le choix d'*abris* lorsqu'on s'arrête et de *cheminements* lorsqu'on marche, de manière à être le plus possible caché aux vues de l'ennemi et par suite à ses coups ;

4° La *rapidité* de la marche, rapidité qui diminuera le temps pendant lequel nous servirons de cible;

5° Les *qualités manœuvrières* qui nous permettront de prendre des solutions promptes et judicieuses soit en présence de feux survenant à l'improviste, soit en présence d'attaques ou contre-attaques subites de l'infanterie ou de la cavalerie de l'ennemi.

Avant de réunir en un seul exercice la série des éventualités normales du combat offensif, il y a lieu d'exercer la section aux différents points de vue qui viennent d'être envisagés.

I. *Exercices simples relatifs au feu.* — Le chef de section explique ce qui suit : « La section est l'unité d'exécution des feux. » Nos feux auront le maximum d'effet si les hommes et les gradés connaissent et appliquent les prescriptions réglementaires qui les concernent, s'ils sont pleins de calme et de sang-froid, s'ils sont attentifs à exécuter les ordres du chef de section.

En particulier, les hommes doivent :

1° S'attacher à reconnaître l'objectif indiqué et, s'il y a lieu, le point à viser dans cet objectif ;

2° Prendre la hausse prescrite ;

3° Viser attentivement ;

4° Commencer et cesser le feu dès que l'ordre en est donné.

Les gradés doivent savoir que leur rôle de serre-file consiste particulièrement à s'assurer que les hommes observent les points essentiels qui viennent d'être rappelés et à leur transmettre les ordres que la fusillade, ou toute autre cause, leur aurait empêché de saisir.

Le chef de section préoccupé du choix de l'objectif, du point à viser, de la distance à apprécier, du réglage et des autres éventualités du combat donne des ordres. Les gradés interviennent alors comme agents d'une exécution toujours immédiate.

Ils sont les auxiliaires indispensables du chef de section. Ils ont la préoccupation constante de le seconder. Ils ne doivent pas agir dans le combat pour leur propre compte.

Cette explication donnée, on procède aux exercices :

N° 72. — A. La section étant dans une formation quelconque, approvisionner de pied ferme ou en s'arrêtant. On peut également, bien que le règlement n'en parle pas, mais comme le procédé est recommandé dans les écoles de tir, exercer à approvisionner en marchant.

N° 73. — B. Le chef de section détermine un front d'une soixantaine de pas, au moyen de jalonneurs, d'abord derrière un abri, puis en terrain découvert. Il déploie sa section sur un rang à un pas, parallèlement et en arrière de la position jalonnée, puis l'y conduit en se plaçant devant le centre. En s'arrêtant, chaque homme prend de lui-même la position la plus convenable pour tirer droit devant lui, sans gêner ses voisins, dans

la limite de la place dont il dispose et en s'efforçant d'utiliser un appui pour son arme et d'être abrité.

Les hommes doivent toutes les fois que le chef de section commande le feu sans indiquer la position du tireur, choisir d'eux-mêmes celle qui convient le mieux suivant leur emplacement.

Derrière un abri, une utilisation judicieuse peut imposer les positions les plus différentes.

Le chef de section n'indiquera la position que lorsqu'elle sera la même pour tous; ainsi en terrain plat et découvert, il commandera : *Couchez-vous!*, puis s'il y a lieu : ***Feu à volonté!*** Dans le cas de positions diverses, les rectifications à l'instruction incombent aux gradés ; ces rectifications sont d'ailleurs faites sans brusquerie et en se portant auprès des hommes qu'elles concernent, seule manière de se faire entendre d'eux si l'on procède à l'exécution de feux.

N° 74. — C. La section étant en position pour tirer, le chef de section indique l'objectif, le point à viser de cet objectif, la hausse et fait simuler le feu à volonté. Il s'assure qu'hommes et gradés se conforment aux principes rappelés au début de la séance. Il fait cesser le feu.

N° 75. — Il change objectif, point à viser, hausse, et donne ses indications de manière à être entendu seulement de la droite de la section; il fait ensuite commencer le feu et, un instant après, s'assure que, soit par les tirailleurs, soit par les gradés, la gauche de la section a obtenu les renseignements qu'elle n'avait pu entendre.

Il s'assure que les armes convergent sur le nouvel objectif et que les hausses ont été modifiées.

N° 76. — D. La section est établie sur une nouvelle position. Son chef fait exécuter un feu à volonté avec deux hausses, d'abord sur deux rangs, puis sur un, de manière à habituer les hommes du premier rang ou de l'ancien premier rang à tirer avec la hausse la plus faible et ceux du second rang à tirer avec la hausse la plus forte.

N° 77. — E. Il ouvre, arrête, reprend le feu à volonté, cette fois avec des cartouches à blanc et en exigeant l'ouverture et la cessation instantanée du feu, soit à la voix, soit au moyen de plusieurs coups de sifflet brefs et répétés.

La vitesse du feu à volonté ne doit pas dépasser huit à neuf cartouches à la minute. Le chef de section peut faire exécuter un feu à volonté d'une minute pour s'assurer de cette prescription.

N° 78. — F. Même exercice en feu à répétition avec les cartouches en bois. Ne pas dépasser la vitesse de onze à douze coups à la minute.

N° 79. — G. Habituer les hommes à considérer le mouvement de *En avant!* survenant au cours du feu comme l'équivalent du commandement de *Cessez le feu!* et à décharger rapidement tout en se portant en avant.

N° 80. — H. Exercice ayant pour but de permettre de régler l'intensité du feu.

On modère l'intensité du feu de la section en faisant tirer seulement une demi-section ou une escouade, ou encore pour éviter de présenter au tir de l'ennemi un groupe compact, en faisant tirer un homme sur deux (l'ancien premier rang ou l'ancien second rang), ou un homme sur quatre (les numéros impairs du premier rang, par exemple). Les autres hommes restent terrés.

N° 81. — I. Exercice de ravitaillement en cartouches au moyen de celles prises aux blessés. La section étant en position et tirant à volonté le chef de section désigne nominativement un certain nombre d'hommes comme blessés.

Ceux-ci cessent le feu et s'établissent à terre à un pas en arrière de la ligne. Leurs camarades prennent dans leurs cartouchières les cartouches à blanc restantes.

N° 82. — J. Exercice de ravitaillement en cartouches au moyen de celles de la voiture de compagnie.

Le chef de section explique que toutes les fois que l'on prévoit un combat, les cartouches de cette voiture (soit environ soixante-sept par homme) sont distribuées. Si elles ne l'ont pas été, les voitures se tiennent pendant l'action à un kilomètre en arrière de la chaîne, et les cartouches sont apportées par les hommes de la réserve. Il est absolument interdit aux hommes de la chaîne d'aller en chercher.

Les hommes en surplus de la section constituée simulent des hommes de la réserve et procèdent à ce ravitaillement si l'on dispose de la voiture de compagnie.

II. *Formations.* — A. Formations pour le tir. On fera prendre à la section successivement les formations suivantes :

Sur deux rangs serrés (dans les positions debout et à genou).

N° 83. -- Sur quatre rangs serrés (positions à genou pour les deux premiers rangs et debout pour les deux derniers. Une demi-section forme les deux premiers rangs, l'autre les deux derniers).

N° 84. — Formations citées à l'article 42 de la nouvelle École de section et dérivées de la colonne de route.

Sur un rang, coude à coude (dans les trois positions du tireur).

En tirailleurs à plusieurs pas (dans les trois positions).

B. Formations pour les arrêts forcés.

On est forcé de s'arrêter, soit pour tirer, et les formations sont celles indiquées ci-dessus, soit pour reprendre haleine, et ce sont encore les mêmes, puisque le tir peut être repris à tout instant, soit pour attendre le résultat d'autres manœuvres, et les formations sont encore les mêmes pour la même raison et étant donné que la section est en première ligne.

C. Formations pour la marche.

Ces formations doivent permettre en premier lieu de présenter la moins grande vulnérabilité possible aux feux de l'adversaire, et en outre de tirer instantanément en s'arrêtant, enfin de tirer sans difficulté.

Il résulte de là que dès l'instant où les fractions sont au feu le tir impose ses formations, et d'autant mieux qu'elles sont absolument compatibles avec celles qu'entraîne la recherche de la plus faible vulnérabilité.

Tant qu'on n'aura ni à tirer ni à redouter le feu de l'infanterie ou de l'artillerie adverses, on prendra la colonne par quatre. Aux bonnes portées de l'artillerie, on prendra la formation par le flanc (chaque section formant deux colonnes d'une demi-section par quatre, puis quatre d'une escouade par deux). Aux grandes portées du fusil, on prendra la formation par files ouvertes; ce n'est pas une formation de tir, mais aux grandes distances on tire peu et, lorsqu'il y aura lieu de le faire, l'homme du second rang se placera en s'arrêtant à hauteur et à gauche de son chef de file.

Le tir exécuté, en repartant on se remet par files jusqu'au moment où l'on adopte définitivement la formation en tirailleurs, formation qui comporte d'abord des intervalles, mais que les nécessités de l'assaut final vont d'abord transformer en une formation sur un rang coude à coude, puis par l'arrivée des troupes d'assaut, en une formation serrée sur deux et trois rangs.

Le chef de section rappelle qu'en terrain varié, les hommes marchent sans cadence, que les alignements sont observés autant qu'il est possible, parce que l'alignement est une chose nécessaire pour ne pas se tirer les uns sur les autres, mais qu'il est impossible de les obtenir aussi rigoureux que sur la place d'exercice, et que c'est surtout au moment des arrêts qu'il faudra en s'arrêtant les rectifier vivement sur le centre de la section.

Il explique aussi que l'arme est portée sur l'une ou l'autre épaule, si la section est à rangs serrés, à la main, le bout du canon plus élevé que la crosse si l'on est déployé.

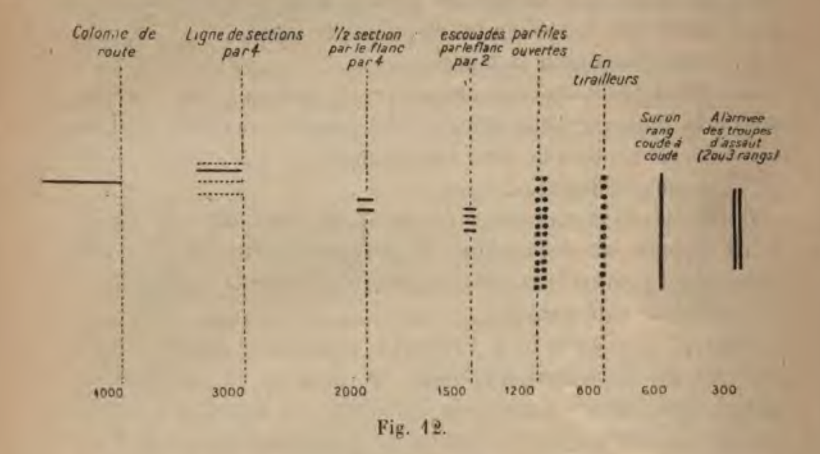


Fig. 12.

N° 85. — Ces explications terminées, le chef de section fait passer sa fraction par ces différentes formations suivant les indications du croquis ci-dessus. Il n'est pas nécessaire de parcourir 4 kilomètres. La section peut, dans l'espace de 400 mètres, par exemple, parcourir toutes ces phases; il suffit qu'à chaque

changement de formation, le chef de section annonce la distance à laquelle on est supposé se trouver de l'ennemi.

Ces formations et les distances indiquées pour les prendre n'ont rien d'absolu. Cela dépend de bien des facteurs, particulièrement :

1° Le terrain ;

2° Si l'ennemi possède ou non de l'artillerie ;

3° Si les fractions disposent pour leur déploiement de fronts larges ou resserrés, etc.....

Plus le terrain sera couvert et accidenté, plus dans la formation on devra se préoccuper de la nécessité de la rendre propre à une marche rapide.

Si l'ennemi ne possède pas d'artillerie on pourra garder jusqu'à 2,000 mètres la formation de route.

Si l'on dispose de larges fronts, on les utilisera de manière à diminuer la vulnérabilité.

Toutefois les formations et distances indiquées ci-dessus correspondent à ce que les expériences des champs de tir font ressortir, en présence d'un terrain plat et découvert et devant le tir de l'artillerie.

III. *Choix des abris et cheminements.* — *Abris.* — La section est, dans sa marche, solidaire des éléments qui l'encadrent ; elle doit se maintenir à peu près à leur hauteur.

Sous cette réserve, les arrêts sont ordonnés par le chef de section de manière à profiter des abris qui se rencontrent.

Des indications fournies par les écrivains les plus compétents[1], il faut retenir :

---

[1] « L'artillerie à schrapnels et *à fortiori* l'artillerie à tir rapide exerceront sur des troupes découvertes des ravages dont la guerre de 1870 ne peut nous donner une idée ». (Général LANGLOIS.)

« Contre un homme découvert, le schrapnel peut tout, contre un homme abrité et son abri, il ne peut rien ou presque rien ». (Général LANGLOIS.)

« L'obus à mitraille ne peut rien contre des fantassins terrés dans leurs tranchées ; pour atténuer sensiblement ses effets, il suffit que l'infanterie soit couchée ; pour les annuler complètement, elle n'a qu'à se couvrir d'un léger bourrelet de terre. Le sac du soldat, quelques fascines constituent déjà des éléments fort appréciables de protection. » (Capitaine GILBERT.)

En parlant de l'homme couché : « Si le terrain est incliné dans le sens de la trajectoire, cet homme est en très grande partie à l'abri. »

..... « On a même pu imaginer de dresser sur deux étages les sacs d'une

1° Que le moindre abri doit être utilisé ;

2° Qu'à défaut d'abri, la position couchée, surtout si le terrain est incliné en arrière, diminue considérablement les risques ;

3° Qu'en terrain découvert, on peut constituer un abri avec les sacs ;

4° Que les maçonneries constituent d'excellents abris.

En ne tenant pas compte de ces conclusions dans la conduite de l'infanterie au feu, le feu de l'artillerie sera destructif à partir de 4,000 mètres et le feu de l'infanterie à partir de 2,000 mètres.

En prenant les précautions précitées, le feu de l'artillerie sera, à toutes les distances, d'une efficacité médiocre et celui de l'infanterie sera moins redoutable.

On exercera alors la section ainsi avertie :

N° 88. — 1° A utiliser les abris les plus variés tout en restant en formation de tir et en n'occupant que le front qui lui revient.

N° 87. — 2° A prendre rapidement la position couchée, face à toutes directions de pied ferme ou en s'arrêtant.

N° 88. — 3° A confectionner des abris avec les sacs.

Au sujet de la position couchée, le règlement dit que les serre-files s'emploient à faire lever les hommes au commandement de : *En avant !* Les gradés doivent connaître cette prescription et l'appliquer avec vigueur aux exercices dès le moindre retard d'un homme à se lever, de façon à s'y habituer.

Au surplus, c'est une erreur de vouloir, dans le voisinage de l'ennemi, éviter de faire coucher les hommes sous le prétexte qu'ils ne voudront plus se lever, car « si on les laisse debout, c'est la balle qui les fera coucher et ils se lèveront encore bien moins» .

Au sujet des abris de sacs, voici comment (d'après une étude publiée par la *Revue du Cercle militaire*) on peut les établir :

---

escouade, en les assujettissant avec les bâtons de tente ; l'escouade couchée et serrée sur deux rangs, trouve derrière ce parapet improvisé une protection efficace. (GILBERT.)

« Cet obus (obus Robin) est totalement dépourvu d'effets incendiaires. » Or autrefois « l'incendie était le véritable moyen de déloger les défenseurs d'un point d'appui, village, grandes fermes, châteaux ».

« Les localités, en somme, demeurent d'excellents points d'appui, en dépit des théories émises sur leur compte et qui semblent avoir eu un instant de crédit dans le monde militaire. »

« Les abris font encore bonne figure devant l'obus-torpille. » (GILBERT.)

Au commandement de : *Face à tel point!... . Abritez-vous!* la section se forme sur deux rangs face au point indiqué.

Les hommes du premier rang s'asseoient à la turque face en avant, placent leurs sacs devant eux, se touchant, la gamelle en bas, le dos du sac vers l'avant. Les hommes du second rang se couchent sur la fesse droite, entrant leur épaule dans les creux existant entre les hommes du premier rang. Ils ont au préalable passé leurs sacs à ces derniers, qui les établissent sur les leurs, la gamelle en dessus. Les hommes des deux rangs baissent la tête le plus possible.

Les armes sont placées de la manière suivante : celles des hommes du premier rang à terre à leur droite et le canon en avant, celle des hommes du second près d'eux.

Si l'on veut tirer, les hommes du second rang peuvent seuls le faire. Ils prennent la position à genou en utilisant l'appui des sacs et ne se découvrent qu'au moment de faire feu.

Les hommes arrivent facilement au bout de quelques exercices à confectionner l'abri en un quart de minute, c'est-à-dire qu'en s'y prenant dès le premier coup de canon qui annonce que l'artillerie ennemie a aperçu l'infanterie et commence le réglage, on peut être abrité avant que ne se produise la rafale qui suit immédiatement le réglage.

L'abri est meilleur avec la capote roulée sur trois côtés du sac qu'avec la veste sur un seul; mais, en été, rien n'empêche de faire prendre la veste aux hommes et de leur faire rouler la capote sur le sac.

Une colonne par le flanc surprise par le feu de l'artillerie ennemie peut, soit se former en sections en ligne abritées face à la direction dangereuse, soit, si l'on marche exactement dans cette direction, former les sacs par fractions de quatre; mais il paraît, en somme, préférable d'avoir une méthode unique, et la formation des abris par section face au danger convient à tous les cas.

Si la section comporte une file creuse, l'homme de cette file se couche derrière ses camarades du second rang sur lesquels il pose son sac verticalement pour compléter sa sécurité.

Les serre files se groupent avec les files creuses pour les compléter ou procèdent comme il vient d'être dit pour les hommes des files creuses.

Cheminements. — Le chef de section explique que l'on cherche à éviter les espaces découverts dans la marche en avant et que l'on prend, sans trop s'écarter de la direction générale de la marche, des cheminements défilés.

Il est rare que la section, dans la bande peu large de terrain qui lui est dévolue, puisse trouver autre chose que quelques amorces de ces cheminements. Il faudrait qu'elle empiétât sur les bandes des fractions voisines, pour assurer la continuité de ces cheminements, quitte à revenir ensuite dans la zone qui lui était dévolue.

Or, cela doit se passer ainsi, mais c'est le capitaine qui dirige les sections lorsqu'il s'en présente d'assez longs et favorables dans la zone de marche de la compagnie qui est beaucoup plus large. Dans certains cas même, le chef de bataillon fera empiéter une ou plusieurs compagnies sur la zone de marche d'une compagnie voisine, et momentanément elles pourront employer toutes le même cheminement, quitte à se déployer rapidement chacune à sa place et avec son front normal dès que le terrain redevient propice ou ne présente plus de cheminements abrités.

N° 89. — Le chef de section indique à l'instruction, à un kilomètre de distance, une position supposée occupée par l'ennemi; au lieu de s'y porter directement, il fait suivre à sa fraction un cheminement qui, sans trop dévier de la droite ligne, laisse la section défilée le plus souvent possible des vues de la position indiquée.

Le cheminement est suivi par la section en faisant abstraction de toute autre considération.

IV. *Rapidité de la marche.* — La marche est aussi rapide que possible. Toutefois, la nécessité de tirer, de laisser souffler les hommes après des temps à vive allure, ou d'attendre les troupes voisines pour lier les efforts, oblige à des arrêts.

Nous avons vu quelles précautions on prend pour souffrir le moins possible du feu de l'adversaire pendant les arrêts forcés.

Voyons maintenant dans quelle mesure on recherchera la rapidité de la marche entre deux arrêts consécutifs, pendant ce qu'on appelle communément un bond en avant.

Si le terrain est découvert, il faudra le franchir au pas gymnastique et même au pas de course, si la distance à parcourir

n'est pas trop grande. Lorsque le terrain découvert est battu par un feu violent, la section se porte d'un abri à un autre par escouade, file par file ou homme par homme.

Si le mouvement a lieu par escouade, les hommes de chaque escouade prennent, au moment où ils s'élancent, plusieurs pas d'intervalle entre eux; ils se groupent de nouveau en s'arrêtant de manière à n'occuper que le front dont ils disposent.

Si le mouvement a lieu file par file, les deux hommes de la file se placent non l'un derrière l'autre, mais à côté à plusieurs pas d'intervalle.

Si le mouvement a lieu homme par homme, ceux-ci ne partent qu'à une cinquantaine de mètres les uns des autres et non les uns derrière les autres.

Ces divers mouvements s'exécutent dans l'ordre indiqué par le chef de section qui a soin de bien spécifier la place que prendront derrière le nouvel abri à occuper les fractions ou les hommes et au besoin les intervalles entre les tirailleurs.

L'instructeur procède aux exercices suivants :

N° 90. — A. Changement d'abri par la section entière.

N° 91. — B. Changement d'abri par l'escouade.

N° 92. — C. Changement d'abri par files.

N° 93. — D. Changement d'abri homme par homme.

N° 94. — E. La section est exercée à faire un bond en avant comportant une marche à allure rapide en terrain découvert, suivie d'une marche à allure ralentie dans une partie de terrain défilée.

N° 95. — F. Elle est exercée à parcourir une zone de marche pour se porter sur une position déterminée, supposée occupée par l'ennemi.

La marche est vive dans les parties du terrain bien visibles de la position ennemie et a lieu conformément aux principes développés plus haut.

La marche est poursuivie à une allure normale dans les zones moins dangereuses; il est fait des arrêts pour tirer derrière les abris et des arrêts pour souffler dans les ravins et parties basses du terrain complètement défilées; dans ce dernier cas, quelques hommes se portent en avant pour éclairer la fraction qui se reforme dans les bas-fonds et pourrait y être surprise.

Dans cet exercice, il y a lieu de se rappeler les effets du tir

indirect, qu'il soit recherché par l'ennemi ou qu'il se produise fortuitement ; il ne faut pas oublier que certaines parties du terrain inclinées en dessous et certaines parties des contre-pentes peuvent être dangereuses, bien que défilées des vues de l'ennemi. C'est tout à fait dans les bas-fonds qu'il faudra procéder aux arrêts, si l'on veut être certain de se trouver à l'abri des feux adverses. Naturellement, ces arrêts ne peuvent être pour des fractions en première ligne que de très courte durée et protégées, comme on vient de le dire, par quelques éclaireurs qui se portent rapidement à la crête pour voir en avant.

Il faut aussi remarquer que les bois derrière lesquels on défile peuvent ne pas donner de sécurité, si l'ennemi évente ce mouvement.

V. *Qualités manœuvrières.* — Au combat, les situations les plus imprévues peuvent se présenter, soit dans le cours de la marche offensive, soit au moment de l'assaut final, soit à la suite de cet assaut. Ce n'est pas assez pour y parer du coup d'œil et de l'esprit de décision du chef, il faut encore que la troupe soit manœuvrière, c'est-à-dire souple en la main du chef, apte à saisir rapidement sa pensée et à la traduire par le mouvement. Les exercices suivants développeront les qualités manœuvrières de la section :

N° 96. — *Thèmes simples.* — A. La section dans une formation groupée et surprise par un feu imprévu se déploie dans la direction de l'ennemi et gagne en même temps un abri ou s'en confectionne un avec ses sacs, s'il s'agit du tir à mitraille de l'artillerie ennemie.

N° 97. — B. La section est exercée à faire face à une direction quelconque pour ouvrir le feu à répétition sur un objectif supposé favorable et visible pendant un court espace de temps.

N° 98. — C. Ralliement face à un point quelconque de la section en marche ou en tirailleurs pour repousser par le feu une contre-attaque ou une charge de cavalerie. S'il s'agit d'une contre-attaque d'infanterie, l'action par le feu est suivie d'une charge à la baïonnette.

N° 99. — D. La section en marche en tirailleurs reçoit un nouvel objectif l'obligeant à un changement de direction et à de

nouvelles dispositions de marche et de tir suivant la distance du nouvel objectif.

N° 100. — E. La section en tirailleurs est rejointe par une troupe à rangs serrés et donne l'assaut. Faire toujours pour l'assaut battre et sonner les tambours et clairons.

N° 101. — F. La section à rangs serrés rejoint une troupe en tirailleurs et donne l'assaut.

N° 102. — G. La section ayant donné l'assaut se rallie face à une direction quelconque et fournit des feux sur un objectif déterminé.

N° 103. — H. La section ayant donné l'assaut et menacée d'un retour offensif de l'ennemi fait avec ses outils portatifs et ses sacs des abris rapides contre le feu violent de l'ennemi et se terre sur la position conquise.

N° 104. — I. Habituer la section à exécuter les mouvements prescrits par un certain nombre de sonneries : En avant ! Halte-là ! Commencez le feu ! Cessez le feu ! En tirailleurs ! La charge ! En retraite ! Ralliement ! Cavalerie en avant, à droite ou à gauche ! Couchez-vous ! etc.....

Du moral au combat. — Dans cette instruction de la section en vue du combat offensif, on a envisagé tous les moyens de se soustraire, dans la mesure du possible, à l'action puissante des armes actuelles ; mais, quels que soient le coup d'œil des chefs et la souplesse de leurs hommes, des pertes importantes ne sauraient être évitées. Pour résister à l'effet démoralisant de ces pertes, se produisant parfois en un court espace de temps, il faudra que le moral de la troupe soit solidement trempé et que les chefs donnent l'exemple du calme et du sang froid.

Il est donc nécessaire de donner dès le temps de paix un enseignement ou plutôt une éducation qui tende à préparer les hommes aux situations les plus brutales de la guerre. C'est par des entretiens fréquents sur ces sujets, par des récits anecdotiques, des lectures appropriées sur d'intéressants épisodes de batailles, par des causeries au cours des exercices de service en campagne, que l'on arrivera à leur donner une idée nette des efforts qui leur seront demandés, à exalter le sentiment de leur valeur, à ancrer dans leur esprit la volonté de toujours marcher de l'avant, par la certitude que l'offensive seule procure la vic-

toire. Qu'ils soient aussi convaincus que si la victoire s'achète, la défaite coûte plus cher encore. Lorsque l'on souffre trop cruellement du feu de l'ennemi, c'est dans la « fuite en avant » qu'il faut chercher le salut.

La bataille n'est pas seulement la lutte d'hommes armés, car les armements se valent et les résultats qu'ils produisent s'annihilent chez des troupes également instruites ; c'est aussi, c'est surtout la lutte des volontés et les plus tenaces, les mieux trempées sont sûres de l'emporter finalement.

Devant elles plient et les difficultés matérielles et les volontés adverses qui ont trouvé leurs maîtres.

Lorsque l'instructeur a expliqué et préconisé un moyen de combat, il doit toujours ajouter que le moyen ne donne rien s'il n'est mis en service par des hommes braves et résolus, plus résolus et plus braves que ceux qu'il faut frapper.

Combat offensif de la section encadrée. —(Réunion des éventualités diverses qui ont été précédemment envisagées séparément.) Le chef de section exécute la série des opérations suivantes :

N° 105. — A. Il indique le thème simple, par exemple ceci : La section encadrée et en première ligne doit marcher sur tel objectif (prendre un objectif à 3,000 mètres).

B. Il fait approvisionner les armes avec les cartouches en bois. Il suppose la distribution des cartouches de la voiture de compagnie qui seraient mises dans l'étui-musette.

N° 106. — C. Il fait commencer la marche en se conformant, pour les formations de marche et de tir, pour les abris et cheminements, pour les allures à ce qui a été expliqué plus haut et en tenant toujours compte des conditions du terrain et des distances qui séparent de l'objectif.

D. Il fait, au cours de la marche, un certain nombre de suppositions [1], telles que l'éventualité de contre-attaques d'infanterie ou de cavalerie sur un flanc, la nécessité de traverser un espace battu par un feu intense d'artillerie, etc., etc., de manière à développer les qualités de souplesse de sa troupe. La marche est ainsi conduite jusqu'à l'assaut exécuté au son du tambour.

---

[1] Le capitaine peut faire ces hypothèses conformément au § 3 de l'Ecole de section.

N° 107. — E. Il suppose que l'assaut est suivi d'un corps à corps nécessitant l'emploi de la baïonnette.

Il fait alors exécuter des mouvements correspondants d'escrime à la baïonnette, les hommes étant disposés sur deux lignes à six pas les uns des autres, la ligne figurant l'ennemi à dix pas de la première,

Lorsqu'un homme d'une ligne exécute un mouvement d'attaque, celui qui correspond dans la ligne opposée exécute une parade, puis une riposte.

N° 108. — F. Le chef de section simule des feux de poursuite, ou la nécessité de faire face à une contre-attaque, ou celle d'occuper défensivement la position en vue d'un retour à craindre de l'ennemi.

N° 109. — G. Il termine la manœuvre par des mouvements de maniement d'armes ou d'ordre serré, par des explications nouvelles et, s'il y a lieu, des critiques de détail.

Section encadrée dans le combat défensif. — N° 110. — A. Le chef de section donne le thème simple (occuper tel emplacement de manière à résister à une attaque venant de.....).

Il établit sa section en position d'attente en arrière de l'emplacement à occuper, bien défilée, ayant seulement quelques éclaireurs en avant, lui fait former les faisceaux et déposer les sacs.

Il conduit alors les gradés sur l'emplacement du tir, répartit le front, indique les travaux qu'il serait nécessaire d'exécuter à l'aide des outils de la compagnie. Il indique les points de repère dont il serait nécessaire de connaître la distance (un point à 600 mètres, un à 1000, un à 1400, un à 1800, par exemple).

Les gradés reviennent à leur section, font approvisionner les armes, distribuer les cartouches de la voiture de compagnie, prendre les outils portatifs et les outils de la voiture, et font exécuter ou simuler l'exécution par le nombre des travailleurs jugés nécessaires des travaux indiqués. Les télémétristes procèdent à la mesure ou à l'appréciation des distances.

Puis le chef de section suppose que l'ennemi est signalé par les éclaireurs à 2,000 mètres.

N° 111. — Il fait occuper la position.

Il suppose alors l'ennemi tour à tour aux diverses distances de 2,000 à 400 mètres. Lorsqu'il est supposé dans une partie

découverte, le feu doit prendre une grande intensité; lorsqu'il en suppose dans une partie défilée du terrain, les hommes se terrent pour ne pas donner prise au feu de l'artillerie adverse : les éclaireurs désignés surveillent seuls pour signaler la réapparition de l'ennemi.

Lorsque ce dernier est supposé à 400 mètres, la section exécute le feu à répétition et se porte vigoureusement en avant à l'attaque.

N° 112. — B. Un second exercice a pour but d'habituer la section à quitter l'emplacement de tir tout entière ou par demi-section, pour aller occuper une position de repli.

N°s 113 et 114. — C. Les deux exercices précédents sont répétés en figurant l'ennemi par une section qui fait le combat offensif tel qu'il a été enseigné précédemment. Le capitaine est alors directeur[1].

Remarque. — Toute troupe possède une force agressive et une force défensive. Celle qui se tient sur la défensive cherche d'abord à briser la force agressive de son adversaire, mais si, ce premier résultat obtenu, elle garde une attitude passive, le succès est incomplet parce qu'on n'a pas brisé la force défensive de l'ennemi et cela ne peut se faire qu'en marchant sur lui, c'est-à-dire en passant à l'offensive.

L'offensive directe permet de briser à la fois la force agressive et la force défensive de l'adversaire; c'est en cela que réside sa supériorité. Aussi ne doit-on se résoudre à observer momentanément la défensive que dans le cas d'une infériorité numérique trop évidente.

Du combat de la compagnie, du renforcement. — Une première ligne de bataille étant formée de sections qui se lient, s'articulent, se désunissent suivant les formes du terrain et les circonstances diverses du combat, l'instruction de la troupe pour le combat est à peu près terminée lorsqu'elle a reçu l'instruction

---

[1] Au début, l'instruction est dirigée par les officiers de compagnie; elle l'est ensuite par le capitaine lorsque deux sections agissent réunies ou sont opposées l'une à l'autre.

Les sections sont exercées alternativement au rôle offensif ou au rôle défensif (§ 66 de l'Ecole de section).

dans la section. C'est ensuite surtout une affaire de cadres. Avec l'effectif habituel dont disposent les commandants de compagnie, il est difficile de former plus de deux sections si l'on veut laisser à ces sections un effectif convenable.

Il faudra donc profiter des convocations de réservistes pour exécuter avec trois ou quatre sections des exercices de compagnie [1].

N° 115. — *Combat offensif de la compagnie encadrée.* — Le capitaine fait connaître à tout son monde : 1° Le thème simple de la manœuvre; 2° Les ordres, de manière que le but étant connu de tous, ainsi que les moyens ordonnés pour l'atteindre, la convergence des efforts soit assurée.

Pendant toute la durée du combat, chacun doit à l'occasion faire preuve d'initiative, c'est-à-dire en présence d'une éventualité imprévue ou d'une situation qui s'est modifiée, exécuter sans ordre ou même contre les ordres donnés ce qu'il paraît opportun de faire. Comme à la guerre il est rare de pouvoir prendre ses résolutions en parfaite connaissance de cause, mais que l'on opère généralement d'après des renseignements incomplets ou des données incertaines, un acte d'initiative comporte des chances d'erreur comme tous les actes du commandement; aussi faut-il se garder de blâmer un subalterne si son initiative ne lui a pas réussi; on peut seulement lui faire remarquer qu'il a mal apprécié la situation lorsque en tout état de cause l'initiative prise ne pouvait se justifier.

Les ordres donnés par le commandant de compagnie sont relatifs à l'approvisionnement des armes, à la répartition des cartouches de la voiture de compagnie, au front à couvrir, à la section ou aux sections en première ligne, à celles laissées en soutien et à la distance à laquelle elles doivent se tenir des premières, aux objectifs des feux et à la consommation des cartouches.

N° 116. — *Sections en première ligne.* — Nous ne parlerons pas de leur mode d'action que nous avons longuement développé plus haut.

---

[1] On peut encore constituer avec le bataillon une compagnie à 200 hommes.

Il faut seulement observer que la section ou les sections en première ligne couvrent tout le front disponible de manière à diminuer leur vulnérabilité.

Sections en soutien. — Le capitaine et les chefs de ces sections veillent à leur éviter des pertes en choisissant judicieusement, par rapport à la chaîne, les points d'arrêts et les cheminements.

Le capitaine les engage au fur et à mesure des nécessités du combat, ce qui donne lieu à l'opération dite du renforcement.

Du renforcement. — Le capitaine fait exécuter le renforcement par prolongement ou par doublement, suivant les prescriptions de l'article 39 de l'école de compagnie.

Le combat de la compagnie se poursuit d'après les principes enseignés pour la section.

Il habitue la chaîne à ouvrir rapidement le feu sur un objectif déterminé supposé apparaître à l'improviste, à le cesser instantanément, à le reprendre sur un nouvel objectif avec une nouvelle hausse.

Il peut simuler des pertes non seulement en hommes mais en chefs de section et gradés, de manière à reconnaître si la continuité du commandement est assurée.

Il peut faire procéder à des exercices de ravitaillement en munitions.

Il veille à ce que dans l'assaut il n'y ait pas de traînards.

N° 117. — *Combat défensif de la compagnie encadrée.* — Le capitaine opère comme il a été indiqué pour la section.

Les sections en soutien doivent être placées judicieusement de manière à ne pas souffrir des effets directs ou indirects des feux dirigés sur la chaîne.

Le feu est commencé par la chaîne dès qu'il peut être efficace. On ne tire que sur un but qui en vaille la peine, mais alors le feu est violent.

Dès que le but n'est plus apparent ou que l'effet recherché est produit, on le cesse et les hommes se terrent.

Ainsi le feu est intermittent et ne doit jamais dégénérer en

tiraillerie. L'objectif est soigneusement désigné de manière qu'il qu'il n'y ait pas d'erreur et que la convergence des feux soit assurée.

N° 118. — *Section ou compagnie isolées.* — Que l'on marche ou que l'on soit en position, il faut être éclairé en avant et sur ses flancs. Les patrouilles de flanc doivent être poussées assez loin pour que l'on puisse ne pas être en but à des feux imprévus et à courte distance.

Dans la conduite d'une opération isolée, le chef d'une troupe observe rigoureusement les principes suivants : s'éclairer de toutes parts et assez loin sans y consacrer beaucoup de monde.

Garder le gros de ses forces groupé. Dans un mouvement offensif, rechercher le point faible de l'ennemi et manœuvrer pour l'attaquer avec secret et vitesse. Dans la défensive, engager l'effectif strictement nécessaire, tenir le reste groupé et bien défilé; exécuter une énergique contre-attaque dès que l'ennemi arrive à proximité de la position [1].

N° 119. — *Éclaireurs au combat.* — Ce sont des hommes chargés de précéder une troupe en formation préparatoire de combat, pour fouiller le terrain en avant d'elle et lui éviter les surprises.

La distance à laquelle ils la précèdent dépend du terrain; les éclaireurs doivent éviter à la troupe qu'ils couvrent de se trouver à l'improviste en but à des feux exécutés aux petites et même aux moyennes distances.

Il faut donc qu'ils la précèdent de 500 à 600 mètres au moins,

---

[1] Dans le mouvement en avant de l'ennemi, si le champ de tir est découvert sur une bonne profondeur, au moment où l'assaillant quitte une portion bien abritée, il y a intérêt à le laisser marcher de l'avant pendant une centaine de mètres sans tirer, de manière qu'il n'ait pas la tentation de revenir immédiatement à son abri et que dans ce cas on ait le temps nécessaire pour le cribler de feux.

A ce point de vue, si dans l'offensive il faut ouvrir le feu le plus tardivement possible on peut souvent avoir intérêt dans la défensive à opérer d'une manière analogue. En ne tirant pas trop tôt, on ne décèle pas prématurément ses positions, on donne à l'ennemi un certain sentiment de sécurité qui le porte à retarder ses déploiements et l'amène massé à des distances pour lesquelles le feu est meurtrier.

en terrain découvert. En terrain couvert, l'action de ces feux est moins à redouter, et comme, d'autre part, il ne faut pas laisser ces éclaireurs trop en l'air, la distance sera diminuée.

Dans tous les cas, comme la formation préparatoire de combat permet de former rapidement une chaîne de tirailleurs, il faut que les éclaireurs ne gênent pas le feu de ces tirailleurs et puissent démasquer rapidement le front. A cet effet, il sera bon de constituer un seul groupe d'éclaireurs par bataillon, sous la direction d'un sous-officier ou d'un officier. Les différents groupes marcheront en avant des intervalles qui séparent les bataillons et dans l'ordre indiqué ci-contre, qui n'a pas de largeur.

50

100

Fig. 13.

Le front des bataillons étant de 300 à 400 mètres, les replis du terrain seront surveillés par la vue à des distances de 150 à 200 mètres au maximum, et aucune fraction ennemie de quelque importance ne pourra passer inaperçue; en cas d'alerte, le feu des bataillons ne sera pas gêné par la présence des éclaireurs répartis sur tout leur front.

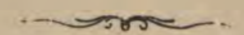
De plus, les groupes d'éclaireurs n'ont pas besoin d'être fortement constitués, sans quoi on tendrait à en faire une véritable chaîne de tirailleurs et, dans ce cas, il n'y a plus besoin d'être éclairé, puisque l'on est déployé et prêt à toute éventualité; les fractions non déployées en arrière deviennent des soutiens qui doivent prendre les précautions d'usage.

Si, dès lors, les éclaireurs sont simplement les yeux d'une formation préparatoire de combat et non la chaîne d'une formation de combat, il ne faut pas leur demander ce qu'ils ne peuvent donner, c'est-à-dire d'engager le combat.

Les éclaireurs de combat sont simplement un élément de sûreté pendant la période transitoire, qui s'étend entre le moment où l'on quitte les formations de route et celui où l'on a constitué une chaîne de tirailleurs et cette période peut être fort courte.

R. Brèche,
Capitaine au 123e rég. d'infanterie.

(*A continuer.*)



DES MARCHES[1]

Exercices de marches.

Chez les Romains, le « tyro » était d'abord instruit sur le Champ de Mars avant d'être encadré dans la légion.

Les nombreux exercices auxquels il était soumis avaient pour but d'en faire un soldat, « miles », habitué à tous les genres de manœuvre avec la lance, le glaive, le javelot, le pilum, l'arc, la fronde, le bouclier; aux travaux des camps et des sièges; de le façonner aux rigueurs de la discipline du rang, et surtout, de l'habituer à la marche, à la course, au saut, à la natation.

Végèce nous a transmis les détails des travaux des apprentis légionnaires, « Tyrones », Traduction du XVII[e] siècle : « ..... Il faut donc qu'ils fassent, en été, avec l' « armatura », un chemin de 20,000 pas (29 kilomètres) en cinq heures, pour les accoutumer au pas militaire, en plaine, en coteau, sans rompre les rangs, et à pas plein, qui est un peu plus hâtif, il faut qu'ils fassent dans le même temps 24,000 pas (35 kilomètres). Les plus jeunes doivent principalement être accoutumés à la course, afin qu'ils se jettent avec plus grande force contre l'ennemi; afin qu'ils occupent, quand l'occasion se présente, les lieux les plus opportuns, ou préviennent l'ennemi qui s'achemine à les surprendre; afin qu'étant envoyés pour reconnaître quelque lieu, ils y aillent et en reviennent plus vite; enfin, qu'ils poursuivent tous plus vivement l'ennemi en fuite. ..... Il faut aussi accoutumer et exercer souvent la jeunesse à porter une charge de

---

[1] Voir la livraison de février 1905.

60 livres et, ainsi, marcher et cheminer au pas militaire, chose qui ne sera pas trop difficile, si l'on s'y accoutume de bonne heure, car il n'y a rien de si difficile que l'assiduité et l'exercice ne fassent très léger. »

Haud secus ac patris Romanus acer in armis
Injusto sub fasce viam cum carpit, et hosti
Ante exspectatum positis stat in agmine castris.

Les Romains avec leur instruction et leur discipline ont conquis le monde.

Le maréchal de Saxe, le vainqueur de Fontenoy, de Raucoux, et de Lawfeld, a écrit : « C'est dans les jambes qu'est tout le secret des manœuvres, des combats, et c'est aux jambes qu'il faut s'appliquer. Quiconque fait autrement est un ignorant. »

La tactique s'adapte aux modifications de l'armement ; les principes restent les mêmes et les grands moyens n'ont pas varié. Les conducteurs d'hommes dont l'histoire garde les noms fameux, les conquérants, les empereurs, les vengeurs des peuples, ont toujours su se créer les soldats qui leur étaient nécessaires pour accomplir leurs vastes desseins.

Si nous voulons conserver notre prestige et assurer l'avenir, suivons l'exemple des anciens et de nos aînés. Les remparts de maçonnerie et de terre, les engins destructeurs les plus terribles, n'ont jamais arrêté les poitrines courageuses qu'animait le souffle du patriotisme ; les troupes aguerries, agiles et opiniâtres, menées par des hommes de génie comme on en voit briller dans les circonstances difficiles, finissent toujours par avoir raison des obstacles ; l'offensive, en un mot, préparée par la mobilité des armées sera toujours le dernier arbitre des combats.

Après ces considérations qui doivent nous servir de guides et nous animer, cherchons à appliquer avec sagacité et ténacité la méthode qui nous donnera des soldats endurcis à toutes les fatigues de la marche, puisque « c'est dans les jambes qu'est tout le secret des manœuvres et des combats ».

Les exercices du temps de paix doivent autant que possible, après un certain temps de préparation mettre les troupes aux prises avec les difficultés des opérations d'une campagne.

Mais en cela comme en toutes choses, il faut un apprentissage. Jusqu'au jour de leur incorporation, dans les trajets parcourus soit dans un but d'intérêt, soit au point de vue de l'agrément, les jeunes conscrits ont marché généralement seuls, sans aucun chargement, libres de leur allure et de leurs mouvements. Une fois soldats, ils seront astreints à marcher dans le rang, où ils seront gênés par l'équipement et un chargement de plus en plus lourd, incommodés par la chaleur, la pluie, le froid, contraints de partir à des heures fixées, et ne pouvant plus s'arrêter qu'à des moments déterminés. Aux grandes manœuvres, loin de la garnison, à la fin de l'étape ils ne verront s'ouvrir devant eux le plus souvent que des granges plus ou moins abritées contre les vents, s'ils ne sont pas appelés à prolonger la journée en passant la nuit au bivouac à la belle étoile.

Ils devront sans tarder remettre en état leurs effets, leurs armes, leur équipement, courir aux distributions, préparer leur soupe, dormir comme ils pourront et se tenir prêts à repartir à toute heure, quelquefois de grand matin. S'ils sont robustes, ils supportent les fatigues et les privations avec plus de facilité; mais s'ils sont un peu chétifs, si un jour ils n'*en peuvent plus*, comme ils diraient, auront-ils la force physique et morale nécessaire pour « suivre jusqu'au bout » avec confiance et sérénité ?

Il ne faut donc pas se dissimuler les difficultés des marches ; il faut habituer le soldat à tout ; il faut que plus rien ne le surprenne et qu'ayant éprouvé toutes les incommodités, il ne les envisage plus qu'avec calme et sans appréhension, qu'il puisse dire en toute assurance : « J'en ai fait bien d'autres, je ferai encore celle-là ».

Possunt, quia posse videntur (VIRGILE, *Enéide*).

Arrivés à leur corps, les jeunes soldats sont habillés et équipés. Pour eux commence une existence nouvelle dont tous les instants sont réglés. Dans une chambre, trop étroite souvent, on leur apprend les premiers détails du service; dans la cour du quartier ou sur une place voisine, d'un espace toujours restreint, pendant de longues heures, ils feront presque sur place des mouvements moins fatigants par les efforts demandés que par la rigidité exigée.

Les résultats pratiques au point de vue de l'instruction, de la discipline et de l'hygiène ne seraient-ils pas plus avantageux si dès la première semaine, toutes les fois qu'il fait beau temps, on les emmenait dans la campagne marcher au grand air, à travers les champs qui rappelleraient au plus grand nombre ce qu'ils ont quitté, faire connaissance avec le pays. En des points choisis on les arrêterait pour leur apprendre le maniement de leur fusil en face d'une silhouette de tir, pour leur faire une petite théorie pratique ; on leur ferait exécuter une manœuvre avec les anciens qui seraient par leur seul exemple les vrais instructeurs. Sans les fatiguer, on les dresserait peu à peu aux vrais principes de la marche, au pas cadencé, au pas de route, au pas gymnastique, au saut des obstacles. Leurs membres s'adapteraient peu à peu à ces mouvements d'un nouveau genre, les seuls utilisables en campagne. Pendant quelques heures, ils auraient vécu au grand air ; ils se seraient sentis moins enfermés. En rentrant au quartier, au pas cadencé, entraînés par les sonneries des clairons ou les roulements du tambour, ils seraient déjà fiers d'être soldats, et ils seraient contents.

Chaque semaine comporterait un certain nombre de sorties dont on augmenterait progressivement la durée, en consacrant chaque fois un temps déterminé aux exercices de tir et de combat. A partir de la huitième semaine, on ferait prendre le sac, d'abord vide, puis chargé peu à peu jusqu'au maximum.

Par un entraînement graduel et continu, au bout de deux mois, on aurait déjà des soldats qui feraient bonne figure dans une marche et une manœuvre. La cour du quartier et les jours de temps mauvais ou indécis, pour le détail du mécanisme ; la grande route, le terrain de manœuvre, les champs, les bois, pour la véritable instruction.

Le changement d'existence, l'uniformité des premiers jours aux abords des quartiers amènent tous les ans au bout de deux à trois mois une invasion de maladies ; janvier et février sont des pourvoyeurs de l'infirmerie et de l'hôpital ; il y a lieu de croire que la vie et les marches au grand air détourneraient en partie cet écueil contre lequel on voit presque tous les ans se heurter les espérances d'une instruction déjà devenue satisfaisante.

Mais, dira-t-on, les jeunes gens de 21 à 22 ans ne sont pas tous

également robustes. Malheureusement, il en est ainsi; ils ne seront, d'ailleurs, des hommes faits qu'à 24 ou 25 ans.

Faudra-t-il faire des classes des bons, des moyens, des médiocres? Ce procédé ne paraît pas avantageux; l'homme qui se voit classé à part croit qu'il est inférieur à ses voisins mieux dotés par la nature, et qu'il ne pourra que difficilement acquérir l'adresse et l'endurance des plus forts.

Il ne saurait, cependant, être question de certains sujets trop chétifs, qui seront toujours en retard; les conseils de revision et les commissions de réforme ont la mission de faire le choix et d'éliminer les éléments insuffisants.

Travail et repos. — Le corps d'un fantassin doit contracter des habitudes nouvelles toutes spéciales; les pieds, les jambes, les reins doivent se façonner peu à peu à une nouvelle catégorie de mouvements de plus en plus intensifs. Toute adaptation nouvelle doit être sagement réglée. Le jeune cheval indompté ne peut pas s'assouplir en un jour aux principes du dressage parfait; le jeune écolier de 10 ans ne peut pas encore aborder les sujets donnés aux grands qui préparent le baccalauréat. Tout effort démesuré ne produirait que du surmenage et probablement un résultat négatif. Après chaque séance d'entraînement, il faut laisser aux muscles le temps de se détendre pour s'assimiler la force de travail qu'on veut leur imprégner. La matière inerte elle-même a des limites de résistance que les ingénieurs savent bien ne pas dépasser.

Le repos judicieusement calculé est aussi utile que le travail progressif. Après une demi-journée ou même une journée entière de repos dans le courant de la semaine, quand les circonstances l'exigent, — les établissements d'instruction ont bien le jeudi — le corps, remis et dispos, est de nouveau plus prêt à produire de nouveaux efforts et à *s'assimiler un degré de plus de capacité de travail.* Le repos sagement accordé n'est pas du temps perdu; un chef prévoyant, qui se rend compte de ce qu'il peut attendre de ses soldats et leur demander, discernera toujours le moment opportun et la durée du délassement à donner à sa troupe.

Si tout est bien réglé, chaque semaine écoulée doit présenter un progrès sur la semaine précédente. Peu à peu, on augmentera la longueur du trajet et le chargement des épaule

à arriver à exécuter à la fin de janvier des marches de trois jours consécutifs de 25 à 35 kilomètres avec un chargement total de 25 à 28 kilogrammes.

Deux ou trois jours de marche par semaine ainsi combinés avec des manœuvres, un jour de repos et deux à trois jours de tir et d'exercices de détail donneront à un corps de troupe d'infanterie le degré d'instruction et d'éducation militaires nécessaire à une armée de campagne.

Applications. — Comme on ne sait bien que ce qu'on a appris, il y aurait intérêt, à titre d'applications, à faire subir de temps à autre les épreuves des difficultés qui peuvent se présenter à la guerre. On emmènerait les bataillons loin de leur garnison cantonner dans des villages assez éloignés, en vue de manœuvres avec les troupes des garnisons voisines. Des exercices d'avant-postes, d'attaque et de défense de positions, de marches tactiques ou stratégiques, le jour et quelquefois, mais rarement la nuit, compléteraient l'instruction de la troupe et perfectionneraient celle des officiers. On obtiendrait ainsi peu à peu l'homogénéité dans l'intérieur de chaque corps; hommes et officiers se connaîtraient mieux et apprendraient à avoir confiance les uns dans les autres. Les volontés seraient assouplies. Les populations verraient avec une satisfaction marquée le résultat obtenu avec les conscrits qui ont, quelques mois auparavant, quitté le foyer paternel pour aller apprendre à l'ombre du drapeau tricolore à devenir des *soldats et des hommes.*

De temps en temps, des repos plus larges seront accordés après une série d'épreuves surmontées avec succès. A l'occasion des grandes fêtes, les hommes pourront aller jouir pendant quelques jours d'une liberté plus grande auprès de leurs familles; leur corps et leur esprit se détendront ainsi plus efficacement; la santé générale gagnera à ce changement d'air et, au retour, nos citoyens-soldats reprendront avec une nouvelle ardeur la série des marches et des manœuvres.

Les grands jours de l'été permettront d'aborder de nouvelles difficultés. Il sera avantageux de faire quelques marches forcées de dix à quinze heures par n'importe quel temps, sur n'importe quel terrain.

Et quand les récoltes auront été enlevées, vers les mois d'août

et de septembre, les troupes seront largement prêtes, dans la la main et à voix de leurs chefs, à exécuter tous les mouvements élaborés en vue de véritables opérations de guerre.

Les marches de concentration, malgré la chaleur et la poussière, se feront avec aisance sans qu'on voie en arrière des colonnes ces files d'éclopés qui se traînent quelquefois péniblement sur les routes, pendant les premières étapes au début des manœuvres d'automne.

C'est ici le lieu de consacrer un paragraphe aux réservistes convoqués pour ces manœuvres. Il y aurait certainement avantage à leur faire exécuter en garnison au moins trois marches consécutives de 15 à 25 kilomètres avec un chargement moyen le premier jour, réduit le deuxième jour, qui est généralement le plus pénible au début, et complet le troisième jour. Un jour de repos et départ le lendemain. La sélection s'opérerait sur place, et l'on serait à peu près certain de pouvoir ensuite marcher résolument avec les éléments qui auraient bien supporté cette épreuve. Nos braves réservistes sont, en général, pleins de bonne volonté; mais ils n'ont plus l'habitude de porter un sac et de marcher sur les grandes routes; leurs pieds et leurs épaules se trouveraient bien de cet entraînement préparatoire.

Une fois la concentration opérée, les considérations tactiques devront primer toutes les autres. Les mesures de sûreté en marche, en station, la formation de grosses colonnes, les mouvements à travers les champs auront pour conséquence d'augmenter les difficultés et les fatigues. Mais c'est dans ces circonstances qu'une troupe, méthodiquement entraînée et rompue à la discipline de marche, montrera toutes ses qualités et s'imposera au jugement de tous. Elle aura la force de faire de longs trajets sans incidents, de partir matin, de rester des journées entières en mouvement, au soleil, à la pluie, sur les routes, dans les champs; de passer la nuit aux avant-postes, de se porter rapidement et en ordre sur les points importants; elle aura de la souplesse et du coup d'œil. Le chef qui peut compter sur tous ses hommes peut tout entreprendre. N'est-ce point là le but de l'instruction militaire, l'objectif d'une véritable préparation à la guerre?

Récompenses. — Les soldats ainsi aguerris et ayant fait leurs

preuves auront mérité des éloges. Les grands capitaines ont toujours su à propos en décerner dans des ordres du jour qui étaient pour leurs troupes le meilleur encouragement, la récompense la plus appréciée.

Dans l'intérieur d'un corps, le colonel et les chefs de bataillon ne sauraient mieux stimuler le zèle et l'ardeur qu'en faisant des compliments dans les grandes occasions.

Et, de même que pour l'adresse au tir et la bonne conduite, les règlements accordent des récompenses, de même il paraît logique de créer pour les marcheurs émérites des récompenses particulières destinées à les signaler aux yeux de leurs camarades, de leurs chefs et des populations. Un insigne spécial brodé sur la manche des *entraîneurs* serait pour eux le témoignage le plus éclatant de leur résistance aux fatigues de la marche, de l'exemple vivant de la valeur et de l'endurance.

1805 (13 octobre). — *Allocution de l'Empereur aux soldats du corps de Marmont.* — « Le 13 octobre, Napoléon rencontra les troupes du corps de Marmont, composées de Français et de Hollandais, accablées de fatigue, chargées à la fois de leurs armes et de leurs rations de vivres pour plusieurs jours. Le temps était tout à coup devenu affreux. Il tombait une neige épaisse qui fondait, se changeait en boue et rendait les routes impraticables. Toutes les petites rivières étaient débordées; les soldats cheminaient au milieu de vrais marécages, souvent gênés dans leur marche par les convois d'artillerie. Cependant ils ne murmuraient pas. Napoléon s'arrêta pour les haranguer, les fit former en cercle autour de lui, leur exposa la situation de l'ennemi, la manœuvre par laquelle il venait de l'envelopper et leur promit un triomphe aussi beau que celui de Marengo. Les soldats enivrés par ces paroles, fiers de voir le plus grand capitaine du siècle leur expliquer ses plans, se livrèrent à de vifs transports d'enthousiasme et lui répondirent par des cris unanimes de *Vive l'Empereur!*..... Tous s'écrièrent que c'en était fait des Autrichiens et qu'ils seraient pris jusqu'au dernier. » (Thiers.)

1805. — *Après Ulm.* — Les dernières opérations autour d'Ulm avaient été si rapides qu'un certain nombre d'hommes étaient restés en arrière. Napoléon donne un peu de repos à ses

troupes. « Notre Empereur, disaient ses soldats, a trouvé une nouvelle manière de faire la guerre; il ne la fait plus avec nos bras, mais avec nos jambes. »

Et dans la proclamation qu'il leur adresse après la capitulation, il sait leur exprimer sa reconnaissance par de justes éloges : « Soldats, ce succès est dû à votre confiance sans bornes dans votre Empereur, à votre patience à supporter les fatigues et les privations de toutes sortes, à votre rare intrépidité. » Annonçant ensuite l'ouverture d'une nouvelle campagne contre les Russes, celle que devait couronner le triomphe d'Austerlitz : « Tout mon soin sera d'obtenir la victoire avec le moins possible d'effusion de votre sang. Mes soldats sont mes enfants. »

L'art de conduire les marches.

« *Chi va piano, va sano;*
« *chi va sano, va lontano.* »

Dans tous les exercices de marche, il faut partir à une allure très modérée, comme le prescrivent les règlements, à raison de 4 kilomètres au plus par 50 minutes de marche effective. Peu à peu, de semaine en semaine, on peut après la première heure accélérer, mais très progressivement, jusqu'à 4 kilom. 500.

Le chef de la colonne, compagnie, bataillon, régiment, a le devoir de se rendre compte lui-même par l'observation directe de la physionomie des hommes, de la première à la dernière unité, de la vitesse praticable, soit pour faire accélérer quand les circonstances le permettent, soit pour faire ralentir, afin d'éviter le surmenage et le décousu. L'allure doit être réglée plutôt sur les unités de la queue de la colonne.

Est-il prudent de se fixer une heure déterminée pour l'arrivée au gîte? Des circonstances imprévues déjoueront souvent les prévisions. En dehors des manœuvres, il est juste que le chef de la colonne, responsable, ait toute initiative pour fixer les heures de départ, donner des repos supplémentaires plus ou moins longs suivant la chaleur, la poussière, la fatigue.....

Rien n'est d'un plus mauvais effet aux yeux de tous que le spectacle d'une troupe se traînant péniblement, sans cohésion, sans discipline, laissant des hommes fatigués tout le long du

chemin, à cause de mesures mal prises. En partant un peu moins tôt et en arrivant une ou deux heures plus tard, si les conditions l'exigent, on évitera les fatigues inutiles et l'on conservera aux soldats assez de nerf pour être en droit d'obtenir d'eux de nouveaux efforts. Tel, au départ, à la première fraîcheur du matin, croit qu'il arrivera plus vite sous le toit d'une grange, dans un village, terme peu logiquement escompté, semble-t-il, comme but final de la journée, qui « s'emballe », avance à grandes enjambées, puis se fatigue, change de vitesse, marche par à-coups et, au bout de trois ou quatre heures, se trouve non seulement dans l'impossibilité de soutenir une allure normale, mais se sent forcé de ralentir et ne réussira qu'à être harassé au vingtième kilomètre.

Des troupes bien entraînées feront facilement, à une allure bien réglée, 25 à 35 kilomètres, même dans la poussière, sous un soleil de plomb, qui seront fatiguées et peut-être exténuées au quinzième kilomètre, si la marche est conduite sans méthode, par à-coups, à une vitesse trop grande; si elles sont privées de sommeil et de repos, si on les fait partir continuellement à des heures trop matinales.

Qu'il soit permis à un modeste marcheur des grandes routes et des sentiers de montagne d'exprimer, en passant, son opinion sur les avantages incontestables et justement appréciés de la coiffure si commode des chasseurs alpins, *le béret,* et sur les avantages certains que présenterait pour toute l'infanterie ce béret ou le grand chapeau, américain ou boër, en feutre souple, à bords larges, relevé d'un côté et orné d'une cocarde. Le front n'est pas comprimé comme sous le képi rigide et serré; la pluie ne dégoutte pas sur les cheveux, sur le visage ou dans le cou comme avec le képi; les ardeurs du soleil et les rafales de la bise sont arrêtées et coupées par une inclinaison convenable, tandis que le képi ne protège aucunement et ne peut être orienté que d'une seule manière.

Après cette courte digression, revenons à l'analyse des cas qui peuvent se présenter dans l'exécution d'une marche.

Quelquefois, en un seul jour, une marche mal conduite suffira pour rompre les genoux même aux plus robustes et à les déprimer pour une semaine entière.

S'il fait trop chaud, si la fatigue est trop grande, on s'arrêtera

en temps opportun sous les arbres, près des fontaines, et l'on ne repartira qu'à la fraicheur du soir.

Un moyen essentiel, en été, consiste à faire boire les hommes et à les faire manger à une certaine heure; une troupe d'infanterie disciplinée, habituée aux longues marches, pourvue de vivres, est partout *chez elle*, sur les bords d'un chemin, dans un bois, au milieu d'un champ. Lorsqu'ils commencent d'avoir *l'estomac dans les talons*, s'il reste encore plusieurs kilomètres à parcourir, il y a le plus grand intérêt à donner un plus long repos, à faire une grand'halte, pour leur permettre de préparer et de prendre leur repas du matin. Et même, s'il le faut, on ne les remettra en route que vers 3 ou 4 heures de l'après-midi; on trouvera toujours des marcheurs solides et robustes pour prendre les devants vers le gîte d'étape, recevoir les distributions et préparer la soupe du soir, qui sera prête à l'arrivée de la colonne. Les soldats auront d'ailleurs vite appris à *se débrouiller*, à allumer leurs feux, etc., et c'est avec une satisfaction bien méritée qu'ils s'assiéront en paix pour se reposer et prendre ce repas de grand'halte. Ainsi réconfortés, tous, ils se remettront en route avec entrain, d'un pas léger, et franchiront sans incidents les derniers kilomètres. A l'arrivée, ils se retrouveront tout dispos pour les travaux d'installation. La discipline et l'instruction y gagneront sous tous les rapports.

Les facteurs qui agissent sur le mécanisme de la marche sont nombreux; les inégalités du terrain, en général, qui causent des à-coups, la nature et le sol du chemin, les défilés, la saison et la température, la pluie, la neige, le vent, la poussière, l'obscurité de la nuit, la longueur et la composition des colonnes, la longueur du trajet, l'habitude plus ou moins grande de la marche, l'état physique et moral de la troupe, l'énergie des chefs, la situation stratégique ou tactique.

Quelquefois, les difficultés sont extraordinaires. Un commandant de colonne ne saurait posséder une trop grande réserve de coup d'œil et d'énergie pour sortir sans encombre des situations les plus embarrassées. Il ne peut pas tout faire à lui seul; il faut qu'il puisse compter sur la discipline et le dévouement de tous; mais en raison de la responsabilité qui lui incombe, il faut qu'il fasse preuve de jugement, de sang-froid et de vigueur pour prendre à temps les mesures qui l'aideront le mieux à surmonter

les obstacles et à diminuer le plus possible la désagrégation des forces physiques ou morales. N'y a-t-il pas intérêt pour tous à faire et à diriger de longues marches, avec de fortes colonnes quand il est possible, par tous les temps, même les plus défavorables, pour se rendre compte des embarras probables, pour habituer les soldats à acquérir de l'endurance et de la confiance, et par des exercices poussés quelquefois près de l'extrême limite de résistance voir ce qu'on peut leur demander et ce qu'on peut en obtenir?

Macdonald au Splugen.—L'histoire nous a légué des exemples qne nous devons connaître.

En 1800, au mois de décembre, après la victoire de Hohenlinden, le Premier Consul ordonnait à Macdonald de se porter avec ses 12,000 hommes des Grisons dans la Valteline par le col du Splugen, pour passer ensuite dans le Tyrol italien et déborder la ligne du Mincio.

» Aucune objection tirée de la hauteur du Splugen ou de la rigueur de la saison n'avait pu ébranler Bonaparte. Il avait constamment répondu que, partout où deux hommes pouvaient poser le pied, une armée avait le moyen de passer.

« ..... Le général Macdonald se mit en mesure d'obéir et il le fit avec toute l'énergie de son caractère..... Le passage de cette haute montagne présentait les plus grands dangers, surtout dans cette saison où de fréquentes tourmentes encombraient la route de monceaux énormes de neige et de glacé.

« ..... La première colonne, composée de cavalerie et d'artillerie, aborda le passage par un beau temps, mais elle fut tout à coup assaillie par une tempête affreuse; une avalanche emporta la moitié d'un escadron de dragons et remplit les soldats de terreur. Cependant, on ne perdit pas courage. Après trois jours, la tourmente ayant cessé, on se mit en mesure de rouvrir une trace. Des bœufs foulaient la neige en y enfonçant jusqu'au poitrail; des travailleurs la buttaient fortement et déblayaient le passage, des sapeurs entaillaient la glace à coups de hache..... Les soldats endurèrent ces horribles souffrances avec une patience admirable, se nourrissant de biscuit et d'un peu d'eau-de-vie. La quatrième et dernière colonne allait enfin atteindre le sommet du col, lorsqu'une nouvelle tourmente le ferma encore

une fois et dispersa en entier la 104e demi-brigade et ensevelit une centaine d'hommes. Le général Macdonald était là. Il rallia ses soldats, les soutint contre le péril et les souffrances, fit rouvrir avec des efforts inouïs les chemins barrés par des blocs de neige glacée et déboucha enfin avec tout le reste de son corps dans la Valteline. » (THIERS.)

Annibal dans les marais de l'Émilie, 217 av. J.-C. — L'antiquité surtout nous a transmis des exemples de marches remarquables. Au mois d'avril 217, Annibal, après les victoires du Tessin et de la Trebbia, franchit l'Apennin toscan pour se porter dans la vallée de l'Arno. Il ne tarda pas à rencontrer les trop célèbres marais de l'Émilie. Sans hésiter, les Africains et les Espagnols se jetèrent dans l'eau et dans la bourbe. Les Gaulois murmuraient; il fallut employer la force pour les maintenir. L'armée eut à subir des souffrances terribles, causées principalement par la privation de sommeil durant une marche ininterrompue de trois jours et quatre nuits; les hommes les plus fatigués se couchaient sur les îlots que formaient çà et là des tas de bagages abandonnés et des monceaux de cadavres d'animaux. Marchant les pieds et les genoux et même les reins dans l'eau, le haut du corps dans les brouillards des marécages, les soldats furent extraordinairement éprouvés; il en périt un grand nombre. Annibal lui-même y perdit un œil, mais il soutint jusqu'au bout ses guerriers par son énergie indomptable.

Le vaillant général, qui avait conduit son armée de Carthagène dans la vallée du Pô à travers les montagnes des Alpes, qui avait déjà infligé aux Romains deux sanglantes défaites, entraînait cette armée à travers tous les obstacles par son courage héroïque et le prestige de la victoire.

Et la retraite des Dix mille, dirigée avec tant d'habileté par Xénophon, exécutée avec tant de discipline et de force d'âme par des soldats devenus désormais, semble-t-il, inaccessibles à la crainte et à la souffrance, n'est-elle pas un monument impérissable des grandes choses que peuvent accomplir des hommes au cœur vaillant, au corps endurci, guidés par de grands capitaines? Abandonnés à leurs seules forces après la bataille malheureuse de Cunaxa, poursuivis par des ennemis acharnés à leur

perte, dans des pays inconnus, au milieu de populations féroces, ils ne perdirent point le courage ni l'espérance. Constamment aux prises avec toutes les difficultés, jamais assurés d'un lendemain, pendant de longs mois ils eurent à livrer des combats incessants, à lutter contre les souffrances du froid et de la faim. Ils vinrent à bout de toutes les difficultés et eurent le bonheur de rentrer dans leur patrie, léguant ainsi à l'humanité un exemple immortel de vaillance et de discipline.

En un an et trois mois, ils avaient parcouru 6,800 kilomètres.

En plaine. — Le véritable entraînement s'acquiert par des exercices de marche sur les grandes routes. En général, nos routes sont bien tracées et bien entretenues; mais le sol, favorable au roulement des voitures, en est dur pour les pieds du fantassin; les jambes, le corps tout entier ont à subir des réactions pénibles et d'une continuelle uniformité. Comme elles suivent généralement le fond des vallées, en été la chaleur y est plus sensible que sur les hauteurs, et la poussière y devient parfois intolérable.

L'extrême chaleur et la poussière dépriment vite l'énergie du soldat. Ces inconvénients seront diminués en partie par un départ assez matinal et par des formations à rangs ouverts sur les accotements de la route.

« Mais le pire désordre, a dit un tacticien allemand, provient d'une allure déréglée. Les unités du centre et de la queue de la colonne éprouvent du fait des allongements et des ralentissements des fatigues encore plus grandes que la marche elle-même. »

Les montées et les descentes successives produisent fatalement des à-coups. Il y a intérêt à laisser à chaque compagnie plus d'autonomie. L'essentiel est que les compagnies ne soient pas disloquées, que les files de quatre, ou de deux à rangs ouverts, soient toujours alignées et à leur distance. A la halte horaire, chaque unité serrera à sa distance normale sans précipitation, et les bataillons se trouveront reformés.

Le chef de la section de tête, qui est à pied, peut seul et doit adapter son pas, strictement, aux exigences variables, suivant les circonstances.

En montagne, les inégalités du terrain sont si disproportionnées et le plus souvent les sentiers sont si étroits que la seule marche possible est la marche sur un rang, par compagnie, et même, dans les endroits très accidentés, par section.

Là plus qu'ailleurs, il est d'une importance capitale, surtout au départ, de régler l'allure à une vitesse uniforme proportionnée à la pente, et très modérée, pour diminuer les inconvénients provenant des ralentissements et des allongements inévitables.

La fatigue s'accroît plus rapidement en raison des efforts plus grands à déployer. En voulant faire monter des hommes chargés plus vite qu'il n'est possible et raisonnable, on ne tarde pas à les exténuer, à les épuiser. Un soldat épuisé ne manque pas toujours de courage, mais les forces lui manquent. Pour bien s'en rendre compte, on n'a qu'à étudier les phénomènes de l'épuisement chez les hommes qui en sont atteints; on trouvera également sur ce sujet de sages indications dans l'ouvrage remarquable du docteur Fernand Lagrange : *Physiologie des exercices du corps*, ouvrage couronné par l Institut.

Une troupe qui ne *s'emballe* pas au départ, qui garde son *souffle*, qui progresse à une allure continue, quoique lente en apparence, à laquelle on sait donner les repos nécessaires en temps voulu, est en état de marcher plus longtemps avec moins de fatigue, d'arriver plus tôt à une crête avec tous ses éléments sans aucun retardataire et de conserver encore tous ses moyens pour une action ultérieure, point essentiel. « Chi va piano, va sano », dit le vieil adage.

Considérons maintenant un bataillon à l'effectif de 800 hommes, soit 200 par compagnie, 50 par section. Sur un sentier à peu près horizontal, ce bataillon en colonne par un occupera une profondeur d'environ 900 pas. Mais en montagne, les intervalles entre les unités et entre les hommes ne tarderont pas à augmenter. En effet, une fraction arrêtée au premier passage difficile retardera presque immédiatement toutes les fractions suivantes. Quand la première, après avoir franchi l'obstacle et regroupé ses éléments, reprendra la marche, la deuxième sera encore dans le mauvais pas; elle ne pourra suivre la première à sa distance normale, à moins d'imposer aux hommes des efforts redoublés qui amèneront vite l'essoufflement, et ainsi de suite jusqu'à la dernière. Ce bataillon, auquel 900 pas suffisaient dans une

plaine, se déroulera dans peu de temps sur une profondeur de 1500 pas.

Dans ce cas qui se présente le plus souvent, 50 hommes constituent le groupe le plus fort qui puisse marcher réuni sans trop d'à-coups.

Le moyen pratique le plus simple paraît consister à assigner, à la montée, comme objectif de ralliement, le col ou la crête, et à la descente le point de rassemblement choisi pour la manœuvre ou la grand'halte, ou le pied du versant dans la vallée. Là, les unités, sections et compagnies, sans avoir éprouvé trop de gêne de part ni d'autre, se retrouveront au complet et en bon ordre sous les yeux et dans la main de leurs chefs.

En raison des efforts plus considérables exigés par le travail mécanique de l'ascension, augmentés encore à partir d'une certaine altitude par les changements de la pression atmosphérique, il y a intérêt à donner des repos plus fréquents pour permettre aux hommes chargés de reprendre haleine, de boire et de manger pour calmer les tiraillements de l'estomac. Sachant qu'à des intervalles assez rapprochés ils pourront se délasser un peu, ils marcheront avec plus de confiance, et les repos qu'on leur aura accordés, au lieu de paraître allonger la durée du trajet, serviront à la diminuer et, au terme du parcours, les soldats seront encore alertes et dispos.

A. Mourrat,
Lieutenant au 14e bat. de chasseurs à pied.

(A continuer.)



LA
CONQUÊTE DE VALENCE

PAR

L'ARMÉE FRANÇAISE D'ARAGON

(1811-1812)[1]

Bataille de Sagunto.

L'assaut du 18 octobre venait d'être donné et repoussé. L'acropole de Sagunto continuait à résister victorieusement et ce boulevard de Valence, toujours menaçant, entravait l'exécution du programme de Suchet, lui faisait perdre un temps précieux que Blacke pouvait mettre à profit, soit pour fortifier les approches de la ville, soit pour préparer son armée à un choc décisif. Dans ces conditions, la réalisation d'un événement susceptible, du même coup, d'ouvrir les portes du château-fort, d'inutiliser l'armée du général Blacke et de dégager la route de Valence jusqu'à l'enceinte paraissait un rêve inespéré, une véritable manifestation de la fortune.

Le maréchal cherchait vainement une combinaison pour forcer le destin, lorsque Blacke vint lui tendre la main en offrant la bataille presque sous les murs de Sagunto. C'était décider du sort de la campagne en un jour, car l'engagement amènerait ou la retraite des Français ou l'investissement et même la prise de

---

[1] Voir la livraison de mars 1905.

Valence, grâce aux renforts que Suchet attendait d'un moment à l'autre.

Par ailleurs, l'on est forcé de reconnaître que Blacke pouvait difficilement et résister aux instances de la population qui demandait à grands cris la délivrance de Sagunto et rester insensible aux signaux d'Andriani annonçant sa défaite prochaine. La tentation de livrer bataille, avec une armée supérieure en nombre et déjà passablement préparée, pour délivrer à la fois Sagunto et Valence, était réellement très séduisante. La critique ne s'est, d'ailleurs, exercée qu'après l'action, lorsque le sort des armes eut décidé de tout et permis à chacun de dicter rétrospectivement des plans d'attaque et de défense. Néanmoins, si, dans le but de couvrir Valence, Blacke avait choisi Castellon de la Plana comme première ligne d'opérations et Sagunto comme deuxième ligne, avec un camp retranché naturellement défendu par le rio Palencia, il est incontestable que Suchet aurait eu de grosses difficultés à vaincre pour atteindre son objectif[1].

Blacke, disent les auteurs espagnols, aurait peut-être prononcé plus tôt son mouvement en avant, mais il préféra attendre le retour du général Mahy, chargé par lui d'éloigner de Cuenca le général d'Armagnac qui envahissait de ce côté le royaume. Le 24 octobre, dans l'après-midi, il sortit enfin de Valence après en avoir confié la garde à la milice et avoir adressé une proclamation de circonstance à ses troupes. Les habitants, penchés aux fenêtres et balcons, saluaient les combattants qui défilèrent ainsi escortés des bénédictions et encouragements de la population[2].

A la tombée de la nuit, l'armée espagnole campa à proximité des lignes françaises. Elle était composée d'environ 30,000 hommes. La division Zayas, qui s'était acheminée le long de la plage, occupait la droite et disposait d'une réserve de 2,000 hommes aux ordres du brigadier Velasco. Cette réserve garnissait les hauteurs du Puig sur lesquelles le général en chef et son état-major se postèrent également. Une flottille, appuyée par une corvette anglaise, croisait le long de la côte et flanquait très à propos l'aile droite. La division Lardizabal formait le centre à la chartreuse d'Ara Christi qu'elle avait occupée en suivant la

---

[1] Napier, *History of the war in the Peninsula*, t. II, p. 520 et 521.

[2] *Chronique espagnole de* 1811.

route de Sagunto et de Barcelone. Toute la cavalerie espagnole (général Caro) soutenait le centre qui était renforcé par une réserve de 2,000 hommes aux ordres du colonel Liori. La gauche, commandée par le général O'Donnel, comprenait d'abord les divisions Villacampa et Miranda alignées derrière le ravin du Picador et parallèlement au chemin de Calderona jusqu'aux mamelons appelés « los Germanells ». Venait ensuite le général Obispo qui occupait l'extrême gauche, vers Betera, avec mission de déborder l'aile gauche de l'armée espagnole par le défilé de Santo Espiritu. Une réserve de 4,000 hommes, général Mahy, devait appuyer ce mouvement tournant sur la droite française.

Pendant la nuit, les officiers détachés par les différents chefs de corps se réunirent au quartier général. Un croquis du terrain tracé par le chef d'état-major, D. Ramon Pérez, fut mis sous leurs yeux, et chacun reçut des instructions particulières avec ordre de commencer l'attaque à l'heure fixée.

Suchet n'eut connaissance du mouvement des Espagnols, dit le comte de Toreno[1], qu'à 11 heures du soir, par l'entremise d'un de ses partisans établi au Puig. Bien qu'une bataille livrée entre deux places ennemies, sans ligne de retraite assurée, présentât les plus grands inconvénients, Suchet n'hésita pas à saisir l'unique occasion qui s'offrait de porter un coup décisif, comptant qu'en rase campagne, avec les troupes qu'il commandait, il aurait le dernier mot de la journée.

Le maréchal prit sur-le-champ ses dispositions pour faire face au danger. Il n'alla pas chercher son adversaire sur un terrain qui ne lui convenait guère comme l'éloignant trop de Sagunto, dans une plaine très étendue et sans abri. Il choisit, au contraire, le théâtre de la lutte et attendit Blacke entre la Méditerranée et les collines du Val de Jésus et de Santo Espiritu, exactement à l'endroit le plus resserré de la « huerta », c'est-à-dire face au promontoire terminal de la montagne qui plonge sur la mer en n'abandonnant à la vallée qu'un étroit couloir favorable à la concentration d'une troupe inférieure en nombre. Tel était le cas pour Suchet dont l'effectif pouvait s'élever au maximum à 19,000 combattants, à 18,000, d'après nos historiens.

---

[1] *Histoire de la guerre d'Espagne*, t. II, p. 391.

Sa droite, appuyée au massif indiqué, était formée par la division Harispe, qui s'étendait jusqu'à la route de Sagunto, donnant la main à la division Habert, déployée sur la gauche depuis la route de Sagunto jusqu'à la mer. Derrière ces forces, le général Palombini arrivait en seconde ligne avec une partie de l'infanterie italienne, et le général Boussard faisait réserve à la tête du 13e régiment de cuirassiers et du 24e régiment de dragons. A l'extrême droite, le général Robert avec sa brigade et les dragons de Napoléon, fut chargé de défendre la gorge de Santo Espiritu, et Suchet, justement pénétré de l'importance de ce défilé conduisant de Betera à Gilet, c'est-à-dire sur nos derrières, fit couronner la crête des montagnes par le 44e de ligne, sous les ordres du général Chlopicki. La préoccupation du maréchal le porta même à poster le général Compère, avec les Napolitains, à Petres et Gilet, afin de mieux assurer une retraite éventuelle par cette voie et d'observer, en outre, la route de Segorbe, qui pouvait nous ménager de fâcheuses surprises.

Le but des Espagnols paraissait être de nous tourner par les montagnes ; aussi le général français multiplia-t-il les moyens de défense de ce côté, qui était d'ailleurs manifestement le plus menacé, puisque les Espagnols avaient accumulé à leur gauche, face aux collines, environ 12,000 combattants[1].

Quatre bataillons italiens et deux bataillons du 117e avaient été laissés devant le fort de Sagunto pour parer à une sortie possible des assiégés, et nos batteries de brèche recommençaient leur feu dès l'aube du 25 octobre. Mais, la garnison, au lieu d'effectuer une sortie en masse qui eût pesé dans la balance, était réunie sur les remparts pour suivre des yeux les péripéties de la lutte, sans même prendre garde aux progrès de la brèche à laquelle chefs et soldats tournaient le dos, tout entiers au spectacle qui les fascinait.

Il résulta de cette attitude que les plus intéressés au succès furent les seuls qui demeurèrent inactifs.

Le 25, vers 7 heures du matin, l'armée française, alignée sur

---

[1] Blacke supposait que son adversaire tournerait son principal effort du côté de la route de Betera, terrain propice aux déploiements et aux charges de cavalerie. D'autre part, il redoutait, en cas d'échec, d'être enveloppé et acculé contre la plage. (*Gazette de Valence* du 29 octobre 1811.)

ses positions, attendait avec calme le choc des troupes espagnoles qui s'ébranlèrent bientôt pour venir à elle. Pendant que le canon tonnait sur les hauteurs de l'acropole de Sagunto, le maréchal Suchet, à cheval dès la première heure, reconnaissait le terrain de l'action suivi d'une escorte de cinquante hussards. Il était au lieu dit « les Ostalets », près de Pouzol, et cherchait à découvrir les mouvements de l'ennemi masqué par les oliviers et les caroubiers qui abondent dans ces parages. C'est alors que nos tirailleurs signalèrent l'arrivée des Espagnols et se replièrent sur toute la ligne. A ce moment, Suchet remarqua sur la droite un mamelon isolé assis comme en faction au pied des hauteurs du Val de Jésus et vers lequel les fantassins de Lardizabal se dirigeaient avec précipitation.

Résolu à occuper ce point, il s'y porte au galop, y établit ses hussards et prescrit à la division Harispe de s'en emparer et de s'y maintenir.

Mais les Espagnols, profitant de leur avance, escaladent la pente, délogent les hussards et prennent position en mettant en batterie quelques pièces sur le sommet du mamelon. En même temps, les colonnes de Blacke débouchent sur la grande route et sur Pouzol avec un entrain que l'on n'avait pas encore observé dans toutes les actions précédentes. A cette vue, la garnison de Sagunto pousse des cris de joie qui sont couverts par la formidable voix de l'artillerie de brèche.

Cependant, la division Harispe, devancée par les Espagnols, atteint le pied du mamelon. Elle attaque sur-le-champ, lançant d'abord en colonnes, par bataillon, le 7e de ligne, suivi à faible distance des 116e et 3e de la Vistule, déployés par échelons. L'élan des Espagnols et ces premiers avantages dus à la rapidité de leur offensive devaient être contrecarrés sans retard par une action d'éclat de nos troupes, afin de soutenir le moral du soldat et d'abattre quelque peu cette confiance de l'adversaire, qui provoque souvent le succès. Chacun se rendait compte, d'ailleurs, de la valeur de ce monticule qui dominait la plaine et devenait la clef de la position. Aussi, les généraux français prenant la tête des colonnes les conduisent eux-mêmes à l'assaut « sans tirer et sans courir[1] ».

---

[1] Suchet, *Mémoires*.

Le 7e de ligne, commandé par le major Durand, essuie le feu des Espagnols et parvient au sommet du mamelon où une résistance terrible se produit. La mêlée est sanglante et les assaillants sont repoussés plusieurs fois, dit le comte de Toreno; mais, enfin, les Français culbutent leurs adversaires à la baïonnette et les refoulent en désordre jusqu'au ravin del Picador. Dans cette action, le général Paris est grièvement blessé, ainsi que les aides de camp Péridou et Troquereau. Le général Harispe, le colonel Mesclop et nombre d'officiers ont leurs chevaux tués.

Pendant cet engagement, les deux ailes de l'armée espagnole prenaient résolument l'offensive, et Zayas manœuvrait avec habileté pour tourner notre gauche en se rapprochant de Sagunto, entre la mer et la division Habert.

Suchet, heureux dans ses décisions et prompt à profiter des circonstances, remarque instantanément cette position des ailes qui vont se trouver en l'air pendant que le centre espagnol refoulé s'isole de plus en plus de ses appuis de droite et de gauche. Un effort décisif sur le centre et l'ennemi sera coupé en deux. Il faut, du reste, continuer la lutte avec vigueur contre Lardizabal, car les troupes de ce général se rallient, tiennent ferme et reprennent leur objectif vers le mamelon.

C'est ainsi que l'ennemi inspire lui-même au maréchal la tactique savante qui va décider de la journée.

Blacke ne parut point soupçonner le danger puisqu'il ne renforça pas son centre menacé et ne prescrivit point aux commandants des ailes de ralentir leur mouvement pour éviter d'être l'un ou l'autre enveloppé par les Français. Suchet, bien pénétré de son plan et plein de confiance dans ses lieutenants, impose la défensive et le *statu quo* à ses ailes afin d'attirer la droite et la gauche espagnoles en aggravant ainsi l'isolement du centre qu'il se dispose à écraser. A cet effet, le général Palombini, qui est en seconde ligne, reçoit l'ordre de marcher en avant pour appuyer la division Harispe. Seuls, les cuirassiers restent en réserve. C'est la dernière ressource en cas d'échec, et rien n'oblige encore à les engager.

L'infanterie de Lardizabal, remise de son alerte, revient à la charge contre le mamelon, et toute la cavalerie des généraux Loy et Caro seconde cette énergique reprise du combat. Le chef d'escadron Duchand, de l'artillerie de la division Harispe,

s'étant porté trop en avant avec ses batteries afin de tirer à mitraille sur les masses de Lardizabal, contient un instant son élan; mais il fournit lui même une cible à la cavalerie espagnole, qui profite sur-le-champ de cette aubaine pour charger notre artillerie. Les hussards français s'élancent à leur tour : ils sont sabrés, rompus et ramenés avec impétuosité. Les cavaliers espagnols du colonel Ric tombent au milieu de la batterie, massacrent bon nombre des servants et s'emparent de quelques pièces.

L'heure semblait critique; mais avec les soldats de Suchet rien n'était compromis, car le 116e d'infanterie, contre lequel la cavalerie ennemie précipite sa charge, est commandé par un chef que cette tempête humaine ne trouble pas. Un changement de direction le porte face aux escadrons de Caro et une fusillade meurtrière partie de ses bataillons arrête et fait rétrograder l'avalanche.

Le maréchal sent que la fortune peut tourner d'une minute à l'autre et il aborde les cuirassiers, dont l'assiette tranquille et majestueuse contraste avec l'agitation des combattants. Cette réserve, solide comme la montagne qui se dresse à ses côtés, attend le signal de la charge avec le calme que donne la force. Suchet, s'adressant au général Boussard et aux cuirassiers les plus proches, prononce quelques paroles ardentes, rappelle les triomphes dûs à leur vaillant concours et convie ces hommes de fer au banquet de la victoire. Pendant cette allocution, une balle atteint le maréchal à l'épaule; la blessure n'étant pas grave, il reste à cheval sans souci de la douleur. Les cuirassiers sont alors saisis d'un vertige guerrier; ils s'ébranlent au commandement du général Boussard et les quatre escadrons fondent au galop de leurs 600 chevaux sur la cavalerie espagnole, qui s'écroule littéralement sous le choc irrésistible de cette masse. Nos pièces sont reprises et une partie de l'artillerie ennemie tombe bientôt en notre pouvoir. Les généraux Caro et Loy, donnant l'exemple d'une indomptable valeur, sont blessés et pris, ainsi que nombre d'officiers. Cette charge mémorable du 13e cuirassiers décide de la victoire.

Cependant, la division Harispe et la brigade Palombini, suivant nos escadrons, balayent le terrain et achèvent le désastre de l'infanterie espagnole, déjà très ébranlée par les cuirassiers, qui sabrent toujours à outrance.

L'on recueille de nombreux prisonniers et la fuite seule permet aux survivants de s'échapper, en dépit des efforts des deux officiers d'état-major D. Antonio Burriel et Zarco del Valle, dépêchés par Blacke pour rétablir le combat. Les dragons de Numance, rompus par les nôtres, entraînent ces deux chefs dans leur retraite.

A peine le maréchal a-t-il noté le triomphe de son plan sur le centre ennemi, qu'il enjoint au général Habert, resté jusque-là sur la défensive, d'attaquer la division Zayas. Les résultats de la charge de Boussard sont connus, et une ardeur fébrile enflamme chefs et soldats autant à l'aile gauche, division Habert, qu'à l'aile droite, maintenant victorieuse.

Le général Zayas est déjà fixé sur le sort de Lardizabal et la retraite de ce dernier le laisse dans une position critique. Néanmoins, il lutte avec une opiniâtreté remarquable contre les grenadiers français et nous cause des pertes sensibles. L'aide de camp de Billy a le bras emporté par un boulet et le village de Pouzol, énergiquement défendu, est le théâtre d'une action acharnée. Les deux bataillons de gardes wallonnes, composés principalement de cadets de famille du Nord de la France, de la Belgique et des Pays-Bas, se sont retranchés dans l'intérieur de ce village et opposent une résistance désespérée à nos troupes. Le général Montmarie, à la tête du 16e de ligne et du 5e léger, est chargé d'enlever cette position, pendant que le général Habert en personne s'élance sur le même point suivi d'un bataillon du 117e de ligne et d'un peloton de dragons. Les Espagnols reculent et sont enfin forcés après un sanglant corps à corps, en abandonnant 800 prisonniers[1].

Refoulée sur toute la ligne[2], la division Zayas gagne en bon ordre et sans panique les hauteurs du Puig, où elle fait front une dernière fois. Pendant ce temps, le colonel Delort, du 24e régiment de dragons, resté en réserve à la gauche des cui-

---

[1] Les munitions étant épuisées, Zayas demanda des cartouches au général en chef qui lui enjoignit de battre en retraite. (*Gazette de Valence* du 29 octobre 1811.)

[2] Les débris des gardes wallonnes abandonnés par suite d'un faux mouvement du corps des Impériaux de Tolède et dépourvus de cartouches réclamèrent à deux reprises la charge à la baïonnette. Enveloppés par les Français, ils durent déposer les armes. (*Gazette de Valence* du 29 octobre 1811.)

rassiers, profitant avec à-propos de la déroute de l'ennemi pour consommer sa ruine, exécute, en suivant la route de Sagunto, une charge décisive contre les malheureux fantassins de Lardizabal. Nos dragons, impatients de se distinguer à leur tour, renouvellent leurs exploits de Tarragone, atteignent l'infanterie, sabrent tout sur leur passage et poussent les débris du centre jusqu'à la chartreuse d'Ara Christi, après s'être emparés de deux pièces de canon.

Lardizabal étant en pleine retraite sur Valence, restait la division Zayas, qui occupait, après son premier échec, les hauteurs du Puig, où le général Blacke se tenait depuis le commencement de l'affaire, découvrant de là les mouvements de toute son armée, ainsi que l'on s'en rend facilement compte en inspectant les lieux. Une réserve d'artillerie, sous les ordres du brigadier Velasco, garnissait les mamelons. Il fallut recommencer le combat. Le général Montmarie attaqua de front et Palombini sur la droite. Le bataillon du 117e de ligne, commandant Passelac, gravit les pentes assez escarpées avec une résolution sans égale et la position fut enlevée : cinq bouches à feu tombèrent en notre pouvoir. Il était 4 heures du soir ; les forces de Zayas reprirent leur mouvement de retraite sur le Grao de Valence et, à l'instar des régiments décimés de Lardizabal, se réfugièrent de l'autre côté du Guadalaviar.

Si notre succès était complet au centre et à la gauche, notre aile droite avait, de son côté, dignement soutenu l'honneur des armes. La division Obispo, à cheval sur la route de Naquera à Gilet, prenait l'offensive dès le début de la journée, à l'extrême gauche espagnole, pour enfoncer Robert qui lui faisait face et gagner nos derrières, suivant le plan du général Blacke. Le général Robert, pénétré de l'importance de sa position, qui était la sauvegarde de l'armée, se maintint bravement à son poste et repoussa victorieusement son adversaire. Le général O'Donnel, constatant l'inutilité des efforts de son lieutenant, prescrivit à Villacampa d'appuyer le mouvement de la division Obispo. Puis, il fit ébranler également le corps de Miranda avec le même objectif pendant que les forces de Mahy postées plus en arrière suivaient l'impulsion générale. A cette vue, le brave Chlopicki, contre lequel était dirigée l'attaque combinée, forme son infanterie par masses, et le colonel Schiazzetti, commandant les dra-

gons italiens, reçoit l'ordre de se préparer à charger. Les Espagnols descendus des « los Germanells » commençaient à se déployer, lorsque notre cavalerie, lancée à toute bride, passe sur le corps de l'avant-garde et traverse la ligne ennemie en répandant dans les rangs une confusion désastreuse. Notre infanterie, opérant en même temps que la cavalerie, atteint l'adversaire avant qu'il ait pu se reformer, achève l'œuvre entreprise et fait mettre bas les armes à des bataillons entiers. Miranda, par sa formation défectueuse et sa marche exécutée parallèlement à celle de nos colonnes, fut abordé de flanc et mis dans une déroute irrémédiable. Ces troupes refoulées viennent donner dans le corps de Mahy, et le général Chlopicki, ardent à la poursuite, se trouve bientôt et très heureusement en contact avec la droite de la division Harispe, qui venait d'écraser les autres troupes de O'Donnel. Manœuvrant de concert, les deux généraux chassent devant eux les fuyards et rencontrent enfin le général Mahy, établi en arrière et ralliant péniblement les corps dispersés qui viennent jeter l'alarme dans ses rangs. Vivement attaqué, le malheureux général Mahy ne put soutenir le choc et dut se retirer sans avoir été en mesure, à cause de sa marche trop lente, de prêter main-forte aux troupes engagées avant lui, ni, pour le même motif, de prévenir la débandade ou de la contenir. Les Espagnols précipitent leur retraite vers Betera, mais notre cavalerie serre de près les colonnes et parvient à couper plusieurs bataillons avant le passage du torrent de Caraixet ; ces unités mettent bas les armes.

La nuit est venue et les derniers efforts du maréchal Suchet se portent de ce côté du champ de bataille, la poursuite se continuant jusqu'à 10 heures du soir. Grâce aux régiments de Cuenca, Avila et Molina, la division de Mahy fut sauvée d'une destruction complète. Ces régiments protégèrent, en effet, la retraite avec vaillance et donnèrent à la masse des fuyards le temps de repasser le Guadalaviar, pour se réunir à Ribarroja.

Nos pertes s'élevèrent à 128 morts et 596 blessés. Celles de l'ennemi furent de près d'un millier d'hommes hors de combat et de 4,681 prisonniers[1], dont 2 généraux, 40 officiers supé-

[1] 3,922, d'après le comte DE TORENO, t. II, p. 393.

rieurs et 230 officiers. En outre, 4 drapeaux, 4,200 fusils et 12 pièces de canon avec leurs caissons restèrent entre nos mains.

Les résultats de cette bataille furent considérables : Sagunto capitula le lendemain, et Valence, désormais dégarnie de l'armée qui en défendait les approches, pouvait être investie.

Sagunto reçut l'artillerie de siège, les malades et les munitions. D'autre part, nos lignes de communication jusqu'à l'Èbre étaient complètement assurées depuis la prise du fort d'Oropesa, qui commandait la route de Tortose.

Pour se rendre maître de Valence, le maréchal disposait d'une armée trop réduite, environ 17,000 hommes. Il sollicita, en conséquence, par l'envoi de courriers répétés sur Paris, l'arrivée de renforts importants dans le plus bref délai possible.

Occupation de la rive gauche du Guadalaviar.

Depuis le 26 octobre, les troupes françaises couvraient la ligne de Puig à Betera et Liria. Quoique insuffisantes pour mener les opérations à leur terme final, elles pouvaient préparer le dénouement en refoulant l'adversaire derrière ses retranchements. Suchet prescrivit donc un mouvement en avant afin de s'établir tout contre la rive gauche du Turia et d'attendre dans cette position l'arrivée des renforts qui lui permettraient de compléter l'investissement et d'emporter la place. La division Habert se porta sur le Grao, qu'elle occupa solidement. Trois redoutes furent élevées dans cette direction par le général Rogniat, commandant le génie. Ce travail s'exécuta face au pont de la mer dont l'artillerie ne cessait de battre nos ouvrages qu'elle dominait. Ces redoutes étaient entourées de fossés pleins d'eau et reliées entre elles par des abatis[1]. L'on distinguait facilement de là les retranchements espagnols établis le long du Turia,

---

[1] L'on est en droit de s'étonner que Suchet n'ait rencontré aucun obstacle dans sa marche depuis Sagunto jusqu'au Guadalaviar. L'immense plaine qui règne aux abords de Valence, avec ses innombrables canaux, ses flancs formés par la montagne, d'une part, et par la mer, de l'autre, semblait propice à des travaux de défense qui auraient entravé l'offensive de nos troupes. Telle est l'opinion consignée dans la brochure du temps intitulée : *Idée succincte des*

entre le mont Olivete et le Lazaret, qui est devenu le village maritime de Nazareth, adossé à la plage.

Au centre, le faubourg de Serranos comptait plusieurs couvents et surtout celui de Santa Clara ou de la Trinité et le collège de Pie V, qui étaient de véritables forteresses.

Il fallut enlever les maisons une à une et l'on dut pratiquer une brèche dans le couvent de Santa Clara par la sape et la mine. Les Espagnols se réfugièrent sous les murs de Valence et nos troupes prirent position dans le faubourg, qu'ils rendirent inexpugnable en crénelant les maisons et principalement celles qui donnaient sur le quai, afin de balayer de leurs feux les abords du pont de Serranos. Le couvent de Sainte-Claire ou de la Tri-

---

derniers événements de Valence, par un Patriote. — Cadiz, imprimerie Tormentaria, 1812.

Le marquis del Palacio, qui était le général en chef avant Blacke, et qui fut brusquement remplacé par ce dernier aux termes d'un ordre royal du 14 juillet 1811, expose comme suit son plan de campagne pour la défense du royaume de Valence :

« Je me proposais, en premier lieu, d'arrêter et de contenir l'ennemi à la plus grande distance possible de Valence. C'est ainsi que je comptais le fatiguer et l'affaiblir en luttant pied à pied depuis Tortosa jusqu'aux abords de Sagunto. Il convenait de fortifier et de garnir de troupes le château-fort de cette place, mais j'estimais que le meilleur moyen de préserver le château était de défendre ses positions offensives et de nous maintenir sur cette ligne très importante avec acharnement.

« La seconde partie du plan portait sur la plaine couverte d'arbres qui s'étend de Sagunto à Valence. Je considérais, en effet, ces parages comme un bois presque infranchissable, si les habitants y pratiquaient des travaux rendus faciles par la disposition du terrain, en utilisant les canaux, clôtures et chemins creux. L'inondation préparée d'avance, les coupures sur la plage du Grao, le concours de 8,000 à 9,000 hommes en guérillas auraient puissamment aidé les troupes régulières chargées de l'occupation des routes principales, avec des tranchées et des parapets pour abris

« La troisième ligne devait être formée par les faubourgs de Valence, aménagés à cet effet, et les fortifications de la place. Les corps disponibles se répartissaient au dehors afin d'empêcher l'investissement de la ville.

« Enfin, ma quatrième et dernière défense consistait dans le concours des forces vives du royaume de Valence, les habitants appuyant les milices et les guérillas par tous les moyens en leur pouvoir.....

« Tel était mon plan militaire qu'il ne m'a pas été possible de réaliser dans l'espace de trente-six jours que dura mon commandement. » (*Lettre du général marquis del Palacio.* — Cadix, imprimerie Termentaria, 1812.)

Le marquis del Palacio resta capitaine général du royaume de Valence jusqu'au 27 octobre 1811, date de l'ordre royal qui réunit, entre les mains du général Blacke, tous les pouvoirs, écartant ainsi de l'armée le général del Palacio, dont les talents militaires nous paraissent avoir été quelque peu méconnus par ses contemporains.

nité fut converti en réduit et l'on relia toute cette ligne défensive aux trois redoutes édifiées en avant du pont de la mer.

A la droite, les villages de Marchalenes, Benicalaf et Paterna furent enlevés le 3 novembre, et le général Habert s'installa dans ce dernier bourg, situé sur une éminence, au faîte de laquelle existent une sorte de château actuellement converti en caserne et une vieille tour mauresque qui permet de surveiller la « huerta » et de dominer Valence. Le village de Campanar, caché dans une courbe du fleuve et enveloppé de trois côtés par les feux des Espagnols, fut laissé en dehors de notre action. L'on avait ainsi créé une ligne de circonvallation depuis le port jusqu'au-dessus de Valence; mais il était téméraire, avant l'arrivée des renforts, de traverser le fleuve pour rejeter l'ennemi dans la place et compléter l'investissement. Suchet aurait peut-être, au surplus, exécuté cette opération à défaut du secours attendu, car ses travaux de la rive gauche suffisaient à contenir l'assiégé avec très peu de monde, la majeure partie des troupes restant disponible pour l'attaque de la rive droite. Son artillerie de siège préparée à Tortose était, d'ailleurs, sous les murs de Sagunto; elle se composait de 36 pièces de gros calibre et de 24 mortiers ou obusiers.

Cet appareil de guerre n'avait rien d'exagéré, lorsque l'on se forme une idée des difficultés à vaincre. L'armée espagnole, après la déroute de Sagunto, avait, en effet, été ralliée par Blacke sur la rive droite du Turia. Elle était, d'un côté, appuyée à la mer et, par suite, garantie sur ce flanc de toute surprise. Des retranchements la protégeaient contre les attaques de l'autre rive jusqu'au pont de la mer, le dernier construit sur le Turia vers son embouchure.

Depuis le mont Olivete jusqu'au pont de San José, un vaste camp retranché, englobant les faubourgs de Ruzafa, de Saint-Vincent et de Cuarte, fermait complètement l'accès des approches de Valence sur tous les points qui n'étaient pas couverts par le fleuve lui-même, défense naturelle enveloppant d'autant mieux les deux tiers de la ville que le Guadalaviar forme vers le Nord une sorte de boucle, au fond de laquelle est assise la vieille cité.

La ligne du camp retranché remplaçait un bras du fleuve qui aurait abandonnés le cours principal au-dessu de Valence pour

aller le retrouver au-dessous de la ville, après avoir converti la place et les faubourgs en une île véritable.

Au delà de ce camp retranché et en remontant le Turia sur sa rive droite, les Espagnols occupaient Mislata et s'étaient échelonnés jusqu'à Manissès, qui formait, en même temps que le village de Cuarte, la tête de tous les ouvrages. Ces deux centres avaient été soigneusement fortifiés pour arrêter l'ennemi. L'infanterie et l'artillerie garnissaient cette enceinte énorme. Quant à la cavalerie, cantonnée à Aldaya et Torrente, elle prévenait les mouvements tournants et soutenait l'aile gauche des troupes de Blacke.

Si les Espagnols attachaient tant d'importance à la possession de Manissès, c'est que les innombrables canaux qui sillonnent la plaine de Valence et lui apportent, avec l'irrigation journalière, une fertilité peu commune, ont leur point d'origine à Manissès, d'où part le bras principal. Pour éviter de les traverser et s'affranchir ainsi des mille difficultés que présentaient les opérations dans ce dédale de ruisseaux souvent larges et profonds, il suffisait de s'emparer de Manissès qui les commandait tous et de les mettre à sec. Le grand effort devait donc, de part et d'autre, porter sur ce village.

Valence comptait environ 100,000 âmes, était pourvue de vastes magasins et abritait d'importantes réserves de troupes[1].

---

[1] L'Angleterre était représentée à Valence par un consul, M. Tupper. Cet agent adressa aux Espagnols et aux soldats de l'armée française une proclamation qu'il n'est pas possible de laisser tomber dans l'oubli. Reproduite par le *Diario de Valence* du 16 octobre 1811, elle contient un pressant appel en vue d'encourager la désertion des soldats de l'armée de Suchet. 100 francs de gratification sont promis par l'Angleterre à chaque déserteur et 10 francs à tout habitant qui conduit un déserteur au quartier général de Valence. Les hommes, en passant à l'ennemi, doivent jeter leur fusil et prononcer le mot « pasado », afin d'obtenir la protection nécessaire. On leur offre du service dans l'armée anglaise ou le transport à bord d'un bateau à destination du point qu'ils désigneront.

Ce qui frappe le plus dans la lecture des journaux de 1811 et 1812 c'est l'enthousiasme extraordinaire qui règne en Espagne au sujet de l'alliance anglaise. Les Espagnols paraissent entièrement convaincus que la Grande-Bretagne leur apporte son concours décisif uniquement dans le but désintéressé de libérer la Péninsule de l'invasion française. Par la suite, les historiens espagnols eux-mêmes ont fait bonne justice de cette éclatante erreur.

Certaines brochures de l'époque décernent de grands éloges au consul britannique, M. Tupper, ce patriote anglo-espagnol, qui rendait, assure-t-on, de précieux services à Valence, depuis la révolution de 1808. Cet agent, compre-

Elle était défendue par un mur d'enceinte de 30 pieds de hauteur sur 10 d'épaisseur. Des batteries régnaient de distance en distance, établies sur de fortes charpentes qui remplaçaient les terrassements non existants. Un fossé plein d'eau entourait la muraille sur une partie de l'enceinte. De plus, deux bastions avaient été récemment construits du côté des faubourgs de Sainte-Catherine et de Ruzafa, et les portes étaient protégées par des ouvrages en terre armés de canons. Le fleuve formait une autre barrière que l'armée française devait d'abord franchir pour emporter la place.

En attendant les renforts promis, nos troupes postées le long du Turia surveillaient les Espagnols, effectuaient des reconnaissances journalières et préparaient leur mouvement offensif. L'on traversait souvent le Guadalaviar, tantôt sur un point, tantôt sur un autre, et l'on constatait que le nombre des ennemis grossissait en même temps que la valeur défensive de leurs retranchements.

Plusieurs combats partiels étaient, d'ailleurs, livrés autour de Valence, mais ces opérations étaient indépendantes du siège lui-même. Elles tendaient à éviter les rassemblements et coups de main des Espagnols sur nos derrières et le long de notre ligne de communication. Ces engagements sortant quelque peu du cadre de notre récit, nous n'avons qu'à les signaler brièvement. C'est ainsi que le colonel Millet, établi à Segorbe avec le 121e d'infanterie, attaqua et dispersa à plusieurs reprises les bandes organisées qui menaçaient la route de Tortose aux environs de Castellon de la Plana.

Le général Mazzuchelli soutint le 7 novembre un combat sanglant contre les troupes de Duran qui avaient enlevé le poste d'Almunia. Il perdit 200 hommes, mais infligea un échec meurtrier à son adversaire.

Le chef de bataillon Bugeaud et le chef d'escadron Colson repoussèrent, l'un à Monfuerte et l'autre près de Maynar, des partis ennemis qui évoluaient dans ces directions.

---

nant, à l'instar des meilleurs officiers de l'armée de Blacke et des gens compétents de toute catégorie, que ce général se replierait sur le Jucar, dès l'apparition des Français, en laissant seulement une garnison dans Valence, avait établi à Denia un important dépôt de munitions de bouche et de guerre qui tomba entre les mains de nos troupes après la capitulation de Valence.

Cependant, d'après les ordres formels et précis de Napoléon lui-même, le général Reille pénétrait en Aragon avec les deux divisions de la réserve qu'il commandait. Ces troupes comprenaient la division Severoli formée des 1er léger, 1er et 7e de ligne et 1er régiment de chasseurs à cheval italiens. Venait ensuite la division française avec les 10e, 20e, 60e et 81e régiments d'infanterie de ligne et le 9e hussards. Ces forces, aux ordres du général comte Reille, présentaient un effectif de 14,000 combattants répartis entre 22 bataillons et 6 escadrons ; elles étaient suivies de 40 bouches à feu. Le 24 décembre ce puissant renfort, moins la brigade Pannetier qui rejoignit plus tard, se trouvait à Segorbe où le maréchal vint le passer en revue à la même date. Très satisfait de la belle tenue de ces troupes, Suchet résolut de les employer sur-le-champ et d'enlever la place sans attendre d'autres secours. Le général Montbrun, détaché de l'armée de Marmont qui opérait sur le Tage, accourait, en effet, avec deux divisions, l'une d'infanterie et l'autre de cavalerie. Quant au maréchal Soult, également invité à prêter son concours à Suchet, il répondit à Napoléon que, du fond de l'Andalousie, l'on pouvait difficilement exécuter ce programme. L'événement démontra qu'il avait agi avec discernement.

Cette mobilisation énorme autour de Valence révélait l'importance capitale que l'Empereur attachait à la prise de la ville. C'était la troisième expédition dirigée sur cette place, et les deux premiers échecs marquaient nettement et la difficulté de l'entreprise et la portée du succès qui devait produire une grosse impression morale sur la population du royaume.

A la tête des 33,000 combattants que l'arrivée de Reille lui mettait dans la main, Suchet précipita les événements : il s'agissait d'empêcher Blacke de se mettre en garde contre ce nouveau danger; il s'agissait aussi d'opérer avant la jonction imminente du général Freyre avec l'armée de Valence. Le général Darmagnac fut, du reste, signalé dans la direction de Cuenca, et cette nouvelle décida Suchet. Le général Reille reçut ordre de se porter à Liria et, de là, face à Ribarroja, sur la rive gauche du Guadalaviar, afin de remplacer les troupes que l'attaque générale allait enlever à cette rive et de contenir les Espagnols, si l'idée de s'échapper de ce côté venait à l'esprit de Blacke en profitant de la faiblesse momentanée de notre ligne.

Tout était prêt dans les camps pour le passage : l'attaque principale devait se porter sur Manissès, point supérieur à celui où les canaux qui sillonnent les abords de Valence prennent naissance. En fermant immédiatement les écluses, ces canaux seraient mis à sec. Le mouvement tournant vers le Sud-Ouest de Valence, pour compléter l'investissement, devenait ainsi très praticable par l'inutilisation de la défense naturelle, l'inondation, sur laquelle l'ennemi comptait le plus.

Passage du Guadalaviar et bataille de Mislata.

Dans la nuit du 25 au 26 décembre, le capitaine du génie Dupau fit construire un pont sur chevalet à une lieue au-dessus de Manissès avec un matériel disposé d'avance aux abords du fleuve. Ce travail fut protégé par 200 voltigeurs, qui traversèrent à gué, montés en croupe derrière des hussards.

Les postes espagnols, habitués à ces incursions, se replièrent et ne parurent pas démasquer nos préparatifs.

Dès le lever du jour, la division Harispe franchit ce pont sans coup férir.

La division Musnier et le général Boussard, avec la cavalerie, suivirent le mouvement et, vers 8 heures du matin, les troupes se trouvèrent formées en ligne sur la rive droite.

En attendant le général Reille, dont les hommes marchaient nuit et jour depuis près de trente heures, le général Ferrier et les Napolitains étaient chargés d'arrêter, dans le faubourg Serranos et les redoutes, toute tentative des Espagnols, s'ils avaient l'inspiration de passer les ponts et de traverser notre ligne pour échapper à l'investissement.

C'était là le danger le plus redoutable; mais, en vue de détourner l'attention de l'ennemi de cette route, la division Habert, réunie au Grao, devait attaquer les retranchements du Lazaret et les lignes du mont Olivete; attirer ainsi vers notre aile gauche une grande partie des troupes espagnoles et permettre à notre aile droite de déborder les positions de Blacke, d'occuper la route de Murcie et de pousser jusqu'à l'Albuféra, pour couper à l'ennemi toute retraite vers les rives du Jucar. L'on prévoyait avec raison qu'en observant le mouvement tour-

nant du général Harispe, les Espagnols profiteraient de la trouée encore libre vers le Jucar, plutôt que d'être cernés et refoulés dans la place.

Afin de dissimuler nos plans le plus longtemps possible et de maintenir l'ennemi dans ses positions, la division italienne postée entre Benimamet et Campanar et chargée d'enlever les retranchements de Mislata resta dans l'expectative jusqu'à 10 heures du matin. L'on n'avait, d'ailleurs, commencé aucun préparatif ostensible pour jeter un pont.

A part cet atermoiement prémédité, qui donnait à Reille la facilité d'arriver et de garnir la rive gauche, l'action s'engagea en même temps aux deux extrémités de notre ligne, c'est-à-dire à Manissès et au Grao.

La division Harispe et la cavalerie réunies sur la rive droite contournèrent vivement Manissès pour dépasser Torrente. La difficulté était de franchir le ravin large et profond qui couvre cette localité.

Aux abords du village d'Aldaya, l'escadron de hussards formant l'avant-garde des troupes du général Harispe ne put discerner à travers les caroubiers et les oliviers l'emplacement de la cavalerie espagnole et fut surprise par les escadrons de D. Martin de la Carrera.

Chargés et rompus, nos hussards refluèrent sur l'infanterie en abandonnant aux mains de l'ennemi le général Boussard blessé et laissé pour mort par le cavalier Antonio Frondoso, du régiment de Fernando VII. Son aide de camp Robert et plusieurs hussards succombèrent en voulant protéger le général.

Cet élan des Espagnols fut de courte durée, car il se brisa contre nos fantassins et, à leur tour, nos escadrons surexcités par la disparition de leur chef fondirent sur la cavalerie adverse qui, poussée jusqu'à Torrente, abandonna le champ de bataille et s'échappa vers Alcira. Le général Boussard, recueilli mourant, survécut à ses blessures; quelques prisonniers furent ramassés pendant la charge.

Le général Harispe, après avoir dépassé Torrente, arrêta son mouvement enveloppant sur Catarroja jusqu'à l'entrée en ligne des colonnes de Reille.

Dès que celles-ci furent signalées, il reprit la marche vers l'Albuféra, et le général Musnier, laissé en observation devant

Manissès, attaqua cette position ainsi que l'ermitage de San Onofre. Comme les défenses élevées par les ordres de Blacke ne couvraient ces points que sur le front le plus menacé, les Français assaillirent à revers les ouvrages ennemis sans rencontrer grande résistance.

Le général Mahy occupait Manissès, San Onofre et Cuarte, avec les divisions Villacampa et Obispo. Les 114e, 121e et 1er de la Vistule forcèrent ou tournèrent les faibles retranchements de Manissès et de San Onofre et se portèrent rapidement sur le village de Cuarte situé le long du Guadalaviar, à 1600 mètres de Manissès et formant, depuis ce dernier bourg jusqu'à Valence, par Mislata, la ligne de défense des Espagnols. Cuarte offrit plus de résistance ; mais une partie de ses défenseurs fut détachée à tort sur Mislata pour secourir Zayas, qui les renvoya en déclarant que ses hommes lui suffisaient ; cette fausse manœuvre précipita la chute de Cuarte.

Le général Creagh rentrait à peine dans le village, après son inutile déplacement, à Mislata, que les Français abordaient Cuarte avec impétuosité. En dépit de ses efforts et du courage de don José Pérez, commandant le bataillon de la Corona, les assaillants emportèrent tout. Les tirailleurs de Cadix, de Burgos, de la Princesa et de Alcazar de San Juan furent refoulés en désordre malgré leur belle contenance.

Mahy et ses lieutenants, suivis des troupes de Manissès, San Onofre et Cuarte, battirent en retraite vers la route de Murcie pour atteindre le Jucar. Néanmoins, ils tentèrent encore de faire front à Chiribella, espérant contenir les Français et les détourner de Mislata, où Zayas se maintenait avec bravoure et succès.

Sacrifice inutile ! Voici les bataillons de Reille, à l'Ouest de Chiribella, qui précipitent leur marche et capturent la queue de la colonne déjà refoulée de front.

Ainsi dégagées, les forces du général Harispe continuent leur route sur Catarroja et l'Albuféra afin d'occuper la voie de Murcie et de rejeter ainsi les assiégés dans Valence. Au contraire, la division Severoli, de Reille, après avoir contribué à la retraite de Mahy, pousse de Chiribella sur Mislata et vient tomber sur les derrières de la division Zayas, retranchée dans ce village. Le centre de la résistance était, en effet, Mislata, et

nous devons maintenant décrire les opérations dont cette partie du champ de bataille fut le théâtre.

A 10 heures du matin, d'après les ordres reçus, le général Palombini, posté face à Mislata, sur la rive gauche du Guadalaviar, commença son mouvement pour franchir le fleuve et les canaux qui le séparent de cette localité.

Le 2e léger italien traversa le premier sur l'estacade d'un moulin, et le général Balathier parvint à porter rapidement des voltigeurs au delà du canal dénommé « acequia de Favara ».

Le capitaine Vacani, de son côté, établit en toute hâte un pont sur lequel passèrent le 2e léger et le 4e de ligne pour se déployer ensuite malgré les efforts de l'ennemi.

Enfin, le colonel Henri commença un autre pont sur le Guadalaviar. Pendant ce travail, la brigade Saint-Pol (5e et 6e de ligne), frémissant d'impatience, n'attend pas la fin de l'opération et s'élance dans le fleuve, les hommes plongeant jusqu'à la ceinture. Ils abordent sur l'autre rive et se précipitent vers Mislata; mais l' « acequia de Favara », plus profonde et plus difficile à franchir que le fleuve lui-même, brise soudain l'élan de nos troupes.

En vain, le capitaine Ordinari entreprend un pont : les hommes accueillis par une fusillade terrible ne parviennent pas à se maintenir jusqu'à l'achèvement du pont; ils plient et reculent en désordre dans le lit du Guadalaviar qui les dérobe à la vue et aux coups de l'ennemi.

Palombini accourt, rallie ces forces et les reporte en avant, non sans peine. Il était temps, car le général Zayas se disposait à écraser les 1800 hommes des 2e léger et 4e de ligne de Balathier qui, seuls, résistaient à l'orage. Les 5e et 6e de ligne de la brigade Saint-Pol, présentant à peu près le même effectif, électrisés par leurs chefs et conscients du danger que couraient leurs camarades, se ressaisissent et traversent enfin le canal pour se lancer dans la mêlée, à gauche des 4e de ligne et 2e léger.

La lutte se prolongeait lorsque nos troupes perçoivent un mouvement considérable d'hommes provenant de Cuarte, et nos uniformes se dessinent au loin. C'est le général Harispe victorieux qui détache quelques bataillons sur Mislata pendant que les colonnes du général Severoli apparaissent à leur tour sur le champ de bataille apres avoir enlevé les derniers rangs de la division Mahy en pleine retraite. Le général Zayas envahi sur

ses derrières se voit contraint d'évacuer Mislata poursuivi par les corps de Palombini, de Severoli et de Harispe réunis. Plus de 300 hommes étaient tombés devant Mislata dont la belle défense fut le principal événement de la journée. Le général Blacke voyait la partie perdue, et l'exemple de Mahy échappé à notre étreinte torturait ce soldat ; mais il était trop tard, car le général Harispe avait pris les devants avec tant de célérité que la ligne de retraite espagnole hors de Valence était déjà compromise.

Les Français se hâtaient, en effet, vers les rives de l'Albuféra et leur mouvement enveloppant allait s'achever. Blacke rentra donc dans le camp retranché avec Zayas[1], Lardizabal et Miranda. Quand à Suchet, encore incertain au sujet des projets de l'adversaire, il se porta en personne à la tête de la division Harispe afin de précipiter l'investissement Avant même que nos troupes pénétrassent dans Chiribella il y arrivait accompagné de ses aides de camp et suivi seulement d'une faible escorte. Ayant choisi le clocher comme point dominant, le maréchal étudiait les deux rives du Turia et les mouvements des armées lorsqu'un bataillon espagnol fit mine d'assaillir le village. C'en était fait de Suchet, si son escorte, par suite d'une heureuse inspiration, n'avait adopté une formation en ordre dispersé qui allongeait la ligne et donnait l'illusion, en raison des coups de feu partant de tous côtés, d'une force compacte occupant solidement la position. Les Espagnols abusés par ce stratagème s'éloignèrent, et le maréchal fut dégagé.

Cependant, à l'aile gauche, les tenailles se fermaient également par la manœuvre du général Habert, qui exécutait sa mission de passer le fleuve au Grao et de donner la main au général Harispe.

Suivant le programme tracé, Habert attendit l'entrée en ligne de Palombini pour prendre lui-même l'offensive.

---

[1] Le général en chef se trouvait à Mislata ; il se dirigea vers le général Zayas qui lui fit part de ses funestes pressentiments au sujet des opérations. Blacke parut surpris et atterré de ces révélations, mais Zayas lui représenta avec énergie qu'il restait un moyen de tout sauver en se retirant de suite sur le Jucar. Il insista à deux reprises pour décider Blacke. Celui-ci se borna à répondre mélancoliquement : « Retournons à Valence. » (*Derniers événements de Valence*, par un Patriote, note 5.).

« El meterse todos dentro de los muros sera la ultima perdicion » (s'enfermer dans la place serait la ruine suprême). (Lettre du marquis del Palacio au général Blacke, 22 septembre 1811.)

Ses 20 bouches à feu mises en batterie sur la rive gauche et appuyées par les 36 pièces de canon marchant avec la division commencèrent à tonner le long du Guadalaviar.

Au Grao, notre artillerie eut à supporter tout le poids de l'action, car l'objectif était d'éloigner les canonnières espagnoles et les vaisseaux anglais qui nous prenaient en écharpe.

Vers midi seulement, le général Habert put traverser l'eau sur un pont établi à l'embouchure même du Turia. Ainsi fut enlevé le Lazaret, défendu par les guérillas.

Miranda, retranché à Monte Olivete, ne put prendre qu'une faible part au combat; les troupes du général Habert s'étendirent, en effet, derrière le camp retranché pour opérer leur jonction avec la division Harispe et cerner la place.

En dépit de la rapidité et de la précision de cette belle manœuvre, une colonne espagnole profita d'un chemin inconnu des Français et régnant entre l'Albuféra et la Méditerranée pour défiler vers Cullera, à l'embouchure du Jucar.

A la nuit, 20,000 Espagnols étaient enfermés dans Valence.

Le maréchal Suchet, ce résultat acquis, voulut sonder immédiatement les intentions de Mahy, qui avait abandonné le champ de bataille; il lança donc à sa poursuite, dans la nuit même, le général Delort avec les dragons du 24e et 200 voltigeurs.

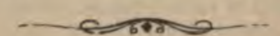
Mahy, posté à Alcira, n'opposa guère de résistance et s'empressa d'évacuer la ville pour se retirer sur Alicante.

De son côté, Villacampa, qui avait fait halte à Cullera, abandonna cette position dès l'apparition des hussards français du colonel Christophe et rejoignit le général Mahy.

Afin de garantir l'armée contre toute surprise, Suchet occupait Cullera, Alcira et Alberique. Il profita de la dispersion des Espagnols pour s'assurer un rayon de protection plus étendu et tirer parti des ressources considérables du pays. Le général Delort fut, en conséquence, expédié à Jativa, où il pénétra, sans coup férir, le 29 décembre 1811. La population accueillit nos troupes avec joie.

L'on s'empara d'un gros approvisionnement de riz et d'un million de cartouches.

(A continuer.) Cte DE VALICOURT.



LES LIVRES MILITAIRES

Le maréchal Berthier, prince de Wagram et de Neuchâtel, par le général DERRÉCAGAIX. — IIe partie : 1801-1815. — 1 vol. in-8 avec héliogravures et fac-simile. — Paris, R. Chapelot et Ce.

M. le général Derrécagaix vient de publier le second et dernier volume de la vie du maréchal Berthier.

Le premier volume avait fait connaître la personnalité du Maréchal et montré sa valeur propre dans les hautes fonctions dont il avait été chargé. Le second le fait arriver au sommet des grandeurs militaires et raconte son existence au milieu des entreprises les plus glorieuses de la carrière de Napoléon. Il permet d'apprécier la part considérable qui lui revient dans l'organisation des armées et le concours dévoué qu'il apporte au génie du conquérant, dans ses vastes opérations ou dans l'occupation des pays conquis.

L'auteur cependant n'hésite pas à s'étendre sur les faits qui ont été reprochés au Maréchal, en 1806, en 1809, en 1812, 1813, 1814, et fournit, à cet égard, des explications qui modifient profondément les opinions généralement admises.

Enfin, il restait à trouver la solution du problème historique créé par la mort mystérieuse du Maréchal, à Bamberg, en 1815. Les recherches de l'auteur élucident désormais cette question.

Le récit de ces détails, qui est complété par l'histoire du service d'état-major dans les guerres napoléoniennes, donne à ce second volume un intérêt tout spécial.

Le bel ouvrage du général Derrécagaix, d'une lecture si attachante même pour le grand public, sera toujours consulté utilement par les historiens et les militaires. — M. D.

Crimée — Italie — Mexique. — Lettres de campagnes (1854-1867), par le général VANSON, précédées d'une notice biographique. — 1 vol. in-8, avec portrait et deux esquisses militaires en couleurs. — Paris, Berger-Levrault et Ce.

Le général Vanson, longtemps chef du 2e bureau de l'État-Major général au ministère de la guerre et l'un des promoteurs de la société *La Sabretache*, est surtout connu du public comme le créateur et le directeur de la *Revue militaire de l'Etranger* et le fondateur du *Musée de l'Armée*.

Mais voici que ses *Lettres de campagnes*, adressées à ses parents, r nies par sa veuve et publiées, avec une substantielle notice bi phique par le commandant P. Boppe, qui dirigea après lui le C

de la Sabretache, nous le révèlent tout à coup comme un conteur très original. Car, vraiment, ces lettres sont toutes pleines de verve et de finesse. Ce n'est pas que, sous l'entraînant narrateur de mille épisodes gais ou tragiques de la vie au bivouac ou des jours de bataille, on ne sente, à chaque page, battre le cœur d'un des plus vaillants officiers de la vieille armée; mais en suivant, avec un intérêt toujours croissant, la correspondance de cet admirable officier du corps d'état-major, nous ne tardons pas à apprécier plus encore chez lui le psychologue sagace, l'érudit aimable et l'artiste observateur.

Sous ce dernier rapport, il convient de citer l'avis d'Edouard Detaille, qui a dit du talent de dessinateur du général Vanson : « Ses carnets d'officier sont certainement les plus beaux et les plus intéressants chapitres de l'histoire militaire de notre temps. » Les deux esquisses en couleurs qui ornent le volume confirment bien ce jugement porté par le plus illustre de nos peintres militaires.

C'est à dessein que la publication de ces lettres se limite à la période de 1854 à 1867. Elle donne ainsi le tableau ensoleillé de la jeunesse d'un officier du second empire, avant que les désastres soient venus en assombrir la maturité, et cette époque est rappelée aussi par le joli portrait au crayon qui représente l'auteur des lettres sous l'élégant uniforme d'élève de l'Ecole d'état-major, en 1853. On suivra donc le cours de cette vie aventureuse uniquement à travers les tranchées de Sébastopol, les plaines de la Lombardie, et jusqu'aux Terres-Chaudes du Mexique. Le plus bel hommage à rendre à la sagacité de cet homme n'est-il pas de constater, dans ses dernières pages écrites de Mexico, malgré sa belle humeur habituelle, comme le pressentiment sinistre, encore que discret, du lointain orage qui allait éclater sur la France? — P.

Un Officier de cavalerie (Souvenirs du général L'Hotte). — 1 vol. in-16, avec un portrait. — Paris, Plon-Nourrit et Cᵉ.

Sous ce titre modeste : *Un Officier de cavalerie*, qu'il avait lui même choisi, l'auteur de l'admirable règlement de 1876, l'ancien commandant de l'Ecole de Saumur, l'ancien président du Comité de cavalerie, a laissé un ouvrage, malheureusement incomplet dans la dernière partie, où il condense l'ensemble de ses souvenirs personnels, de son expérience en ce qui touche au métier des armes ou à l'équitation, des anecdotes typiques qu'il a pu recueillir sur les écuyers célèbres et sur leurs méthodes. Rien d'émouvant comme le parallèle qu'il établit entre ses deux maîtres, Baucher et d'Aure. A ces souvenirs, sauvés heureusement d'une injuste obscurité, une main autorisée a ajouté, en forme de conclusion, une notice où sont rappelés et fixés en traits décisifs les principaux incidents de la brillante carrière du général L'Hotte. Il en est résulté un livre à la fois substantiel et attrayant qui saura retenir l'attention des hommes de cheval et intéresser la curiosité des profanes par la variété piquante et la sûreté des enseignements qu'il résume, par l'abondance des anecdotes qui émaillent ces sobres commentaires. — P.

Les Origines de la Cavalerie française. — La Cavalerie weimarienne. — Le Régiment de Gastein, par le capitaine H. Choppin. — 1 vol. in-8. — Paris, Berger-Levrault et Cᵉ.

Dans cette nouvelle étude sur la cavalerie, arme dont il est l'historien autorisé et infatigable, l'auteur a démontré le rôle prépondérant que le cardinal de Richelieu avait joué dans l'œuvre d'organisation militaire qui a marqué la première moitié du XVIIᵉ siècle. Il s'est attaché à présenter, sous son véritable jour, une des plus importantes réformes administratives du principal ministre de Louis XIII qui, en réunissant les compagnies de chevau-légers en régiments, a donné à la cavalerie une consistance sérieuse afin de la rendre capable de faire la guerre et de ne plus être une charge pour la nation. Avec l'aide des corps étrangers, qu'il a su attacher au service de la France, il a pu, ainsi, sauver la monarchie d'un péril imminent, le pays d'un démembrement possible, alors que les Impériaux étaient à Dijon et abreuvaient leurs chevaux dans les cours d'eau de la Picardie.

Retrouver les premiers chefs et les éléments des régiments, dont l'enfantement a coûté tant d'or, de honte et de sang, analyser les causes de leurs premiers désastres, conserver la mémoire des uns, l'enseignement des autres, telle est l'œuvre que M. le capitaine H. Choppin a entreprise, dont il a rendu la lecture attrayante par la diversité des documents inédits, dont la recherche n'a jamais lassé sa patience, par le mouvement et l'intérêt du récit.

Voilà un livre dont l'apparition a eu, comme elle le méritait, l'accueil le plus chaleureux, non seulement de l'armée, mais du public, qui aime à se rendre compte des transformations successives que le caractère et les mœurs d'un peuple ont introduites dans sa constitution sociale, politique et militaire. — P.

Souvenirs d'un Vélite de la Garde sous Napoléon Iᵉʳ (extraits des manuscrits de François-Frédéric Billon), par son arrière-neveu A. Lombard-Dumas. — 1 vol. in-16. — Paris, Plon-Nourrit et Cᵉ.

L'inventaire méthodique du cycle napoléonien se poursuit. Peu à peu, les archives de famille se dépouillent, et, comme aux Invalides, les ombres héroïques de l'âge de fer viennent silencieusement se ranger autour de « l'Alexandre des temps modernes ». M. A. Lombard-Dumas nous offre aujourd'hui les Souvenirs de son grand-oncle, François-Frédéric Billon, un vélite de la Vieille garde qui fut à Iéna et usa son énergie combative dans la triste guerre d'Espagne. Rien de plus attachant, en leur forme primesautière et malicieuse, que les impressions de ce grognard lettré, ami des belles et adorateur du Dieu des bonnes gens. Les chapitres relatifs au siège de Saragosse, au bagne de Cabrera, à l'internement des prisonniers français en Écosse, au combat de l'Hôpital, ce glorieux incident des Cent-Jours, sont des pages d'histoire inoubliables; les anecdotes y abondent, tour à tour guerrières, galantes, pittoresques, humoristiques. De temps à autre, un nom éclatant se détache de ce journal sans prétention, une silhouette connue passe... L'effet est saisissant. — P.

Krieg gegen die französische Revolution (1792-1797), *nach den Feldakten und anderen authentischen Quellen bearbeitet in der Kriegsgeschichtlichen Abtheilung des k. u. k. Kriegs-Archivs.* — I. Band : Einleitung ; II. Band : Feldzug 1792. — *La Guerre contre la Révolution française (1792-1797)*, d'après les journaux de marche et autres documents officiels, publiée par la Section historique des Archives impériales et royales de la Guerre. — Tome Ier : Introduction ; tome II : Campagne de 1792. — Tome Ier, 590 pages, 8 cartes et croquis ; tome II, 411 pages, 6 cartes et 28 cartes ou croquis dans le texte. — Vienne, Seidel.

Continuant à suivre sous la direction de son nouveau chef, le feld-maréchal-lieutenant Woïnsrich, et sous le patronage du feldzeugmeister baron Beck, chef d'état-major de l'armée impériale et royale, la voie dans laquelle l'avait si heureusement engagée feu le feldzeugmeister von Wetzer, la Section historique de l'état-major autrichien, sur le point d'avoir terminé l'histoire des guerres de Marie-Thérèse, a pris le parti, dont on ne saurait trop la féliciter, d'aborder l'étude, particulièrement intéressante surtout pour nous, des guerres de la Révolution et de l'Empire. Comme le *Journal des Sciences militaires* a eu l'occasion de le faire remarquer, la Section historique autrichienne a eu le soin de publier tout récemment une étude qui, consacrée aux guerres de Joseph II a comblé l'une des dernières lacunes existant encore dans l'ensemble du grand ouvrage qui aura pour titre général : *Geschichte der Kämpfe Oesterreichs*.

Il importe même de remarquer que, probablement afin de confirmer à son œuvre un caractère de vérité plus complet et plus suivi, c'est précisément le capitaine Criste, dont le nom est déjà bien connu chez nous pour les beaux travaux dus à son infatigable activité, l'auteur des *Guerres de Joseph II*, qui a été chargé de rédiger le premier chapitre du premier volume de cette nouvelle série, de ce volume qui sert d'introduction aux campagnes 1792 à 1797, et d'exposer avec le talent que tout le monde se plaît à lui reconnaître la situation politique de l'Europe de 1789 à 1792.

L'espace forcément restreint dont nous disposons ici nous empêche, à notre grand regret, d'insister comme nous aurions désiré pouvoir le faire, sur le premier volume si plein de précieux renseignements qu'on avait eu jusqu'ici grand'peine à réunir, sur ses différents chapitres qui mettent en pleine lumière des questions d'une réelle importance qu'on ne pouvait approfondir qu'au prix de longues et pénibles recherches. Aussi sans oublier les pages rédigées par le capitaine Czeike, pages qui présentent moins d'intérêt pour nous par cela même qu'elles traitent d'un sujet qui nous est familier, la transformation de l'ancienne armée et la réorganisation militaire de 1791, devrons-nous nous borner à appeler l'attention sur les deux chapitres placés presque au commencement de ce volume et dans lesquels le sous-directeur Langer a fait passer sous les yeux du lecteur les différents organes et les rouages si compliqués du Saint-Empire romain, et lui expose ensuite la constitution et l'organisation de la monarchie des Habsbourg. On ne saurait donc trop recommander ces deux chapitres dans lesquels l'auteur a réuni une foule de données historiques intéressantes et peu connues sur les droits et prérogatives de l'empereur et du roi des Romains, sur les lois fondamentales de l'empire, sur les princes, les Etats et cercles de l'empire, sur la diète, le chancelier et la chancellerie de l'empire, sur l'organisation des diffé-

rents pouvoirs administratifs et judiciaires, et sur l'organisation militaire de cet empire, enfin sur les divers Etats appartenant en propre à la monarchie autrichienne.

Ce sont au contraire des officiers tels que le major von Horn, les capitaines Palleca-Gall, Sommeryger, Göpfultz et Jacubenz qui ont eu pour mission de rédiger les chapitres ayant trait à l'organisation des armées autrichienne et prussienne et au fonctionnement du haut commandement en Autriche, chapitres que complète toute une longue série de documents officiels, de tableaux et d'états du plus haut intérêt par lesquels se termine ce premier volume si plein de faits, de chiffres et de renseignements qu'il est de toute impossibilité d'essayer même de donner ici une idée approximative des matières traitées avec autant de clarté que de conscience par les officiers chargés de ce travail.

Pour ce qui est du deuxième volume, exclusivement consacré à l'histoire de la campagne de 1792, il suffira de faire remarquer que la Section historique a basé son travail sur les études dues au major Hausenblas et au capitaine Christen, études publiées au cours des dernières années dans les *Mittheilungen des k. u. k. Kriegs-Archivs*, et que si elle a quelque peu condensé les études minutieuses et détaillées auxquelles s'étaient livrés les auteurs, elle a eu d'autre part à cœur de les compléter et de les modifier en plus d'un point grâce aux travaux dont la *Revue d'Hisoire* a, dans ces dernières années, enrichi la littérature militaire. C'est avec plaisir que nous avons pu constater que la Section historique autrichienne avait fait dans ce volume de nombreux emprunts aux articles que la *Revue* a consacrés aux débuts de la campagne de 1792 à l'armée du Nord, sous le commandement du maréchal Luckner, à la « Bataille de Jemmapes » du capitaine de La Jonquière et enfin aux « guerres de la Révolution et à la première Invasion prussienne » de Chuquet.

Fidèle à sa méthode, à ses principes d'impartialité, la Section historique de l'état-major autrichien a donné une preuve de plus de ce qu'elle était capable de produire et s'est acquis un titre de plus à la reconnaissance de tous ceux qui, désireux de pouvoir apprécier en connaissance de cause les grands événements de cette période unique dans l'histoire, espèrent avec nous qu'elle poursuivra son œuvre avec l'énergie et l'activité dont elle n'a cessé de donner tant de preuves depuis le jour où elle a commencé à publier les campagnes du prince Eugène de Savoie[1]. — L. H.

---

[1] Il sera peut-être intéressant d'ajouter que d'après des renseignements que nous avons tout lieu de croire fondés, la Section historique de l'état-major autrichien ne se propose pas de suivre l'ordre chronologique et se prépare à commencer avant peu par la publication de la campagne de 1807.

Taktische Beispiele aus den Kriegen der neuesten Zeit 1880-1900 (*Exemples tactiques fournis par les guerres contemporaines*). — La guerre serbo-bulgare. — Guerre civile du Chili. — Guerre hispano-américaine. — Campagnes des Français au Tonkin de 1883 à 1885, par Kunz, major prussien en retraite. — 3 brochures in-8. — Berlin, Mittler.

Les études historiques sur les guerres contemporaines offrent d'abord l'avantage de fournir des indications précieuses sur les effets réels obtenus sur les champs de bataille au moyen de nos armes à feu perfectionnées, expérimentées en temps de paix dans des tirs de polygone. Celle de la guerre serbo bulgare, à côté de sa valeur historique, nous montre en outre ce qu'on peut attendre de troupes insuffisamment organisées, mal instruites. Nous en recommandons la lecture à ceux qui, oublieux des défectuosités des armées françaises improvisées en 1870-1871, après Sedan, voudraient substituer aujourd'hui de simples milices à notre armée permanente, au lieu de se contenter de réduire à deux ans la durée du service militaire.

Dans le deuxième fascicule, le major Kunz fait ressortir les moyens par lesquels des transports de troupes par mer, des débarquements ont pu réussir, l'action combinée d'escadres et de troupes de terre, l'importance décisive des victoires sur mer. On y trouve également des exemples fort intéressants d'attaques de front exécutées par l'infanterie contre de fortes positions défendues au moyen des armes à feu modernes, de charges de cavalerie couronnées de succès, etc., et aussi la preuve incontestable de l'insuffisance des milices opposées à des troupes régulières.

Les campagnes des Français au Tonkin offrent aujourd'hui plus d'intérêt pour les Allemands qu'il y a quinze ans. Depuis leur installation en Chine, leur participation à la répression de l'insurrection des Boxers ils ont le sentiment de futures collisions dans l'Extrême-Orient et, par suite, intérêt à examiner de près les qualités et défauts de leurs adversaires éventuels, naturellement dans des cas concrets, suivant leur méthode traditionnelle. L'étude du major Kunz étant basée notamment sur documents français, ce n'est pas l'exposé de faits déjà connus qui nous engagera à la lire, mais leur appréciation par un critique intéressé, qui se rend bien compte que l'expérience faite par les Japonais et les Européens sur les Chinois du Nord ne peut pas avoir la prétention d'être concluante, car les meilleures troupes chinoises sont sur la frontière du Tonkin. — G. R.

Le Propriétaire-Gérant : R. Chapelot.

Paris. — Imprimerie R. Chapelot et Cie, rue Christine, 2.



JOURNAL

DES

SCIENCES MILITAIRES.

REVUE MILITAIRE FRANÇAISE.

Juin 1905

Quelques Enseignements

DE LA

GUERRE RUSSO-JAPONAISE

L'heure n'est pas venue de tirer tous leurs enseignements des événements qui se déroulent en Extrême-Orient. Trop de données nous manquent encore pour qu'on puisse porter sur eux, ainsi que sur leurs acteurs, des jugements équitables. En dépit de l'abondance des télégrammes, des comptes rendus de presse, des impressions plus ou moins sincères de spectateurs de la guerre russo-japonaise, des éléments essentiels font encore défaut, tels que les effectifs réels, les ordres des chefs de parti, les renseignements dont ils disposaient avant d'arrêter leurs dispositions. Dès lors les conclusions que l'on pourrait déduire de faits imparfaitement connus doivent nécessairement présenter un caractère hypothétique. Peut-être n'a-t-on pas oublié qu'un transparent anonyme, étudiant dans la plus dogmatique de nos Revues les événements de la guerre du Transvaal, d'après les impressions hâtives d'un témoin pourtant très informé, aventura au sujet de

la « faillite de la cavalerie », de la nécessité pour les attaques d'infanterie de formations « diluées », des opinions que l'examen attentif des faits, d'après les documents authentiques, ne justifia en aucune façon. Pareille déception pourrait être le lot des techniciens trop enclins à tirer des conclusions hâtives du grand conflit actuel, du moins en ce qui concerne la conduite des troupes et la tactique des différentes armes. Nos vues ne vont pas si loin. Nous voudrions résumer brièvement ce que, d'un terme ambitieux, on pourrait appeler la philosophie de la guerre russo-japonaise. Nous nous en tiendrons aux grandes lignes suffisamment connues dès maintenant pour que l'on puisse en raisonner, sans faire une part trop grande aux hypothèses.

I.

On sait combien la diplomatie russe avait été heureusement inspirée en Extrême-Orient. Ses succès dans les années qui précèdent la guerre actuelle ne se comptent pas. Mettant à profit tous les événements, même les plus contraires aux intérêts nationaux, se pliant avec une rare souplesse aux circonstances et au milieu, plus asiatique qu'européenne, a-t-on dit souvent, elle parvint à obtenir de la Chine, presque sans effort, une série de cessions territoriales comme jamais le Céleste Empire n'en avait accordé à ses autres voisins. En quelques années, sa frontière fut reportée de l'Amour jusqu'à la baie de Corée, à travers l'immense territoire de la Mandchourie. La possession ou, pour parler plus exactement, la location de Port-Arthur et du Liao-Toung lui assura la mer libre, si longtemps et si passionnément cherchée sous d'autres cieux. Elle acquit en Extrême-Orient une influence prépondérante que bientôt le Transsibérien promit d'asseoir sur des bases inébranlables.

Peut-être l'extrême facilité de ces conquêtes contribua-t-elle, plus que toute autre cause, à leur perte? La Russie parut croire que ses diplomates sauraient garder ce qu'ils avaient si aisément conquis. Toujours est-il vrai qu'elle ne se rendit nullement compte des dangers qui menaçaient sa situation en Extrême-Orient. Le Japon s'était vu arracher, sous la pression de la Russie, de la France et de l'Allemagne, la presqu'île du Liao-

Toung, c'est-à-dire le principal des gages que lui avait valus sa victorieuse campagne contre la Chine; il la vit peu après passer sous la domination russe. Port-Arthur, où son pavillon avait paru un instant, voyait désormais flotter celui de sa puissante rivale. Le traité de Simonosaki était annulé dans sa clause essentielle, au seul bénéfice de la Russie.

Il n'est pas surprenant que le Japon n'ait pu prendre son parti d'un pareil résultat de ses victoires. On devait croire qu'il chercherait l'occasion de revenir sur le passé. Son armée et sa marine avaient fait leurs preuves contre les Célestes. Il travailla fièvreusement à les renforcer, et bientôt le résultat de ces efforts devint palpable. La révolte des Boxers menaçait de destruction les établissements étrangers en Chine. Le Japon mit une coquetterie particulière à affirmer sa situation de grande puissance et aussi de nouveau venu dans le concert des nations. Le contingent qu'il envoya en Chine fut l'un des mieux organisés, des mieux équipés et aussi des plus énergiquement conduits. Lors de la prise de Tien-Tsin, et particulièrement dans les combats des 11, 13 et 14 juillet 1900, à Peitsang, le 5 août, à Pékin, du 14 au 17 août, ses attaques menées avec un mépris complet des obstacles, parfois avec une suprême énergie, coûtent de lourds sacrifices.

On dirait que les Japonais visent à frapper l'imagination de leurs alliés d'Europe et d'Amérique. Le fait est qu'ils y parviennent. Les officiers des autres nationalités sont à peu près unanimes à reconnaître leurs aptitudes guerrières; des publications officielles s'en font l'écho[1].

La guerre des Boxers terminée, le Japon ne cesse de développer ses forces militaires et navales. Il conclut avec l'Angleterre un traité d'alliance qui provoque à bon droit la surprise et aussi des commentaires passionnés. Ses relations avec la Russie se tendent peu à peu. Les Russes négligent ces avertissements. Ils ignorent tout de leur rival, qu'ils dédaignent visiblement, tandis que les Japonais se tiennent minutieusement au courant des ressources de leurs futurs adversaires. En Extrême-Orient chacun

---

[1] Voir notamment : *Les Evénements militaires en Chine*, par les capitaines Cheminon et Fauvel-Gallais; publié en 1902, sous la direction du 2e Bureau de l'Etat-Major de l'Armée. Le commandant Cheminon est l'un des attachés militaires français aux armées russes de Mandchourie.

prévoit une guerre prochaine, et beaucoup s'attendent à la victoire du Japon, sans la croire aussi complète.

C'est ainsi que survient la surprise de Port-Arthur, dans la nuit du 8 au 9 février 1904. On peut et l'on doit faire toutes réserves sur la valeur morale de cet acte; sans doute l'attaque d'un adversaire sans défiance, alors qu'aucune déclaration n'autorise à croire des hostilités imminentes, ne présente rien de particulièrement glorieux. Mais il faut se souvenir que de nombreuses guerres ont commencé de la sorte. Nos voisins d'Angleterre, notamment, ont presque toujours entamé ainsi leurs hostilités contre nous. Il est même à croire que, dans l'avenir, ce sera la règle. La guerre est devenue si ruineuse, ses conséquences peuvent être si graves que celui des deux adversaires qui se sentira le plus sûr de soi cherchera nécessairement à s'assurer les avantages d'une surprise stratégique.

Pour en revenir aux Japonais, leur double attaque de la flotte russe à Chemulpo et à Port-Arthur eut assurément une portée morale et matérielle très considérable. L'inexplicable quiétude, l'incroyable aveuglement des Russes, pour employer les expressions d'un témoin[1], firent que leurs bâtiments de guerre, épars dans les mers de Chine, ne prirent aucune mesure de sécurité, en dépit de l'attitude menaçante des Japonais. Leur imprudence fut sévèrement punie par la destruction de plusieurs unités de combat. Leur flotte fut dès lors frappée d'infériorité. Tandis que leurs adversaires s'assuraient « les larges routes de la mer, c'est-à-dire une base d'opérations entourant le théâtre des hostilités », ils se voyaient réduits « à une base éloignée de plus de 8,000 kilomètres, à laquelle ils n'étaient reliés que par une seule voie[2] », traversant d'immenses pays peu peuplés, de climat extrêmement rigoureux, avec toutes les difficultés qui en résultent nécessairement.

On oublie trop volontiers combien, pour les Russes, l'immensité des distances, à elle seule, constitua dès lors un grave

---

[1] Raymond Recouly, correspondant de guerre du *Temps : Dix mois en Mandchourie.*

[2] Général de Sermet : *Les Enseignements de la Guerre, Echo de Paris,* du 31 mars 1905. M. le général de Sermet a été, de 1882 à 1888, attaché militaire à Saint-Pétersbourg.

motif de faiblesse. Grâce à d'admirables efforts, auxquels on n'a pas assez rendu justice, ils ont pu réunir en Mandchourie une puissante armée, l'entretenir et l'alimenter de toutes façons; mais la vie même de cette armée dépendait d'une seule voie ferrée. Impossible de s'en éloigner sous peine de mourir de faim, de manquer de projectiles, de ne pouvoir évacuer ni blessés ni malades. Pour les Japonais, rien de pareil. La mer, dont ils allaient être de longs mois les maîtres incontestés, facilitait leur ravitaillement, l'arrivée rapide de leurs renforts. Ils manœuvraient à leur guise, assurés partout de la liberté de leurs communications avec la mère-patrie. Tandis que la défensive s'imposait à peu près fatalement aux Russes, du moins au début, ils pouvaient prendre aisément l'offensive, avec tous les avantages moraux et matériels qui en résultent.

II.

Les inconvénients de cette situation initiale sont rendus plus sensibles par le caractère national des Russes. Leur insouciance est proverbiale; ils ont emprunté aux Orientaux une bonne part de leur fatalisme. Ils y ajoutent une disposition d'esprit particulière qui, selon les circonstances, peut être une vertu ou un grand défaut: l'optimisme. Au cours des derniers événements les témoins en ont souvent recueilli des preuves convaincantes. Après une victoire, les Japonais venaient-ils à s'arrêter pour une raison quelconque, les Russes se hâtaient de conclure que leurs adversaires étaient affaiblis à l'excès, que les maladies les décimaient, qu'ils reculaient devant l'immensité de leur tâche et qu'ils n'avanceraient plus. La surprise était d'autant plus cruelle, quand l'événement donnait tort à ces hypothèses. C'est que cet optimisme était fait, non d'une confiance raisonnée dans la grandeur évidente des ressources de la Russie, mais « d'insouciance, d'aveuglement et même de puérilité [1] ». On prêtait à l'arrêt des Japonais les motifs les plus invraisemblables; on allait jusqu'à croire de bonne foi que le meilleur de leur bravoure était dû à une surexcitation factice où entrait l'usage du kola et des alcools. L'effet de ces exci-

---

[1] R. Recouly, *op. cit.*, 170.

tants passé, survenait une période de dépression motivant leurs arrêts constants après la victoire !

A un autre point de vue, les Russes sont fort inférieurs aux Japonais. Ceux-ci font une guerre *nationale*, dont ils attendent la prédominance de l'empire du Soleil-Levant sur tout l'Extrême-Orient. C'est une lutte où interviennent, à côté d'un orgueil national extrêmement développé et exaspéré par des humiliations récentes, des intérêts matériels aisément accessibles à tous. Avec son surcroît de population, son intense activité commerciale, son industrie naissante, l'archipel nippon a besoin de colonies qui puissent absorber ses émigrants, lui fournir les aliments que la terre natale produit en quantité insuffisante et enfin créer des débouchés à ses produits. La guerre est une question vitale pour les Japonais. Pour les Russes, au contraire, en dépit des grands intérêts politiques en jeu, il est visible que, pas un instant, ce conflit de races ne prend le caractère d'une lutte nationale. C'est une expédition coloniale de très grande envergure, rien de plus. Il n'y a pas trace d'enthousiasme guerrier parmi les bataillons acheminés vers l'Extrême-Orient. Même les cadres manquent de conviction.

Pour une armée improvisée au milieu de mille difficultés, si loin de la mère-patrie, cette absence seule d'enthousiasme est chose délicate. Elle accroît les difficultés où succombe déjà la direction.

De toutes les causes de faiblesse des Russes, c'est peut-être l'infériorité du commandement qui constitue la plus grave. Pendant de longs mois, en effet, il est réparti entre deux têtes. Au *namiestnik* Alexeïeff, le lieutenant de l'empereur en Extrême-Orient, s'oppose par la force des choses le général en chef Kouropatkine. Ce dernier est théoriquement le maître; il commande aux forces de terre et de mer sans qu'aucune limite soit imposée à son action. Dans la pratique, il est contraint de céder aux conseils, sinon aux injonctions du Namiestnik. Même en admettant que tous deux soient des hommes de haute valeur, animés des intentions les plus conciliantes, obéissant uniquement aux considérations d'intérêt général, ce dualisme du commandement serait pour l'énerver. C'est un axiome que mieux vaut un chef médiocre que deux bons. Combien de fois, dans notre propre histoire, avons-nous pu en constater l'exactitude? Les guerres

de Louis XIV, celles du Premier Empire, en offrent maints exemples; à une date beaucoup plus récente, le commandement de l'armée de Châlons, tiraillé entre le maréchal de Mac-Mahon et le ministre, général de Palikao, est avant tout responsable du désastre de Sedan.

Pendant toute la première partie de la guerre russo-japonaise, la présence à Moukden ou à Port-Arthur de l'amiral Alexeïeff a certainement été une gêne pour le commandant en chef et une cause permanente de faiblesse pour les Russes. Elle s'explique d'autant moins qu'Alexeïeff avait une lourde part dans la tournure prise par les événements. Plus qu'aucun autre, il est responsable de la lenteur voulue des négociations avec le Japon, de l'absence de préparation et finalement de la surprise stratégique dont les conséquences furent si graves. Son maintien en Mandchourie, prolongé contre toute raison, est l'une des erreurs les plus saillantes du gouvernement impérial, l'une de celles qui montrent combien les résolutions viriles lui sont difficiles, combien les intérêts particuliers l'emportent trop souvent auprès de lui sur l'intérêt commun.

En ce qui concerne la conduite générale des opérations, l'influence néfaste du Namiestnik n'est pas niable. Il est à Moukden, tandis que Kouropatkine organise ses forces à Liao-Yang, à 60 verstes seulement au Sud. L'échange de communications entre eux est constant. L'entourage de l'amiral critique volontiers des opérations qu'il ne dirige pas et dont il n'a pas la responsabilité. Quand il s'agit d'une décision grave, le commandant en chef est moralement contraint de se rendre à Moukden pour en conférer. Il se laisse ainsi imposer des solutions que lui-même n'aurait pas admises. Tout indique, par exemple, que, entièrement libre de ses actes, il n'aurait pas choisi Liao-Yang pour y faire un arrêt prolongé et finalement y livrer une bataille défensive. Les Japonais y étaient trop près de la mer et de la frontière coréenne, les Russes trop loin de Kharbine, le nœud de leurs communications essentielles.

C'est de la sorte que Kouropatkine est conduit à livrer, malgré lui, autour de Liao-Yang, une nouvelle bataille défensive, dont le résultat, s'il est insuffisant pour les Japonais, n'en est pas moins fâcheux pour les Russes. Ils sont affaiblis par des pertes inutiles et obligés de rechef à la retraite.

De même, après la bataille de Thurenchen, la lenteur des Japonais est peut-être de la prudence et s'explique en partie par les pertes subies, par les nécessités du ravitaillement. A Moukden, à Saint-Pétersbourg, on la prend pour une preuve de faiblesse. On croit le moment venu de reprendre l'offensive et l'on reproche à Kouropatkine de le laisser échapper. C'est ainsi que naît l'idée d'une pointe au Sud; malgré l'opposition du commandant en chef qui fait valoir l'insuffisance de ses forces, auxquelles la qualité manque plus encore que la quantité, elle finit par lui être imposée. Stackelberg s'engage dans le Liao-Toung, pour être bientôt battu à Oua-Fan-Gou. Après la défaite, on en fait un bouc émissaire, lui reprochant l'incohérence de ses ordres, l'engagement maladroit et incomplet de son artillerie, l'inopportunité de son ordre de retraite au moment où sa gauche refoulait les Japonais, enfin jusqu'à son rôle personnel pendant l'action. En réalité, la retraite s'imposait quand il la prescrivit, et il a prouvé ailleurs que sa bravoure était à la hauteur de toutes les situations[1]. Ce n'est pas à lui qu'incombait surtout cette nouvelle défaite des Russes, mais à l'auteur responsable d'une offensive prématurée, mal venue et qui ne pouvait être soutenue en face de forces sérieuses.

Il convient d'ajouter que le général Kouropatkine n'a que très imparfaitement justifié les espérances qu'on avait placées en lui. Ses qualités d'organisateur sont indéniables; il a conduit ses retraites avec méthode, parfois avec une réelle habileté. Mais ce n'est pas l'homme du coup d'œil et des décisions rapides. Il laisse échapper à plusieurs reprises l'occasion de porter à l'ennemi des coups sérieux. Il se perd volontiers dans le détail, peut-être parce que ni son entourage ni ses lieutenants n'allègent sa tâche. Plus encore que la nôtre en 1870, l'armée russe souffre de l'excès de centralisation, de l'absence d'initiative chez les subalternes. Chacun n'obéit qu'à l'impulsion du chef; si cette impulsion vient à manquer, la paralysie est complète. Comment penser et agir par soi-même quand on a été dressé à ne penser, à n'agir que suivant les vues et les ordres de son supérieur?

Le résultat est que l'armée russe de Mandchourie donne l'im-

---

[1] R. Recouly, *op. cit.*, 125.

pression d'une énorme machine, lente à mettre en mouvement, pesante à l'excès et toujours prête à se disloquer en dépit de sa force. Longtemps on s'obstine à ne pas la fractionner malgré le nombre des corps d'armée qu'elle comprend. Un moment Kouropatkine a sous ses ordres une masse dont l'importance rappelle notre armée du Rhin des premiers jours d'août 1870. Le résultat est identique. Le général russe ne peut pas plus commander directement à six ou sept corps d'armée que Napoléon III et Le Bœuf. Il faut en venir à un groupement plus rationnel en trois armées. N'aurait-il pas été préférable d'y recourir plus tôt? L'expérience du passé eût dû suffire à en montrer la nécessité.

Ainsi, commandement supérieur longtemps affaibli par le dualisme, commandant en chef plus apte à des retraites savantes qu'à des offensives vigoureuses, subalternes paralysés par l'absence d'initiative, tel est le bilan de l'armée russe pendant la première partie des opérations, celles qui aboutissent à la perte de Moukden. Il en résulte que les Japonais, d'abord si prudents, si lents dans leurs mouvements, s'enhardissent en raison inverse de l'inertie de leurs adversaires. Ils les voient si peu manœuvriers qu'ils aventurent les opérations les plus risquées, sans que leur audace soit réprimée. Ils montrent, une fois de plus, l'incurable faiblesse de la défensive, faiblesse qui tient à ce qu'elle a sa répercussion, non sur les forces matérielles, mais sur le moral, ce facteur tout puissant à la guerre.

III.

Si le haut commandement n'est pas toujours en de bonnes mains, il convient d'en chercher la cause dans le recrutement et l'avancement du corps d'officiers. Moins encore que le nôtre il possède les avantages de toute nature et surtout la cohésion résultant de l'unité d'origine. Il se recrute, en effet, dans les milieux les plus différents. Une très faible proportion provient du corps des pages de l'empereur, c'est-à-dire de fils ou petits-fils de hauts fonctionnaires appelés à la cour et y recevant une éducation spéciale. Au-dessous de cette élite, qui bénéficie d'avantages très sérieux, tels que celui de servir de préférence dans la

garde, vient une catégorie beaucoup plus nombreuse, celle sortant des huit écoles militaires spéciales à l'infanterie, à la cavalerie, à l'artillerie et au génie. Leurs élèves proviennent, soit des écoles de cadets, qui ont quelque analogie avec notre prytanée de La Flèche et comme lui reçoivent surtout des fils d'officiers ou de fonctionnaires, soit directement de l'armée, soit enfin de la population civile. Mais les militaires ne peuvent entrer dans ces établissements qu'après avoir accompli un temps de service variant avec leur degré d'instruction générale; quant aux civils, ils doivent satisfaire à un examen, à moins qu'ils ne justifient d'un diplôme délivré par un gymnase militaire ou civil.

Enfin, au dessous de cette catégorie, en vient une troisième recrutée dans les écoles de *younkers*. Elles reçoivent des volontaires ou des *appelés* justifiant d'un certain degré d'instruction, naturellement encore inférieur à celui exigé pour l'entrée dans une école militaire. C'est parmi les younkers que se recrute la majeure partie des officiers d'infanterie et de cavalerie. En 1898-1899, sur 2,220 sous-lieutenants nommés dans l'armée russe, 1014, c'est-à-dire près de moitié, sortaient des écoles de younkers, et 1206 des autres écoles ou du corps des pages.

Dans ces conditions, on s'explique le manque d'homogénéité qui est l'une des caractéristiques du corps d'officiers et aussi des troupes russes. Tandis que la garde possède nombre d'officiers provenant des pages, appartenant à des familles influentes ou riches, certains régiments de la ligne, confinés dans des garnisons lointaines, ont une composition très différente. Aux uns toutes les chances d'avancement, toutes les faveurs; aux autres une carrière très limitée à passer entière « loin du soleil ». L'officier de cette catégorie est peu instruit en général. Aux younkers ou à l'école militaire ses études ont été traitées comme une quantité négligeable. Une fois sorti de ces établissements, il n'a plus étudié du tout. On paraît admettre que la profession d'officier n'a rien de commun avec la science. Pour en remplir les devoirs, il suffit de la bravoure et de l'endurance aux fatigues, jointes à une certaine aptitude au commandement dans ce qu'il a de plus terre à terre. C'est pour cette catégorie d'officiers qu'un témoin emploie le mot de prolétariat militaire[1]; il n'a rien

[1] R. Recouly, *Le Temps*, 11 mars 1905.

d'exagéré pour qui connaît quelque peu les dessous de l'armée russe. On a pu dire que trop souvent la valeur technique n'y déterminait pas l'avancement, mais bien la naissance, les protections et la fortune. L'état-major, en particulier, qui bénéficie de privilèges tout particuliers, est ouvert plutôt à la faveur qu'au mérite.

Si l'officier russe avec sa vaillance proverbiale n'est pas toujours à la hauteur de ses obligations techniques, le sous-officier laisse plus encore à désirer, pour une raison péremptoire. Dans la plupart des armées européennes, il se recrute parmi les jeunes gens ayant un degré d'instruction qui ne leur permet pas de devenir officier, mais qui l'élève sensiblement au-dessus du soldat. Cette catégorie, qui fournit des contremaîtres à l'industrie, n'existe en Russie que dans une très faible proportion. Quelques individus à peine se distinguent de la masse immense des illettrés. Comment choisir parmi eux des sous-officiers dignes de ce nom, c'est-à-dire des gradés aptes à alléger la tâche d'instructeur et d'éducateur de l'officier, et même à le suppléer en maintes circonstances de paix ou de guerre ? De fait, le sous-officier russe n'a qu'un rôle très restreint. Il se distingue difficilement du soldat dont le costume, la tenue, les habitudes le différencient à peine. Dans l'armée allemande, par exemple, le sous-officier est une sorte de cheville ouvrière, dont l'action est de tous les instants ; vivant presque constamment avec le soldat, il le façonne, l'anime par ses leçons et par son exemple personnel. Rien de pareil en Russie.

Les conséquences sont graves en ce qui concerne la discipline générale. Sur les routes mandchoues, les observateurs ont souvent vu de longues files de traînards s'échelonner derrière les régiments en marche. Par les lourdes chaleurs de l'été, c'était sur des kilomètres que s'éparpillaient ces isolés, parfois destinés à rester plusieurs jours éloignés de leur corps, avec toutes les conséquences qui en résultent pour la discipline et la réduction des effectifs. De même au combat. L'officier, par la force des choses, ne peut plus conduire chacun des « petits paquets » entre lesquels se subdivise une compagnie de première ligne. D'ailleurs les rencontres sont meurtrières, et le chef de section est souvent appelé à disparaître dès le début. Dans d'autres armées le sous-officier, le caporal sait faire acte d'initiative et d'énergie, s'em-

parer d'une haie, d'un coin de bois, d'un tas de pierres. Sous son impulsion, la ligne continue de progresser par bonds, jusqu'à ce que le feu soit assez efficace pour lui interdire tout mouvement en avant. L'armée russe possède peu de gradés subalternes susceptibles de ce rôle, et cette lacune est d'autant plus grave que le soldat, avec des qualités exceptionnelles de bravoure et d'endurance, a peu d'élan et d'entrain.

Chacun sait que les rapports entre officiers et hommes de troupe, chez nos alliés, sont autres qu'en Allemagne, par exemple. Ils sont empreints d'une familiarité toute particulière, d'une bonhomie qui n'a pas d'équivalent ailleurs. Chez les Chouans, parmi les bandes vendéennes, il y avait de ce respect nuancé d'affection dans les rapports des *gars* de chaque paroisse avec le gentilhomme campagnard, connu d'eux dès l'enfance, qui les conduisait au combat. Dans nulle autre armée on ne voit le soldat aborder aussi librement l'officier, causer, rire avec lui sans contrainte. L'influence personnelle du chef n'en est pas diminuée, bien au contraire. Il est évident qu'il peut demander beaucoup à son entourage, lui inspirer parfois un dévouement fanatique. Mais, plus qu'ailleurs, tant vaut l'officier, tant vaut sa troupe.

Pris en masse, le soldat russe donne l'impression d'une force sérieuse, mais pesante, lente à mettre en action. Il est beaucoup plus l'homme de la patience à toute épreuve, de la résignation sans limites, que celui du mouvement en avant. Par sa bravoure et sa ténacité c'est un merveilleux outil de défensive; l'offensive lui est moins propice et l'histoire des guerres passées le démontre à toutes ses pages. Sa vaillance ne peut être surpassée par celle des Japonais, mais ceux-ci ont sur lui l'avantage d'être plus vifs, plus adroits, plus aptes aux attaques rapides et énergiques. Avec beaucoup de résistance au découragement, à la fatigue et aux privations, il manque de qualités que l'éducation aurait pu lui donner. Comme la Russie elle-même, il est resté dans une immobilité relative par rapport au reste du monde civilisé. Il n'a qu'imparfaitement subi le travail de modifications incessantes qui a changé l'aspect des armées depuis la fin du XVIII[e] siècle.

Les aptitudes spéciales des Russes, la faiblesse de leurs effectifs au début; d'autre part la prudence parfois excessive des Japonais ont donné à la lutte actuelle un caractère particulier. C'est une guerre de positions comme nos ancêtres en ont tant

vu sur les frontières des Flandres et d'Alsace. Chacune de ses phases aboutit à la défense et à la prise d'une ligne défensive, le plus souvent complétée par d'immenses travaux. Si les Russes sont grands remueurs de terre, les Japonais ne leur cèdent guère. A peine leurs adversaires se sont-ils installés autour de Liao-Yang et de Moukden, qu'ils entreprennent en face d'eux le tracé d'une sorte de circonvallation, d'où ils s'élanceront à l'attaque, le moment venu. On conçoit qu'une guerre ainsi conduite rappelle dans une faible mesure les campagnes menées récemment sur d'autres théâtres. On y chercherait en vain certains enseignements. Les mouvements de grandes unités, en particuliers, s'opèrent avec une extrême lenteur. Presque toujours le succès est décidé par un mouvement débordant sur l'une des ailes de l'adversaire. Les Japonais le fixent par une attaque de front, parfois assez mollement menée, tandis qu'ils préparent l'attaque décisive contre sa droite ou sa gauche. Une menace sur les communications des Russes, et tout leur dispositif de défense, tous les travaux entamés depuis des semaines tombent brusquement. L'armée se met en retraite, sans être entamée, ni même réellement poursuivie, et va recommencer une opération identique sur l'une des prochaines positions défensives, toujours dans le voisinage immédiat de la ligne ferrée qui la ravitaille en hommes, en munitions et en vivres.

C'est ainsi que, dans la nuit du 23 au 24 juillet, l'ordre survient d'évacuer les positions de Ta-ché-Kiao, après une bataille indécise. Il a suffi d'une menace vers l'Est. Les deux adversaires ont beaucoup souffert, mais les Russes sont encore plus éprouvés dans leurs forces matérielles et morales. De même à Liao-Yang. La retraite, inattendue de la masse des troupes, est encore provoquée par un mouvement débordant de Kuroki. Comme toujours les Russes défendent leurs positions avec une vigueur sans égale, mais ils ne sont pas manœuvriers et le général en chef paraît manquer de coup d'œil et de décision. La victoire des Japonais n'est d'ailleurs qu'imparfaite. Ils vont être arrêtés de nouveau devant Moukden, à 60 verstes dans le Nord, faute d'avoir tiré de leur succès tout le parti désirable.

Quand les Russes prennent à leur tour l'offensive, au début d'octobre, c'est dans des conditions qui montrent combien cette forme de l'action leur est peu familière. Le centre et la droite

doivent fixer les Japonais, tandis que la gauche opérera un mouvement tournant sur leurs communications. Cette combinaison échoue totalement. D'une part le centre et la droite attaquent avec mollesse, sans soutenir leurs avant-gardes, en sorte que l'ennemi ne se sent pas réellement menacé. Les corps russes semblent songer beaucoup plus à parer les coups qu'ils prévoient qu'à en porter eux-mêmes. Leurs chefs manquent autant d'initiative que d'élan. Quant à la gauche elle échoue dans l'attaque du défilé de Toumine et permet ainsi aux Japonais de procéder à une foudroyante contre-attaque, avec la retraite des Russes pour résultat. La bataille aboutit pour eux à un nouvel échec, qui scelle définitivement la condamnation de Port-Arthur. Désormais Kouropatkine attendra l'offensive japonaise aux abords de Moukden, avec des résultats aisés à prévoir.

L'une des conclusions qui s'impose, lorsqu'on étudie la première partie de la guerre russo-japonaise, est l'influence très considérable des opérations maritimes sur l'ensemble des événements. Le commandement de la mer a été pour les Japonais un avantage inappréciable, qui seul leur a permis d'assiéger Port-Arthur tout en combattant les armées de secours. Le succès sur terre était donc intimement lié à la victoire sur mer. Celle-ci en était même la condition nécessaire. Il y a lieu de ne pas oublier cette leçon. Chacun sait que notre marine est stationnaire tandis que, dans d'autres pays, elle progresse rapidement. Nous sommes donc appelés à perdre le rang que nous occupons encore; dans des cas nombreux, nous pourrions avoir à déplorer notre infériorité, même s'il s'agissait d'opérations sur le continent. Pendant la guerre de 1870, les événements auraient certainement changé d'aspect si la marine allemande eût été de taille à nous tenir tête. Au début des opérations, nos adversaires n'auraient pas été conduits à laisser des forces importantes sur le sol national, dans la prévision d'un débarquement. Par contre, la défense nationale eût été impossible, si les Allemands avaient pu couper nos communications avec les pays neutres et surtout avec les États-Unis. On sait quelle énorme quantité d'armes, de munitions, d'approvisionnements de toute nature nous parvinrent de la grande république américaine.

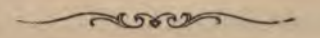
Au cas où l'avenir nous réserverait une nouvelle guerre contre

l'Allemagne, l'existence d'une puissante marine allemande est dès à présent un facteur avec lequel nous devons compter. Au lieu d'avoir nos derrières pleinement assurés par la Méditerranée, l'Atlantique et la Manche, nous serions exposés à des insultes et même à des débarquements ; le ravitaillement par mer nous serait à peu près interdit. Enfin nos communications avec les colonies, l'Algérie comprise, ne seraient plus assurées. Les conséquences valent d'être pesées.

Pour en revenir à la guerre russo-japonaise, elle montre l'impossibilité d'entreprendre une guerre coloniale quand la ligne de communications avec la mère patrie est sérieusement menacée. Elle prouve aussi que, malgré les intentions les plus conciliantes, en dépit des progrès apparents des idées d'arbitrage et de paix universelle, un grand pays peut être entraîné dans une guerre ruineuse sans la vouloir et sans s'y être aucunement préparé. D'où nécessité d'une préparation constante, envisageant les attaques imprévues du genre de celle qui a inauguré le conflit actuel. Ce n'est pas en Extrême-Orient seulement que nous pourrions être victimes d'une surprise stratégique, malgré les tendances si résolument pacifiques de notre démocratie ; elle aurait des conséquences bien autrement graves.

Quant aux conclusions que l'on peut tirer des événements d'Extrême-Orient au point de vue de la conduite des troupes, elles sont de tous les temps : supériorité de l'offensive, qui rehausse le moral de l'assaillant et déprime celui de l'adversaire ; danger du dualisme en matière de commandement ; nécessité de développer l'initiative des sous-ordres, de rendre les troupes manœuvrières, d'assurer dans les meilleures conditions la coopération des différentes armes, de pratiquer assidûment, sinon les attaques de nuit, très délicates avec des effectifs de quelque importance, du moins les mouvements de nuit qui permettent de surprendre l'ennemi, tout en évitant l'action écrasante de son artillerie. Comme nous le disions au début de cette étude, l'heure n'est pas encore venue d'examiner les modifications de détail que la guerre conduite des deux parts avec tant d'acharnement pourra provoquer dans la tactique. Trop d'éléments font encore défaut.

Pierre Lehautcourt.



L'ARME DE L'IMPRÉVU[1]

CHAPITRE V.

CONCLUSIONS DE LA DOCTRINE ET DU RÈGLEMENT.

En définitive, les conclusions que l'on peut tirer des observations faites au cours de la guerre anglo-boër ne motivent aucun bouleversement, aucune révolution dans nos principes tactiques.

L'importance du feu, comme mode d'action principal, a continué, sur ce terrain, sa marche ascendante. Nous avons constaté de nouveau sa puissance en face de procédés arriérés, déjà tant de fois condamnés par les leçons d'expériences répétées.

Ils sont trop souvent les nôtres dans la pratique.

Nous constatons encore que nos règlements actuels ont exactement défini les moyens à mettre en œuvre pour combattre.

Ils sont, comme par le passé, subordonnés au bon emploi que les exécutants en sauront faire dans les conditions fixées par le commandement et pour le but donné par lui.

Les études qui précèdent, appliquées à des faits réels, nous ont utilement servi à souligner les enseignements de détails à en tirer; ils confirment les leçons, déjà tant de fois données par l'observation attentive d'actes d'importance égale et souvent bien supérieure.

Il est utile maintenant de tenter un groupement d'ensemble, une synthèse, fixant bien le *but*, les *conditions* et les *moyens*.

Nous essayerons donc d'exposer les conclusions qui nous paraissent se dégager aussi bien du mouvement actuel que de ceux qui l'ont précédé.

---

[1] Voir les livraisons de 1905.

Nous verrons ce qu'il y a lieu d'en retenir dans la pratique et pour l'instruction.

Le combat par les tireurs. — Le combat effectif est livré *par les tireurs.*

Ce combat ne leur est possible, sous le feu adverse, que si cet *échelon, chargé des feux, est entretenu et alimenté en nombre* par les échelons en arrière et s'il est protégé contre la plupart des coups.

D'autre part, l'action des hommes, qui le composent, ne peut que rester individuelle, et même défensive, s'il n'est pas organisé de façon à être *commandé, soutenu et appuyé, poussé et entraîné en avant.*

La protection, indispensable à l'action des tireurs, ne peut leur être donnée que par l'*utilisation du terrain,* par les *formations employées* et par la *coopération constante de l'artillerie.*

Utilisation et formations doivent permettre l'*exercice du commandement.*

L'extension des fronts. — La vulnérabilité impose l'*extension des fronts.*

L'extension minimum, commandée pour réduire la vulnérabilité en terrain découvert, exige trois mètres par tirailleur. L'abri permet de diminuer les intervalles jusqu'au coude à coude et au delà.

Si, d'autre part, on considère que la capacité maximum de résistance d'une troupe ne dépasse pas 50 p. 100 de pertes subies, au maximum ; si l'on tient compte que l'entretien de la ligne de feu et de son mouvement exige en conséquence l'emploi de soutiens de force égale à celle de cette ligne, on admettra que le front maximum, attribuable à une compagnie de 200 fusils placée dans les conditions de terrain les plus défavorables pourra s'élever à 300 mètres, alors qu'elle aura épuisé tout son effort et consommé ses soutiens. En un mot, sur le terrain le moins favorable, le moins abrité, pris comme type maximum de difficulté, elle n'aura jamais *à la fois* plus de 100 fusils sur son front de combat de 300 mètres.

En fait et en dehors de certains glacis, le front de combat ne

se présentera pas ainsi sous la forme d'une ligne claire, mais continue.

Il sera constitué, surtout à l'origine du combat, au moyen de groupes, distribués suivant les occasions offertes par les abris qu'on rencontre et qu'on utilise toujours; ils seront séparés par de larges intervalles, adaptés précisément aux qualités de l'armement actuel qui les permet et les commande. Le groupement, plus dense dans l'intérieur des groupes, assurera l'exercice du commandement, rendu sinon impossible par l'extension même du front.

Le front de la zone d'action du bataillon pourra ainsi s'élever à 650 ou 700 mètres, en admettant un intervalle, assurément bien battu, de 50 à 100 mètres entre les compagnies de première ligne.

La nécessité est absolue, surtout aujourd'hui en présence des épreuves infligées par l'armement actuel, de nourrir et d'alimenter l'action en profondeur par le jeu et l'entrée en ligne des éléments subordonnés et par la manœuvre.

Le front de la zone d'action du régiment ne saurait donc dépasser une fois et demie l'étendue de celle fixée pour le bataillon, 1000 à 1200 mètres environ.

On peut ainsi admettre que le régiment opérera dans une zone de 1000 mètres de front sur 1200 à 1500 mètres de profondeur, par l'emploi de vagues successives, avec l'appoint des réserves divisionnaires.

Le règlement ne doit fixer aucun de ces chiffres; ce sont les nécessités mêmes de l'emploi et des besoins qui les font connaître et appliquer, en les modifiant, aux circonstances locales[1].

Tactique de combat. — Nous venons de faire la large part du feu adverse en adoptant les dispositions qui peuvent permettre à nos combattants de durer, malgré lui et sans en être immédiatement écrasés; mais les dernières limites de leur emploi nécessaire ne sont pas encore atteintes.

Toute tactique de combat part d'une origine pour aboutir à une fin. Elle a un *point de départ* et un *but*.

---

[1] Voir la note, p. 344.

Le *point de départ*, c'est la marche ou le rassemblement, la mise en main ou la mise en garde.

La *fin*, c'est la prise de possession par l'infanterie du terrain tenu par l'adversaire ou mieux de la *zone, profonde aujourd'hui*, des terrains qu'il tient successivement par l'échelonnement de ses feux redoutables et de sa résistance. Il faut qu'il cède la place démoralisé, disloqué, battu pour un temps et que la poursuite achève son effondrement.

Pour atteindre ce but, la mise en œuvre des forces peut être *brutale* et *directe*, ou combinée et *manœuvrière ;* elle peut encore participer des deux modes, c'est le fait du *combat plein* et complet, conduit et dirigé.

La démoralisation de l'adversaire, c'est-à-dire son renoncement local et temporaire à la lutte, n'exige pas sa *destruction totale :* ses pertes contribuent beaucoup à cette démoralisation, mais cette dernière peut être aussi obtenue, parfois plus subitement et à moins de frais par *la manœuvre,* c'est-à-dire la surprise, l'imprévu, la peur infligés sur un point à l'ennemi.

En fin de compte, cette démoralisation se traduit toujours, d'un côté, par l'abandon du sol par l'ennemi et, de l'autre, par la prise de possession par l'infanterie du terrain que son adversaire occupait.

Il n'y a pas de zone, meurtrière pour l'offensive, qui ne puisse au contraire devenir *mortelle pour la défense*, si l'assaillant se sert de la *manœuvre* pour conquérir la *supériorité du feu*.

Ce sont les *mouvements* qui la procurent vis-à-vis de l'immobilité en des points fixes sur lesquels on fait converger les feux.

Des tirailleurs, espacés de $1^{m},50$, deviennent des tirailleurs à 1 mètre pour un feu les prenant à 45 degrés.

Toute manœuvre exige :

1° *Un masque,* un bouclier actif et offensif, garde, avant-garde, reconnaissance de vive force, élément de couverture, rideau, avant-ligne, postes, combat d'usure ou combat de préparation.

Ce masque est destiné à fixer partie de l'adversaire, à l'arrêter, à le reconnaître, à le maintenir constamment sous la menace d'un abordage imminent, à le tâter, à le sonder, à l'*immobiliser*, dans son front et dans ses réserves, car la manœuvre n'est possible qu'autour d'un *point fixe* ou d'une *zone fixe ;*

2° *Une feinte*, destinée à détourner, attirer et occuper l'attention de l'ennemi, à distraire ses forces disponibles et à égarer l'emploi de ses réserves ;

3° *Un acte de force* ou *d'adresse*, *une manœuvre*, produite du fort au faible avec *masse, énergie, vitesse, surprise*, par les *feux* ou les combattants en classant ces qualités, essentielles au succès, dans l'ordre de leur importance croissante.

C'est le combat partiel ou total de *décision* et le fait des *forces*, quelles qu'elles soient.

Il n'existe qu'un combat plein. — Du grand au petit, *chacun doit livrer le combat plein*, à charge de ne pas pousser seul le combat assez loin chez l'ennemi pour que celui-ci, revenu de sa démoralisation partielle, n'ait qu'un pas à faire pour changer en déroute, également partielle, le succès partiel et local de l'unité considérée.

Toute unité, l'escouade, l'homme même doivent avoir la notion nette et la pratique du combat plein et le livrer *toujours* dans la zone qui leur revient, *en gagnant toujours du terrain en avant.*

En un mot, le champ de bataille ne se cloisonne pas en deux grandes parties, un secteur défensif et un secteur offensif contingents et impénétrables l'un par l'autre.

Sur toute son étendue, au contraire, des séries de petites zones offensives et défensives se chevauchent et se pénètrent l'une l'autre.

L'utilisation par le commandement. — Le chef *local* ou *total* exploite et dilate le succès d'une de ces zones, en y appuyant les troupes et l'offensive par le jeu des réserves, dont il dispose. Mais il faut que chaque combattant soit bien convaincu qu'il lui appartient de conquérir d'abord cette zone ; le commandement ne peut l'exploiter que si le combattant local la lui procure dans la sphère dévolue à son action.

En un mot, le commandement ne se lie pas jusqu'au bout, maintenant surtout, par un plan préconçu. Il a un but, il organise une méthode, et *il utilise l'exécution*, *les circonstances*, *le fait*, pour aller au but.

S'il préconçoit son plan, il fait peut-être acte de chef *avant ;*

il ne le fait plus *pendant*, au moment le plus utile, celui du tact, du coup d'œil et du caractère.

Se réserve-t-il, en effet, attendant avant d'agir d'être totalement renseigné sur l'ennemi, *autrement que par le combat ?* Il s'y subordonne, il le subit, il s'immobilise lui-même, c'est un vaincu d'avance, car l'adversaire est *doué de mouvement* et les renseignements, qui le concernent, sont du domaine de l'histoire ancienne déjà quand on les utilise.

On ne peut donc se renseigner effectivement qu'en accrochant l'adversaire, qu'en le fixant, qu'en le tâtant de vive force.

Il n'y a donc plus d'autre bataille possible que par le *combat plein*, livré par tous ceux que le commandement décide d'engager.

L'œuvre du chef sera de parachever l'un de ces combats en y appuyant l'œuvre des exécutants ou des circonstances, au moyen de l'emploi, dérobé jusqu'à pied d'œuvre, soudain, irrésistible de la *force*, imprévue pour l'adversaire, dont il dispose (fusils et assaut moral).

Chacun doit donc prendre part au combat de front (il n'en est point d'autre pour les exécutants), *avec l'énergie guerrière, dont il est capable;* ce combat n'exclut pas la manœuvre, puisque tous y participent avec activité, dans les zones locales, et qu'il comporte pour chacun tous les éléments du combat plein, y compris l'acte décisif local.

Le point possible et le moment possible. — Mais il appartient au commandement de prononcer la *décision totale* par l'appoint qu'il lance *au point possible* et *au moment possible,* remplaçant le point *voulu* ou le point *donné* et le moment *voulu* ou le moment *donné* de jadis.

C'est donc maintenant l'échelon des tireurs qui *combat* et qui *renseigne* par son combat même et *par le fait accompli.*

La profondeur, l'action collective, le commandement. — Il appartient au commandement d'en tirer parti, il le fait par le jeu des réserves et l'action en profondeur.

La puissance supérieure du tir, bien loin de réduire la conception du combat à la forme *linéaire*, qui permet cependant le

meilleur emploi du feu, a donc contribué à augmenter l'importance de la *profondeur* et celle de l'ordre profond.

Le fusil perfectionné a décuplé la puissance individuelle et réduit en conséquence le nombre des combattants engagés tout d'abord au feu.

L'action en profondeur les entretient, les soutient et exploite avec toutes ses ressources (mises en œuvre alors seulement, mais non risquées jusque-là) leur succès local au moment possible.

Unité de doctrine pour l'infanterie et l'artillerie. — Économie des forces. — Un phénomène analogue s'est produit pour l'artillerie, l'arme des feux par excellence, et dont l'organisation entière, ainsi que les moyens, sont strictement au service du tir. Elle, non plus, ne s'engage plus en totalité. La puissance de son tir l'en dispense et l'emploi des batteries en surveillance ou en attente réalise pour elle une conception analogue à celle de la profondeur exigée, maintenant surtout, du combat d'infanterie.

Ce sont des applications du principe de l'*économie des forces*, c'est-à-dire du bon emploi des forces.

Procédés de l'infanterie. — L'échelon des feux. — Ce principe permet-il, comme par le passé, l'emploi immédiat au combat de la totalité des fusils d'une petite unité, telle que la compagnie par exemple?

Cette conception brutale et sans manœuvre de l'avant-dernier règlement d'infanterie jette en ligne, en une seule fois, tous les fusils de la compagnie.

La surprise, *si elle existe,* est ici forte et totale; elle est, d'autre part, consommée en une seule fois; la force est engagée et connue; on n'en dispose plus que droit devant elle et sa progression, sous les feux modernes, sans autre manœuvre possible, reste inadmissible, surtout dans l'étendue du front restreint assigné par les règlements [1].

On saurait toutefois condamner sans retour ce procédé de

---

[1] Antérieurs à celui du 3 décembre 1904.

l'emploi total. Il est encore des cas où il peut constituer la meilleure manœuvre, courte, puissante et totale, mettant en œuvre immédiate toutes les forces disponibles pour un effet *de force, bien déterminé sans erreur.*

Ce cas sera donc des plus rares.

La puissance et l'accélération du tir actuel, l'action en profondeur, la variété et la souplesse nécessaires à l'imprévu et à la manœuvre, la juste économie des forces qui exige qu'elles soient *proportionnées au but momentané à atteindre,* toutes ces considérations contribuent à détruire l'unité de ce cliché très simple, mais un peu barbare, s'il reste unique.

C'est la conception de notre dernier règlement.

Les fronts de combat. — Mais celui-ci se dégage malaisément de l'ancien, et les exécutants encore bien moins, car ils restent liés aux anciens *fronts de combat* précédemment fixés.

Cette limitation rétrécie imprime encore sa marque à nos dispositifs.

C'est elle qui les étrique, les cloisonne et les paralyse. Elle est inacceptable dans les conditions du combat moderne, elle met obstacle à la progression sous les feux de l'armement actuel. Elle peut correspondre à un point de départ ou à un point d'arrivée, mais non au passage de l'un à l'autre sous les feux.

Le type linéaire doit cesser d'imposer son moule.

Les zones de combat. — On doit concevoir, au contraire, *une zone de combat* dans laquelle une série de *touches* flexibles, à intervalles variables, mais toujours respectés jusqu'à l'abordage, se meuvent en avançant, chacune pour le mieux. Sans se régler sur les voisines, elles s'aident réciproquement par la manœuvre en battant les saillants ennemis de leurs feux convergents; elles s'accrochent aux différents abris successivement occupés et exploités et poussent constamment en avant en gagnant du terrain[1].

---

[1] Le moment le plus favorable au groupe pour gagner du terrain en avant par un bond court et rapide paraît être l'instant qui suit immédiatement celui où il vient de lancer une rafale de feux. L'ennemi s'abrite ou se terre alors pendant un court moment. Au groupe, d'en profiter instantanément.

Mais cette manœuvre par groupes n'est possible que si le règlement cesse de fixer trop bas les chiffres des fronts-limites de combat pour les unités et de les y encadrer, comme entre deux murs infranchissables.

La zone de combat d'une unité n'est limitée :

1° Que par la faculté de l'exercice du commandement de cette unité (direction et renforcements) et l'appui réciproque de ses éléments (initiative propre et instruction);

2° Par l'étendue du terrain, que laissent disponible les unités qui l'encadrent, sans qu'il y ait lieu, d'ailleurs, d'interdire l'emploi des zones voisines, si les cheminements y assurent une meilleure progression.

C'est une disparition complète, mais nécessaire, du combat linéaire et de l'alignement des fronts, des feux et des efforts. Nos feux actuels le permettent et l'exigent. L'épure en souffrira sans qu'on ait à le regretter.

Les intervalles. — Les groupes. — Les feux actuels permettent et exigent des *intervalles d'accord avec partie de leur portée*, et, si l'on cesse de monter les unités sur les *rails à écartement fixe des fronts-limites de combat*[1], elles renonceront à s'y accoter et manœuvreront par groupes à intervalles, échelonnés et abrités, usant alternativement de l'appui du feu des voisins pour progresser; puis aidant à leur progression par le feu, comme il convient au combat moderne (supériorité des feux acquise par la manœuvre, solidaire grâce aux intervalles).

L'emploi du terrain rend nécessaire et indispensable la suppression de l'alignement général des groupes entre eux. Cette suppression exige formellement de grands intervalles entre les groupes; il faut, en effet, que le feu reste possible, sans que la crainte des feux amis venant de l'arrière entrave le mouvement de quel-

[1] Proposition présentée depuis plusieurs années déjà en vue de la revision de nos règlements de manœuvres. Nous la formulons de nouveau dans cette étude, rédigée d'ailleurs avant l'apparition du règlement actuel, qui y fait droit ; il est essentiel en effet d'en faire entrer plus largement l'esprit et l'expression dans les mœurs, dans la pratique et aussi, sans doute, dans les critiques de manœuvres.

ques-uns de ces groupes en avant de la ligne de feu des autres.

S'il n'y a pas de grands intervalles entre les groupes, on peut être certain que la crainte du feu ami rétablira invinciblement l'alignement des groupes *en paralysant complètement tout mouvement en avant et en vouant la ligne à l'immobilité.*

Le même raisonnement s'applique au groupe lui-même; il ne peut et n'ose tirer et progresser que si les intervalles entre les hommes sont maintenus suffisants, quand leur alignement n'est que relatif.

Si les intervalles sont trop faibles, le défaut d'alignement des hommes du groupe ne pourra pas dépasser, en profondeur, la moitié de la longueur du fusil ; l'entraînement des plus braves devra céder le pas aux longues tireries immobilisantes.

La formation, dans l'intérieur du groupe, peut-elle être autre que linéaire?

On a pratiqué celle en essaim serré, suivant son chef et bondissant d'abri en abri. Elle a été préconisée par de hautes personnalités militaires; elle a été pratiquée, expérimentée; elle est bien connue. Elle mérite d'être discutée en se basant sur des faits d'expérience pratique.

Il importe beaucoup, *dans les limites expresses du groupe* de ne pas passer condamnation entière sur la conception nécessaire de l'alignement *utile.*

Les tireurs d'un groupe ne peuvent tirer qu'en se plaçant à peu près sur la même ligne.

Des hommes ne peuvent tirer en *confiance réciproque* dans un groupe que placés sensiblement sur le même alignement. L'alignement n'est plus ici simplement une forme plus nette et plus pure, affirmant la solidarité par la discipline et facilitant la cohésion morale du groupe; il a encore et surtout ce but de permettre le tir et de préserver la confiance et le moral. Il permet de *mieux tirer* et de *moins recevoir* en première ligne.

Des tireurs, exposés par derrière aux feux amis, « mettent la barbe sur l'épaule » et ne regardent plus en avant, mais en arrière; ils ne visent plus, ne marchent plus et ne tirent plus; ils se terrent.

Le groupe, une fois au feu, ne peut plus être qu'une ligne à intervalles et à peu près alignée.

Quand le groupe marche sous le feu, il ne peut être encore qu'une ligne à intervalles.

Réunit-on, en effet, en essaim serré la ligne des tireurs du groupe au feu en l'entraînant derrière son chef et pour gagner du terrain en avant?

La formation en essaim serré, sauf dans le cas d'utilisation d'un cheminement couvert ou d'un abri, sera, au point de vue de la vulnérabilité, *sous le feu dirigé* d'infanterie, la plus mauvaise à prendre, et, comme le moral est suspendu *aux pertes massives et simultanées*, après quelques pertes de ce genre, le moral du groupe s'effondrera et le groupe avec lui (*collectivité*).

Un groupe en ligne claire, espacée (*individualisme*), voit et ressent peu ses pertes, au contraire; il les laisse derrière lui en marchant; elles ne le démoralisent pas comme celles qui affectent un groupe compact et serré.

L'étendue de l'intervalle qui doit, dans le groupe même, séparer les hommes entre eux ne saurait, en terrain découvert, être inférieure à trois pas, ni supérieure à cinq. Au-dessous, les pertes deviennent écrasantes; au delà, la vulnérabilité ne diminue guère, et l'exercice du commandement devient impossible.

Le groupe progressera ainsi, utilisant l'aide du terrain et de ses abris quand il s'y prêtera, les organisant au besoin en points d'appui, ouvrant ou resserrant, s'il le peut, ses intervalles, suivant les nécessités.

C'est la marche d'approche, le cheminement, se continuant au combat même et pour le combat. Elle subordonnera ses formes à celles des masques ou des boucliers, offerts par le terrain et qu'elle devra souvent améliorer.

La progression de ces groupes s'effectuera par bonds courts, rapides, imprévus, à des distances et à des intervalles variables, parfois même homme par homme, afin de dérouter les visées et les tirs d'efficacité de l'adversaire, infanterie et artillerie.

Le jeu d'accordéon dans l'intérieur des groupes, préconisé au cours d'expériences dans l'Est, pour les porter en avant et gagner un abri, ne saurait être qu'une cause de lourdes fatigues et de pertes sous le feu.

Les groupes, qui tirent et sur lesquels l'infanterie ennemie tire directement, ne peuvent être formés chacun, à découvert, qu'en ligne claire à larges intervalles ; ils ne sauraient progresser autrement.

Les *effectifs* à attribuer aux groupes n'ont pas une importance moindre.

La section du temps de paix à 30 ou 35 fusils constitue déjà un groupe trop important, trop lourd, trop visible, peu maniable ; sa force est une cause exagérée, intolérable même de fatigues pour les hommes, en raison des mouvements d'accordéon qu'on ne peut toujours éviter pour bénéficier des abris, comme pour en sortir.

La section de guerre à 50 ou 60 hommes serait, à plus forte raison, impossible à mouvoir ainsi. Sa force d'inertie alourdirait et paralyserait toute la souplesse alerte et active, vigilante et mordante, réclamée de la tactique voulue.

D'autre part, si l'officier commande le mécanisme de détail, il devient incapable de *suivre la situation* et de diriger effectivement sa troupe.

Il faut qu'il laisse la manipulation aux contremaîtres et qu'il puisse « décoller » pour voir, reconnaître et choisir les voies, juger, apprécier les distances, les buts, faire, en un mot, acte d'officier, chef de troupe, et acte d'organe de relations dans la compagnie, dont la zone d'action, devenue considérable, exige autre chose que du rang serré chez les officiers.

On en conclut que le groupe peut descendre à l'escouade de guerre et qu'il y a intérêt à en fixer l'effectif à celui de la demi-section en temps de paix.

Profondeur. — *Soutiens*. — *Réserves*. — Les larges intervalles, ménagés dans le dispositif et tenus cependant très efficacement par la puissance de l'armement moderne, ne sont pas simplement nécessaires à l'action des groupes chargés des feux.

Ils assurent encore toute possibilité à l'action en profondeur, réclamée par la tactique des feux.

Ils permettent l'emploi et le jeu des soutiens indispensables et des réserves dont l'existence, dont la progression seraient très compromises sans eux.

La situation faite à ces soutiens est déclarée impossible et inacceptable par les partisans de l'*ordre linéaire pur*. Elle mérite un examen attentif. Le tir actuel les supprime et les annule, prétend l'*ordre linéaire;* supprimez-les donc de vos combinaisons, qui nient la lumière du jour et l'effet des feux ; ils n'existent plus, et c'est à peine si l'ordre linéaire admet l'existence, au loin, de quelques vagues réserves; leur entrée en ligne cependant doit rester fort problématique si la zone des soutiens est interdite aux simples mortels! Ils jettent donc constamment, parfois sans oser l'avouer, ces réserves vers l'extérieur, vers les ailes[1] d'un front mince, grêle et fragile, démesurément élargi, mais animé de la *toute-puissance* par le simple, par l'unique effet de ses feux!

Les conceptions diffèrent, car, l'*ordre profond*, nos règlements, l'expérience des faits nous affirment, et nous les croyons volontiers, que le combat, c'est-à-dire l'attaque, a disparu, anémié, annihilé, paralysé par cet éparpillement. Il n'est plus doué ni de ressort ni de mouvement; il échappe à l'action collective, au commandement, à la direction.

Il n'est plus susceptible que d'action individuelle, en un mot de défensive.

La profondeur, réduite à celle de l'homme, et devenue individuelle, perd tout le bénéfice de la profondeur collective, de son appui, de son entretien moral et matériel, de sa poussée; elle perd l'*influence de la masse,* elle ne participe plus à sa force. La solidarité a disparu, l'espace en extension l'a épuisée et tuée ; alors que l'action en profondeur la nourrit, l'alimente, l'entraîne, la pousse et la renforce en énergie.

Toute colonne, même à distances considérables, est une formation *solidaire;* toute ligne étendue et simple est une formation *divisée*. La disposition des yeux de l'homme le commande ainsi et la raison en est aussi bien morale que physiologique et optique.

Individualisme d'une part, collectivisme de l'autre, chacun, dans ce dernier groupe, pousse les autres pour faire la besogne.

---

[1] Les anciens soldats caractérisaient jadis cette dérobade par l'expression de « tirer au flanc », ou se défiler vers les flancs.

« C'est la peur qui forme les colonnes, c'est le courage qui les déploie », a dit le prince de Ligne.

En un mot, le combat de tous les temps a exigé, pour être complet, l'ordre profond.

L'armement actuel a modifié les relations, tout en respectant la loi; l'ordre actuel est encore une colonne à distances énormes. Hors de là, pas de combat plein, pas d'offensive, pas de résultats ! Les soutiens, pas plus que les réserves, ne sauraient donc être supprimés.

Déjà, depuis bien des années, l'ordre linéaire a réclamé cette suppression en la basant sur des faits bien précis et très décisifs en apparence.

En 1889, un document officiel d'étude déclarait : « Il n'existe plus de place derrière les chaînes pour les soutiens et les réserves, dès que le feu est commencé.

« En terrain horizontal et favorable, toute balle qui a touché le sol à 200 mètres du tireur, va jusqu'à 1000 mètres, souvent jusqu'à 1600 mètres; toute balle qui est tombée à 600 mètres en avant de la chaîne ricoche jusqu'à 1500 mètres et même 2,000 mètres. Enfin toute balle ayant une portée de plein fouet de 1000 mètres, ne s'arrête pas avant 2,100 mètres.

« Réduisons ces nombres de moitié, des trois quarts même, pour faire la part des terrains rocailleux ou montants, nous trouverons encore en arrière de la ligne, sur laquelle sont dirigés les coups, une zone de 200 mètres au minimum incessamment battue par les ricochets.

« Si nous ajoutons à cette plate-bande de 200 mètres une quantité égale due à la dispersion du tir supposé réglé, nous reconnaîtrons l'existence en arrière de la chaîne d'une zone de 400 à 500 mètres non pas seulement dangereuse, mais *mortelle.* »

Ces calculs sont intéressants; — je les crois exacts, bien que le terrain varié modifie constamment les valeurs avancées, mais leurs conclusions me paraissent graves, d'autant plus graves que les conclusions mêmes, tirées de l'observation des faits au cours de la guerre des Boërs, s'accordent trop fidèlement avec ces théories qu'elles reproduisent. On ne voit parfois que ce qu'on sait déjà, le reste vous échappe.

Et une objection se présente aussitôt au bon sens. Ces groupes, ces tirailleurs, cette chaîne, qui précèdent les soutiens, ont constitué, pendant les mouvements, le principal, pour ne pas dire l'unique, objectif de l'adversaire. Ils ont été spécialement visés, ajustés, tirés.

Comment ne sont-ils pas morts dans cette zone bien autrement mortelle que celle des soutiens ?

Ces derniers ne sont visés que par accident, par occasion en cas de grosse faute de leur part affichant leur présence et leurs mouvements; ils ne sont ajustés que par des éléments adverses éloignés (fusils ou batteries), car les tirailleurs ne voient rien en dehors des tirailleurs devant eux et ne visent guère les soutiens, qui ne les menacent pas directement. Les soutiens en un mot ne sont exposés qu'aux *suites* du tir *dirigé sur la chaîne*.

Comment ce tir éparpillé, dispersé, indirect, non ajusté et pauvrement nourri aurait-il donc cette action écrasante sur les soutiens, alors que le tir direct et ajusté n'a pu en produire une semblable sur la chaîne ?

En effet cette chaîne n'est nullement détruite, puisque ces soutiens, à son service, n'ont pas encore été requis.

Le feu non ajusté pourrait-il donc être, autrement que par hasard, plus puissant que le feu ajusté ?

La chaîne, les groupes, ont déjà progressé sur ce terrain et en l'utilisant.

Quel obstacle empêche donc les soutiens de faire de même ?

Leur rôle est moins rude que celui des groupes de chaîne, puisque ceux-ci lui préparent la voie, puisqu'ils fixent et attirent sur eux-mêmes l'attention et les coups de l'adversaire.

C'est le bouclier humain de Montluc, qui les protége.

Les soutiens, il est vrai, subissent une grande épreuve ; ils ne peuvent tirer et répondre au feu de l'adversaire, et ce feu, bien qu'éparpillé, quand il leur arrive, n'en est pas moins éprouvant.

Contre cette infériorité, ils disposent du bénéfice de la marche en petites colonnes à fronts étroits qui ébranle moins leur moral et les soustrait mieux aux vues et aux pertes, sous le feu réparti. Ils disposent des cheminements, des abris, de la marche d'approche ; ils choisissent leurs voies en toute indépendance, ainsi que les instants à utiliser pour leurs bonds.

Enfin, ils bénéficient largement des zones *en arrière* des *inter-*

valles, réclamés encore ici à leur sujet, ou derrière les portions de la chaîne moins vigoureusement battues par les balles.

Il sera même possible parfois, en suspendant le feu de quelques groupes, de créer derrière ceux-ci des zones moins battues par les feux; en effet, le feu et la visibilité attirent le feu, et inversement un groupe qui ne tire pas et se terre ou se défile, est négligé par l'ennemi occupé à répondre ailleurs.

Ces zones, ces intervalles moins battus continueront sans aucun doute à recevoir, par croisement des feux, quelques-uns de ceux dirigés sur les groupes qui les encadrent. Ces croisements mêmes assurent l'existence de places d'armes abritées ou non battues s'échelonnant en profondeur précisément dans le sens du mouvement réclamé des soutiens.

Les dispositions et les mouvements des réserves partielles doivent les amener, par des procédés tout à fait analogues, à la disposition du commandement.

Leur terrain de parcours plus éloigné diminue pour elles les dangers des feux d'infanterie; celui de l'artillerie est au contraire au moins aussi redoutable, malgré la distance, en raison des formations groupées et trop visibles que les réserves croient parfois pouvoir prendre. La cohésion, la densité, le groupement sont nécessaires au bon emploi des réserves; on ne saurait y descendre au-dessous de l'élément constitué par la compagnie. Il permet la conservatien de l'énergie collective.

Intervalles et distances sont encore imposés dans l'intérieur des groupes de réserve, ainsi que l'emploi des cheminements défilés. Le bon emploi des compagnies, maintenues constituées, assure la conservation des liens de relations nécessaires dans les bataillons affectés aux réserves.

L'attaque décisive. — Mais nous n'avons pas encore abordé la grosse question de l'*attaque décisive* par la masse de *manœuvre* constituée, l'emploi d'une réserve générale et celui des troupes disponibles, réservées par le commandement.

Les partisans de l'ordre linéaire voient, au travers de cette conception, renaître les colonnes de Wagram ou de Waterloo.

L'erreur est un peu lourde.

Quel est le principe?

La décision définitive, qui prononce, est produite par un *acte*

de force ou d'*adresse* réalisé par la *vitesse* et l'*imprévu* au moyen d'une *masse de manœuvre, conservée disponible.*

Elle doit, au moment critique, créer un événement, une crise.

On représente alors une masse formée et conservée en dehors de l'émotion immédiate du champ de bataille ; elle est amenée à pied d'œuvre, quelle que soit la distance, grâce à l'emploi de cheminements parfaitement défilés. Malgré l'importance de ses effectifs et la densité, relative, mais encore très grande, de son groupement et de ses formations, elle réussit à échapper aux lunettes qui fouillent le champ de bataille, elle échappe aux renseignements, elle échappe aux feux de l'artillerie et de l'infanterie.

Cette chevauchée romanesque, qui devrait être celle de la mort, ne suffit-elle pas déjà à faire mourir d'émotions ?

Et cependant, sa tâche n'est pas finie, cette masse puissante, qu'on ne voit pas cependant et qu'on n'ajuste guère, méprisant sans doute des buts aussi gros et aussi faciles, cette masse a un objectif. Quel peut-il être ?

La position ennemie est douée de profondeur, et occupée en conséquence par des échelons. Le premier est disloqué, enfoncé, éparpillé ; à quelle distance la masse va-t-elle se trouver des autres qui disposent du feu convergent contre elle ? A quelle distance lancer cette attaque décisive, et que devient cette distance en présence de ces échelons successifs ?

Le mouvement de la masse a précisément suspendu le feu ami qui l'avait permis et qu'elle masque ; l'ennemi a pris répit ; ses réserves donnent ; c'est l'écrasement.

Arrêtons ce tableau, emprunté presque textuellement au crayon d'un des bons élèves de l'École linéaire, enseignement moderne, mais refusons-nous à en faire l'acquisition pour l'État.

La conception est fausse autant que romanesque et théâtrale : elle se réclame de l'école des feux ; mais, si elle accorde ces feux à la défense, elle les refuse ici à l'attaque décisive. Elle crée, par l'imagination, une phalange de piquiers et de tambourinaires qu'elle promène sous les feux de l'armement actuel. Pareil monstre inconnu n'est jamais né de la doctrine. C'est une charge de revue représentant le dernier bond de l'action totale. — « On s'engage partout et puis, on voit, une étincelle morale prononce et la dernière réserve accomplit, » — a dit le maître.

« Tâter d'abord, taper ensuite », a-t-on défini plus sommairement; donc *tâter avec l'armement* et *taper* ensuite *avec l'armement*, mais *non pas sans lui*.

L'attaque décisive, en un mot, ne saurait être qu'une attaque *nouvelle* mettant en œuvre les *mêmes moyens que les autres*, mais, *bien différente des autres*, elle possède cette supériorité manifeste d'être lancée avec toute l'énergie du *savoir*. Ce savoir, c'est le combat lui même qui vient de le conquérir. *Le combat, jusque-là, n'a été qu'une grande reconnaissance de vive force sur tout le front*. Elle a déterminé quel était *le point possible*.

Le commandement déchaine alors la *masse de manœuvres*, avec tous ses moyens d'action dirigés contre le point épuisé, front, aile ou revers, suivant la fortune ou les circonstances.

La puissance est fraîche et entière, la pensée forte, et l'orientation unanime ; la détermination est achevée, la réalisation rapide décide, avec l'aide de l'imprévu contre l'adversaire.

C'est un combat comme les autres, mais dégagé de toutes les tergiversations des autres et prononcé sans hésitation, sans paralysies résultant du doute, avec le nombre et des troupes fraîches; son œuvre forte ne peut être qu'incomparablement moins lente et moins pénible.

Elle récolte les fruits de tant d'efforts accumulés. Elle exploite la supériorité du feu.

L'artillerie au combat. — L'adoption du canon à tir rapide a modifié profondément aussi les conditions d'emploi du matériel de l'artillerie et les procédés de sa tactique.

Hier encore les tendances de l'artillerie la portaient à engager l'action avec la totalité de ses moyens mis en œuvre, simultanément s'il se pouvait, dans une lutte spécialement dirigée contre l'artillerie ennemie.

Sous le Premier Empire déjà, Napoléon se plaignait que l'artillerie ne tirait pas assez au cours de l'action et de la bataille. « Il ne fallait pas, disait il, calculer la consommation des boulets; en principe, on n'en manquait pas. » « On ne peut, ajoutait-il, jamais faire tirer les artilleurs sur les masses d'infanterie quand ils se trouvent attaqués eux-mêmes par une batterie opposée; c'était, disait-il gaiement, trop violent instinct de sa propre con-

servation. » — « Plus l'infanterie est bonne, affirmait il, plus il faut la faire appuyer par de bonnes batteries. »

Ces règles reprennent aujourd'hui, avec les progrès de l'armement, une importance encore plus considérable.

Toujours l'artillerie a eu pour objet de soutenir l'infanterie.

Mais la nature de son armement l'a toujours portée aussi à choisir l'objectif contre lequel elle peut agir le plus efficacement. Jadis elle était surtout armée contre l'artillerie et elle soutenait l'infanterie en tâchant de réduire l'artillerie de l'adversaire.

Aujourd'hui, elle est surtout armée contre l'infanterie, et son action sur l'artillerie est beaucoup moins sûre et moins efficace que jadis.

L'ancienne artillerie pouvait, il est vrai, produire de l'effet sur une ligne continue de tirailleurs ou sur des masses : elle était impuissante contre les petites colonnes minces échelonnées sur une grande zone.

Aujourd'hui, le canon à tir rapide bat uniformément et vite une zone de terrain large et profonde ; elle peut y interdire tout mouvement, quelles que soient les formations adoptées.

Il aurait fallu trois batteries de 90 à six pièces chacune, absolument prêtes et avec hausses réglées, pour produire cet effet qu'une seule batterie de quatre pièces de 75 réalise aujourd'hui sans aucune difficulté par le tir progressif[1].

Espace et nombre eussent manqué d'ailleurs pour le faire. L'infanterie menait donc à peu près seule son combat de préparation ; l'artillerie engageait la lutte d'artillerie préalable et réservait son action pour l'attaque décisive contre des objectifs plus massés.

D'un autre côté, l'artillerie d'hier n'employait que très difficilement le tir masqué en raison de ses procédés de pointage. Son tir la plaçait donc presque forcément en vedette, constituant un objectif facile à trouver.

L'artillerie adverse la prenait aussitôt à partie. On ne pouvait obtenir la supériorité du feu que par la supériorité du nombre ; d'autres batteries appuyaient en conséquence le feu de la première. L'ennemi opérait de même et l'on était amené à agir par

---

[1] *Revue d'Artillerie*, janvier 1904.

de grandes concentrations d'artillerie, réalisant la convergence des feux et entretenant la lutte d'artillerie.

Le feu ne cessait et ne pouvait d'ailleurs cesser que quand l'une des artilleries était démontée, mise en état d'infériorité, soit dans son matériel, soit dans le personnel de ses servants non abrités.

Aujourd'hui, l'*accélération du tir* a remplacé, pendant un temps, la *convergence des feux* et la concentration qu'elle rendait nécessaire.

De plus, le nouveau matériel permet l'usage constant du tir masqué; les batteries sont complètement masquées, leur feu seul les signale. Enfin, la batterie d'aujourd'hui bat un front très supérieur au sien [1] et il y a en conséquence intérêt à n'engager que le *moins de batteries possible*, et non pas le plus possible comme jadis.

Son personnel est abrité et couvert; elle tire par rafales intermittentes quand elle le juge à propos; elle cesse son feu sans que cette cessation indique aucunement qu'elle est démontée et annihilée; elle peut reprendre son tir d'un moment à l'autre. Pendant ces silences, son personnel est abrité derrière les boucliers; le tir dirigé contre la batterie est de peu d'effets pendant ces accalmies.

En un mot, les résultats obtenus contre l'artillerie restent *inconnus*, alors qu'ils ne l'étaient pas jadis.

Sans concentration de batteries, on peut aujourd'hui, grâce à l'accélération du tir, par la répétition du tir d'une seule de ces unités, obtenir de brider une artillerie ennemie en consacrant partie seulement de l'artillerie à cette action et à cette surveillance.

Une grande partie de l'artillerie devient disponible contre l'infanterie qu'elle voit plus facilement et contre laquelle son matériel lui assure une action plus puissante chaque fois qu'un mouvement amène cette infanterie à se découvrir et à se montrer.

C'est l'infanterie amie qui, par son mouvement en avant, amène encore l'infanterie ennemie à se démasquer pour faire

---

[1] 90, deux fois le front; 75, trois fois le front de l'unité engagée avec dix fois plus d'éclats que jadis.

feu. L'artillerie doit donc suivre attentivement tous les actes de son infanterie pour écraser les objectifs que son mouvement même a fait surgir.

C'est une coopération intime et de tous les instants.

C'est une action simultanée, et non plus successive comme jadis, sur l'infanterie et sur l'artillerie ennemie qui se découvre, elle aussi, pour appuyer sa propre infanterie.

La division du travail, nécessaire à l'unité d'action, exige la répartition de la tâche d'artillerie entre deux éléments spéciaux : l'un contre l'artillerie ennemie, l'autre contre son infanterie.

Le principe d'*économie des forces* et de la proportionnalité des moyens au but commande encore de ne plus *engager* toutes ses batteries dès le début, mais de se tenir prêt *à les faire agir*.

On n'engage que le nombre *jugé suffisant* pour obtenir, dans le minimum de temps, le résultat cherché. Ce nombre dépend de l'étendue du front à battre. (Instruction sur le combat.)

Les batteries, dont on n'a pas emploi *immédiat*, sont installées en *position de surveillance* ou en *position d'attente*. Elles préparent leur tir et, *sans perte de temps*, sont prêtes à agir contre tout nouvel objectif signalé.

Enfin, il est recommandé à l'artillerie de procéder par *contre-attaques*, c'est-à-dire de s'efforcer d'accabler un élément de la ligne ennemie au moment où il se trouvera lui-même occupé par un autre objectif.

Nous retrouvons, dans cette conception nouvelle et dans ces procédés, l'image fidèle des principes développés à l'occasion du combat de l'infanterie. L'unité de doctrine est complète.

L'artillerie dispose encore de qualités spéciales et très particulières qu'il importe de mettre en valeur.

Elle peut accumuler secrètement, et dans la zone choisie, une supériorité écrasante de moyens d'action.

Elle peut enfin mettre en action dans une zone donnée tous les moyens qu'elle y a accumulés et préparés, parce que sa portée et sa puissance lui permettent d'agir par-dessus les troupes dans toutes les directions. Sa portée même la dispense en partie des mouvements en avant trop souvent répétés qui constituent des points morts dans son action et la mettent en

prise. Enfin la rapidité de son tir lui évite les longues et difficiles concentrations de jadis, concentrations sans lesquelles la convergence des feux, c'est-à-dire leur puissance, restait aléatoire.

Ces qualités sont toutes au bénéfice de l'offensive et de l'attaque décisive.

Le commandement juge du point et du moment possibles; aucuns mouvements préalables d'artillerie ne les révèlent à l'adversaire. Les batteries sont prêtes, mais invisibles, leurs objectifs sont désignés et repérés. L'imprévu, la surprise, le déchaînement subit de la puissance des feux n'ont été trahis par aucun signe extérieur, visible avant la mise en action.

La défense désorientée, énervée par l'inconnu, éparpillée dans l'attente inquiète, n'a plus le temps voulu pour parer la manœuvre, pour s'opposer à l'action unanime et dirigée.

L'énergie de l'imprévu. — L'arme de l'imprévu. — Unité de doctrine, solidarité dans l'action, commandement. — Nous venons de suivre le *travail des forces.*

Nous venons d'étudier *des moyens, des procédés, des dispositifs, des formes* de l'action.

Notre analyse a déterminé le réseau des fils conducteurs.

Il faut tenter de nous élever, s'il se peut, jusqu'au principe de l'*énergie et de sa conservation*, jusqu'à l'*esprit.*

La supériorité du nombre, la perfection de l'armement, l'instruction et l'entraînement des combattants et de leurs chefs, les formes de la tactique et les dispositions constituent des facteurs importants.

Mais toute manœuvre a sa correspondante. Toute attaque a sa riposte. Chaque riposte a sa parade. Jamais les moyens *matériels*, jamais les *formes* n'ont commandé, n'ont maîtrisé un résultat. Leur poids dans la balance sert seulement d'appoint aux *forces morales*. Ils sont ses serviteurs, ses alliés et ses soutiens.

L'éducation familiale, sociale, militaire a trempé ces forces morales; l'organisation les met en valeur. Leur puissance est en elles-mêmes. Le secret de la victoire est dans le cœur des combattants.

La défaite relève de la déroute des volontés. Le moyen capital, le maître des autres, c'est la *peur*, la peur infligée à l'adversaire. Sa fin dernière est la démoralisation, qui rompt l'*équilibre et anéantit l'énergie*.

La peur est faite d'*inconnu*, d'*imprévu*, de *surprise*, d'énervement sous le coup de l'attente inquiète[1]; elle est l'instinct de la conservation qui porte à fuir ou à se terrer. L'éducation de la volonté et l'habitude arrivent seules à la dominer pour un temps, sans soustraire l'homme à la crise de sa formidable empreinte.

L'imprévu, la surprise, telle est la *force latente* et presque irrésistible révélée par l'*esprit de la guerre* de tous les temps.

Les forces de l'énergie matérielle n'agissent qu'avec leur intensité propre.

Leur effet est-il *inopiné et imprévu?* Elles développent une intensité incomparablement supérieure, irrésistible le plus souvent. C'est l'*énergie de l'imprévu*.

Son résultat est la défaite morale de celui qu'elle atteint et touche; elle assure sa déroute matérielle et son effondrement décisif.

Il n'est qu'une façon de parer à l'action brisante de l'*imprévu : se renseigner* assez loin et assez tôt pour conserver le temps et la faculté d'agir de sang-froid, ou de se dérober, rôle capital de la *garde* contre l'imprévu.

L'*imprévu*, la surprise, c'est donc l'apparition d'*un danger, auquel on n'aura pas le temps de parer*.

L'*imprévu* glisse le doute, l'abandon, l'affolement, la *peur* dans le cœur le plus mâle; celle-ci le glace; elle lui persuade qu'il est vaincu; elle l'anéantit, pour un temps, jusqu'au plus profond de ses moelles.

L'*imprévu* a pour instruments *le secret et la vitesse*, et il ne supporte aucun délai entre la menace et l'action.

L'artillerie, affranchie de la distance, réalise cet idéal. Les feux le possèdent. La cavalerie en dispose à corps perdu. L'infanterie en est maîtresse par le tir, par la manœuvre, par l'acte décisif et la *présence réelle inopinée*.

---

[1] Non pas même parfois quant à l'*objet*, mais quant au *simple moment*, et cette attente suffit déjà à imprimer une première dépression. (Défensive.)

Du petit au grand, tous ont entre les mains cette arme terrible, forgée par la terreur : l'arme de l'*imprévu*, contre laquelle les meilleures gardes peuvent toujours devenir infidèles ou tardives.

Elle est l'acte supérieur des combattants, du commandement et de la manœuvre.

Elle réalise l'*unité de doctrine*, de même que le ralliement au *chef* et au *commandement* est le plus sûr garant de la *solidarité dans l'action*.

Lt-Colonel J.-B. DUMAS.



UN

RÈGLEMENT MODERNE

ESSAI

SUR LE

RÈGLEMENT DE MANŒUVRES DE L'INFANTERIE

du 3 Décembre 1904[1]

IV.

(*Fin*).

L'effort final, qui est pour l'ensemble ce que chaque effort décisif est pour chacun des combats partiels, apparaît à la fois comme une résultante de ces combats et comme l'aboutissant de la Manœuvre. Il assemble, recueille, utilise tous les efforts des combats partiels; il leur doit les renseignements — situation, attitude de l'ennemi, terrain, progrès des attaques .., etc. — qui lui servent de bases. La bataille s'est développée; le chef a vu; il a conçu la Manœuvre; il a pu choisir le point et le moment où attaqueront les troupes qu'il a conservées pour cet objet « à l'abri des émotions du combat »; l'entrée en ligne de ces troupes pour l'effort final marque l'intervention personnelle

---

[1] Voir la livraison de mai 1905.

du chef [1]; elle est un symbole de la réunion dans le chef de toutes les volontés, de toutes les intelligences, de tous les dévouements en vue du seul et toujours même but : obliger l'ennemi à céder le terrain et à battre en retraite.

Quant aux procédés d'attaque de ces troupes, ils échappent comme tous autres, et plus encore peut-être, à toute règle fixe. Des principes qui s'inspirent d'une façon générale de ceux précédemment exposés, mais demandent « au mouvement en avant toute la vigueur et toute la rapidité dont il est susceptible », et ce sera tout.

Ce principe d'abord, dont l'importance n'échappera pas à qui se rappelle ce que nous avons dit du détachement Orloff et du corps Stackelberg lancés en aveugles contre Kuroki, lors de la bataille de Liao-Yang : « Sur tous les champs de bataille, les chefs qui ordonnent et dirigent les attaques ont le devoir de *prévoir et de préparer* la manœuvre qui permettra aux unités fraîches de s'engager dans les meilleures conditions [2]. »

Chercher et faire reconnaître les cheminements défilés qui amèneront, sur les points où elles doivent s'engager, les troupes destinées à donner l'assaut; échelonner ces troupes en profondeur, dans les formations les plus souples et les moins vulnérables; les porter résolument en avant, baïonnette au canon; les relier aux troupes qui combattent et dont les attaques devront redoubler d'énergie, le feu d'intensité, et, le moment venu, faire battre et sonner la charge... sont les devoirs primordiaux du commandement [3].

« Alors, dit le règlement [4], les plus grandes chances de succès résident dans *la rapidité de l'exécution;* le danger diminue avec la durée de la crise. Chacun ne doit plus avoir qu'une seule pensée : gagner du terrain, marcher sur la fraction qui précède, jusqu'au moment où, sur l'ordre des officiers, tous se jettent sur l'ennemi aux cris répétés de : *En avant !* Tous les combattants concourent au résultat final; mais c'est plus particulièrement

---

[1] Règlement de manœuvres de l'infanterie du 3 décembre 1904, n° 301.
[2] *Ibidem*, n° 262.
[3] *Ibidem*, n°s 262, 263, 301, 302.
[4] *Ibidem*, n° 263.

aux troupes chargées de l'attaque préparée et ordonnée par le chef qu'incombe la mission de manifester sa volonté énergique de vaincre la volonté défaillante de l'adversaire. »

« Cette vigueur et cette rapidité du mouvement en avant », que le Règlement du 3 décembre 1904 recommande dans cette circonstance décisive, apparaissent comme les caractéristiques de l'attaque que, lors de la bataille de Liao-Yang, les 3e et 5e divisions d'infanterie de l'armée du général Oku menèrent avec succès contre les positions russes de Chiouchanpou.

Il est arrivé en partie aux Japonais en Mandchourie ce qu'il advint aux Allemands en 1870 et aux Anglais dans le Sud africain. Avant la guerre, les doctrines de combat et les règlements de manœuvres de l'armée japonaise étaient ceux de l'Europe occidentale; ce fut en formations denses et massées que les divisions nipponnes donnèrent leurs premières attaques. Le 1er mai 1904, à Turentchen, le 27 mai devant les lignes de Nanchan — pour ne rappeler que ces deux exemples — leurs troupes se présentent en colonnes; le succès n'est acquis qu'au prix de pertes énormes; les victoires à la Pyrrhus se succèdent, épuisant les effectifs; les Japonais sont amenés à abandonner ce qu'ils ont appris en temps de paix.

La Garde prussienne en formations serrées à Saint-Privat se retrouve au Bourget en tirailleurs; les Anglais en dispositif de parade dans la première partie de la guerre sud-africaine se retrouvent dans la seconde partie de la campagne en ordre éparpillé, par petits groupes, tirant couchés, courant de couverts en couverts. Les Japonais subissent du Yalou à Liao-Yang les mêmes impérieuses nécessités de transformation. Dans les trois cas, le devoir rationnel, qui en manœuvres eut cédé le pas au devoir réglementaire, s'impose inéluctable sur le champ de bataille. C'est donc à mettre celui-ci d'accord avec celui-là qu'il faut s'employer dès le temps de paix et c'est à ce titre qu'il y a le plus grand intérêt à pouvoir étudier une attaque réelle d'aujourd'hui, menée de front contre des positions retranchées, sur un terrain découvert, dans des formations et suivant des procédés qui sont bien ceux de la nécessité, puisqu'ils n'étaient pas prévus par les règlements d'avant la guerre.

En donnant une relation toute vibrante de vie et de vérité de

l'attaque de Chiouchanpou — la première jusqu'à ce jour qui soit exactement connue — un correspondant de guerre, M. Réginald Kann [1], auquel nous empruntons les détails de cette action, permet une sorte d'étude comparative entre les principes de notre nouveau Règlement de manœuvres de l'infanterie et les exigences de la réalité, entre ce que nous apprenons aujourd'hui et ce que nous pourrions faire demain; il permet — et l'aperçu qui suit le montrera clairement — de constater que ces principes répondent bien à la tâche que s'est tracée ce règlement : « La préparation à la guerre est le but unique de l'instruction des troupes [2]. »

Les positions russes de Chiouchanpou, qui mesuraient environ quatre kilomètres de long et formaient à Liao-Yang la gauche de la première ligne de résistance russe, avaient été, dès le début des hostilités, organisées défensivement par le génie et pourvues de retranchements avec défenses accessoires multiples (réseaux de fils de fer, etc.....) Face aux directions des attaques japonaises, elles présentaient un glacis, coupé, dans la partie ou se produira l'attaque de front, tantôt de champs de fèves montant à hauteur de mollet, tantôt de champs de sorgho, culture nommée dans le pays « gaolian », et haute de 3 mètres à 3^{m},50 environ.

Les Russes n'avaient dégagé leur champ de tir de ces hautes cultures que jusqu'à quelque 150 mètres de leurs retranchements. Les Sibériens occupaient en nombre les tranchées, où ils étaient entassés coude à coude, des paquets de cartouches à leur portée sur les talus. Cinquante-six canons garnissaient la position, dont l'aile gauche s'appuyait sur les collines fortifiées de Fantziatoun, formant échelon défensif.

Le 29 août, les 3e et 5e divisions de l'armée du général Oku — soit 20,000 hommes et 108 canons — la 5e division formant la droite, reçoivent l'ordre de s'emparer des positions russes. Leur marche, soigneusement dissimulée dans des défilés ou exécutée pendant la nuit du 29 au 30, les amène le 30, au matin, à portée efficace de l'artillerie ennemie. La 3e division, qui est alors à

---

[1] Réginald KANN. Les Théories tactiques et la guerre actuelle. (*La Revue de Paris*, 15 février 1905) et *Journal d'un correspondant de guerre en Extrême-Orient*. — Paris, Calmann-Lévy.

[2] Règlement de manœuvres de l'infanterie du 3 décembre 1904, n° 1.

2,300 mètres de la position russe, creuse des tranchées où se terre l'infanterie ; l'artillerie japonaise ouvre le feu.

Pendant la nuit du 30 au 31, nouvelle progression de l'infanterie, qui le 31, au lever du jour, se trouve à 1000 mètres des tranchées russes. La droite de la 5e division, qui, grâce à l'obscurité, a pu enlever deux ou trois pitons de l'aile gauche russe, essaye de compléter ces succès sur le flanc ennemi, mais n'y réussit pas. La gauche de cette même 5e division et la 3e division attendent dans les tranchées, où elles s'abritent, l'ordre d'attaquer ; un ouragan de projectiles s'abat sur les positions russes.

Nous reproduisons ici le saisissant tableau que trace de cette attaque M. Reginald Kann[1] : « Trois bataillons forment la première ligne..... Le terrain à parcourir est découvert, avec quelques renflements du sol..... Les sacs sont déposés dans les tranchées..... Les unités se fractionnent en groupes de douze à vingt hommes sous les ordres d'un officier ou d'un gradé ; on fixe à chaque groupe le point où il doit parvenir..... A midi 10, la première ligne bondit hors des tranchées ; les chefs de groupe se jettent en avant, courent de toutes leurs forces jusqu'à la ride de terrain la plus proche, où ils se jettent à terre. Leurs fractions les suivent, sans observer aucun ordre, chaque homme ayant pour unique préoccupation d'arriver le plus vite possible à l'endroit où il pourra s'aplatir. Quelques-unes des fractions ont eu à traverser des carrés de sorgho ; leur marche s'est poursuivie lentement, mais, n'étant pas aperçues, ces fractions ont pu avancer à loisir et sans danger jusqu'à la lisière opposée du gaolian. D'autres, au contraire, ont franchi un espace nu en courant aussi vite que leurs courtes jambes le leur permettaient. La marche continue ainsi par bonds successifs, avec des arrêts très longs pour reprendre haleine ; les hommes suivent le chef ; le chef choisit l'abri en avant et le cheminement à suivre pour s'y rendre. Souvent, profitant de couverts favorables, situés en dehors de leur axe de marche, on voit des groupes obliquer à droite ou à gauche, prendre la même route qu'une fraction voisine et revenir ensuite à leur direction primitive. Aussi, dès le premier arrêt, le bel alignement du début est brisé ; bientôt on

---

[1] *Loc. cit.*

voit les demi-sections disséminées sur le glacis, les unes couchées, d'autres rampant, d'autres en pleine course. Les groupes se dépassent et se masquent mutuellement. Les 900 mètres à parcourir jusqu'aux défenses accessoires des Russes sont franchis de la sorte, et c'est là seulement que ce qui reste de la première ligne japonaise se reforme à l'abri du talus de terre maladroitement élevé par les Russes pour protéger leurs fils de fer. »

« La formation — ou plutôt l'absence de formation — a interdit l'usage des feux....., car les groupes se chevauchaient les uns les autres..... Quand la première ligne japonaise fut à mi-chemin de son objectif, la deuxième ligne quitta les tranchées où elle était restée abritée et marcha comme la première. La troisième suivit la deuxième, et ainsi de suite. Six vagues successives montèrent la côte semée de cadavres et de blessés, et l'une après l'autre vinrent se tapir derrière le talus protecteur, à 100 mètres de la ligne ennemie..... Pendant ce temps, des volontaires avaient coupé les fils de fer, sous la bouche même des fusils russes..... »

« Quand tout le monde fut réuni, on mit baïonnette au canon..... Une fois de plus, les officiers quittèrent l'abri au cri de : banzaï ! (hourra !), répété par tous les assaillants. La masse entière se rua sur les tranchées. Alors, du côté des Russes, la longue ligne grise des fusiliers sibériens se dressa à son tour, envoya une dernière salve sur l'ennemi et descendit en courant le revers de la montagne..... »

Les Japonais de Chiouchanpou ne payèrent leur succès que de 15 p. 100 de pertes; les Anglais de Belmont et de Maggersfontein avaient payé leur échec d'un chiffre double, les Allemands de Saint-Privat et les Russes de Plewna d'un chiffre triple.

Certes, en reproduisant cette remarquable relation de M. Reginald Kann, nous ne voulons nullement donner l'attaque de Chiouchanpou comme un modèle-type; il n'y a pas, répétons-le, de règle fixe, pas d'exemple qui puisse servilement se copier; tout cas est un cas particulier. Nous avons voulu seulement montrer une application des principes généraux d'attaque dans le combat moderne, application d'autant plus intéressante pour

nous que — si les principes qui la régissent ont été imposés aux Japonais par la nécessité, brutalement, au cours même de la campagne — nous en retrouvons l'esprit dans notre nouveau règlement d'infanterie qui reçoit ainsi, dans le temps même où il est promulgué et à des milliers de lieues de distance, la sanction du champ de bataille.

L'armée japonaise n'avait pas, avons-nous dit, été instruite, avant la guerre, en vue de l'application de ces procédés de combat; cependant, lorsque ces procédés s'imposèrent — et bien qu'ils fussent chose délicate — ils trouvèrent, pour ainsi dire, les troupes prêtes à les employer. C'est que celles-ci possédaient au plus haut degré ce qui est l'âme même du combat moderne : la cohésion. Elles l'avaient acquise, dès le temps de paix, par la pratique d'une discipline où l'action morale tient la première place; elles l'avaient gardée à la mobilisation, parce que chacune des unités de l'armée active passa sur le pied de guerre par un simple afflux de réservistes, sans dédoublement, sans dislocation ni émiettement des cadres existants; elles la conservèrent pendant la campagne, parce que la majeure partie des renforts envoyés aux armées de première ligne semblent être venus s'encadrer dans les toujours mêmes unités du temps de paix, jusqu'à porter, a-t-on dit, leurs effectifs au delà même des limites normalement prévues[1].

L'unité du temps de paix est une personnalité qui a sa figure et sa cohésion; ne pas respecter l'une et l'autre pour la campagne, ce serait désagréger, au moment même où les eaux vont faire effort, la digue que l'on a laborieusement construite et solidement cimentée.

« Le point d'honneur n'existe que parmi gens se connaissant bien », écrivait, avant 1870, le colonel A. du Picq, alors qu'il combattait pour « l'individualité » de la compagnie. « L'armée de campagne de première ligne, a dit plus récemment le général Bronsart von Schellendorf, celle qui est appelée à livrer les

---

[1] D'après certains correspondants de guerre, ce système aurait en outre permis aux Japonais, au cours de la campagne, de tromper sur le nombre de leurs forces leur adversaire insuffisamment renseigné et continuant à compter par bataillons, escadrons normaux......, etc.

batailles, est et doit demeurer l'armée du pied de paix mobilisée[1]. »

Cette attaque de Chiouchanpou comporte un autre enseignement. Elle est la preuve qu'une infanterie brave, résolue, manœuvrière, bien en mains et intelligemment conduite, peut — si la nécessité s'en impose — marcher avec succès à l'assaut de positions solidement occupées; elle confirme ce qui fut toujours l'adage de l'infanterie française; elle répond aux théories qui, combattant par une exagération inverse celle de l'offensive à outrance et folle, amenaient à penser qu'aujourd'hui une attaque de front est toujours et partout impossible.

Le Règlement de manœuvres de l'infanterie du 3 décembre 1904 donne, avons-nous vu, « aux chefs qui ordonnent et dirigent les attaques le devoir de *prévoir et de préparer la manœuvre*, qui permettra aux unités fraîches de s'engager dans les meilleurs conditions. » Cela fait, l'ordre d'attaquer — celui que le général Oku envoya à ses divisions par ce simple mot : *Attaquez!* — est un ordre plus impérieux encore que tout autre, un ordre dont l'exécution par les moyens appropriés doit être poursuivie jusqu'aux dernières limites du possible, un ordre d'autant plus rigoureux que chacun, à ce moment décisif, porte réellement en lui le sort de la bataille et, par suite, les destinées de la patrie.

V.

« Administration paperassière, paresseuse, ignorante et perdant de vue ses moyens et son but, ou bien agissante, instruite, éducatrice de l'homme, école d'initiative, de dignité et de travail; formaliste ou utilitaire, oligarchique ou démocratique, bureaucratique ou industrialisée, l'armée a le choix, écrit M. Pierre Baudin[2]; mais il lui faut opter..... Le problème inéluctable s'impose : opposer à la manœuvre de l'ennemi la manœuvre d'armées articulées, exercées à l'initiative et agissantes,

---

[1] Discours du général Bronsart von Schellendorf au Reichstag (séance du 18 mai 1896).

[2] Pierre Baudin, *L'Armée moderne et les États-Majors*. — Paris, Flammarion.

où toute force individuelle compte comme douée d'initiative et d'action. Il faut qu'aux unités et à leurs chefs soient appliqués les principes, si féconds dans l'industrie, de la division du travail, de la détermination des responsabilités, de l'encouragement des intelligences à tous les degrés. »

Ces principes, qui sont ceux du *mode industriel*, régissent toutes les grandes entreprises humaines. Or, est-il une entreprise qui exige plus d'activité, plus de liberté d'action, de convergence raisonnée des efforts que *le combat?* En est-il où soit plus justifiée l'application de cette règle dont nous avons déjà cité les termes et dont le Règlement du 3 décembre 1904 fait la base de l'organisation du travail sur le champ de bataille : « Le commandement supérieur fixe le but et le fait connaître. Le commandement subordonné conserve l'initiative du choix des moyens; il reste constamment dans la dépendance du but assigné qu'il a le devoir d'atteindre[1] ».

Ainsi, d'échelon en échelon, les tâches se répartissent; chaque individualité a sa part qui doit se fondre dans celle de la collectivité.

Les chefs des grosses unités agissent par la répartition de l'ensemble des forces et des objectifs, par l'emploi des troupes de manœuvre, de la cavalerie, de l'artillerie, du génie. Les chefs de brigade, « la plus grosse unité d'infanterie dont tous les éléments puissent encore se trouver réunis bien dans la main de leur chef pour combattre sur un même terrain[2] », les chefs de régiment, « l'unité de combat par excellence, animée de l'esprit de corps, gardienne du drapeau[2] », ont le plus souvent des buts et des espaces assez étendus pour que, eux aussi, puissent intervenir par l'entrée en ligne de troupes de manœuvre.

Au-dessous d'eux, avec le bataillon, « véritable unité tactique[3] », qui, sauf les cas où il est isolé ou à une aile, « combat presque toujours droit devant lui sur le même front[3] »; avec la compagnie « déployée par fractions constituées ou par groupes

---

[1] Règlement de manœuvres de l'infanterie du 3 décembre 1904, n° 6.
[2] *Ibidem*, n° 299.
[3] *Ibidem*, n°s 9 et 299.

éventuels [1] » commencent les multiples difficultés de l'exécution pied à pied, et ces difficultés s'accroissent au fur et à mesure que l'on descend les échelons du commandement et que le combat devient nécessairement plus éparpillé.

Le chef de bataillon qui dispose de compagnies de renfort a à lier son action à celle des troupes voisines et de l'artillerie, à combiner les mouvements et les feux de ses capitaines; il peut « régulariser le mouvement en avant, le suspendre et même prescrire un mouvement de repli, lorsque les circonstances l'exigent [2] ».

Le capitaine a pour unique préoccupation de « marcher de l'avant ou de tenir sur place ; il ne doit jamais abandonner sans ordres le terrain dont la défense lui est confiée [3]. Toute son attention se porte sur le front; c'est à lui et à ses subordonnés immédiats qu'incombe la tâche glorieuse d'imprimer au mouvement en avant la vigueur indispensable au succès [4] ».

Certes, elle est aussi rude que glorieuse, la tâche à remplir. Car c'est des capitaines, des chefs de section, des chefs de groupes éventuels ou d'éléments de groupes, de leur énergie, de leur intelligence, de leur élan, de leur influence personnelle sur leurs hommes que dépendra le succès du « Suivez-moi! » Ils sont, eux, les entraîneurs qui ont à triompher de l'adhérence aux abris sur ce champ de bataille où, « du chef au soldat, l'homme n'est pas ce combattant calme, rassis, reposé, repu, attentif, obéissant, docile des grandes manœuvres, mais un être nerveux, impressionnable, ému, troublé, distrait, surexcité, mobile, s'échappant à lui-même [5] ».

Ces chefs de section, officiers ou sous-officiers spécialement désignés, ont droit à l'initiative qui leur permette de remplir leurs difficiles devoirs. Le règlement, fidèle à ses principes d'industrialisation des méthodes de combat, la leur donne et fait d'eux de véritables chefs qui sont les organes d'articulation de la compagnie, comme les capitaines sont ceux du bataillon.

---

[1] Règlement de manœuvres de l'infanterie du 3 décembre 1904, n° 290.
[2] *Ibidem*, n°s 296-297.
[3] *Ibidem*, n°s 296-294.
[4] *Ibidem*, n° 291.
[5] Colonel Ardant du Picq, *Études sur le Combat*.

Le capitaine leur a indiqué à haute voix l'objectif et a désigné les sections qui s'engageront les premières. Il combinera leurs efforts, mais il n'imposera pas aux divers éléments de s'attendre : la direction appartiendra à celui qui sera le plus en avant; les groupes ou fractions chercheront à rejoindre l'unité la plus avancée et même à la dépasser[1]. L'émulation surexcite les courages. « L'amour-propre est sans contredit un des plus puissants mobiles de nos soldats; ils ne veulent pas passer pour c... aux yeux de leurs camarades[2]. »

Les chefs de section reconnaissent leurs cheminements; ils doivent profiter des occasions favorables. Pour préparer et aider leur mouvement, ils disposent de ce pouvoir : le feu[3]; pour enlever leur troupe, ils ont cet autre : l'exemple. Les sous-officiers doivent considérer, comme un des plus grands hommages qui puissent être rendus à leur valeur, l'obtention du brevet qui leur confère un tel commandement sur le champ de bataille[4].

Sous la direction des chefs de section, les gradés ou non gradés, chefs éventuels de petits groupes, les secondent de leur propre initiative. Celle-ci n'est plus un droit; elle est *un devoir* pour tous, pour les soldats eux-mêmes qui sont les ouvriers intelligents du combat, doivent savoir se grouper, choisir leurs cheminements, leurs emplacements et positions de tir, observer les mouvements de l'ennemi, dissimuler les leurs, déterminer même, le cas échéant, la hausse à prendre et le but à atteindre, se montrer en un mot des êtres conscients, énergiques, habiles, audacieux[5].

De celui qui conçoit la manœuvre jusqu'au plus humble des

---

[1] Règlement de manœuvres de l'infanterie du 3 décembre 1904, n° 291.

[2] Colonel Ardant du Picq, *Etudes sur le Combat.*

[3] Les cadres doivent être soigneusement exercés à tout ce qui concerne l'emploi et la conduite du feu. Il n'y a pas que la technique, il y a aussi ce que l'on peut appeler la tactique du feu. Les principes posés à ce sujet par M. le général Bonnal dans son ouvrage : *Infanterie; méthodes de commandement, d'éducation et d'instruction*, p. 192 et suiv., Paris, Chapelot, sont à méditer.

[4] On ne saurait trop appeler l'attention sur l'importance sans cesse croissante du rôle des sous-officiers et sur la nécessité, qu'impose la mise en application prochaine de la loi sur le service de deux ans, de prendre les mesures propres à assurer le recrutement et la formation de ces gradés.

[5] Règlement de manœuvres de l'infanterie du 3 décembre 1904, n° 125.

exécutants, c'est donc une trame ininterrompue de volontés et d'intelligences, de cœurs et de cerveaux, une trame dont l'enveloppe de chair peine, souffre, se meurtrit, se tend jusqu'à risquer de se rompre.

Dans l'atelier ou dans l'usine, l'homme pétrit ou transforme de la matière inerte : pierre, bois ou métal; les incidents qui se présentent sont généralement d'ordre connu; chacun dans sa sphère, du directeur à l'ouvrier, est habitué à les résoudre et chacun fait son travail en son temps et en toute tranquillité. Sur le champ de bataille, où luttent des volontés également ardentes et libres, où l'imprévu est la règle, où il faut décider et agir vite, malgré les fatigues et les dangers, les initiatives ont besoin de plus de souplesse, de plus de largeur, d'entraînement et de rapidité; mais, comme toutes doivent converger vers un seul but, le but commun, elles doivent se garder contre leurs propres excès, « rester, suivant l'expression même du règlement, dans la dépendance du but assigné à chacune d'elles[1]. ». On y pourvoira en développant et en exigeant, chez tous, les sentiments de responsabilité, de discipline et de solidarité, qui sont les compléments indispensables de l'initiative et forment avec elle les bases morales du combat.

La discipline! Il faut la discipline d'hygiène, qui garde les effectifs contre les maladies et l'épuisement; la discipline de marche qui empêche les accidents, les désordres, les pertes de temps, les fatigues inutiles, l'encombrement des routes; la discipline du feu, qui donne aux rafales toute leur valeur et assure une dépense utile des munitions; la discipline du combat qui derrière les abris ramène la section au rang, sous l'œil de son chef. Il faut à tous cette discipline d'ensemble, faite de confiance réciproque et telle que le chef peut avoir la certitude que l'exécution de l'ordre donné sera poursuivie par les moyens les plus appropriés, quels que soient les dangers et les difficultés.

La solidarité! Le règlement y fait appel à chacun des moments du combat et à chacun des échelons de la hiérarchie. Il rend solidaires les deux tirailleurs d'une même file, dont il fait des

---

[1] Règlement de manœuvres de l'infanterie du 3 décembre 1904, n° 6.

camarades de combat, devant s'aider mutuellement[1]. Soldats et chefs sont solidaires entre eux et solidaires des groupes auxquels ils appartiennent. « Tout soldat valide qui abandonne ses camarades ou ses chefs et reste en arrière, sans ordres, commet une lâcheté[2]. » Les groupes qui marchent sur un même objectif, les unités voisines, les différentes armes sont tenus à se prêter un appui réciproque; tous les éléments qui combattent sur le champ de bataille sont liés par cette même solidarité, qui est comme la plus haute expression des sentiments d'union de toute une nation : solidarité morale qu'exprime bien le fameux : « Péris, mais sauve tes frères », du général Dragomiroff; solidarité intellectuelle qui fait qu'en présence d'une éventualité imprévue, le subordonné jugera et décidera comme l'aurait fait son chef!

Cette entente générale qui « fait commander juste et comprendre juste », cette entente, directrice des initiatives et résultante de la discipline et de la solidarité, est le fil invisible qui réunit tous les éléments au combat et permet aux armées d'être actives, manœuvrières, victorieuses. Affaire de grandes lignes, de principes généraux — et aussi d'organisation, de dressage et d'éducation des états-majors — dans les grandes unités, elle devient chose, sinon plus indispensable, du moins à établir plus étroitement encore dans les petites unités qu'éparpille le combat moderne, dans le régiment, et surtout dans *le batailllon* qui est à proprement parler le bloc d'exécution et doit être par conséquent un bloc de cohésion.

Cette nécessité n'avait pas échappé, avons-nous vu, aux rédacteurs du Règlement de manœuvres de l'infanterie du 12 juin 1875 et les avait amenés, après qu'ils eussent recommandé de favoriser la cohésion par une éducation militaire plus forte, à penser à la cimenter en lui donnant une base définie : la formation normale de combat du bataillon en première ligne. « L'étude de cette formation, disait le rapport au Ministre dont était précédé le Règlement de 1875, aura l'avantage de faire ressortir le rôle important de la compagnie tout en faisant voir comment elle doit toujours

---

[1] Règlement de manœuvres de l'infanterie du 3 décembre 1904, n° 124.
[2] *Ibidem*, n° 127.

se conformer aux intentions du chef de bataillon et rester sous sa direction, de telle sorte que la cohésion soit assurée. »

C'était couper les ailes que l'on venait de donner à l'oiseau. L'entente ne peut se créer par des moyens matériels : elle est, avant tout, question *de méthodes d'instruction et d'éducation*, et c'est dans ces méthodes que la cherche avec juste raison le Règlement du 3 décembre 1904.

Le combat est le but final. Les méthodes industrielles qui régissent la conduite des troupes au combat doivent donc être, par une suite logique et par une exacte compréhension des nécessités actuelles, celles qui doivent régler la préparation de ces troupes à la guerre.

Le Règlement sur les exercices de la cavalerie de 1876 avait déjà posé, dans le rapport au Ministre qui le précède, le principe que « quiconque est chargé de la responsabilité de l'action doit avoir le soin de la préparation ». Le nouveau Règlement de manœuvres de l'infanterie dont nous nous occupons dit avec encore plus de netteté : « A tous les degrés de la hiérarchie, le chef fait l'instruction de l'unité dont il a le commandement ; il en est responsable. En ce qui concerne l'instruction des unités inférieures, il exerce une action permanente de direction et de contrôle, en s'attachant cependant à respecter et à développer l'initiative de chacun ; il se borne à préciser le but... Il intervient personnellement lorsque ses inférieurs s'écartent des prescriptions réglementaires... Il s'assure que rien ne vient contrarier la marche régulière de l'instruction et l'action du chef responsable[1]... »

Cette préparation des troupes devant avoir pour but unique : la guerre[2] et son aboutissant, le combat, il est de toute évidence qu'elle devra rechercher la simplicité et la souplesse des formations de façon à permettre à l'infanterie de les approprier aux circonstances, de répondre aux nécessités du combat, c'est-à-dire « de se mouvoir avec aisance et rapidité sur tous les terrains, de faire face aux situations les plus imprévues par les moyens les plus simples et les plus prompts[3] ».

---

[1] Règlement de manoeuvres de l'infanterie du 3 décembre 1904, n° 7.
[2] *Ibidem*, n° 1.
[3] *Ibidem*, n° 2.

Il est non moins certain que la réduction de la durée du service militaire et l'appel à la mobilisation de nombreux réservistes imposent également de rejeter toute complication d'instruction et de supprimer tous les mouvements, qui ne trouveraient pas leur application à la guerre, conclusion qui *à priori* devait se confondre avec celle que fournit la nature du combat moderne, puisque ce combat n'est en partie qu'une résultante des conditions sociales de la nation.

Mais aussi instruite et disciplinée que soit une troupe sur les terrains d'exercices et sur les champs de manœuvre, elle ne sera pas prête pour le combat si elle n'est pas en même temps éduquée; c'est-à-dire, si elle n'a qu'une discipline et une cohésion du temps de paix, obtenues par des moyens uniquement coercitifs, dont l'application est le plus souvent négative en campagne; si les éléments de cette troupe ne sont pas réunis entre eux et à leurs chefs par une sorte de fraternité, par des liens moraux assez puissants pour résister à la confusion, aux secousses, aux terreurs du champ de bataille.

« L'éducation technique du soldat, écrivait en 1869 le colonel Ardant du Picq, n'est point le plus difficile. Savoir se servir de son arme, l'entretenir, savoir aller à droite et à gauche, en avant, en arrière à commandement, courir à cheval et marcher sac au dos, tout cela est nécessaire, mais ne fait pas un soldat... Il y a nécessité absolue de retoucher à l'instruction, de la réduire au nécessaire, de la débarrasser de toutes les superfétations inutiles dont les « faiseurs » de la paix la surchargent chaque année... Il faut se bien connaître mutuellement; il faut un bon esprit général; il faut que l'idée de tous et de tout soit le combat[1]... » Et il ajoutait : « Phrase significative du colonel Borbstaed dans l'énumération des causes des victoires des Prussiens sur les Autrichiens en 1866 : « C'était que chacun étant instruit savait se « retrouver promptement et sûrement dans toutes les phases du « combat. » Tout est là en effet, tout, tout[1]... »

« Instruction » ne peut se comprendre sans « éducation ». Ces

---

[1] Colonel ARDANT DU PICQ, *Etudes sur le Combat*.

deux termes sont inséparables dans la formation de l'homme et de la troupe ; ils le sont d'autant plus que le combat est plus éparpillé, plus rude, et ses instruments plus délicats. L'instruction seule n'assurerait qu'un « Suivez-moi ! » et une entente de grandes manœuvres. Elle est, pour ainsi dire, la forme visible et mécanique, l'enveloppe que doit animer, nourrir, fortifier, faire vivre l'éducation. On instruira par le fait même qu'on éduque ; on instruira par le cœur et par l'esprit ; on fera comprendre et aimer : « Toujours, toujours, dès l'exercice, l'officier, le sous-officier doit dire au soldat : « Ceci t'est appris afin de te servir « en telle circonstance. » Autant le général, l'officier supérieur à l'officier[1]. »

Cette méthode qui s'adresse à la réflexion présidera tout d'abord à la préparation des cadres.

Un règlement simple et concis qui n'énonce que des principes exige de ces cadres plus de travail qu'un règlement détaillé de formules et de schémas. Car l'esprit, pour être prêt à faire face aux nécessités du champ de bataille, doit s'entraîner à l'application rapide de ces principes à de multiples cas concrets. On y pourvoira par de nombreux et variés exercices sur la carte, repris sur le terrain en exercices de cadres et suivis d'exercices avec la troupe (exercices d'évolutions, de combat ; manœuvres à double action, etc.[2]), visant tous une situation donnée de guerre de façon « à former le coup d'œil, à développer l'esprit de décision des cadres, en les obligeant à concevoir et à ordonner rapidement les mouvements nécessaires[2] ».

Toute cette instruction en commun a un but de guerre : créer entre tous ceux qui détiennent une parcelle du commandement cette entente intellectuelle qui leur permettra, au milieu des imprévus du combat, d'exécuter les ordres en leur conservant leur esprit, « en restant dans la dépendance du but assigné ». Elle fera d'eux, comme le prescrivait déjà « l'Instruction pratique sur le service de l'infanterie en campagne du 5 septembre 1902 », « non des exécutants qui attendent des ordres, mais des chefs qui savent réfléchir, prendre une décision et assumer

[1] Colonel Ardant du Picq, *Études sur le Combat.*
[2] Règlement de manœuvres de l'infanterie du 3 décemb

des responsabilités ». Elle sera pour les esprits une gymnastique rationnelle, la source d'une discipline éclairée et féconde dont les bienfaisants effets assureront une bonne articulation de l'organisme militaire et l'indispensable convergence des efforts. Elle ne dispense pas l'officier surtout des études et méditations sur toutes les questions — histoire, géographie, industrie, physiologie, hygiène, sociologie même — propres à accroître sa personnalité ou à le tenir en contact permanent avec l'esprit et le moral de la nation.

De ce que le bataillon est, comme nous l'avons dit, l'organe-bloc d'exécution, il résulte que la préparation des cadres à la guerre, nécessaire à tous les degrés de la hiérarchie, y acquiert une importance toute particulière. Sous ce rapport, le rôle du chef de bataillon est capital. Le capitaine, lui, a pour œuvre principale la préparation de sa compagnie. « Guide, conseiller et soutien de ses subordonnés, le capitaine a une mission et une influence telles que personne ne saurait le remplacer[1] ».

Le capitaine loge, habille, nourrit, éduque, instruit ses hommes. Il les reçoit sortant de leurs familles, des écoles ou des ateliers; la plupart lui arrivent craintifs, ignorants de la vie, souvent peu entraînés aux exercices de plein air et de force, s'attendant à quelque chose de grave qui va se passer et prêts à apporter toute leur bonne volonté à bien faire.

Demain, avec la loi du service de deux ans, c'est la nation entière qui passera par les mains du capitaine dans une complète égalité et sans aucune exception. Ouvriers ou patrons, paysans ou propriétaires, travailleurs de la pensée ou de l'outil, il les aura tous et tous recevront son empreinte. Car il est, dans l'échelonnement de la hiérarchie, le premier qui, à leurs yeux, résume réellement tous les pouvoirs du chef, celui que l'on nomme quelquefois de cette appellation touchante : le père, puisqu'il en a les devoirs et les droits. C'est donc sur lui avant tout que sera jugée l'armée, sur lui qu'elle sera comprise ou incomprise, aimée ou haïe. Il renverra dans leurs foyers, une fois leur service accompli, ou des indifférents qui auront accepté

[1] Règlement de manœuvres de l'infanterie du 3 décembre 1904, n° 10.

avec résignation ce qu'ils ne pouvaient éviter, ou des révoltés prêts aux luttes fratricides, ou des convaincus qui, au jour du danger, reprendront confiants leur place dans le rang. Ce sont des convaincus qu'il doit former, car eux seuls seront les soldats qu'exige le combat moderne[1].

Le Règlement du 3 décembre 1904 a compris la grandeur du rôle du capitaine; il grandit cet officier; il grandit ses subordonnés, officiers de peloton et sous-officiers, qui, « par suite de leur contact permanent et immédiat avec la troupe, exercent une influence capitale sur la discipline[2] » et ont charge, sous la direction du capitaine, d'amener les hommes au point où ils sont considérés comme aptes à entrer en campagne, « savoir faire usage de ses armes[3], exécuter l'école de section, connaître les éléments du service des armées en campagne, pouvoir accomplir avec le chargement du sac plusieurs marches consécutives de longueur moyenne ». Le Règlement sauvegarde la large et nécessaire initiative du capitaine en interdisant à qui que ce soit « de modifier ou de compléter par des instructions particulières[4] », par des réglementations de détail, les dispositions édictées; il lui donne pour mission de « former le cœur et l'esprit des hommes de sa compagnie[5] ».

Ce cœur et cet esprit ne se formeront pas par la seule coercition, mais bien par l'établissement de la discipline morale, de la discipline, peut-on dire, librement consentie et qui subsistera partout, parce qu'elle est comprise, faite de pénétration réciproque, de confiance, d'estime et d'affection mutuelles; parce que, au combat, elle poussera instinctivement le subordonné à

[1] Sous ce rapport de l'éducation, l'officier ne fait que succéder à l'instituteur. A celui-ci revient l'honneur de donner à la jeunesse qu'il instruit ces premiers sentiments de cohésion nationale, qui permettront aux chefs militaires de remplir leur tâche. L'instituteur et l'officier ont chacun une part aussi noble dans la formation du soldat-citoyen; leur responsabilité et leurs droits à la reconnaissance publique peuvent se comparer. La célèbre parole : « Ce fut l'instituteur qui vainquit à Sadowa » prend ainsi toute sa signification.

[2] Règlement de manœuvres de l'infanterie du 3 décembre 1904, n° 5.

[3] *Ibidem*, n° 13.

[4] *Ibidem*, p. 11.

[5] *Ibidem*, n° 10.

courir à son chef, à le suivre, à l'aider dans sa tâche, à être l'obscur artisan de sa gloire; parce qu'elle fera que chacun aimera le rang, ce qui ne veut pas dire le rang mathématique, mais le ralliement au chef, la marche avec lui, le contact des camarades.

« En route, en campagne surtout, dit le colonel A. du Picq, les moyens de répression des fautes deviennent illusoires, nuls, impraticables..... Remplaçons la discipline draconienne par une autre..... Resserrons par une connaissance de longue main des hommes et des chefs les liens de la solidarité. Prenons appui dans la sociabilité française [1]. »

L'établissement de cette discipline morale n'est pas affaire de quelques jours. Il sera facilité par « les causeries », par tout ce qui contribue à développer et à éclairer l'intelligence; mais il ne sera complètement réalisé, à tous les échelons du commandement, que si, à tous les moments et dans toutes les circonstances, le chef se montre ce qu'il doit être. « Je vaincrai, disait Desaix, tant que je serai aimé de mes soldats. »

Les galons confèrent le grade; l'emploi que l'on en fait l'affirme. Il ne suffit pas des apparences de la discipline, la répression peut les donner; mais aucune coercition, aucune puissance, ne peuvent empêcher le subordonné de penser, de juger intérieurement, de sentir peut-être d'autant plus profondément que son esprit est plus simple et son cœur plus impressionnable. L'attitude du chef, la considération qu'il témoigne à ses subordonnés, l'exemple qu'il donne de l'obéissance aux lois et aux règlements, sa même fermeté à exiger l'accomplissement scrupuleux des devoirs et le respect des droits, lui reviendront en sentiments d'estime et d'affection, en accroissement de sa propre autorité, le désigneront comme digne d'être un des dépositaires des pouvoirs les plus étendus et les plus discrétionnaires que puisse déléguer une réunion d'hommes, comme digne d'avoir une part de cette redoutable responsabilité : la préparation à la guerre.

N'a-t-on pas dit avec quelque raison : « On peut juger de la valeur d'une troupe sur ses situations de malades et de punis »?

---

[1] Colonel ARDANT DU PICQ, *Etudes sur le Combat*.

Les malades abondent là où l'entraînement est mal réglé, l'hygiène mal observée, la nourriture défectueuse, le moral atteint; les punis, là où la discipline est hésitante, irrégulière, inégale, faite de coups d'épingles et de vexations, là où l'on se préoccupe plus de réprimer les fautes que de les prévoir, où le service est mal compris et mal ordonnancé, où l'on demande beaucoup pour obtenir peu, où l'on ne se rend pas compte de la profondeur de ces mots : « On doit obtenir ce que l'on exige; il s'agit seulement d'avoir la mesure du raisonnable et du pratique[1] »

N'est-il pas en effet de simple bon sens que le : « demander beaucoup pour obtenir peu » constitue le plus grave attentat au principe même de la discipline, détruit le prestige du chef, encourage le mensonge, la paresse et la désobéissance, enlève toute valeur à ces mots : un ordre ? N'est-il pas de simple moralité que l'on ne cherche pas à se tromper les uns les autres; que chacun puisse travailler en conscience pour le noble but qui est celui de l'armée et que, lorsque le supérieur vient se rendre compte des résultats de ses ordres, chacun le reçoive sans crainte, sans autres pensées que des sentiments de confiance dans l'expérience et l'équité du chef qui va juger, sans autre désir que celui de lui montrer honnêtement ce qui est, et non des façades de plâtres et de couleurs, hâtivement élevées et qui demain seraient décombres ?

La Grande Armée de 1805 tenait son admirable cohésion, qu'avait confirmée et étendue jusqu'aux sommets de la hiérarchie son séjour dans les camps de Boulogne, de ces glorieuses demi-brigades de la Révolution, devenues régiments en 1803. Chefs et soldats marchant, bivouaquant, combattant constamment au contact les uns des autres, avaient appris à se connaître et à s'estimer; l'aide qu'ils devaient s'apporter mutuellement à chaque instant était devenue la condition même de leur existence; l'égalité devant les fatigues et les dangers avait créé cette fraternité qui les unissait tous.

En 1806, avant de déboucher par le Thuringer-Wald dans la vallée de la Saale, Napoléon avait réparti ses troupes de Fran-

---

[1] Colonel Ardant du Picq, *Etudes sur le Combat*.

conie en cantonnements larges dans les fermes et dans les villages ; les hommes s'occupaient aux travaux des champs ; leur nourriture était abondante, réglée par des ordres de l'Empereur qui faisait veiller à leur exécution, et c'est, superbes de santé et de vigueur, portant en eux les réserves de vie et de force qu'exigeraient les fatigues de la campagne, qu'ils avaient marché sur Iéna et Auerstædt.

Donner aux troupes des casernements convenables, aérés et sains, leur assurer un couchage et une nourriture qui répondent à ce qu'on leur demande en efforts de toutes sortes, leur faire aimer les salles de récréation et de lecture où leur inexpérience est gardée et s'instruit contre les dangers de l'alcool et des hospitalités interlopes, ce n'est du reste pas seulement les mettre et les tenir en bonnes conditions physiques ; c'est les moraliser par l'hygiène, élever la dignité de leur vie et de leur conscience, leur témoigner une sollicitude tangible, leur montrer que celui qui a le devoir d'exiger des sacrifices sait aussi distribuer des bienfaits ; c'est faire au plus haut degré acte de chef, bâtir sur roc cette discipline morale qui fera de la cohésion durable[1] et répondre ainsi au principe qui veut que « plus l'initiative de chacun doit être développée, plus la discipline doit être fortifiée ».

On saisira du reste toute occasion de ramener l'homme à ce rang dont on lui aura fait comprendre la haute signification morale, et on l'y ramènera, non par de longs exercices de manie-

[1] La cohésion reposant avant tout sur la connaissance des chefs et des soldats entre eux, il importe que cette connaissance établie dans la compagnie du temps de paix se retrouve dans celle du temps de guerre. Pour ce faire, il est indispensable que — sauf exceptions nécessitées par certaines considérations d'effectifs, d'inégale répartition des troupes sur le territoire, d'accélération de la mobilisation de certains corps, etc. — il soit fait strictement application de ce principe : les hommes seront incorporés pour la durée de leur service actif et appelés pour leurs périodes de 28 jours, non seulement dans les régiments, mais encore dans les bataillons et compagnies qui seront leurs unités de mobilisation ; à cette condition, les méthodes actuelles de préparation à la guerre pourront produire tous les résultats que l'on est en droit d'en attendre. Il est non moins désirable que les effectifs de paix soient suffisants pour permettre à chaque unité d'être instruite et éduquée d'un bout de l'année à l'autre par ses propres chefs ; le fusionnement des unités dans des formations occasionnelles, dites « de manœuvre », ne devrait être que chose accidentelle, justifiée par la nécessité de dresser les cadres au maniement d'effectifs se rapprochant de ceux de guerre.

ment d'armes ni par d'interminables stations d'immobilité -- considérés autrefois comme le palladium intangible de la discipline et qui n'en constituaient que la manifestation mécanique et brutale — mais par l'entremêlement constant d'exercices exigeant de l'attention, de la volonté, de la décision et d'exercices demandant toutes les qualités d'activité et d'intelligence dont le soldat est capable.

Et alors encore, l'on s'efforcera de ne pas violenter ni désorienter l'esprit; on tiendra compte de la situation : « Toutes les fois, dit le Règlement, au sujet des méthodes d'instruction, que l'ordre peut être troublé ou simplement lorsque l'attention des soldats se relâche, le chef fait reprendre le pas cadencé. S'il juge utile de faire sentir plus efficacement l'action de sa volonté, il commande quelques mouvements dans l'exécution desquels il exige toute l'énergie et toute la précision possibles, et maintient ainsi son ascendant sur la troupe... Les mouvements destinés à remettre la troupe en mains doivent être choisis autant que possible parmi ceux dont l'emploi est justifié par la situation du moment, de façon à frapper l'esprit du soldat et à lui faire comprendre la nécessité du rang [1]. »

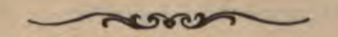
Ainsi se poursuivra toujours parallèlement l'œuvre d'instruction et d'éducation; ainsi se formeront peu à peu et ensemble les corps, les cœurs et les esprits [2]; ainsi se développeront à la fois l'initiative et la discipline dont l'union étroite forme la base du nouveau règlement.

Commandant Edmond Ferry.

---

[1] Règlement de manœuvres de l'infanterie du 3 décembre 1904, n° 40. Les rassemblements, qui doivent précéder les exercices et être exécutés « avec promptitude et en silence » (n° 38), offrent de fréquentes occasions de discipline et de mise en mains de la troupe.

[2] Pour donner toute leur valeur aux méthodes de formation du soldat édictées par le Règlement de manœuvres de l'infanterie du 3 décembre 1904, il faudrait en rapprocher celles du Règlement sur l'instruction de la gymnastique du 22 octobre 1902, qui procèdent, pour le développement progressif du corps, du même esprit rationnel : « fortifier tel muscle par tel exercice pour telle raison », et tendent au même but : « augmenter l'endurance du soldat et le rendre plus apte à supporter les fatigues et les privations de la guerre ».



LE CONCEPT

DE LA

BATAILLE MODERNE

A aucune époque, peut-être, les attaques contre l'institution armée ne se sont élevées au niveau de violence et d'âpreté auquel nous les voyons atteindre de nos jours; en aucun temps, également, des voix plus autorisées, surtout plus désintéressées dans la question, ne se sont fait entendre pour la soutenir et la défendre.

Dans ce concert de critiques acerbes, les uns dissimulent à peine les mobiles auxquels ils obéissent : la volonté déterminée et aveugle de détruire, en France, l'esprit de hiérarchie, le sentiment de la discipline. D'autres, cédant à des sentiments plus avouables, envisagent surtout, dans l'armée, la représentation de la force brutale, et la traitent en adversaire déclarée du droit, comme si la force était toujours au service de l'injustice, comme si elle n'avait point souvent à son actif la propagation du progrès et de la civilisation.

Il est incontestable que la guerre ne soit un acte violent qu'il serait désirable de voir disparaître de la surface du globe. Mais la guerre n'est-elle pas un état inhérent à l'essence même de notre humanité? Peut-on espérer, au contraire, voir nos sociétés atteindre un degré de perfection suffisant pour assurer le fonctionnement d'un arbitrage toujours pacifique? Tel est le problème élevé et infiniment ardu que se posent les esprits les plus graves et les plus curieux de l'avenir.

Nous n'avons pas l'intention de contribuer ici à la solution de cette question controversée. Nous sommes de ceux qui, tout en

déplorant les misères qu'entraîne avec elle la guerre, estiment que cette violence peut quelquefois être expliquée, être excusée, qu'elle retrempe les caractères amollis par un bien-être excessif, qu'elle sert, en certaines circonstances, à inoculer brutalement, mais sûrement, un progrès dont l'éclosion pourrait être, sans elle, indéfiniment retardée. Quelle démonstration de l'inanité des revendications des défenseurs de la paix perpétuelle que cette guerre anglo-transvaalienne, déclarée au moment même où la Conférence de la paix clôturait solennellement ses séances! Rarement une agression s'était présentée avec les apparences et le fonds d'une iniquité aussi criante, s'était produite avec des motifs aussi peu fondés en droit, aussi vulgaires, aussi méprisables en fait. La convoitise la plus criminelle était seule capable de l'expliquer; aucune des puissances d'Europe ne pouvait avoir à ce sujet le moindre doute. Quelle voix s'est fait entendre, quelle main s'est levée pour arrêter cette violation flagrante des lois les plus simples de l'humanité?

Hélas non! il faut considérer les nations, il faut envisager les hommes comme ils sont. Dans l'état actuel de l'humanité, la guerre est pour longtemps, pour bien longtemps encore, une alternative que nous sommes contraints de se voir produire, et s'il est permis, s'il est louable de chercher à en restreindre les conséquences déplorables, il est encore nécessaire de s'occuper d'elle comme d'un facteur important et inéluctable de nos sociétés.

L'idée de lutte d'ailleurs, l'idée de combat est intimement liée à celle de sacrifice, et l'idée de sacrifice est celle où se retrempent le plus fortement les âmes. Parler de la guerre, d'une guerre possible est donc un sujet de haute moralité, et il convient en particulier que nos générations nouvelles ne perdent point de vue cette pensée qu'elles auront à lutter un jour, non pas pour conquérir peut-être, mais sûrement pour se défendre.

Nous n'essayerons pas d'envisager ici d'un coup d'œil ce que pourra être la guerre au vingtième siècle. Ce tableau, d'un ensemble indéterminé, illimité, serait beaucoup trop vaste pour être traité avec fruit en quelques pages. Ce que nous allons simplement aborder, c'est un épisode particulier de la guerre de demain, l'épisode sanglant et capital de toute guerre, c'est « la bataille ».

La bataille, la grande bataille, l'engagement qui groupe vis-à-vis l'une de l'autre la presque totalité des forces adverses demeure, à la guerre, l'exception, la grande exception. On en trouve une, deux, trois dans une campagne de plusieurs semaines, parfois de plusieurs mois, dans une guerre de plus d'une année, comme le fait se présente, actuellement, en Mandchourie. Mais comme cette exception est à la fois l'objectif et la solution de la lutte, elle assume une importance capitale, prépondérante qui synthétise l'effort suprême de deux peuples. Dans une même agglomération armée, la bataille a, de plus, cette caractéristique saillante de consacrer l'union intime des dirigeants et des exécutants, de l'officier et du soldat, de donner la valeur vraie de la tête qui conçoit et du bras qui agit. C'est elle encore qui fond dans un même creuset les diverses forces, les forces multiples qui s'agitent, qui vibrent sous l'impulsion du général en chef, c'est elle enfin qui détermine la véritable concomitance dans laquelle doivent agir les trois armes principales dont se composent les armées modernes : la cavalerie, l'artillerie, l'infanterie.

Avant la bataille, ces trois armes sont appelées à cheminer, à stationner, d'une façon générale à vivre l'une près de l'autre; mais dans la route, au cantonnement, au bivouac, même aux avant-postes, elles peuvent coexister, cohabiter dans un semblant d'indifférence, sans se rendre compte du besoin qu'elles ont l'une de l'autre, de la multiplication de force, de puissance que peut leur prêter une aide réciproque.

La bataille seule déterminera le coefficient exact de cette multiplication.

Les trois armes ont, comme on sait, chacune leur tactique spéciale, leurs procédés de combat particulier. Ces procédés, nous n'avons pas, comme on pense, l'intention de les étudier ici en détail; nous nous bornerons à les décrire très sommairement, à en donner la synthèse rapide, pour ainsi dire la définition.

La cavalerie explore, reconnaît et combat.

Sa caractéristique est la mobilité, la vitesse. Sur le champ de bataille, elle ne peut agir que par surprise. Son moyen d'action est toujours le choc; mais, alors même que le choc n'a pas lieu, son intervention opportune peut occasionner du trouble, du désordre, même des paniques. Sans aller jusqu'à cette alternative

extrême, la simple apparition de troupes à cheval en un point du champ de bataille peut entraver d'une façon prépondérante la marche en avant de l'adversaire, peut, par exemple, arrêter momentanément le mouvement d'une attaque décisive et par là-même rend cette attaque — dont dépend souvent le gain de la bataille — inopportune, tardive, caduque.

L'artillerie prépare, la plupart du temps, le combat. Elle intervient dans la lutte elle-même, soit pour éteindre les feux de l'artillerie ennemie et la détruire, soit pour battre et anéantir des obstacles matériels ou des colonnes d'infanterie, elle prépare toutes les attaques exécutées par les troupes à pied, elle y participe souvent, elle aide à la poursuite en cas de succès et protège la retraite en cas d'échec.

Sa mission est considérable et d'importance capitale. Elle forme, elle est appelée à former l'ossature du champ de bataille. Sa caractéristique est son effet moral, sa puissance de destruction à très longue portée, sa masse, sa stabilité, le manque de mobilité qui en découle, la dépendance où elle est des autres armes. C'est effectivement la seule qui ne puisse se défendre elle-même.

L'infanterie agit par le feu et par le choc. Pour mettre en œuvre et rendre plus efficaces l'un et l'autre de ces deux moyens d'action, elle dispose encore du mouvement. Plus qu'aucune autre arme, l'infanterie peut opérer par ses propres forces. Tandis que dans la cavalerie, le sort de l'homme est intimement lié à celui de son cheval, tandis que l'artillerie demeure dans l'étroite solidarité de ses pièces et des animaux qui traînent ces pièces, le fantassin, essentiellement indépendant et autonome, n'a à compter qu'avec lui-même. Il passe partout, le moindre sentier lui suffit, il chemine même à travers champs ou gravit les pentes les plus abruptes; le moindre obstacle le dissimule. Non seulement il ne dépend que de son arme, mais son arme dépend plus que chez personne de lui-même et de ses qualités intrinsèques; elle en dépend dans sa mise en action matérielle, elle en dépend dans sa valeur relative et dans son rendement. Elle est à la fois, dans sa main, arme de jet et instrument de choc; elle tue presque à la même distance que le canon et demeure, pour le combat corps à corps, un outil des plus redoutables.

La bataille est le moment unique, nous l'avons dit, où, dans une guerre, dans une campagne parfois longue, les trois armes demeurent obligées à se prêter un mutuel appui, sont contraintes d'une façon absolue de lutter côte à côte, n'aboutissent à leur rendement maximum qu'en tenant compte l'une de l'autre.

Cette bataille, comme la plupart, comme beaucoup d'actions humaines, peut généralement se diviser en trois parties, se scinder en trois périodes reliées l'une à l'autre parfois au moyen de sutures évidentes, parfois aussi d'une façon latente, par des points de contact souvent invisibles, mais qui n'en existent pas moins. Dans un discours, c'est l'exposition, le développement du sujet, la conclusion ou la péroraison; au théâtre, c'est le prologue, l'action, le dénouement. Sur le terrain et entre deux adversaires décidés à en venir aux mains, l'action de guerre comportera aujourd'hui : 1° une période de tâtonnement; 2° une phase de lutte engagée à fond et qui, vraisemblablement, se scindera elle-même en plusieurs moments; 3° une période de lutte, la plupart du temps moins vive que la précédente, nous entendons moins vive en ce que, généralement, l'un des deux adversaires aura alors conquis sur l'autre une supériorité morale et matérielle qui diminuera l'effort du parti de la résistance. Ce sera le dénouement, la poursuite pour l'un, la retraite pour l'autre.

La période de tâtonnement sera marquée par la reconnaissance du champ de bataille, par les engagements d'avant-garde, par le déploiement de l'artillerie jalonnant les lignes que viendront occuper plus tard les troupes, non encore arrivées, du gros.

Ce sera un véritable prologue.

La seconde période demeurera, comme auparavant, l'acte principal de la lutte. Les deux adversaires, après s'être tâtés, se seront résolus l'un et l'autre à en venir aux mains. Dès qu'ils accepteront cette alternative, c'est que chacun se croira en mesure d'imposer sa volonté à l'adversaire, soit que les forces des deux partis soient égales, soit que la situation morale de l'un lui permette de racheter son infériorité matérielle, soit que la supériorité du commandement, de l'armement, etc., crée chez l'un ou chez l'autre ce poids qui fera incliner la balance du côté où l'on désire la voir pencher.

Comme nous l'indiquons plus haut, cette seconde période

comprendra généralement plusieurs moments, parfois plusieurs jours.

Jusqu'ici, la bataille classique devait débuter par ce qu'on appelait le duel des deux artilleries. Mais, avec le nouveau canon à tir rapide, l'artillerie parait disposée à abandonner la tactique qu'elle prônait hier encore, c'est-à-dire la mise en position simultanée d'un grand nombre de batteries pour obtenir tout d'abord la supériorité du feu.

Désormais, elle tâtera à la fois le terrain et l'adversaire, disparaîtra ou apparaîtra suivant qu'elle jugera son action opportune ou superflue, surveillera sans cesse l'ennemi et l'écrasera de ses feux chaque fois qu'il tentera une mise en batterie non défilée.

Pendant que l'artillerie remplira le rôle que nous venons de dire, le combat proprement dit, la lutte entre le gros des deux armées commencera à mettre aux prises la masse des deux infanteries. Jusqu'ici, on divisait cette phase principale de la lutte en deux parties : la première, à laquelle on a donné les divers noms de combat d'usure, combat de démonstration, combat de préparation, avait pour but d'user l'adversaire et de produire chez lui une lassitude physique ou morale telle que sa résistance fut réduite à son minimum de puissance. On essayait alors d'anéantir ces restes de résistance par un coup d'assommoir, donné rapidement et par surprise; c'était ce que l'on appelait l'attaque décisive. Nous verrons plus loin ce qu'il faut penser de cette méthode — qui est d'ailleurs encore réglementaire dans notre armée — pour le moment, nous ne ferons que la signaler et nous passerons à la troisième période de la bataille, celle qui en marque la fin, la conclusion.

D'un côté, le général en chef s'est trompé dans ses calculs, ou bien ses dispositions ont été mauvaises, ou bien ses instructions ont été mal comprises, ou bien encore telle conjoncture s'est présentée qui a entravé ou annulé ses combinaisons; parfois aussi, la troupe, pour une raison quelconque, n'a pas été à la hauteur de sa tâche. Finalement l'adversaire se montre supérieur : il faut céder le terrain, prendre ses dispositions pour la retraite. Vis-à-vis, c'est le contraire qui se produit. Là, les ordres ont été judicieux et bien exécutés, les dispositions ont été sages, les prévisions du succès se sont changées en réalité; c'est la victoire,

l'occupation de la position, la poursuite d'un ennemi qui renonce à faire tête.

Ces trois périodes, c'est la bataille, nous allions dire la bataille moderne, mais on peut bien affirmer que c'est la bataille de tous les temps, des temps passés, des temps présents et vraisemblablement des temps à venir. Son développement n'est effectivement pas un événement contingent, c'est un fait qui découle de causes imprescriptibles et spécialement qui tient à la nature de l'homme, du combattant. Ce développement, en tant que mode, que manière de s'effectuer, peut varier en apparence, suivant le temps, l'armement; mais dans la succession d'efforts, de tension morale qu'il exige, qu'il représente, il ne change pas, il demeure invariable.

Nous allons examiner avec un peu plus de détails ces trois grandes phases de la bataille, nous les étudierons dans leur développement rationnel, nous chercherons à discerner la façon dont elles s'enchaînent, la manière dont elles forment un tout complexe, complet, indissoluble.

I.

Ayant l'intention de nous occuper ici de la bataille et voulant sciemment ne nous occuper que d'elle, nous laisserons de côté, d'une façon préméditée, tout ce qui aura pu la précéder, notamment les faits et gestes de la cavalerie indépendante, les rencontres qui auront pu avoir lieu, qui auront eu lieu vraisemblablement sur le front des armées, dans l'espace assez restreint qui séparera les masses adverses au moment de la déclaration de la guerre. Nous disons « dans l'espace assez restreint » et nous le disons avec intention.

Effectivement, si nous envisageons le cas d'une lutte avec l'Allemagne, c'est-à-dire de ce qui demeure jusqu'à nouvel ordre le cas le plus probable, la conjecture la plus vraisemblable, que voyons-nous à cet égard? Aux termes du Règlement sur le Service en campagne de la cavalerie française, nos divisions de cavalerie, les gros de nos divisions de cavalerie indépendante, devront avoir une avance de deux jours sur les têtes de colonne de l'armée, et comme ces divisions détachent en avant d'elles-

mêmes, à une journée de marche, des escadrons de découverte, c'est en réalité de trois jours de marche qu'elles précéderont nos masses principales. « En fixant à 35 ou 40 kilomètres le chemin que pourra parcourir cette cavalerie en vingt-quatre heures, ce sera une distance de 105 à 120 kilomètres qu'elle occupera en avant du front. Or, la profondeur du rectangle Bar-le-Duc—Épinal—Sarrebourg—Metz, dans lequel auront vraisemblablement lieu les chocs futurs entre la cavalerie française et la cavalerie allemande, n'est que de 80 kilomètres. Forcément donc, fatalement, les deux cavaleries seront en contact dès le premier jour, et dès le deuxième l'une aura rejeté à l'Est ou à l'Ouest les escadrons opposés. En quarante-huit heures, le service d'exploration de la cavalerie aura pris fin, sans compter qu'il peut se présenter telle circonstance où il deviendra tout à fait impossible de l'exécuter, même de l'amorcer. Admettons — ce qui est dans les hypothèses raisonnables — qu'une armée française soit concentrée aux environs de Verdun, supposons une armée allemande massée à l'ouest de Metz, touchant à la frontière. De Verdun à Gravelotte, il y a 40 kilomètres, quelle place restera-t-il à la cavalerie pour son service d'exploration? » Elle pourra, sans doute, se porter à la rencontre de la cavalerie ennemie et essayer de la culbuter, mais en ce qui concerne l'exploration proprement dite, il n'y en aura point; il ne pourra pas y en avoir.

Dans l'hypothèse d'une lutte avec nos voisins de l'autre côté du Rhin, la zone qui séparera les deux armées sera tellement exiguë, que l'éventualité d'une rencontre se dressera devant l'esprit du général en chef comme un événement essentiellement imminent. Il devra donc l'envisager dès l'entrée en campagne et même avant que la concentration de ses forces ne soit achevée. Mais en laissant de côté tout thème spécial, en faisant abstraction de ce que pourrait nous suggérer le cas d'une lutte avec l'Allemagne, en plaçant la question sur le terrain idéal et abstrait de la théorie pure, quelles sont les hypothèses qu'il est permis d'élever raisonnablement sur les circonstances dans lesquelles pourra se produire la bataille?

Là encore, nous pourrons synthétiser le problème en trois cas.

Ou bien le général en chef, marchant à l'adversaire, sera averti que cet adversaire s'avance également à sa rencontre, l'un

et l'autre parti voulant se ménager les avantages de l'offensive. Des deux côtés, l'on saura que l'on doit se heurter à une journée de marche, à deux ou trois au plus; le choc sera donc imminent, certain. Ce sera la bataille essentiellement offensive, offensive des deux côtés.

Ou bien le général sera informé que l'ennemi s'est arrêté sur tel ou tel point pour y recevoir l'attaque, ou bien il s'arrêtera lui-même pour attendre l'ennemi, ce sera la bataille défensive-offensive.

Enfin — troisième et dernier cas — la cavalerie n'aura pu déterminer exactement la position et les forces de l'adversaire, le général saura seulement que des masses manœuvrent sur son front, sur l'un ou l'autre flanc, parfois sur les deux, sans qu'on puisse préciser exactement où se trouve le gros des bataillons ennemis. Il s'avancera, enveloppé d'un service de sécurité rapproché, de façon à éviter les surprises, mais il ignorera dans quelle direction exacte se produira le choc principal; ce sera la bataille de rencontre, celle qui, vraisemblablement, se produira le plus souvent.

Supposons l'un ou l'autre des trois cas que nous venons d'énumérer. Imaginons une armée marchant à l'ennemi, à un ennemi qu'elle sait en mouvement et s'avançant à sa rencontre, ou établi d'avance sur une position qu'il a l'intention de disputer. La force de ces deux armées est indifférente et nous nous bornerons à les supposer sensiblement égales. Dans une marche de ce genre, à proximité de l'ennemi, quand nous sommes certains de rencontrer l'adversaire d'un moment à l'autre, la prudence, les règles du bon sens et de la tactique font un devoir au général en chef de marcher avec une de ses avant-gardes — nous disons une, car il y aura évidemment plusieurs colonnes — à marcher à l'avant-garde, afin d'avoir le plus tôt possible les premiers renseignements, surtout afin de *voir* par lui-même toutes les fois que cela lui sera possible.

Entre temps, la cavalerie de sûreté immédiate vient se heurter à l'obstacle qu'on prévoyait. Elle est renforcée bientôt par l'artillerie et l'infanterie de l'avant-garde, cherchant l'une et l'autre à prendre à leur tour le contact, à trouver des positions qui leur promettent de remplir leur mission.

Cette mission de l'avant-garde, quelle est-elle au juste? Quelle

est-elle au point où nous en sommes, c'est-à-dire en abordant cette partie du terrain qui va devenir vraisemblablement un champ de bataille?

Jusque-là, l'avant-garde a eu à résoudre les diverses éventualités tactiques qui ont pu se produire sur le front des colonnes pendant la marche, elle aura pu avoir également à soutenir la cavalerie. En ce moment, elle a encore : 1° à reconnaître la situation tactique ; 2° à immobiliser, à contenir l'adversaire, à constituer devant lui à la fois un obstacle et un écran, un masque derrière lequel le gros pourra prendre les dispositions de combat qui seront jugées convenables.

Nous verrons tout à l'heure que, suivant les idées actuellement en cours, elle a encore autre chose à faire ; mais pour le moment tenons-nous-en à ces deux points.

Ces deux desiderata ont été reconnus nécessaires, nous dirons presque de tout temps, et, sans remonter plus loin que le commencement du dernier siècle, nous voyons le Règlement de 1832, élaboré d'après les idées en honneur sous le Premier Empire, poser en principe « que les avant-gardes sont uniquement destinées à couvrir les mouvements du corps dont elles font partie et à arrêter l'ennemi jusqu'à ce que le général ait eu le temps de faire ses dispositions ». Notre Règlement actuel confirme ces principes quand il établit que « les avant-gardes ont pour mission de procurer au commandement l'espace et le temps nécessaires à la réunion de ses moyens d'action et des renseignements définitifs qu'il a besoin de posséder, s'il veut agir en pleine connaissance de cause ».

Ici se pose naturellement la question : quelle doit être la force de l'avant-garde? c'est-à-dire un des problèmes les plus controversés de la tactique contemporaine, un de ceux dont la solution est bien loin d'être trouvée. Le Règlement du 26 octobre 1883 disait à l'article 115 que « la force de l'avant-garde, proportionnée à celle du gros qu'elle couvrait, devait être suffisante pour qu'elle pût marcher à grande distance, s'emparer des positions avantageuses, attaquer vigoureusement l'ennemi ou tout au moins le contenir assez longtemps pour que le corps principal eût le temps de prendre ses dispositions de combat, d'entrer en ligne ou de se retirer ».

Il y a là, comme on voit, une idée de plus qu'il ne s'en

vait dans le Règlement de 1832, il y a le principe de « s'emparer de positions avantageuses », c'est-à-dire un principe d'offensive qui indique une tendance nouvelle.

Depuis 1883, nous avons eu trois règlements sur le Service en campagne, et les trois nous ont donné une définition identique du rôle et de la mission d'avant-garde. C'est celle qu'on vient de lire, c'est celle qu'avait formulée le Règlement du 28 mai 1895, celle que nous donne encore le Règlement du 5 septembre 1902 : « 1° s'emparer des positions avantageuses; 2° s'engager vigoureusement pour obliger l'ennemi à montrer ses forces; 3° le contenir assez longtemps pour permettre au gros de prendre ses dispositions à l'abri du feu. »

Cependant les Allemands, qui se souviennent qu'en 1870 leurs avant-gardes ont toujours engagé le combat de leur propre initiative et souvent, comme à Frœschwiller, à Forbach, à Borny, à Rezonville, malgré la volonté du général en chef, les Allemands ont en ce moment une tendance à ne plus vouloir que des avant-gardes insignifiantes, tout au moins extrêmement restreintes en infanterie, et c'est le baron von der Goltz qui s'est fait, chez eux, le champion le plus en vue de cette thèse nouvelle.

Von der Goltz pose en principe : 1° que la constitution d'une troupe trop forte avant-garde enlève au général en chef une partie notable de ses forces et diminue dans un rapport élevé sa puissance combative et son autorité.

En second lieu, la force démesurée de l'avant-garde invite son chef à s'engager de sa propre initiative, le plus souvent sans ordres et quelquefois même malgré les ordres.

Troisièmement, comme néanmoins et en dépit de sa force exagérée, cette avant-garde est toujours trop faible vis-à-vis du gros de l'adversaire, le général en chef se voit contraint de la soutenir et de s'engager, alors même qu'il ne voudrait pas en venir aux mains. L'infanterie se dégage difficilement une fois qu'elle est aux prises. Donc pas d'infanterie à l'avant-garde, tout au plus un bataillon pour un corps d'armée.

Ces raisons du général allemand, il faut bien avouer qu'elles sont d'un grand poids. En dépit de leur valeur, elles ont été cependant combattues en Allemagne même, d'une façon très vive, et elles l'ont été également en France par des écrivains

comme le général Maillard, par exemple, dont on ne saurait méconnaitre la compétence.

Sans doute, ont dit ces partisans de fortes avant-gardes, les troupes allemandes se sont engagées à tort en 1870, mais modifier une règle fondée par la raison qu'elle a été inconsidérément appliquée, est un procédé inadmissible, intolérable en logique aussi bien qu'en fait. De ce que l'on a commis des fautes en 1870, dans l'armée allemande comme dans l'armée française, il ne peut pas s'ensuivre qu'on puisse admettre ces fautes comme la règle. Poser en principe qu'un général en chef doit renoncer à son autorité sur l'avant-garde est une façon d'agir dangereuse et fausse, autant vaudrait renoncer de prime abord à la direction des armées et proclamer qu'à la guerre tout est hasard, circonstance fortuite. Sans doute, une avant-garde faible sera plus prudente qu'une puissante, mais cette troupe réduite, trop exiguë, surtout en infanterie, sera dans l'impossibilité de remplir la mission qu'on exige des avant-gardes modernes et que leur imposent les nouvelles conditions tactiques, notamment l'emploi de la poudre sans fumée.

« Von der Goltz et ses partisans — avancent encore les partisans des avant-gardes nombreuses — ne veulent plus aux avant-postes que de l'artillerie et de la cavalerie, parce que, disent-ils, pour *reconnaître et fouiller* le terrain ces deux armes suffisent. » Mais — assurent les défenseurs des avant-gardes puissantes — c'est une erreur de croire que l'avant-garde a uniquement à reconnaître et à fouiller. « L'avant-garde doit conquérir le terrain et le conserver[1] », elle doit notamment s'emparer de certains points dont l'occupation est nécessaire pour le développement ultérieur du combat. Or, il n'y a point de doutes que la cavalerie, l'artillerie bien davantage, ne demeurent là absolument impuissantes. Le canon peut rendre un terrain, une zone de manœuvre intenable à l'adversaire, et encore sur ce point est-il permis de formuler des réserves, de fortes réserves; quant à s'emparer véritablement de ce terrain, quant à le rendre sien, il n'y a, pour obtenir ce résultat, qu'une espèce de combattant, celui qui, de sa personne, au péril de sa vie, se rend sur ce terrain et en prend réellement possession.

---

[1] Règlement du 28 mai 1895.

Il n'y a pour cela que le fantassin.

Il faudra donc de l'infanterie aux avant-gardes, dit le général Maillard, il en faudra même beaucoup. C'est encore l'avis de notre Règlement qui fait osciller la force de l'avant-garde (en infanterie) entre le sixième et le tiers de l'effectif de l'infanterie de la colonne. Le général Maillard eût voulu qu'on allât plus loin et, pour respecter les liens organiques, il proposait la proportion du quart au tiers, ce qui donnait les chiffres suivants :

Pour une colonne d'un bataillon : une compagnie, c'est-à-dire le quart;

Pour une colonne d'un régiment : un bataillon, c'est-à-dire le tiers;

Pour une colonne d'une brigade : deux bataillons, c'est-à-dire le tiers;

Pour une colonne d'une division : un régiment, c'est-à-dire le quart;

Pour une colonne d'un corps d'armée : une brigade, c'est-à-dire le quart;

Pour deux corps d'armée en formation double : une division, c'est-à-dire le quart.

Comme on vient de le voir, le Règlement de 1902 n'a pas adopté cette proportion, la trouvant trop forte sans doute en plusieurs circonstances, notamment pour le régiment et la brigade.

Quoi qu'il en soit de la force de l'avant-garde, soit qu'on admette pour elle la proportion du règlement, soit qu'on la constitue suivant les idées nouvelles prônées chez nous par le général Kessler, c'est-à-dire qu'on ne couvre le corps d'armée encadré qu'avec la brigade de cavalerie, une ou plusieurs batteries et un seul bataillon d'infanterie, il n'est pas douteux que l'avant-garde ne doive s'engager la plupart du temps qu'avec circonspection et prudence.

Ce sera au général en chef, dont la présence en tête de l'avant-garde s'impose, comme nous le disions plus haut, de décider de la conduite définitive de ces premières troupes.

Quand le commandant supérieur aura reconnu de ses propres yeux les forces de l'ennemi, quand il aura discerné ses intentions, quand il aura vu s'il est en état de combattre avec avantage ou non, alors, mais alors seulement, il pourra donner au

gros des troupes qui s'avancent péniblement à plusieurs kilomètres en arrière des instructions découlant de son examen, c'est-à-dire l'ordre de marcher en avant, de demeurer en place ou de rétrograder.

Cette parenthèse fermée, nous reviendrons au point où nous en étions tout à l'heure quand nous l'avons ouverte, c'est-à-dire au moment où l'avant-garde a rencontré l'adversaire, à l'instant où elle se heurte à un ennemi qui s'est arrêté ou qui marche à elle. Généralement, ni d'un côté ni de l'autre, on ne connaîtra les véritables objectifs à battre, ni les points d'appui qu'il convient d'enlever ni les positions que l'ennemi songe à conserver ou à conquérir. Ce sera le vague, l'inconnu dans toute la force du terme.

Autrefois, avant la poudre sans fumée, les nuages blanchâtres qui s'élevaient au-dessus des formations même masquées, même abritées derrière des plis de terrain ou dissimulées dans les bois, jalonnaient suffisamment les lignes d'artillerie et d'infanterie pour qu'un œil un peu exercé distinguât d'une façon nette le dispositif adopté par l'ennemi. Aujourd'hui, il n'en sera plus de même. Les reconnaissances se feront forcément à coups de fusil; seule, l'infanterie sera en état de les mener à bien, et c'est par la résistance plus ou moins grande que rencontreront les éléments de l'avant-garde cherchant à prendre pied sur le terrain, à pousser en avant, que le général en chef pourra se former une idée plus ou moins exacte de la situation tactique, déduire de cette appréciation, en premier lieu les projets de l'ennemi, en second lieu les dispositions qu'il adoptera lui-même pour s'attribuer la supériorité sur l'adversaire. Pendant que l'infanterie essayera ainsi de progresser, la cavalerie, qui n'aura plus grand'-chose à faire sur le front, cherchera à s'établir sur les flancs ou même sur les derrières de l'ennemi et s'efforcera de l'inquiéter, de découvrir s'il est possible, ce qu'il dissimule dans les profondeurs de son dispositif. A son tour et en même temps, l'artillerie aura reconnu soit les emplacements des batteries ennemies, soit ceux des masses principales de l'infanterie; elle fouillera les replis du terrain, les ondulations du sol, les bois et, aussitôt qu'elle aura discerné un objectif précis, elle tentera d'obtenir l'initiative de l'attaque, d'où dépendra, la plupart du temps, l'effet utile et la prépondérance du feu.

Combien durera cette entrée en ligne de l'avant-garde, ce jalonnement du champ de bataille. cette prise de possession des points que le commandement jugera nécessaire au déploiement du gros? La moindre réflexion fait voir qu'il y a là une question à laquelle il n'est pas possible de répondre, même de la façon la plus vague, la plus large. Tout ce qu'on peut dire, c'est que ces premiers engagements seront lents et longs. On n'a qu'à considérer ce qui se passe actuellement en Mandchourie pour s'en convaincre. Il ne convient pas, d'ailleurs, que ces préliminaires de la bataille soient trop rapides, car il faut nous souvenir que les effectifs énormes des armées modernes demandent un temps considérable pour le déploiement, et qu'il faudra parfois plus de vingt-quatre heures pour que l'élément de queue d'une colonne prenne sa place sur la ligne, à côté de l'élément de tête.

II

Ce déploiement des colonnes du *gros*, de *ce gros* qui aura toujours marché pendant l'engagement des avant-gardes et qui arrivera maintenant à proximité du champ de bataille, ce déploiement semble au premier abord une chose mathématique. Il paraît, en effet, au premier abord qu'on puisse en calculer l'exécution à une minute près, étant donné qu'on possède les divers éléments du problème, c'est-à-dire l'espace qu'occupe un homme sur une route, celui qu'occupent quatre hommes, six hommes, huit hommes de front, le chemin que peuvent faire en une minute ces quatre, six ou huit hommes. Cependant, un chef d'état-major qui établirait ses calculs logistiques uniquement par A + B — il paraît qu'il y en a — s'exposerait, exposerait son général à de cruels mécomptes. L'état physique du soldat, son entraînement, l'état des chemins, l'encombrement des routes, la configuration du pays, les conditions atmosphériques et climatériques sont autant de causes qui influent d'une façon considérable sur la marche des troupes.

On a proposé, pour accélérer les déploiements, les moyens les plus divers. Il est certain que la largeur des routes et la limite des forces humaines sont deux obstacles qui rétrécissent singulièrement la solution du problème Il est probable que, à proxi-

mité de l'ennemi, il n'y aura pas d'autre moyen que de faire marcher à travers champs, comme on le faisait jadis, car il est singulier de voir parler aujourd'hui comme d'une nouveauté d'un procédé aussi ancien dans l'armée française. Dans un petit livre que connaissent tous les gens qui lisent et que pourraient utilement méditer tous ceux qui agissent, dans *Le Parfait Capitaine,* du duc de Rohan, c'est-à-dire dans un Traité publié il y aura bientôt trois cents ans et dédié au cardinal de Richelieu, on lit, à propos de la marche des troupes à travers champs, une dizaine de lignes qui ne sont pas, de nos jours encore, sans intérêt ni sans actualité : « Dix mil hommes de pied, dit Rohan, dix mil hommes de pied marchans dix à dix, et mille chevaux filans cinq à cinq, avec le plus léger bagage qu'ils puissent avoir et dix canons avec l'équipage, de quoy tirer chaque pièce cent coups, occupent de chemin environ vingt-huit mil pieds de longueur[1]. Qu'on juge là-dessus combien de files doivent faire trente mil hommes de pied et six mil chevaux. Quand donc ces grandes armées se trouvent en un chemin si fascheux, il faut, de nécessité, faire divers corps..... ou bien les faire venir par divers chemins éloignez de quelques lieues les uns des autres, ou en tout cas faire des chemins à travers champs pour faire marcher les gens de guerre, laissant le grand chemin ordinaire aux canons et aux bagages[2]. »

Comme on le voit, l'article 63 du service en campagne n'est pas nouveau, il date pour le moins de trois siècles.

Mais laissons Rohan et les pratiques militaires du règne de Louis XIII et revenons à notre engagement, à notre bataille du XX[e] siècle.

Au bout d'un temps qui sera plus ou moins long, nous l'avons dit, qui coûtera plus ou moins d'hommes et d'efforts, le commandement finira par déduire quelques indications du combat de son avant-garde, et suivant ce qu'il conclura de l'entrée en ligne de ces premières troupes, il se décidera soit à engager la totalité de ses forces dans une lutte générale, soit à rompre le combat et à se retirer.

---

[1] C'est-à-dire un peu plus de 9 kilomètres.
[2] Duc de Rohan, *Le Parfait Capitaine.* — Paris, 1647, p. 161.

Nous adoptons nécessairement la première hypothèse, puisque notre intention est d'étudier la bataille.

On est d'accord pour admettre qu'avant toute décision prise, les premières troupes du gros ne se seront pas approchées du lieu même où se sera engagée l'avant-garde, à plus d'une certaine distance, de manière qu'il demeure entre cette dernière troupe et les têtes des colonnes principales un espace dans lequel le gros pourra se mouvoir avec une suffisante liberté d'action. On a donné à cet espace, à cette bande de terrain, le nom de zone de manœuvre.

La zone de manœuvre est indispensable au général en chef pour lui permettre de faire exécuter à ses troupes les mouvements latéraux nécessaires au déploiement; il faut, en effet, qu'il distribue maintenant ses forces vis-à-vis de celles de l'ennemi, qu'il leur fasse prendre ce que l'on appelle l'ordre de bataille.

Depuis les temps les plus reculés, on a noirci des mains de papyrus ou de parchemin, des quantités énormes de tablettes ou de papier sur la question des ordres de bataille.

L'ordre de bataille, envisagé par rapport à l'étendue du front, doit, pour demeurer logique, être réglé par nombre de considérations qui sont nécessairement variables, qui sont imposées par la nécessité, les besoins du moment. Suivant qu'on veut éviter l'enveloppement ou le produire, faire effort sur une aile ou sur l'autre, attirer l'ennemi dans un piège, simuler la faiblesse ou la force sur un point, les dispositions ne sauraient être les mêmes, évidemment.

A l'époque reculée où les batailles se réduisaient au choc de deux phalanges de cinq vingt hommes de front sur quarante de profondeur, comme au siège de Troie, l'ordre de bataille était réduit à sa plus simple expression. Plus tard, au temps d'Alexandre, d'Annibal, de César, quand les armées furent composées d'une série de phalanges ou de légions, disposèrent en outre de cavalerie, de troupes légères, d'artillerie névro-balistique, il fallut songer à prendre d'autres dispositions, à choisir pour ces troupes un agencement qui leur permît d'agir dans la plénitude de leurs moyens particuliers, de façon encore qu'elles s'aidassent l'une l'autre. On apprit aussi à mieux utiliser le terrain, à combiner les efforts; on ménagea des inter-

valles destinés à faciliter la marche et la manœuvre. Plus tard encore on abandonna les déploiements entièrement parallèles au front ennemi et l'on adopta une disposition suivant laquelle une aile était avancée plus que l'autre soit pour menacer réellement ce flanc, soit pour attirer l'attention de l'adversaire sur ce point, tandis qu'on l'attaquait en force de l'autre. Au XVIIIe siècle on affectionna particulièrement les combinaisons de ce genre, et les interminables discussions qui mirent à cette époque aux prises l'ordre parallèle et l'ordre oblique sont restées célèbres en histoire militaire.

Toutefois, bien qu'à cette époque on ne fût pas sans connaître le principe que nous avons énoncé plus haut, à savoir que l'ordre de bataille dépend essentiellement du moment, la difficulté avec laquelle on faisait manœuvrer les troupes, la lourdeur des formations, la rareté des communications incitaient la plupart des généraux à s'en tenir à un ordre de bataille-type, qui finissait par être, pour ainsi dire, réglementaire dans l'armée, et auquel on en arrivait à se conformer presque invariablement.

Guibert, le grand tacticien du XVIIIe siècle, le rédacteur du célèbre Règlement de manœuvre de 1791, fut le premier à poser en principe que l'ordre de bataille doit se plier aux nécessités du terrain et aux considérations tactiques du moment, et Napoléon ne faisait que répéter une maxime de Guibert quand il disait : « Pour le combat il n'y pas d'ordre naturel », c'est-à-dire, il n'y a pas de formation-type, de gabarit intangible.

Il est certain que cette maxime Napoléon lui-même ne l'a pas appliquée toujours. Il est constant que, cédant à la loi irréfléchie et paresseuse de l'habitude, il avait au contraire une prédilection pour certains types qui lui avaient réussi et sur lesquels il revenait sans cesse, bien qu'il s'en défendît.

Mais cette façon d'agir n'infirme pas la valeur du principe dont il reconnaissait lui-même la vérité, et notre règlement a classé ce principe au nombre des axiomes, quand il disait naguère, au titre XIV du Service en campagne « qu'il n'y a pas d'ordre naturel de bataille, que cet ordre seules les circonstances le déterminent ».

Quant aux expressions ailes et centre, on s'en est servi toujours et l'on s'en servira encore vraisemblablement tant qu'il y aura des batailles. Bien, qu'elles ne signifient plus, comme

autrefois, un ensemble de troupes toujours les mêmes, appelées à combattre invariablement en un même point du front, encore qu'elles ne soient plus que les termes d'une simple technologie on les conservera longtemps parce qu'elles facilitent la rédaction des ordres et l'intelligence des mouvements à exécuter. Mais ce n'est pas tout de ranger les troupes sur le front, il faut également les disposer en profondeur, car l'on s'imagine bien que le succès ne s'obtient pas du premier coup, qu'il faut pour y aboutir une série successive et plus ou moins longue d'efforts, que les lignes engagées subissent des pertes, qu'il faut remplacer les morts et les blessés par d'autres hommes valides, enfin que la victoire demeurera nécessairement au général qui pourra combler le plus longtemps ces vides, et mettre, *le dernier*, des troupes fraîches vis-à-vis d'un ennemi ne disposant plus que de combattants fatigués et démoralisés.

Cette dernière maxime est vieille comme le monde ; tous les grands capitaines l'ont connue, l'ont appliquée, et, sans remonter aux anciens, on peut citer encore Rohan qui l'a insérée dans son *Parfait Capitaine*, au nombre des axiomes qui font la base de l'art militaire : « Si nous avons remarqué, en nos jours — dit Rohan — que diverses batailles se sont gagnées par celuy qui avait fait une troupe de réserve qui n'alloit au combat qu'après que toutes les autres avoient combatu, combien plus grand effet sera un second ordre de bataille, qui viendra à la charge après que toute l'armée ennemie aura combatu contre le premier ordre, et encore plus une troisième à l'imitation des Romains, si les deux premières sont deffaites. C'est une maxime, que toute troupe, quelque grosse qu'elle soit, si elle a combatu, elle est en tel désordre que la moindre qui survient est capable de la deffaire absolument. Tellement que *le chef d'armée qui peut conserver le dernier quelques troupes sans avoir combatu doit avec icelle emporter la victoire :* estant une chose longue et difficile de vouloir remettre en bon ordre une armée qui a combatu, pour combatre de nouveau, les uns s'amusans au pillage, les autres se faschans de retourner au péril, et tous ensemble, estans tellement esmeus qu'ils n'entendent ou ne veulent entendre nul commandement. Au contraire, ceux qui n'ont pas encore combatu, sont dans l'obéissance et prêts à faire ce que leur chef leur commande. C'est pourquoi la science du général d'armée n'est tant à

rallier les troupes en désordre et éperdues comme à faire combatre une troupe bien à propos, les unes après les autres et non toutes à la fois[1] ».

Ainsi la nécessité de produire des efforts successifs a amené les tacticiens à disposer les troupes en profondeur, à les scinder en deux ou trois fractions, qu'on a éloignées davantage les unes des autres au fur et à mesure que croissait la portée des armes, puisqu'il est de toute importance que des projectiles destinés au groupe le plus avancé, ne viennent pas frapper le deuxième ou le troisième, et que ces deuxième et troisième échelons attendent en toute sûreté le moment d'entrer en ligne.

Même aurait-on voulu disposer une armée sur une même ligne, la chose eut été la plupart du temps impossible, d'après cette autre règle que le front d'une troupe au combat est donné par l'*étendue du terrain sur laquelle le chef qui la commande peut faire parvenir ses ordres*. Ce front est aujourd'hui en France et en Europe, celui du corps d'armée à deux divisions, soit environ 5 kilomètres, étant donné que la division occupe *en moyenne 2,500 mètres à raison de quatre hommes par mètre courant*[2].

Ainsi, la double nécessité de ne pas occuper des fronts démesurés et, à la fois, l'obligation d'avoir des échelons qui permettent de frapper des coups ininterrompus et successifs, a amené le fractionnement en profondeur. La limite maximum de la profondeur est fournie par la considération que les troupes les plus en arrière ne doivent pas être tellement éloignées qu'elles ne puissent entrer opportunément en ligne. Il y a avantage à les rapprocher le plus possible sans leur faire dépasser la limite extrême où commence, pour elles, la vulnérabilité. Cette dis-

---

[1] Duc de Rohan. *Le Parfait Capitaine*. — Paris, 1647, p. 169-170

[2] La division de douze bataillons de 800 hommes chacun = 9,600 hommes. Quand on dit qu'une troupe dispose de quatre hommes par mètre courant, on ne doit pas entendre que du premier coup elle dispose ce nombre de combattants par mètre de front, mais seulement que du début à la fin de l'action elle pourra, soit renforcer sa ligne jusqu'à ce chiffre, soit remplacer par mètre d'étendue le nombre de ses hommes morts ou blessés jusqu'à concurrence de quatre. Au début du feu, les tirailleurs sont espacés de beaucoup plus d'un mètre les uns des autres; au contraire ils se resserrent au fur et à mesure qu'ils se dirigent sur l'objectif, renforcés d'abord par les hommes appartenant à leur propre division non engagés au début, et plus tard par ceux provenant des deuxième et troisième lignes.

tance, qui était sous le Premier Empire de 300 à 400 mètres, est aujourd'hui de 4 à 5 kilomètres.

Jusqu'ici — nous voulons dire jusqu'à l'année dernière — l'échelonnement en profondeur comprenait une série de lignes, trois ou quatre, espacées dans les conditions que nous venons de définir. Le nouveau Règlement de 1902 a réparti les troupes en quatre *groupes* principaux dont il indique ainsi l'espèce et la mission :

1° Troupes de *première ligne*, appelées à engager le combat;

2° Troupes disponibles, destinées à renforcer la première ligne et à réparer ses pertes;

3° Troupes de choc, chargées de produire un effet violent et concentré sur le point décisif;

4° Réserves. Aux mains du général en chef pour décider au besoin le succès ou soutenir la retraite.

On ne voit pas pour quelle raison le règlement a substitué le terme *groupe* au mot *ligne*, expression usuelle, qui correspond beaucoup mieux à un ensemble de forces réparties en des formations quelconques en arrière du front de combat. Si le mot *ligne* paraissait trop rigide, il fallait le supprimer partout et ne pas dire que le premier *groupe* comprend les troupes de *première ligne*. Et puis l'expression *première ligne* semble indiquer qu'il y en a une seconde. Est-ce que, d'autre part, le mot *ligne* signifie toujours une *droite*, est-ce qu'il n'y a pas des lignes courbes, des lignes brisées, des lignes en échiquier, à rentrants, à saillants, etc. ? C'est là une technologie vicieuse qu'il est regrettable de rencontrer dans un document officiel.

A cet égard, la répartition des troupes formant l'échelonnement nous paraissait beaucoup plus rationnel, plus clair, dans le Règlement du 15 avril 1894, et nous ne comprenons pas quelle raison on a pu mettre en avant pour lui substituer le fractionnement actuel. Aux termes de cette instruction, la répartition en profondeur était indiquée en trois échelons et la mission des troupes fixée ainsi qu'il suit. Nous citons textuellement :

« La première ligne engage l'action et la poursuit dans toutes ses phases. Cette ligne ne manœuvre pas, elle ne doit pas avoir à se préoccuper de ses flancs; son rôle est d'atteindre et de culbuter l'ennemi ou de lui résister sans se laisser détourner de ce but.

« La deuxième ligne, intimement liée à la première, sert : 1° à assurer la sécurité des flancs de la première ligne; 2° à l'appuyer ou à étendre la ligne de combat; 3° à poursuivre l'attaque jusqu'à l'assaut si la première ligne est insuffisante pour arriver à ce but; 4° à ramener au combat les fractions de la première ligne qui auraient failli et, au besoin, à renouveler l'attaque.

« La troisième ligne conserve une certaine indépendance, c'est la ligne de manœuvre; elle demeure aux ordres directs du commandant des troupes. Elle sert à parer à toutes les éventualités.

« 1° Elle fournit les troupes chargées d'exécuter les attaques de flanc et de repousser celles de l'ennemi;

« 2° Elle exécute les contre-attaques générales et s'oppose aux retours offensifs de l'ennemi;

« 3° Elle appuie le mouvement en avant. Si l'attaque réussit, elle participe à l'occupation de la position et à la poursuite;

« 4° Elle couvre la ligne d'opérations et met à profit le temps dont elle dispose pour organiser en arrière, au moyen de quelques travaux de fortification, une ligne de défense qui permette d'arrêter l'ennemi et, le cas échéant, de reprendre l'offensive. »

On jugera si — comme nous le disons plus haut — il n'y a pas lieu de regretter la rédaction du Règlement du 15 avril 1894.

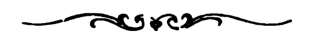
Quoi qu'il en soit, nous savons désormais comment notre armée sera disposée en largeur, comment elle le sera en profondeur; étudions maintenant comment vont fonctionner ces unités dans la lutte. Il plane, à cet égard, bien des doutes, il se cache sous ce fonctionnement bien des aléas. Ce qui est certain c'est que le type de la bataille classique, de la bataille dans laquelle une main unique assumait la direction, celle dans laquelle, si l'on veut, une série de fractions distinctes, mais suffisamment reliées pour être considérées comme formant un tout, agissaient sous l'impulsion d'une seule volonté, dans une communauté d'efforts bien groupés, tendant vers un but concret, fixe, nettement désigné, ce type ne se verra plus. Au contraire, une série plus ou moins grande d'objectifs disséminés sur un front immense; vis-à-vis de ces objectifs, des troupes opérant côte à côte, égrenées en lignes minces, souvent sans liaison entre elles, telle sera vraisemblablement la bataille de l'avenir. C'est qu'en effet, en dépit des moyens et des aides que nous fournit la science, malgré

le télégraphe et le téléphone, l'intelligence et la force humaine ont des bornes. Dans ces conditions, il n'est guère possible que la bataille du XXe siècle soit autre chose qu'une série d'efforts isolés, une juxtaposition de batailles différentes dont le résultat peut demeurer longtemps inconnu aux exécutants, même aux dirigeants. Le fait s'est déjà vu en 1870. Le soir du 18 août 1870, par exemple, le Grand État-Major allemand, qui ignorait encore le succès du mouvement enveloppant vers Saint-Privat et Roncourt, et qui avait seulement assisté aux efforts inutilement tentés par la Ire armée contre notre gauche, demeura pendant toute la première partie de la nuit persuadé que la bataille était perdue. Ce fut seulement le 19 au matin qu'il apprit le succès de ses corps d'armée de gauche, entraînant le gain général de la bataille. Il y a près d'un siècle que de grands esprits avaient entrevu la vérité à cet égard. « Nous sommes persuadé, écrivait Clausewitz, à propos de la bataille de La Moskowa, en 1812, que le temps est à jamais passé où il était permis de concevoir la bataille comme un acte unique, dans lequel le succès peut être obtenu par le concours habile et intimement uni de toutes les parties de cette immense machine qu'on appelle une armée, agissant ensemble pour frapper un coup unique et décisif. »

Combien ces paroles sont prophétiques et quelle idée elles donnent de la clairvoyance de celui qui les prononçait il y a près d'un siècle!

Commandant DE SÉRIGNAN.

(A continuer.)



ÉTUDES
NAVALES ET CÔTIÈRES[1]

La Question des îles côtières.

(Fin.)

L'opinion *militaire* au sujet des attaques possibles sur nos îles peut généralement se résumer comme suit :

Une île ne peut être attaquée que par d'importantes forces navales escortant des navires qui transportent un corps de débarquement. Or, il faut un certain temps pour réunir les troupes et les navires destinés à les transporter. Il en résulte qu'une pareille formation s'exécutera difficilement en secret et que l'on aura de grandes chances d'être prévenu assez à temps pour pouvoir constituer une défense solide et préparer une résistance sérieuse. En outre, un corps de débarquement a besoin d'être ravitaillé et soutenu par des forces navales importantes. Celles-ci ne pourront stationner assez longtemps aux abords de l'île que si l'ennemi est maître de la mer, ce qui suppose la destruction ou un affaiblissement assez considérable des escadres françaises, fait qui ne pourra se produire qu'après un ou plusieurs engagements sur mer, donc pas dès les premiers jours de la mobilisation.

Ces considérations, répondent les marins, ne sont plus admissibles aujourd'hui dans le cas d'un conflit avec l'Angleterre qui peut attaquer le jour même de la déclaration de guerre les îles sur lesquelles elle projette de mettre la main. On ne doit pas

---

[1] Voir les livraisons d'avril et de mai 1905.

compter sur l'escadre française qui, très inférieure aux forces navales anglaises, aura peut-être un objectif tout autre. Il en résulte que les îles doivent pouvoir se défendre elles-mêmes contre une attaque au premier jour, et elles doivent pour cela compter sur les moyens de résistance qu'il est nécessaire d'y établir dès le temps de paix. Elles doivent être pourvues de garnisons, d'approvisionnements et d'un armement dans les mêmes conditions que nos places de l'Est ou des Alpes qui ne sont pas plus menacées et qui seraient plus faciles à reprendre.

En somme, les considérations des militaires étaient justes quand il s'agissait de la guerre avec la Triple Alliance; elles ne peuvent plus être admises quand il est question d'envisager la guerre avec l'Angleterre.

Nous nous sommes efforcé de faire voir que l'opinion des marins est la bonne, et qu'ils sont absolument dans le vrai en déclarant que nos îles de l'Océan doivent être mises à l'abri d'un coup de main tenté dès le début des hostilités.

En étudiant le rôle de notre flotte dans une guerre continentale, nous avons été amené à constater que le Département de la Marine ne paraît aucunement documenté sur la manière dont les opérations sur terre seront engagées, puisqu'on voit ses ministres eux-mêmes proposer des entreprises territoriales chez l'ennemi et des tentatives de débarquement dont nous avons facilement démontré l'inutilité et l'impossibilité. En revanche, le Département de la Guerre, auquel incombe la défense des côtes, ne semble pas se rendre toujours bien compte de la tournure que pourraient prendre les opérations sur notre littoral dans le cas d'une guerre avec l'Angleterre et particulièrement au début.

Pendant de longues années, l'attention du pays a été attirée uniquement vers l'Est en vue d'une guerre contre la Triple Alliance. Toutes les intelligences, toutes les énergies ont été mises en œuvre pour l'élaboration d'un plan de mobilisation et d'un plan de transport, constamment remaniés et perfectionnés, visant uniquement la concentration dans l'Est. Lorsque, après Fachoda, il s'est agi d'envisager une situation nouvelle et de faire en quelque sorte *demi-tour*, ce n'est pas sans une certaine répugnance qu'on a dû prévoir des dispositions visant l'emploi de troupes dans un sens exactement opposé à celui vers lequel

tout avait été si soigneusement et si longuement préparé. Aussi la grande préoccupation a-t-elle été de toucher le moins possible au travail déjà fait.

Au lieu d'aborder franchement le problème nouveau qu'amenait une éventualité nouvelle, on s'est montré hésitants et indécis. Tandis qu'on accordait une importance exagérée à la défense de certaines parties de notre littoral proprement dit, qu'on organisait à Toulon un camp retranché, comparable à ceux de l'Est, on ne songeait pas que la protection de nos côtes métropolitaines serait obtenue beaucoup plus facilement et avec moins de frais, en utilisant d'une manière plus rationnelle nos seules troupes de défense mobile et en répartissant d'une façon plus logique nos régiments dès le temps de paix. Mais, si le Département de la Guerre était tout disposé à dépenser des millions pour l'organisation de fortifications souvent inutiles, il n'était aucunement résolu à introduire dans le groupement général des troupes en France des modifications qui auraient pu avoir une répercussion quelconque sur les dispositions prévues pour la mobilisation et le transport en cas de guerre avec la Triplice. Et à ceux qui demandaient la constitution dans nos îles de fortes garnisons dès le temps de paix, on répondait : Comment, vous voulez donc retarder l'exécution de notre concentration en augmentant pour ces troupes la distance à parcourir? Et si les communications entre le continent et les îles se trouvaient interrompues, même momentanément, nous perdrions tout le bénéfice de l'appoint apporté à nos armées de l'Est par les garnisons de nos îles!

Ainsi, et comme nous l'avons vu, on admettait d'une part que toute tentative sur nos îles ne pourrait être exécutée que longtemps après la déclaration de guerre, à cause de la longueur des préparatifs nécessaires pour rassembler des troupes et des moyens de transport. Dans ces conditions, on jugeait inutile de constituer dans nos îles de fortes garnisons dès le temps de paix et qu'il serait toujours possible d'y expédier des renforts.

D'autre part, on faisait ressortir l'imprudence qu'il y aurait à envoyer dans les îles, comme garnisons permanentes, de forts contingents de l'armée active; car, les communications avec le continent pouvant être interrompues dès le début de la guerre, on ne serait pas certains de rallier sur le continent ces éléments

qui, en cas de guerre avec la Triplice, pouvaient apporter leur appoint aux armées de l'Est, quitte à les remplacer dans les îles par des troupes de deuxième ligne.

Il y avait là une singulière contradiction provenant du fait de confondre le cas d'une guerre avec la Triple Alliance avec le cas d'une guerre avec l'Angleterre.

Dans la première hypothèse, il est certain que les opérations maritimes n'auront jamais une importance telle que les communications de nos îles avec le continent risquent de se voir interrompues dès la première heure des hostilités, et les garnisons de ces îles peuvent toujours être rappelées dans la métropole. Avec le réseau de voies ferrées que nous possédons, il ne saurait y avoir aucun retard dans l'exécution de leur transport vers l'Est. Il suffira d'accélérer au besoin la rapidité des opérations de leur mobilisation pour regagner facilement le temps perdu en ralliant le continent. La même observation s'applique aux régiments qu'on pourrait concentrer ou renforcer dès le temps de paix aux environs des places maritimes que l'on croit menacées.

Et si la guerre éclatait avec l'Angleterre, les garnisons des îles seraient dès la première heure à leur poste, sans qu'on eut à se préoccuper, à un moment critique, de transports difficiles et d'opérations délicates pouvant avoir des conséquences déplorables au point de vue naval.

Pour sortir de ces généralités, nous allons examiner rapidement ce qu'il conviendrait de faire pour mettre présentement nos îles de l'Océan à l'abri de toute insulte de la part des Anglais. Chaque cas a naturellement sa solution particulière suivant le rôle, la situation et l'étendue de l'île considérée.

Il faut, en effet, distinguer les îles dont la superficie est assez considérable pour pouvoir être défendues par une troupe capable de manœuvrer, c'est-à-dire susceptible de se porter en masse sur un point de débarquement en restant au préalable à l'abri du feu des bâtiments, et celles qui sont trop petites pour permettre une telle défense. Il est également nécessaire d'établir une distinction bien nette entre celles qui, comme Ouessant, Belle-Ile, l'île d'Yeu sont assez éloignées du continent pour que les communications soient faciles à couper et celles qui

comme Ré et Oléron sont suffisamment rapprochées de la terre ferme pour être toujours en mesure d'en recevoir des renforts.

Belle-Ile, par sa situation géographique, joue, comme nous l'avons vu, un rôle prépondérant. Par son étendue, c'est un véritable continent isolé qui peut être effectivement défendu par une défense mobile terrestre.

Les batteries de côte actuelles empêchent des bâtiments ennemis de venir s'établir au mouillage de Palais. Or, qu'importe le mouillage sans la possession de l'île! Il existe dans la région des mouillages bien meilleurs, ceux de Houat et de Hoëdic, dépourvus de tout moyen de défense et que l'ennemi peut utiliser sans avoir besoin d'engager avec des ouvrages de côte, des duels toujours dangereux pour ses bâtiments. Si la question devait être reprise, construirait-on des batteries de côte à Belle-Ile? Cependant, puisque ces batteries existent, elles ont pour effet d'élargir artificiellement l'île en éloignant les navires ennemis du front de mer de Palais, et la défense mobile peut se mettre plus facilement à l'abri des feux du large lors d'une tentative de débarquement.

Les bâtiments anglais seront donc forcés de ne pas attaquer Belle-Ile dans la région de son front de mer, et ils préféreront débarquer leurs troupes sur un point de l'immense partie du littoral dépourvues de batteries.

Faudrait-il donc revenir au système de Vauban, mettre du canon partout, et rétablir les très nombreux ouvrages déclassés en 1888?

Loin de nous cette pensée. Bien au contraire, nous estimons qu'en organisation côtière on a usé et abusé de la fortification, qui coûte très cher, et qu'on n'a pas fait assez appel à la défense mobile, qui n'exige bien souvent que de simples changements de garnisons du temps de paix.

Il faut tout simplement défendre Belle-Ile par une garnison permanente d'infanterie et d'artillerie de campagne. Et le problème de la détermination de son effectif exigerait une étude spéciale conduite à la fois par des officiers de la guerre et des officiers de marine.

Il y a en effet plusieurs manières d'envisager la question :

1° En présence d'un ennemi maître de la mer — ce qui serait le cas avec la répartition actuelle de nos forces navales — Belle-Ile risque de se voir isolée du continent pendant un temps considérable. L'adversaire reste donc libre d'accumuler ses moyens d'attaque. Dans ces conditions, il devient *théoriquement* impossible d'y constituer une garnison permanente avec laquelle on soit *certain* de résister *indéfiniment*. Mais est-il nécessaire que Belle-Ile résiste *indéfiniment?* Quelles sont nos intentions vis-à-vis de l'Angleterre? Ne serait-ce pas assez de constituer à Belle-Ile une garnison suffisante pour résister à un coup de main du début, pour empêcher l'ennemi de s'en emparer sans coup férir et pour le contraindre soit à renoncer à une entreprise trouvée trop difficile, soit à une attaque régulière exigeant la réunion de nombreux moyens, beaucoup de temps et d'efforts. Dans cette dernière hypothèse, Belle-Ile contribuerait dans une certaine mesure à la réalisation d'un plan général ayant pour but de fatiguer, d'user et d'éparpiller l'adversaire;

2° Tout en mettant Belle-Ile à l'abri d'une surprise, on peut aussi se proposer d'assurer la liberté de ses communications avec le continent de manière à être toujours sûrs d'y pouvoir amener des renforts : le problème devient alors tout autre, et il se lie intimement à la répartition et aux mouvements de nos forces navales.

Mais, quelle que soit la solution adoptée, on n'en sera pas moins conduit, pour mettre Belle-Ile à l'abri d'une attaque tentée par surprise dès le début des hostilités, à la pourvoir en tout temps d'une garnison mobile d'infanterie et d'artillerie.

Les batteries mobiles de 75 millimètres à tir rapide remplaceraient avantageusement, là comme sur bien d'autres points, les batteries de petit calibre installées à grands frais sur les côtes pour contrebattre l'artillerie légère des navires ennemis. De plus, et surtout, ces mêmes batteries seraient suffisantes pour empêcher l'ennemi d'utiliser *comme abris* des mouillages situés tous à faible distance de la côte. Seuls de petits bâtiments n'ayant pas un armement de grande valeur pourraient être contraints à rechercher au mouillage un refuge par le mauvais temps. Exposés au tir de quelques pièces de 75, de pareils bâtiments seraient obligés de s'en aller, au risque de se perdre en mer, ou de se rendre. Les batteries mobiles les pourchasseraient quel que fût

l'abri choisi et les soumettraient à un feu auquel ils ne seraient pas en mesure de répondre.

L'étendue de l'île permettrait à la défense mobile de se mettre, le cas échéant, à l'abri du feu de la grosse artillerie des croiseurs portant les troupes de débarquement. Cette circonstance ne peut se réaliser dans des îles étroites.

Sans pouvoir fixer le chiffre exact de la garnison, il y a tout lieu de croire que son effectif doit être assez considérable étant donnés le grand nombre de points à garder et les difficultés créées à la défense par suite de la topographie particulière de l'île. Quand on parcourt Belle-Ile, on remarque que ses côtes, généralement très escarpées, sont coupées par des ravins profonds qui, en serpentant, s'étendent assez loin dans l'intérieur des terres. Les anses favorables aux débarquements restent complètement dissimulées aux vues quand on est à faible distance de la côte. On pourrait voir à distance les bâtiments mettre leurs embarcations à la mer sans discerner vers quel point du littoral elles se dirigent, car, dès qu'elles arriveraient à 200 ou 300 mètres des côtes, elles échapperaient à la surveillance même la plus active, elles pourraient donc aborder dans une crique voisine de celle que l'on surveillerait. Or, la multiplicité et la profondeur des ravins forcent, pour aller de l'un à l'autre, soit à faire de longs circuits, soit à descendre et à gravir des pentes fort raides, conditions des plus désavantageuses pour se porter rapidement d'un point à un autre. Cette configuration générale de l'île, ainsi que son histoire militaire montrent combien il serait urgent de surveiller et même de garder un très grand nombre de ports, anses ou criques par où l'ennemi pourrait débarquer, de manière à donner au gros, le temps d'arriver et de repousser l'envahisseur avant qu'il n'ait eu *la faculté* de prendre pied solidement et au moment où les bâtiments devraient cesser leur feu pour ne pas tirer sur leurs propres troupes.

Ouessant et l'île d'Yeu[1] peuvent être traitées d'une manière

[1] Il ne s'agit bien entendu ici que de l'organisation défensive nécessaire pour mettre ces îles à l'abri d'une conquête.

Si on considérait l'importance toute particulière d'Ouessant et le rôle essentiellement actif que pourrait jouer cette île par suite de sa position en avant de Brest, la question mériterait une étude plus approfondie.

analogue. Toutes deux sont dans une situation telle que leurs communications avec le continent peuvent être facilement interrompues, étant donnée la grande distance qui les en sépare. Elles présentent des surfaces sensiblement égales et leur étendue est trop faible pour permettre à une troupe de défense mobile de se mettre facilement et dans tous les cas à l'abri des coups du large. Cependant, cette étendue est suffisante pour justifier l'établissement permanent dans ces îles d'une garnison destinée à manœuvrer pour s'opposer à un débarquement.

Mais il est nécessaire d'y organiser une sorte de réduit ou plutôt de refuge pour mettre en cas de nécessité la garnison à l'abri du feu des croiseurs transportant les troupes de débarquement. D'autre part, pour élargir artificiellement ces îles et inspirer aux croiseurs une crainte salutaire, on pourrait installer en un point convenablement choisi une batterie de mortiers, parfaitement dissimulée aux vues et susceptible de donner jusqu'à 6,000 mètres environ des feux dans un secteur de 360 degrés. L'établissement de pareils ouvrages est très peu coûteux.

En un mot, Ouessant et l'île d'Yeu seraient des forts isolés pourvus d'une troupe de défense mobile, laquelle pourrait, en cas de nécessité, trouver un refuge en un point à déterminer.

Il faut remarquer en outre que l'établissement d'une batterie de mortiers, qui serait peut-être dans certains cas suffisante pour enlever aux croiseurs ennemis toute velléité d'approcher à cause des dommages qu'elle pourrait leur occasionner, aurait par ailleurs pour effet d'attirer tout spécialement le feu des Anglais et de protéger par cela même la garnison de défense.

A priori il paraît singulier qu'une batterie dissimulée aux vues puisse attirer le feu de l'ennemi ; il est cependant facile de le comprendre : en présence du tir vertical des mortiers les bâtiments craignent tellement les effets désastreux des projectiles à grande capacité qu'ils sont contraints à ne pas s'arrêter et à rester toujours en mouvement de manière à rendre autant que possible le tir de la batterie inefficace.

Or, pour débarquer, il faut préalablement mouiller. Pour mouiller, il faut avoir fait taire, ou tout au moins diminué considérablement l'intensité du feu des mortiers ; donc nécessité absolue de tirer sur la batterie de mortiers et d'obliger son personnel à se terrer. Mais, la batterie est invisible. Qu'importe ?

On en sera réduit à un tir au jugé, d'après les relevés pris sur les cartes et aussi d'après les renseignements des... touristes du temps de paix. On voit d'après ces considérations combien les batteries de mortiers sont précieuses.

Groix fait en réalité partie de la défense du port de Lorient. Quoique d'une étendue comparable à celle d'Ouessant ou à celle de l'île d'Yeu, il ne serait pas nécessaire d'y organiser un refuge pour la défense mobile; sa proximité de la terre et la protection qu'elle tire des ouvrages établis sur le continent interdisent à l'ennemi toute possibilité d'une entreprise par la côte nord de l'île, et la garnison pourrait toujours se mettre à l'abri des pentes de ce côté si l'attaque se produisait par le Sud.

Quiberon est une langue de terre séparée du continent par un isthme long, étroit et facile à défendre pour celui qui détient la presqu'île. Si donc les Anglais réussissaient à s'en emparer, il serait aussi difficile de la reconquérir que s'il s'agissait d'une île. Or, il faut remarquer que si l'ennemi, en même temps que Belle-Ile, possédait Groix, Quiberon, Houat et Hoëdic, sa base principale, Belle-Ile, serait fortement couverte du côté de la terre. Il deviendrait alors presque impossible de se rendre compte en restant sur le continent des mouvements de l'adversaire vers Belle-Ile dans la région centrale de ses opérations sur nos côtes de l'Océan. L'excellent mouillage de Quiberon serait à sa disposition pour y exécuter éventuellement des ravitaillements et des réparations urgentes. Mais, dans ce cas, seule la possession de la presqu'île permettrait à l'ennemi d'y constituer un dépôt de petit matériel, de chalands et de tout ce qui lui est indispensable pour assurer ses opérations de ravitaillement particulièrement de nuit et par gros temps, alors que nos défenses mobiles se trouveraient immobilisées.

Des ouvrages interdisent actuellement le mouillage situé dans l'est de la presqu'île, mais ils ne défendent aucunement la presqu'île elle-même. Or, on pourrait facilement débarquer en certains points de la côte ouest, complètement en dehors du rayon d'action des batteries. Les troupes débarquées pénétrant dans le Fort-Penthièvre, cet ancien ouvrage qui se trouve à la partie la plus étroite de l'isthme, empêcheraient toute communication avec

le continent, étant donnée la difficulté qu'auraient les troupes d renfort pour déboucher sur une langue de terre longue et étroit avec un terrain plat et complètement découvert. Une poigné d'hommes suffirait à interdire le passage.

En somme les ouvrages de côte de Quiberon ne servent à rien. Il faudrait pour défendre la presqu'île une garnison permanente. Elle aurait pour mission de gagner du temps en attendant des renforts.

Le débouché de ceux-ci serait assuré par l'organisation d'une position en avant et au sud de Fort-Penthièvre; si l'ennemi débarquait au nord de ce dernier point, il serait pris entre deux feux, celui de la garnison permanente et celui des troupes appelées du continent.

Les canons de 75 millimètres qu'on pourrait installer à Quiberon seraient suffisants dans une action contre des destroyers qui, pouvant s'approcher très près de la côte en raison de leur faible tirant d'eau tenteraient de gêner la garnison de défense. Ces destroyers ont en effet comme armement un canon de 76 millimètres et quelques pièces de 57 millimètres à tir rapide, et n'ont naturellement, aucun moyen de protection : la précision de leur tir devient d'ailleurs tout à fait insuffisante dès qu'il fait un peu de mer.

Il faut encore remarquer que par suite de la limite des fonds accessibles aux grands navires, la physionomie de Quiberon au point de vue marin est précisément l'inverse de celle qu'elle présente au point de vue militaire. Dans l'Ouest les hauts-fonds obligent les grands bâtiments à se tenir à environ 3 kilomètres de Fort-Penthièvre, dans l'Est et à la même hauteur ils sont à une distance de 6 à 7 kilomètres pour se rapprocher de plus en plus dans le Sud vers la pointe de la presqu'île. On voit donc que les facilités d'attaque sont beaucoup plus grandes par la côte ouest dépourvue de batteries que par la côte est qui en possède. De plus c'est précisément à hauteur de Fort-Penthièvre que la largeur de Quiberon se trouve à atteindre son maximum et, contrairement à ce qu'on pouvait croire *à priori*, c'est dans cette région que la garnison aurait le maximum de sécurité.

On doit donc se demander s'il ne serait pas utile d'élargir artificiellement la presqu'île du côté le plus dangereux, c'est-à-dire vers l'Ouest, par l'établissement vers la pointe de Beg-Naud d'une

batterie de mortiers invisible du large et qui constituerait le seul ouvrage d'artillerie de gros calibre de Quiberon.

Il ne faut pas oublier aussi le puissant appui que la défense mobile de mer pourrait apporter à la défense de Quiberon. La presqu'île est, en effet, flanquée de deux rades où pourraient se réfugier les torpilleurs et les sous-marins : à l'Ouest, c'est Lorient, dont l'entrée est défendue; à l'Est, c'est le golfe du Morbihan qu'il conviendrait de mettre en état dé défense. Mais étant donnée la faible largeur de son entrée, on pourrait se contenter d'y établir une estacade, dont les abords seraient éclairés par des projecteurs avec quelques pièces légères à tir rapide. Telles seraient du moins les mesures à prendre pour protéger le Morbihan, réduit à un rôle de défense locale et de refuge pour défenses mobiles. Si, au contraire, on juge nécessaire de faire de ce golfe un véritable point d'appui pour nos corsaires, il convient de traiter la question à un tout autre point de vue.

Pour achever cette revue des îles de l'Atlantique, un mot au sujet des îles de Ré et d'Oléron.

Elles présentent cette particularité d'être *très près* du continent. Pour *Oléron*, la distance atteint à peine 1 kilomètre à marée basse et, d'ailleurs, les fonds entre l'île et le continent permettent à peine le passage à marée basse d'un bâtiment de très faible tirant d'eau. On ne saurait donc admettre que l'ennemi puisse s'emparer d'Oléron et surtout s'y *maintenir*, étant donné qu'il sera toujours facile d'y envoyer des renforts.

Entre la pointe du Sablauceaux (île de Ré) et la pointe Saint-Marc sur le continent, la distance est de 3 kilomètres. Dans cet intervalle, se trouvent les fonds de 13-14 mètres de la rade de la Palice, défendue par des ouvrages situés tant dans l'île que sur le continent. Il faut donc tout d'abord dans l'île de Ré une garnison suffisante pour nous assurer, dans toute éventualité, la possession des ouvrages qui s'y trouvent; les bâtiments ennemis ne sauraient alors commettre la faute de se glisser dans un couloir de 3 kilomètres pour y recevoir des coups de canon à bout portant. Dans ces conditions, il semble toujours possible d'envoyer, en cas de besoin, des renforts à l'île de Ré sous la protection de batteries établies sur le continent.

Il resterait à assurer le débouché dans l'île des troupes qu'on

y aurait débarquées. C'est l'étude de cette question qui, seule peut permettre de déterminer le chiffre minimum de la garnison permanente de défense.

En somme, si l'on considère que, par leur situation géographique, les îles de Ré et d'Oléron sont loin d'être appelées à jouer un rôle aussi important qu'Ouessant et Belle-Ile, que leur grande étendue exigerait des effectifs considérables pour que les Anglais puissent en assurer la garde, que leur très grande proximité du continent semble rendre toujours possible l'envoi de renforts *à cause de la protection qu'on trouve sur le continent même*, on peut admettre qu'une occupation ennemie, obtenue à la suite d'un coup de main au début, ne pourrait être que précaire et momentanée, et qu'une telle entreprise serait hors de proportion avec le but à atteindre.

Après avoir passé une revue des îles, examinons maintenant les *îlots* qui ne sauraient être défendus par des troupes mobiles.

Houat et *Hoédic* présentent, comme nous l'avons vu, une étendue suffisante, avec de bons mouillages à proximité de la côte, pour pouvoir servir de lieu de ravitaillement, notamment pour de petits bâtiments. Il faut remarquer en particulier que Houat est entouré de plages de sable qui permettent de débarquer dans les anses par tous les temps.

Il ne peut exister qu'une solution pour défendre ces îlots : c'est d'y établir un ouvrage central, protégé à l'aide de toutes les ressources de la fortification moderne et pouvant battre la mer dans toutes les directions. Autrement dit, il faut constituer avec les îlots des *forts isolés* non pourvus de défense mobile extérieure.

Nous avons lieu de croire que l'ennemi n'exposerait pas facilement ses coûteux bâtiments de gros tonnages, les seuls qui pourraient lutter contre de pareils ouvrages, à être détruits ou endommagés par de puissantes pièces de côte.

Il faut d'ailleurs remarquer que, antérieurement à 1888, Hoëdic possédait un fort, Houat était pourvu de deux batteries (batteries d'Enthal et du Béniguet) et d'un fort central. Quand on a procédé au déclassement des trop nombreux ouvrages de côte, on a certes agi judicieusement en supprimant les nombreuses batteries qui avaient la prétention de défendre tous les mouillages du continent, y compris ceux de Belle-Ile. Mais il semble qu'on aurait

pu se montrer plus circonspect en ce qui concerne les ouvrages qui constituaient les uniques défenses possibles de certains îlots très importants.

L'histoire nous apprend que, en 1696, les Anglais attaquèrent vainement Houat et Hoëdic, défendus chacun par une tour construite par Vauban et pourvue *d'une garnison de 15 hommes et d'une pièce de canon*. Actuellement, les Anglais peuvent prendre ces îlots, les occuper, sans qu'on puisse rien faire pour en contrarier la conquête ou pour en gêner l'occupation.

Les Glénans possèdent, comme nous l'avons vu, un excellent mouillage pour destroyers et torpilleurs dans le nord de l'île Brilimec et un mouillage pour grands bâtiments sous le vent de l'île de Peufret.

Il nous semble que ces îles, si faciles à conquérir et à conserver, pourraient jouer un rôle très important dans le blocus de Brest.

En effet, pour entrer ou pour sortir de Brest, on dispose de trois passages : la passe principale ou Iroise, vers l'Ouest; le chenal du Four, vers le Nord, et le raz de Sein, vers le Sud. En prenant Ouessant comme point d'appui, les destroyers et croiseurs surveilleraient les deux premiers passages. Les Glénans offriraient une base précieuse pour surveiller *la porte dérobée* vers le Sud, au cas où la destruction des phares de Trévennec, de la Vieille et de Sein ne suffirait pas à interdire le chenal. De plus, la présence de destroyers aux Glénans paralyserait toute action vers Brest de la défense mobile de Lorient et interdirait à celle-ci l'emploi d'un poste de refuge à Concarneau.

Avant 1888, le fort Cigogne, le réduit et la batterie de l'île Peufret défendaient les mouillages des Glénans. Il serait peut-être utile d'examiner si la remise en état d'un ouvrage ne serait pas nécessaire, étant donné le parti que les Anglais pourraient tirer des abris et des ressources qu'offrent ce groupe d'îlots.

Les îles et îlots étant défendus, l'ennemi peut encore s'attaquer à tout ce qui ressemble à un îlot : rochers isolés où l'on a construit des phares, dangers sur lesquels on a placé des bouées, etc. Il est absolument impossible d'empêcher de pareilles tentatives. Aussi est-il nécessaire de parer aux dangers que causerait à la

navigation la destruction de certains phares situés sur des roches en mer par une surveillance active de ceux qui sont sur le littoral et qui, à la rigueur, suffiraient dans certains cas pour fournir à nos bâtiments les alignements indispensables.

Quelques renseignements puisés dans l'histoire vont nous montrer combien, dans les guerres passées, les attaques ont été fréquentes contre nos îles. En 1674, après avoir échoué dans une tentative contre Belle-Ile, les Hollandais ravagent Groix, Noirmoutier et les Glénans.

En 1696, les Anglais n'osent attaquer Belle-Ile. Ils s'emparent de Groix et sont repoussés devant Houat et Hoédic.

En 1703, ils se présentent devant Groix sans oser l'attaquer [1].

En 1706, ils enlèvent Houat et Hoédic.

En 1746, ils enlèvent encore Houat et Hoédic.

En 1761, ils s'emparent de Belle-Ile, Houat et Hoédic.

En 1781, ils attaquent Houat et sont repoussés.

En 1795, les émigrés occupent Houat et Hoédic [2].

L'escadre anglaise mouille soit en rade d'Houat, soit à Port-Haliguen. Les Anglais installent à Houat et à Hoédic des camps et des hôpitaux.

La même année, l'île d'Yeu est occupée par 6,000 à 7,000 émigrés et soldats anglais sous le comte d'Artois. Pendant toutes les guerres de la Révolution et de l'Empire, l'escadre anglaise mouille en rade de Quiberon. C'est là le centre de ses opérations d'où l'on rayonne depuis Brest jusqu'à l'embouchure de la Gironde. Les bâtiments évoluent dans la baie, mouillant tantôt sur un point, tantôt sur un autre et particulièrement près de Hoédic; les bâti-

---

[1] Les motifs qui détournèrent l'amiral anglais de débarquer à Groix en 1703, montrent que les Anglais, cherchant un *coup de main par surprise*, n'hésitent pas à reculer quand ils voient surgir des difficultés non prévues. Voyant approcher l'ennemi, le curé de Groix fit grimper toute la population sur des chevaux, bœufs et ânes. Apercevant les corsets rouges des femmes et les bâtons des hommes, l'amiral Rooke crut qu'il aurait à lutter contre une très nombreuse cavalerie régulière, et il rappela ses embarcations. C'est ainsi que souvent les Anglais n'osèrent attaquer nos îles, quand ils craignaient d'y rencontrer une trop vive résistance.

[2] Remarquer combien de fois les Anglais ont occupé Houat et Hoédic et l'importance de ces deux îlots *non défendus*.

ments légers fouillent toute la côte. On pourrait citer une foule de coups de main tentés sur le littoral : destruction de batterie, de mâts de signaux, de sémaphores, enlèvements de canons, etc.

En 1800, une très forte armée anglaise est campée à Houat et Hoëdic. L'ennemi se présente devant Belle-Ile, qu'il n'ose pas attaquer *parce qu'elle est défendue par 5,000 hommes de bonnes troupes*. Il faut aussi noter que, à cette époque, Belle-Ile, complètement isolée du continent, fait connaître par signaux que, grâce à ses récoltes, il n'y a pas de craintes à avoir pour la subsistance de sa *nombreuse garnison*.

L'expédition anglaise qui séjourna dans la baie de Quiberon de juin à septembre 1800 est celle qui, en 1801, fit capituler notre armée en Égypte. Elle avait choisi Quiberon comme point de ralliement et d'entraînement de ses soldats et marins. Le 15 juin, elle débarque 400 hommes à Quiberon et détruit deux batteries, le 16 elle démolit le Fort-Neuf, etc.

Pendant les années 1807 et 1808, les vaisseaux anglais se tinrent aussi constamment aux mouillages des Glénans. Ils avaient établi des tentes sur l'île Peufret pour faire reposer leurs équipages, y avaient installé un mât de signaux et y exécutaient des exercices d'infanterie et des tirs ; ils avaient creusé des puits et cultivaient des légumes.

CONCLUSION.

Dans tout plan de campagne on doit envisager d'une part les forces et les intentions de l'ennemi, d'autre part les desseins qu'on se propose d'accomplir. Dans le cas particulier d'une guerre entre la France et l'Angleterre, celle-ci possédant des moyens incomparablement supérieurs aux nôtres, il est certain que les projets de l'ennemi acquièrent une importance primordiale, et que le fait de vouloir lui imposer notre volonté prend une forme spéciale et nécessite des combinaisons toutes particulières, en même temps qu'il amène des difficultés incontestablement sérieuses.

En présence d'un adversaire aussi redoutable, la prudence conseille plus fortement que contre tout ennemi moins bien armé

de prendre ces précautions élémentaires qui consistent à se mettre en garde contre une agression inopinée.

On n'a pas manqué de le faire dans la préparation à la guerre contre la Triple Alliance, et, par une couverture savamment organisée, on a su se ménager les moyens d'éviter toute surprise, de préparer ses forces, d'exécuter tranquillement la concentration des armées. On n'a même pas hésité à constituer, sur les points les plus abrupts des Alpes, des postes permanents qui, fonctionnant sans interruption, surveillent et barrent des routes absolument impraticables pendant de longs mois d'hiver.

Et, pendant ce temps, sur notre littoral, on a oublié qu'il existe des points infiniment plus accessibles à l'ennemi que les cols alpins!

Possédant plusieurs millions d'hommes armés pour une mobilisation générale, on n'a pas encore consenti à prélever 4,000 ou 5,000 hommes de l'armée active pour nous assurer la possession incontestée des parcelles de notre pays qui en sont séparées par un mince bras de mer, dans la crainte sans doute que ces quelques bataillons et batteries ne puissent prendre part à temps à la grande action dans l'Est.

Quels peuvent donc être les arguments invoqués pour ne pas entretenir dès le temps de paix, dans nos îles, des effectifs suffisants pour assurer leur défense?

Si nous avons la guerre avec la Triplice seule, on pourra toujours les faire rentrer sans retard appréciable.

Si c'est contre l'Angleterre seule que nous sommes en lutte, on n'aura pas besoin, sur le continent, des garnisons des îles : elles seront heureusement, dès la première heure, à leurs postes de combat, et, après ce que nous avons dit, il paraît inutile d'insister encore sur la nécessité de leur présence à ce moment critique.

Reste donc le cas, certainement plus anormal, d'une guerre contre l'alliance de l'Angleterre avec la Triplice. Il est incontestable que, dans cette occurrence, c'est encore sur le continent que se dénouera la lutte et que les succès terrestres auront une influence très prépondérante au moment de la conclusion de la paix. On comprend donc que l'on veuille se réserver encore la totalité des moyens actifs dont on dispose pour les grandes batailles continentales. Mais cette considération *unique*, doit-elle

donc primer toutes les autres, et l'éventualité *la moins probable*, celle d'une guerre contre l'Angleterre et la Triplice réunies, doit-elle faire ainsi totalement oublier que les événements de 1898 ont prouvé la possibilité d'un conflit avec les *seules Iles-Britanniques?*

On l'a dit et on l'a répété avec juste raison : jamais, dans une action contre la seule Angleterre, l'existence de la France en tant que nation ne pourra être mise en jeu. Mais s'il est impossible à l'adversaire de songer un instant à conquérir la plus mince partie de notre territoire national, lui est-il actuellement défendu de mettre la main de vive force sur ces parcelles en bordure sur nos côtes et qui lui seraient si utiles pour exécuter ses plans?

Nous avons présenté plus haut le tableau des opérations sur nos côtes de l'Océan au début d'une guerre et en supposant que nos îles soient d'une conquête facile pour l'ennemi.

Supposons maintenant qu'elles aient été munies de défenses rationnelles et répondant au but qu'on leur destine et voyons comment les choses pourraient alors se passer.

Le blocus des ports de la Manche et la fermeture de la Méditerranée s'effectueraient comme il a été dit, mais il deviendrait alors impossible aux Anglais d'envoyer, dès la première heure sur nos côtes de l'Océan des petits bâtiments auxquels il serait désormais défendu de trouver près de nos îles ou îlots des mouillages et des abris, et qu'on ne voudrait pas laisser à la merci d'un coup de vent.

Dans ces conditions, rien ne saurait empêcher dès la première heure nos bâtiments d'utiliser les ports de l'Océan pour pratiquer la guerre de course particulièrement fructueuse dans les premiers jours de la campagne, alors que les bâtiments de commerce ennemis n'auraient pu encore être prévenus et qu'aucune précaution ne serait prise. C'est alors en Angleterre que l'effet moral causé par les premières opérations de nos corsaires pourrait être considérable.

L'ennemi chercherait peut-être à constituer son blocus uniquement au moyen de bâtiments croisant au large devant nos ports. Ces croiseurs non pourvus d'un réseau de surveillance seraient alors à la merci de nos défenses mobiles.

De plus, au lieu de l'organisation dans l'Océan d'un groupe-

ment central unique en communication immédiate avec les ports bloqués d'une part, et avec l'Angleterre de l'autre, on serait obligé d'employer un grand nombre de réserves partielles sans liaisons rapides et faciles les unes avec les autres. De là, s'ensuivrait nécessairement une consommation beaucoup plus grande de bâtiments et surtout des fatigues énormes pour le personnel.

Si, pour conquérir des mouillages et des bases d'opérations dans l'Atlantique, l'ennemi entreprenait l'attaque méthodiqne de nos forteresses navales, il serait conduit à un déploiement et à un éparpillement considérable de forces. Sans parler des nombreux dégâts matériels causés aux bâtiments de l'attaque, soit par les batteries des îles ou îlots qui en seraient pourvus, soit par nos défenses mobiles, il faudrait encore compter l'usure du personnel marin employé dans ces tentatives.

Le plan que nous avons développé consisterait à faire de nos îles et îlots de l'Atlantique, soit de véritables camps retranchés pourvus d'une forte garnison de défense, soit de petites forteresses maritimes. Or, sur mer comme sur terre, il ne saurait être question d'établir des forteresses imprenables pour un ennemi maître d'accumuler ses moyens d'attaque. Le rôle de toute position fortifiée ou défendue par des troupes de défense sans fortification permanente a toujours été de gagner du temps, de contraindre l'ennemi à diviser ses forces, en un mot de *l'user*.

L'Angleterre est à la merci du reste du monde pour ses ravitaillements intérieurs; elle n'a pour assurer une flotte considérable qu'un personnel bien juste suffisant. Dans ces conditions, nos visées initiales ne pourraient-elles pas être de contraindre l'adversaire à éparpiller ses forces, notamment pour la protection des routes commerciales et pour le maintien d'un blocus difficile, dangereux pour le matériel, très fatigant pour le personnel?

Mises en état de défense, nos îles de l'Océan contribueraient, soit indirectement en privant l'ennemi des bases et des mouillages indispensables, soit directement en le forçant à des attaques difficiles, nos îles contribueraient pour une bonne part à l'exécution de cette usure jusqu'au moment où l'ennemi étant considéré comme suffisamment éparpillé, énervé, affaibli, usé, après cet immense combat d'usure qui aurait peut-être pour champ d'ac-

tion le monde entier, on tenterait sur un seul point ce que Napoléon appelait *l'événement*.

C'est alors que le bloc de nos forces navales permettrait à notre armée l'exécution chez l'ennemi de cette opération territoriale qui seule peut être pour la guerre la sanction finale, un but réellement net et précis avec ses conséquences certaines et incalculables.

C. L. C.

NOTE. — Cette étude a été rédigée il y a environ deux ans. Les récentes manœuvres de l'escadre du Nord viennent singulièrement appuyer les arguments de l'auteur. Après les nombreuses réclamations adressées par la Marine au Département de la Guerre, on a pu enfin démontrer *expérimentalement* tout le danger qui menace nos îles.

Dans les manœuvres de 1905, on connaissait depuis longtemps le thème des opérations projetées. Le 11 avril, le vice-amiral gouverneur de Lorient est prévenu de l'attaque de l'escadre. Il a le temps d'envoyer des ordres à la garnison de Belle-Ile; il a même le temps de faire venir, d'Auray à Quiberon, un détachement d'infanterie pour garder la presqu'île. Or, il est absolument certain que, dans la réalité, les circonstances ne seraient pas aussi favorables; il est certain que la défense ne pourrait pas s'organiser ainsi. Eh bien! malgré toutes les mesures de précautions prises ainsi à l'avance, le résultat de l'attaque a été des plus concluants, aussi bien à Quiberon qu'à Belle-Ile.

I. *Attaque sur Quiberon.* — Le 12 avril au matin, l'escadre du Nord, après un bombardement rapide de la *côte ouest*, là où il n'existe aucun ouvrage, met à la mer, à l'abri de son feu, les embarcations portant les troupes de débarquement.

A 6 h. 30 du matin, huit chaloupes jettent à terre 300 hommes près de la pointe de Beg-Naud : ils s'emparent de Portivy et coupent ainsi toute communication de la presqu'île avec le continent. Un peu plus tard, 300 hommes débarquent au Sud, à Port-Maria, avec du canon.

Les batteries de côte destinées à défendre le fameux mouillage situé à l'Est sont impuissantes à intervenir d'une façon quelconque dans la protection de la presqu'île et incapables de tirer un seul coup de canon contre l'escadre qui évolue à l'Ouest. Les sémaphores sont détruits, les forts pris à l'assaut par les marins. C'est un véritable désastre; après quoi l'escadre s'établit tranquillement au mouillage que les inutiles batteries ont été incapables de défendre.

II. *Attaque sur Belle-Ile.* — Le 13 avril, dès l'aube, l'escadre qui avait passé la nuit au mouillage de Quiberon, interdisant ainsi toute communication entre le continent et Belle-Ile, appareille. Elle se divise en deux parties, l'une se dirige vers la pointe de Kerdonis, au sud-est de l'île, l'autre vers la pointe des Poulains, située au nord-ouest. La défense se trouve dès lors fort embarrassée pour discerner sur quel point se produira l'attaque. Comme elle ne dispose au total que d'un effectif absolument insuffisant en infanterie, sans artillerie de campagne, elle organise à la hâte un mince cordon de sections ou de pelotons surveillant les anses et les criques.

Sous la protection de 3 croiseurs cuirassés, 3 garde-côtes et 1 contre-torpilleur, les marins débarquent à Port-Andro, point réputé *inaccessible*, et où, dit

Vauban « il est rare de trouver un temps propre à pouvoir y entrer ». Cependant la mer est houleuse. Les marins se mettent à l'eau et chassent facilement les rares défenseurs. 400 hommes grimpent la côte et refoulent les troupes de terre jusqu'à la batterie du Gros-Rocher. Attaqué par derrière, cet ouvrage ne tarde pas à tomber au pouvoir des assaillants.

Pendant ce temps, la division des trois cuirassés avait fait route dans la direction des Poulains. Craignant un autre débarquement dans le nord de l'île, la défense se préoccupe surtout de ne pas se laisser couper de la citadelle de Palais. Les défenseurs du secteur de Sauzon s'efforcent de suivre les mouvements des cuirassés de façon à se trouver constamment entre le point où le débarquement sera tenté et la citadelle. Mais la division de cuirassés se tenant à 1 mille de terre, tourne devant Sauzon et vient mouiller à 400 mètres de la batterie de Taillefer, dans une position telle que l'ouvrage, pris complètement à revers, est dans l'impossibilité de riposter aux coups de canon du *Masséna*.

Insuffisance des troupes de défense mobile, inutilité des ouvrages de côte, à Quiberon et à Belle-Ile, tels sont les résultats, auxquels on devait s'attendre, démontrés enfin par cette intéressante manœuvre.

C. L. C.



COMBAT DE VILLERSEXEL

9 janvier 1871

[illegible]

PREMIÈRE PARTIE

Situation des belligérants dans l'Est au janvier 1871

(Suite[1])

CHAPITRE III.

POSITIONS OCCUPÉES PAR LES ADVERSAIRES LE 8 JANVIER 1871.

1. Français : Ordres donnés par Bourbaki. — 2. Allemands : Ordres donnés par de Werder.

1. *Français. — Ordres donnés par Bourbaki.* — L'intention du général Bourbaki était de déborder l'aile gauche du général de Werder et par suite de le couper entièrement de Belfort et des troupes de siège. L'occupation sérieuse de Vesoul par les troupes allemandes force le général en chef à obliquer plus à droite

[1] Voir la livraison de mars 1905.

pour atteindre le but qu'il s'est proposé. C'est alors qu'il entame cette marche vers l'Est qui, observée par les patrouilles allemandes, amène les corps français, dans la soirée du 8 janvier, à l'occupation des points suivants :

a) Le 18e corps atteint Montbozon;
b) Le 20e corps arrive à Rougemont;
c) Le 24e est aux environs de Cuse;
d) Le 15e commence à débarquer à Clerval;
e) La division Cremer, encore à Dijon, est appelée à Vesoul.

La marche sur Belfort devait continuer le lendemain, 9 janvier. Les mouvements furent réglés par l'ordre suivant :

« Montbozon, 8 janvier 1871.

« L'armée continuera demain, 9 du courant, le mouvement commencé les jours précédents. La partie disponible du 15e corps occupera les positions qui s'étendent le long de la route de Fontaine à Belfort par Arcey, depuis la Guinguette jusqu'au village d'Onans.

« Le 24e corps appuiera son extrême droite au ruisseau de Scey; il occupera Villechevreux et s'étendra par sa gauche jusqu'à Georfans et Grammont. Le 20e corps occupera les villages de Villargent, Villers-la-Ville et Les Magny. Le 18e corps occupera Villersexel, Autrey-le-Vay, Esprels, le bois de Chassey; la réserve occupera Abbenans et Cubry. La brigade de réserve de cavalerie sera cantonnée à Fallon. Le grand quartier-général sera établi à Bournel entre les villages de Cuse et de Cubry.

« Toutes les dispositions prescrites les jours précédents, pour assurer la sécurité des troupes pendant la durée du mouvement, comme pour dissimuler le mieux possible notre marche à l'ennemi et pour relier les corps entre eux seront scrupuleusement observées.

« Tous les convois du 18e corps seront tenus sur la rive gauche de l'Oignon; les troupes laissées sur la rive droite recevront des instructions précises pour passer l'Oignon si elles se trouvaient obligées de se replier devant des forces supérieures.

« Les reconnaissances seront poussées au loin et faites avec le plus grand soin.

« Les commandants de corps d'armée feront connaître au

général en chef le point choisi par eux pour établir leur quartier général. »

Sans vouloir entrer dans une étude détaillée de cet ordre, on peut observer qu'il manque absolument de renseignements sur l'ennemi. Sans doute, ce serait avoir de l'esprit d'après-coup, de l'esprit d'escalier, que de vouloir reprocher au général Bourbaki des erreurs d'appréciation ou des imprécisions dans les détails. Mais l'ordre du 8 janvier ne semble qu'incidemment prévoir la proximité immédiate des troupes allemandes. On y chercherait en vain l'intention du général en chef à laquelle auraient dû être initiés les sous-ordres qui peuvent être appelés à une action indépendante. Cette lacune, grosse de conséquences, est peut être la raison, non pas seulement de l'absence d'initiative de la part du commandement subalterne, mais surtout du manque d'unité dans les efforts de tous qui, dès lors, s'éparpillent sans résultats appréciables.

2. *Allemands. — Ordres donnés par de Werder.* — Le général de Werder, en occupant à Vesoul une position sur le flanc de l'ennemi, avait eu pour but de voir venir l'armée française avant de prendre ses dispositions. Dès ce résultat atteint, il choisit habilement le moment propice pour se retirer. Convaincu, dès le 8, que l'armée française se déplace des abords sud-ouest de Vesoul vers l'Est, que, par suite, elle marche sur Belfort, le général allemand prend immédiatement ses mesures pour reporter vers la Haute-Alsace sa ligne d'opérations.

Toute la nuit, il continue d'envoyer des reconnaissances. Un magnifique clair de lune les favorise, et leurs résultats ne font que confirmer tous les renseignements que l'on possède déjà ; elles signalent de plus l'occupation de Villersexel.

A 3 heures du matin, de Werder, avec une grande sûreté de vues, donnait ses ordres pour la journée du lundi, 9 janvier. Son but est simple : suivre les Français, les reconnaître et arrêter leur marche en prenant l'offensive par un coup droit dans le flanc de Bourbaki. Ce faisant, il assurait la sécurité de Belfort ; puisqu'il obligeait une armée marchant face à l'Est à se déployer face au Nord.

« L'ennemi a fortement occupé Villersexel ; ses avant-postes

se sont retirés d'Echenoz-le-Sec. En conséquence, la division grand-ducale badoise, rompant sur-le-champ, se portera par Vy-lès-Lure sur Athésans.

« La division de Schmeling marchera de suite sur Villersexel en laissant le gros en position à Aillevans. Le général von der Goltz lancera immédiatement sa cavalerie sur Les Monnins et Vallerois-le-Bois et gagnera avec son détachement Noroy-le-Bourg où il recevra de nouveaux ordres.

« Le général Keller ne poussera pas de reconnaissance vers le Sud avec la 3e brigade.

« Deux bataillons de la division badoise (autant que possible ceux qui sont en avant-postes) resteront sous le commandement d'un colonel ou d'un lieutenant-colonel, dans Vesoul, où ils seront rejoints par six compagnies, un escadron et deux batteries venant de Port-sur-Saône.

« Les communications me concernant me trouveront d'abord à Noroy-le-Bourg, puis à la division Schmeling. »

Notons que le général de Werder pouvait, dans son ordre, ne pas rappeler quel était son but. Dans la soirée du 5 janvier, les généraux Glümer, de Schmeling et von der Goltz avaient été informés de l'appréciation du général en chef sur la situation et du plan d'opérations qu'il adoptait en conséquence.

IIe PARTIE.

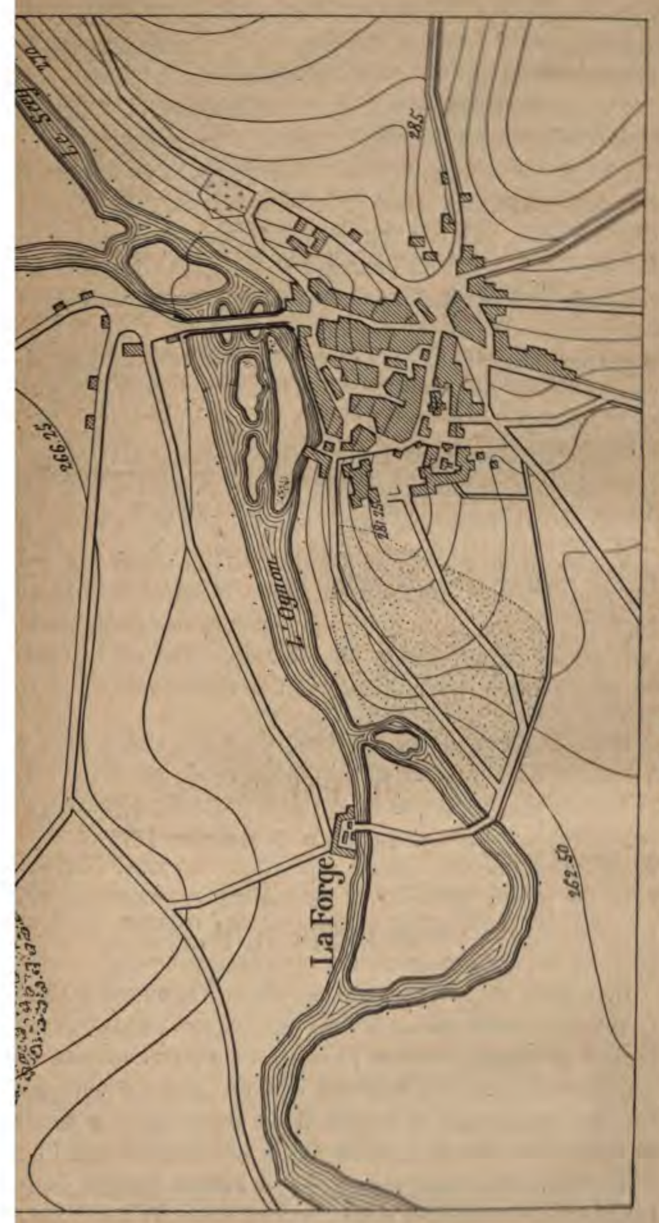
L'engagement du 9 janvier 1871.

PRÉLIMINAIRES.

Description du terrain de combat[1]. — Villersexel est suspendu au flanc d'une croupe dont l'Oignon baigne le pied. La rivière, venant du Nord, se heurte à cette colline sur laquelle s'étage la localité; elle se détourne un moment vers l'Ouest jusqu'au hameau de Moimay, pour reprendre ensuite sa direction primi-

---

[1] Voir la carte d'ensemble au 1/80,000.



Plan de Villersexel (Échelle de 1/15,000).

tive vers le Sud. La vallée de l'Oignon est découverte; la rivière court dans des prairies plus ou moins marécageuses, dessinant plusieurs bras qui entourent de petits ilots.

Le hameau de Marast forme avec Moimay et Villersexel une ligne droite au nord de laquelle, dans de grands bois épais où dominent les arbres à feuilles caduques, s'enfoncent la route d'Esprels à Aillevans, ainsi qu'un tributaire de l'Oignon, le Lauzin, petit ruisseau qui fait tourner quelques moulins. La route de Villersexel à Aillevans traverse le bois du Grand-Fougeret et rejoint la précédente à La Grange-d'Ancin, tandis que l'Oignon et le chemin de Longevelle limitent la forêt à l'Est. La grande route, qui coupe le terrain de la lutte de l'Ouest à l'Est, passe la rivière sur un beau pont à l'endroit de sa plus grande largeur (250 mètres).

En 1870, Villersexel compte 1500 habitants. C'est un important nœud de routes, mais sa valeur défensive est assez médiocre, du moins du côté du Nord. La présence, à une distance moyenne de 1500 mètres, d'une ceinture de bois et de villages facilite les approches et fournit à une attaque des points d'appui avantageux.

La bourgade se compose de deux parties, la ville basse et la ville haute, que relient des rues en pente, généralement raides et parfois même en escalier.

Dans la partie haute, la route de Cuse forme avec celle de Villers-la-Ville un carrefour important. A gauche, c'est la rue principale du bourg qui se termine par une place où s'élèvent l'église et la mairie, et qui est voisine de l'entrée du château. A droite, c'est une rue à pente rapide qui va passer l'Oignon sur le pont de pierre. Près de ce carrefour, on remarque une sorte d'arcade dont la partie supérieure est habitée et autour de laquelle la lutte sera particulièrement chaude.

Dominant tout le paysage, se dresse le superbe château de Grammont, vaste édifice à deux étages, avec deux ailes, dont la façade principale mesure 70 mètres. Le parc, entouré de murs peu élevés et en assez mauvais état du côté du village, s'étend vers l'Ouest jusqu'à la rivière. Il est boisé dans sa partie ouest et atteint 500 mètres dans sa plus grande dimension. Une passerelle suspendue, appelée pont de la Forge, permet de franchir l'Oignon et de pénétrer dans les dépendances du château.

Le dimanche 8 janvier, dans la soirée, Villersexel fut occupé par deux compagnies du 1er bataillon du 58e mobiles (Vosges) [1]. C'était une sorte de grand'garde lancée par le 20e corps à une distance incompréhensible. Ces troupes barricadèrent le pont aux deux extrémités. Un chemin couvert, fait de madriers et de ballots, reliait les deux abris.

CHAPITRE PREMIER.

PREMIÈRE PARTIE DE LA LUTTE : DE 9 HEURES A MIDI.

1. Attaque de la IVe division de réserve. — 2. Résistance des mobiles des Vosges et de la Corse. — Abandon de Villersexel.

1. *Attaque de la IVe division de réserve.* — Les troupes allemandes s'étaient mises en route vers 4 heures du matin. Désireux de couvrir au plus tôt les lignes de Belfort, de Werder avait ordonné, à 6 heures, à la 1re brigade badoise, de se diriger sur Couthenans avec deux batteries et quelques cavaliers, en passant par Lure, Roye, Lyoffans et Béverne. Le ciel était clair, le froid très vif et la neige abondante.

Vers 8 heures, la IVe division de réserve [2], venant de Borey où elle s'était rassemblée à 6 h. 45, atteignait Aillevans où elle devait jeter un pont sur l'Oignon. Le travail commença aussitôt, protégé par le 2e escadron du 3e régiment de uhlans de réserve qui traversa la rivière à gué, suivi des 3e et 4e compagnies du bataillon de landwehr de Thorn [3]; les hommes avaient de l'eau

---

[1] Certains auteurs signalent l'occupation de Villersexel, le 8 au soir, par un bataillon des mobiles de la Corse et un bataillon des mobiles des Vosges. Nous appuyant sur les historiques de ces corps, nous croyons que les Corses n'atteignirent Villersexel que le 9 au matin, lancés en avant par le général Ségard, aux premiers coups de canon.

[2] *Formation de marche.* — *Avant-garde* (général-major de Tresckow II) : 1er régiment d'infanterie rhénane n° 25; 1er régiment de uhlans de réserve; 1re et 2e batteries lourdes de réserve.

Gros (colonel Knappe de Knappstaedt) : bataillon de Wehlau; 2e régiment combiné de landwehr de la Prusse orientale; 1er, 2e et 4e escadrons du 3e régiment de uhlans de réserve; 1re, 2e et 3e batteries légères de réserve; 2e compagnie de pionniers de place du VIIe corps d'armée avec une section d'équipage de pont.

[3] La 2e compagnie du bataillon de Thorn était détachée comme escorte des convois qui avaient été mis en marche par la route de Lure.

jusqu'à mi-jambe. Longevelle et les hauteurs du Sud furent occupées par la 3e compagnie, renforcée bientôt par le bataillon de Weblau qui traversa également l'Oignon à gué. De faibles éléments d'infanterie française, qui occupaient Saint-Sulpice, tirèrent quelques coups de feu, puis cédèrent la place lorsque le combat de Villersexel fut définitivement engagé.

L'avant-garde de la division Schmeling poussait sur Villersexel et arrivait, à 8 h. 45, au débouché sud du Grand-Fougeret. Ce fut, devant elle, comme le déroulement d'un décor derrière le flottant rideau des brumes de la vallée qui remontait avec lenteur vers les frises. Sur l'autre bord de la rivière, la ville s'étalait en amphithéâtre, dominée par le château dont la masse se profilait au sommet de la pente.

La marche était brusquement arrêtée par une fusillade violente, partie des abords nord-est de la ville. C'étaient les deux compagnies des mobiles des Vosges qui, à peine abritées, préludaient au combat et obligeaient le général de Tresckow II à déployer ses forces.

Douze pièces sont mises aussitôt en batterie au nord de la route, le long de la lisière du bois, à un kilomètre à peine de la localité. Elles couvrent d'obus le pont, les maisons avoisinantes et le château. Sous leur protection, les fusiliers du 25e régiment se déploient pour attaquer la barricade. Vers 10 heures, deux compagnies (9e et 10e) se préparent à aborder de front la position; elles s'avancent jusqu'à 300 mètres du pont. Très éprouvées, elles doivent s'arrêter et s'embusquent derrière les quelques maisons de la rive droite. Une troisième compagnie (8e) couvre le flanc droit et va occuper Moimay où nous n'avons personne. Elle déploie un peloton le long de la rive droite de l'Oignon, que borde une ligne de peupliers. Le reste de l'avant-garde s'avance sous bois en formation massée. Le 1er bataillon du 25e régiment, rappelé du gros, se place en réserve près des deux batteries où se trouvent déjà les 5e, 6e et 7e compagnies.

2. *Résistance des mobiles des Vosges et de la Corse.* — Cette première attaque se heurte à des renforts que venaient de recevoir les compagnies de mobiles.

De très bonne heure, le 20e corps avait commencé son mou-

vement. Le 3e escadron du 6e cuirassiers, envoyé en reconnaissance au petit jour sur Villersexel, faisait connaître la présence de l'ennemi au général commandant la 3e division. Celui-ci lance en avant le 1er bataillon et deux compagnies du 2e bataillon des mobiles de la Corse, avec mission d'occuper le village de Villersexel ; ce renfort atteint son poste vers 8 heures.

Il est grand temps. Les compagnies des Vosges sont décimées ; le capitaine Antoine est blessé à la tête par deux éclats d'obus ; son lieutenant est frappé à mort ; un sous-lieutenant s'efforce de maintenir au feu les débris dont il peut encore disposer.

Le commandant Michel, avec les 7e et 8e compagnies de la Corse, est chargé de la défense du pont de l'Ognon. Les 2e, 5e et 6e compagnies s'échelonnent entre le pont et le château de Grammont. La 3e compagnie occupe le château. Sur le front, une fusillade des plus vives accueille les tentatives des tirailleurs du 25e régiment rhénan. La défense est acharnée et tout l'honneur de [illegible] premiers [illegible]

Le général de Tresckow II, convaincu de l'inutilité d'une attaque de front, cherche alors à tourner l'obstacle. Une reconnaissance [illegible] de la 2e compagnie (lieutenant de Hertel) lui en donne le moyen par la découverte de la passerelle étroite de la Forge, qui, malheureusement, n'avait pas été détruite et qui était insuffisamment gardée.

Les 11e et 12e compagnies du 25e régiment [illegible] les bâtiments de la Forge, qui sont [illegible] et organisés par la 3e compagnie. Les [illegible] sur la passerelle, débusquent [illegible] poste d'une [illegible] de mobiles qui [illegible] défendu.

Maîtresse [illegible] passage, les [illegible] compagnies ennemies pénètrent [illegible] par [illegible] et [illegible] château aussi [illegible] organisé [illegible] défendu. Le capitaine [illegible] et quelques mobiles de la 3e compagnie [illegible] par [illegible]

[illegible] 25e [illegible]

Dès lors, les défenseurs du pont étaient pris à revers. L'attaque de front, conduite par le major Malisius, avait, en première ligne, les 9e et 1re compagnies; les 10e et 3e suivaient en deuxième ligne. Elle abordait énergiquement la barricade qui, balayée par les obus, devenait intenable. Les mobiles de la Savoie, à peine soutenus par deux batteries du 18e corps qui apparaissent un instant sur les hauteurs d'Autrey-le-Vay, durent se replier précipitamment en laissant entre les mains de l'ennemi 80 prisonniers environ.

La retraite à travers Villersexel était d'ailleurs impossible. Le colonel de Loos avait, par le parc du château, fait filer cinq compagnies qui occupaient la localité : 12e, 6e, 7e, 2e et 4e. Les défenseurs du pont durent se rejeter vers le Nord, sur Beveuge, et disparaître à la faveur des abris de la vallée du Scey.

3. *Abandon de Villersexel.* — L'infanterie prussienne prenait possession de Villersexel, où quelques mobiles réussissaient cependant à se dissimuler dans les caves et les maisons. D'autres, refoulés sur Villers-la-Ville et Les Magny, étaient culbutés par le 2e escadron du 1er régiment de uhlans de réserve qui captura 2 officiers et 60 hommes[1]. Le reste du régiment de cavalerie couvrait la marche de l'artillerie de l'avant-garde qui prenait position à la sortie est de Villersexel. Il était 1 heure du soir.

CHAPITRE II.

DEUXIÈME PARTIE DE LA LUTTE : DE 1 HEURE A 4 HEURES.

1. La division Feillet-Pilatrie aux environs d'Esprels. — 2. Ordres donnés par de Werder. — 3. Marche de la brigade von der Goltz. — 4. Déploiement de l'armée de l'Est. — 5. Combat au sud-est de Villersexel. — 6. Nouveaux ordres du général de Werder.

1. *La division Feillet-Pilatrie aux environs d'Esprels.* — Le général de Werder, ainsi qu'il l'avait consigné dans l'ordre du 9 janvier, avait marché avec le gros de la division Schmeling.

[1] D'après von der Wenger, *La Bataille devant Belfort en janvier* 1871, au moment de la charge, les officiers crièrent inutilement à leurs mobiles : « Tirez donc! tirez donc! » Aucun coup de feu ne fut tiré.

Des hauteurs d'Aillevans, cote 319, où il s'était porté, le général allemand fouillait avec une évidente satisfaction la plaine de Villersexel, éclairée par un pâle soleil d'hiver. Une heure se passa sans que rien lui fit soupçonner l'approche d'un renfort ennemi. Tout à coup, il put apercevoir, vers le Sud, des colonnes qui débouchaient du bois de Chassey. C'était le 18e corps qui exécutait les ordres donnés le 8 au soir.

Le général Bourbaki, arrivé sur le champ de bataille, prescrivait au 20e corps de réoccuper Villersexel et de border le Scey au Nord-Est. Le 18e corps devait s'établir sur les hauteurs d'Esprels, tout en dirigeant une division sur Villersexel.

Le général Billot porte alors la division Feillet-Pilatrie sur Esprels, Autrey-le-Vay et Pont-sur-l'Oignon; la division Penhoat est lancée sur Villersexel; la division Bonnet reste en position d'attente, pendant que la réserve d'artillerie se dirige sur Esprels.

La brigade Leclaire, repoussant un escadron de uhlans, atteint Esprels vers 11 heures du matin, suivie de toute la 1re division d'infanterie. Au nord du village, le terrain s'élève et forme un plateau dénudé qui domine la plaine. A gauche, la vue est arrêtée par les bois de la Bouloye; à droite, la plaine s'étend en pentes douces et boisées jusqu'à l'Oignon.

Des reconnaissances faites par le lieutenant Gœudin et le sous-lieutenant Ballereau, du 5e cuirassiers, signalent les Allemands à la fois en avant et sur la gauche, à Marast et vers Les Pateys. Le général Billot, qui marchait avec son avant-garde, fait prendre position, sur les hauteurs au nord d'Esprels, à l'artillerie de la 1re division, bientôt rejointe et renforcée par l'artillerie de réserve sous la conduite du commandant Brugère. « L'air sent la poudre; de tous côtés on marchait rapidement, sans cesse le canon se faisait entendre[1] .»

Le 9e bataillon de chasseurs à pied de marche et le 2e bataillon des mobiles du Cher, jetés en avant en tirailleurs, sous les ordres du commandant Libermann, occupent Autrey et le bois du Chanois. Le 3e bataillon de ce même régiment est en réserve, masqué par des plis du terrain. En arrière, le 1er bataillon sert de soutien à l'artillerie.

---

[1] Lieutenant-colonel DE CHOULOT.

Le 42e de marche prend position sur les hauteurs au nord-ouest d'Esprels; il échelonne six compagnies face à l'Ouest pour prévenir une surprise de l'ennemi sur la gauche. Deux compagnies sont détachées en soutien d'artillerie.

La brigade Robert a quitté Thieffrans vers 8 heures du matin. Éclairée par un guide du pays, elle traverse le bois de Chassey et ne débouche aux Pateys, d'où elle protège notre gauche, qu'à 2 heures du soir, ayant mis six heures à parcourir sept à huit kilomètres.

2. *Ordres donnés par de Werder.* — Le mouvement ainsi accentué du 18e corps français constituait une sérieuse menace pour le flanc droit des troupes allemandes engagées. Pour celles-ci, la possession de Moimay devenait d'une grande importance. Ce village ferme, en effet, le défilé entre le bois du Grand-Fougeret et l'Oignon, et son occupation garantit Villersexel contre un mouvement débordant. De Werder veut le tenir à tout prix et son attention se porte également sur le village de Marast, sérieux point d'appui de droite de la ligne défensive formée par Villersexel et Moimay.

Le général de Werder, prévenu du mouvement français par une patrouille de uhlans et par les postes d'observation de la IVe division de réserve, appelle la brigade von der Goltz à La Grange d'Ancin; il la charge de couvrir la division Schmeling vers Marast et Moimay, et de secourir au besoin les troupes qui occupent Villersexel.

Le général de Schmeling reçoit l'ordre de porter le gros de sa division d'Aillevans sur Saint-Sulpice et d'occuper le pont du ruisseau de Scey, au sud-est de cette localité.

L'avant-garde de la division badoise est rappelée d'Athesans sur Aillevans, pendant que le gros prend la même direction par Arpenans[1]. Le 2e bataillon du 3e régiment d'infanterie et la 2e batterie lourde sont détachés pour relever, à la garde du pont d'Aillevans, les éléments de la IVe division de réserve. Ces

---

[1] La première brigade elle-même, en route pour Couthenans, recevait l'ordre de s'arrêter à Lure. Von der Wenger fait observer avec raison que ce fut une faute d'arrêter les Badois en marche vers Belfort. En raison de son infériorité numérique, de Werder ne pouvait espérer battre Bourbaki, mais il avait tout intérêt à le devancer le plus possible devant Belfort.

troupes devront établir la liaison avec Villersexel par Saint-Sulpice et Notre-Dame-de-la-Pitié.

3. *Marche de la brigade von der Goltz.* — La brigade von der Goltz se mit en mouvement sans tarder[1]. Les batteries du 18e corps ayant ouvert le feu, l'artillerie de l'avant-garde badoise, bientôt rejointe par la batterie du gros, déboîta rapidement de la route de La Grange-d'Ancin à Villersexel et, sous la protection de deux compagnies (6e et 7e) du 30e régiment, se déploya entre Villersexel et Moimay. Les deux compagnies furent jetées dans ce dernier village, où elles rejoignirent la 8e compagnie du 25e régiment, de la division Schmeling. La 1re et la 2e compagnie du 30e régiment occupèrent la rive droite de l'Oignon entre Moimay et Villersexel. Les trois autres compagnies de l'avant-garde du colonel Nachtigal restèrent momentanément en réserve.

Le gros était dirigé sur Moimay et Marast. Sept compagnies du 30e régiment (3e, 4e, 5e, 8e, 9e, 10e et 11e) restaient en position d'attente à La Grange-d'Ancin. Des partis français occupaient déjà Marast. Une tentative pour s'en emparer faite, vers 3 heures, avec la 2e et la 3e compagnie du 34e régiment, auxquelles s'était jointe la 1re compagnie du bataillon de landwehr de Thorn, échouait. Les compagnies du 34e se repliaient en partie vers Les Grands-Bois et en partie sur Moimay à travers le bois des Brosses. La compagnie de landwehr rétrogradait sur La Grange-d'Ancin avec l'ordre de rejoindre son bataillon.

Marast était immédiatement renforcé et occupé par quatre com-

---

[1] *Formation de marche.* — *Avant-garde* (lieut.-colonel Nachtigal) : 1er et 2e bataillons du 4e régiment d'infanterie rhénane, n° 30; 3e escadron du 2e régiment de hussards de réserve; batterie lourde de réserve du Ier corps d'armée; 1re batterie légère de réserve du IIIe corps d'armée.

Gros (colonel Wahlert) : bataillon de fusiliers du 4e régiment d'infanterie rhénane, n° 30; régiment de fusiliers de Poméranie, n° 34; 1er et 4e escadrons du 2e régiment de hussards de réserve; 2e batterie légère de réserve du IIIe corps d'armée.

NOTA. — Le 2e escadron du 2e hussards de réserve couvrait le flanc droit de la brigade durant le mouvement en avant. La 12e compagnie du 30e régiment était détachée à l'escorte des convois à Lure; la 10e compagnie du 34e était aux équipages régimentaires. Le 2e régiment de dragons de réserve qui avait passé la nuit à Lure, venait aux environs d'Aillevans.

pagnies du 42e de marche. Quatre autres compagnies garnissaient les crêtes en arrière du village.

Le combat se poursuivit avec un acharnement extrême. Une nouvelle attaque tentée par l'ennemi échoua encore devant la ferme attitude des soldats du 42e de marche.

Von der Goltz, constatant qu'il est en présence de forces sérieuses et désireux de se maintenir malgré tout dans Moimay, dirige sur cette localité le 34e régiment d'infanterie (2e bataillon, 1re, 4e, 9e, 11e et 12e compagnies) et la 2e batterie légère de réserve du IIIe corps.

Confiant dans la force du point d'appui de Moimay, il n'hésite pas à porter dans Villersexel huit compagnies du 30e régiment (3e, 4e, 5e, 8e, 9e, 10e, 11e et 12e) et la 8e compagnie du 25e; son but était de relever les fractions de la IVe division de réserve pour leur permettre de reprendre leur marche sur Belfort.

4. *Déploiement de l'armée de l'Est.* — Pendant ce temps, de Werder, de son observatoire d'Aillevans, pouvait suivre le déploiement de l'armée de l'Est.

C'était sur la route d'Esprels, la marche en avant de la division Feillet-Pilatrie qui venait garnir la ligne des hauteurs à l'ouest de Villersexel. Le 1er et le 3e bataillon du 42e de marche étaient en position à la lisière sud-est du bois de La Bouloye; la 14e batterie du 13e régiment, établie un peu au Sud, battait les abords de Marast et le village de Moimay. Deux autres batteries s'installaient immédiatement au nord-ouest d'Esprels, sous la protection d'un bataillon du 19e mobiles.

Le 44e régiment de marche avait quitté Les Pateys, vers 3 heures, pour marcher sur Esprels qu'il traverse. La direction est le village de Moimay. Le 1er bataillon se déploie à gauche de la route, le 2e à droite; le 3e est en réserve à proximité de l'artillerie. Le régiment s'arrête en arrière de la crête, au sud-est du bois des Brosses, puis se ploie en colonne serrée par division et se porte derrière ce même bois que gardent toujours les mobiles du Cher et les chasseurs du 9e bataillon.

Les 6e et 7e compagnies du 30e régiment, les 5e, 7e et 8e compagnies du 34e, s'efforcent de pénétrer dans le bois; elles y parviennent difficilement. Peu à peu, elles sont rejetées dans Moimay

par un dernier effort des chasseurs à pied, soutenus par le 44e de marche.

Le 73e mobiles, placé dans le bois de Chassey, vers la Tuilerie, tenait notre extrême gauche.

Sur ces entrefaites, le général Billot avait envoyé plusieurs officiers à l'amiral Penhoat pour presser sa marche sur Villersexel; il appelait à lui la cavalerie du général Brémond d'Ars qu'il installait en arrière et à droite de l'artillerie, près du cimetière. Le 2e hussards de marche gagnait Marast pour menacer au besoin le flanc droit de von der Goltz.

La division Penhoat avait éprouvé quelques difficultés à se mettre en route. Aussi le vice-amiral formait-il, vers 10 h. 30, une colonne légère avec les 1er et 3e bataillons du 52e régiment de marche, le 12e bataillon de chasseurs à pied et deux batteries de 4. Le lieutenant-colonel Perrin en recevait le commandement avec la mission d'aller occuper rapidement le pont de Villersexel, localité que d'ailleurs « l'on ne savait pas occupée par l'ennemi ». (Rapport de l'amiral Penhoat.) La colonne légère, par suite d'ordres et de contre-ordres, marchait sur Esprels, qu'elle atteignait vers 2 h. 30, puis passait l'Oignon à Pont-sur-l'Oignon et arrivait aux abords de Villersexel après 4 heures, animée d'une réelle ardeur. Le gros de la division, retardé par la cavalerie et l'artillerie du 20e corps qui obstruaient les routes, n'y parvint que vers 6 heures.

Plus à l'Est, les têtes de colonne du 20e corps débouchaient des Magny, se dirigeant sur Villers-la-Ville. La brigade Vivenot tenait le centre, la 3e division de gauche; la brigade Logerot formait l'aile droite du vaste demi-cercle qui, opérant concentriquement sur les deux rives de l'Oignon, allait se rabattre sur Villersexel.

A l'extrême droite, tout à fait à l'horizon, c'était le 24e corps qui marchait sur Saint-Ferjeux.

5. *Combat au sud-est de Villersexel.* — Les troupes allemandes de Villersexel, se voyant ainsi menacées, avaient marché de l'avant pour essayer de s'opposer à nos progrès. Vers 2 h. 45, quatre compagnies du 25e régiment (1re, 9e, 10e et 12e), appuyées par deux compagnies du 30e régiment (5e et 8e) et par la 2e batterie lourde de la IVe division de réserve, débouchaient dans la

plaine, poussant deux compagnies dans le bois des Breuleux. Le gros de la division Schmeling prenait part également à ce mouvement offensif par le bataillon d'Ortelsburg et la 3e batterie légère.

Les troupes françaises, entraînées par le général Clinchant, entamaient franchement le mouvement en avant, facilité par le feu de deux batteries en position à Magny-le-Petit [1].

Le 1er escadron du 6e cuirassiers, capitaine de Briey, avait gagné Villargent; il s'y établissait et poussait des reconnaissances sur Beveuge et Villers-la-Ville. Celles-ci, ramenées rapidement par des uhlans, ne sont recueillies que grâce à un déploiement des cuirassiers en fourrageurs. Une section d'artillerie (lieutenant Alcan), entourée par les uhlans, est soutenue par ce même escadron et peut reprendre immédiatement son feu.

La brigade Logerot entrait en ligne vers 3 heures. Elle prenait comme objectif le village de Villers-la-Ville dont les abords, vers le Sud-Ouest, forment un glacis absolument dénudé. Le 55e régiment de mobiles (Jura) reçut l'ordre d'attaquer la localité. Le 2e bataillon (commandant Michaud) après s'être déployé en tirailleurs, nettoyait rapidement Le Petit-Fougeret. Par les francs-tireurs du Haut-Rhin, il se reliait à gauche à la division Thornton. Le 1er bataillon, commandant de Vaulchier, gravissait le glacis vers Villers et exécutait « l'école de bataillon comme sur une place d'exercice ». Les Allemands n'attendirent pas le choc; mettant le feu au village, ils se replièrent sur Villersexel, pris d'écharpe par les batteries de la 2e division.

La division Polignac avait été appuyée par le 3e bataillon de la légion du Rhône, du 24e corps, retenu par le commandant de la division. Ce bataillon prit une part très brillante à l'attaque du village de Villers-la-Ville.

Le 3e zouaves avait relié son attaque à celle des mobiles du Jura. Le lieutenant-colonel Bernard dirigeait le 1er bataillon,

---

[1] Le 1er bataillon des mobiles des Vosges leur servait de soutien. Chose incompréhensible, il avait été disposé en arrière des pièces dans une position telle que ses pertes furent sérieuses. L'intervention personnelle du général Clinchant porta ce malheureux bataillon en avant de l'artillerie et vers le bois de Chailles.

(commandant Hogenbill) sur Le Petit-Magny ; le reste du régiment garnissait la lisière nord des Grands-Bois. Le 1er bataillon déploie à gauche deux compagnies en tirailleurs; les autres s'abritent derrière un pli de terrain. Vers 2 h. 30, le lieutenant-colonel Bernard lance la 2e compagnie du 2e bataillon en tirailleurs dans la direction de la ferme Chariey. Sur l'ordre du général Clinchant, qui s'est porté vers le point coté 292, elle est bientôt suivie de cinq compagnies, puis du reste du régiment. Le ruisseau de la Peute-Vue est passé sur des ponts improvisés. Poursuivant sa marche sous les obus avec le plus grand aplomb, le 3e zouaves abordait à la nuit les premières maisons de Villersexel.

Pendant ce temps, la 3e division occupait, par le 47e de marche, le bois de Chailles, qui borde l'Oignon, et se reliait à gauche avec la division Penhoat.

6. *Nouveaux ordres du général de Werder.* — Devant ce déploiement d'ensemble de l'armée française, suivi d'une marche en avant qui lui paraissait décidée, le général de Werder se rendit compte que, en prolongeant sa propre offensive, il allait heurter de front des forces très supérieures. Des renseignements de cavalerie lui apprenaient, en effet, que le mouvement de l'armée française vers l'Est était arrêté. Il comprit le danger qu'il y avait à essayer de jeter ses propres troupes sur la rive gauche de l'Oignon, malgré la faculté que lui en donnaient les ponts d'Aillevans. Il considéra dès lors comme beaucoup plus urgent d'interdire à l'armée française l'accès de la rive droite. De l'offensive, Werder passe à la défensive. D'ailleurs, l'élan vraiment réel de nos mobiles rend plus que les circonstances cette décision obligatoire.

En conséquence, il hâte la marche du gros de la division Schmeling sur Villersexel et se porte de sa personne, vers 3 h. 30, au point coté 309, sur la route de Villers-la-Ville. S'étant aperçu que ses troupes s'étaient engagées sans raison aucune dans un combat très vif où, comme nous l'avons vu, elles étaient loin d'avoir l'avantage, il leur ordonna de se replier sur Villersexel et de ramener les batteries sur la rive droite de l'Oignon. Il mit même ces troupes à la disposition du général von der Goltz pour la défense de Moimay. Le général les ayant

refusées, elles allèrent se masser à la lisière du Grand-Fougeret.

Seul, le 25e régiment prussien resta dans Villersexel avec une batterie. La 11e compagnie avait relevé les fractions du 30e régiment sur la route du Cubrial, à la mairie et à la lisière Sud.

Le deuxième acte du combat est terminé. Le but poursuivi par de Werder est atteint : le contact avec l'ennemi est établi; la marche des Français vers l'Est est arrêtée.

CHAPITRE III.

TROISIÈME PARTIE DE LA LUTTE : DE 4 HEURES A 7 HEURES.

1. Attaque du 44e régiment sur Moimay. — 2. De Glümer enlève Marast. — 3. La division Penhoat s'empare du château de Villersexel. — 4. Le 20e corps attaque Villersexel.

1. *Attaque du 44e régiment sur Moimay.* — A partir de 4 heures du soir, les efforts des Allemands ont pour but la conservation de la ligne défensive fortement appuyée par Villersexel, Moimay et Marast. C'est contre ces localités que viennent se heurter les assauts de l'armée de l'Est.

Le 44e régiment de marche, en position derrière le bois des Brosses, recevait, vers 4 heures, l'ordre de s'emparer de Moimay. Il se porte en avant, « enlevé par le lieutenant-colonel Achilli. Couvert de blessures non encore fermées, cet incomparable soldat est le premier à l'attaque[1] ».

Le 1er bataillon, contournant le bois des Brosses par l'Est, se déploie sur un rang, gagne, sans trop de pertes, le ravin qui longe Moimay par le Sud et marche sur le village. Pendant ce temps, le 2e bataillon s'est déployé à l'est du bois et se porte en avant pour appuyer à droite le mouvement du 1er bataillon. Les compagnies du 44e régiment arrivent ainsi à la crête du plateau sur lequel est assis le village : elles sont accueillies par un feu très vif. « Là, le terrain est nu et sans abri, il faut ainsi franchir cent mètres pour se heurter à ces murs, à ces maisons crénelées derrière lesquelles attend l'ennemi. Le feu part de tous les

---

1 Amédée Le Faure, *Histoire de la Guerre franco-allemande.*

points : les étages élevés, les greniers, les clochers sont garnis de défenseurs [1]. »

Devant cette fusillade terrible, la marche en avant est arrêtée ; les efforts des officiers sont impuissants à reporter les hommes à l'attaque. Les deux bataillons se replient sur le bois des Brosses. Sept officiers et cent cinquante hommes sont tués ou blessés.

Le 19e régiment des mobiles (Cher) (lieutenant-colonel de Choulot) avait appuyé l'attaque par un troisième bataillon, pendant que le 2e, de la lisière du bois des Brosses, soutenait à bonne portée un feu des plus violents contre l'artillerie prussienne postée à l'ouest de Moimay et que nos pièces d'Autrey-le-Vay (division Penhoat) prenaient en rouage. Une batterie (capitaine Riemer) ayant voulu gagner du terrain en avant pour occuper une position moins désavantageuse, fut brusquement assaillie par une fusillade intense partant du bois des Brosses. En un instant, deux pièces furent désemparées. Pour les sauver, un peloton de la 6e compagnie du 30e régiment accourt de Moimay. Après une lutte courte mais extrêmement violente, pendant laquelle les servants purent enlever les pièces, l'ennemi dut reculer et se replier sur Moimay.

L'artillerie allemande durement éprouvée reprenait sa position primitive au nord du village. Par contre, tous les efforts de la brigade Robert pour conquérir Moimay restèrent vains. Ils échouaient devant la précision du tir de l'artillerie prussienne que remplacèrent les feux rapides de l'infanterie quand, à la nuit tombante, les batteries allèrent prendre position plus en arrière, vers les bois. Ils échouèrent surtout parce que, inhabiles à profiter de la leçon de Beaune-la-Rolande, de Lorcy, de Loigny, de Villiers, nos jeunes troupes étaient lancées contre des obstacles que pas un coup de canon n'avait encore ébranlés.

Le général von der Goltz se cramponnait dans le village, aidé par deux compagnies du bataillon de Graudenz, puis par le régiment du lieutenant-colonel Nachtigal, retiré de Villersexel. Il fut fort heureux de voir arriver bientôt les renforts de la

---

[1] *Historique du 44e de marche.*

division badoise qui débouchaient d'Aillevans par La Grange d'Ancin.

2. *De Glümer enlève Marast.* — Le général de Glümer arrivait en effet vers 4 h. 30 en vue du village avec la 2e brigade et trois batteries. Voyant la mauvaise tournure des affaires, il se hâtait de porter tout d'abord son artillerie en face de Marast (1re et 4e batteries légères et 1re batterie lourde). Elle prenait position vers la cote 292 et dirigeait ses coups, soit sur l'artillerie française, soit sur les colonnes qui manœuvraient encore sur le champ de bataille. Un peu après 5 heures, les bataillons de tête badois (1er et fusiliers du 3e régiment), sortant du bois de La Genevraye, enlèvent le village à nos hommes exténués par une lutte sanglante et prolongée.

A 6 heures du soir, le combat prenait fin autour de Moimay. Peu à peu, un morne silence s'étendit sur la plaine glacée que l'incendie de Villersexel allait bientôt éclairer.

3. *La division Penhoat s'empare du château de Villersexel.* — L'ordre de la retraite sur la rive droite de l'Oignon, donné à 4 heures par de Werder, n'avait été exécuté que par le 30e régiment. Le 25e n'avait pas encore quitté l'intérieur de la ville et n'était même pas prévenu, paraît-il, du départ des troupes voisines, quand, vers 5 heures, une brigade du 18e corps français s'emparait des abords du château. Sa ligne de retraite était directement menacée : sa situation devenait d'autant plus critique que le général Clinchant le pressait vivement de front.

C'était la brigade légère de la division Penhoat qui apportait au 20e corps l'appoint de son renfort et d'une surprise fort désagréable aux troupes allemandes. Sur les ordres du général Clinchant, le 3e bataillon du 52e de marche se déploie en tirailleurs sur les hauteurs au sud-ouest de la ville. Derrière lui, le 1er bataillon et les chasseurs du 12e bataillon forment leurs colonnes et attaquent, en même temps que le 47e régiment de marche, la partie sud du village fort dégarnie pour l'instant. Les deux batteries d'artillerie prennent position sur les hauteurs qui dominent la ville et la rive droite de l'Oignon.

Le 1er bataillon du 52e pénètre dans le village, s'empare du groupe de maisons qui flanque le château, troue d'une brèche

le mur du parc et, vers 4 h. 30, oblige l'ennemi à abandonner, en partie tout au moins, cette position importante que bientôt après occupera en forces le 47e de marche.

Le 3e bataillon et les chasseurs couronnent les hauteurs de droite et refoulent l'ennemi dans la partie basse. Le 2e bataillon du 52e et le 1er bataillon du 77e mobiles s'emparent des maisons une à une. Les incendies s'allument ; parfois même il faut cheminer au moyen de la sape : « Je ne saurais trop louer la conduite d'un détachement de sapeurs du génie auxiliaire du Loiret qui m'avait été adjoint : ils furent tous admirables de dévouement et d'entrain. » (Lieutenant-colonel Quenot.)

4. *Le 20e corps attaque Villersexel.* — Le 47e de marche avait été mis en mouvement par Bourbaki en personne, qui le conduisit à l'assaut avec une bravoure incomparable. « Ceux qui étaient auprès de lui et qui n'avaient point eu occasion de le voir dans le combat, parlent avec admiration du changement qui s'opère en sa personne. Sa physionomie, d'ordinaire douce et tranquille, s'illumina soudain, et son geste eut une puissance de commandement irrésistible. Les troupes électrisées marchèrent au feu en poussant des acclamations enthousiastes [1]. »

Et ce sont ces mêmes troupes que la seule parole du chef suffit à enflammer au point que rien ne peut les arrêter, ce sont ces mêmes troupes que l'on dit être, le lendemain, complètement démoralisées !

Le 2e bataillon des mobiles des Pyrénées-Orientales entrait en ligne vers 5 heures. Il reçoit l'ordre d'aller occuper la place de l'église. Sa mission lui coûte deux officiers blessés et une douzaine de soldats tués.

Le 3e zouaves avait prolongé l'attaque en débordant l'infanterie prussienne par la droite de notre ligne. Le lieutenant-colonel Bernard recommande de s'avancer avec les plus grandes précautions et le long des murailles des maisons. C'est alors le combat de rues. Des nuages de fumée, noirs et lents, montent dans l'air du soir, empourprés par les lueurs vacillantes de l'incendie. Les balles font jaillir le plâtre le long des murs. Quelques

---

[1] De Freycinet, *La Guerre en province.*

cadavres sont étendus sur la chaussée. La terreur règne partout.

Devant cette attaque convergente, le général de Tresckow II avait dû se replier prudemment. Rappelant sur la rive droite la batterie en position au bois des Breuleux, il s'efforça de procéder à l'évacuation de Villersexel. Le 1er bataillon se retira par le cimetière et les fusiliers suivirent par la place du Marché. Quant au 2e bataillon, commandé par le colonel de Loos en personne, il fut chargé de protéger le mouvement.

Vers 7 heures, le général Clinchant, sur l'ordre du général Bourbaki, retirait ses troupes du combat « pour continuer sa marche sur la droite », dit le rapport du vice-amiral Penhoat[1]. Elles sont relevées par la brigade Perreaux, dont le 92e régiment appuie le 52e dans son attaque. Pendant que le 1er bataillon de ce dernier forçait l'entrée principale du château, trois compagnies du 92e (1re, 2e et 3e du 1er bataillon) pénètrent dans le parc par la grille de l'Ouest, refoulent à la baïonnette tout ce qui se trouve devant elles jusqu'aux portes du château, où elles délivrent bon nombre de soldats du 47e de marche qui se défendent héroïquement. L'ennemi évacue alors précipitamment, par les issues restées libres, ce vaste bâtiment, aux dépendances duquel il met le feu. Le génie coupe aussitôt la passerelle de la Forge, afin d'empêcher un nouveau mouvement tournant.

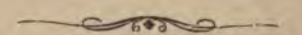
Le feu fait son œuvre de dévastation; les flammes s'élèvent bientôt et projettent des lueurs vives sur la neige du parc où se profile l'ombre mobile des grands arbres séculaires. Les clameurs de la lutte se mêlent aux gémissements déchirants des blessés et aux cris apeurés des malheureux enfermés dans les maisons que l'incendie consume.

Lieutenant J. Diez.

(*A continuer.*)

---

[1] « Les motifs de cet ordre ne nous sont pas connus; mais il était de la plus haute imprudence de nous affaiblir à Villersexel avant même d'en avoir chassé l'ennemi. » (P. Lehautcourt.)



LA

GUERRE DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE[1]

(1740-1748)

Campagnes de Bohême (1741-1742). — La guerre sur le Mein et le Rhin (1743). — Les Autrichiens en Alsace (1744). — La retraite des Autrichiens sur la Bohême et le siège de Fribourg en Brisgau (1744).

II. LA REPRISE DE LA BOHÊME PAR LES AUTRICHIENS (CAMPAGNE DE 1742).

I.

OPÉRATIONS DE L'ARMÉE DU FELD-MARÉCHAL PRINCE LOBKOWITZ.

1. La situation sur la Moldau après la retraite de la grande armée autrichienne.

Au moment où, vers la fin de mars 1742, Charles de Lorraine résolut de faire reprendre au gros de son armée l'offensive contre les Prussiens et les Saxons établis autour de Brünn, il ne restait plus à Lobkowitz, du côté de Budweis, que 8 régiments d'infanterie, 5 de cuirassiers, 2 de hussards, 1800 Croates et 22 bouches à feu, représentant un effectif total de 8,796 combattants. Bien que le prince Charles eût laissé d'assez gros

[1] Voir les livraisons de 1897, 1899, 1900, 1902, 1903, 1904 et 1905.

approvisionnements à Budweis, on n'en avait pas moins jugé utile de prescrire au feld-maréchal-lieutenant comte Charles Harrach, commissaire général des guerres pour la Haute-Autriche, de travailler à l'établissement d'un grand magasin à Mauthhausen.

Afin d'occuper les Français et de les empêcher de s'apercevoir du départ du gros de l'armée, Lobkowitz avait fait exécuter, le 30 mars, une démonstration contre le château de Frauenberg.

Ce coup de main, loin d'abuser Broglie, ne fit que le confirmer dans l'idée qu'il avait déjà conçue et qu'avait fait naître dans son esprit la nouvelle du mouvement exécuté par le corps du feld-maréchal-lieutenant Mercy d'Argenteau, rappelé de Bavière en Bohême.

Le coup de main insignifiant tenté sur Frauenberg le détermina à envoyer des rapports de plus en plus alarmants à Dresde et à Versailles, à presser Valory de mettre Frédéric II au courant des dangers de sa situation, à charger l'ambassadeur de France d'obtenir du roi de Prusse, à défaut de l'appui de sa propre armée, le concours des Saxons. Cette requête ne pouvait qu'être agréable à Frédéric, au moins en ce qui concernait les Saxons. « Il se trouvait, comme il le dit lui-même[1], dans un pas scabreux. Il avait tout lieu de se défier des Saxons, mais leur mauvaise foi n'était pas assez manifeste. M. de Broglie le tira d'embarras en demandant les troupes saxonnes pour le renforcer, à ce qu'il disait, contre le prince de Lorraine, qui voulait l'attaquer dans le temps que le prince prenait le chemin de la Moravie avec son armée. Le roi fit semblant d'ajouter foi au faux avis du maréchal de Broglie pour se défaire d'alliés suspects. »

Trop heureux de se tirer à si bon compte d'une situation dont il ne se dissimulait pas la gravité, Frédéric s'empressa d'autoriser le chevalier de Saxe à emmener ses régiments, d'ail-

---

[1] Cf. *Histoire de mon Temps*, chap. V. — *Correspondance politique*, 770, au marquis de Valory; 771, au chevalier de Saxe; 772, au roi de Pologne; 773, au cardinal de Fleury, Selowitz, 1er avril 1742; 774, au chevalier de Saxe, Selowitz, 2 avril 1742; 777, au même, 3 avril; 780, au même, Wischau, 5 avril; 782, au marquis de Valory et 783, au chevalier de Saxe, Prostnitz, 8 avril 1742; 788, au maréchal de Belle-Isle, Trübau, 12 avril 1742; 799, au même, Chrudim, 22 avril 1742.

leurs absolument hors d'état de tenir la campagne avant de s'être refaits, non pas à Prague, comme Broglie le désirait, mais dans des cantonnements situés dans le cercle de Leitmeritz.

Dans l'intervalle, on n'avait pas tardé à voir clair dans la situation.

Broglie s'était rassuré, dès qu'il eût pu s'apercevoir qu'on n'avait laissé devant lui qu'un faible corps d'observation. Mais comme le Maréchal ne disposait guère que de 10,000 combattants, il n'osa rien entreprendre et résolut d'attendre passivement et tranquillement l'arrivée des renforts.

Lobkowitz profita de cette inaction et de cette accalmie pour étendre les quartiers de son corps tant vers Prague que vers Iglau et pour faire inquiéter par ses hussards les cantonnements des régiments de Broglie.

Mais pendant ce temps, l'armée française, réunie au commencement de mars en Alsace, avait déjà ses têtes de colonnes en Bavière, et Belle-Isle, plus ardent et plus en faveur que jamais, venait d'arriver, le 21 avril, à Francfort. Comme nous avons déjà eu occasion de le dire dans une précédente étude, il voulait faire marcher l'armée franco-bavaroise par la rive gauche du Danube sur Passau et renforcer de quinze bataillons l'armée de Bohême qui prendrait vigoureusement l'offensive sur Budweis. Il espérait amener sans peine Frédéric à en faire autant de son côté et se proposait alors de se charger de la conduite des opérations en Bohême, tandis que l'armée de Bavière passerait sous les ordres de Broglie.

Ce dernier, informé de ces projets, s'empressa de protester, inutilement d'ailleurs, contre tout affaiblissement de l'armée qui lui était destinée.

Charles VII, dès les premiers avis de la marche des Autrichiens d'Olmütz vers la Bohême, avait rendu vaines des réclamations, que Broglie lui-même n'avait pas tardé à regretter, en prescrivant au lieutenant général de Ravignan de diriger immédiatement et droit sur la Bohême d'abord les cinq bataillons du maréchal de camp de Villeneuve, puis les dix bataillons en marche sur Deggendorf.

Arrivé le 10 mai à Klattau, Villeneuve y reçut de Broglie l'ordre de s'établir à Radomischl et à Seidlitz, tandis que le

Maréchal prescrivait à d'Appelgreen de concentrer à Klattau les dix bataillons de ce deuxième échelon.

En présence de ces rassemblements et craignant de voir Broglie sortir de son inaction, Lobkowitz demanda au prince Charles de vouloir bien se porter sur Iglau, afin de séparer de la sorte les Prussiens des Saxons et de se ménager la possibilité de battre ces derniers avant l'entrée en ligne de leurs renforts [1].

Afin de préparer et de faciliter ce mouvement, Lobkowitz envoya, dans les premiers jours de mai, un parti de cavalerie à Habern et un détachement mixte dans la direction de Prague sur Wotitz.

Hésitant entre les conseils de Lobkowitz, dont l'avis était approuvé par Königsegg, et les désirs de sa cour qui voulait le voir tomber sur les Prussiens, le prince Charles porta son armée de Brünn sur Saar, où, après avoir conféré, le 11 mai, avec Lobkowitz, il résolut de prendre avec la grande armée autrichienne la route de Prague par Czaslau, pendant que Lobkowitz se chargerait d'amuser et d'occuper Broglie en enlevant Frauenberg qu'on s'était jusque-là contenté de bloquer.

2. Attaque du château de Frauenberg.

Dès qu'il eût rejoint son corps d'armée, Lobkowitz s'occupa de concentrer ses troupes. Afin de couvrir le siège de Frauenberg, il avait décidé de faire prendre position à son gros à Zahaj, sur la route de Budweis à Wodnan.

Commencée le 13 mai, cette concentration était achevée trois jours plus tard et, le 17, un des régiments de Lobkowitz procédait à l'investissement de Frauenberg.

Bien qu'on eût, sans plus tarder, commencé les travaux d'approche, et bien que Lobkowitz se berçât de l'espoir d'en finir rapidement avec cette bicoque, au bout de huit jours aucune des batteries de siège n'était encore en mesure d'ouvrir le feu, et pendant tout ce temps on n'avait pu parvenir à démolir que deux vieilles redoutes. En dépit des raisons alléguées par le commandant de l'artillerie pour expliquer la lenteur de ses tra-

---

[1] *Haus, Hof und Staats-Archiv.*, Kriegs-Acten, 365, Lobkowitz au prince Charles, 30 avril.

vaux et l'effet insignifiant produit par ses mortiers, il est hors de doute que la garnison avait réussi pendant tout ce temps à contrecarrer tous les efforts des assiégeants « qui espéraient néanmoins parvenir à réduire vivement ce château dès qu'ils auraient pu s'approcher davantage des fossés, y établir une batterie, ouvrir une brèche et donner l'assaut[1].

3. L'offensive de Broglie contre Budweis. — Le combat de Zahaj.

Entre temps, Frédéric, voyant qu'il lui était impossible de s'entendre avec Marie-Thérèse, avait pris « le parti de pousser les opérations avec toute la vigueur possible, « afin de réduire la cour de Vienne au point d'abaissement où elle doit être[2] ». Le 17 mai, il avait, comme il s'empressa de l'annoncer le soir même à ses alliés, « remporté une victoire complète et signalée sur l'armée ennemie[3] » et pressé Broglie de faire « sur-le champ quelque mouvement pour profiter de la consternation que cette nouvelle causera dans l'armée du prince de Lobkowitz[4] ».

Afin d'être plus sûr qu'on répondrait à son appel, Frédéric ne s'était pas contenté de charger Valory de mettre Broglie et Belle-Isle au courant de la situation nouvelle créée par sa victoire. Pendant que Belle-Isle, parti de Francfort le 14 mai, modifiait

---

[1] *Kriegs-Archiv* (Feld-Acten Böhmen, 1742, V. ad. 7 a).

Remarquons à ce propos qu'avant de procéder à l'attaque de Frauenberg. Lobkowitz avait, le 20 mai, écrit à Broglie pour le prier d'ordonner au commandant de rendre Frauenberg, « la destruction de ce château, qui appartenait à son neveu, ne devant assurer, en somme, aucun avantage réel aux puissances belligérantes. »

Broglie, tout en répondant fort poliment au feld-maréchal, prescrivit, au contraire, au colonel bavarois Jean de Wittgenstein, de résister à outrance et de tenir bon jusqu'à la dernière extrémité.

[2] *Correspondance politique*, 839, à Podewils, Chrudim, 11 mai 1742.

[3] *Correspondance politique*, 846, au roi de Pologne; 847, à l'empereur des Romains, et 849 à Broglie; 850, à Valory, du champ de bataille, 17 mai 1742 et du camp de Czaslau, 17 et 18 mai 1742.

[4] *Correspondance politique*, 849, à Broglie, camp de Czaslau, 18 mai 1742 : « ... , Comme de ma part je porte des coups si considérables à l'ennemi, il ne serait pas permis si votre armée voulait rester sans rien faire. Je crois que ce serait une honte éternelle pour la nation française..... J'ai trop bonne opinion de la bravoure de la nation française pour que je ne dusse espérer qu'elle se saisira de cette occasion pour acquérir de la gloire..... »

son itinéraire et se rendait de Prague, non plus au quartier général du roi, comme il en avait eu primitivement l'intention, mais à Pisek auprès de Broglie qu'il craignait de voir retarder une action vigoureuse qu'il lui importait de voir se produire le plus rapidement possible, Frédéric envoyait lui-même aux maréchaux français un de ses officiers, le lieutenant-colonel de Wylich, porteur de lettres dans lesquelles il exposait brièvement ses désirs, la position de son armée et les mouvements exécutés par l'armée du prince Charles après la bataille de Czaslau [1].

La présence de Belle-Isle qui rejoignit Broglie le 22 mai, le jour même où Frédéric lui expédiait Wylich, était d'autant plus nécessaire que les mesures prises dans l'intervalle par Broglie ne permettaient guère de penser qu'il songeât à une reprise immédiate des opérations offensives.

A la nouvelle de la marche des Autrichiens de Saar sur Prague, Broglie avait en effet commencé par diriger sur cette ville la brigade du maréchal de camp de Villeneuve. Il avait, il est vrai, envoyé, le 16 mai, un contre-ordre à ce général et l'avait fait venir avec ses cinq bataillons à Pisek où il avait également appelé les troupes du brigadier d'Appelgreen, jusque-là établies à Klattau. Mais il nourrissait si peu le projet de rentrer en opérations qu'il avait jugé bon de laisser dans leurs quartiers les troupes cantonnées à Strakonitz, Wolin, Stekna et dans quelques localités encore plus éloignées de Pisek.

Le jour même de l'arrivée de Belle-Isle, la situation changea immédiatement d'aspect. Les deux maréchaux résolurent aussitôt de se porter sans plus tarder contre le rassemblement autrichien de Zahaj et d'obliger par ce mouvement Lobkowitz à lever le siège de Frauenberg. Les maréchaux pensaient que cette démonstration suffirait pour décider leur adversaire à se retirer, sans qu'il soit pour cela besoin pour eux de s'engager sérieusement. C'était d'ailleurs à cela que se bornaient pour le moment leurs projets.

Ils disposaient à cet effet, depuis l'arrivée sur la Wottawa du corps de blocus d'Eger et des renforts venus, le 22 mai, de Bavière, de 39 bataillons et de 68 escadrons qu'allaient encore

---

[1] *Correspondance politique*, 857, à Belle-Isle; 858, à Broglie, camp de Brzezy, 22 mai 1742.

rejoindre successivement quelques escadrons, les uns tirés de Prague, les autres rappelés de la Sazawa.

Le lendemain 23, Broglie commençait ses opérations en poussant sur Protiwin deux régiments de hussards et les vingt-deux bataillons réunis à Pisek. Il se proposait de continuer son mouvement le lendemain avec toutes ses forces; mais, au lieu de pouvoir, comme il le pensait, opérer sa jonction à Protiwin avec le reste de son armée, il n'y trouva que deux brigades de cavalerie.

Les dix-sept bataillons cantonnés jusque-là à Strakonitz et à Wolin ne le rejoignirent que le 24 au soir, tandis que deux brigades de cavalerie, sur lesquelles il comptait, allaient se trouver hors d'état de participer à l'opération projetée.

Malgré cela, les maréchaux, pressés de dégager Frauenberg, résolurent de ne retarder que de vingt-quatre heures la continuation de leur offensive. En attendant, comme il leur importait d'être en possession d'un point de passage sur la Blanitz, Broglie chargea, le 24, le brigadier d'Appelgreen de s'emparer du pont de Wodnan et d'en chasser les hussards autrichiens qui, forcés de plier sous le nombre, n'en eurent pas moins le temps de détruire le pont et n'en tentèrent pas moins, pendant la nuit du 24 au 25, une attaque par surprise qu'Appelgreen ne parvint à repousser qu'en faisant entrer en ligne six compagnies de grenadiers.

Pendant le temps que Broglie avait employé à concentrer son armée à Protiwin, Lobkowitz n'avait pas bougé de la position que, depuis le 17, il occupait près de Zahaj, sa gauche couverte par un grand étang, sa droite appuyée à des retranchements. Le 23 mai, prévenu par ses hussards de l'imminence d'une attaque, il se contenta de rectifier quelque peu sa position « afin de pouvoir mieux recevoir l'ennemi » qu'il attendit pendant toute la journée du 24.

Le 25 au matin, Broglie et Belle-Isle quittèrent leur camp de Protiwin et se portèrent sur Wodnan sur trois colonnes : celle de droite, uniquement composée de cavalerie, sous les ordres du lieutenant général de Clermont-Tonnerre; celle de gauche, formée par le gros de l'armée et conduite par Broglie en personne. Éclairée par une avant-garde de quatre régiments de cavalerie, cette dernière marcha jusqu'à Wodnan dans l'ordre

suivant : une brigade de carabiniers, l'artillerie, puis toute l'infanterie. A partir de ce dernier point, Broglie jugea à propos d'intercaler ses trente-deux compagnies de grenadiers entre ses carabiniers et son artillerie, et continua, harcelé tout le long du chemin par les hussards autrichiens, son mouvement sur Selce où, à son arrivée un peu après midi, il apprit que Lobkowitz avait quitté la position de Zahaj et s'était mis en retraite vers Budweis. Bien que la colonne de droite, retardée en route par les difficultés du terrain, n'eût pas encore rejoint et ne fût pas arrivée à hauteur du gros, les deux maréchaux n'en résolurent pas moins de suivre Lobkowitz et poussèrent sans plus tarder leur avant-garde par Mydlowar sur Zahaj.

Loin de songer un seul instant à refuser le combat, Lobkowitz n'avait quitté sa position de Zahaj pour se rapprocher quelque peu de Budweis que parce qu'il craignait de se voir débordé sur son flanc gauche, dans le cas où les Français se seraient portés de Wodnan sur ce point qu'ils pouvaient atteindre avant lui, en marchant droit sur cette ville, dont la possession lui était indispensable et assurait seule ses communications avec l'armée de Khevenhüller[1]. Le feld-maréchal avait, en conséquence, résolu d'aller s'établir sur la route même de Wodnan à Budweis et d'y recevoir le choc des Français sur une bonne position.

Mais il avait à peine levé son camp de Zahaj et son arrière-garde venait à peine de commencer à défiler par un bois à l'est de Zahaj, lorsqu'il reçut la nouvelle de la présence de l'avant-garde de Broglie à Selce et de son mouvement sur Zahaj.

Bien qu'on n'ait pu retrouver aucun document établissant l'ordre dans lequel marchait le corps de Lobkowitz, il est néanmoins possible de conclure, en raison des circonstances mêmes du combat et du temps assez long que nécessita le déploiement des Autrichiens, que le feld-maréchal avait dû mettre son corps en mouvement sur une seule colonne et laisser de plus une distance considérable entre son gros et son arrière-garde. Il n'en donna pas moins à son corps l'ordre de faire demi-tour et de se reporter sur Zahaj, de sorte qu'il ne put opposer aux Français, qui avaient immédiatement serré sur leurs échelons de tête,

---

[1] *Kriegs-Archiv* (Feld-Acten Bayern, 1742, V, ad. 27, a.). Relation des événements du 17 au 26 mai.

qu'une faible partie de son corps, que des forces sensiblement inférieures en nombre.

Au moment où la tête de colonne autrichienne arriva à hauteur de la lisière du bois, l'avant-garde française (dragons Mestre-de camp général et Surgères) occupait déjà Zahaj. Soutenue aussitôt par les carabiniers, cette brigade de dragons se déploya immédiatement au nord-est de Zahaj pendant que l'échelon de tête du gros du maréchal de Broglie occupait le village et en débouchait par un chemin creux afin de couvrir et de faciliter le déploiement du gros.

Lobkowitz ne disposait à ce moment que de trois régiments de cuirassiers et de quelques compagnies de grenadiers et de Liccaner (confins militaires). Établissant et formant en bataille ses cuirassiers sur sa droite, il chargea ses fantassins de se porter en avant, d'arrêter les progrès des dragons et des carabiniers français et de donner à son gros la possibilité d'entrer en ligne.

Il était près de 4 heures, lorsque Lobkowitz prit ces dispositions.

Dans l'intervalle, les Français avaient eu le temps de mettre d'assez grosses forces d'infanterie dans le village et le chemin creux et de faire ouvrir le feu à quelques-unes de leurs batteries.

Malgré tous ses efforts, l'infanterie autrichienne ne put parvenir à rentrer dans le village de Zahaj. Les cuirassiers n'avaient pas été plus heureux que les fantassins. Chargés vigoureusement, avant d'avoir pu achever de se former, par les dragons et les cuirassiers que soutenait le tir de leur artillerie, ils avaient été presque immédiatement rejetés dans le bois.

Au lieu de profiter de ce premier avantage, de tirer parti de sa supériorité numérique, Broglie se contenta de ce brillant mais léger succès. Loin d'accentuer son attaque et d'achever la défaite de son adversaire, il arrêta ses troupes, renonça à continuer une offensive dont le succès était certain et résolut d'attendre l'entrée en ligne de sa colonne de droite, laissant ainsi à Lobkowitz le temps de reformer ses régiments qui venaient d'être rompus et de former successivement en bataille le reste de ses forces. De part et d'autre, on se borna, à partir de ce moment, à entretenir de pied ferme un combat d'artillerie et à

fournir des feux d'infanterie qui ne donnèrent aucun résultat appréciable. Enfin, lorsque sa colonne de droite arriva à 8 heures du soir sur le terrain, Broglie ne songea pas davantage à reprendre l'offensive. La nuit était d'ailleurs venue et ce n'était pas dans l'obscurité qu'on pouvait espérer débusquer Lobkowitz de la position qu'on lui avait laissé tout le temps d'occuper solidement sur la lisière du bois.

Lobkowitz, dont la situation restait en somme à peu de chose près la même qu'avant le combat et qui, en s'entêtant devant Zahaj dans l'espoir de pouvoir continuer le siège de Frauenberg, aurait couru le risque d'être coupé de Budweis où Broglie pouvait encore le prévenir, résolut par suite de se replier pendant la nuit sur cette ville qu'une dépêche du prince Charles lui recommandait de conserver à tout prix [1].

Lobkowitz profita de la mollesse de Broglie et de la nuit pour lever le siège de Frauenberg, ramener son matériel de siège et replier sur la rive droite de la Moldau, sans être ni inquiété ni même suivi, ses troupes qu'il établit dans un camp entre Budweis et Adamstadt [2].

L'affaire de Zahaj lui avait coûté 5 officiers et 96 hommes tués, et 115 blessés. Le général feldwachtmeister de Pin, blessé, était tombé avec un enseigne, quatre hommes et un étendard aux mains des Français, dont les pertes s'élevèrent à 15 officiers et 193 hommes tués, à 53 officiers et 234 hommes blessés. C'était acheter bien cher un bien maigre succès.

Le lendemain 26, lorsqu'il s'aperçut que Lobkowitz avait

---

[1] Cf. *Histoire de mon Temps* : « Les Français feront valoir l'affaire de Zahaj comme la plus grande victoire. La bataille de Pharsale ne fit pas plus de bruit à Rome que ce petit combat n'en fit à Paris. »

Correspondance politique, 865, à Podewils, camp de Brzezy, 26 mai 1742 ; 866, à Valory, 27 mai ; 867, à Belle-Isle, camp de Brzezy, 27 mai : « ... Quoique l'affaire n'ait pas été décisive, néanmoins c'est toujours un bon commencement dans les conjonctures où nous sommes. Il serait à souhaiter que les circonstances voulussent permettre de suivre l'ennemi afin de lui brûler au moins et ruiner ses magasins..... »

[2] *Correspondance politique*, 884, à l'empereur des Romains, camp de Kuttemberg, 10 juin 1742 ; 885, au feld-maréchal comte Schmettau, camp de Maleschau, 10 juin 1742 : « ..... M. de Broglie, n'ayant pas poussé le prince de Lobkowitz comme il le devait, lui a laissé le temps de se retirer à Budweis où l'armée du prince Charles, que je n'ai pu suivre, faute de subsistances, s'est jointe avec le corps de Lobkowitz. »

décampé, au lieu de s'élancer sur ses traces, de songer à le déloger des bords de la Moldau, d'essayer de s'emparer, peut-être même sans coup férir, du pont de la Moldau entre Moldauthein et Budweis, Broglie se contenta de se diriger sur Frauenberg pour ravitailler cette bicoque, de pousser le lieutenant général d'Aubigné avec la brigade de La Marine et les cuirassiers Royal-Allemand sur Moldauthein pour rester en possession de ce passage, d'envoyer le maréchal de camp de Boufflers à Krumau avec la brigade de Navarre et trois régiments de dragons et de charger la brigade d'Anjou de la relier avec d'Aubigné en s'établissant entre Moldauthein et Frauenberg.

Ce fut sur ces positions que Broglie attendit dès lors les événements, les bras croisés.

Il convient de reconnaître que Lobkowitz, une fois arrivé à Budweis, se montra tout aussi indécis, tout aussi timoré, tout aussi perplexe que son adversaire. Alarmé par les nouvelles d'après lesquelles il croyait avoir devant lui 19,000 à 20,000 Français, il ne cessa de demander au Grand-Duc ce qu'il lui fallait faire, s'il devait continuer à garder Budweis ou si on l'autorisait à se replier sur l'armée du prince Charles [1].

Obligé par les ordres formels du Grand-Duc de rester à Budweis où sa position était, en effet, assez critique, Lobkowitz fit part au prince Charles de ses inquiétudes, d'autant plus justifiées d'ailleurs qu'il lui était impossible de supposer que Broglie se complairait et s'endormirait dans une aussi complète et aussi inexplicable inaction.

Ses rapports incessants, ses dépêches continuelles produisirent une telle impression sur l'esprit du prince qu'on peut à bon droit affirmer que les craintes de Lobkowitz ont contribué pour une bonne part à l'établissement du nouveau plan de campagne dont l'exécution immédiate allait imprimer une allure nouvelle aux opérations des Autrichiens et rendre la Bohême à Marie-Thérèse.

---

[1] *Kriegs-Archiv* (Feld-Acten Böhmen, 1742, V, 30).

II.

L'OFFENSIVE DU PRINCE CHARLES.

1. La surprise de Moldauthein.

Comme nous avons eu occasion de le faire remarquer dans une de nos précédentes études[1], le prince Charles, profitant de l'inaction de Frédéric II et des négociations qui devaient aboutir à la signature de la paix de Breslau, avait, dès son retour à Deutschbrod et quelques jours après la bataille de Czaslau, demandé et obtenu l'autorisation de reprendre l'offensive afin de soutenir et de dégager Lobkowitz. L'immobilité du roi de Prusse, qui se garda bien de rien entreprendre pour contrarier les mouvements et les projets du prince Charles, la torpeur et l'aveuglement du maréchal de Broglie, permirent au commandant en chef de l'armée autrichienne, arrivé avec son gros le 1er juin à Czernowitz, le 2 à Sobieslau, de pousser ses troupes droit sur la Moldau. En passant cette rivière, sur un point quelconque de son cours moyen, il se proposait de menacer les communications de Broglie et de l'obliger ainsi à une retraite précipitée.

Malgré les avertissements pressants et répétés de Frédéric l'informant des projets et des mouvements du prince Charles, Broglie, comme le roi de Prusse n'a pas manqué de le dire, « se moqua des avis d'un jeune homme, n'en tint aucun compte et resta tranquillement à Frauenberg, sans trop savoir pourquoi[2]. »

L'inaction absolue de Broglie après l'affaire de Zahaj paraît si singulière, si surprenante qu'il importe de chercher à en découvrir les motifs probables. S'il n'est guère possible d'admettre que malgré les lettres de Frédéric, dont l'attitude expectante et les négociations avec la cour de Vienne ne pouvaient cependant lui avoir échappé, il se berçait encore du vain espoir qu'un mouvement en avant de l'armée prussienne obligerait les Autrichiens à lui céder Budweis, on doit d'autre part faire entrer en

[1] Voir la *Guerre de la Succession d'Autriche.*
[2] Frédéric II, *Histoire de mon Temps*, chap. V.

ligne de compte l'affaiblissement de ses effectifs, l'éloignement des renforts qu'on lui avait annoncés et qui venaient à peine d'entrer dans l'Allemagne du Sud, enfin et surtout la crainte de voir Khevenhüller exécuter une pointe sur Pilsen. Il est en outre utile de remarquer que, se sachant appelé au commandement de l'armée française de Bavière, il se désintéressait de plus en plus de tout ce qui se passait en Bohême, et ne pensait plus guère qu'à rejoindre son nouveau poste et à passer la main à Belle-Isle.

Cette dernière idée s'était même si fortement ancrée dans son esprit qu'il n'hésita pas à proposer à Belle-Isle de détacher de l'armée de Bohême dix bataillons qu'il voulait emmener avec lui sur le Danube. Non seulement Belle-Isle refusa de consentir à affaiblir de la sorte sa propre armée, mais cette proposition suffit pour raviver entre les deux maréchaux d'anciens dissentiments un moment apaisés. Cette mésintelligence était d'autant plus déplorable que les affaires étaient loin de prendre une tournure favorable en Bavière, où d'Harcourt, cédant aux sollicitations de Charles VII et de Breteuil, venait d'essuyer un échec assez sensible en essayant vainement d'enlever le 28 mai le château d'Hilgartsberg [1].

La nouvelle de cet insuccès de d'Harcourt avait porté le trouble et la consternation à Versailles. Mais bien qu'on eût à ce propos renouvelé à Broglie l'ordre de se rendre incontinent en Bavière, il n'en dut pas moins rester encore pendant quelque temps à la tête de l'armée de Bohême, jusqu'au rétablissement de Belle-Isle, tombé malade le 27 mai.

Ce fut à peu près à ce moment que, de Prague, où il s'était rendu pour se soigner, Belle-Isle qui avait jusque-là conservé l'espoir de voir le roi de Prusse rentrer en opération, dut envoyer, dès le 31 mai, à Broglie la nouvelle de la résolution prise par Frédéric de se retirer de la lutte [2]. En présence de ce coup qui ruinait ses espérances et anéantissait tous ses projets, Belle-Isle suspendit le départ de Prague des quelques troupes auxquelles Broglie avait ordonné de le rejoindre sur la haute Moldau, et,

---

[1] Voir la *Guerre de la Succession d'Autriche*.

[2] Cf. *Correspondance politique*, 872, à Belle-Isle, camp de Brzezy, 30 mai 1742.

quoique malade encore, il se rendit sur-le-champ au camp de Maleschau auprès de Frédéric, afin de tenter près de lui une suprême démarche.

Tout ce qu'il put obtenir ce fut une promesse verbale de couvrir éventuellement Prague[1] et l'autorisation de faire répandre le bruit d'un mouvement des Prussiens vers la Moldau.

Frédéric avait réussi à donner le change à Belle-Isle. La bonhomie, la franchise apparente du roi avaient mis en défaut sa perspicacité habituelle. Rassuré par ces déclarations et ne se doutant pas que Frédéric était à la veille de tirer son épingle du jeu en signant une paix séparée avec l'Autriche, encouragé par lui à se rendre à Dresde pour presser la marche « du secours saxon » destiné à renforcer Broglie, Belle-Isle ne perdit pas une minute.

Il venait à peine de quitter Frédéric, de se mettre en route pour essayer de convaincre le roï de Pologne, lorsqu'un nouvel insuccès vint singulièrement aggraver la situation de l'armée dont le commandement lui était attribué.

Complètement renseigné sur l'ensemble de la situation, le prince Charles, après avoir accordé à son armée un jour de repos à Sobieslau, avait décidé de forcer, le 4 juin, le passage de la Moldau à Moldauthein, village situé sur la rive droite de la rivière et complètement dominé par les hauteurs qui commandent la vallée du côté de l'Est.

Depuis le 29 mai, un détachement français, dont le gros campait sur la rive gauche de la rivière, occupait cette petite ville dans laquelle se trouvaient en outre le quatrier général du lieutenant général comte d'Aubigné et quantité de convois et d'impedimenta.

---

[1] Cf. *Correspondance politique*, 874, à Podewils, camp de Maleschau, 4 juin 1742 : « Points de l'entretien que j'ai eu avec le maréchal de Belle-Isle, sur sa façon de m'interroger, avec mes réponses.

..... *Demande :* Ce que je pensais sur les opérations ?

Réponse : Qu'il fallait faire avancer les Saxons et qu'après leur jonction avec Broglie, on pourrait agir dès que les fourrages le permettraient.

Demande : Si j'agirais aussi ?

Réponse : Oui, quand la saison en serait venue, ou en cas que l'on ait à craindre pour Prague..... »

Pour pouvoir se faire une idée exacte de la valeur réelle de ces déclarations, il importe de citer ici les deux lignes dans lesquelles Frédéric résume sa pensée au sortir de son entretien avec Belle-Isle : « Tout ceci est fort curieux, vous connaissez ma façon de penser pour deviner ce que je conclus de tout ceci. »

On s'était contenté d'élever une redoute au débouché du pont sur la rive gauche de la Moldau et on se croyait si complètement en sûreté à Moldauthein qu'on avait cru inutile de s'éclairer et de se garder.

Retardée par ses convois qui n'avaient pu la rejoindre que le 3 juin au soir, l'armée autrichienne ne put reprendre son mouvement que dans l'après-midi du 4. Son avant-garde (14 compagnies de grenadiers et de carabiniers à cheval, 14 autres à pied, 1 détachement de hussards et 400 Warasdiner), sous les ordres du général prince de Birkenfeld, partie à 3 heures de Sobieslau, arriva un peu après 8 heures du soir à Smilowitz (5 kilomètres est de Moldauthein), où le gros ne la rejoignit que vers 2 heures du matin.

Sachant par les renseignements recueillis par Birkenfeld que les Français ne se doutaient pas de son approche, le prince Charles défendit d'allumer des feux de bivouac, établit son armée en ordre de bataille un peu en arrière des crêtes et la poussa dès l'aube sur Moldauthein. Lorsque son avant-garde déboucha sur les crêtes, Birkenfeld put se rendre compte du trouble et de confusion qui régnaient dans la ville et dans le camp français. La cavalerie sellait et bridait en toute hâte, et des colonnes d'infanterie, retardées dans leur marche par les convois qui encombraient le pont, se pressaient pour atteindre la rive gauche de la Moldau. Sans perdre une minute, il jeta sur sa droite le gros de son avant-garde dans un ravin (Hilinsky Polak) qui aboutit à la ville, poussa les Warasdiner droit sur Moldauthein, pendant qu'une centaine de hussards prenaient plus à gauche pour passer la Moldau à gué et que l'artillerie de l'armée garnissait les hauteurs et ouvrait le feu contre la ville, où la rapidité de l'attaque fut telle que les Français n'eurent même pas le temps de prendre des dispositions pour s'y opposer et d'improviser la résistance.

L'apparition des hussards du lieutenant-colonel Dessewffy sur la rive gauche de la Moldau suffit pour mettre le comble à la confusion qui régnait dans le camp que les soldats de d'Aubigné abandonnèrent en désordre et au plus vite pour chercher un refuge dans les bois qui couvrent les hauteurs de cette rive, dès qu'ils virent le reste de la cavalerie de l'avant-garde autrichienne s'engager dans le gué.

Leur fuite avait été si précipitée que les Croates, les grenadiers et carabiniers à pied qui avaient vivement réparé le pont de la Moldau ne purent parvenir à les rejoindre. Les hussards que le prince Charles chargea seuls de la poursuite, suffirent d'ailleurs à la besogne et se jetèrent avec tant d'impétuosité sur eux que leurs officiers ne purent réussir à les rallier et à les réformer dans les bois. Le détachement de d'Aubigné, complètement rompu et débandé, ne s'arrêta qu'à Frauenberg où il fut recueilli par le gros de l'armée [1].

Le 5 au soir, le gros de l'armée autrichienne campa sur les hauteurs de la rive gauche de la Moldau. L'avant-garde, renforcée par tous les hussards, s'arrêta à quelques kilomètres plus à l'ouest dans la direction de Wodnan. Mais à la réception de la dépêche reçue dans la nuit du 5 au 6, par laquelle Lobkowitz l'informait que Broglie avait levé précipitamment son camp de Frauenberg pour se replier en hâte sur Protiwin, le prince Charles, qui n'avait d'abord voulu faire qu'une petite marche le 6, modifia ses dispositions. Ses hussards et les Liccaner reçurent l'ordre de harceler et de précipiter la retraite des Français [2], dont ils enlevèrent les bagages et les convois, et le gros de l'armée dut pousser jusqu'à Wodnan, afin d'opérer sur ce point sa jonction avec Lobkowitz.

2. Retraite de Broglie sur Beraun et de là sur Prague. — Prise de Pisek par les Autrichiens.

Informé le 5, un peu après midi, de l'échec essuyé par d'Aubigné, craignant de voir les Autrichiens le couper de Pilsen et de Prague, Broglie dut se résigner à se mettre immédiatement en

[1] *Kriegs-Archiv* (Feld-Acten Böhmen, 1742, VI, 5). Relation de l'affaire de Moldauthein. Les hussards ramassèrent, dans leur poursuite qu'ils continuèrent pendant 6 kilomètres, 5 étendards et 230 prisonniers, dont 15 officiers, parmi lesquels se trouvait le maréchal de camp de Villeneuve.

[2] Cf. *Correspondance politique*, 891, à Podewils, camp de Maleschau, 1742 ; 893, au feld-maréchal baron de Schmettau, camp de Kuttenberg, 14 juin 1742 : « ... Par le peu de disposition et puisque tout va par-dessus dessous, les choses sont allées de mal en pis, le maréchal de Broglie s'étant retiré avec la plus grande précipitation du monde, derrière la Beraun, ayant perdu tous ses bagages, avec la caisse militaire, quoiqu'il ne fût suivi que par des hussards... » Dans sa lettre à Podewils, il lui annonce que M. de Broglie a perdu toute son argenterie et 40,000 livres en argent.

retraite sur Wodnan et à replier sur Strakonitz le détachement avec lequel Boufflers s'était établi à Krumau. Il avait en même temps informé d'Estrées des événements et de ses résolutions et lui avait prescrit de faire désormais passer, par la route d'Amberg à Eger, les convois de l'armée dirigés jusque là sur Pilsen.

Parti de Frauenberg le 5 juin, à 2 heures, le corps de Broglie rejoint à 5 heures par les fuyards de Moldauthein, marcha une grande partie de la nuit et arriva le 6, à 3 heures du matin, à Wodnan. Son arrière-garde, attaquée par les hussards du corps Lobkowitz, à peu de distance de Frauenberg, n'avait pas cessé d'être inquiétée pendant sa marche sur Wodnan.

Broglie ne s'y arrêta que quelques heures. A 8 heures du matin, il continuait son mouvement de retraite sur Protiwin, couvert par ses grenadiers, qu'il laissait momentanément à Wodnan.

Lobkowitz, qui avait suivi pas à pas le corps de Broglie, arriva par suite à hauteur de ce dernier point bien avant l'armée du prince Charles, qui n'avait quitté Moldauthein que le 6 au matin.

De part et d'autre, on commit ce jour-là des fautes causées par l'absence de renseignements et par une appréciation erronée de la situation. L'apparition du corps Lobkowitz devant Wodnan, le fait que son chef lui fit prendre la formation de combat dès qu'il sut que les Français occupaient encore cette ville, suffirent pour amener Broglie à croire que toute l'armée autrichienne se disposait à attaquer ses grenadiers et pour le décider à y envoyer deux brigades d'infanterie.

Le prince Charles commettait, au même moment, une faute analogue. Croyant, d'après les rapports de ses émissaires, qui lui signalaient la marche des colonnes françaises vers la Blanitz, que l'armée de Broglie revenait sur ses pas pour écraser Lobkowitz, il modifia ses dispositions et porta son armée sur Wodnan, où à son arrivée il trouva les Français en bataille sur une bonne position sur la rive gauche de la Blanitz. Il lui suffit, du reste, de dessiner un mouvement contre leur gauche pour les décider à se mettre, presque sans combat, en retraite sur Protiwin[1].

[1] *Kriegs-Archiv* (Feld-Acten Böhmen, 1742, VI, 5), Relation des événements militaires du 4 au 10 juin 1742.

Tout se borna à l'échange de quelques coups de canon. Mais, à partir de ce moment, la jonction de Lobkowitz avec la grande armée autrichienne était un fait accompli, et le prince Charles disposait désormais de 45 bataillons, 19 régiments de cavalerie, 6 de hussards, de 4,000 à 5,000 hommes des confins militaires, représentant un effectif total de 35,000 hommes, dont 12,500 cavaliers.

Broglie qui, dès le 6 au matin, s'était fait précéder, à Pisek, par une brigade d'infanterie, une de cavalerie et 15 canons, se remit, le soir, en marche vers cette ville avec le gros de son armée à laquelle il fit longer la rive gauche de la Blanitz en passant par Kestran au lieu de lui faire prendre la route qui mène directement de Protiwin à Pisek, où son échelon de guerre n'arriva qu'à 5 heures du matin.

Après avoir coupé les ponts de la Wottawa, l'armée française établit son camp sur la rive gauche de ce cours d'eau, aux environs de Pisek, où Boufflers, rappelé de Krumau avec sa brigade d'infanterie et ses trois régiments de dragons, la rejoignit le lendemain. L'armée de Broglie avait, il est vrai, réussi à s'établir sur une bonne position facile à défendre. Mais elle y manquait de vivres ; elle avait perdu la presque totalité de ses bagages et les pénibles marches de nuit que le maréchal avait cru devoir lui imposer (60 kilomètres en 39 heures) avaient achevé de la démoraliser. Dans ces conditions, il lui était impossible d'espérer pouvoir tenir sérieusement sur la Wottawa. C'était seulement derrière la Beraun qu'il croyait pouvoir opposer quelque résistance et rien ne le prouve mieux que les ordres qu'il envoya à d'Estrées auquel il prescrivit de pousser sur Beraun les 7 bataillons de milice et 1 bataillon d'infanterie qui venaient d'arriver et de mettre une garnison respectable à Eger, dont il allait faire la tête de ligne d'étapes de l'armée de Bohême.

La position de Pisek était toutefois par elle-même si belle et si forte qu'il suffisait de forces relativement peu nombreuses pour faire échouer une attaque de front. Le prince Charles résolut, en conséquence, d'en déborder le flanc droit. Mais, afin de donner le change à Broglie, de l'y retenir jusqu'au moment où il serait en mesure d'inquiéter sa retraite, il fit mine de vouloir l'attaquer de front.

Pendant que le gros de son armée faisait le 7, à Wodnan, une

halte de vingt-quatre heures, il poussait jusqu'à Zelibau (à mi-chemin de Pisek) un détachement de 400 hussards et de 200 Croates en prescrivant à l'officier qui le commandait d'allumer pendant la nuit une grande quantité de feux de bivouac. Le 8, au matin, il renforçait ce détachement des hussards du feld-maréchal-lieutenant Baranyay et du général-feldwachtmeister prince Esterhazy, pendant que le gros de l'armée, précédé par les hussards de Nadasdy et par une avant-garde composée des carabiniers et des grenadiers à pied et à cheval, se portait sur quatre colonnes vers Kestran.

Nadasdy, prenant les grands devants avec ses 600 hussards, traversa, vers midi, la Wottawa entre Kestran et Stekna, poussa jusqu'à hauteur de Pisek et s'en approcha assez pour apercevoir l'armée française campée le long de la chaussée de Prague. Le gros de l'armée du prince Charles ralentie dans sa marche par les difficultés du terrain, n'avait pas encore atteint à ce moment la Wottawa.

Trompé par les démonstrations de Baranyay et de Tripps du côté de Zelibau, Broglie n'eut connaissance du mouvement de son adversaire sur Kestran que le 8 juin, vers 2 heures de l'après-midi. Craignant pour ses communications avec Prague, il donna, sans plus tarder, l'ordre de lever le camp. A 3 heures, son armée continuait sa retraite sur Beraun et il ne restait plus à Pisek que 500 hommes.

Trop faible pour entreprendre quelque chose contre Pisek, avec ses 600 hussards, Nadasdy se contenta de charger une partie de sa cavalerie de suivre et de harceler l'arrière-garde de Broglie qui, grâce au retard éprouvé par le gros de l'armée autrichienne, put, en somme, se retirer sans être sérieusement inquiété. Le mouvement débordant du prince Charles ne lui avait servi à rien, puisque ce fut seulement à 6 heures du soir que son armée put atteindre la rive gauche de la Wottawa.

Pendant ce temps, Nadasdy avait sommé le commandant de Pisek de déposer bas les armes. Sur son refus, il avait fait mettre pied à terre à ses hussards, rejeté les postes intérieurs que la garnison avaient établis au nord-ouest de la ville et poussé jusqu'à peu de distance de la porte, lorsque le général Baranyay, venant de Protiwin, commença son attaque du côté du sud et obligea, lui aussi, les Français à se renfermer dans Pisek. Malgré

tous ses efforts, la garnison, prise entre deux feux et attaquée par des forces supérieures, dut bientôt renoncer à une lutte par trop inégale et déposer les armes. Un autre petit poste français, celui de Stekna, n'avait pas été plus heureux que la faible garnison de Pisek.

Broglie avait, d'ailleurs, décampé si précipitamment qu'il avait oublié de rappeler à lui les postes qu'il avait établis sur la Wottawa, mais qui parvinrent, néanmoins pour la plupart, à le rejoindre, les uns pendant sa marche, les autres à Prague.

Arrivée le 8 juin, fort avant dans la soirée, à Mirowitz, l'armée de Broglie en repartait en toute hâte dès l'aube après y avoir fait une halte de quatre heures et poussait jusqu'à Przibram.

Le 10 au soir, le gros de l'armée s'arrêtait, pour la nuit, à Lochowitz. Le 11, Broglie atteignait Beraun et y établissait son armée dans un camp sur la rive gauche de la Beraun, pendant que le maréchal de camp de Biron, qu'il avait détaché la veille avec 8 bataillons d'infanterie et une brigade de cavalerie, prenait position à Königsaal avec la mission de surveiller et de défendre le cours et le passage de la Moldau.

Ignorant absolument les projets et les mouvements de son adversaire et bien qu'il se fût rendu compte tant des avantages stratégiques que lui assurait la possession de Beraun d'où il couvrait la route si importante pour lui d'Eger à Prague, que du peu de solidité et de valeur de cette position d'autant plus facile à forcer que la rivière, presque à sec, pouvait être passée presque partout; croyant, d'autre part, que le prince Charles, loin de songer à opérer sur Prague, se porterait de préférence sur la Bavière et manœuvrerait de concert avec Khevenhüller contre les corps franco-bavarois établis dans la vallée du Danube, Broglie résolut de subordonner ses décisions ultérieures aux nouvelles qu'il recevrait et aux mouvements de l'armée autrichienne.

Entre temps, il se contenta de renouveler à d'Estrées l'ordre d'évacuer Pilsen et de tirer de Prague les vivres dont son armée avait besoin. Mais, presque au même moment et sans même prendre la peine, sans se donner le temps de contrôler l'exactitude d'un renseignement, d'ailleurs dénué de tout fondement, reçu le 12 juin dans l'après-midi et lui signalant la marche du prince Charles sur Przibram et Lochowitz, il leva en toute hâte son camp le 13 juin à 2 heures du matin et ramena à marche forcée

son armée sous les murs de Prague[1], où il l'établit face à l'Ouest, la droite à la Moldau, la gauche appuyée aux jardins de Schellorn.

D'après les rapports de Belle-Isle, l'armée de Broglie, dont l'arrivée des milices à Prague allait ramener les effectifs à près de 30,000 hommes, aurait perdu dans sa retraite de Frauenberg à Prague, sans comprendre dans ces chiffres les malades laissés à Pisek, près de 2,300 hommes.

3. Conséquences politiques de la retraite de Broglie sur Prague. — La marche du prince Charles par Pilsen sur Prague.

Pendant toute la durée de sa retraite sur Prague, Broglie auquel Belle-Isle avait communiqué les points essentiels de l'entretien qu'il avait eu, le 4 juin, avec Frédéric, au camp de Maleschau[2], avait toujours compté sur l'intervention et l'appui des Saxons et des Prussiens et plus encore sur l'influence que devait exercer sur les résolutions d'Auguste III, la présence de Belle-Isle à Dresde.

Le concours des Saxons paraissait d'autant plus certain, que le roi de Pologne avait formellement promis à Belle-Isle d'envoyer à l'armée de Bohême un premier renfort de 12 escadrons de cavalerie et de 10 enseignes de uhlans, lorsqu'une circonstance imprévue remit tout en question.

Chargé par Charles VII de faire accepter à Auguste III un plan d'opérations élaboré surtout en vue de chasser les Autrichiens de la Bavière, Seckendorff, arrivé le 9 juin à Dresde, vingt-quatre heures après Belle-Isle, protesta, au nom de l'empereur, contre la mise en route de renforts destinés à l'armée de Broglie. S'il ne parvint pas à décider l'électeur de Saxe à reprendre la parole qu'il avait donnée à Belle-Isle, il réussit cependant, malgré toutes les représentations faites par le maréchal, à faire suspendre l'envoi des 8 bataillons d'infanterie saxonne que Belle-Isle lui aurait vraisemblablement arrachés sans cela.

---

[1] *Correspondance politique*, 902, à Podewils, camp de Kuttenberg, 20 juin 1742 : « ... Le vieux Broglie s'est tapi sous les canons de Prague, où il se tient fort serré. »

[2] *Correspondance politique*, 874, à Podewils, 4 juin 1742, et 879, au roi de Pologne, camp de Maleschau, 9 juin 1742.

Le lendemain 10, pendant qu'Auguste III, Belle-Isle et Seckendorff examinaient le nouveau plan d'opérations élaboré par le feld-maréchal bavarois, un courrier apporta à Dresde la nouvelle du mouvement rétrograde de Broglie, de Pisek sur Beraun. La situation était si grave et si critique qu'on s'entendit presque sans discussion. Auguste III et Belle-Isle résolurent d'écrire à Frédéric pour le prier d'intervenir et d'agir immédiatement. Pour mieux convaincre le roi de Prusse de la sincérité des intentions de la Saxe, Auguste III s'engagea à adjoindre 4 bataillons d'infanterie aux escadrons auxquels il donna ordre de se diriger sur Beraun, tandis que, pour calmer les inquiétudes de Seckendorff, préoccupé du maintien des communications entre la Bavière et la Bohême, Belle-Isle promit de laisser en garnison, à Eger, les bataillons de milice qu'on avait eu l'intention de pousser sur Pilsen.

Mais la retraite précipitée de Broglie sur Prague devait faire tomber à l'eau toutes ces combinaisons et avoir des conséquences qu'aucun des trois personnages, réunis en conférence à Dresde, n'avait pu prévoir.

Les préliminaires de la paix de Breslau avaient été, en effet, signés le 11 juin par Podewils et par lord Hyndford, et, deux jours plus tard, Frédéric II, satisfait du résultat qu'il venait d'obtenir, envoyait aux régiments de cavalerie que, cédant aux instances de Belle-Isle, il avait poussés en avant pour soutenir éventuellement Broglie, l'ordre de faire demi-tour et de revenir à Kuttenberg.

Rendant la cour de Saxe responsable des revers essuyés par Broglie, avouant presque que le mauvais état dans lequel on avait mis les affaires de Bohême, lui faisait un devoir de songer à sa propre sûreté, n'osant toutefois pas déclarer encore qu'il avait jugé bon de tirer son épingle du jeu et de sortir de l'alliance, il écrivit le même jour à Belle-Isle et à Fleury pour les préparer à la révélation de son évolution, en leur insinuant que « selon lui, il n'y avait guère d'autre ressource, pour ne pas gâter tout, que de faire la paix à des conditions si bonnes qu'on pourra les obtenir[1] ».

---

[1] *Correspondance politique*, 889, à Belle-Isle; 890, au cardinal de Fleury,

Ce fut en vain que Belle-Isle et Fleury s'efforcèrent de faire revenir le roi de Prusse sur les résolutions qu'il venait de prendre, de le décider à modifier une attitude qui servait si bien ses intérêts personnels, mais rien que ses intérêts.

Le cardinal se faisait, d'ailleurs, si peu d'illusions, il croyait si peu à la possibilité de pouvoir retenir la Prusse dans l'alliance, qu'il avait prévu cette éventualité et que, dès le 17 juin, le maréchal de Broglie approuvait, dans ses grandes lignes, le plan d'opérations que lui avait fait tenir le cardinal.

Laissant aux troupes de l'empereur le soin de défendre la Bavière, toutes les forces françaises qui tenaient la campagne devaient, à l'exception toutefois de l'armée de Westphalie du maréchal de Maillebois, se concentrer en Bohême, afin d'être en mesure de tenir tête aux armées réunies du prince Charles et de Lobkowitz. Seckendorff allait se charger de défendre, avec ses Bavarois, Straubing et Donauwörth; Ingolstadt, en raison de son importance comme place de dépôt, devait seule être gardée par quelques régiments français.

Autant qu'il est permis d'en juger par les rapports de Broglie, le maréchal semblait se croire en meilleure posture qu'on ne le pensait à Versailles. Bien que les Saxons, en marche sur Rakonitz, eussent été rappelés à Saaz, bien que la cavalerie prussienne, poussée jusqu'à Kaurim eût ralliée le camp de Kuttenberg, Broglie n'avait pas perdu l'espoir de voir ses affaires se rétablir et sa situation s'améliorer. Sa position à Prague lui semblait « inattaquable »[1] et ni les mauvaises nouvelles que lui envoyait Belle-Isle, ni les « singulières manœuvres » des Prussiens et des Saxons n'avaient pu altérer la confiance qu'il essayait de faire partager à la cour.

Il est vrai, et sa dépêche du 17 juin à Fleury en fait foi, qu'il s'imaginait encore que la Prusse et la Saxe finiraient par se décider à le soutenir. Enfin, il ne croyait pas à la probabilité

---

camp de Kuttenberg, 13 juin 1742. Quatre jours plus tard, le 17 juin, Frédéric allait être plus catégorique et plus cynique encore avec Auguste III : « Les troupes de Votre Majesté, qui restait dans l'inaction, me mettent dans la nécessité de pourvoir à ma propre sûreté... » (*Ibidem*, 897, au roi de Pologne, camp de Kuttenberg, 17 juin 1742).

[1] *Archives de la Guerre*, Broglie à Breteuil et à Fleury, Prague, 16 juin 1742.

d'une attaque dirigée par les Autrichiens contre Prague parce qu'il se refusait encore à admettre l'existence d'une entente entre le prince Charles et le roi de Prusse et qu'il suffisait dans ce cas que Frédéric sortît de ses quartiers et occupât Tabor et Budweis pour menacer et compromettre la ligne de retraite de l'armée autrichienne.

Comme il l'écrivit le jour même à Belle-Isle, ce fut le 20 juin seulement qu'il reçut la première nouvelle de la conclusion de la paix entre la Prusse et l'Autriche.

Mais, bien que le laps de temps assez long qui s'était écoulé depuis la signature du traité de Breslau eût modifié la situation du tout au tout en permettant au prince Charles de régler à son aise et en toute sécurité la marche de ses opérations, Broglie persista malgré tout et avec un inconcevable aveuglement à croire à la possibilité de rétablir ses affaires.

Annonçant à Belle-Isle qu'il a réuni ses généraux pour leur communiquer cette grave nouvelle, il n'hésite en effet pas à lui dire : « Il y avait quelques visages allongés qui se sont remis « sur la façon dont j'ai débité cette vérité, dont je suis persuadé, « que les ennemis n'oseront venir nous attaquer ici, et, s'ils le « font, je ne doute nullement, sans aucune gasconnade, que nous « les battions [1] ».

L'entêtement, l'aveuglement, l'optimisme de Broglie ne peuvent s'expliquer que par son ignorance des intentions de la cour de Dresde. Alors que, dès le 18 juin, Frédéric II, essayant de justifier sa défection, annonçait à Belle-Isle [2] que le duc de Weissenfels, commandant en chef des troupes saxonnes avait « écrit « une lettre au prince Léopold (d'Anhalt-Dessau), datée du 13 de « ce mois, par laquelle il lui marque positivement que les troupes « saxonnes ne marcheraient point et que sa cour était même « intentionnée de retirer ses troupes jusqu'aux frontières de leurs « pays », Broglie continuait à correspondre le 20 et le 21 juin avec le même duc de Weissenfels qui refusait, il est vrai, de se rendre à ses instances, motivait son refus par la nécessité de

---

[1] *Archives de la Guerre*, Campagnes 1741 à 1744, Broglie et Belle-Isle, IV.
[2] Cf. *Correspondance politique*, 899, à Belle-Isle, camp de Kuttenberg, 18 juin 1742.

protéger la Saxe contre une invasion, l'induisait en erreur en lui affirmant que le prince Charles se disposait à attaquer Pilsen, mais se gardait bien de lui dire qu'Auguste III se proposait de suivre l'exemple du roi de Prusse.

L'arrivée à Prague, le 27 juin, d'un envoyé d'Auguste III, Meshayer, l'éclaira trop tard sur les dangers de la situation. Ce personnage était chargé d'annoncer à Broglie que le roi de Prusse pressait son souverain, qui n'avait toutefois pas encore pris une résolution définitive, de conclure un armistice avec l'Autriche.

Bien que la défection de la Saxe fût désormais certaine, Broglie n'en persista pas moins à croire à la possibilité du succès final. Il comptait pour arriver à ce résultat sur sa jonction avec le corps de d'Harcourt, et bien qu'il reconnût lui-même que ce corps qui n'avait pas encore commencé son mouvement, mettrait au moins quatre semaines pour venir du Danube à Prague, il semblait ne tenir aucun compte de l'existence de l'armée de Khevenhüller qui, sans parler même de l'armée du prince Charles, suffisait à elle seule pour barrer le chemin à d'Harcourt, ou tout au moins pour retarder sensiblement sa marche.

Rien ne put altérer la confiance, la sécurité du maréchal de Broglie. Appuyé sur les remparts et les canons de Prague il s'entêta à croire qu'il lui était permis d'y attendre tranquillement les événements.

Au lieu de suivre l'armée de Broglie, le prince Charles avait entre temps résolu de se porter sur Pilsen qu'il atteignit le 16 juin et dont la faible garnison capitula presque aussitôt. Comme il le mandait au grand-duc, s'il avait donné la préférence à cette opération, c'était non point pour couper les communications du maréchal avec la Bavière, mais parce qu'il ne voulait pas se risquer à manœuvrer par la rive gauche de la Moldau avant d'avoir la certitude qu'il n'avait plus rien à redouter de la part des Prussiens.

Le lendemain 17, informé officiellement par le prince Léopold d'Anhalt-Dessau de la signature des préliminaires de Breslau, il résolut, après avoir demandé au Conseil aulique de la guerre de diriger sur la Bohême les corps de troupes désormais disponibles et tenant garnison en Moravie, de se porter sans retard sur Prague, en couvrant sa gauche que pouvaient menacer les

Saxons du général Polenz qu'il savait en marche de Saaz sur Rakonitz par un détachement de 1500 chevaux sous les ordres de Nadasdy.

Le 19, après avoir reçu du grand-duc l'avis de l'engagement pris par la Saxe d'évacuer la Bohême, le prince Charles rappela Nadasdy et poussant de Rokitzan par Zebrak sur Beraun, il arriva le 23 juin à Horelitz, à une douzaine de kilomètres à l'ouest de Prague, qu'il reconnut en personne le lendemain avec tous ses hussards et un millier de cavaliers allemands.

Le 25, l'armée se porta sur cinq colonnes sur Jinonitz où elle allait attendre l'arrivée du corps Festetics posté jusque-là sur les confins de la Moravie et de la Silésie, et celle du grand-duc qui avait résolu de reprendre en personne la direction des opérations.

Major Z.

(*A continuer.*)



LES LIVRES MILITAIRES

Le Haut Commandement français au début de chacune des guerres de 1859 et de 1870. — La manœuvre de Magenta. — Le désastre de Metz. — Etudes sur la psychologie militaire de Napoléon III en 1859 et de Bazaine en 1870, par le général BONNAL. — 1 vol. in-8 de 168 pages, avec 12 croquis. — Paris, R. Chapelot et Cie.

Ces deux études ont paru dans la *Revue des Idées;* M. le général Bonnal vient de les réunir en un volume. Elles forment, en effet, un tout; l'analogie de la situation créée à l'armée d'Italie dans les premiers jours de mai 1859 est, en effet, frappante avec la situation de l'armée du Rhin vers la fin de juillet 1870.

« Aux deux époques, même pénurie de moyens matériels, insouciance de tous et de chacun, ignorance de la guerre napoléonienne et faiblesse du Haut Commandement. » Mais, en 1859, l'armée autrichienne était peu redoutable, tandis que tout autre, en 1870, se trouvait l'armée allemande.

Pour étudier la psychologie du commandement, il ne suffit pas de se cantonner dans le domaine des sentiments et des idées, à l'exclusion des faits. « A la guerre, la pensée et l'action se combinent si étroitement qu'elles sont inséparables.

M. le général Bonnal a donc étudié, pour 1859, la préparation de la campagne et la manœuvre de Magenta. L'empereur est inquiet, indécis, il tergiverse. Après le combat de Montebello, il redoute une bataille et se berce de l'illusion de croire qu'il triomphera par la seule force de la manœuvre. Cependant, il est acculé à livrer la bataille de Magenta, à la suite de laquelle il ne sait plus que faire; il doit de nouveau, à Solférino, affronter le hasard des combats.

La manœuvre de Magenta et les opérations ultérieures de la campagne procurèrent au Grand Etat-Major prussien des idées nettes sur les défauts d'organisation et la faiblesse du commandement des armées opposées. Après avoir vaincu à Sadowa l'un des adversaires de 1859, l'armée de l'Allemagne du Nord se trouvait, en 1870, en présence de l'autre.

Napoléon III a vieilli; il est devenu sans force et sans volonté. Bazaine, lui, est jeune encore; il est choyé de l'armée; il est assez populaire pour que son élévation au commandement en chef ait été imposée par la voix publique. Mais l'ambition est démesurée; la passion de l'intrigue tient le maréchal; sa vanité est extrême et son scepticisme est le plus absolu. En outre, bien que d'un esprit fin et délié, Bazaine est nonchalant, il ignore complètement les méthodes de la guerre napoléonienne et comment nourrir, faire mouvoir, cantonner, manœuvrer et combattre son armée de 150,000 hommes, si belle pourtant et qui pouvait concevoir de grandes espérances.

M. le général Bonnal démontre la vérité de cet exposé psychologique : il avait pris Magenta pour preuve en 1859 ; pour 1870, il s'appuie sur la journée du 6 août de Forbach, le combat de Borny et la bataille de Rezonville.

Le général a traité son sujet avec sa haute compétence et sa méthode rigoureuse. Résumer même entraînerait trop loin et affaiblirait. Nous ne pouvons donc qu'engager les officiers studieux, les officiers curieux des divers aperçus de l'histoire militaire, où tout se tient, se lie et s'enchaîne, les hommes, les pensées et les actions, à lire la nouvelle étude de M. le général Bonnal. Ils s'y attacheront et en tireront profit. — H.

Publication de la Section historique de l'État-Major de l'Armée. — Histoire de la Campagne de 1794 en Italie, par le capitaine Fabry. — 1 vol. de texte et 1 vol. d'annexes et de supplément avec 13 cartes. — Paris, R. Chapelot et Ce.

Le premier volume de la campagne de 1794 en Italie que publie le capitaine Fabry, comprend la période qui s'étend du début de l'année 1794 jusqu'au 26 juin. Au point de vue militaire, il expose dans le plus grand détail les combats qui ont amené l'enlèvement de Saorgio et l'occupation du col de Tende.

Comme on le sait, le général Bonaparte assistait à cette période de la campagne ; y a-t-il joué un rôle décisif ? Sans se prononcer affirmativement, l'auteur ne le croit pas et, à son avis, tout le mérite revient au général Masséna.

D'autre part, comme toutes les pièces qui ont servi à écrire cette relation sont publiées dans un volume d'annexes, le lecteur est à même de contrôler ce qu'il y a de fondé dans cette opinion, et de se faire une idée par lui-même.

Dans cette guerre, la question diplomatique a joué un grand rôle ; aussi l'auteur l'a-t-il traitée avec le plus grand détail, se servant à cet effet des archives d'Etat de Turin et de Vienne. — S.

La France en Afrique, par le commandant Edmond Ferry. — Paris, Armand Colin.

Dans ce livre largement conçu et traité, M. le commandant Edmond Ferry touche à tous les problèmes africains, et pour mieux éclairer la question remonte au premier contact sérieux de la France avec l'Afrique : nous voulons parler de l'expédition de Bonaparte en Egypte. Il nous montre Bonaparte s'attachant avant tout à respecter les mœurs et les coutumes, à développer le bien-être et la sécurité des habitants, à nous les attacher par la reconnaissance et le sentiment de l'utilité de notre présence.

Cette manière de faire doit être la base de toute action colonisatrice vraiment bonne et utile, car seule elle est basée sur la justice et l'humanité. C'est en les éclairant à cette idée directrice supérieure que M. le commandant Ferry étudie successivement :

Le Soudan français, le Maroc et l'Algérie ;

La question de la Tripolitaine ;
La question musulmane dans le centre africain ;
La conquête du Nil,
Et dans un dernier chapitre, intitulé : l'Action civilisatrice de la France, il revient encore sur l'idée qui lui est chère.

Nous ne ferons œuvre durable que si nous améliorons l'état moral et matériel des populations primitives au milieu desquelles nous pénétrons, et pour cela, il faut avant tout ne pas les mépriser; il faut les relever à leurs propres yeux, développer chez elles le goût du travail et de la prévoyance. Surtout ne cherchons pas à faire *rapporter* trop vite nos colonies, car nous risquerions de dégoûter définitivement du travail l'indigène, naturellement indolent, en le forçant à produire plus que ses besoins ne l'exigent. « Montrons-lui le *travail* comme source de prospérité, mais ne nous bornons pas à le lui indiquer par des paroles ou par des instructions qu'il comprend difficilement; montrons-le lui par de fréquentes leçons de choses, aussi simples que possible et aussi appropriées que nous le pourrons à son caractère. »

Un missionnaire (en pays fétichiste seulement, car en pays musulman toute propagande religieuse serait impuissante et même dangereuse), nos médecins, nos sœurs de charité, tels sont nos plus précieux agents d'action, car ils ne paraissent que pour faire le bien, soigner les malades ou répandre des connaissances utiles.

Le livre du commandant Ferry, animé tout entier d'un souffle généreux, est utile et réconfortant. Nous ne saurions trop en recommander la lecture. — A. N.

Mes Souvenirs. — La Guerre contre l'Allemagne (1870-1871), par le général baron Faverot de Kerbrech. — Paris, Plon.

Du 25 juillet 1870, date de son départ de Paris pour Metz, au milieu de mars 1871, l'auteur de ces intéressants souvenirs n'a cessé de prendre des notes sur les événements qui se déroulaient sous ses yeux. Il a consulté ce cahier pour donner dans la *Guerre contre l'Allemagne* la physionomie exacte des scènes principales des deux actes du grand drame qui s'est déroulé à Sedan et sous les murs de Paris, et auxquels il a pris part. Nommé écuyer de l'empereur pour la durée de la guerre, fonction qu'il cessa par suite de la réduction de la maison militaire du souverain au strict minimum, il entra dans l'état-major particulier du général Ducrot.

Il a voué un véritable culte à la mémoire de ce grand chef, dont le caractère était à hauteur des connaissances militaires. On assiste à toutes les péripéties de la marche de l'armée de Châlons, du camp à Sedan.

Les indécisions, qui président à la rédaction des ordres, pour amener des contre-ordres continuels, sont clairement indiquées et font peser une lourde responsabilité sur le commandement et le ministre de la guerre.

A propos de la charge de la division Margueritte sur le plateau d'Illy, il apporte l'autorité de la *chose vue* pour donner une preuve irréfutable que c'est bien le général de Galliffet qui l'a commandée.

Prisonnier gardé, il s'évade de Pont-à-Mousson, ainsi que le général Ducrot, auprès de qui il sert pendant le siège de Paris. Cette deuxième

partie du livre donne des détails circonstanciés sur les combats de Châtillon, de La Malmaison, de Villiers-Champigny, du Bourget, de Buzenval. Des pages émouvantes sont consacrées à deux officiers qui, frappés mortellement sur le champ de bataille, ont été ensevelis dans un linceul de gloire. Exubérants, enthousiastes, le capitaine de Neverlée et Franchetti, le commandant de l'escadron d'éclaireurs qui a tant fait parler de lui pendant le siège, possédaient des qualités militaires dont tout l'éclat apparaissait devant l'ennemi.

Ces *Souvenirs* fourmillent d'anecdotes curieuses, romanesques, qui reposent de la lecture du récit des opérations militaires, et prouvent que, à cette époque, il y avait des caractères bien trempés, préférant la vie de mousquetaires à celle des pères de l'Eglise, et prouvent que, pour le bon renom de la France, ils considéraient le mépris de la mort comme un facteur essentiel pour arriver au but désiré.

On peut appliquer à la *Guerre contre l'Allemagne* le mot que Montaigne a mis dans ses *Essais* : « Ceci est un livre de bonne foi. » De plus, en réveillant de cruels souvenirs, le général Faverot de Kerbrech a apporté une pierre sérieuse aux assises sur lesquelles doit s'élever le monument qu'on ne peut bâtir, à sable et à chaux, qu'à l'aide d'une bonne préparation à la guerre, cimentée par l'esprit militaire et une discipline de tous les instants, éléments nécessaires pour faire la force des armées. — H. C.

Publication de la Section historique de l'État-Major de l'Armée. — Mémoires sur la Campagne de 1796 en Italie, publiés par le capitaine FABRY. — 1 vol. in-8 avec 11 cartes. — Paris, R. Chapelot et Ce.

En juillet 1802, le premier consul Bonaparte ordonnait de lever la carte des champs de bataille du Piémont pendant la campagne de 1796.

Cette carte devait être accompagnée de mémoires où serait exposé l'historique des faits.

Ces Mémoires sont actuellement conservés aux Archives historiques du ministère de la guerre. Ils ont d'autant plus d'importance qu'ils ont été rédigés sous la direction de Martinel; cet officier servait en 1796 dans l'armée piémontaise où il était chargé du service des renseignements; cette situation le mettait donc à même d'être bien informé sur les intentions du commandement piémontais.

Ils comprennent : I. Mémoire sur les affaires de Montenotte et de Monte-Negro; II. Mémoire sur la bataille de Dego; III. Mémoire sur Cevo; IV. Mémoire sur le camp de Saint-Michel ; V. Mémoire de la bataille de Mondovi.

En outre, on a joint à cette publication deux Mémoires composés par des officiers piémontais : I. La Relation de la campagne de 1796 par M. de Malausséna ; II. Une Conférence de M. Costa sur les campagnes de 1795-1796. — S.



TABLE DES MATIÈRES

DU TOME XXVI DE LA 10e SÉRIE

Comptes rendus de livres militaires.

Cartes, planches et figures.

Le Propriétaire-Gérant : R. CHAPELOT.

Paris. — Imprimerie R. CHAPELOT et Ce, rue Christine, 2.


Stanford University Libraries
3 6105 015 331 130

